1

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Débat d'orientations budgétaires 2016 de la Ville de Strasbourg et de l'Oeuvre Notre-Dame.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales
sur proposition de la Commission plénière
prend acte

de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2016 de la Ville de Strasbourg et de l'Oeuvre Notre-Dame.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Débat d'orientation budgétaire 2016
Ville de Strasbourg

Acte de prévision et acte politique majeur, le vote du budget annuel conditionne l'action municipale. Sa préparation mobilise, durant plusieurs semaines, les adjoint-e -s chargé–e- s des différentes délégations et l'ensemble des Directions.

Depuis la loi du 6 février 1992, le législateur a souhaité associer l'assemblée délibérante à la préparation du budget par la tenue préalable d'un débat d'orientation budgétaire.

Etape préalable au vote du budget, ce débat doit se dérouler dans les deux mois qui précèdent ce dernier. Le législateur a souhaité encore enrichir ce débat au travers de l'article 107, consacré à la transparence financière, au sein de la loi du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (« loi NOTRe »).

En effet, le législateur a voulu préciser les termes de l'échange sur les orientations budgétaires : ce débat doit porter sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, sur la structure et la gestion de la dette mais également comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Les modalités de présentation de ces nouveaux éléments, notamment ceux liés aux ressources humaines, doivent encore être précisément définies, dans un décret à paraître.

Le présent rapport a été réalisé afin de servir de base aux échanges du Conseil municipal.

Il présente tout d'abord les principaux éléments de conjoncture dans lesquels s'inscrit le projet de budget 2016 de la Ville de Strasbourg, et les dispositions du projet de loi de finances pour 2016 ayant un impact sur le budget municipal (I), puis une synthèse de la situation de la Ville qui, outre la présentation des aspects financiers classiques comprendra une partie plus détaillée sur la dette et des éléments relatifs aux effectifs, conformément au nouveau cadre législatif (II), et enfin, les grandes orientations budgétaires de la Ville de Strasbourg pour la période 2016/2020 (III).

***

I – ELEMENTS DE CONTEXTE

A – Conjoncture économique

Le contexte international

Dans une économie globalisée, le contexte économique mondial influe nécessairement sur le cadre national. Or, d'après certains économistes, l'année 2016 pourrait être marquée par la remontée du taux de croissance mondiale avec un taux supérieur à 3%.

Cette prévision s'explique par les effets combinés de plusieurs facteurs : une croissance aux Etats-Unis qui demeure stable avec un taux de chômage qui a retrouvé un niveau historiquement bas, un prix du baril de pétrole et une parité euro / dollar américain favorables à la reprise économique, et quatre pays émergents à fort potentiel de croissance (Brésil, Russie, Inde et Chine) qui continuent à tirer la croissance mondiale vers le haut, malgré la décélération de la croissance chinoise, observée dès 2015.

Certes, le Fonds monétaire international (FMI) a récemment revu à la baisse ses prévisions de croissance mondiale, mais toujours largement au-dessus des +3% de PIB.
Pour le FMI, trois éléments expliquent cette révision à la baisse : la chute des cours des matières premières, la remontée imminente des taux directeurs de la part de la banque centrale américaine, ainsi que le ralentissement économique en Chine.

Dans ce contexte, les voyants repassent au vert pour favoriser une reprise dans la zone euro à partir de 2016. Disposant d'une inflation quasi nulle, la zone euro continue d'être également tirée par le moteur allemand, même si ses perspectives de croissance ont été revues à la baisse pour 2016 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à +2%. Ainsi, la reprise se confirme mais reste donc fragile.

Le contexte national

Pour la France, le FMI prévoit une croissance de respectivement +1,2% en 2015 et +1,5% en 2016. Ainsi, les hypothèses prudentes retenues par le Gouvernement pour le PLF 2016 semblent corroborées par les prévisions pour 2016, pour lesquelles on relève un consensus des analystes économiques. Les derniers indicateurs témoignent du fait que la reprise est à l'œuvre et confortent l'hypothèse retenue par le Gouvernement d'une croissance de l'activité de 1% en 2015 et 1,5% en 2016.

Quant à la prévision de déficit public de 3,3 % en 2016, après 3,8 % en 2015, elle est sous-tendue par cette prévision de croissance. Pour rappel, l'objectif de la loi de programmation des finances

publiques (LPFP) de décembre 2012 demeure de passer sous la barre des 3% de PIB d'ici 2017. Ainsi, le niveau d'endettement des administrations devrait croître à un rythme modéré en 2015 (+0,7 point) à 96,3 % du PIB, avant de se stabiliser en 2016 à 96,5 % du PIB.

Si cet espoir de reprise européenne commence à se concrétiser et à faire consensus pour 2016, le contexte national français demeure plutôt morose.

En effet, la France a perdu sa place de cinquième puissance économique mondiale dès 2014, détrônée par le Royaume-Uni. Le pays commence à peine à sortir de la crise, la consommation des ménages et l'investissement redémarrent en 2015, notamment aidés par la baisse des prix pétroliers. La crise a généré des taux de chômage et de précarité records. Le nombre de chômeurs a continué d'exploser en 2014, et le taux de chômage, évalué à 9,9%, devrait repasser au-dessus des 10% en 2015. Ce contexte national pèse évidemment sur le contexte local, qui lui aussi, attend un rebond.

Le contexte régional

Selon le rapport de l'INSEE portant sur la conjoncture en Alsace paru en juillet 2015, le début de reprise de la zone euro ne s'est pas encore diffusé en Alsace. Ainsi, la conjoncture économique du premier trimestre 2015 reste terne dans un contexte national de reprise de l'activité (+ 0,6 %) et de reprise progressive dans la zone euro. On observe localement :
- une contraction de l'emploi salarié dans tous les secteurs, conséquence notamment de la situation défavorable de l'emploi dans le commerce et la construction. Le taux de chômage régional s'établit à 9,2 % de la population active à la fin du 1er trimestre 2015 ;
- le recul du nombre de micro-entreprises crées, même si les autres entreprises sont en progression et le nombre de défaillance recule légèrement ;
- la diminution du nombre de permis de construire ; toutefois, l'habitat collectif demeure dynamique ;
- la progression de la fréquentation touristique, avec un retour observé de la clientèle étrangère.

Depuis plusieurs années, l'Alsace et l'Eurométropole sont confrontées à une situation économique difficile : un taux de chômage en hausse et des problématiques d'accès à l'emploi en hausse pour les personnes les moins qualifiées, les jeunes et les seniors, avec en parallèle des besoins de postes à importants au sein des entreprises, des dynamiques d'investissements et de créations d'entreprises qui ne compensent pas totalement les destructions d'emplois, une attractivité confirmée mais un risque d'érosion dans un environnement concurrentiel.

L'évolution du cadre institutionnel local

Dans ce contexte économique, il ne faut pas oublier la situation de nos partenaires locaux, notamment institutionnels. Car ce sont avec eux que les projets d'investissement sur le territoire strasbourgeois se construisent.

L'année 2016 est une année de changement institutionnel inédite et historique. La fusion des régions

va durablement faire évoluer le paysage institutionnel dans lequel évolue la Ville de Strasbourg.

Ainsi, les Régions Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne ne formeront plus qu'une grande collectivité territoriale et les services préfectoraux, comme les chambres consulaires, vont être réorganisés.

Si le législateur a souhaité inscrire dans le marbre le statut de la ville de Strasbourg en tant que métropole régionale, ce bouleversement va nécessairement induire des conséquences pour nos partenaires qui sont également co-financeurs de certains investissements strasbourgeois.

La nouvelle grande région devra se mettre en marche forcée autour d'une nouvelle gouvernance et de nouvelles priorités. Si le Gouvernement a décidé à compter de 2017 d'allouer aux régions la part de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) autrefois dévolue aux départements (25% qui s'ajouteront à leur part initiale de 25%), la nouvelle région va continuer à participer à l'effort de redressement des finances publiques. Ces facteurs rendront les soutiens financiers plus complexes pour 2016.

Tout comme la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg et la nouvelle Région, le Département du Bas Rhin va lui aussi continuer à voir ses dotations baisser en 2016. Malgré le dispositif de financement des allocations individuelles de solidarité mis en place par le Gouvernement en 2015 pour atténuer l'effort demandé aux départements, le département du Bas-Rhin a drastiquement revu à la baisse certaines de ses politiques publiques, dont ses investissements en 2015. La mise à contribution de ses partenaires pour participer à ses efforts d'économies et la réduction des aides à été initiée dès le vote du budget départemental, en avril 2015, ce qui impacte directement la ville de Strasbourg, notamment dans le domaine associatif et particulièrement culturel.

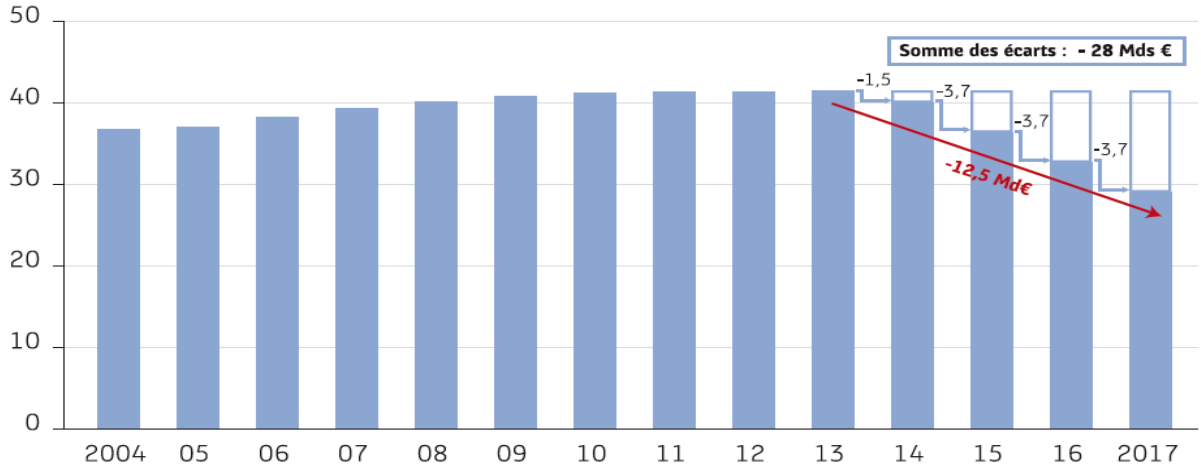
B – Le projet de loi de finances pour 2016

Le projet de loi de finances pour 2016 prévoit, ainsi qu'annoncé en avril 2014 et conformément à la loi de programmation des finances publiques (LPFP) 2014-2019, votée le 29 décembre 2014, une nouvelle réduction des dotations de l'Etat aux collectivités, de 3,67 milliards d'€.

Cette participation renouvelée à l'effort de redressement des finances publiques, (parfois abrégée en « contribution au RFP », voire « CRFP »), en incluant la première baisse opérée en 2014, conduirait les dotations de l'Etat aux collectivités à reculer de 12,5 milliards d'euros d'ici 2017, soit une baisse cumulée de 28 milliards d'euros.

	Montant annuel prélevé sur les concours financiers de l'Etat aux collectivités	Perte annuelle cumulée par rapport à 2013	Effort supplémentaire cumulé
2014	-1,5 Mds €	-1,5 Mds €	28,02 Mds €
2015	-3,67 Mds €	-5,17 Mds €	
2016	-3,67 Mds €	-8,84 Mds €	
2017	-3,67 Mds €	-12,51 Mds €	

Illustration des baisses opérées sur la dotation globale de fonctionnement



©La Banque Postale Collectivités Locales

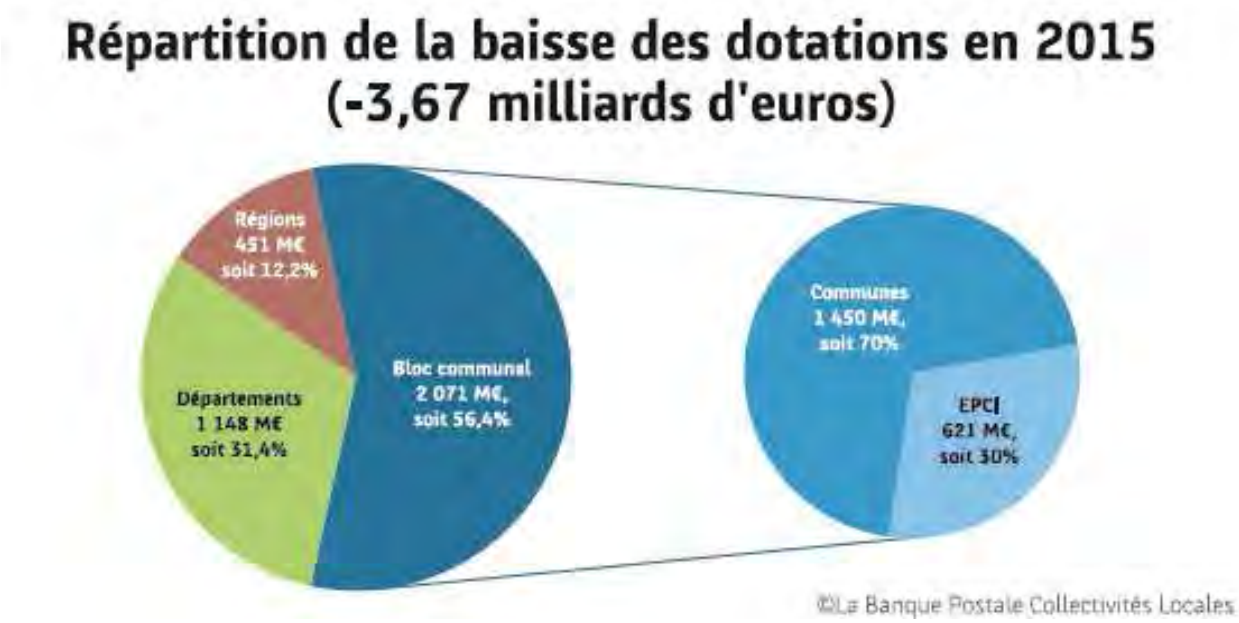
Selon l'exposé général des motifs du projet de loi de finances pour 2016, la répartition de cet effort en fonction des strates de collectivités demeurerait inchangée et sera réalisée au prorata de chacune d'elles dans les recettes totales. La contribution au redressement des finances publiques représenterait ainsi en 2016, comme en 2015 :

- 2 071 M€ pour le bloc communal, dont 70%, soit 1 450 M€ pour les communes et 30%, soit 621 M€, pour leurs groupements
- 1 148 M€ pour les départements (contre 476 M€ en 2014),
- 451 M€ pour les régions (contre 184 M€ en 2014).

Le projet de loi de finances répartit l'effort entre les communes et leurs groupements en fonction d'une clé de répartition qui correspond à la part des recettes réelles de fonctionnement des communes d'une part, et de leurs établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), d'autre part.

Le schéma déjà présenté l'année dernière lors des orientations budgétaires pour 2015 perdure donc

toujours, du moins à ce stade :



Sur la période 2014-2017, la baisse cumulée de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal constituera au total un prélèvement sur recettes de 15,8 milliards d'euros, soit 56,4% des 28 milliards de baisse des concours financiers de l'Etat aux collectivités.

Par ailleurs, le bloc communal subit ainsi l'essentiel du prélèvement, alors même qu'il réalise plus de 63% des investissements publics locaux avec seulement 4,1% de la dette nationale.

La Ville passerait donc d'un montant de DGF de 58,3 M€ perçu en 2014 à 38,2 M€ perçus en 2017, soit **un manque à gagner sur cette période de 39,4 M**€.

Tout comme en 2015, le Gouvernement met l'accent sur la **péréquation verticale**, et reconduit sur 2015/2016 la progression de 2014/2015, soit une évolution de 297 M€ des crédits destinés aux dotations de péréquation, afin de « compenser, pour les collectivités les plus pauvres, les effets de la contribution au redressement des finances publiques ».
Cette progression de la péréquation verticale est décomposée de la façon suivante :

- Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale : + 180 M€
- Dotation de solidarité rurale : + 117 M€.

Bien que l'exposé général des motifs souligne cette augmentation de la péréquation verticale, il

convient de rappeler que ces sommes seront financées par les collectivités elles-mêmes, une moitié de la somme étant prélevée par écrêtement de 3% de la composante dotation forfaitaire de la DGF d'un nombre accru de collectivités, la seconde moitié étant financée par la minoration des allocations compensatrices de fiscalité directe locale.

La Cour des comptes a, dans son rapport thématique de septembre dernier, alerté sur la baisse massive d'investissement public qu'induit la baisse des dotations, phénomène que la Banque Postale pressentait dès mai 2015 dans sa note de conjoncture.

Sur les 33 villes de plus de 100 000 habitants étudiées par le rapport, une vingtaine prévoient cette année une baisse moyenne de 15% de leurs dépenses d'équipements. Le chiffre serait plus important encore à Paris, Dijon, Lyon, Marseille et le Havre. Il ne s'agit pas d'une surprise mais bien d'une nouvelle inquiétante pour la croissance lorsque l'on sait que les collectivités réalisent près de 70% de l'investissement public.

Cette diminution de la DGF s'est déjà traduite par une baisse de l'investissement des communes et des intercommunalités de 12,4% en 2014. Pour la seule année 2014, la perte sèche s'élève donc à 4,3 milliards pour le tissu économique local, avec des conséquences en termes d'emplois et de services à la population.

A horizon inchangé, l'investissement du bloc communal devrait diminuer de 30 % environ d'ici 2017, car la baisse des dotations, conjugué au poids croissant des normes assèche leur autofinancement qui passera de 9,7 milliards d'euros en 2013 à 1 milliard seulement en 2017. En termes de croissance, la perte pourrait s'élever à 0,6% du PIB, avec des effets dramatiques sur les entreprises locales (on estime qu'une baisse de 10% des dépenses d'équipement des collectivités équivaut à 0,2 point de croissance en moins).

En 2014, 8000 emplois ont été détruits dans le secteur des travaux publics (sur un total de 270 000 répartis sur le territoire français), en raison de la chute de la commande publique, dans une année marquée par le renouvellement électoral, le début de la baisse des dotations de l'Etat et l'alourdissement des charges et des normes.

A l'aune de l'année 2016, il est difficilement envisageable que cette politique perdure au-delà de 2017 tant les efforts demandés à chaque collectivité sont importants. C'est pourquoi **la prospective de la ville de Strasbourg prévoit une stabilité de la DGF perçue à compter de 2018**.

Mais, en plus de cette hypothèse, il faut ajouter une nouvelle inconnue à l'équation budgétaire : la réforme annoncée de la DGF dès 2016.

La réforme de la dotation globale de fonctionnement en 2016

Le projet de loi de finances pour 2016 introduit, dans son article 58, une réforme majeure de la DGF des communes et des intercommunalités. L'objectif visé par le Gouvernement est de rendre cette

dotation plus transparente et plus juste, sur la base du rapport parlementaire de Christine Pirès-Beaune et Jean Germain remis en juillet 2015.

Avant de détailler l'architecture de la nouvelle mouture de la DGF, il convient de rappeler qu'à l'origine, la DGF constituait un remboursement par l'Etat de ressources locales fiscales supprimées par ce dernier. Les éléments sur la nouvelle structure de la DGF intercommunale pour 2016 connus lors de la rédaction du présent rapport sont détaillés dans le prochain paragraphe. Cependant, ils devront être actualisés des résultats des débats parlementaires de la fin d'année autour de ces questions, débats qui promettent d'être denses, mais ne débuteront qu'à compter du 4 novembre en Commission des Finances de l'Assemblée Nationale et à partir du 9 novembre à l'Assemblée nationale.

Alors que la DGF communale comprenait jusqu'à présent la dotation forfaitaire, la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU), la dotation de solidarité rurale (DSR) et la dotation nationale de péréquation (DNP), désormais, la DGF comprendrait deux dotations communales et une dotation partagé avec les intercommunalités. Il s'agirait de la dotation de base et de la dotation de ruralité pour les communes ainsi que la nouvelle dotation de centralité, partagée par les communes et les intercommunalités.

Du côté des dotations communales, le montant de la dotation de base serait fixé en euros par habitant (75,72€ par habitant au PLF 2016) quelle que soit la commune et quelle que soit sa taille. Au total, l'enveloppe globale dédiée serait de l'ordre de 5,4 Md€.

La dotation de ruralité serait distribuée aux communes ayant une densité inférieure à 75% de la densité moyenne nationale en fonction de la population notamment (environ 25 500 communes devraient se partager 263 M€ pour un montant moyen de 20€/habitant). La commune de Strasbourg ne bénéficiera pas de cette dotation.

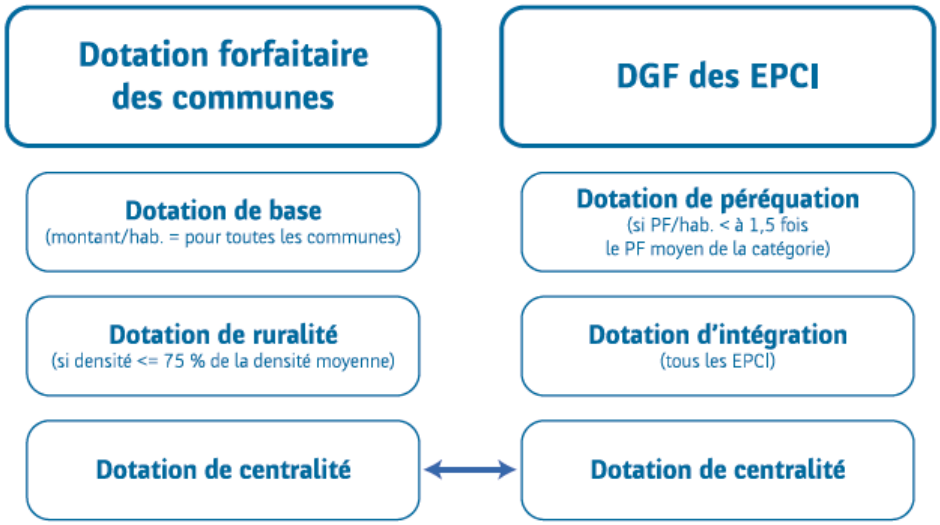
En revanche, elle serait éligible à la nouvelle dotation de centralité, visant à prendre en compte les charges qui résultent, pour les communes centres, de l'utilisation de leurs équipements par les habitants des communes voisines. Ces charges seraient mesurées via l'ensemble intercommunal, établissement de coopération intercommunal (EPCI), soit l'Eurométropole, et les communes membres. Elles seront mesurées en fonction des critères suivants :
- population de l'ensemble, la fourchette prévue dans le projet de loi comme allant de 15 à 45€ par habitant pour les communes dont la population est comprise entre 5000 et 500 000 habitants, l'ensemble strasbourgeois devrait alors atteindre un montant proche de la borne supérieure mais aucune grille de répartition n'a encore été produite, sinon transmise ;
- coefficient d'intégration fiscale (CIF) pour la répartition entre l'EPCI et ses communes membres, dans la limite de 0,4.
- poids démographique de chaque commune membre de l'EPCI porté à la puissance 5. En l'état actuel de connaissance des textes, le calcul est impossible.

Selon des règles de majorité renforcée, il serait possible de procéder à une répartition différente au sein du territoire afin de permettre la prise en compte de spécificités locales : à la majorité des 2/3, une amplitude de plus ou moins 30% pourrait être introduite par rapport à la répartition de droit.

La nouvelle dotation forfaitaire de la Ville serait ainsi composée d'une dotation de base et d'une dotation de centralité. Afin de lisser les effets de la réforme, le législateur a souhaité mettre en œuvre un « tunnel » à cette dotation, qui ne peut pas être inférieure ou supérieure à -/+ 5% de la dotation forfaitaire de l'année n-1 (avant ponction correspondant à la part « redressement des comptes publics »).

Au jour de rédaction des actuels éléments du DOB, les simulations réalisées par la Direction générale des collectivités locales (DGCL) n'ont pas encore été transmises aux collectivités. Si, dans le budget primitif, il est retracé une hypothèse (DGF prévue à 45,2M€) tenant évidemment compte de la participation de la Ville au redressement des comptes publics, le montant de DGF à recevoir en 2016 est à ce jour encore incertain. Or, c'est une inconnue importante pour équilibrer le budget de la Ville.

Illustration de l'architecture des parts rénovées de la DGF du bloc communal*



La DGF du bloc communal est par ailleurs constituée des dotations de péréquation (DSU, DSR et ex DNP) qui devrait atteindre 3,9 milliards d'euros en 2016.
La dotation forfaitaire des communes et la DGF des EPCI feront l'objet d'un plafonnement à la hausse ou à la baisse (entre 95 % et 105 % du montant n-1).
Après contribution au redressement des finances publiques (- 2,1 milliards d'euros), la DGF du bloc communal devrait s'élever à 19,1 milliards d'euros en 2016.

* Source : PLF 2016, avant discussions parlementaires

©La Banque Postale Collectivités Locales

II – LES GRANDS EQUILIBRES ET LES ENJEUX LIES A LA DETTE ET AUX RESSOURCES HUMAINES

A – Rappel des grands équilibres financiers du compte administratif 2014 et projection du résultat 2015

Les grands équilibres financiers au compte administratif 2014

La situation financière de la Ville s'établissait de la façon suivante à l'occasion du vote du compte administratif 2014, en juin 2015.

Equilibre réel

Le résultat global de 2014 est positif ; il s'établit en effet en 2014 à 11,1 M€, montant découlant d'un résultat de fonctionnement de 19,8 M€ et d'un besoin de financement de la section d'investissement de 8,6 M€.

Conséquences de la quasi stagnation des recettes de fonctionnement (+ 0,2%), de la poursuite à un niveau historiquement élevé des investissements, de plus en plus financés par le recours à l'emprunt, les autres indicateurs 2014 de la Ville de Strasbourg se sont en revanche, ainsi qu'il était prévu dans les prospectives projetées lors des débats d'orientation budgétaires précédents, dégradés par rapport à 2013.

Taux d'épargne brute

Exprimant la part des ressources courantes disponibles pour rembourser la dette et investir, ce taux s'établit en 2014 à 8,2% avec 30M€ d'épargne brute. Cette dernière a permis de financer un volume d'investissement toujours très significatif, avec 124 M€ d'investissements réalisés.

Exception faite de 2012 (23,6%), le taux d'épargne brute est resté à un niveau relativement stable depuis 2008 (oscillant entre 9,4% et 12,6%), autour du 1er seuil d'alerte, de 10%, que s'est fixé la collectivité.

Capacité de désendettement

Représentant la durée théorique nécessaire à la collectivité pour rembourser sa dette en y consacrant la totalité de son épargne brute, celle-ci s'établit à 7,5 ans en 2014, approchant mais restant en deçà du seuil d'alerte de 8 ans que s'est fixé la collectivité.

L'évolution 2008-2014, anticipée et communiquée, des ratios de pilotage de la Ville de Strasbourg

mettait en exergue la nécessité de reconstituer, à compter de 2015, des marges d'autofinancement et une épargne, brute et nette, plus importantes.
C'est notamment pour cette raison que la Ville de Strasbourg, a décidé d'actionner en 2015, pour la première fois en 10 ans, le levier fiscal en faisant évoluer ses taux de taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti et sur le non bâti de 3%.

La projection du résultat prévisionnel pour 2015

Pour ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, l'exercice sera notamment marqué par les éléments suivants.

Le ralentissement marqué de la progression des dépenses de masse salariale (en rappelant que, pour la première fois, les charges de personnel ville budgétées pour l'exercice 2015 s'établissait en diminution par rapport au montant inscrit pour le budget primitif 2014). L'objectif volontariste d'une consommation de 200,3 M€ de charges de personnel ville devrait être atteint en fin d'année.

L'association de nos partenaires, associatifs ou institutionnels tels l'Opéra du Rhin ou la Haute Ecole des arts du Rhin, à nos contraintes, avec un ralentissement de la progression des concours financiers de la Ville de Strasbourg, ces derniers progressant plus modérément que les années passées, à 1,58%.

Une stabilité, voire une légère diminution attendue des dépenses d'énergie (électricité et gaz), découlant à la fois de la douceur climatique des premiers mois de 2015 ainsi que des économies générées notamment par la passation du nouveau marché de fourniture de gaz.

Quant aux recettes de fonctionnement, plusieurs éléments doivent être soulignés.

Le montant notifié en avril 2015 au titre de la dotation globale de fonctionnement pour la Ville de Strasbourg s'établit à hauteur de 52,09 M€, soit une diminution de 6,2 M€ par rapport à la DGF perçue par la ville de Strasbourg en 2014.

En matière de fiscalité directe locale, l'évolution réelle devrait s'avérer moins dynamique que lors des inscriptions budgétaires initiales de décembre 2014.
En effet, alors que la Ville attendait un produit fiscal de 155 M€, en évolution de 10,5 M€ liée à la fois à la revalorisation des bases, au dynamisme urbain, à la remise en conformité du seuil maximum de l'abattement général à la base et à l'évolution des taux de 3%, le produit fiscal réellement perçu à fin 2015 devrait s'établir aux alentours de 154 M€, soit une hausse revue à + 9,5 M€ (réactualisée au budget supplémentaire).
Il résultera de ces évolutions une dégradation de l'épargne brute, qui devrait s'établir aux alentours de 25 M€.

Les dépenses d'équipement conservent un rythme très soutenu en 2015, avec un niveau attendu de réalisation autour de 100 M€, pour une hypothèse de 90% de taux de réalisation des dépenses d'investissement opérationnelles budgétées (en tenant compte des ajustements inclus dans la décision modificative votée lors du conseil du 12 octobre 2015).

En conséquence, l'encours de dette progressera et devrait s'établir en fin d'année autour de 247 M€.

Conjuguée à l'augmentation de l'encours de dette, le resserrement de l'épargne brute provoque un rallongement de la capacité de désendettement qui devrait s'établir autour de 9,8 ans à l'issue de l'exercice qui s'achève, soit au-delà du premier ratio d'alerte prudentiel de 8 ans que la Ville s'était fixé, et s'approchant du deuxième ratio de 10 ans.

B – Les enjeux liés au pilotage de la dette et aux ressources humaines

Une gestion de la dette saine et prudente

L'encours de dette de la Ville de Strasbourg s'élevait à près de 223 M€ fin 2014 et devrait se situer autour de 247 M€ en prévision pour fin 2015. Ce montant est à affiner en fonction des taux de réalisation des dépenses et des recettes en fin d'année

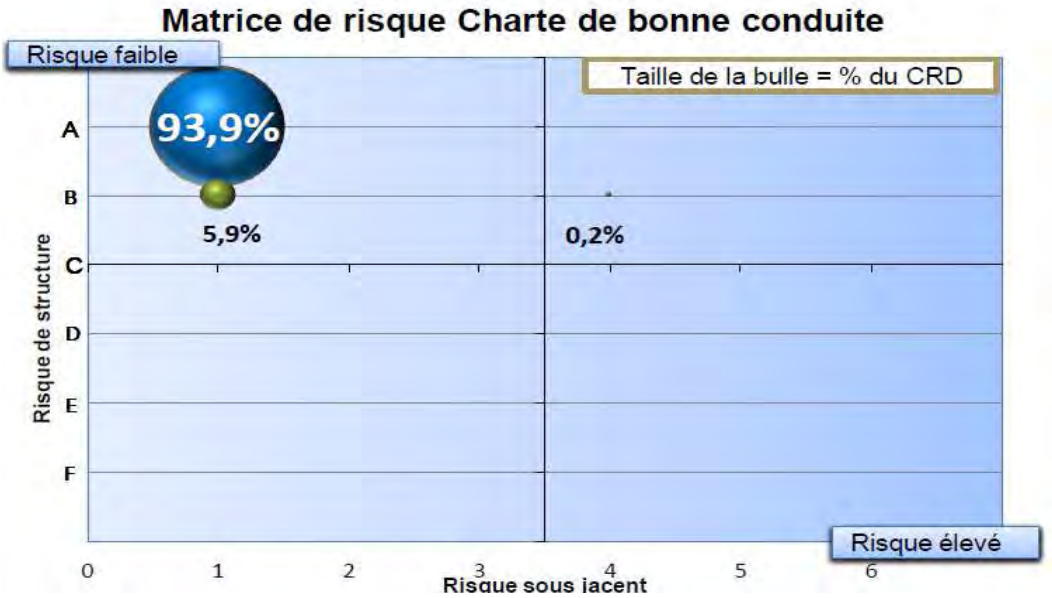
Il est proposé de réaliser, dans un premier temps, une analyse comparative de cet encours, notamment par rapport aux données du panel de communes et groupements proposé par notre prestataire-conseil en matière de gestion de dette.

L'encours de dette courant 2015 se caractérise par un taux d'intérêt moyen relativement bas : 1,95% en juin 2015 contre 2,92% observé sur le panel fin 2014. Ce taux moyen est en diminution par rapport aux années antérieures, conséquence des niveaux de taux sur les marchés et fruit d'un travail de refinancement et de restructuration mené sur la dette au fil des ans. L'encours de dette bénéficie ainsi en majeure partie d'un taux inférieur à 3% (86%). Les 14% restant présentent des taux compris entre 3 et 5%.

L'encours de la dette est constitué mi 2015 de 35% de taux fixes et 65% de taux indexés. Cette stratégie de recours aux prêts à taux indexés, plus marquée que sur le panel observé, revêt en effet tout son sens dans un contexte de baisse des taux de marché que l'on observe depuis quelques années.

La Ville de Strasbourg bénéficie d'une dette structurellement saine, ainsi que le démontre les caractéristiques de la dette de la Ville de Strasbourg, présentées ci après selon la classification des risques établie par la Charte Gissler - ou charte de bonne conduite.

Le degré de risque portant sur les indices est évalué de 1 à 6 (1 représente le risque le plus faible), et le degré de risque relatif à la structure du prêt est échelonné de A à F (A représente le risque le plus faible). La Ville de Strasbourg n'a dans son portefeuille aucun emprunt dit « toxique ».



La classification des prêts de la Ville se Strasbourg s'établit comme suit mi 2015 :

- 93,9% de l'encours classés en risque A1 : dans cette catégorie figurent tous les prêts indexés et fixes ;
- 5,9% de l'encours, classés en risque B1 : cette catégorie regroupe tous les prêts à barrière désactivante sur de l'EURIBOR 3 ou 12 mois ;
- 0,2% de l'encours classé en risque B4 (un contrat): il s'agit d'un emprunt à barrière désactivante sur le LIBOR USD 12 mois.

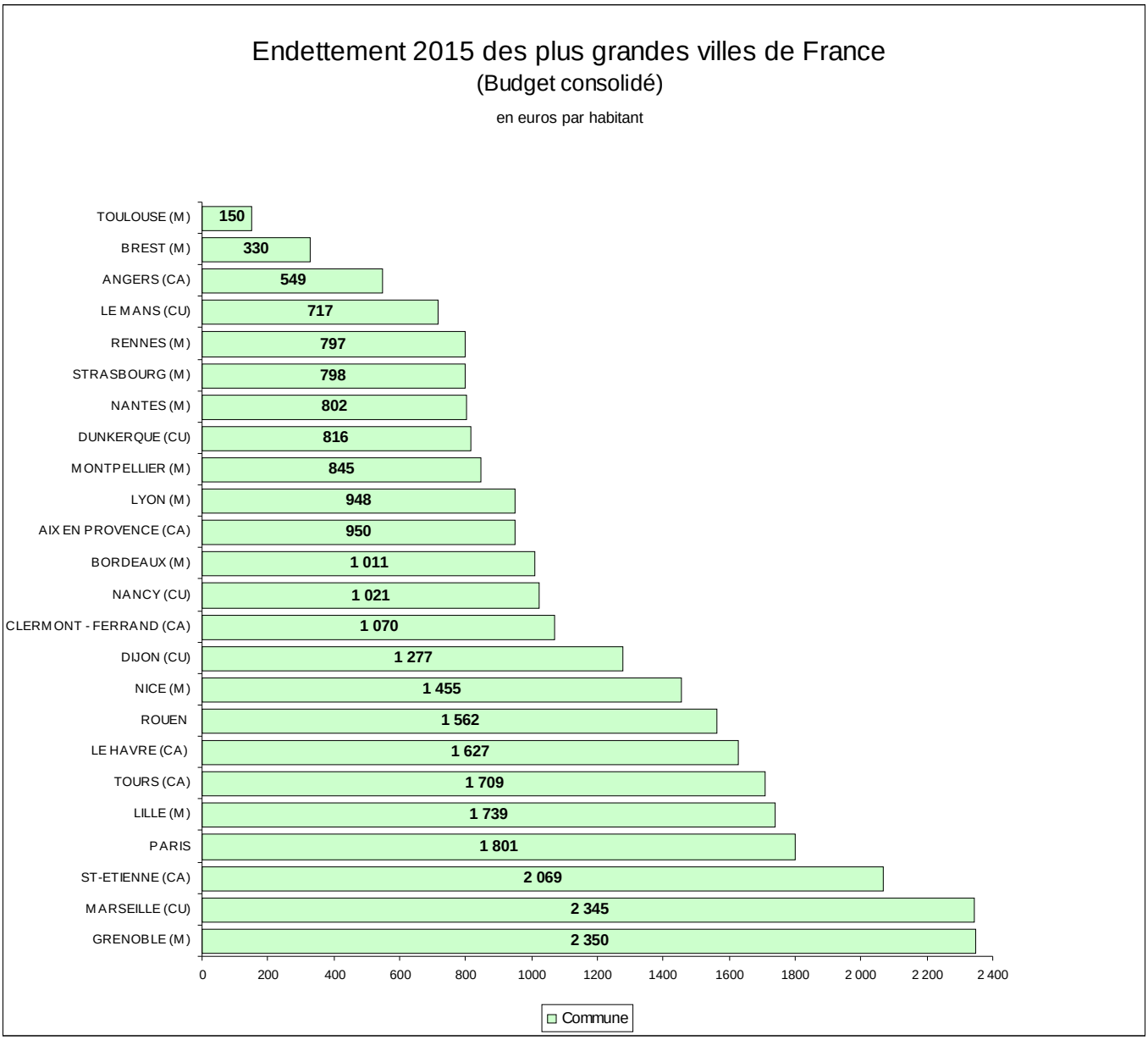
Pour rappel, un prêt à barrière désactivante signifie que le taux reste fixe tant que l'indice monétaire de référence reste en dessous d'un plafond. Au-delà de ce plafond, le taux payé est l'indice monétaire de référence sans marge (EURIBOR ou LIBOR USD). Ces emprunts sont dotés de niveaux de barrière suffisamment élevés pour être couverts contre une éventuelle hausse des taux.

Du côté des partenaires bancaires de la Ville, ils sont diversifiés puisque neuf groupes bancaires disposent d'un encours auprès de la collectivité.

Enfin, la durée de vie de la dette est inférieure à celle observée sur le panel : à 12,6 années contre 14,1 années en moyenne, la dette de la Ville a été mobilisée sur des durées plus courtes.

Dans ce contexte d'encours et d'exposition maîtrisée, la situation de l'endettement – en termes

d'encours de dette par habitant – se situe bien en deçà de la moyenne nationale des communes de la strate démographique. A fin 2014, la dette par Strasbourgeois s'établissait à 805€, quand elle s'élevait par exemple à 1021€ par habitant à Nancy, 1277 € par habitant à Dijon, 1739 € par habitant à Lille ou encore 2350€ par habitant à Grenoble à la même date.



S'agissant, dans un second temps, de la stratégie de gestion de la dette pour 2016 et au-delà, elle s'articule autour de trois enjeux incontournables et complémentaires.

Tout d'abord, la Ville doit disposer d'un accès à des sources de financement présentant un niveau de liquidité adéquat. La récente consultation menée à l'automne 2015 confirme la présence d'acteurs diversifiés sur le marché des prêts aux collectivités locales (9 établissements ayant répondu) pour des offres à marges bancaires encore réduites.

La ville de Strasbourg présente en effet des atouts reconnus par la qualité de sa notation. En octobre

2015, l'agence de notation Fitch Ratings a confirmé à la Ville les notes à long terme en devises et en monnaie locale 'AA' et la note à court terme 'F1+', assortie d'une perspective négative, en cohérence avec le contexte de baisse des dotations de l'Etat aux collectivités. Cette notation, renouvelée à 2 reprises depuis le 5 décembre 2014, est fondée sur « un profil robuste et des performances saines, mais sous pression ».

Puis, la Ville doit continuer à assurer les conditions visant à l'optimisation des taux et du coût du financement. Pour ce faire, la poursuite des mises en concurrence systématiques et une gestion active de certains encours pouvant être renégociés devront être recherchés, afin de garantir l'accès à la ressource au coût optimum. Certains produits apportant un degré accru de souplesse reviennent même dans les propositions des banques : c'est le cas des enveloppes de type revolving, qui permettent de ne consolider l'encours qu'au moment où le besoin de trésorerie est durable, et ainsi de réduire les intérêts payés.

Enfin, la Ville devra viser des maturités adaptées au financement d'investissements structurants, amortis sur de longues périodes. C'est pourquoi des enveloppes à maturité de 20 ans pourront être à l'avenir privilégiées.

L'évolution de la répartition du risque de taux d'ici 2025 montre qu'à dette inchangée, l'encours de la ville de Strasbourg devrait laisser une très large place à la dette à taux variables. C'est pourquoi depuis 2015, une stratégie de rééquilibrage de l'encours est menée et devra perdurer en 2016 et les années suivantes.

Elle vise principalement à profiter de la mobilisation de taux fixes à des niveaux historiquement bas, compte tenu des opportunités de marché observées. La Ville procédera ainsi au rééquilibrage de la répartition de types de taux au fur et à mesure de la mise en place de nouveaux prêts ou d'instruments de couverture. Chaque année, un bilan de la gestion active de la dette est réalisé lors de l'analyse du compte administratif, détaillant les opérations et les choix réalisés au cours de l'année.

Le pilotage des ressources humaines

La maitrise du budget de fonctionnement, rendue plus que jamais indispensable par la baisse des dotations de l'Etat passe par une action déterminée sur la masse salariale qui représente pour la ville de Strasbourg plus de 50% de son budget de fonctionnement.
Conscient de cet effort nécessaire, les exécutifs de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg ont annoncé dès la fin de l'année 2014 une stabilité de la masse salariale pour chacune des collectivités, dès le budget 2016.

Cette stabilité, compte tenu des effets du GVT (glissement vieillesse technicité), amène à une réduction progressive des effectifs au fur et à mesure des départs en retraite ou des mutations, de l'ordre de 100 postes par an avec un objectif de 10% de poste en moins à moyen terme et une première phase sur le mandat de 500 postes.

Une délibération, adoptée par les deux conseils en février 2015, définit l'action à mener sur le mandat pour assurer l'avenir du service public local, action organisée autour de 3 axes de même importance :

- Mieux répondre aux attentes des usagers et citoyens en matière de qualité et d'accès au service public
- Relever le défi de la nécessaire maitrise des coûts
- Garantir aux agents un environnement professionnel équitable et de qualité

Annoncés lors de leur lancement en Comité Technique, ce sont aujourd'hui 18 chantiers qui sont dans ce cadre travaillés en mode projet au sein de l'administration et font l'objet de concertation avec les organisations syndicales. Ils sont souvent propres à un métier ou une direction, mais aussi pour certains transversaux et communs à plusieurs directions, voire ouverts avec d'autres entités publiques comme le Conseil Départemental ou le SDEA. Enfin des chantiers socles ont été lancés ou sont en passe de l'être tels que le temps de travail, la sécurité au travail, le management ou la GPEC

Sans attendre le résultat de ces projets, 2015 année de transition, a permis de concrétiser toutefois une première réduction des postes avec de janvier 2015 à octobre 2015, 76 suppressions nettes, suppressions validées par délibération lors des différents conseils municipaux sur les emplois relevant de la Ville.

Cette modification profonde de l'administration de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg va se poursuivre en 2016 et les années suivantes avec l'aboutissement des réflexions aujourd'hui en cours et leurs mises en œuvre opérationnelles, permettant d'atteindre les objectifs ambitieux adoptés lors de la délibération de février 2015 par les deux collectivités

Effectif

A l'exception des collaborateurs de cabinet, dont le nombre est de 7 à fin octobre 2015, l'ensemble des agents travaillant sur des missions de la Ville de Strasbourg sont employés par l'Eurométropole de Strasbourg et font l'objet de refacturation en fonction de clés de répartition arrêtées lors des Commissions Mixtes Paritaires.

L'effectif équivalent Ville de Strasbourg (clé de répartition de la Commission mixte paritaire de 59 ,1% et effectif cabinet Ville) peut être estimé à fin 2014 à 4293 agents.

Masse salariale

La masse salariale de la ville de Strasbourg concerne ainsi 4 types de dépenses : la refacturation de l'Eurométropole, les membres du cabinet, les bûcherons et les retraités du cadre local au nombre de 215.

Sur la base du BP 2015, elle se répartie de la manière suivante :

Refacturation EMS et complément Ville	193 258 300 €	97,60%
Paye des Bucherons	45 000 €	0,02%
Retraités du cadre local	4 000 000 €	2,02%
Cabinet	717 900 €	0,36%
TOTAL	198 021 200 €	100,00%

Les parts bucherons et retraités du cadre local sont en diminution régulière, le nombre de personnes concernées se réduisant chaque année.

III – ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE LA VILLE DE STRASBOURG POUR LES EXERCICES 2016 ET SUIVANTS

A – La stratégie financière pour 2016/2020

Des contraintes financières exogènes

Selon les modalités de calcul actuellement prévues, la DGF versée en 2016 à la ville de Strasbourg s'établirait à 45,2 M€ ; elle était de 58,3 M€ en 2014 et de 52,1 M€ en 2015, soit une diminution de 6,9 M€ en un an.

L'évolution pluriannuelle de la DGF de la ville de Strasbourg, selon les actuels termes de la loi de finances pour 2016 s'établirait ainsi, pour la seule partie liée au redressement des finances publiques :

	DGF VILLE - notification mai 2015	Evolution en M€
2008	61,81	
2009	63,45	1,64
2010	63,19	-0,26
2011	62,78	-0,41
2012	62,03	-0,75
2013	61,64	-0,39
2014	58,30	-3,34
2015	52,09	-6,21
2016	*45,20*	*-6,89*
2017	*38,24*	*-6,96*

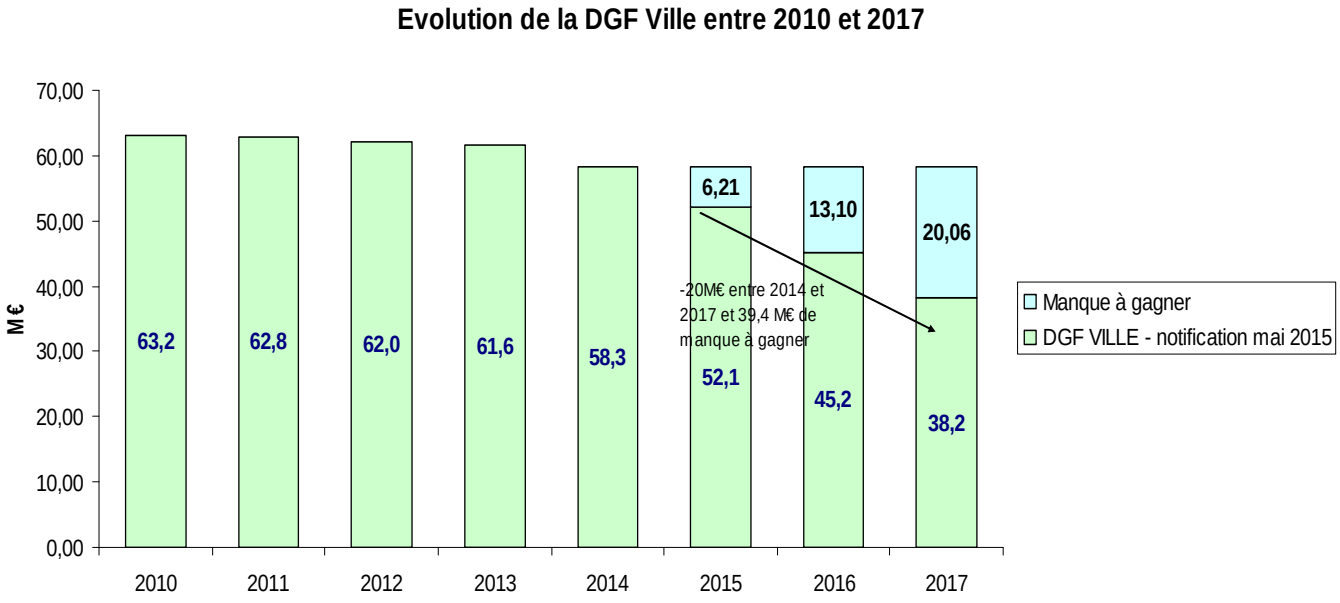
La contribution au redressement des finances publiques génèrerait une diminution de **20 M€** entre la DGF perçue par la ville de Strasbourg en 2014 et celle que la Ville toucherait en 2017 et un manque à gagner de 39,4 M€ en cumulé.

Le poids croissant du FPIC

En parallèle, étant un des contributeurs net au titre de la péréquation horizontale, le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg (l'EMS à 50% et les 28 communes pour l'autre moitié) verra ses dépenses liées au FPIC augmenter à travers le système de la péréquation.

Ainsi, la contribution du territoire métropolitain au FPIC et partant, de la ville de Strasbourg augmentera en 2016, mais selon un niveau difficile à appréhender, que nous estimons à ce stade à hauteur de 350 000 €, soit quatre fois plus élevé que le montant réellement acquitté en 2015.

Ces deux causes conjuguées amènent à une baisse des recettes de 40 M€ pour la ville de Strasbourg, sur la période 2014-2017.



Les critères de pilotage retenus pour assurer la maîtrise de la situation financière de la collectivité

Pour la période 2016-2019, les scénarii prospectifs retenus pour la Ville continueront de s'articuler autour de 3 grands ratios de pilotage, à l'aune desquels la situation de 2014 a été appréciée ci-dessus : le déficit réel, la capacité de désendettement, et l'épargne brute.
La situation financière est jugée saine et soutenable dés lors qu'elle remplit simultanément l'ensemble des conditions suivantes : un équilibre budgétaire réel, une capacité de désendettement inférieure à 8 ans, et un taux d'épargne brute supérieure à 10%. Dans ce contexte, l'analyse financière de la Ville de Strasbourg reste saine, et maîtrisée malgré les contraintes endogènes et exogènes.

L'équilibre réel du compte administratif
Cet équilibre est systématiquement visé dans la prospective

Dégager un niveau d'épargne socle permettant d'assurer l'autofinancement d'une partie des investissements

L'une des priorités financières de la Ville demeurera celle de dégager un niveau d'épargne suffisant afin de maintenir durablement les équilibres de fonctionnement, tout en assurant le financement de l'investissement.

L'épargne brute est un indicateur essentiel dans la gestion financière des collectivités. Correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement (RRF) sur les dépenses réelles de fonctionnement (DRF), l'épargne brute permet de financer le remboursement en capital de la dette et les investissements. Le taux d'épargne brute correspond au rapport entre l'épargne brute et les recettes réelles de fonctionnement, et représente la part de recettes courantes que la collectivité est en mesure d'épargner chaque année sur son cycle de fonctionnement, pour financer sa section d'investissement.

En prospective pour 2016 et les années à venir, l'objectif retenu est un taux d'épargne brute socle de 8% sur le mandat. Ce taux de 8%, après un 1er seuil d'alerte à 10% constitue le socle minimum pour permettre le remboursement des emprunts en cours, tout en conservant des marges de manœuvre pour le financement de nos investissements futurs.

Le contrôle de la capacité de désendettement

Depuis 2012, l'objectif énoncé est de conserver une capacité de désendettement de 8 ans maximum. La capacité de désendettement est un ratio clé qui permet d'apprécier le niveau acceptable d'endettement. Ce ratio, exprimé en années, représente la durée théorique que mettrait la Ville de Strasbourg pour rembourser l'ensemble de son encours de dette si elle y consacrait chaque année la totalité de son épargne brute.

La capacité d'endettement de la Ville s'établit à 7,5 ans à la fin 2014, ce qui est inférieur au seuil de 8 ans ; néanmoins, les perspectives de résultat à fin d'année 2015 font apparaitre un rallongement de la capacité de désendettement qui devrait s'établir autour de 9,8 ans à fin 2015, soit approchant du deuxième ratio d'alerte de 10 ans.

Au regard du caractère exceptionnel des bouleversements actuels, l'objectif de capacité de désendettement pourrait être ajusté et porté à un maximum de 10 ans à horizon 2020.

Dans tous les cas de figure, la Ville considère qu'envisager d'aller durablement au-delà d'un seuil de 10 ans pour la capacité de désendettement est une option à écarter impérativement. Elle conduirait en effet à placer la collectivité dans une situation dangereuse, avec une part d'autofinancement consacrée aux nouveaux investissements bien trop marginale.

B – Les orientations du budget 2016

L'importance dans la durée de l'effort demandé à nos collectivités pour contribuer au redressement des finances publiques confirme le changement de paradigme pour la Ville de Strasbourg. La poursuite de la saine gestion passée ne suffira pas à absorber le choc des diminutions des dotations et la hausse de la péréquation.
La préparation du budget 2015 a initié des recherches de sobriété, qui supposent une meilleure adéquation entre les objectifs visés et les moyens, et implique un engagement des élus et de l'administration à dégager des marges de manœuvre pour continuer à assurer les missions au service du public et conserver une capacité à investir.
Dégager ses marges de manœuvre suppose de jouer sur l'ensemble des leviers de gestion à la disposition de la collectivité, à savoir la diminution des charges de fonctionnement (charges de gestion, masse salariale, subventions) combinée à l'activation des leviers de recettes (produits de gestion, tarifs, fiscalité…), ainsi que la diminution du volume d'investissement

La préparation du projet de budget 2016 s'inscrit dans la même lignée que celui élaboré pour l'année 2015, avec l'objectif de partir d'un cadrage budgétaire rigoureux.

Ainsi, les évolutions suivantes ont été autorisées dans le cadrage du budget pour 2016 :

A l'exception de quelques postes identifiés à part dans la prospective, dont l'évolution est liée à des facteurs exogènes (énergie et électricité, carburant, chauffage…) ou à des extensions de périmètres (restauration scolaire, subventions aux associations de gestion de la petite enfance…), les montants à inscrire au budget primitif 2016 au titre des dépenses de gestion courante devaient diminuer de 3% par rapport au budget 2015. Cet objectif annuel s'inscrivait ainsi en conformité avec la demande formulée en juin 2014 pour le cadrage du budget primitif 2015 et suivants de diminution volontariste des charges de gestion courantes entre -5 et -10% sur la période 2015/2017.

Pour ce qui concerne la masse salariale, celle-ci doit se stabiliser en 2016 à son niveau de 2015. Les crédits ressources humaines confiés en gestion aux directions devront quant à eux être réduits de 5% par rapport à leur niveau de 2015. Les dépenses de personnel représentant près de 55% de des dépenses de fonctionnement de la Ville de Strasbourg, l'enjeu de leur maîtrise est déterminant pour l'équilibre financier et budgétaire de la collectivité.

Les subventions de fonctionnement, qu'elles bénéficient aux organismes publics ou privés, seront gelées. Seules les subventions liées à des évolutions dans les périmètres d'activité pourront connaître des évolutions, après arbitrage.

L'optimisation des recettes de gestion sera systématiquement recherchée, par exemple en ajustant au mieux le prix des prestations délivrées aux publics (droits d'entrée, droits de place, avec la notion

de juste prix à payer), en valorisant davantage notre patrimoine ou en rationalisant la disposition d'équipements.

Des chantiers déjà initiés, tels la dématérialisation et la réorganisation de la chaîne comptable, la mutualisation avec d'autres collectivités dans la passation des marchés de fournitures afin de dégager des économies d'échelle, le regroupement des régies techniques ou le réaménagement de certains emprunts au sein de l'encours de dette constituent autant de chantiers qui permettront d'atteindre ces objectifs volontaristes, voire de dégager des économies supplémentaires.

La somme de ces efforts vise à dégager une épargne brute suffisante afin de permettre de conserver une capacité d'investissement significative. Cette faculté à investir est impérative pour pouvoir répondre aux nécessités de conservation du patrimoine et aux besoins d'équipements nouveaux ou de réaménagements d'équipements existants afin de faire face aux évolutions démographiques de la Ville.

C – Le cadrage du PPI 2016 / 2019

La déclinaison des ratios de pilotage permet, dans le contexte financier contraint, de déterminer la capacité d'investissement pour le mandat. Ainsi, le volume prévisionnel de dépenses d'investissement finançable sur la période 2016-2019 devrait être compris aux alentours de 300 à 350M€. Ce montant permettrait de continuer à investir en faveur des équipements municipaux et de la qualité de vie à Strasbourg
Une enveloppe de crédits sera également dédiée aux travaux d'entretien durable du patrimoine afin de garantir la pérennité des bâtiments dont la collectivité à la charge et de concourir à une gestion énergétique maîtrisée.

La programmation des investissements devrait être proposée à hauteur de 90 M€ pour l'année 2016. Les exercices 2017, 18 et 19 retiendraient un volume annuel légèrement inférieur et volontairement recentré vers des investissements nécessaires à la délivrance de services publics de qualité au service des Strasbourgeois de tous âges, ainsi qu'à l'amélioration du cadre de vie des habitants.
Cette décélération de l'investissement, après deux années caractérisées par des montants d'investissements élevés (129,5 M€ réalisés en 2013 puis 124 M€ en 2014) puis une année 2015 de « transition », est à la fois le résultat normal de l'achèvement d'équipements structurants (importante réhabilitation et extension d'école, création de maisons de l'Enfance, de nouveaux gymnases…) et de la baisse tendancielle de l'autofinancement de la Ville, qui amène la part d'investissements financée par la dette à être plus importante dans le budget communal.

L'année 2016 sera encore marquée par des consommations de crédits relatifs aux dernières opérations, arbitrées au cours du mandat précédant, et en fin de réalisation. Les plus importantes seront les suivantes :

- L'aménagement de terrains, vestiaires et accueil de loisirs à l'ile des sports (6 M€ de crédits de paiement (CP) prévus en 2016 pour un total de 11,6 M€),
- Le gymnase de la Robertsau (2,3 M€ de CP 2016 prévus, pour un total de 6,2 M€),
- La réfection de l'Ill TC (2,2 M€ prévus de CP 2016, pour un total de 4 M€) ,
- L'Ecole européenne (2,4 M€ de crédits 2016, pour clore un programme de 34,1 M€),
- La relocalisation de la SPA (2,1 M€ de CP 2016, pour clore le financement du refuge, d'un coût total de 3,8 M€).

Par ailleurs, 2016 devrait voir l'introduction de nouveaux projets d'investissement, parmi lesquels

- Des locaux périscolaires et associatifs aux Poteries (1,2 M€ de CP 2016 prévus pour un total de 5M€),
- Une programme dédié pour travaux de faible importance de mise en sécurité et de mise aux normes dans les écoles (0,7 M€ de CP 2016 pour un total pluriannuel de 2,8 M€),
- L'aménagement de l'immeuble AXA (1,4 M€ en 2016 sur un total de 2,8 M€)
- Les vestiaires et le terrain synthétique du stade Exès à Cronenbourg (0,95 M€ pour un total de 2,2 M€),
- La dernière tranche de la mise en sécurité du Hall Jean-Nicolas Muller (0,7 M€ sur un total d'1,7 M€),
- La crèche Gioberti à Hautepierre (0,1 M€ pour un total d'1,5 M€),
- La Maison de services du Port du Rhin (0,2 M€ sur un total de 2,5 M€).

D – Les scenarii

Les tableaux joints ci-après présentent respectivement les trois hypothèses suivantes, avec l'évolution des indicateurs liés :

- un scenario de stabilité fiscale, avec des investissements 2016-2019 à hauteur de 350 M€

- un scenario d'un recours à la fiscalité, de 2,5% en 2016 sur l'ensemble des trois taxes, avec un investissement établi à hauteur de 350 M€ sur la période 2016-2019.

- un scenario envisageant une hausse de 2,5% des trois taxes en 2016 puis une amélioration pérenne de l'épargne de gestion de 5 M€ par an à compter de 2017et un investissement établi à hauteur de 350 M€ sur la période 2016-2019.

Je vous propose, Mesdames et Messieurs, de débattre des orientations budgétaires pour l'année 2016 exposées ci-dessus.

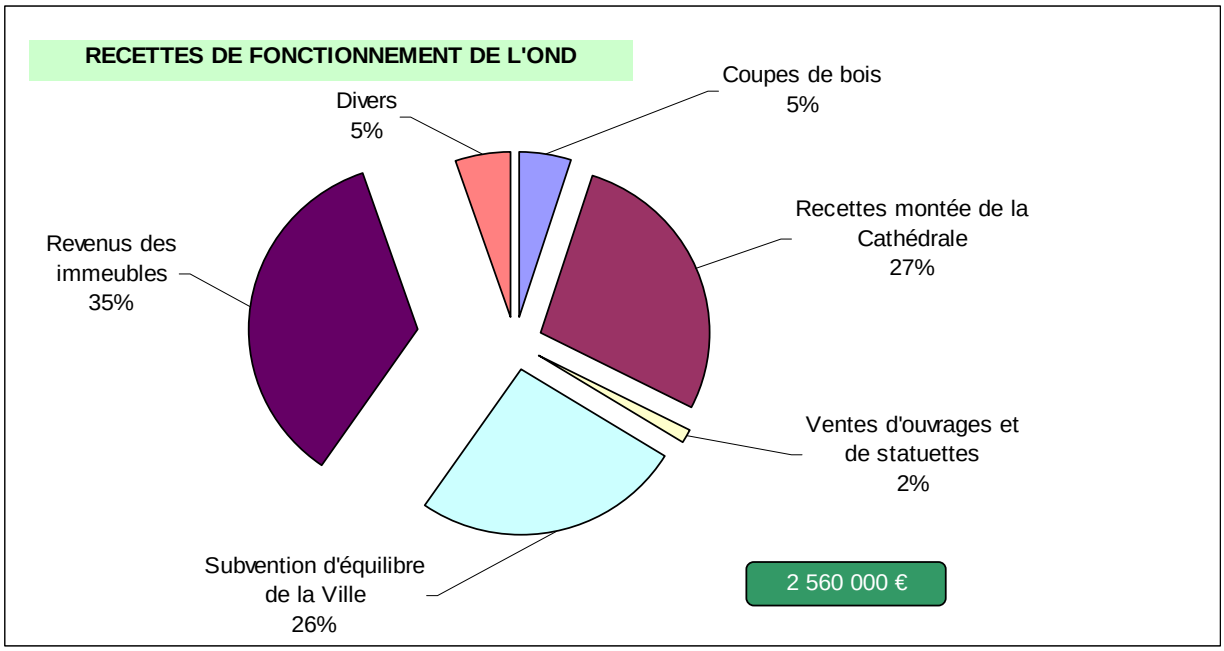
IV. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIF A LA PREPARATION DU BUDGET DE L'ŒUVRE NOTRE-DAME

Les membres du Conseil municipal de Strasbourg sont amenés à approuver le budget de l'Œuvre Notre-Dame, en leur qualité de membres du Conseil d'administration de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame. A ce titre, les informations suivantes sont destinées à présenter les faits significatifs propres à l'Œuvre Notre-Dame, tant en termes de financement, que de prévisions d'activité. Elles visent à éclairer les élus sur le contexte qui préside à l'élaboration du budget 2016 de l'Œuvre Notre-Dame, avant son approbation par le Conseil d'administration, à l'occasion de la séance du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg du 14 décembre 2015.

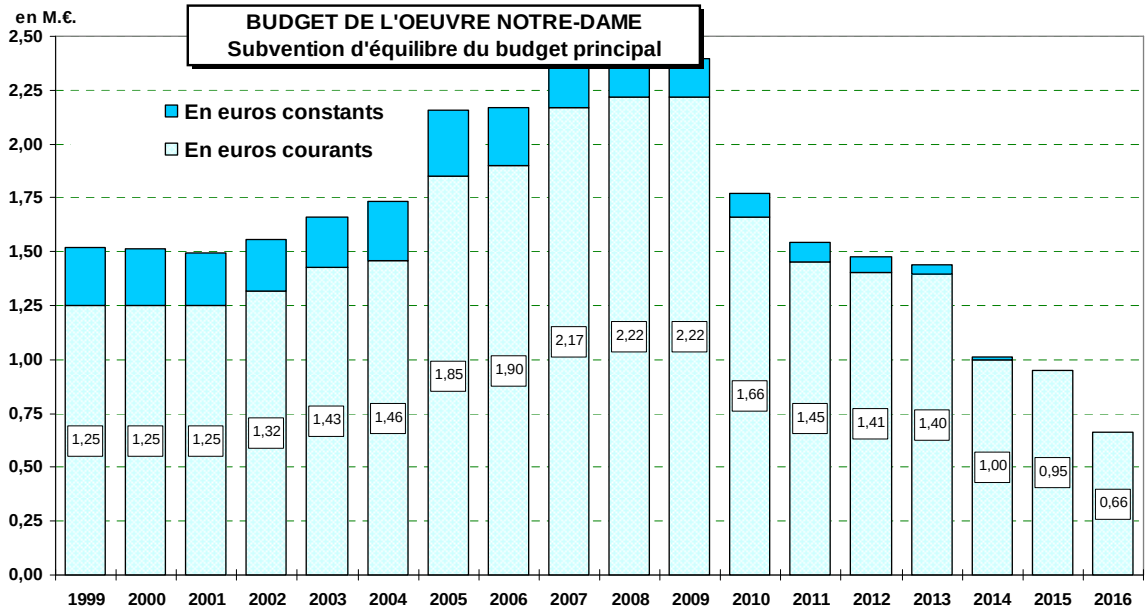
La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, créée en 1246 à Strasbourg a pour but de recueillir les dons et legs nécessaires à la restauration et à l'entretien de la Cathédrale Notre-Dame de Strasbourg. Le patrimoine de la Fondation a été constitué au fil des siècles grâce à ces dons et legs, qui étaient destinés à l'origine à assurer l'approvisionnement en matériaux du chantier de la Cathédrale et au financement des travaux. Il se compose aujourd'hui de propriétés immobilières (comme le musée de l'Œuvre Notre-Dame ou la maison Kammerzell), et foncières, dont des terres agricoles, vignes et forêts réparties sur 125 hectares en Alsace.

M. André Ambrosius, décédé en août 2010, avait institué la Fondation légataire universel de sa succession. Le patrimoine de l'Œuvre Notre-Dame s'est ainsi trouvé enrichi de divers terrains, de plusieurs immeubles et d'appartements. Les bienfaits de ces legs perdureront encore sur le budget 2016 de la Fondation, ils faciliteront ainsi son autonomie financière et permettront, à l'instar de l'année écoulée, une réduction de la participation financière de la Ville de Strasbourg.

Aussi pour l'exercice 2016, le projet de budget en fonctionnement est estimé à 2,56 M€. Cette prévision concerne en dépenses les charges de gestion, de gardiennage et les dépenses de personnel. Les recettes quant à elles proviennent, essentiellement de son patrimoine immobilier et foncier ainsi que de l'exploitation de la plate forme de la Cathédrale.



Elles sont complétées par une subvention municipale d'équilibre prévue à hauteur de 0,66 M€.

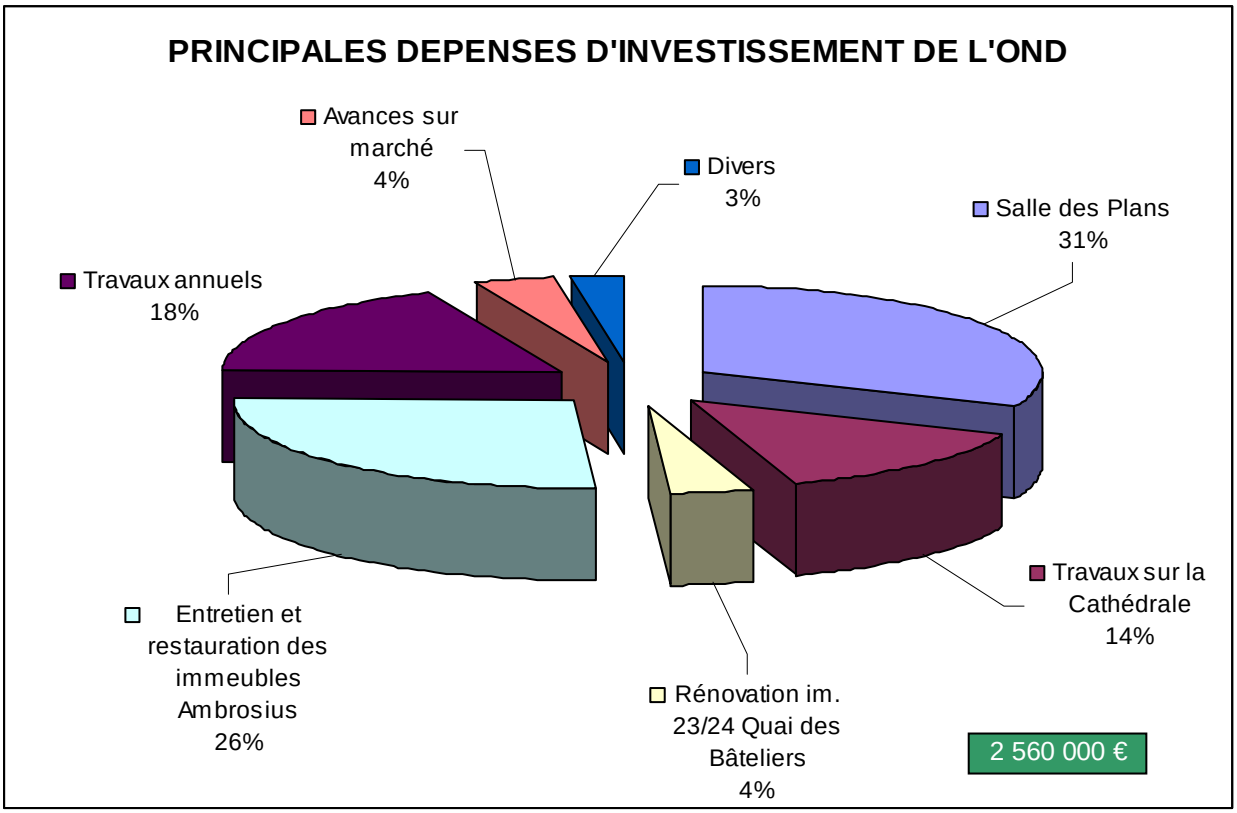


En investissement, les crédits opérationnels avoisineront les 2,4 M€ et contribueraient pour :

- 1 M€, à la poursuite des rénovations du patrimoine OND, dont 0,8 M€ sont destinés à des travaux de mises aux normes de sécurité et d'accessibilité de l'ensemble du musée de l'OND ;

- 0,7 M€, à la remise en état du patrimoine bâti locatif légué par M. AMBROSIUS

- 0,3 M€, à la réhabilitation et à la modernisation du circuit touristique de la plate-forme de la Cathédrale. Par la réalisation de ce projet, une augmentation de la fréquentation est envisagée au travers de l'amélioration de la capacité d'accueil et d'une plus grande attractivité de la plate-forme.



P R O J E C T I O N S EQUILIBRE EXERCICES B U D G E T A I R E S - V I L L E D E S T R A S B O U R G
MANDAT 2014-2020

02/11/2015 stabilité fiscale
stabilité dépenses de personnel à compter du BP 2016
111 M€ d'investissement 2015 (DM), réalisés à 90,12% avec nouveaux mon

Sc 1 - 350 M€ d'investissement budgétés 2016-2019 - pas de fisca	CA voté le 22/06/2015	au 30 oct 2015					
	CA 2014	***2015***	***2016 proposé***	***2017***	***2018***	***2019***	***2020***
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**356,3**	**374,1**	**364,7**	**359,2**	**361,3**	**365,2**	**368,6**
% Evolution	0,8%	5,9%	-2,5%	-1,5%	0,6%	1,1%	0,9%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**325,0**	**339,9**	**337,8**	**338,0**	**338,7**	**339,5**	**340,3**
% Evolution	-1,1%	3,4%	-0,6%	0,0%	0,2%	0,2%	0,2%
Epargne de gestion	31,4	34,3	26,8	21,2	22,5	25,7	28,3
	8,694%	9,10%	7,44%	5,87%	6,19%	7,00%	7,63%
Epargne brute ("CAB")	29,6	25,3	23,4	17,9	18,7	21,3	23,5
Taux d'épargne brute (EB/RRF)	8,15%	6,68%	6,45%	4,91%	5,10%	5,75%	6,29%
Epargne nette (capacité d'autofinancement nette)	11,2	4,3	-1,9	-10,9	-11,9	-9,3	-7,5
VOLUME PPI BP	127,6	**111,0**	90,0	90,0	89,3	80,2	80,2
INVESTISSEMENT NET REALISE	**123,98**	**100,1**	**72,0**	**72,0**	**71,4**	**64,2**	**64,2**
Autofinancement net / DIOP	9,1%	4,3%	-2,6%	-15,2%	-16,6%	-14,4%	-11,7%
Encours de dette au 31/12 (en M€)	**222,7**	**246,9**	**273,3**	**298,6**	**325,7**	**343,2**	**358,7**
Capacité de désendettement (en années)	**7,5**	**9,8**	**11,7**	**16,7**	**17,4**	**16,1**	**15,3**
Taux d'épargne brute (EB/RRF)	**8,2%**	**6,7%**	**6,5%**	**4,91%**	**5,1%**	**5,8%**	**6,3%**
Résultat global	11,2						
Résultat global/RRF	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**

P R O J E C T I O N S EQUILIBRE EXERCICES B U D G E T A I R E S - V I L L E D E S T R A S B O U R G
MANDAT 2014-2020

02/11/2015 2,5% en 2016 - zero fisca ensuite
stabilité dépenses de personnel à compter du BP 2016
111 M€ d'investissement 2015 (DM), réalisés à 90,12% avec nouveaux mon

Sc 2 - 350 M€ d'investissement budgétés 2016-2019 2,5% en 2016	CA voté le 22/06/2015	au 30 oct 2015	2,50%				
	CA 2014	***2015***	***2016 proposé***	***2017***	***2018***	***2019***	***2020***
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**356,3**	**374,1**	**368,6**	**363,2**	**365,3**	**369,3**	**372,8**
% Evolution	0,8%	5,9%	-1,5%	-1,5%	0,6%	1,1%	0,9%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**325,0**	**339,9**	**337,8**	**338,0**	**338,7**	**339,5**	**340,3**
% Evolution	-1,1%	3,4%	-0,6%	0,0%	0,2%	0,2%	0,2%
Epargne de gestion	31,4	34,3	30,7	25,2	26,5	29,8	32,5
	8,694%	9,10%	8,43%	6,89%	7,22%	8,02%	8,66%
Epargne brute ("CAB")	29,6	25,3	27,3	21,9	22,9	25,7	28,0
Taux d'épargne brute (EB/RRF)	8,15%	6,68%	7,44%	5,95%	6,17%	6,86%	7,42%
Epargne nette (capacité d'autofinancement nette)	11,2	4,3	2,0	-6,6	-7,2	-4,1	-1,9
VOLUME PPI BP	127,6	**111,0**	90,0	90,0	89,3	80,2	80,2
INVESTISSEMENT NET REALISE	**123,98**	**100,1**	**72,0**	**72,0**	**71,4**	**64,2**	**64,2**
Autofinancement net / DIOP	9,1%	4,3%	2,8%	-9,2%	-10,1%	-6,4%	-3,0%
Encours de dette au 31/12 (en M€)	**222,7**	**246,9**	**269,3**	**290,8**	**313,3**	**326,6**	**337,6**
Capacité de désendettement (en années)	**7,5**	**9,8**	**9,9**	**13,3**	**13,7**	**12,7**	**12,0**
Taux d'épargne brute (EB/RRF)	**8,2%**	**6,7%**	**7,4%**	**5,95%**	**6,2%**	**6,9%**	**7,4%**
Résultat global	11,2						
Résultat global/RRF	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**

P R O J E C T I O N S EQUILIBRE EXERCICES B U D G E T A I R E S - V I L L E D E S T R A S B O U R G
MANDAT 2014-2020

02/11/2015 2,5% de fisca en 2016 - Epargne de gestion > 5 M€ pérenne à compter de 2(
stabilité dépenses de personnel à compter du BP 2016
111 M€ d'investissement 2015 (DM), réalisés à 90,12% avec nouveaux mon

Sc 3 - 350 M€ d'investissement budgétés 2016-2019 2,5% en 2016 et 5M€ de recettes pérennes à compter de 2017	CA voté le 22/06/2015	au 30 oct 2015	2,50%				
	CA 2014	***2015***	***2016 proposé***	***2017***	***2018***	***2019***	***2020***
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**356,3**	**374,1**	**368,6**	**368,2**	**370,3**	**374,3**	**377,8**
% Evolution	0,8%	5,9%	-1,5%	-0,1%	0,6%	1,1%	0,9%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**325,0**	**339,9**	**337,8**	**338,0**	**338,7**	**339,5**	**340,3**
% Evolution	-1,1%	3,4%	-0,6%	0,0%	0,2%	0,2%	0,2%
Epargne de gestion	31,4	34,3	30,7	30,2	31,5	34,8	37,5
	8,694%	9,10%	8,43%	8,15%	8,47%	9,24%	9,86%
Epargne brute ("CAB")	29,6	25,3	27,3	26,9	28,0	30,9	33,3
Taux d'épargne brute (EB/RRF)	8,15%	6,68%	7,44%	7,21%	7,45%	8,14%	8,71%
Epargne nette (capacité d'autofinancement nette)	11,2	4,3	2,0	-1,6	-1,8	1,7	4,3
VOLUME PPI BP	127,6	**111,0**	90,0	90,0	89,3	80,2	80,2
INVESTISSEMENT NET REALISE	**123,98**	**100,1**	**72,0**	**72,0**	**71,4**	**64,2**	**64,2**
Autofinancement net / DIOP	9,1%	4,3%	2,8%	-2,3%	-2,5%	2,6%	6,7%
Encours de dette au 31/12 (en M€)	**222,7**	**246,9**	**269,3**	**285,8**	**303,2**	**312,0**	**316,9**
Capacité de désendettement (en années)	**7,5**	**9,8**	**9,9**	**10,6**	**10,8**	**10,1**	**9,5**
Taux d'épargne brute (EB/RRF)	**8,2%**	**6,7%**	**7,4%**	**7,21%**	**7,5%**	**8,1%**	**8,7%**
Résultat global	11,2						
Résultat global/RRF	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**

2

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Modification du règlement budgétaire et financier de la Ville de Strasbourg.

Dans son dernier rapport d'observations, la Chambre Régionale des Comptes d'Alsace avait rappelé l'intérêt de la mise en place d'un règlement budgétaire et financier. Un tel règlement a été adopté le 24 septembre 2012.

Ce règlement budgétaire et financier, qui fixe un cadre aux finances de la Ville de Strasbourg, en reprenant des règles jusque là implicites ou disséminées dans diverses délibérations et notes internes, est un document évolutif ; ainsi 3 ans après sa mise en place il nécessite d'être complété et amendé.

Les révisions concernent les seuils de rattachement des charges et produits, celui des restes à réaliser et des points de mises à jour règlementaires.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve et adopte

le règlement financier joint en annexe de ce rapport et applicable dès cet exercice 2015.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

DE LA VILLE DE STRASBOURG

LEGISLATION EN VIGUEUR **4**

ARTICLE 1 – PRINCIPES BUDGETAIRES **5**
1.1 Le cadre normatif et règlementaire 5
1.2 Les grands principes budgétaires 5
1.2.1 Le principe de l'annualité 5
1.2.2 Le principe de l'antériorité 6
1.2.3 Le principe de l'universalité 6
1.2.4 Le principe de la spécialisation des dépenses 6
1.2.5 La règle d'équilibre du budget 6
1.2.6 Le principe de l'unité du budget 7
1.3 Budget principal et budget autonome 7

ARTICLE 2 – MODALITES DE PRESENTATION ET D'ADOPTION DU BUDGET DE LA COLLECTIVITE **8**
2.1 Dispositions générales 8
2.1.1 Vote du budget par nature 8
2.1.2 Vote du budget par autorisations de programme et crédits de paiement 8
2.2 La préparation et le vote du budget primitif 9
2.2.1 Le DOB 9
2.2.2 La Commission des finances 9
2.2.3 Le vote du budget primitif 9
2.3 Les documents budgétaires et leur contenu 10

ARTICLE 3 – L'EXECUTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE DU BUDGET **12**
3.1 Les différentes étapes budgétaires infra-annuelles 12
3.1.1 Les virements de crédits 12
3.1.2 Les décisions modificatives 12
3.1.3 Le budget supplémentaire 12
3.2 Les actes d'exécution comptable du budget 12
3.2.1 L'engagement 12
3.2.1.1 L'engagement comptable 12
3.2.1.2 L'engagement juridique 12
3.2.2 La liquidation et l'ordonnancement 13
3.2.2.1 La liquidation 13
3.2.2.2 L'ordonnancement 13
3.2.3 Le paiement 13
3.3 Les provisions 13

ARTICLE 4 – LA CLOTURE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE **14**
4.1 Les rattachements 14
4.2 Les restes à réaliser 14
4.3 Les reports 15
4.4 Le compte administratif 15
4.5 Le compte de gestion 15

ARTICLE 5 – LA GESTION PATRIMONIALE **16**
5.1 Le suivi des immobilisations 16
5.1.1 L'inventaire 16

5.1.2 L'état de l'actif 16
5.2 Le traitement comptable des frais d'études et des travaux en cours 16
5.2.1 Frais d'étude 16
5.2.2 Avances versées pour des opérations de travaux en cours 17
5.3 L'amortissement 17
5.3.1 Champ d'application 17
5.3.2 Durée 17
5.3.3 Modalités 17

ARTICLE 6 – LA DETTE ET LES GARANTIES D'EMPRUNT 18
6.1 Le cadre de gestion de la dette 18
6.1.1 Principes généraux 19
6.1.2 La transparence financière demandée aux établissements bancaires et financiers 19
6.1.2.1 Modalités de consultation des établissements bancaires et financiers 19
6.1.2.2 Procédures de sélection des établissements bancaires et financiers 19
6.1.2.3 Obligation d'information de l'Eurométropole de Strasbourg par ses partenaires bancaires et financiers 19
6.1.3 La classification de l'encours de la dette selon la charte Gissler 20
6.2 La gestion de la trésorerie 20
6.3 La cadre de gestion des garanties d'emprunts 21

ARTICLE 7 – LES RELATIONS FINANCIERES AVEC L'EUROMETROPOLE 22
7.1 Les relations financières avec l'Eurométropole de Strasbourg 22
7.2 Les remboursements entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg : la Commission mixte paritaire (CMP) 22
7.2.1 Composition de la CMP 22
7.2.2 Rôle de la CMP 23

LEGISLATION EN VIGUEUR

Principe constitutionnel de sincérité et de régularité des comptes publics (article 47-2 de la Constitution) ;

Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2122-22, L2321-1, L2321-3, L2312-1, L2312-2, L2312-3 et L2543-1 ;

Décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique.

Arrêté du 26 avril 1996 relatif à la comptabilité de l'engagement des dépenses des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics pris pour l'application des articles L2342-2, L3341-1 et L4341-1 du code général des collectivités territoriales.

Instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et à leurs établissements publics à caractère administratif.

ARTICLE 1 : PRINCIPES BUDGETAIRES

1.1 Le cadre normatif et réglementaire

Conformément à l'article 72-2 de la Constitution, les collectivités territoriales bénéficient de ressources dont elles peuvent disposer librement dans les conditions fixées par la loi.

Le cadre budgétaire et comptable est régi par les règles suivantes :
- le principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable : celui qui ordonne de payer (l'ordonnateur) n'est pas celui qui paye (le trésorier), seul le trésorier étant autorisé à manipuler les fonds publics ;
- le budget est un acte de prévision et d'autorisation, il est voté pour un exercice (une année civile), il doit être présenté et voté en équilibre, par section, l'investissement et le fonctionnement étant clairement séparés ;
- la comptabilité est tenue en partie double par le comptable du Trésor, conformément au plan comptable général.

1.2 Les grands principes budgétaires

1.2.1 Le principe de l'annualité

Le budget est prévu et voté chaque année pour la durée d'un exercice qui commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.
En section de fonctionnement, les ouvertures de crédit ont une portée strictement annuelle : un crédit non engagé au cours de l'exercice considéré s'annule ; en revanche, les dépenses engagées correspondant à des services faits avant le 31 décembre et les produits liquidés mais non recouvrés font l'objet, à compter d'un certain seuil, **d'un rattachement à l'exercice** *(cf. infra).*

En section de fonctionnement et en section d'investissement, pour les crédits annuels, les dépenses engagées et non mandatées ainsi que les recettes juridiquement certaines qui n'ont pas donné lieu à l'émission d'un titre font l'objet, à compter d'un certain montant, de **restes à réaliser** *(cf. infra).*

1.2.2 Le principe de l'antériorité

Le budget de la collectivité est en principe voté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique.
Il peut être voté jusqu'au 15 avril si interviennent, après le 1er janvier, des communications des services de l'État, voire jusqu'au 30 avril l'année où l'assemblée délibérante est renouvelée.

Au-delà de ces limites, si le budget n'est pas voté, le représentant de l'État peut saisir la Chambre régionale des Comptes qui, dans un délai d'un mois et par avis public, formule des propositions pour le règlement du budget. A la vue de cet avis, le représentant de l'État règle le budget et le rend exécutoire.

A partir du 1er janvier, et jusqu'au vote du budget, l'exécutif de la collectivité peut mettre en recouvrement les recettes de fonctionnement et engager, liquider, mandater les dépenses, dans la limite de celles inscrites au budget global de l'année précédente.

Sur délibération, il peut également engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget global de l'exercice précédent, non compris le remboursement de la dette.

1.2.3 Le principe d'universalité

Le budget de la commune doit comprendre l'ensemble des recettes et des dépenses.
Cette règle suppose donc à la fois la non contraction entre les recettes et les dépenses (chacune d'entre elles doit donc figurer au budget pour son montant intégral) et la non affectation d'une recette à une dépense (les recettes doivent être rassemblées en une masse unique et indifférenciée couvrant indistinctement l'ensemble des dépenses).

Ce principe d'universalité connaît de nombreuses exceptions :
- les taxes ou redevances affectées, du fait des textes, à des dépenses particulières ;
- les subventions d'équipement reçues par la commune et affectées à un équipement ou à une catégorie d'équipements particuliers ;
- les recettes finançant une opération pour compte de tiers, affectées à cette opération.

1.2.4 Le principe de la spécialisation des dépenses

Les dépenses sont classées par nature, au sein d'un chapitre, et leur montant est limitativement énoncé.
La spécialisation des crédits exclut que des crédits ouverts au titre d'un chapitre déterminé puissent être utilisés pour une dépense prévue à un autre chapitre

Cette présentation par nature doit être complétée par une présentation fonctionnelle, afin de mieux rendre compte de l'orientation de la politique communale et de son exécution.

1.2.5 La règle d'équilibre du budget

Cette règle, spécifique aux collectivités territoriales, s'apprécie par le respect des conditions suivantes :
- chacune des deux sections est elle-même votée en équilibre
- la section d'investissement doit comprendre un autofinancement (prélèvement sur recettes de fonctionnement, recettes propres de la section d'investissement et recettes de dotations aux comptes d'amortissement et de provisions), couvrant au minimum le remboursement en capital des annuités de la dette de l'exercice.

L'évaluation des dépenses et recettes doit être sincère, ces dernières ne doivent respectivement pas être volontairement sous-évaluées ni surévaluées.

Lors de l'arrêté des comptes, le solde budgétaire s'entend comme la somme algébrique des soldes des sections de fonctionnement et d'investissement du compte administratif principal, majorée du solde global du ou des comptes administratifs annexes.
Compte tenu des dispositions spécifiques du droit local alsacien-mosellan, les communes d'Alsace-Moselle ne sont pas soumises au contrôle de l'équilibre du budget par le représentant de l'État, par dérogation aux stipulations de l'article L1612-14 du CGCT.

1.2.6 Le principe de l'unité du budget

L'ensemble des dépenses et des recettes de l'exercice doit figurer dans un document unique. Cette règle comprend deux exceptions :

- le budget principal peut être assorti de budgets annexes ;
- le budget peut être modifié au cours de l'exercice, par d'autres décisions budgétaires, qui sont des décisions modificatives.

1.3 Budget principal et budget autonome

Les services publics gérés obligatoirement sous forme de budget annexe sont les suivants :

- Les budgets annexes relatifs aux services publics industriels et commerciaux (SPIC)
- Les budgets annexes relatifs aux opérations d'aménagement
- Les services relevant du secteur social et médico-social

Par ailleurs, la Fondation de l'Œuvre Notre Dame se dote chaque année d'un budget propre, adopté dans la même enceinte que celle du Conseil municipal, lors de la séance qui donne lieu au vote du budget de la Ville de Strasbourg.

Les conseillers votent le budget de l'Œuvre Notre Dame en tant que membres de la municipalité strasbourgeoise, qui est l'organe de direction de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame.

Le budget de l'Œuvre Notre Dame revêt toutes les caractéristiques propres à un budget (respect des principes budgétaires, forme identique, section de fonctionnement et d'investissement…).

ARTICLE 2 : MODALITES DE PRESENTATION ET D'ADOPTION DU BUDGET DE LA COLLECTIVITE

2.1 Dispositions générales

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de la commune. Il comporte deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement.
Dans chacune des sections, les dépenses et les recettes sont classées par chapitre et par article.

2.1.1 Vote du budget par nature

Le budget est voté par nature, avec une présentation fonctionnelle, ventilée selon la classification la plus fine de la M14.

Le vote est effectué au niveau du chapitre budgétaire. La répartition par article est faite à titre indicatif et sa modification ne fait pas l'objet d'une notification spéciale au comptable. Cette répartition est retracée dans le compte administratif.

2.1.2 Vote par autorisations de programme et crédits de paiement

Le budget d'investissement comprend des autorisations de programme (« AP ») et des crédits de paiement (« CP ») afin de permettre le financement des programmes pluriannuels.
Cette gestion en AP/CP permet une plus grande lisibilité du budget de la collectivité en :

- présentant les conséquences financières pluriannuelles des opérations décidées par l'exécutif local
- permettant de définir un volume maximum d'autorisations de programme pour limiter l'engagement pluriannuel de la collectivité
- limitant les ouvertures de crédits de paiement aux seuls besoins de mandatement de l'année.

La procédure des AP est réservée aux seules opérations d'équipement qui présentent un caractère pluriannuel. Ces crédits pluriannuels sont votés par chapitre et par AP.

Les crédits annuels sont votés par chapitre budgétaire. Il s'agit de crédits d'équipement récurrents ou de crédits financiers (dette, amortissement, écritures d'ordre…).

Qu'ils soient annuels ou pluriannuels, tous les crédits d'investissement sont codifiés par un numéro de programme qui permet d'identifier clairement chaque opération ou type d'opérations budgétées.

Les AP peuvent être individualisées ou globalisées :

- les AP individualisées correspondent aux grands projets de la collectivité qui nécessitent un affichage particulier. Elles sont relatives à une seule opération physique et perdurent jusqu'à l'achèvement du projet sans limitation de durée.
- les AP globalisées regroupent des opérations relatives à une même action (en identifiant un ensemble de chantiers cohérents) ou à la mise en œuvre d'une politique contractualisée. Elles portent sur plusieurs opérations physiques. Leur montant est égal à la somme du coût des différentes opérations qui les composent. Elles sont en général millésimées sur 3 ans.

2.2 La préparation et le vote du budget primitif

2.2.1 Le DOB

Le débat d'orientation budgétaire a lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.
Le DOB porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice, ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés.

Le débat d'orientation budgétaire est l'occasion de détailler le contexte dans lequel le projet de budget de l'année N+1 est élaboré et de présenter les différents scenarii de choix budgétaires, analysés à l'aune de ratios fixés par la collectivité, notamment le ratio d'équilibre du budget, celui de la capacité d'autofinancement nette et celui de la capacité de désendettement.

Le débat s'appuie sur une note explicative de synthèse détaillant :
- l'évolution du contexte socio-économique national et local ;
- les tendances des finances locales, en présentant l'évolution des différents agrégats ;
- les perspectives budgétaires ;
- la prospective budgétaire.

L'article L2312-1 du CGCT y prévoit également d'une part, la présentation de la structure et de l'évolution des dépenses, des effectifs ainsi que l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, rémunérations, avantages en nature et du temps de travail et, d'autre part, la présentation de la structure et la gestion de la dette.

Le DOB ne doit pas faire l'objet d'un vote, les élus prenant acte que le débat s'est bel et bien tenu.

2.2.2 La Commission des finances

En application des articles 14 et 15 du règlement intérieur du Conseil municipal, une Commission du budget et de l'évaluation a été créée en décembre 2009, afin de renforcer l'information des conseillers municipaux sur les conditions de préparation et d'exécution du budget de la collectivité.
Cette Commission, convoquée et présidée par le Maire ou son représentant, est saisie pour avis des documents budgétaires devant être soumis au Conseil municipal. Cette Commission, ouverte à tous les membres de l'Assemblée, se réunit avant la Commission plénière.

2.2.3 Le vote du budget primitif

Le projet de budget est présenté au Conseil (et détaillé de façon approfondie en Commission) qui l'examine, l'amende le cas échéant, puis le vote.
Le budget doit être voté en équilibre des dépenses et des recettes, dans chacune des sections (de fonctionnement et d'investissement).

2.3 Les documents budgétaires et leur contenu

Les documents budgétaires comportent :

- **Le document réglementaire**, élaboré conformément aux dispositions de la M14 et transmis à la préfecture pour le contrôle de légalité et budgétaire, qui comprend :

  - les éléments de synthèse :
    - les informations générales statistiques, fiscales et les ratios financiers,
    - les tableaux d'ensemble de l'équilibre financier par nature, en fonctionnement et investissement,
    - la balance générale du budget,

  - les éléments du vote :

    pour la section de FONCTIONNEMENT
    - vue d'ensemble des dépenses et recettes,
    - les dépenses et recettes par nature, ventilées selon la classification la plus fine de la M14,

    pour la section d'INVESTISSEMENT
    - vue d'ensemble des dépenses et recettes,
    - les dépenses et recettes par nature, ventilées selon la classification la plus fine de la M14,
    - la liste des autorisations de programme. Seuls sont soumis au vote de l'assemblée les montants de chaque autorisation de programme et le crédit de paiement de l'année N.
    - la répartition des dépenses et recettes par fonction

- **le document de gestion**, présenté à titre informatif suivant les entités de l'organigramme et la nature des sections de fonctionnement et d'investissement. Ce document est un outil de gestion des lignes budgétaires, indispensable pour l'activité des services.
  Les dépenses de personnel ne sont pas ventilées directement dans le budget par service mais sont centralisées au sein de la section budgétaire de la Direction des ressources humaines.

- **le cahier d'investissement**, qui comprend :

  - la liste des autorisations de programme, seul document que la collectivité est tenue de fournir, le reste du contenu du cahier étant informatif,
  - la liste des crédits annuels,
  - la répartition des autorisations de programme par pôle, direction et par service, hors programmes financiers et crédits annuels,
  - une vue d'ensemble par budget et par service..

- **l'état de la dette**, qui comprend notamment l'état de la dette garantie par la collectivité et la répartition de l'encours de la dette selon la typologie Gissler.

- **<u>Les différentes annexes</u>**, dont la liste ci-dessous peut être revue par l'actualisation de l'instruction budgétaire et comptable M14:

  - ☐ **<u>Eléments du bilan</u>** :
    - Présentation croisée par fonctions
    - Etats de la dette
    - Méthodes utilisées pour les amortissements
    - Etat des provisions
    - Equilibre des opérations financières en dépenses et recettes
    - Etat des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA en fonctionnement et en investissement
    - Etat des charges transférées
    - Détail des opérations pour le compte de tiers
    - Variations du patrimoine en entrées et sorties
    - Opérations liées aux cessions
  - ☐ **Engagements hors bilan**
    - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement
    - Calcul du ratio d'endettement
    - Etat des autres engagements donnés
    - Etat des engagements recus
    - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou subventions
    - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale
  - ☐ **Autres éléments d'informations**
    - Etat du personnel
    - Actions de formation des élus
    - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement
    - Liste des établissements publics créés
    - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe
  - ☐ **Décisions en matière des taux de contributions directes**
    - Décisions en matière de taux de contributions directes
    - Arrêtés et signatures

ARTICLE 3 : L'EXECUTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE DU BUDGET

3.1 Les différentes étapes budgétaires infra-annuelles

3.1.1 Les virements de crédits

En cours d'année, des mouvements de crédits au sein d'un même chapitre sont possibles sous forme de virement, sans vote du Conseil.
Lorsqu'une ligne de crédit n'a pas été prévue, ou que les crédits sur cette ligne sont insuffisants, des crédits peuvent être transférés d'un compte à l'autre, au sein d'un même chapitre.

3.1.2 Les décisions modificatives

L'ajustement des prévisions budgétaires en cours d'année s'opère au travers de décisions modificatives, élaborées en respectant les principes relatifs à la préparation, au vote et à la clôture du budget.
Les décisions modificatives sont formellement approuvées par l'assemblée délibérante.
Une décision modificative est également impérative pour le transfert des crédits disponibles d'un chapitre à un autre (et non au sein d'une même chapitre).

3.1.3 Le budget supplémentaire

Le budget supplémentaire est une décision modificative particulière, qui reprend le résultat de l'exercice budgétaire précédent, tel que constaté dans le compte administratif.
Le budget supplémentaire est voté en Conseil une fois par an.

3.2 Les actes d'exécution comptable du budget

3.2.1 L'engagement

Le Maire tient la comptabilité de l'engagement des dépenses.

3.2.1.1 L'engagement comptable

L'engagement comptable correspond à une réservation de crédits. Cet engagement est :
- provisionnel, pour toutes les dépenses dont le montant peut être estimé au 1er janvier de l'exercice (contrats signés ou en cours d'élaboration…) ou en cours d'exercice ;
- ponctuel, pour toutes les autres dépenses.

3.2.1.2 L'engagement juridique

L'engagement juridique est l'acte par lequel la collectivité crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge. L'engagement doit rester dans la limite des autorisations données par l'assemblée délibérante (budget et autorisations de programme), et demeurer subordonné aux autorisations, avis et visas prévus par les lois et règlements.

L'engagement juridique d'une dépense peut résulter :
- de l'application de dispositions législatives ou règlementaires ;

- d’actes individuels accomplis par l’ordonnateur (passation d’un marché, d’un bail, commande d’une fourniture, acquisition immobilière…) ;
- de la combinaison de lois, règlements et décisions individuelles (dépenses de personnel) ;
- d’une décision juridictionnelle (dommages et intérêts, expropriation).

L’engagement comptable doit être préalable, ou concomitant, à l’engagement juridique.

3.2.2 La liquidation et l’ordonnancement

En sa qualité d’ordonnateur du budget de la Ville, le Maire est chargé de liquider et d’ordonnancer les dépenses.

3.2.2.1 La liquidation

La liquidation est, après constatation du service fait, le calcul du montant exigible. La liquidation permet de vérifier la réalité de la prestation et d’arrêter le montant de la dépense au vu des pièces justificatives.

3.2.2.2 L’ordonnancement

L’ordonnancement est l’acte administratif donnant, conformément aux résultats de la liquidation, l’ordre de payer la dette de la collectivité. Il donne lieu à l’émission d’un mandat de paiement, au bénéfice du créancier de la Ville.

3.2.3 Le paiement

Le paiement est l’acte par lequel la collectivité se libère de sa dette. Il est réalisé par le comptable public, au vu des éléments de l’ordonnancement.

Le délai global de paiement est réglementairement fixé à 30 jours (20 jours pour l’ordonnateur et 10 jours pour le comptable public) par le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

3.3 Les provisions

Le provisionnement est une technique comptable permettant de constater une dépréciation ou un risque. Les provisions sont semi-budgétaires.
Conformément à l’article L2321-2 du CGCT, les dotations aux provisions constituent une dépense obligatoire. Une provision doit être constituée par délibération de l’assemblée délibérante dans les cas suivants (article R2321-2 du CGCT) :
- dès l’ouverture d’un contentieux en première instance contre la commune, à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru (Compte 1511 « provisions pour litiges »).
- dès l’ouverture d’une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce, pour les garanties d’emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordées par la collectivité à l’organisme faisant l’objet de la procédure collective, à hauteur du risque d’irrécouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation estimé par la collectivité (Compte 1517 « provisions pour garanties d’emprunts»)

- lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, à hauteur du risque d'irrécouvrabilité estimé par la collectivité (Compte 49 « provisions pour dépréciation des comptes de tiers »).

La collectivité peut décider de constituer des provisions dès l'apparition d'un risque avéré. Le montant des provisions est ajusté annuellement en fonction de l'évolution du risque.

ARTICLE 4 : LA CLOTURE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE

4.1 Les rattachements

L'instruction comptable M14 permet le respect de la règle de l'annualité budgétaire en introduisant l'obligation de rattachement des charges et des produits à l'exercice auquel ils se rapportent, dès lors que leur montant peut avoir un effet significatif sur le résultat.
Le rattachement ne vise que la section de fonctionnement.

Concrètement, la procédure de rattachement consiste à intégrer dans le résultat d'une année N toutes les charges correspondant à des services faits et tous les produits correspondant à des droits acquis au cours de l'exercice N et qui n'ont pu être comptabilisés dans l'exercice, en raison – notamment pour les dépenses – de la non réception par l'ordonnateur de la pièce justificative.

Conformément à la M14, qui impose de « conserver chaque année une procédure identique, pour ne pas nuire à la lisibilité des comptes », la collectivité décide d'exclure du champ d'application des rattachements les charges et produits d'un montant inférieur à **500** €. En deçà de ce seuil, les dépenses et recettes sont imputées sur le budget de l'année N+1.

4.2 Les restes à réaliser

Les résultats d'un exercice budgétaire sont constitués du déficit ou de l'excédent réalisé de chacune des deux sections, mais aussi des restes à réaliser, en dépenses et en recettes (article R2311-11 du CGCT).

En section de fonctionnement, en raison de l'obligation du rattachement des charges et des produits, les restes à réaliser correspondent aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées ainsi qu'aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées. Ils sont reportés au budget de l'exercice suivant.
La collectivité décide d'exclure du champ d'application des restes à réaliser en section de fonctionnement les charges et les produits d'un montant inférieur à **50 000 €.**

En section d'investissement, les restes à réaliser correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31 décembre de l'exercice et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre. Seuls les crédits annuels sont concernés.
Ils sont pris en compte dans l'affectation des résultats.
La collectivité décide d'exclure du champ d'application des restes à réaliser en section d'investissement les charges et les produits d'un montant inférieur à **50 000 €.**

L'état des restes à réaliser est établi au 31 décembre de l'exercice puis arrêté en toute lettre et visé par le Maire

4.3 Les reports

Des reports sur l'exercice suivant sont effectués pour les dépenses et recettes éligibles aux restes à réaliser. Les reports sont identifiés dans le document règlementaire du budget supplémentaire de l'année N+1.

4.4 Le compte administratif

Le compte administratif d'une année N, qui arrête les comptes de la collectivité pour l'exercice N, est voté avant le 30 juin de l'année N+1. Il retrace les recettes réellement recouvrées et les crédits réellement consommés durant l'exercice budgétaire de l'année N.

Le compte administratif constate également le résultat de l'exercice ; ce résultat est repris en budget supplémentaire de l'année N+1, voté lors de la même séance.

4.5 Le compte de gestion

Le compte de gestion est tenu par le comptable public. Ce dernier doit le transmettre à la collectivité au plus tard au 1er juin de l'année N+1.
Par délibération, l'ordonnateur constate l'adéquation entre le compte de gestion et le compte administratif.

ARTICLE 5 : LA GESTION PATRIMONIALE

5.1 Le suivi des immobilisations

Les immobilisations comprennent tous les biens et valeurs destinés à rester durablement sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité.
Leur suivi est assuré conjointement par l'ordonnateur et le comptable public. Ce suivi conjoint doit permettre d'obtenir un résultat identique, régulier et sincère.

5.1.1 L'inventaire

La gestion de l'inventaire, registre justifiant la réalité physique des biens, est de la responsabilité de l'ordonnateur, chargé de recenser les biens et de les identifier.

L'obligation de tenir un inventaire, découlant de l'instruction budgétaire et comptable M14, porte sur les biens acquis à compter du 1er janvier 1997. Elle concerne :
- les biens corporels ;
- les biens incorporels ;
- les immobilisations non financières (destinées à servir de façon durable l'activité de la collectivité).

Les informations concernant les entrées et les sorties des biens de l'inventaire figurent en annexe du compte administratif.

5.1.2 L'état de l'actif

Le comptable public est responsable de l'enregistrement des biens et de leur suivi à l'actif du bilan. A ce titre, il tient l'état de l'actif ainsi que le fichier des immobilisations, documents comptables justifiant les soldes des comptes apparaissant à la balance et au bilan.

L'inventaire et l'état de l'actif doivent correspondre.

Le traitement comptable des frais d'études et des travaux en cours

5.2.1 Frais d'étude

Lorsque les frais d'étude contribuent effectivement à la réalisation d'un projet d'investissement futur, ils sont imputés directement au compte 2031 (« Frais d'études ») en section d'investissement.
Lors du lancement des travaux, ils sont basculés sur des comptes 23 (« Immobilisations en cours »), éligibles au FCTVA.
Une fois l'opération de travaux achevée, l'ensemble des dépenses effectuées sur l'opération doivent être transférées à la subdivision des comptes 20 ou 21 correspondant à celle du bien.
Ce transfert se fait par l'intermédiaire d'opérations d'ordre non budgétaires, réalisées par le comptable public.
Les études non suivies de réalisation dans un délai maximum de 3 ans sont amortissables sur une période qui ne peut dépasser 5 ans.
Lorsqu'ils ne contribuent pas à la réalisation d'un projet d'investissement futur, ils sont imputés au compte 617 (« Frais d'études et de recherche ») en section de fonctionnement.

5.2.2 Avances versées pour des opérations de travaux en cours

Les avances à mandataires dans le cadre d'opérations d'investissement sont enregistrées sur les comptes dédiés (237 pour les immobilisations incorporelles, 238 pour les immobilisations corporelles et les avances sur marchés).
Chaque année, des avances sont transférées vers des comptes 231 et 232 (éligibles au FCTVA) au vu des justificatifs transmis par les mandataires certifiant de l'emploi de l'avance pour l'exécution des travaux.
Une fois les travaux achevés, l'ensemble des dépenses des comptes 231/232 sont intégrées à la subdivision des comptes 20 et 21 correspondant au bien sur lequel les travaux ont portés, par opération d'ordre non budgétaire réalisée par le comptable public.

5.3 L'amortissement

Les amortissements sont la constatation d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du temps ou de l'évolution des techniques. Les amortissements permettent d'obtenir une meilleure appréciation du coût des biens amortis tout en assurant une partie du financement de leur renouvellement au terme de la période d'utilisation.
L'obligation de sincérité des comptes exige que cette dépréciation soit constatée.

5.3.1 Champ d'application

Les dotations aux amortissements des immobilisations sont obligatoires pour les communes ou les groupements de communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants (article L2321-2 du CGCT).
La collectivité fixe par délibération les catégories de biens amortissables. L'obligation d'amortissement ne concerne pas les terrains, les œuvres d'art, les titres de participations et les avances versées (article R2321-1 du CGCT).

5.3.2 Durées

Les durées d'amortissement des immobilisations sont fixées pour chaque bien ou catégorie de biens par l'assemblée délibérante (article R2321-1 du CGCT).
Ce tableau figure en annexe au BP ou au CA.

L'assemblée délibérante fixe par délibération un seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations qui ont peu de valeur ou dont la consommation est très rapide s'amortissent en un an.

5.3.3 Modalités

Les dotations aux amortissements de ces biens sont liquidées sur la base du coût historique de l'immobilisation et de la méthode linéaire.

L'amortissement se traduit par une dépense de fonctionnement (compte 6811 « Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ») et une recette d'investissement (subdivisions du compte 28 « Amortissement des immobilisations »).
Au bilan, les amortissements sont présentés en déduction des valeurs d'origine de façon à faire apparaître la valeur nette comptable des immobilisations.

ARTICLE 6 : LA DETTE ET LES GARANTIES D'EMPRUNT

6.1 Le cadre de gestion de la dette

6.1.1 Principes généraux

Les emprunts constituent des recettes non fiscales pour financer la section d'investissement (article L2331-8 du CGCT).

Le Maire peut, par délégation du Conseil municipal, être chargé de procéder, dans les limites fixées par celui-ci, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget ainsi qu'aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris à des opérations de couvertures des risques de taux et de change.
L'assemblée délibérante est informée des caractéristiques des emprunts et produits financiers souscrits par la collectivité lors de la présentation en Conseil du budget primitif, du compte administratif et des décisions modificatives, le cas échéant.

La gestion de la dette de la Ville repose sur un recours à des établissements de crédit variés, une structuration diversifiée de la dette pour atténuer l'exposition au risque de taux et la mobilisation de produits simples et visibles à long terme.
La collectivité se fixe les principes de gestion suivants :
- une capacité de désendettement inférieure ou égale à 8 ans ;
- la possibilité de recourir à des emprunts à taux variables, en fonction des opportunités du marché et en respectant un équilibre non strict entre emprunts à taux fixes et emprunts à taux variables;
- des maturités adaptées à la nature des projets à financer.

La collectivité pourra recourir aux produits de financement suivants :
- des emprunts classiques (taux fixe, taux variable sans structuration) ;
- des emprunts bancaires avec des barrières sur EURIBOR ;
- des programmes et emprunts obligataires ;
- des emprunts de type « schludschein ».

Les index de référence de ces emprunts pourront être : le T4M, le TAM, l'EONIA, le TMO, le TME, l'EURIBOR, l'OAT.
La durée des produits de financement ne pourra excéder 30 années.

La collectivité se réserve la possibilité, lorsque les opportunités de marché le permettent, de recourir, le cas échéant, à des opérations de couverture de risques de taux telles que :
- des contrats d'échange de taux d'intérêt (SWAP) ;
- des contrats d'accord de taux futur (FRA) ;
- des contrats de garantie de taux plafond (CAP) ;
- des contrats de garantie de taux plancher (FLOOR) ;
- des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR).

Les index de référence de ces contrats de couverture pourront être : le T4M, le TAM, l'EONIA, le TMO, le TME, l'EURIBOR.
La durée des contrats de couverture ne pourra excéder 15 années et ne peut être supérieure à la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum défini par l'assemblée délibérante.
Pour leur permettre de valoriser l'ensemble de leurs instruments dérivés directs ou inclus dans des produits structurés, les établissements financiers fournissent gracieusement au cours du 1er trimestre de l'année la valorisation aux conditions de marché du 31 décembre N-1 de leurs produits.

6.1.2 La transparence financière demandée aux établissements bancaires et financiers

6.1.2.1 Modalités de consultation des établissements bancaires et financiers

Bien que les marchés de services financiers ne soient pas soumis au code des marchés publics (article 3 du CMP), les consultations d'emprunt sont réalisées auprès d'au moins cinq établissements de crédit et de deux établissements pour les produits de couverture, français comme étrangers, afin de bénéficier de la meilleure offre possible, au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser.

6.1.2.2 Procédures de sélection des établissements bancaires et financiers

Dans le cadre du processus de sélection, il est demandé à chaque établissement participant de faire preuve d'une **pleine transparence** et

- d'indiquer sa situation, ou celle des établissements dans lesquels il possède une participation majoritaire, au regard des États ou territoires non coopératifs, une liste de ces États étant définie par arrêté ministériel chaque année au 1er janvier, en application de l'article 238-0 A du code général des impôts ;
- de présenter les procédures et outils dont ils se sont dotés pour lutter contre le blanchiment, la corruption et la fraude fiscale ;
- de présenter les outils pour favoriser l'investissement socialement et écologiquement responsable, en distinguant les formes prises par ces outils et en précisant si les produits sont labellisés et par qui.

Ces éléments seront pris en compte dans le choix de l'établissement de crédit à retenir, permettant ainsi à la collectivité de sécuriser ses emprunts et de les protéger du risque inhérent aux fonds alternatifs établis dans les paradis fiscaux.

6.1.2.3 Obligation d'information de la Ville par ses partenaires bancaires et financiers

Il est demandé aux établissements de crédit, en application du présent règlement, de présenter annuellement, au plus tard dans les six mois suivant la reddition des comptes annuels, un état, pays par pays, portant information :

- de la raison sociale sous laquelle eux-mêmes, ou les établissements dans lesquels ils possèdent une participation, opèrent ;
- de leurs activités et de celles des établissements dans lesquels ils possèdent une participation ;
- du chiffre d'affaires et du résultat d'exercice enregistrés ;
- des effectifs employés ;
- des impôts et taxes versés aux autorités publiques locales, dans le cadre des lois fiscales en vigueur.

6.1.3 La classification de l'encours de dette selon la charte Gissler

La Charte Gissler ou Charte de bonne conduite a été signée le 7 décembre 2009 par quatre grands établissements bancaires (Dexia, BPCE, la Société générale et le Crédit agricole) et des représentants des élus locaux (AMF, AMGVF et AdCF notamment), puis reprise par la circulaire interministérielle IOCB1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics.

Les établissements bancaires signataires se sont engagés à ne plus fournir aux collectivités des produits les exposant à des risques de taux élevés et à communiquer les risques sur les produits proposés.
Les collectivités se sont engagées à communiquer davantage sur leur politique d'emprunt et de gestion de la dette ainsi qu'à détailler leurs encours de dette selon la classification suivante :

	Indices sous-jacents
1	Indices zone euro.
2	Indices inflation française ou inflation zone euro ou écart entre ces indices.
3	Ecarts d'indice zone euro.
4	Indices zone euro. Ecart d'indices dont l'un est un indice zone euro.
5	Ecart d'indices hors zone euro.
6	Autres indices.

	Structures
A	Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel).
B	Barrière simple. Pas d'effet de levier.
C	Option d'échange (swaption).
D	Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé.
E	Multiplicateur jusqu'à 5.
F	Autres types de structures.

Cette classification distingue deux types de risques :
- un risque sur les indices sous-jacents, c'est-à-dire la référence sur laquelle est adossé l'emprunt. Les prêts sont classés selon le degré de risque allant de 1 à 6 (1 représentant le risque le plus faible) ;
- un risque sur la structure, c'est-à-dire la construction du prêt. Les prêts sont classés selon le degré du risque allant de A à F (A représentant le risque le plus faible).

La Ville publie les caractéristiques de sa dette selon la typologie fixée par la Charte Gissler lors du vote du budget primitif et du compte administratif.

La collectivité s'engage à limiter tous les nouveaux financements, ainsi que les produits de gestion qui s'y rattacheront, aux familles 1-A et 1-B.

6.2 La gestion de la trésorerie

L'objectif de la gestion active de la trésorerie est celui d'une trésorerie zéro afin de laisser un minimum d'encours sur le compte du Trésor, non rémunéré.

Pour faire face à des besoins ponctuels en disponibilités, la collectivité peut avoir recours à deux produits financiers de court terme :

- l'**avance de trésorerie**, prêt à court terme destiné à faire face à un besoin ponctuel et certain de disponibilités. Elle est mobilisable et remboursable en une fois pour le montant et à l'échéance déterminée par un contrat.
- l'ouverture d'une **ligne de crédit de trésorerie**, destinée à faire face à un besoin ponctuel et éventuel de disponibilités. Elle équivaut à un droit de tirage permanent auprès d'un établissement de crédit : dans la limite d'un plafond fixé par un contrat, la collectivité peut tirer des fonds lorsqu'elle le souhaite, en une ou plusieurs fois, pour la durée d'un an renouvelable.
  Son ouverture est autorisée par une délibération du Conseil municipal, le Maire pouvant disposer d'une délégation.
  Le montant total des lignes de crédit de trésorerie ouvertes durant l'exercice ne saurait dépasser le seuil fixé par la délibération annuelle relative au budget primitif.

Ces opérations sont suivies dans des comptes financiers tenus par le comptable public.
Un tableau retraçant les opérations correspondantes intervenues au cours de l'exercice précédent est joint en annexe au compte administratif dans le document intitulé « État de la dette propre et garantie ».

6.3 Le cadre de gestion des garanties d'emprunts

La garantie d'emprunt est un engagement hors bilan par lequel la collectivité accorde sa caution à un organisme dont elle veut faciliter le recours à l'emprunt, en garantissant aux prêteurs le remboursement en cas de défaillance du débiteur.
Tout accord de garantie d'emprunt est précédé d'une analyse financière des comptes du demandeur par les services de la collectivité.
La décision d'octroyer une garantie d'emprunt est obligatoirement prise par l'assemblée délibérante. Le contrat de prêt ou l'acte de cautionnement le cas échéant est ensuite signé par le représentant de la collectivité.
Les garanties d'emprunts accordées à des personnes morales de droit privé sont soumises aux dispositions de la loi du 5 janvier 1988 dite « loi Galland ». Elle impose aux collectivités trois ratios prudentiels conditionnant l'octroi de garanties d'emprunt :
- la règle du potentiel de garantie : le montant de l'annuité de la dette propre ajouté au montant de l'annuité de la dette garantie, y compris la nouvelle annuité garantie, ne doit pas dépasser 50 % des recettes réelles de fonctionnement ;
- la règle de division des risques : le volume total des annuités garanties au profit d'un même débiteur ne peut aller au-delà de 10 % des annuités pouvant être garanties par la collectivité ;
- la règle du partage des risques : la quotité garantie ne peut couvrir que 50 % du montant de l'emprunt contracté par l'organisme demandeur.
  Ce taux peut être ramené à 80 % pour des opérations d'aménagement menées en application des articles L300-1 à L300-4 du code de l'urbanisme.
  Cette règle ne s'applique pas pour des opérations menées par des organismes d'intérêt général (article 238 bis du code général des impôts).

Ces ratios sont cumulatifs. Ils ne s'appliquent pas pour des opérations de construction, acquisition ou amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré ou les sociétés d'économie mixte, ou subventionnées par l'État (article L2252-2 du CGCT).
L'ensemble des garanties d'emprunts fait obligatoirement l'objet d'une communication qui figure dans les annexes du budget primitif et du compte administratif au sein du document intitulé « État de la dette propre et garantie ».

ARTICLE 7 : LES RELATIONS FINANCIERES AVEC L'EUROMETROPOLE

7.1 Les relations financières avec l'Eurométropole de Strasbourg

Les relations financières avec l'Eurométropole de Strasbourg sont constituées de l'attribution de compensation et de la dotation de solidarité communautaire.

Conformément à l'article 1609 nonies C du code général des impôts, l'Eurométropole de Strasbourg, établissement public de coopération intercommunale à fiscalité mixte, est substituée depuis 2001 aux communes membres pour la fixation du taux et la perception du produit de l'ancienne taxe professionnelle devenue en 2011 contribution économique territoriale. La CET est composée de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

L'Eurométropole de Strasbourg verse à chaque commune membre une attribution de compensation pour compenser la perte de ressources fiscales que ce transfert a impliquée en 2001 pour les communes
Cette attribution de compensation ne peut être indexée et son montant ainsi que les conditions de la révision de celui-ci sont fixés librement par le Conseil de communauté statuant à l'unanimité. Elle peut être positive ou négative.
Le Conseil métropolitain doit communiquer aux communes membres, avant le 15 février de chaque année, le montant prévisionnel des attributions de compensation.
Sont intégrées dans le calcul de l'attribution de compensation les recettes transférées de plein droit à l'EPCI, soit : la cotisation foncière des entreprises (CFE), la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER), la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM).

L'Eurométropole de Strasbourg verse également une dotation de solidarité communautaire au bénéfice de ses communes membres. La DSC est un mécanisme péréquateur qui complète l'attribution de compensation en permettant aux communes de bénéficier des évolutions futures des ressources transférées.
Le montant de cette dotation est fixé par le Conseil métropolitain statuant à la majorité simple.
En plus des critères de répartition imposés par le législateur – importance de la population, potentiel fiscal ou financier par habitant – deux critères complémentaires ont été fixés par le Conseil dans une délibération du 30 novembre 2001 : le nombre de logements sociaux et de bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement (APL) au sein de la commune.

7.2 Les remboursements entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg : la Commission mixte paritaire (CMP)

7.2.1 Composition de la CMP

La Commission mixte paritaire, chargée des rapports financiers entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville, est composée de douze membres, chaque collectivité déléguant six conseillers. Elle ne peut siéger qu'en présence d'au moins trois conseillers de chaque collectivité et sous la présidence du Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

7.2.2 Rôle de la CMP

Conformément à la convention signée par la Ville et la Communauté urbaine le 3 mars 1972, la Commission mixte paritaire est chargée du contrôle des décomptes établis dans le cadre du remboursement par la Ville à la Communauté urbaine des frais résultant de la fusion des administrations municipale et communautaire, pour les interventions qui relèvent de la compétence de la Ville et afin de n'entraîner aucune charge supplémentaire pour la Communauté urbaine.

Trois catégories de charges financières sont ainsi réparties entre les deux collectivités, selon des clés de répartition approuvées par la CMP, revues et modifiées chaque année :

- les charges de personnel,
- les frais de fonctionnement des services dits « communs »,
- les dépenses d'équipement informatique des services.

La CMP examine annuellement la mise en œuvre de cette convention et émet un avis, sur la base d'un rapport présenté par la Direction des finances et de la programmation. Elle peut par ailleurs se réunir en tant que groupe de travail.

Thématiques	Pages	Règlement Budgétaire et Financier actuel	Règlement Budgétaire et Financier modifié
Législation en vigueur	4	*Décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;* *Instruction comptable M14 sur la comptabilité des communes et de leurs établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif*	*Décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique* *Instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et à leurs établissements publics à caractère administratif*
1.1 le cadre normatif et règlementaire	5	*La comptabilité des communes et de leurs EPCI est régie par les règles suivantes :*	*Le cadre budgétaire et comptable est régi par les règles suivantes*
1.1.2 Le principe de l'antériorité	5	*Le budget de la collectivité est en principe voté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique.* *Il peut être voté jusqu'au 31 mars si interviennent, après le 1er janvier, des communications des services de l'État, voire jusqu'au 15 avril l'année où l'assemblée délibérante est renouvelée.*	*Le budget de la collectivité est en principe voté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique.* *Il peut être voté jusqu'au **15 avril** si interviennent, après le 1er janvier, des communications des services de l'État, voire jusqu'au **30 avril** l'année où l'assemblée délibérante est renouvelée*
1.3 Budget principal et budget autonome	7	*La Fondation de l'Œuvre Notre Dame se dote chaque année d'un budget propre, adopté dans la même enceinte que celle du Conseil municipal, lors de la séance qui donne lieu au vote du budget de la Ville de Strasbourg*	*Les services publics gérés obligatoirement sous forme de budget annexe sont les suivants :* *- Les budgets annexes relatifs aux services publics industriels et commerciaux (SPIC)* *- Les budgets annexes relatifs aux opérations d'aménagement* *- Les services relevant du secteur social et médico-social* *Par ailleurs, la Fondation de l'Œuvre Notre Dame se dote chaque année d'un budget propre, adopté dans la même enceinte que celle du Conseil municipal, lors de la séance qui donne lieu au vote du budget de la Ville de*

			Strasbourg
2.2.1 Le DOB	9		*L'article L2312-1 du CGCT y prévoit également d'une part, la présentation de la structure et de l'évolution des dépenses, des effectifs ainsi que l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, rémunérations, avantages en nature et du temps de travail et, d'autre part, la présentation de la structure et la gestion de la dette.*
2.3 Les documents budgétaires et leur contenu	10	***Le document réglementaire**, élaboré conformément aux dispositions de la M14 et transmis à la préfecture pour le contrôle de légalité* ***Le cahier d'investissement**, qui comprend :* ** la liste des autorisations de programme, seul document que la collectivité est tenue de fournir, le reste du contenu du cahier étant informatif,* ** la liste des crédits annuels,* ** la répartition des autorisations de programme par pôle, direction et par service, hors programmes financiers et crédits annuels, une vue d'ensemble par budget et par service qui présente par ailleurs une totalisation des crédits d'équipement et des crédits financiers permettant d'apprécier l'équilibre de la section pour l'exercice 2010*	***Le document réglementaire**, élaboré conformément aux dispositions de la M14 et transmis à la préfecture pour le contrôle de légalité et budgétaire* ***le cahier d'investissement**, qui comprend :* ** la liste des autorisations de programme, seul document que la collectivité est tenue de fournir, le reste du contenu du cahier étant informatif,* ** la liste des crédits annuels,* ** la répartition des autorisations de programme par pôle, direction et par service, hors programmes financiers et crédits annuels, une vue d'ensemble par budget et par service.* ***Les différentes annexes**, dont la liste ci-dessous peut être revue par l'actualisation de l'instruction budgétaire et comptable M14:*

			Eléments du bilan *:* *Présentation croisée par fonctions* *Etats de la dette* *Méthodes utilisées pour les amortissements* *Etat des provisions* *Equilibre des opérations financières en dépenses et recettes* *Etat des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA en fonctionnement et en investissement* *Etat des charges transférées* *Détail des opérations pour le compte de tiers* *Variations du patrimoine en entrées et sorties* *Opérations liées aux cessions* ***Engagements hors bilan*** *Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement* *Calcul du ratio d'endettement* *Etat des autres engagements donnés* *Etat des engagements reçus* *Liste des concours attribués à des tiers en nature ou subventions* *Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale* ***Autres éléments d'informations*** *Etat du personnel* *Actions de formation des élus* *Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement* *Liste des établissements publics créés* *Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe* ***Décisions en matière des taux de contributions directes*** *Décisions en matière de taux de contributions directes* *Arrêtés et signatures*

3.2.3 Le paiement	13	*Le délai global de paiement est réglementairement fixé à 30 jours (20 jours pour l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable public) par le décret n°2002-231 du 21 février 2002*	*Le délai global de paiement est réglementairement fixé à 30 jours (20 jours pour l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable public) par* ***le décret n°2013-269 du 29 mars 2013***
point 3.3 Les provisions	12	*Le provisionnement est une technique comptable permettant de constater une dépréciation ou un risque. Les provisions sont semi-budgétaires.* *Conformément à l'article L2321-2 du CGCT, les dotations aux provisions constituent une dépense obligatoire. Une provision doit être constituée par délibération de l'assemblée délibérante dans les cas suivants (article R2321-2 du CGCT) :* - *dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune, à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru.* - *dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce, pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordées par la collectivité à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective, à hauteur du risque d'irrécouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation estimé par la collectivité.* - *lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, à hauteur*	*Le provisionnement est une technique comptable permettant de constater une dépréciation ou un risque. Les provisions sont semi-budgétaires.* *Conformément à l'article L2321-2 du CGCT, les dotations aux provisions constituent une dépense obligatoire. Une provision doit être constituée par délibération de l'assemblée délibérante dans les cas suivants (article R2321-2 du CGCT) :* - *dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune, à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru* ***(Compte 1511 « provisions pour litiges »).*** - *dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce, pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordées par la collectivité à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective, à hauteur du risque d'irrécouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation estimé par la*

		du risque d'irrécouvrabilité estimé par la collectivité. *La collectivité peut décider de constituer des provisions dès l'apparition d'un risque avéré. Le montant des provisions est ajusté annuellement en fonction de l'évolution du risque.*	*collectivité* ***(Compte 1517 « provisions pour garanties d'emprunts»)*** - *lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, à hauteur du risque d'irrécouvrabilité estimé par la* ***collectivité*** ***(Compte 49 « provisions pour dépréciation des comptes de tiers »).*** *La collectivité peut décider de constituer des provisions dès l'apparition d'un risque avéré. Le montant des provisions est ajusté annuellement en fonction de l'évolution du risque.*
point 4.1 rattachements	13	*Conformément à la M14, qui impose de « conserver chaque année une procédure identique, pour ne pas nuire à la lisibilité des comptes », la collectivité décide d'exclure du champ d'application des rattachements les charges et produits d'un montant inférieur à* ***1000 €****. En deçà de ce seuil, les dépenses et recettes sont imputées sur le budget de l'année N+1.*	*Conformément à la M14, qui impose de « conserver chaque année une procédure identique, pour ne pas nuire à la lisibilité des comptes », la collectivité décide d'exclure du champ d'application des rattachements les charges et produits d'un montant inférieur à 500 €. En deçà de ce seuil, les dépenses et recettes sont imputées sur le budget de l'année N+1.*
point 4.2 restes à réaliser	13	*En section de fonctionnement, en raison de l'obligation du rattachement des charges et des produits, les restes à réaliser correspondent aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées ainsi qu'aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées. Ils sont reportés au budget de l'exercice suivant.* *La collectivité décide d'exclure du champ d'application des restes à réaliser en section de fonctionnement les charges et les produits d'un montant inférieur à* ***100 000 €*** *En section d'investissement, les*	*En section de fonctionnement, en raison de l'obligation du rattachement des charges et des produits, les restes à réaliser correspondent aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées ainsi qu'aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées. Ils sont reportés au budget de l'exercice suivant.* *La collectivité décide d'exclure du champ d'application des restes à réaliser en section de fonctionnement les charges et les produits d'un montant inférieur à* ***50000 €.***

		restes à réaliser correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31 décembre de l'exercice et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre. Seuls les crédits annuels sont concernés. *Ils sont pris en compte dans l'affectation des résultats.* *La collectivité décide d'exclure du champ d'application des restes à réaliser en section d'investissement les charges et les produits d'un montant inférieur à* ***100 000 €****.*	*En section d'investissement, les restes à réaliser correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31 décembre de l'exercice et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre. Seuls les crédits annuels sont concernés.* *Ils sont pris en compte dans l'affectation des résultats.* *La collectivité décide d'exclure du champ d'application des restes à réaliser en section d'investissement les charges et les produits d'un montant inférieur à* ***50 000 €.***
4.4.2 Le compte administratif	15	*Le compte administratif comporte les ratios financiers suivants :* *- dépenses réelles de fonctionnement/population ;* *- produit des impositions directes/population ;* *- recettes réelles de fonctionnement/population ;* *- dépenses d'équipement brut/population ;* *- encours de dette/population ;* *- DGF/population ;* *- dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement ;* *- coefficient de mobilisation du potentiel fiscal ;* *- coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi ;* *- dépenses de fonctionnement et remboursement de la dette (capital)/recettes réelles de fonctionnement ;* *- dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement ;* *- encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement.*	***Supprimé***
5.2.1 Frais d'étude	16	*Lorsque les études sont réalisées par les moyens propres de la collectivité pour son compte, les frais correspondant sont imputés aux comptes de charges par nature concernés puis portés, en fin d'exercice, au débit du compte 2031 par le crédit du compte 721 (« Travaux en régie*	***Supprimé***

		– immobilisations incorporelles »).	
5.2.2 Avances versées pour des opérations de travaux en cours	17	*Les avances à mandataires dans le cadre d'opérations d'investissement sont enregistrées sur les comptes dédiés (237 pour les immobilisations incorporelles, 238 pour les immobilisations corporelles)*	*Les avances à mandataires dans le cadre d'opérations d'investissement sont enregistrées sur les comptes dédiés (237 pour les immobilisations incorporelles, 238 pour les immobilisations corporelles* ***et les avances sur marchés)****.*
5.3.2 Durées	17	*Présence du tableau IV Annexes -Amortissements*	*Les durées d'amortissement des immobilisations sont fixées pour chaque bien ou catégorie de biens par l'assemblée délibérante (article R2321-1 du CGCT).* *Suppression du tableau IV Annexes -Amortissements* ***Ce tableau figure en annexe au BP ou au CA***
Article 7 :	22	*LES RELATIONS FINANCIERES AVEC LES AUTRES COLLECTIVITES*	*LES RELATIONS FINANCIERES* ***AVEC L'EUROMETROPOLE***
7.1 Les relations financières	22	*entre la communauté urbaine de Strasbourg et les 28 communes de l'EMS*	*avec* ***l'Eurométropole de Strasbourg***
7.2 Les remboursements entre la Ville et	22	*Les remboursements entre la Ville et* ***la communauté urbaine de Strasbourg :*** *la Commission mixte paritaire (CMP)*	*Les remboursements entre la Ville et* ***l'Eurométropole de Strasbourg :*** *la Commission mixte paritaire (CMP)*
7.2.2 Rôle de la CMP	23	*La CMP examine annuellement la mise en œuvre de cette convention et émet un avis, sur la base d'un rapport présenté par la DFP. Elle peut par ailleurs se réunir en tant que groupe de travail*	*La CMP examine annuellement la mise en œuvre de cette convention et émet un avis, sur la base d'un rapport présenté* ***par la Direction des finances et de la programmation****. Elle peut par ailleurs se réunir en tant que groupe de travail*

3

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Convention entre la Ville et l'Œuvre Notre-Dame relative à l'attribution d'une subvention d'équilibre.

Chaque année, la ville de Strasbourg verse une subvention d'équilibre à la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame.

Cette subvention étant supérieure à 23 000 €, il convient de signer une convention financière entre la ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, proposée en annexe 1 de cette délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
autorise

le premier Adjoint de la ville de Strasbourg à signer cette convention financière

approuve :

- *le versement de la subvention d'équilibre à hauteur de 950 000 € à l'Œuvre Notre-Dame pour l'exercice 2015, conformément à la convention financière,*
- *la convention financière entre la ville de Strasbourg et l'Œuvre Notre-Dame*

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015

et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

CONVENTION FINANCIERE

Entre :

- **la Ville de Strasbourg**, représentée par M. Alain FONTANEL, 1er Adjoint au Maire, en charge de la Culture et du Patrimoine

et

- **La Fondation de l'Œuvre Notre Dame**, 3 place du Château à 67000, Strasbourg, représentée par M. Roland RIES, Maire de la Ville de Strasbourg et Administrateur de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame, ci-après dénommée « la Fondation »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

La Fondation a pour mission « la gestion de ses biens et revenus qui continueront à être spécialement affectés à l'entretien et à la conservation de la cathédrale de Strasbourg » (cf article 1er de l'arrêté consulaire du 3 frimaire an XII).

Afin de soutenir l'activité de la Fondation , la Ville de Strasbourg a décidé de lui octroyer une subvention d'équilibre

Article 2 : Versement de la subvention

La Ville de Strasbourg s'engage à verser une subvention de 950 000 € dont le montant a été fixé et approuvé par le Conseil municipal. Cette subvention sera créditée en un seul versement.

Article 3 : Engagements de la Fondation

En signant la présente convention, la Fondation s'engage à utiliser les fonds octroyés conformément à son objet.

De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables

Article 4 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg Par délégation	Pour la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame
Alain FONTANEL 1er Adjoint au Maire En charge de la Culture et du Patrimoine	Roland RIES Maire de Strasbourg Administrateur de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame

4

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Schéma départemental de coopération intercommunale, rattachement de la Communauté de communes des Châteaux à l'Eurométropole de Strasbourg.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a fixé à 15 000 habitants le seuil démographique minimal des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Conformément à l'article L5210-1-1 du code général des collectivités territoriales, un projet de schéma de coopération intercommunale a été élaboré par le Préfet et présenté à la commission départementale de coopération intercommunale le 1er octobre 2015.

Le projet de schéma propose le rattachement de la Communauté de communes des Châteaux à l'Eurométropole de Strasbourg.

La Communauté de communes des Châteaux compte 6 445 habitants. Créée le 11 décembre 2001, elle regroupe cinq communes : Achenheim (2 043 habitants), Breuschwickersheim (1 281 habitants), Hangenbieten (1 477 habitants), Kolbsheim (819 habitants) et Osthoffen (825 habitants). Située à l'ouest de l'agglomération, elle est limitrophe de l'Eurométropole de Strasbourg par les communes d'Entzheim, de Holtzheim et d'Oberschaeffolsheim.

Depuis le 2 octobre 2015, date de la notification du projet par le Préfet, les organes délibérants de l'Eurométropole de Strasbourg, de la Communauté de commune des Châteaux et les conseils municipaux des communes concernées disposent d'un délai de deux mois pour émettre un avis. A défaut de délibération intervenue dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Ces avis seront remis à la commission départementale de coopération intercommunale qui disposera d'un délai de trois mois pour donner son avis. Elle est habilitée à amender le projet sous réserve que les amendements soient adoptés à la majorité des deux tiers de ses membres. Le schéma départemental de coopération intercommunale devra être arrêté avant le 31 mars 2016 et les nouveaux périmètres notifiés au plus tard le 15 juin 2016. L'ensemble des procédures devront être terminées avant le 31 décembre 2016.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant
nouvelle organisation territoriale de la République
vu l'article L5210-1-1 du code général des collectivités territoriales,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

d'émettre un avis favorable au projet de schéma de coopération intercommunale du Bas-Rhin.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

5

Communication au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Rapport d'activité 2014 du Crédit Municipal.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal a approuvé ses comptes et le rapport annuel d'activité 2014 en date du 14 avril 2015.

Ce rapport est présenté au Conseil Municipal conformément à l'article 2 de la loi du 15 juin 1992 relative aux caisses de crédit municipal.

L'activité de la Caisse en 2014 concerne principalement le prêt sur gages et les ventes publiques y afférentes.

L'activité de prêts aux fonctionnaires a cessé en 2006 et fait l'objet d'une gestion extinctive progressive.

Au cours de l'exercice 2014, les intérêts des prêts sur gage sont restés quasi stables (0,15%) du fait d'une activité toujours soutenue et d'une forte progression des contrats en renouvellement. Par contre, l'encours des prêts a diminué de 4,77%, conséquence de la baisse de la valeur des opérations engagées en raison de la diminution du cours de l'or et du retrait du plus gros déposant de l'établissement (127 K€).

L'autre activité majeure, à savoir les ventes aux enchères publiques, a évolué positivement. Malgré la baisse du cours de l'or (-30% de variation sur l'exercice), le produit des ventes a augmenté de 8,8%. Cela est à pondérer avec un chiffre exceptionnel obtenu lors de la dernière vente de l'année, qui a permis d'obtenir 13 000 € de produits sur la vente d'un seul objet.

Globalement, l'ensemble des produits d'exploitation (hors subventions directes et éléments exceptionnels) a progressé de 1,3%.

La Ville de Strasbourg a versé en 2014 au Crédit Municipal une subvention d'équilibre de 50 000 € et une subvention d'investissement de 20 000 €.

De plus, elle a octroyé à la Caisse, pour un an, une avance de 300 000 € remboursable, sans intérêt, pour pallier le manque de liquidités des banques qui ne répondaient pas sur l'ensemble des besoins du Crédit Municipal en matière de lignes de trésorerie ou si elles y

répondent, le font à des coûts très élevés. Ces crédits court-terme financent essentiellement les prêts sur gages.

Les charges totales de fonctionnement y compris les éléments exceptionnels ont progressé de 4,1% par rapport à 2013. Ces charges de fonctionnement comprennent principalement la masse salariale qui a stagné (-0,3%) en raison de l'absence d'un salarié durant 6 mois et de la diminution de charges, par le biais du CICE (contrat compétitivité emploi). Les impôts et taxes ont progressé de 24,75% du fait de l'augmentation de la taxe sur les salaires et de la taxe sur les métaux précieux. Il faut noter également la hausse des charges de publicité (23,2%) liée à une refonte des supports d'information et la hausse des frais financiers (7%) à cause du rehaussement, de la part des banques, de leurs commissions et frais de dossier.

En section d'investissement, on constate un déficit de 2 306 €, en forte baisse par rapport à 2015 (24 410 €). D'importants investissements matériels et d'aménagements des locaux d'accueil au public se sont achevés en 2013. En 2014, les principales dépenses concernent le renouvellement du matériel informatique devenu obsolète.

Ainsi, le solde global sur les deux sections en 2014 est en excédent de 13 960 € contre un déficit de 12 054 € en 2013.

Par ailleurs, dans un souci de répondre au mieux aux attentes du public notamment des personnes les plus fragilisées, le Crédit Municipal a signé une convention avec une association, agréée par la Caisse des Dépôts, afin d'assurer l'accueil, la préinscription et l'accompagnement de personnes susceptibles de souscrire un microcrédit. Le risque n'est pas porté par l'établissement.

Le Crédit Municipal s'efforce de répondre aux problématiques quotidiennes liées à l'accès au crédit. Son offre de services traduit sa volonté de s'adapter aux besoins des usagers et sa fidélité au rôle de banque à vocation sociale au travers de ses activités de prêt sur gages, le microcrédit et la collecte solidaire destinée à alimenter un fonds de dotation dédié aux financements des organismes à but non lucratif de la place alsacienne.

Le développement de ses activités montre bien toute l'importance de ses missions, à la fois financières et sociales, dans un contexte économique actuel très difficile.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15



CREDIT MUNICIPAL DE STRASBOURG

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014

LE CONSEIL D' ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Président :
Roland RIES, Maire de la Ville de Strasbourg

Vice – Président :
Frédéric NITSCHKE, Président Fonds de Dotation Ess'Or Est

Membres élus:
Caroline BARRIERE, Conseillère Municipale de la Ville de Strasbourg

Paul MEYER, Adjoint au Maire de la Ville de Strasbourg

Jean Baptiste GERNET, Conseiller Municipal de la Ville de Strasbourg

Membres qualifiés :
Michel DURRIVE, ex Directeur de SCOP Baggersee

François KUSSWIEDER, Président de la Mutuelle de l'Est

SOMMAIRE

Le Crédit Municipal de Strasbourg

L'Activité de l'Etablissement ..... page 6

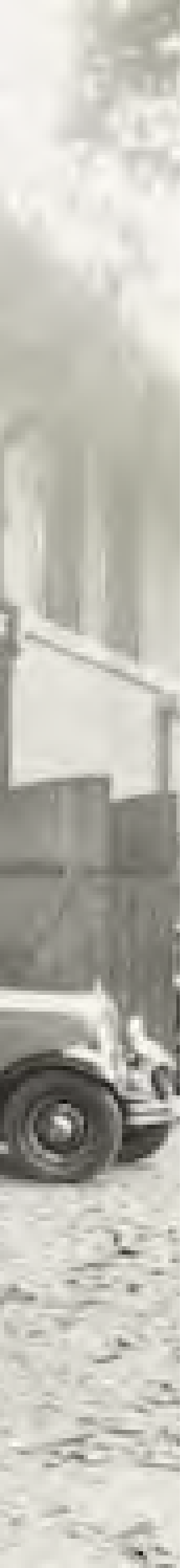
Les Comptes Annuels 2014..... page 14

Annexe aux Comptes Annuels 2014..... page 17

Rapport des Commissaires aux Comptes page 28


GARAGE

CRÉDIT MUNICIPAL DE STRASBOURG



SON HISTOIRE

Le prêt sur gage existe depuis la nuit des temps, puisqu'il permet à un créancier d'asseoir son prêt sur un objet détenu en garantie. Dans le langage populaire, on évoque volontiers les Monts de Piété (ancienne appellation des Crédits Municipaux), «le Clou» ou «ma Tante».

Les Monts de Piété ont démarré réellement leurs activités vers le milieu du XVème siècle. C'est en 1826, par une Ordonnance Royale, que le Crédit Municipal de Strasbourg fut créé.

SA DEMARCHE

Le Crédit Municipal de Strasbourg est un établissement public administratif, banque à vocation sociale, assurant une mission de service public.

Avec le prêt sur gage, le conseil et l'orientation vers les formules de microcrédit ou le soutien à l'épargne solidaire entre autres, son action est résolument orientée en faveur de la lutte contre l'exclusion bancaire.

SES AMBITIONS

Depuis 2012, le Crédit Municipal de Strasbourg s'est modernisé pour accueillir les particuliers dans un environnement de confidentialité et de confiance. Des travaux d'embellissement et des actions de communications ont permis de faciliter la qualité de l'accueil et une meilleure compréhension de la démarche.

LES ACTIVITÉS DE L'ETABLISSEMENT

Le Crédit Municipal de Strasbourg est un Etablissement Public Administratif sous la tutelle de la Municipalité, et demeure le seul Crédit Municipal sur le sol alsacien. L'Etablissement se distingue par son activité principale de prêt sur gage, mais aussi par ses interventions en matière de micro crédits et d'épargne solidaire.

LE PRÊT SUR GAGE

Le prêt sur gage (ou prêt sur objet) est exercé par le Crédit Municipal de Strasbourg, depuis son origine en 1826.

L'Etablissement propose ainsi un prêt sur la base d'un objet estimé, laissé en garantie, par des particuliers propriétaires, qui présentent la caractéristique principale de ne pas souhaiter se séparer de leur bien.

Le prêt sur gage consiste en l'appréciation immédiate de l'objet, l'octroi du prêt sur une période de 6 mois, et la faculté de rembourser à tout moment ce prêt et de récupérer l'objet.

Au bout de 6 mois du contrat initial, la possibilité est offerte au client engagiste de renouveler son contrat, en s'acquittant des intérêts.

Aujourd'hui 95 % des objets mis en gages sont récupérés par leur propriétaire.

L'estimation est faite par une équipe d'appréciateurs, sous la supervision de la Commissaire-Priseur, salariée au sein du Crédit Municipal de Strasbourg.

Au 31/12	2012	2013	2014	n / n-1
Nombre d'engagements réalisés	14 778	16 501	17 181	+ 4,1 %
Montant des prêts accordés	9 524 704 €	11 514 134 €	11 278 589 €	- 2,1 %
Nombre d'objets en stock	45 726	49 336	49 732	+ 0,8 %
Nombre de contrats en cours	7 992	8 602	8 602	+ 0 %
Encours (prêts en cours au 31/12)	5 082 473 €	5 589 933 €	5 323 441 €	- 4,8 %
Montant moyen d'un prêt au 31/12	635, 95 €	649, 84 €	618.89 €	-4,8 %

6 LES VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Les ventes aux enchères publiques concernent en moyenne 5 % du nombre d'engagements et de renouvellements.
Les ventes sont organisées en régie interne, de Janvier à Juin et de Septembre à Décembre, en général la troisième semaine du mois. Le Crédit Municipal de Strasbourg dispose d'un Hôtel de Ventes de 100 places assises.

Les expositions ont lieu dans la même salle, la veille des ventes et le matin des ventes.

Le site interne du Crédit Municipal de Strasbourg (www.credit-municipal-strasbourg.fr) permet la consultation du catalogue de vente en ligne, ainsi que les photographies des lots.

Le Boni (différentiel entre le montant de l'adjudication et le montant du prêt sur gage, majoré des intérêts) est reversé à l'engagiste.

Au 31/12	2012	2013	2014
Nombre de ventes publiques réalisées	9	9	10
Nombre d'objets vendus	4 712	3 175	4 497
Produits des ventes (hors frais d'adjudication)	746 870 €	575 992 €	701 105 €
Total des Bonis (produits de vente à reverser au dépositaire)	404 642 €	269 455 €	326 486 €
Droits sur adjudications	149 374 €	114 964 €	126 105 €
Total des pertes sur ventes (pris en charge par l'Etablissement)	2 498 €	6 188 €	2 470 €

LES PRÊTS FONCTIONNAIRES

Les prêts aux fonctionnaires, qui constituaient la dernière activité de type bancaire de l'Etablissement, ont cessé au 31 mars 2006 conformément à la décision adoptée par le Conseil d'Orientation et de Surveillance par délibération du 30 Novembre 2005, ratifiée par la Ville de Strasbourg en qualité d'actionnaire unique (délibération du Conseil Municipal du 6 Février 2006) .

Cette activité fait l'objet d'une gestion extinctive des dossiers en cours.

Compte tenu des risques encourus en matière de prêts personnels aux fonctionnaires, et compte tenu de cette gestion extinctive, le niveau de provisionnement est ajusté périodiquement.

Au 31/12	2012	2013	2014
Nombre de prêts en cours	18	12	10
Total de l'encours au 31/12	53 K€	39 K€	31 K€

LES PRÊTS DE RESTRUCTURATION

Une activité d'apporteur d'affaires pour des prêts de restructuration est assurée sous convention avec le Crédit Municipal de Paris Banque S.A. qui en assure le portage financier.

La Caisse n'assure pour cette dernière activité que la pré-instruction des dossiers.

LE MICROCREDIT

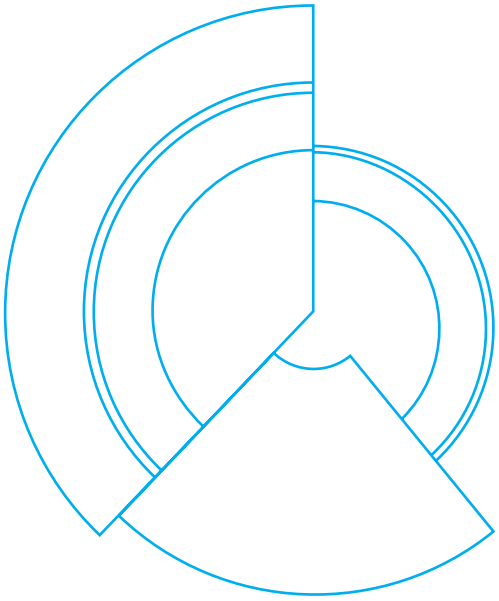
Le microcrédit personnel consiste à octroyer des prêts à des personnes à revenus modestes ou en situation de fragilité professionnelle, habituellement exclues du système bancaire traditionnel, afin de leur permettre de financer des projets favorisant leur insertion sociale et professionnelle.

L'établissement oriente les dossiers, en 2014, de Micro crédits vers PARCOURS CONFIANCE, Association également agréée par la Caisse des Dépôts.

Les collaborateurs reçoivent les candidats potentiels, font une démarche d'explication et de prévention du surendettement, et collectent les pièces nécessaires à l'instruction du dossier.

Si le dossier est recevable, il est ensuite transmis à l'Association et la Banque partenaire, signataires du contrat tripartite avec la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

La Caisse de Crédit Municipal de Strasbourg n'assure pas l'instruction formelle (pas d'agrément de la CDC) et ne porte pas le risque financier.

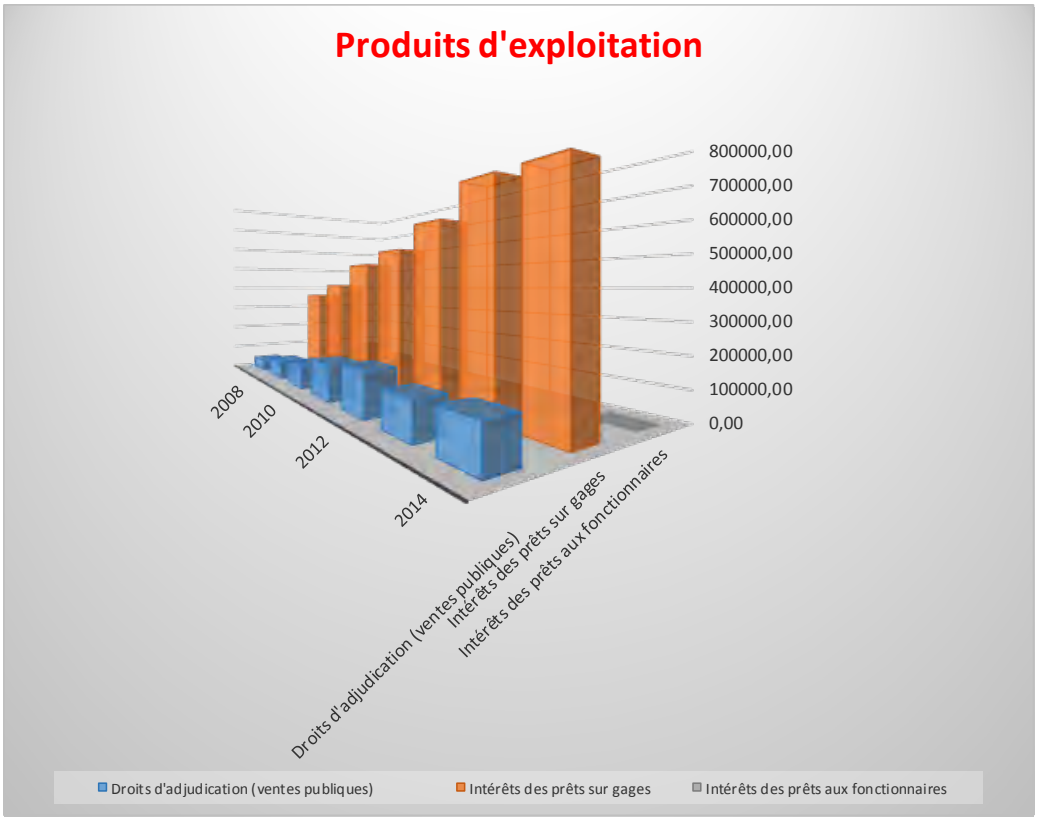


L'EVOLUTION DE L'ACTIVITÉ

Les comptes arrêtés au 31/12/2014 et présentés en annexe font état des éléments suivants :

Les recettes d'exploitation se répartissent comme suit :

	2012	2013	2014
Droits d'adjudication (ventes publiques)	149 374 €	114 964 €	125 103 €
Intérêts des prêts sur gages	630 308 €	735 970 €	737 075 €
Intérêts des prêts aux fonctionnaires	2 074 €	180 €	114 €
TOTAL	781 756 €	851 114 €	862 292 €



En matière de produits, les intérêts des prêts sur gage sont restés quasi-stables durant l'exercice (+0,15 %), du fait d'une activité toujours soutenue, mais provenant essentiellement d'une forte progression des contrats en renouvellement.

L'encours (stock) des prêts sur gage au 31 décembre a, quant à lui, diminué de 4,77 %, conséquence à la fois d'une baisse de la valeur des nouvelles opérations engagées (le quantum de l'or ayant baissé de 13 € en moyenne en 2013 à 11 € en 2014, soit une baisse de plus de 15 % des nouveaux engagements) et du retrait du plus gros déposant de l'établissement (127 K€).

Malgré cette baisse du cours de l'or (-30 % de variation sur l'exercice) et leur impact négatif sur les adjudications, les droits relatifs aux ventes aux enchères ont progressé de 8,8 % au cours des 10 sessions organisées durant l'exercice.

Cette bonne évolution est toutefois à pondérer par le chiffre exceptionnel de la dernière vente aux enchères du mois de décembre 2014, qui a permis d'enregistrer 13 K€ de produits exceptionnels sur la vente d'un seul objet.

Les produits des prêts aux fonctionnaires sont devenus purement anecdotiques à 114 € sur l'ensemble de l'exercice, du fait de la cessation de l'activité ; seuls subsistent quelques contrats provisionnés faisant l'objet de plans de restructuration à faible valeur de remboursement et donc d'intérêts perçus.

L'ensemble des produits d'exploitation (hors subventions directes et éléments exceptionnels) a progressé de 1,3 %.
Les subventions octroyées par la Ville de Strasbourg, au titre de la section de fonctionnement sont demeurées stables sur l'exercice (par rapport à 2013), à hauteur de 30 000 €.
Par ailleurs, l'impact des quotes-parts de subventions d'investissement virées au compte de résultat (amorties sur 10 ans) progresse mécaniquement de 4 000 € par rapport à l'exercice précédent.

En matière de charges, plusieurs évolutions de postes sont à souligner :

Le principal poste de charges, à savoir les frais de personnel, a connu une apparente stagnation (-0,3 %), mais qui intègre les éléments marquants suivants :
- absence d'un salarié durant 6 mois (et non remplacé)
- diminution de charges, par le biais du CICE

Les impôts et taxes sont en forte progression (+24,75 %) du fait de l'augmentation de la taxe sur les salaires et de la taxe sur les métaux précieux.

Le poste de frais divers de gestion, comprend une hausse significative de 23,2 %, lié à un effort supplémentaire en terme de publicité (compte 660), de plus de 15 K€, destiné à réorienter l'axe de communication et à modifier les supports correspondants.

A l'opposé, d'autres frais divers de gestion sont en recul (Missions et réceptions, Frais de PTT), dans des proportions moindres.

L'exercice fait apparaitre un résultat net excédentaire de 16 265, 90 €.



LES COMPTES ANNUELS 2014

- Bilan actif au 31/12/2014 (en K€)

ACTIF	exercice N	exercice N-1
Caisse, banques	34	31
Créances sur établissements de crédits	62	67
Opérations avec la clientèle	5 499	5 780
Immobilisations incorporelles	35	23
Immobilisations corporelles	286	287
Autres actifs	302	340
Comptes de régularisation	22	8
TOTAL DE L'ACTIF	**6 240**	**6 536**

- Bilan passif au 31/12/2014 (en K€)

PASSIF	exercice N	exercice N-1
Dettes envers les établissements de crédit	2 460	2 821
Opérations avec la clinetèle	155	97
Autres passifs	107	117
Comptes de régularisations	103	86
Provisions - riques et charges	428	455
Capitaux propres hors FRBG	**2 987**	**2 960**
Capital souscrit	2 767	2 755
Subventions d'investissement	204	193
Résultat de l'exercice (+/-)	16	12
TOTAL DU PASSIF	**6 240**	**6 536**

- Hors bilan au 31/12/2014 (en K€)

HORS BILAN	exercice N	exercice N-1
Engagements de garantie	6 828	7 076

- Compte de résultat au 31/12/2014 (en K€)

COMPTE DE RÉSULTAT	exercice N	exercice N-1
Intérêts et produits assimilés	737	737
Intérêts et charges assimilées	65	70
Commissions (produits)	128	115
Commissions (charges)	13	7
Autres produits d'exploitations bancaires	72	61
Autres charges d'exploitation bancaires	5	1
PRODUITS NETS BANCAIRES	**852**	**835**
Charges générales d'exploitation	825	797
Dot. aux amort. et porv. s/immo. corp & incorp.	66	48
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**- 39**	**- 10**
Coût du risque (+/-)	51	34
RESULTAT D'EXPLOITATION	**12**	**24**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	**12**	**24**
Résultat exceptionnel (+/-)	5	- 12
Impôts sur les bénéfices	1	0
RESULTAT NET	**16**	**12**

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS DE 2014

I. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

NOTE 1 - ACTIVITES ET CONTEXTE REGLEMENTAIRE

a) La Caisse de Crédit Municipal de Strasbourg est un Etablissement de Crédit dont l'activité est centrée sur les financements aux particuliers. Par ailleurs, les Caisses de Crédit Municipal disposent du monopole de l'activité de prêt sur gage.

b) En tant qu'Etablissement de Crédit, assujetti à la loi du 24 Janvier 1984, la caisse de Crédit Municipal présente des comptes annuels conformément à la réglementation bancaire. Les comptes annuels sont soumis à la certification d'un Commissaire aux Comptes.
L'établissement et la publication des comptes individuels annuels sont régis par le règlement CRB 91.01 du 16 janvier 1991 modifié par les règlements n°92-05 du 17 juillet 1992, n°93-06 du 21 décembre 1993, n°94-03 et n°94-05 du 8 décembre 1994, le règlement du CRC n°2000-03 du 4 juillet 2000 ainsi que par le décret n° 2008-1402 du 19 décembre 2008.
L'avis du CNC n°00-07 et l'avis du CRBF n°200-03 du 3 juillet 2000 sont également applicables.
L'annexe est établie conformément à l'article 25 du décret n° 83-1020. Elle est constituée de toutes les informations d'importance significative permettant d'avoir une juste appréciation du patrimoine, de la situation financière de l'Etablissement, des risques qu'il assume et de ses résultats.

L'annexe :
- précise les règles et méthodes comptables retenues pour la présentation des comptes annuels (notes 2 à 8),
- complète l'information donnée par le bilan et le compte de résultat (notes 9 à 27).
Par ailleurs, la Caisse de Crédit Municipal de STRASBOURG, Etablissement Public d'aide sociale, présente des comptes conformément aux règles de la Comptabilité Publique, (« comptes Administratifs »). Ceux-ci font l'objet d'une certification par l'Agent Comptable de l'Etablissement.

NOTE 2 - CREDIT A LA CLIENTELE ET PROVISIONS

a) Les crédits accordés à la clientèle figurent au bilan à leur valeur nominale.
Sont classés en créances douteuses, parmi les comptes débiteurs de la clientèle, tous les crédits (intérêts et capital restant dû) présentant quatre mensualités impayées ou plus ainsi que certains crédits (capital restant dû) ayant eu des incidents de paiement en 2014 et faisant 'objet d'une provision au 31.12.2014.

b) La Caisse constitue des provisions pour créances douteuses et risques de crédit, qui sont fonction de l'ancienneté des créances et du nombre d'impayés. Ces provisions sont comptabilisées :
- en minoration d'actif, lorsqu'elles couvrent des risques d'actif individualisés,
- au passif (parmi les comptes de régularisations, provisions et divers) dans les autres cas.

NOTE 3 - IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Les immobilisations sont traitées conformément aux normes CRC 2002-10 et CRC 2004-6.
a) Les immobilisations sont initialement inscrites au bilan pour leur prix de revient.

b) Les immobilisations corporelles sont amorties selon les modes et durées indiquées ci-après :

NATURE	MODE	DURÉE
Logiciel	L	1 à 5 ans
Aménagements et agencements	L	10 ans
Mobilier	L	10 ans
Matériel de bureau	L	5 ans
Matériel informatique	L	4 ans

Les immobilisations de la Caisse de Crédit Municipal de Strasbourg ne sont pas décomposables et, dans ces conditions, la Caisse, entrant dans les seuils fixés par la loi, bénéficie de l'aménagement prévu pour les PME. Ainsi, elle n'a pas modifié les plans d'amortissement des immobilisations acquises avant le 1.1.2006.

Les évolutions réglementaires n'ont pas eu d'incidence sur les comptes 2014 de la Caisse de Crédit Municipal, hors informations complémentaires ressortant de la présente annexe.

NOTE 4 - CAPITAUX PROPRES

Compte tenu du statut d'Etablissement Public, le capital n'est pas divisé en actions, mais se compose de la dotation initiale (fonds publics), des excédents capitalisés (capitalisation des résultats en l'absence de distribution), des bonis prescrits (réalisation des gages). Les résultats des années antérieures sont capitalisés.

NOTE 5 – SUBVENTIONS :

En 2014, la Ville de Strasbourg a accordé des subventions d'équipement pour un total de 40 K€ dont une quote-part de 4 K€ (10%) a été virée au compte de résultat.
Cette quote-part représente la première année d'amortissement d'un équipement à amortir sur 10 ans.

Par ailleurs, la ville de Strasbourg a accordé une subvention de fonctionnement d'un montant de 30 K€ au titre de l'exercice.

NOTE 6 - PRODUITS ET CHARGES

L'ensemble des produits et charges est comptabilisé conformément au principe de spécialisation des exercices comptables. En conséquence, les intérêts (produits et charges) sont inscrits au compte de résultat prorata temporis.
Les charges d'exploitation (frais de personnel, frais généraux, etc.) font l'objet, le cas échéant, de régularisations en fin d'exercice (charges à payer, charges payées ou comptabilisées d'avance, etc.).

Provision pour congés payés.
Le COS du 31 octobre 2012 a accepté de prendre en compte les modalités d'utilisation et de liquidation des jours épargnés dans le cadre du Compte Epargne Temps (C.E.T).

La provision pour congés payés a été déterminée à partir de l'exercice 2014, selon les principes suivants :
- Hors C.E.T :
Pour les jours de congés payés non pris au 31 décembre 2014 (et non placés dans le CET), la provision a été bâtie sur la base du salaire brut annuel, pour les seuls salariés non titulaires.

- Dans le C.E.T :
Pour les agents titulaires : la valorisation a été retenue, en fonction des choix opérés, au-delà de 20 jours épargnés dans le CET, à savoir :
- option de monétisation (valorisation selon barème)
- option RAFP (retraite complémentaire)

En cas de choix de congés payés, aucune valorisation n'est opérée pour cette catégorie d'agents.
Pour les agents non titulaires, la valorisation a été retenue, selon le seuil de 20 jours :
- Si moins de 20 jours épargnés : la même valorisation s'applique pour ces congés que hors CET (base : salaire brut annuel)
- Si plus de 20 jours épargnés : valorisation en fonction de l'option choisie (monétisation ou Congés Payés).
La provision totale pour congés payés s'est élevée à 31 318,08 € (contre 24 233,15 € en 2013), soit une progression de 7 084,93 € (+29,24 %).

NOTE 7 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges comprennent les provisions pour litiges et la provision pour charge de retraite (voir note sur engagements envers le personnel).
Les provisions par nature distinguant celles liées à des opérations bancaires des autres provisions sont détaillées dans les informations complémentaires sur les postes du bilan.

NOTE 8 - ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

Pour le personnel actuel disposant du statut de fonctionnaire, la Caisse n'a pas de charge, ni engagement en matière de retraite ou d'indemnité de départ qui représenteraient un caractère significatif. Il en est de même pour le personnel contractuel.
En revanche, compte tenu du droit local, le personnel entré dans l'administration avant 1952 a pu choisir de voir sa retraite prise en charge par cette administration. L'évaluation de cet engagement à la clôture de cet exercice s'élève à 158 164 €.
Cette somme correspond à la prise en compte totale de l'engagement.

NOTE 9 - IMPOTS

Conformément à l'Article 29 de la Loi de Finances pour 1988, les Caisses de Crédit Municipal sont soumises à l'impôt sur les sociétés à compter de l'exercice clos en 1988.
Une charge d'impôt sur les sociétés de 1 K€ figure au compte de résultat, la base fiscale soumise à impôt étant excédentaire de 11 K€, après déduction de 60 % de 4 K€ au titre d'un don consenti à l'Association HUMANIS.
Le CICE 2014 s'élève à 10K€. Le montant du CICE 2013 (7 160 €) a été employé pour la réalisation d'investissement au cours de l'exercice 2014 (82 K€ bruts).

II. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 10 - EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Evolution des litiges en cours :
La Caisse de Crédit Municipal de Strasbourg a engagé depuis 1995 des procédures judiciaires à l'encontre d'un ancien appréciateur et d'un ancien agent comptable de la Caisse.
La Cour d'Appel de Colmar, réunie en chambre des appels correctionnels statuant sur intérêts civils a rendu un arrêt le 7 décembre 2001 condamnant l'appréciateur à verser 199 K€. Cette créance est comptabilisée et provisionnée à 100%.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance du Crédit Municipal en date du 1er avril 2003 a mis à la charge de l'ancien garde-magasin un montant de 129 K€ correspondant à la disparition des gages. Le cautionnement mutuel a remboursé au Crédit Municipal un montant de 17 K€, et le garde magasin a remboursé 41 K€. Le solde de 71 K€ est provisionné à 100%.

Injonction de respecter le ratio d'exploitation fixé à 100% pour le 31 décembre 2014:

Le règlement 99-06 du Comité de la réglementation bancaire et financière relatif aux ressources et au fonctionnement du fonds de garantie des dépôts, prévoit que les établissements de crédit doivent respecter un ratio d'exploitation. Ce ratio a été fixé, dans un premier temps, à 90% pour le Crédit Municipal par la Commission Bancaire.
Par une décision en date du 16 août 2006, la Commission Bancaire a augmenté ce ratio à 100%, subvention incluse, à condition que le Crédit Municipal de Strasbourg abandonne son activité de prêts aux fonctionnaires et que soit conclue une convention pluriannuelle d'une durée de 10 ans avec la Ville de Strasbourg.

Par délibération du COS adoptée le 30 novembre 2005 la cessation de l'activité bancaire limitée aux prêts aux fonctionnaires a été décidée à compter du 31 mars 2006. Cette décision a été soumise à la Ville de Strasbourg conformément aux dispositions de la loi de 1992 Cette décision a été motivée par les exigences croissantes en termes de résultats et de coefficient d'exploitation de la Commisssion Bancaire, organe de contrôle des Crédits Municipaux.

Par ailleurs le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg a approuvé en date du 6 février 2006 une convention pluriannuelle garantissant au Crédit Municipal l'octroi d'une subvention d'équilibre pour assurer la pérennité de l'activité de prêts sur gages.
Le conseil municipal a porté la durée de cette convention de 3 ans à 10 ans renouvelable, par décision du 18 décembre 2006 afin de satisfaire à la demande de la Commission Bancaire.
Afin de respecter le coefficient d'exploitation, l'Etablissement a fait appel au soutien de la Ville de Strasbourg, par l'intermédiaire du versement d'une subvention d'exploitation de 30 K€ en 2014 contre 85 K€ prévus au budget.

Le coefficient d'exploitation ressort ainsi à 102,65 % en intégrant la subvention d'exploitation et les bonis prescrits dans les recettes financières.
La section d'exploitation proprement dite ressort à + 16 K€.

Eléments significatifs
Compte tenu du dispositif de droit local relatif au personnel entré dans l'administration avant 1952 (voir ci-dessus point 8), des charges de retraite, à la charge de la caisse, pèsent sur le coefficient d'exploitation, à concurrence de 20 K€.
Une charge de 15 K€ en frais de publicité et propagande a été imputée sur l'exercice, et ne sera pas reconduite en 2015.

Ces deux éléments significatifs (et non récurrent pour les frais de publicité) dégradent le coefficient d'exploitation de plus de 4 points (coefficient d'exploitation retraité ressortant ainsi à 98,65 %).

NOTE 11 – IMMOBILISATIONS

En milliers d'€uros	31.12.2013	31.12.2014
Immobilisations incorporelles	102	129
Autres immobilisations corporelles	610	660
MONTANT BRUT	**712**	**789**
Amortissements	(401)	(467)
MONTANT NET	**311**	**322**

NOTE 12- PROVISIONS POUR RISQUES BANCAIRES

En milliers d'€uros	31.12.2013	31.12.2014
Provisions pour créances douteuses (en déduction de l'actif)	61	42
Autres provisions pour risques bancaires affectés à des risques (au passif)	287	270
TOTAL	**348**	**312**

NOTE 13 – PROVISIONS POUR RISQUES NON BANCAIRES

En milliers d'€uros	31.12.2013	Dotations	Reprises	31.12.14
Provision IFA	0	0	0	0
Provision pour pension	168	0	10	158
TOTAL	**168**	**0**	**10**	**158**

NOTE 14 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements reçus :

La Ville de STRASBOURG en vertu du Droit Local de 1906, de la Loi du 15 Juin 1992, de la délibération du Conseil Municipal du 5 Octobre 1992 et de la Convention de 2006 est garante de l'intégralité des opérations effectuées pour la Caisse de Crédit Municipal de Strasbourg.
La Caisse du Crédit Municipal de Strasbourg dispose de 6 828 K€ de gages en garantie des prêts octroyés à la clientèle.

Par décision du Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg du 17 décembre 2012, les élus se sont prononcés pour la mise à disposition temporaire (12 ans) des locaux sis 6, rue d'Ingwiller 67000 STRASBOURG, au profit du Crédit Municipal. Cette mise à disposition est faite en contrepartie du versement d'une redevance annuelle de 100 €, à compter du 1 janvier 2013, révisée annuellement en fonction de l'indice du coût de la construction (base : 1666 –indice du 2ième trimestre 2013).
Au 31 décembre 2014, ce loyer est arrêté à 98,26 €, selon cet indice.
Cette opération correspond à un avantage en nature octroyé par la Ville de Strasbourg à l'Etablissement, estimé à 14 900 €, résultant de la différence constatée entre la redevance annuelle demandée et la valeur locative estimée (précédentes discussions autour d'un loyer) de 15 000 €.

NOTE 15 - SITUATION FISCALE LATENTE

La prise en compte des engagements de retraite se traduit par un impôt différé actif à long terme de 53 K€ calculé au taux de 33,33 %. Cet impôt n'est pas comptabilisé.
Par ailleurs, la Caisse de Crédit Municipal de Strasbourg ne bénéficie plus, au 31 décembre 2014 de déficits fiscaux reportables, ni d'amortissements réputés différés.

NOTE 16 – EFFECTIFS

L'effectif est de 10 personnes au 31.12.2014 (10,25 en ETP, intégrant l'Agent Comptable, en adjonction de service). Le personnel de la Caisse de Crédit Municipal appartient à la fonction publique territoriale du fait du statut juridique d'établissement public administratif.

NOTE 17 – EVENEMENTS POST CLOTURE

Néant

NOTE 18 - CAPITAUX PROPRES

En milliers d'€uros	31.12.2013	31.12.2014
Capital	2 755	2 767
Subventions d'investissements	193	204
Résultat	12	16
TOTAL	**2 960**	**2 987**

NOTE 19 - AUTRES POSTES DU BILAN

	31.12.2014
Débet agent comptable et appréciateur/garde-magasin	270 K€
Créance sur l'Etat (CICE)	10 K€
Divers	2 K€
Autres dépôts versés	20 K€
Autres actifs	**302 K€**
Organismes sociaux	10 K€
Etats impôts sur les bénéfices	1 K€
Divers créanciers	96 K€
Autres passifs	**107 K€**

NOTE 20 - PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

	31.12.2014
Charges d'intérêts sur les comptes d'emprunts	66 K€
Produits d'intérêts sur créances douteuses	0 K€
Produits d'intérêts	**737 K€**

NOTE 21 - COMMISSIONS

	31.12.2014
Commissions sur opérations avec la clientèle	**126 K€**

NOTE 22 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

	31.12.2014
Produits de locations	0 K€
Charges récupérables sur frais généraux	12 K€
Quote-part des subventions d'investissements versée au résultat	26 K€
Subvention d'équilibre 2014	30 K€
TOTAL Autres produits d'exploitation bancaire	**72 K€**

NOTE 23 – VENTILATION DES CHARGES GENERALES

	31.12.2014
Salaires et traitements	357 K€
Charges de retraites	26 K€
Urssaf et régimes de prévoyance	130 K€
Autres charges sociales	19 K€
Impôts et taxes et versement assimilés sur rémunération	39 K€
Frais de personnel	**571 K€**
Impôts et taxes	**19 K€**
Locations mobilières	
Rémunération d'intermédiaires	1 K€
Transports et déplacements	96 K€
Autres services extérieurs	
Services extérieurs	**235 K€**
TOTAL	**825 K€**

NOTE 24 – COUT DU RISQUE

	31.12.2014
Dotations aux provisions pour créances douteuses	-12 K€
Dotations aux provisions pour risques et charges	0 K€
Reprise de provision pour risques et charges	27 K€
Reprise de provision pour créances douteuses	32 K€
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions	0 K€
Récupération sur créances amorties	4 K€
TOTAL Autres produits d'exploitation bancaire	**51 K€**

NOTE 25 - PRODUITS A RECEVOIR

	31.12.2014
Rattachés aux postes de créances	6 K€
Créances clients et comptes rattachés	**6 K€**

NOTE 26 - CHARGES A PAYER

	31.12.2014
Rattachées aux postes de dettes	
Emprunts et dettes établissements de crédits et divers	2 640 K€
Dettes rattachées aux comptes fournisseurs	103 K€
TOTAL	**2 563 K€**

NOTE 27- RESULTAT EXCEPTIONNEL

	31.12.2014
Divers	17 K€
Charges exceptionnelles	**17 K€**
Plus-values lors de la réalisation des gages	15K€
Divers	7 K€
Produits exceptionnels (dont mandats loyers annulés	**22 K€**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**5 K€**

NOTE 28 – SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION ET RESULTAT NET

Les soldes intermédiaires et le résultat net de la Caisse de Crédit Municipal de Strasbourg après comptabilisation des subventions de fonctionnement sur l'exercice auquel elles se rattachent s'élèvent à :

	2012	2013	2014
Résultat brut d'exploitation	- 53 K€	- 36 K€	- 69 K€
Résultat courant (hors exceptionnel)	- 40 K€	- 6 K€	- 19 K€
Résultat exceptionnel	+75 K€	- 12 K€	+ 5 K€
Résultat (avant comptabilisation des subventions)	**+ 35 K€**	**- 18 K€**	**- 14 K€**
Subvention d'équilibre 2012	+ 50 K€		
Subvention d'équilibre 2013		+ 30 K€	
Subvention d'équilibre 2014			+ 30 K€
Résultat (après comptabilisation des subventions)	**85 K€**	**12 K€**	**16 K€**

III AUTRES INFORMATIONS

NOTE 29 - REMUNERATIONS

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.




ENTRÉE DES BUREAUX
DU
CRÉDIT MUNICIPAL

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Caisse du Crédit Municipal de Strasbourg

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014
Caisse du Crédit Municipal de Strasbourg
6, rue d'Ingwiller
67000 Strasbourg
Ce rapport contient 4 pages
Référence : AB - PS - DF

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance
Inscrite au Tableau de l'Ordre à Paris sous le n° 14-20060101 et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles

Siège social
KPMG S.A.
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Caisse du Crédit Municipal de Strasbourg

Siège social : 6, rue d'Ingwiller
67000 Strasbourg

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014

Aux membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre établissement, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article L.225-40 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par le Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Orientation et de Surveillance.

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

Allocation d'une subvention d'équipement

Personne concernée

Ville de Strasbourg

Nature, objet et montant

La Caisse du Crédit Municipal de Strasbourg a bénéficié au cours de l'exercice d'un montant de 20 000 € de subvention d'équipement. Ont été affectés, en outre, 20 000 € supplémentaires provenant des subventions d'équilibre sous rubrique des subventions d'équipement.

Allocation d'une subvention d'équilibre

Personne concernée

Ville de Strasbourg

Nature, objet et montant

La Caisse du Crédit Municipal de Strasbourg a bénéficié au cours de l'exercice d'un montant de 50 000 € de subvention d'équilibre, dont 20 000 € ont été affectés sous rubrique des subventions d'équipement.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R.225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par le Conseil d'Orientation et de Surveillance au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention de mise à disposition des locaux par la ville de Strasbourg

Nature et objet

Par délibération et adoption du Conseil Municipal de Strasbourg du 17 décembre 2012, une convention de mise à disposition temporaire de 12 ans des locaux à compter du 1er janvier 2013 est accordée à la Caisse du Crédit Municipal de Strasbourg.

Modalités

Une redevance annuelle de 100 €, révisée annuellement en fonction de l'indice du coût à la construction (base : 1 666 – indice du 2e trimestre 2012), est demandée. En outre, la valeur locative des locaux est estimée à 15 000 € par an.

L'avantage en nature résultant de la différence constatée entre la redevance annuelle demandée et la valeur locative estimée, soit 14 900 € a fait l'objet d'une information dans l'annexe des comptes annuels.

La redevance annuelle a été réindexée et comptabilisée sur l'exercice 2014 pour 98 €.

Paris La Défense, le 31 mars 2015

KPMG Audit
Commissaire aux comptes

Pierre Stemmer
Associé

KPMG Audit
Commissaire aux comptes

Arnaud Bourdeille
Associé

CRÉDIT MUNICIPAL de Strasbourg

UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC...
AU SERVICE DE TOUS

Le Crédit Municipal propose différents services :
Le Prêt sur Gage/Le Microcrédit/L'Epargne Solidaire/
Les Ventes aux Enchères Publiques

6, rue d'Ingwiller
67 000 STRASBOURG
03 88 32 04 21

www.credit-municipal-strasbourg.fr

6

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Déficit constaté au sein de la régie de recettes VDS : Restaurants Scolaires.

Déficits constatés au sein de la régie de recettes VDS: Restaurants Scolaires

La régie de recettes « Restaurants Scolaires » centralise l'ensemble des recettes relatives aux restaurants scolaires gérés par et pour la Ville de Strasbourg. Les encaissements liés à cette activité sont gérés par le régisseur qui est assisté par deux mandataires suppléants et soixante dix mandataires. Ces derniers sont répartis dans seize points de vente (dans les mairies de quartiers et au Centre administratif essentiellement).
Trois préjudices financiers ont été constatés suite aux vols qui ont eu lieu entre le 8 et le 11 mars 2014 dans trois mairies de quartier. Ces déficits s'élèvent à 2 443,20 € de différences de caisse. Les vols ont eu lieu avec effraction : les rebords des boîtes aux lettres ont été déviés. Un dépôt de plainte a été déposé auprès de l'hôtel de police de Strasbourg en date du 13 mars 2014.
Cette somme était détenue dans les coffres des mairies de quartier de l'hôtel de ville, de la Robertsau et du boulevard d'Anvers. Le manque de caisse a été constaté par les agents chargés de vérifier et de remettre la recette au régisseur.
Le régisseur en fonction au moment des faits a vu sa responsabilité personnelle et pécuniaire engagée pour un montant total de 2 443,20 €.
Une délibération a en conséquence été prise le 15 décembre 2014 pour accorder la prise en charge de cette somme.
Or, le régisseur, après avoir recalculé le déficit, a constaté qu'une erreur avait été commise. Cette erreur a été constatée par le comptable public, qui arrête le montant du débet à 2 015,80 €.
En conséquence, une nouvelle délibération doit être prise afin de donner un avis quant à la prise en charge de ce débet.
Conformément au décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005, la responsabilité du régisseur est mise en jeu pour la période où il est en fonction.
En cas de déficit dans une régie, la procédure suivante est engagée :
- un ordre de versement est émis par l'Ordonnateur à l'encontre du régisseur pour le montant du déficit constaté,
- le régisseur peut répondre de deux manières à cet ordre de versement : il peut soit verser le montant du déficit à la caisse du Receveur des Finances, soit demander un sursis de versement à l'Ordonnateur en même temps qu'une demande de décharge de responsabilité et/ou de remise gracieuse, revêtues le cas échéant de l'avis favorable

du Conseil, au Directeur Régional des Finances Publiques,
- à l'issue de la procédure, les sommes allouées en décharge ou en remise gracieuse sont supportées par le budget de la collectivité.
La décharge de responsabilité est accordée au régisseur si les circonstances du préjudice financier constituent un cas de force majeur, c'est-à-dire si les évènements invoqués ont été à la fois imprévisibles, inévitables et extérieurs à sa volonté.
Aucune faute ou négligence ne saurait être reprochée aux régisseurs concernés par les préjudices financiers susvisés. A noter que des mesures de sécurité plus rigoureuses ont été depuis mises en place afin que ces situations ne se reproduisent plus.
Afin de régulariser ces débets, il y a lieu de prendre une délibération pour accorder la remise gracieuse au régisseur concerné et faire suivre les dossiers auprès du Directeur Régional des Finances Publiques.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- De rapporter les dispositions de la délibération du 15 décembre 2014, point 12, concernant le débet de M. Pascal KRUTH

- D'émettre un avis favorable sur la demande en remise gracieuse de M. Pascal KRUTH, régisseur de la régie de recettes prolongée «Restaurants Scolaires », portant sur le montant total des déficits suite aux vols de ces sommes intervenus entre le 8 et le 11 mars 2014 dans trois mairies de quartier, soit la somme de 2 015,80 € (deux mille quinze euros et quatre-vingt cents).

- De prendre en charge cette somme sur le budget de la Ville.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

MONSIEUR PASCAL KRUTH
7 RUE DU SOUVENIR
67380 LINGOLSHEIM

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la régularisation du déficit constaté à la régie de recettes prolongée « Restaurants Scolaires» ne peut être obtenue que par la mise en jeu de votre responsabilité personnelle et pécuniaire en votre qualité de régisseur en fonction à la date des vols qui ont eu lieu entre le 8 et le 11 mars 2014 dans trois mairies de quartier.

Ce déficit s'élève à 2 015.80€ de différence de caisse (911.20€ en espèces et 1 104.60€ en chèques). Ce déficit peut toutefois être revu à la baisse si les usagers ayant payé par chèque se représentent à vos guichets pour effectuer un nouveau paiement.

En application des dispositions conjuguées de l'article 60 de la loi n°63-156 du 23 février 1963, portant loi finances pour 1963 et du décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, je vous invite à couvrir ce déficit en versant à la caisse du comptable de la Ville de Strasbourg la somme de 2 015.80€.

Vous disposez d'un délai de quinze jours à compter de la notification du présent ordre de versement pour solliciter un sursis de versement et adresser une demande de décharge de responsabilité et/ou de remise gracieuse auprès du Ministre chargé des Finances ou du Trésorier-payeur général.

Dans l'hypothèse où aucune suite ne serait réservée à cet ordre de versement, un arrêté de débet sera immédiatement pris à votre encontre.

Par ailleurs, il est précisé que le présent ordre de versement peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Pierre LAPLANE
Directeur Général des Services

Votre contact : Joël RUHLMANN - Tél. 37502

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Imprimé sur papier certifié FSC recyclé C102760

Pascal KRUTH
Régisseur de recettes
Restaurants Scolaires

Strasbourg, le 30 octobre 2015

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques
25 avenue des Vosges
67070 STRASBOURG

s/c de la Direction de l'Enfance et de l'Education
s/c de Monsieur le Maire
de la Ville de Strasbourg
et
de Monsieur l'Administrateur des Finances Publiques de la Ville de Strasbourg

Objet : demande de remise gracieuse

Monsieur le Directeur,

Je me permets de vous faire connaître que, par ordre de versement du 04 septembre 2014, j'ai été sommé de verser à Monsieur le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg un montant de 2 015.80 € (deux mille quatre cent quarante trois euro et soixante cents), représentant le préjudice financier de la régie de recettes « Restaurants Scolaires » suite au vol intervenu entre le 8 et le 11 mars 2014 (911,20 € en espèces et 1 104,60 € en chèques).

Les sommes en question étaient détenues dans les coffres des mairies de quartier de l'hôtel de ville, de la Robertsau et du boulevard d'Anvers. Le manque de caisse a été constaté par les agents chargés de vérifier et de me remettre la recette qui correspond aux ventes de tickets de restauration scolaire.

En plus des mesures de sécurité déjà applicables, rendant inaccessible aux chargés d'accueil les fonds déjà déposés, le fonctionnement a été modifié de façon importante. Afin de permettre un ramassage quotidien des espèces et des chèques, deux agents en immersion ont été affectés à temps complet à la régie. Cela permet d'éviter le stockage de sommes trop importantes et facilite la gestion courante.

Les agents concernés participent également au contrôle contradictoire des recettes en présence du régisseur ou des suppléants.

En outre les sommes détenues en mairie de quartier sont déposées dans le coffre à l'aide de pochettes scellées dont l'ouverture ne peut se faire sans ma présence.

A moyen terme, dans le cadre du projet « démat. II », il est prévu de remplacer la régie par un système de facturation avec paiement au trésor public, tout en permettant l'acquittement des factures à l'aide de paiements électroniques et sécurisés.

Dans l'espoir qu'il vous sera possible de réserver une suite favorable à la présente demande de remise gracieuse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments dévoués.

Pour avis	Pour avis	
Le Maire Par délégation	L'Administrateur des Finances Publiques	Le Régisseur
Olivier BITZ	Bertrand LANOTE	Pascal KRUTH

Pascal KRUTH
Régisseur de recettes
Restaurants Scolaires

Strasbourg, le 30 octobre 2015

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques
25 avenue des Vosges
67070 STRASBOURG

s/c de la Direction de l'Enfance et de l'Education
s/c de Monsieur le Maire
de la Ville de Strasbourg
et
de Monsieur l'Administrateur des Finances Publiques de la Ville de Strasbourg

Objet : demande de sursis de versement

Monsieur le Directeur,

Je me permets de vous faire connaître que, par ordre de versement du 04 septembre 2014, j'ai été sommé de verser à Monsieur le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg un montant de 2 015,80 € (deux mille quatre cent quarante trois euro et soixante cents), représentant le préjudice financier de la régie de recettes « Restaurants Scolaires » suite au vol intervenu entre le 8 et le 11 mars 2014 (911,20 € en espèces et 1 104,60 € en chèques).

Les sommes en question étaient détenues dans les coffres des mairies de quartier de l'hôtel de ville, de la Robertsau et du boulevard d'Anvers. Le manque de caisse a été constaté par les agents chargés de vérifier et de me remettre la recette qui correspond aux ventes de tickets de restauration scolaire.

En plus des mesures de sécurité déjà applicables, rendant inaccessible aux chargés d'accueil les fonds déjà déposés, le fonctionnement a été modifié de façon importante. Afin de permettre un ramassage quotidien des espèces et des chèques, deux agents en immersion ont été affectés à temps complet à la régie. Cela permet d'éviter le stockage de sommes trop importantes et facilite la gestion courante.

Les agents concernés participent également au contrôle contradictoire des recettes en présence du régisseur ou des suppléants.

En outre les sommes détenues en mairie de quartier sont déposées dans le coffre à l'aide de pochettes scellées dont l'ouverture ne peut se faire sans ma présence.

A moyen terme, dans le cadre du projet « démat. II », il est prévu de remplacer la régie par un système de facturation avec paiement au trésor public, tout en permettant l'acquittement des factures à l'aide de paiements électroniques et sécurisés.

Je me permets donc de solliciter votre bienveillance afin d'obtenir un sursis de versement et vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments dévoués.

Pour avis	Pour avis	
Le Maire Par délégation	L'Administrateur des Finances Publiques	Le Régisseur
Olivier BITZ	Bertrand LANOTE	Pascal KRUTH

7

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Créances à admettre en non-valeur.

Dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable, le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg a proposé l'admission en non-valeur d'un certain nombre de créances détenues par la Ville de Strasbourg sur des débiteurs dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies.

Ces admissions en non-valeur entrent dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralité qui, en vertu de l'article L 2541-12-9° du Code Général des Collectivités Territoriales, sont soumis à la décision du Conseil Municipal.

Les recettes à admettre en non-valeur sont récapitulées dans le relevé joint en annexe, elles s'élèvent à :

I- CREANCES IRRECOUVRABLES
Budget Principal : **15 190,00 €**

A l'appui de ses demandes et avec le concours des services ordonnateurs, le Receveur fournit les justificatifs qui permettent de proposer l'admission en non-valeur.

II- CREANCES MINIMES

La charte nationale des bonnes pratiques de gestion des recettes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics préconise un certain nombre de mesures visant à optimiser la chaîne de traitement des produits locaux afin notamment de permettre au comptable de recentrer son action sur des créances présentant un réel enjeu pour la collectivité locale.

Dans ce cadre et en raison d'un coût de poursuites disproportionné au regard des enjeux financiers, une demande d'admission en non-valeur relative aux créances minimes est présentée pour un montant total de **10 925,77 €**.
Elle porte sur 841 pièces, soit des créances d'un montant unitaire moyen de 12,99 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *les admissions en non-valeur au titre de l'exercice **2015**, des créances irrécouvrables pour une somme de **15 190,00 €**,*
- *des créances minimes pour un montant de **10 925,77 €.***

Le relevé détaillé est annexé à la présente délibération.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

CREANCES A ADMETTRE EN NON VALEUR

VDS LISTE 2/2015

DEBITEURS PAR NATURE DE RECETTES	MONTANT	EXERCICE CONCERNE
SERVICE DE LA POLICE DU BATIMENT		
Droit d'enseignes		
réf HELIOS 2100922789	355,60	2008/2013
réf HELIOS 1117330777	115,65	2011
réf HELIOS 1113772885	237,20	2010/2011
réf HELIOS 2100925789	639,30	2010/2011
ref HELIOS 1113770414	59,60	2011
réf HELIOS 2100921997	509,10	2007/2011
TOTAL	**1 916,45**	
SERVICE EDUCATION		
Restauration scolaire		
réf HELIOS 1128162100	316,40	2013/2014
réf HELIOS 1110073527	981,88	2008/2012
réf HELIOS 1128011008	229,50	2013/2014
réf HELIOS 2100921625	259,20	2007/2008
réf HELIOS 1128011252	181,25	2013/2014
réf HELIOS 2100925306	68,40	2014
réf HELIOS 1114920409	941,56	2013/2014
réf HELIOS 2100922627	1 003,11	2008/2014
	3 981,30	
Petite Enfance		
réf 1128162100	89,73	2013
réf 1113174440	486,96	2011/2014
réf 1133963075	334,60	2014
réf 2100922627	148,76	2009
	1 060,05	
Garderie		
réf HELIOS 1133963075	149,60	2014
réf HELIOS 2100922627	36,50	2008/2009
réf HELIOS 2100922850	62,44	2008/2009
	248,54	
TOTAL	**5 289,89**	
SERVICE DES BIBLIOTHEQUES		
Prêts de documents		
réf HELIOS 2100925140	50,00	2009
réf HELIOS 2100921625	220,00	2008
TOTAL	**270,00**	
SERVICE PROPRETE		
Ordures commerciales		
réf HELIOS 1111172203	50,13	2011/2013

TOTAL	**50,13**	
SERVICE POLITIQUE FONCIERE ET IMMOBILIERE ***Loyers***		
réf HELIOS 1126343352	1 366,39	2013
TOTAL	**1 366,39**	
SERVICE DES ESPACES VERT *Jardins familiaux*		
réf 1115313525	71,00	2011
TOTAL	**71,00**	
SERVICE DU DOMAINE PUBLIC *Droits de terrasses*		
réf HELIOS 2100902298	3 336,00	2005/2007
réf HELIOS 2100920654	1 732,64	2011
réf HELIOS 2100921997	126,00	2010
réf HELIOS 2100901488	1 031,50	2009
TOTAL	**6 226,14**	
PETITS RELIQUATS		
Liste 1691480511	3 645,28	
Liste 1690680511	2 628,20	
Liste 1691690211	4 652,29	
TOTAL	**10 925,77**	

SERVICE DE LA POLICE DU BATIMENT		1 916,45
SERVICE EDUCATION		5 289,89
SERVICE DES BIBLIOTHEQUES		270,00
SERVICE PROPRETE		50,13
SERVICE POLITIQUE FONCIERE ET IMMOBILIERE		1 366,39
SERVICE DES ESPACES VERT		71,00
SERVICE DU DOMAINE PUBLIC		6 226,14
PETITS RELIQUATS		10 925,77
Budget principal	**TOTAL**	**26 115,77**

8

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Passation d'avenants et attribution de marchés.

Passation d'avenants

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

Passation d'avenants

approuve la passation des avenants énumérés dans l'annexe jointe à la présente délibération,

autorise

le Maire ou son représentant à signer et à exécuter les avenants, marchés et documents y relatifs.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 207 000 € HT)

***Abréviations utilisées** :*

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DCPB= Direction de la Construction et du Patrimoine bâti ; DEPN= Direction des Espace Publics et Naturels ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; DMGPU= Direction de la Mobilité et des Grands Projets Urbains, etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant en euros HT	Total cumulé avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
MAPA4	DEPN	2012-1363	DPE2028V Réaménagement du square place des Colombes à Strasbourg-Neuhof Lot 1 : Aménagements paysagers	369 251,22	Groupement solidaire THIERRY MULLER/ TRANSROUTE	2	0,00 (AV1 : 33 695,15)	9,13	402 946,37	01/10/2015
Objet de l'avenant au marché 2012-1363 V : l'avenant est justifié par une nouvelle répartition du montant des prestations entre les cotraitants sans augmentation du montant du marché.										
PF	DCPB	V2013/868	Travaux de construction de l'Ecole Européenne de Strasbourg - Quartier de la Robertsau -	1 848 616,80	CLEMESSY SA	4	3 254,47 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 117 462,24 € HT)	6,53	1 969 333,51	29/10/2015

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant en euros HT	Total cumulé avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
Objet de l'avenant au marché V2013/868: le présent avenant a pour objet, d'une part, la fourniture de cordons d'alimentation coudés qui ont pour but de maintenir fermés les boîtiers de prise des ordinateurs (qui sont émergents) afin d'assurer la sécurité des usagers. D'autre part, une partie des sanitaires est mal éclairée. Le projet architectural prévoyait un cordon lumineux en périphérie des sanitaires. Toutefois pendant les travaux le plafond a été rabaissé, les cloisons des sanitaires ont été réalisées toute hauteur et le choix du carrelage a porté sur des coloris sombres. Un relevé d'éclairage a été réalisé. Les résultats ont conduit la maîtrise d'œuvre à élaborer un projet d'amélioration de l'éclairage qui consiste en l'ajout de luminaires dans les sanitaires pour pallier la faible luminosité.										
AOO	DCPB	2012/445	DCP2006V : Etudes de Programmation dans le cadre de la Réalisation d'un pôle d'études et de conservation des musées de la Ville de Strasbourg	214 765	Polyprogramme	2	11 810 (Le montant des avenants précédents s'élève à 9 475)	9,91	236 050	29/10/2015
Objet de l'avenant au marché 2012/445: le présent avenant a pour objet une étude de faisabilité complémentaire afin d'intégrer un nouveau découpage parcellaire accueillant un Pôle d'Activités non prévu route des Romains, en lien avec la nouvelle implantation du projet (cf avenant n°1), mais également les contraintes à venir du PLU (Plan Local d'Urbanisme) en cours d'élaboration et applicable dès 2017.										
MAPA	DCPB	2015/292	DC4014VA : Travaux d'extension des bâtiments de l'Ill Tennis Club à Strasbourg Robertsau lot n° 04 , MACROLOT HALL TENNIS - COURT EXTERIEUR - MUR	1 007 804,24	LOSBERGER France SAS	2	4 058,17 (Le montant des avenants précédents s'élève à 61 678,77)	6,52	1073541,18	01/10/2015

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant en euros HT	Total cumulé avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
Objet de l'avenant au marché 2015/292: cet avenant porte sur l'uniformisation des fonds de court. Le marché prévoit d'un coté un rideau coloré de l'autre un filet. Le rideau coloré permettant de visualiser les balles, et le filet de les retenir. En accord avec le club utilisateur, et dans un souci de réduire les frais de maintenance, il est proposé de mettre un filet des 2 cotés associé à une peinture colorée sur les murs et d'abandonner les rideaux.										
MAPA	DCPB	2014/1011	DC4014VA : Travaux d'extension des bâtiments de l'Ill Tennis Club à Strasbourg Robertsau lot n° 05 , GROS OEUVRE	239 505,65	CBA	2	17 902,11 (Le montant des avenants précédents s'élève à 6 065,21)	10,01	263 472,97	22/10/2015
Objet de l'avenant au marché 2015/292: cet avenant porte sur la mise en place d'une cloison de protection, pour renforcer la structure du mur entre le hall existant et le nouveau club house, lors des travaux de démolition. Il porte aussi sur la création d'un chainage de renforcement suite au sciage et à la démolition des piliers à créer, et sur le renforcement des liaisonnements entre les pieds d'arches existants. D'autre part, la chape initialement prévue n'est finalement pas nécessaire. Elle ne sera pas réalisée. L'avenant porte aussi sur l'agrandissement de la surface du local technique en ajoutant un mètre de largeur au bâtiment. Lors de la réalisation du piquetage réel la surface destinée au rangement des équipements du club a été jugée insuffisante par rapport au volume actuel et aux besoins. Enfin les locaux de l'ancienne cuisine devaient être maintenus. Cependant suite aux démolitions et déposes, les doublages, chapes, carrelages et faiences ne peuvent être récupérés en l'état. Ils seront donc détruits et repris par les entreprises des lots de finition.										

9

Communication au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Conformément à l'article L 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 28 avril 2014.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 4 000 € HT passés par la Ville de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 207 000 € HT (fournitures et services) et à 5 186 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er septembre et le 30 septembre 2015.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

* Marchés à bons de commande

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20150739	15020V PRESTATIONS D'ENTRETIEN DANS LES ESPACES VERTS DE LA VILLE DE STRASBOURG ENTRETIEN DES ESPACES VERTS D'ACCOMPAGNEMENT DES ABORDS DE LA RN4	ID VERDE	67810 HOLTZHEIM	Sans minimum ni maximum
20150740	15020V PRESTATIONS D'ENTRETIEN DANS LES ESPACES VERTS DE LA VILLE DE STRASBOURG ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DES VOIRIES DU QUARTIER HAUTEPIERRE	ID VERDE	67810 HOLTZHEIM	Sans minimum ni maximum
20150741	15020V PRESTATIONS D'ENTRETIEN DANS LES ESPACES VERTS DE LA VILLE DE STRASBOURG ENTRETIEN DES ESPACES VERTS SUR L'EMPRISE TRAM	SCOP ESPACES VERTS/ID VERDE	67114 ESCHAU	Sans minimum ni maximum
20150754	ACCORD-CADRE / 15027V - ACCORD-CADRE - PRESTATIONS D'IMPRESSION ET DE PHOTOGRAVURE POUR LES ÉDITIONS DES MUSÉES DE LA VILLE DE STRASBOURG IMPRESSION	ESCOURBIAC	81300 GRAULHET	Sans minimum ni maximum
		GEERS OFFSET	BE - 9041 OOSTAKKER	Sans minimum ni maximum
		OTT Imprimeurs	67319 WASSELONNE CEDEX	Sans minimum ni maximum
20150750	ACCORD-CADRE / 15027V - ACCORD-CADRE - PRESTATIONS D'IMPRESSION ET DE PHOTOGRAVURE POUR LES ÉDITIONS DES MUSÉES DE LA VILLE DE STRASBOURG PHOTOGRAVURE	LES ARTISANS DU REGARD	75014 PARIS	Sans minimum ni maximum
		RVB EDITIONS	92120 MONTROUGE	Sans minimum ni maximum
		SCANN IMAGE PHOTOGRAVURE	35514 CESSON SEVIGNE CEDEX	Sans minimum ni maximum

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20150757	ACCORD-CADRE / 15040GC FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, ACHEMINEMENT ET SERVICES ASSOCIÉS POUR LES SITES EXISTANTS ET LES NOUVEAUX SITES À RACCORDER. POINTS DE LIVRAISON À COURBES DE CHARGE ISSUS DU SEGMENT C2	ES ENERGIES STRASBOURG	67953 STRASBOURG CEDEX 9	Sans minimum ni maximum
		GDF SUEZ ENERGIES FRANCE	44801 SAINT HERBLAIN	Sans minimum ni maximum
20150758	ACCORD-CADRE / 15040GC FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, ACHEMINEMENT ET SERVICES ASSOCIÉS POUR LES SITES EXISTANTS ET LES NOUVEAUX SITES À RACCORDER. POINTS DE LIVRAISON PROFILÉS ISSUS DU SEGMENT C3 OU C4	ES ENERGIES STRASBOURG	67953 STRASBOURG CEDEX 9	Sans minimum ni maximum
		GDF SUEZ ENERGIES FRANCE	44801 SAINT HERBLAIN	Sans minimum ni maximum

* Marchés ordinaires

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20150730	DC3034VC - ACQUISITION DE MIROIRS, RIDEAUX DE SCÈNE ET STORES DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE RESTAURATION ET MISE EN SÉCURITÉ DU PALAIS DES FÊTES ET DU BÂTIMENT MARSEILLAISE.	ALSACIENNE DE TRAITEMENT DES MURS	67640 FEGERSHEIM	5 700
20150756	DEP5015V TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DU CHEMIN DU SCHULZENFELD ET LISA KRUGELL À STRASBOURG NEUHOF - PLANTATIONS ET AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS	EST PAYSAGES D'ALSACE	67118 GEISPOLSHEIM	19 775,1

Marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 1 et 2

(Le montant en euro HT prend en compte la durée initiale du marché, périodes de reconductions non comprises)

Marchés ordinaires

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2015/728	SPECTACLE "LA CAMPAGNE"	LE TALON ROUGE	67000 STRASBOURG	11 400	01/09/2015
2015/729	SPECTACLE "ANIMAL"	FLASH MARIONNETTES	67000 STRASBOURG	9 120	01/09/2015
2015/733	SPECTACLE VIVANT "MARGUERITE D." 13-16/10/2015	LA COMPAGNIE DU JARNISY	54800 JARNY	9 672,19	10/09/2015
2015/734	SPECTACLE VIVANT "LE SENS DE LA MARCHE" 12/10-15/11/2015	ARTICULATIONS	67000 STRASBOURG	3 040	10/09/2015
2015/735	TRVX REMPLACEMENT DES FERMETURES EXT. CSC MONTGANE VERTE	MENUISERIE ETTWILLER	57230 BITCHE	28 954,1	10/09/2015
2015/736	SPECTACLE DANS TON JARDIN A TOI	LA COMPAGNIE DU BARRABAN	67000 STRASBOURG	5 000	14/09/2015
2015/737	SPECTACLE PELLEAS ET MELISANDE	COMPAGNIE LA MANDARINE BLANCHE	57000 METZ	31 396,8	14/09/2015
2015/749	APPUI EVALUATION DE L'INTERVENTION DE LA VILLE PREVENTION DES EXPULSIONS	PLURICITE	69002 LYON	13 469,17	18/09/2015
2015/755	TRVX AMENAGEMENT DU KAFTEUR DES BUREAUX ET DU LOGEMENT LOT 8	JANTZI ERNEST	67100 STRASBOURG	7 677,32	21/09/2015
2015/759	SPECTACLE VIVANT "FUCK AMERICA" 08-11/12/2015	RESEAU THEATRE	93100 MONTREUIL SOUS BOIS	13 222,4	22/09/2015
2015/760	SPECTACLE VIVANT "CABANES" 02-05/02/2016	ASSOCIATION DES CHATEAU EN L AIR	67000 STRASBOURG	9 120	22/09/2015
2015/761	SPECTACLE VIVANT "OPERATION SALAM SHALOM ELSASS" 24-29/11/15	MEMOIRES VIVES	67100 STRASBOURG	18 400	22/09/2015
2015/762	ACQUISITION STAND EXPOSITION "MOI, JEUNE CITOYEN"	LES PRODUCTIONS DE L ORDINAIRE	93100 MONTREUIL SOUS BOIS	4 700	22/09/2015
2015/763	PHOTOGRAVURE DU CATALOGUE STRASBOURG 1200-1230	LES ARTISANS DU REGARD	75014 PARIS	6 219	23/09/2015
2015/764	CONCEPTION GRAPHIQUE EXPOSITION TRISTAN TZARA	TOURNEUX BRICE	75011 PARIS	8 010	25/09/2015

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2015/767	TRVX AMENAGEMENT D'UNE MAISON DU PARC NATUREL URBAIN TOUR SCHLOESSEL STRASBOURG RECONSULTATION LOT 1A	HEILI	67310 WASSELONNE CEDEX	17 121,6	28/09/2015
2015/771	TRXV REMPLACEMENT DES MENUISERIES EXT. LOGEMENT DES SERVICE 5 PLACE DU CHATEAU A STRASBOURG	AGENCEMENT BOTBOL BOIS ET FENETRES	67000 STRASBOURG	24 440,22	28/09/2015
2015/778	SPECTACLE VIVANT "LE CABARET DAC" TAPS SCALA DU 12 AU 17 JANVIER 2016	COMPAGNIE FACTEURS COMMUNS C SRUPPERT	67000 STRASBOURG	18 240	30/09/2015

Strasbourg.eu
eurométropole

10

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Augmentation du capital de la SERS et prise de participation de la Région Alsace au capital et modification des statuts.

La Région Alsace qui a toujours soutenu l'activité de la SERS, en lui confiant des mandats de travaux importants, souhaite renouveler la confiance qu'elle lui accorde et participer à son capital afin de la soutenir et l'aider à mieux se positionner dans le paysage des SEM de la future grande région.

Il est ainsi proposé l'entrée au capital de la SERS de la Région Alsace par le biais d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription et création de 50 actions nouvelles en numéraire.

La présente délibération a pour objet d'autoriser :

- l'augmentation de capital : phase 1 – Entrée au capital de la Région Alsace à hauteur de 0,25 % ;
- l'augmentation de capital : phase 2 - Elévation de la valeur nominale des actions à un montant arrondi de 400 €, par incorporation d'une quote-part de la prime d'émission
- la modification des statuts dans ses articles 6 et 15.

1. Augmentation de capital : phase 1

Aujourd'hui la répartition du capital social de la SERS est la suivante :

REPARTITION DU CAPITAL 2015						
	montant	nbre d'actions	pourcentage	quote-part actionnaires privés/collectivités publiques	sièges au CA	pourcentage des postes au CA
Ville de Strasbourg	2 082 894,34 €	5 239	26,04%		3	
Département	2 204 154,66 €	5 544	27,55%	65,88%	3	58,33%
Eurométropole	983 600,04 €	2 474	12,30%		1	

CDC	2 008 547,86 €	5 052	25,11%		1	
Caisse d'épargne	347 082,79 €	873	4,34%		1	
Habitation moderne	194 414,07 €	489	2,43%	34,12%	1	41,67%
CCISBR	99 791,27 €	251	1,25%		1	
SIBAR	79 514,96 €	200	0,99%		1	
TOTAL	**8 000 000,00 €**	**20 122**	**100,00%**	**100,00%**	**12**	

La valeur nominale d'une action s'élève ainsi à 397,57 €.
Au 31 décembre 2014, la valorisation d'une action ressortait à 4 078,40 €. Ce montant correspond à :
[valeur des fonds propres (70 977 728 €) + quote-part de la SERS sur le montant des produits latents de concessions (11 879 298 €) – dividendes versés en 2015 (791 398 €)] / nombre d'actions (20 122).

Il est donc proposé l'entrée au capital de la SERS aux conditions financières suivantes :

- la création de 50 actions nouvelles au profit de la SERS pour un montant de 19 878,5 € ;

- le solde, soit 184 041,5 € en prime d'émission.

A l'issue de cette première phase d'augmentation du capital, le capital social de la SERS s'élèvera à 8 019 878,50 € réparti comme suit :

REPARTITION DU CAPITAL 2016 après entrée au capital de la Région				
	montant	nbre d'actions	pourcentage	quote-part actionnaires privés/collectivités publiques
Ville de Strasbourg	2 082 894,34 €	5 239	25,97%	
Département	2 204 154,66 €	5 544	27,48%	65,97%
Eurométropole	983 600,04 €	2 474	12,26%	
Région Alsace	19 878,50 €	50	0,25%	
CDC	2 008 547,86 €	5 052	25,04%	
Caisse d'épargne	347 082,79 €	873	4,33%	
Habitation moderne	194 414,07 €	489	2,42%	34,03%
CCISBR	99 791,27 €	251	1,24%	
SIBAR	79 514,96 €	200	0,99%	
TOTAL	**8 019 878,50 €**	**20 172**	**100,00%**	**100,00%**

2. Augmentation de capital : phase 2

Dans une seconde phase et afin d'obtenir une valeur ronde pour le nominal de l'action, il est proposé concomitamment à l'augmentation de capital précitée, d'intégrer une quote-part de la prime d'émission à hauteur de 48 921,50 € au capital social afin de porter le capital social à 8 068 800 € divisé en 20 172 actions et ainsi obtenir une valeur nominale de l'action de 400 €.

Le capital sera en conséquence et après cette seconde phase d'augmentation réparti de la manière suivante :

REPARTITION DU CAPITAL 2016 après entrée de la Région au capital et incorporation prime d'émission				
	montant	nbre d'actions	pourcentage	quote-part actionnaires privés/collectivités publiques
Ville de Strasbourg	2 095 600,00 €	5 239	25,97%	
Département	2 217 600,00 €	5 544	27,48%	65,97%
Eurométropole	989 600,00 €	2 474	12,26%	
Région Alsace	20 000,00 €	50	0,25%	
CDC	2 020 800,00 €	5 052	25,04%	
Caisse d'épargne	349 200,00 €	873	4,33%	
Habitation moderne	195 600,00 €	489	2,42%	34,03%
CCISBR	100 400,00 €	251	1,24%	
SIBAR	80 000,00 €	200	0,99%	
TOTAL	**8 068 800,00 €**	**20 172**	**100,00%**	**100,00%**

Au final, la Région Alsace détiendrait ainsi 0,25% du capital social portant la quote part des Collectivités (Ville de Strasbourg, Département du Bas-Rhin, Eurométropole de Strasbourg, Région Alsace) à 65,97% du capital.

Il est précisé que ces actions seraient libérées intégralement à la souscription et que les actions nouvelles seraient créées avec jouissance au 01 janvier 2016.

3. Modification des articles 6 et 15 des statuts

En parallèle, cette augmentation de capital nécessite de procéder à une modification statutaire de l'article 6 comme suit :

« ARTICLE 6 – CAPITAL SOCIAL

*Le capital social est fixé à **8.068.800 Euros** divisé en **20 172** actions, de même valeur nominale, souscrites en numéraire et dont plus de 50 % et au maximum 85 % doivent appartenir aux collectivités territoriales.*
Il pourra être augmenté ou réduit dans les conditions prévues ci-dessous. »

Enfin, l'entrée au capital de la Région Alsace nécessite également de procéder à une modification de l'article 15 des statuts en son alinéa 4 :

En effet, l'article L1524-5 du Code général des Collectivités territoriales précise que « toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaire a droit au moins à un représentant au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, désigné en son sein par l'assemblée délibérante concernée ». La Région Alsace bénéficiera donc d'un siège au Conseil d'administration.

Actuellement les statuts de la S.E.R.S prévoient que le Conseil d'administration est composé de 12 administrateurs dont 7 pour les Collectivités Territoriales, la Ville de Strasbourg et le Département du Bas-Rhin disposant chacun de 3 sièges, l'Eurométropole disposant de 1 siège, les 5 autres sièges étant attribués à la Caisse des Dépôts et Consignations, la Caisse d'Epargne d'Alsace, la Chambre de Commerce et d'Industrie, l'Habitation Moderne et la SIBAR, à raison d'un pour chacun de ces organismes.

Afin de respecter la représentativité des collectivités au sein du Conseil d'Administration, il est également proposé avec l'entrée de la Région Alsace au capital de la SERS, de modifier à la hausse le nombre des postes d'administrateurs revenant aux Collectivités.

Au final, il est proposé de porter le nombre de sièges au Conseil d'administration à **16 contre 12** aujourd'hui et de modifier la quote-part des sièges affectée aux collectivités qui passerait de **7 à 11 :**

- 4 sièges pour la Ville de Strasbourg
- 4 sièges pour le Département du Bas-Rhin
- 2 sièges pour l'Eurométropole
- Et 1 siège pour la Région Alsace.

Il est proposé de modifier l'article 15 des statuts en son alinéa 4 comme suit :

« ARTICLE 15 – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

*Le nombre des sièges d'administrateur est fixé à **16 dont 11** pour les collectivités territoriales ou leur groupement. **L'assemblée générale procède à leur répartition entre les différentes collectivités actionnaires.** Les représentants des collectivités territoriales au Conseil d'Administration sont désignés par l'assemblée délibérante de ces collectivités, parmi ses membres, et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les*

mêmes conditions, conformément à la législation en vigueur. Les administrateurs, autres que les collectivités territoriales sont nommés par l'assemblée générale….. ».

En application de l'article L1524-1 du Code général des Collectivités territoriales qui précise qu' «à peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale, d'un groupement ou d'un établissement public de santé, d'un établissement public social ou médico-social ou d'un groupement de coopération sanitaire sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification » ; il est proposé que la Ville de Strasbourg :

- approuve l'augmentation du capital social qui s'élève à 8 000 000 € divisé en 20 122 actions de même valeur nominale, d'un montant de 19 878,50 € par l'émission de 50 actions nouvelles de numéraire d'un montant nominal de 397,57 € chacune ce qui aura pour effet de porter ainsi le capital social à 8 019 878,50 €.

- approuve également, sous réserve de la réalisation préalable de l'augmentation de capital par création de 50 actions nouvelles au profit de la Région Alsace, l'augmentation de capital, pour 48 921,50 € et ce afin d'obtenir un capital social de 8 068 800 € et une valeur nominale de l'action de 400 €.

- approuve la proposition de modification corrélative de l'article 6 des statuts.

- approuve l'augmentation du nombre d'administrateurs, la création d'un siège pour la Région Alsace et la proposition de modification de l'article 15 des statuts.

Ces autorisations sont toutefois liées à la condition suspensive suivante :

- **l'acceptation à venir du projet d'augmentation du capital social de la SERS par son Assemblée générale extraordinaire, sur les propositions de son Conseil d'administration.**

Au vu de ces éléments, je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,

approuve

- *l'augmentation du capital social de la SERS par l'émission de 50 actions nouvelles de numéraire au profit de la Région Alsace pour un montant nominal de 397,57 € chacune, portant le capital social à 8 019 878,50 €.*

- *sous réserve de la réalisation préalable de l'augmentation de capital par création de 50 actions nouvelles au profit de la Région Alsace, l'augmentation de capital, par élévation de la valeur nominale des actions, par incorporation d'une quote-part de la prime d'émission au capital social pour 48 921,50 € et ce afin d'obtenir un capital social de 8 068 800 € et une valeur nominale de l'action de 400 €.*

- *la proposition de modification de l'article 6 des statuts fixant le capital social à 8 068 800 €.*

- *la création d'un siège au Conseil d'administration pour la Région Alsace et la proposition de modification de l'article 15 des statuts fixant le nombre des sièges d'administrateur à **16 dont 11** pour les collectivités territoriales ou leur groupement.*

autorise

le Maire et les représentants de la Ville de Strasbourg au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale extraordinaire de voter pour l'augmentation du capital de la SERS et pour les modifications statutaires (articles 6 et 15 des statuts), et à signer tous les actes afférents à la présente délibération.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

11

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Avis sur les emplois Ville.

Les emplois relevant des compétences de la Ville de Strasbourg sont créés par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole et la charge est répartie entre les deux collectivités selon la convention du 3 mars 1972.

L'avis préalable du Conseil municipal est sollicité quant à la suppression, la création et à la transformation d'emplois de la Ville par la prochaine Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole.

1) des suppressions d'emplois présentées en annexe 1 :

- 2 emplois au sein de la Direction de la Culture, suppressions soumises pour avis au CTP du 23/06/11.

2) des créations d'emplois présentées en annexe 2 :

- 4 créations d'emplois au sein de la Direction des Solidarités et de la santé dans le cadre du dispositif PRECCOSS *(PRise En Charge Coordonnée des enfants Obèses et en Surpoids à Strasbourg)* financées intégralement par l'ARS, au moins jusqu'au 31/12/17

2) des transformations d'emplois permanents présentées en annexe 3.

Les transformations d'emplois créés précédemment peuvent être rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées *(changement d'intitulé, de la nature des fonctions, et/ou de la fourchette de grades)*.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales,
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la Ville de Strasbourg,

sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,

approuve,

après avis du CT, les suppressions, les créations et les transformations d'emplois présentées en annexe.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 20 novembre 2015 relative à la suppression d'emplois

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Culture	Ecole supérieure des arts décoratifs	1 professeur art multimédia	Assurer l'enseignement dans son champ artistique dans le cadre du projet pédagogique de l'école.	Temps complet	Professeur d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale à hors classe	Suppression d'emploi suite au CTP du 23/06/11.
Direction de la Culture	Ecole supérieure des arts décoratifs	1 professeur de photographie	Assurer l'enseignement dans son champ artistique dans le cadre du projet pédagogique de l'école.	Temps complet	Professeur d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale à hors classe	Suppression d'emploi suite au CTP du 23/06/11.

Annexe 2 à la délibération du Conseil municipal du 20 novembre 2015 relative à la création d'emplois permanents

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Créations d'emplois permanents							
Direction des Solidarités et de la santé	Promotion de la santé de la personne	1 psychologue	Assurer, au sein d'une équipe pluridisciplinaire, la prise en charge des enfants en surpoids et leur famille dans le cadre d'un accompagnement psychologique. Animer un réseau de partenaires.	Temps complet	Psychologue	Psychologue de classe normale à hors classe	Création financée par l'ARS dans le cadre du dispositif PRECCOSS.
Direction des Solidarités et de la santé	Promotion de la santé de la personne	1 éducateur médico-sportif	Assurer, au sein d'une équipe pluridisciplinaire, la prise en charge des enfants en surpoids dans le cadre d'un programme d'activités physiques adaptées. Animer un réseau de partenaires notamment avec les associations sportives.	Temps complet	Educateur des APS	Educateur principal de 2ème classe à 1ère classe	Création financée par l'ARS dans le cadre du dispositif PRECCOSS.
Direction des Solidarités et de la santé	Promotion de la santé de la personne	1 diététicien	Assurer, au sein d'une équipe pluridisciplinaire, la prise en charge des enfants en surpoids et leur famille dans le cadre d'un accompagnement nutritionnel. Animer un réseau de partenaires.	Temps complet	Technicien paramédical	Technicien paramédical de classe normale à classe supérieure	Création financée par l'ARS dans le cadre du dispositif PRECCOSS.
Direction des Solidarités et de la santé	Promotion de la santé de la personne	1 secrétaire-assistant	Assurer le secrétariat (accueil physique et téléphonique, frappe, classement). Préparer et suivre des dossiers.	Temps non complet 17h30	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif de 1ère classe à rédacteur	Création financée par l'ARS dans le cadre du dispositif PRECCOSS.

Annexe 3 à la délibération du Conseil municipal du 20 novembre 2015 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations liées à des harmonisations d'emplois							
Direction de la Culture	Action culturelle	1 musicien - accompagnateur	Assurer l'accompagnement musical des cours de danse.	Temps complet	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique	Modification de la fourchette de grades (avant calibré d'assistant d'enseignement artistique à assistant d'enseignement principal de 1ère classe).
Transformations avec incidence financière à la hausse							
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	1 gestionnaire administratif et logistique	Participer à la gestion financière et comptable, au suivi logistique et opérationnel (entretien et fonctionnement courant) de structures. Participer à la gestion des achats.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif de 1ère classe à rédacteur	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré d'adjoint administratif de 2ème classe à adjoint administratif principal de 1ère classe).

12

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Avis de la ville de Strasbourg quant à la vente par la mense épiscopale de l'archevêché de Strasbourg d'un appartement et d'un garage sis au 14 rue Jacob Mayer.

La Mense Episcopale de l'Archevêché, suite au legs de Mme Huguette BRUNER née BIESELT, souhaite vendre un appartement avec garage sis 14 rue Jacob Mayer à Strasbourg Cronenbourg. Les acquéreurs sont M. Benoit BOTTEMER résidant 66 rue du Ried à 67720 HOERDT et M. Kevin PALLOT résidant 7 rue Georges Rossdeutsch à 67800 BISCHHEIM.

Le bien est constitué du lot n°7, au 1er étage, un appartement 4 pièces comprenant un salon, une salle à manger, deux chambres, une cuisine, une salle de bains, un wc, un dégagement et un balcon, d'une surface totale de 76 m² et du lot n°52, un garage. Le prix de vente est de 112 000 €.
Conformément à l'article L 2541-14 du Code général des collectivités territoriales, la Ville de Strasbourg est appelée par M. le Préfet à se prononcer sur la vente par la Mense Episcopale de l'Archevêché de Strasbourg de ce bien.

Il est par conséquent proposé d'émettre un avis favorable à la vente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
émet

un avis favorable à la vente par la Mense Episcopale de l'Archevêché de Strasbourg à MM. Benoit BOTTEMER et Kevin PALLOT du bien suivant :

- *un appartement de 4 pièces comprenant un salon, une salle à manger, deux chambres, une cuisine, une salle de bains, un WC, un dégagement et un balcon, d'une surface totale de 76 m² et un garage pour un montant de 112 000 € (cent douze mille Euros).*

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

13

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Versement d'une subvention de fonctionnement à la Société Protectrice des Animaux (S.P.A.) de Strasbourg pour 2015.

La Société Protectrice des Animaux (SPA) de Strasbourg poursuit son activité de refuge depuis août 2015 dans les nouveaux locaux sis 7 rue de l'Enteloch à Strasbourg.

Dans le cadre de cette activité, l'association prend en charge les animaux abandonnés par leur maître ainsi que les chats et chiens issus de la fourrière animale métropolitaine, en vue de les faire adopter.

Depuis plusieurs années, la Ville de Strasbourg soutient la S.P.A au titre de son activité refuge par l'attribution d'une subvention de fonctionnement annuelle d'un montant de 38 100 €.

Pour l'année 2015, il est proposé de reconduire le versement de cette subvention de fonctionnement de 38 100 € à la S.P A.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une subvention de 38 100 € à la Société Protectrice des animaux de Strasbourg,

décide

L'imputation des crédits nécessaires, soit 38 100 € au Budget 2015 – Fonction 510– Nature 6574 CRB SE00A.

La proposition ci-dessus représente une somme de 38 100 € à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 510, Nature 6574 CRB SE00A dont le disponible avant le présent Conseil est de 38 100 €

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

14

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Attribution d'une subvention au titre de la santé environnementale.

L'Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique (A.P.P.A.) est une association nationale s'appuyant sur ses 17 comités régionaux.

Le Comité Alsace est un partenaire reconnu en tant qu'acteur en matière de qualité de l'air dans le domaine de l'information et la sensibilisation en milieu scolaire, la participation à différents groupes de travail institutionnels, de conférences débats grand public, et en tant que centre de ressources pour publics variés tels que les lycéens, les étudiants, les enseignants et les particuliers.

Depuis 2008, plus de 20 000 élèves et encadrants ont été sensibilisés au travers de temps pédagogiques à la pollution atmosphérique et la qualité de l'air intérieur par le Comité Alsace. En 2014, l'association est intervenue auprès de plus de 1 592 scolaires et 200 encadrants sur l'agglomération strasbourgeoise et a produit en complément de ses conférences grand public une offre de formation/sensibilisation sur la qualité de l'air intérieur notamment pour les travailleurs sociaux et dans les quartiers strasbourgeois.

Je vous propose de poursuivre l'aide de notre collectivité par l'attribution d'une subvention générale de fonctionnement de 3 050 €, montant identique à celui accordé en 2014.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le versement d'une subvention de 3 050 € à l'Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique – Comité Alsace.*

La proposition ci-dessus représente une somme de 3 050 € à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 512, Nature 6574, CRB SE00C dont le disponible avant le présent Conseil est de 3 050 €.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

15

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Approbation de la modification n° 37 du Plan d'Occupation des Sols de Strasbourg - Avis du Conseil Municipal.

CONTEXTE

Le Plan d'Occupation des Sols (POS) de Strasbourg a été approuvé le 18 décembre 1992 par le Conseil de la Communauté Urbaine de Strasbourg, devenue Eurométropole de Strasbourg (EMS) le 1er janvier 2015.

Ce POS dont la dernière mise à jour a été réalisée le 18 juin 2015, nécessite certaines adaptations qui apparaissent conformes aux dispositions des articles L.123-13, L.123-13-1, L123-13-2 et L.123-19 du code de l'urbanisme, notamment du fait qu'elles ne changent pas les orientations définies par le PADD, ne réduisent ni un espace boisé classé, ni une zone agricole, ni une zone naturelle ou forestière, ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ni ne sont de nature à induire de graves risques de nuisances.
Ces adaptations, pour la plupart nécessaires à la mise en œuvre de divers projets, concernent l'ensemble des quartiers de la ville (sauf Koenigshoffen).

Une liste récapitulative des points ainsi qu'une carte de localisation sont présentées en annexe « a » du présent rapport. Cette annexe intègre également l'exposé des motifs du dossier de modification de POS tel que soumis à approbation.

Cette modification implique la rectification du rapport de présentation, du règlement, du plan de zonage au 1/2000e et de la liste des emplacements réservés.

ENQUETE PUBLIQUE

M. le Président de l'EMS, par arrêté du 6 mai 2015, a prescrit l'enquête publique portant sur la modification n°37 du POS de Strasbourg. Celle-ci s'est déroulée du 27 mai au 29 juin 2015 inclus.

L'enquête publique a porté sur les 18 points suivants :

Quartiers centraux

1. Projet de déplacement du théâtre du Maillon – quartier du Wacken
2. Adaptation de la norme stationnement pour les commerces dans le centre-ville

Cronenbourg
3. Projet d'aménagement d'un site d'hébergement d'urgence, rue de la Villette

Elsau Montagne Verte
4. Projet d'aménagement d'un parvis à l'avant de l'école du Gliesberg

Hautepierre
5. Projet de restructuration er d'extension de la piscine de Hautepierre

Meinau
6. Avenue de Colmar – ajustements règlementaires

Neuhof
7. Suppression d'un emplacement réservé, secteur Jesuitenfeld-Ganzau
8. Rue de la Ganzau : Adaptation règlementaire
9. Rénovation urbaine, secteur Marshallhof
10. Opération mixte activités / logements, secteur – Polygone

Neudorf - Musau
11. Projet de restructuration-extension et mise en sécurité du groupe scolaire du Schluthfeld
12. Intégration du secteur ZAD de l'îlot Lombardie dans le POS de Neudorf-Musau
13. Rectification d'erreur matérielle mineure

Port du Rhin
14. Projet Ecocité « Ilot démonstrateur Bois »
15. Projet de réalisation de la clinique Rhéna
16. Création d'une zone d'activités, rue du Havre

Robertsau
17. Projet d'extension des bâtiments de l'Ill Tennis Club

Zones UA, UB, UC et UD
18. Article 9 : emprise au sol

Lors des permanences du commissaire enquêteur, deux personnes se sont présentées pour demander des renseignements concernant un point précis.

Au cours de l'enquête publique, seule l'association ZONA a consigné une intervention dans le registre portant sur le projet de déplacement du théâtre du Maillon (point 1). Cette intervention concerne les droits à construire dans les périmètres des anciennes zones non aedificandi de Strasbourg.

Un avis émanant du SCOTERS a également été remis au commissaire enquêteur en date de 12 juin 2015. Il indique que le Bureau syndical du SCOTERS n'a pas de remarque

particulière à émettre quant au projet de modification au regard des orientations du SCOTERS.

Enfin, il est à noter que la rubrique « Urbanisme / Logement » du site internet de la Ville permettait de consulter intégralement les pièces du dossier d'enquête publique.

Par courrier du 6 juillet 2015, le commissaire enquêteur a sollicité un mémoire en réponse sur la requête de l'association ZONA et sur des demandes complémentaires du commissaire enquêteur concernant le stationnement et la prise en compte du risque inondation pour le projet de déplacement du théâtre du Maillon et le stationnement pour le projet de restructuration-extension de la piscine d'Hautepierre.

La collectivité a répondu à cette demande par courrier du 20 juillet 2015, présenté en annexe « b ». Ce mémoire en réponse indique notamment que :

- les droits à construire offerts par la loi dans les anciennes zones non aedificandi sont loin d'être atteints ;
- les contraintes liées au caractère inondable du Wacken sont pris en compte ;
- les possibilités de stationnement existantes ou futures permettent de répondre aux besoins.

RAPPORT ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR

Dans ses conclusions, après avoir analysé l'ensemble des points de la modification, ainsi que des observations formulées et des réponses apportées par la collectivité, le commissaire enquêteur a émis, en date du 28 juillet 2015, un avis favorable sans réserve, ni recommandation.

APPROBATION

La modification n° 37 du POS de Strasbourg sera soumise au prochain Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg. Les nouvelles dispositions deviendront opposables aux tiers dès la transmission de la délibération et du dossier au représentant de l'Etat et l'accomplissement des mesures de publicité prévues aux articles R.111-2 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme.

Il appartient désormais au Conseil Municipal de Strasbourg, consulté en application de l'article L 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales, de donner un avis sur le projet de modification n° 37 du POS de Strasbourg et sur l'institution du Droit de Préemption Urbain (DPU) sur l'Ilot de Lombardie pour les zones NDR UB3, NDR UB5 et NDR UB 52 (selon les articles L.211-1 et suivants et R.211-1 et suivants du Code de l'urbanisme).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 12 à L 123-20 et R 123-15 à 25
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5211-57
Vu le Plan d'Occupation des Sols de Strasbourg approuvé le 18 décembre 1992 et mis à jour le 18 juin 2015
Vu l'arrêté en date du 6 mai 2015 de M. le Président de l'EMS soumettant le projet de POS modifié à l'enquête publique
Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 27 mai au 29 juin 2015 inclus
Vu les observations émises dans le cadre de l'enquête publique
Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 28 juillet 2015
Vu le dossier de modification n° 37 du POS de Strasbourg tel qu'annexé à la présente
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.211-1 à L.211-7 et R211-1 à R211-8

après en avoir délibéré

prend acte

- *du rapport et des conclusions motivées favorables du commissaire enquêteur, dans le cadre de l'enquête publique portant sur la modification n° 37 du POS de Strasbourg*

donne un avis favorable

- *à l'approbation de la modification n°37 du POS de Strasbourg, tel qu'il ressort du dossier annexé à la présente ;*
- *à l'institution du Droit de préemption urbain (DPU) sur l'Ilot de Lombardie pour les zones NDR UB3, NDR UB5 et NDR UB 52*

charge

le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Ville et Eurométropole de STRASBOURG
Département du Bas-Rhin

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

Modification n° 37

Pièce n° 2
Note de présentation
(à annexer au rapport de présentation)

Dossier d'enquête publique
Février 2015

Ville et Communauté urbaine
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

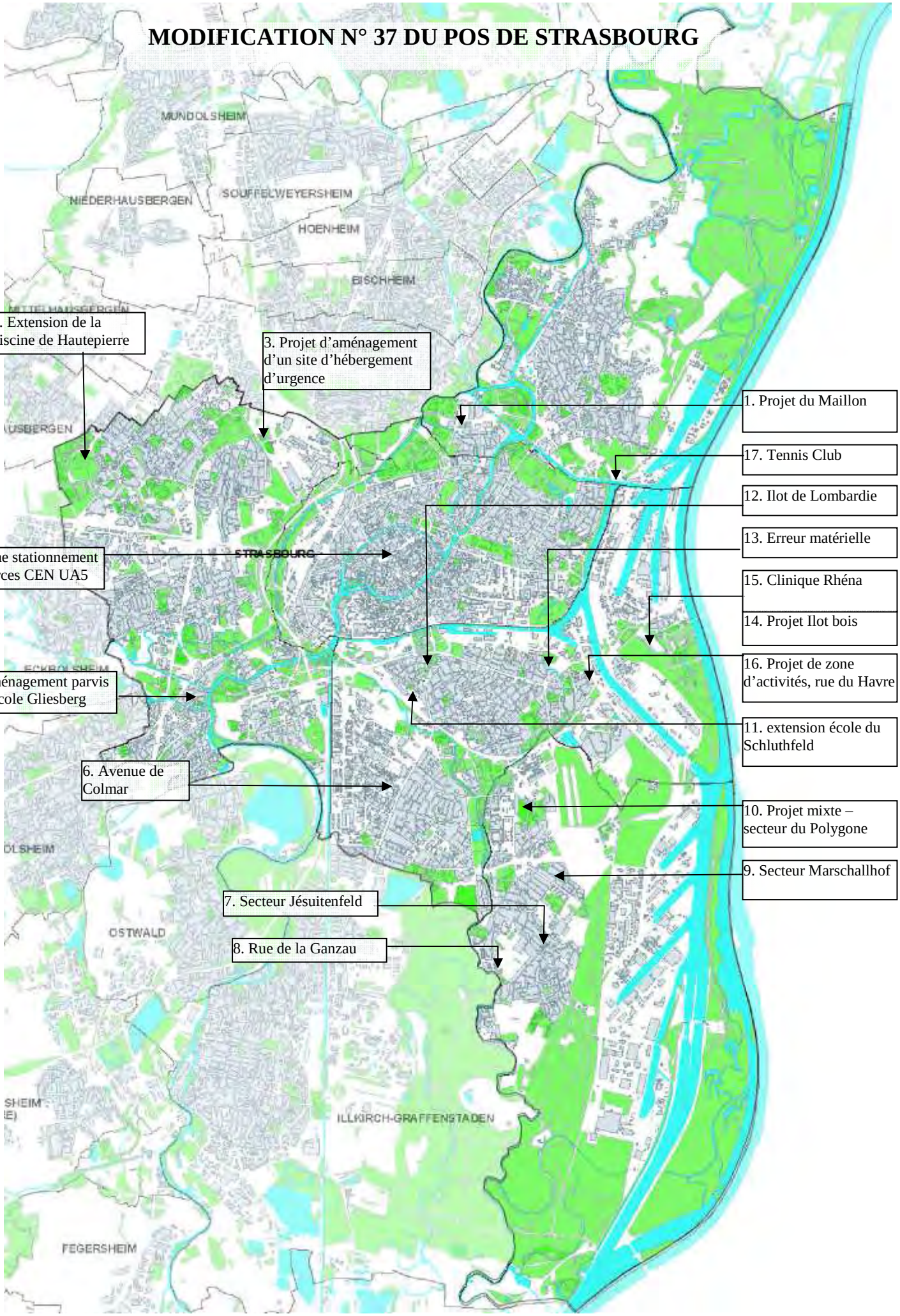
Téléphone : +33 (0)3 88 60 90 90
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

MODIFICATION N° 37 DU POS DE STRASBOURG

Liste des points

§	Point	Quartier / zone	Objet	Pièces du POS impactées
1	Projet de déplacement du théâtre du Maillon – quartier du Wacken	CEN	Extension de la zone CEN UCL au détriment de la zone CEN UK3 Inscription de lignes de construction Réduction ER CEN A12 et CEN B37	Rapport de présentation p 6 quater, 193 Règlement p 4 Plan de zonage : 10 Liste des ER : p 6, 13
2	Adaptation de la norme stationnement pour les commerces dans le centre-ville	CEN	Adaptation de l'article 12 pour la zone CEN UA5	Rapport de présentation p 6 quater Règlement p 16
3	Projet d'aménagement d'un site d'hébergement d'urgence, rue de la Villette	CRO	Autoriser les installations et constructions liées à une structure d'hébergement d'urgence dans la zone CRO INAX et adapter les conditions d'ouverture à l'urbanisation, ainsi que l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres.	Rapport de présentation p 6 quater, Règlement p 115, 116
4	Projet d'aménagement d'un parvis à l'avant de l'école du Gliesberg	EMV	Suppression partielle ER EMV B8	Rapport de présentation p 6 quater, Plan de zonage : 18 Liste des ER : p 72
5	Projet de restructuration er d'extension de la piscine de Hautepierre	HAU	Réduction d'un« espace planté à conserver ou à créer » Réduction ER HAU B1	Rapport de présentation p 6 quater Plan de zonage : 8 Liste des ER : p 63
6	Avenue de Colmar – ajustements règlementaires	MEI	Modifications des limites des zones MEI UX1, MEI UX4, MEI UX5, MEI UB3, MEI UC1 et MEI UB2 Modification des hauteurs des constructions et inscription de marges de recul	Rapport de présentation p 6 quater, Règlement p 21, 30 Plan de zonage : 25
7	Suppression d'un emplacement réservé, secteur Jesuitenfeld-Ganzau	NEU	Suppression partielle de l'ER NEU A15	Rapport de présentation p 6 quater, Plan de zonage : 29 Liste des ER : p 89
8	Rue de la Ganzau : Adaptation règlementaire	NEU	Reclassement d'une maison d'habitation de NEU UX1 en NEU UB4	Rapport de présentation p 6 quater, Plans de zonage : 29, 31
9	Rénovation urbaine, secteur Marshallhof	NEU	Modification des limites de zones NEU UB6 et NEU UB14 Suppression de ligne de construction	Rapport de présentation p 6 quater, Plan de zonage : 29
10	Opération mixte activités / logements, secteur - Polygone	NEU	Création de la zone NEU UB15 au détriment des zones NEU UX3 et NEU UB13	Rapport de présentation p 6 quater, Plan de zonage : 26
11	Projet de restructuration-extension et mise en sécurité du groupe scolaire du Schluthfeld	NDR	Suppression ER NDR B4 et NDR C1 Suppression partielle clôture et hauteur non réglementée pour les équipements publics ou d'intérêt collectif	Rapport de présentation Neudorf-Musau p 2b Règlement Neudorf-Musau p 18, 22 Plan de zonage : 20 Liste des ER : p103, 107
12	Intégration du secteur ZAD de l'îlot Lombardie dans le POS de Neudorf-Musau	NDR	Intégration du secteur ZAD dans la règlementation du POS. Création d'une zone NDR UB52.	Rapport de présentation Neudorf-Musau p 1, 2b, 6, 43, 57 Règlement Neudorf-Musau p 20, 21 Plan de zonage : 20
13	Rectification d'erreur matérielle mineure	NDR	Suppression de l'ER NDR A17	Plan de zonage : 21 Liste des ER : p 100
14	Projet Ecocité « Ilot démonstrateur Bois »	POR	Création d'une zone POR UB7 au détriment des zones POR UB1 et POR UB3	Rapport de présentation p 6 quater, Règlement p 27, 28, 30 Plan de zonage : 22
15	Projet de réalisation de la clinique Rhéna	POR	Ne pas réglementer le nombre d'accès (article 3) pour les équipements publics ou d'intérêt collectif.	Rapport de présentation p 6 quater, Règlement p 23
16	Création d'une zone d'activités, rue du Havre	POR	Création de la zone POR UX9 au détriment de la zone POR UF	Règlement p 89, 90, 91, 92, 94, 96, 100 Plans de zonage : 26, 27
17	Projet d'extension des bâtiments de l'Ill Tennis Club	ROB	Réduction ER ROB A1 et modification de l'ER ROB C27	Plan de zonage : 11, 12 Liste des ER : p37
18	Article 9 : emprise au sol	UA, UB, UC, UD	Précision apportée dans la rédaction de la règle.	Règlement p 11, 28, 45, 60

MODIFICATION N° 37 DU POS DE STRASBOURG



1. PROJET DE DEPLACEMENT DU THEATRE DU MAILLON (CENTRE)

Le théâtre du Maillon à l'origine « centre culturel du Maillon » a été créé en 1978 dans le quartier de Hautepierre. Pour des raisons de non-conformité à la réglementation sécurité, le théâtre du Maillon a quitté le site de Hautepierre pour s'installer de façon provisoire, en 1999, dans les halls 1, 2 et 3 du Parc des Expositions, place Adrien Zeller.

Localisation



Cette situation oblige le théâtre à déménager complètement (y compris scène et matériel scénique) après chaque saison, pour laisser place aux installations de la foire exposition. Cela engendre des frais de fonctionnement importants.
De plus, les lieux actuels sont vétustes et insuffisants pour intégrer l'ensemble des activités nécessaires à son bon fonctionnement (notamment les espaces d'administration actuellement situés dans des locaux modulaires provisoires à proximité du théâtre) et ne répondent plus aux contraintes de fonctionnalités techniques, logistiques et artistiques.

Le nouveau théâtre du Maillon serait donc reconstruit à proximité de son emplacement actuel (environ à 100 mètres), à l'angle du chemin du Wacken et du boulevard de Dresde.
Les accès du public se feront depuis la place Adrien Zeller. La station de tram Wacken des lignes B et E est située à moins de 100 mètres de l'entrée du bâtiment.
Une cour de livraison et d'accès technique est prévue dans l'enceinte du bâtiment : elle prévoit une aire de retournement de camions pour éviter un encombrement de la voie publique.

L'équipement restituera donc les principales fonctions existantes, les fonctionnalités de logistique technique et artistique seront améliorées et les espaces d'administration seront intégrées au sein du bâtiment.
Le programme développé sur une surface de planchers de 7 000 m² comprend :

- des espaces d'accueil du public de 1 265 m² : bar, billetterie, attente ;
- des espaces de diffusion, création et répétition de 2 710 m²: une grande salle d'une jauge de 700 places, une petite salle d'une jauge de 250 places ;
- des locaux de logistique générale, artistique et de spectacle de 1 590 m² : loges, gestion costumes, stockages scéno-techniques, ateliers, bureaux ;
- des locaux de convivialité artistes et personnel de 345 m² : foyer des artistes et du personnel;
- des locaux d'administration et de gestion de 345 m²: accueil, bureaux et logistique administrative.

Les espaces de convivialité du bâtiment, tournés vers l'espace public, seront largement vitrés.

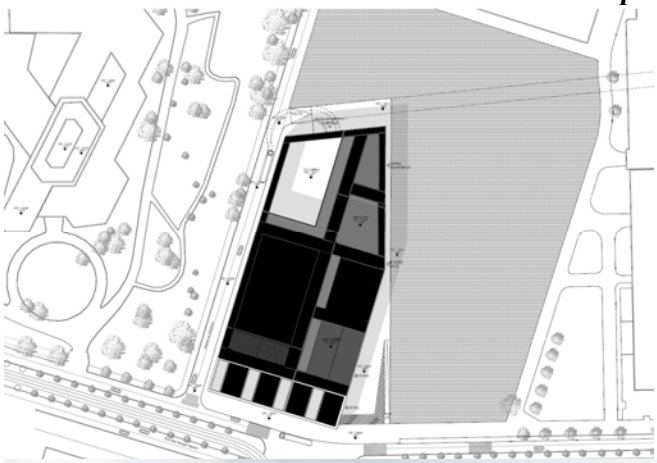
Le bâtiment, non soumis à la règlementation thermique 2012 (RT 2012), y répondra cependant sur l'ensemble des espaces de travail (bureaux et espaces de logistique artistique). Les salles de spectacle et de convivialité, de par leurs contraintes acoustiques bénéficieront d'une bonne isolation thermique.

L'équipement proposera sur les deux salles de spectacles, environ 70 représentations pour 25 spectacles et 33 000 spectateurs par saison. L'effectif maximum sera inférieur à 1500 personnes.

Espace modulable, le hall permettra d'organiser aussi bien de petites formes artistiques que des expositions.

Cet équipement également soutenu par l'Etat, présente un intérêt stratégique pour le développement et le rayonnement métropolitain de Strasbourg. Par son implantation dans le tissu urbain et bénéficiant d'une bonne desserte en transport en commun, il répond également à l'enjeu de « créer la ville sur la ville ».

Nouveau théâtre du Maillon – Illustration du projet











Le terrain concerné par le projet est actuellement classé au plan de zonage du POS de Strasbourg en deux zones : CEN UCL et CEN UK3.
Afin de permettre la réalisation du projet du théâtre du Maillon, il est proposé de :
- modifier la limite de zone CEN UCL au détriment de la zone CEN UK3 ;
- d'inscrire des lignes de construction afin de veiller à la qualité de l'insertion urbaine du futur bâtiment ;
- de supprimer partiellement les emplacements réservés CEN A12 et CEN B37.

Plan de Prévention des Risques Inondations

En termes de risque naturel, la commune de Strasbourg entre dans le champ d'application du Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI) de l'Ill et de la Bruche approuvé par arrêté préfectoral le 04 juin 1996.
Selon ce document, le secteur d'étude se situe dans une zone inondable par submersion, plus précisément en zone bleue d'occurrence centennale, avec une cote de référence établie à 137,75 mètres NGF. Cette cote correspond aux niveaux atteints par les crues centennales calculées, augmentées d'une marge de sécurité de 30 cm et arrondies au quart de mètre supérieur.
Ces contraintes techniques seront prises en compte dans le projet d'aménagement.

Ancienne zone non aedificandi

La parcelle concernée par le projet de construction du nouveau théâtre du Maillon est également située dans le périmètre de l'ancienne zone *non aedificandi*, soumise aux dispositions de la loi du 5 décembre 1990, ayant abrogé la loi de 1922, relative au déclassement de l'enceinte fortifiée de la ville de Strasbourg.
La loi du 5 décembre 1990, prévoit que dans le périmètre de l'ancienne zone *non aedificandi*, l'implantation des constructions, c'est-à-dire la Surface Hors OEuvre Brute (SHOB) du niveau édifié au sol, ne peut couvrir une surface totale supérieure à 20 % de la surface globale de la zone non construite à la date du 7 décembre 1990.
La situation au 5 décembre 2014 (dernier état annuel) indique que l'ensemble des possibilités constructives offertes par la loi n'ont pas été exploitées.
Les emprises des nouvelles constructions réalisées dans le cadre du présent projet seront prises en compte dans le calcul annuel de la consommation des droits à construire, limités par ladite loi.

2. ADAPTATION DE LA NORME STATIONNEMENT POUR LES COMMERCES DANS LE CENTRE-VILLE (CENTRE)

Le centre ville de Strasbourg rayonne sur plus de 600.000 habitants et concentre plus de 1100 commerces et services. Il se caractérise par ses performances économiques, le nombre d'unités marchandes, la dimension touristique… Du fait de son rôle exceptionnel, le centre ville de Strasbourg constitue le pôle commercial majeur de la région.

Le SCOTERS et le PLU en cours d'élaboration affirment le rôle commercial moteur du centre ville de Strasbourg au sein de l'agglomération. Celui-ci tient à plusieurs aspects essentiels :
- un cadre urbain exceptionnel ;
- un tissu commercial intense en renouvellement et modernisation permanents ;
- une accessibilité TC remarquable et des espaces publics laissant une grande place aux piétons et vélos ;
- le contrôle du développement des zones commerciales périphériques.

Cependant, en contradiction avec les objectifs de maintenir un centre ville attractif commercialement et de la politique de mobilité visant à privilégier l'accès au centre-ville en transports en commun, les normes actuelles inscrite au POS de Strasbourg imposent un nombre important de places de stationnement pour les surfaces commerciales supérieures à 1 000 m².
A titre d'exemple, à Strasbourg, un projet de 4 000 m² de commerces nécessitera la création de 90 places. Pour le même projet, il serait demandé 50 places à Bordeaux, 26 places à Rennes, aucune à Lille.

Depuis le 1er janvier 2015, la participation pour non-réalisation d'aires de stationnement (PNRAS) a disparu. Désormais, si un projet ne réalise pas les places réglementaires, le pétitionnaire doit faire valoir l'acquisition de places (ou location longue durée) dans un parking situé à proximité, ce qui s'avère extrêmement complexe en centre ville. De ce fait, la collectivité perd d'une part une ressource pour financer des parkings publics et, d'autre part, les projets qui ne trouvent pas les places nécessaires sont rendus impossibles.

Ainsi, compte tenu à la fois du cadre urbain patrimonial à préserver et de la disparition de la PNRAS, la norme de stationnement du POS rend impossible la création de surfaces commerciales importantes pouvant jouer le rôle de locomotives du centre ville.

Ainsi, pour la « Grande Ile » élargie à la zone CEN UA5 du POS (hors PSMV), l'Eurométropole propose une stratégie en deux temps :
- la mise en place d'une taxe d'aménagement majorée (TA) au taux de 10 % à compter du 1er janvier 2015 permettant de financer des places de stationnement publiques au sein de parkings en ouvrage situés à la périphérie du centre ville (sur le terrain de la Maison du Bâtiment par exemple). Cette taxe d'aménagement majorée a été mise en place par délibération du 28 novembre 2014 ;
- l'anticipation de l'évolution des règles de stationnement, prévue pour le commerce de la « Grande Ile » élargie à la zone CEN UA5 du POS dans le cadre du PLU, afin de préserver la possibilité de développement et de renouvellement commercial au sein de la « Grande Ile ». Pour les commerces, cette évolution consiste à n'avoir aucune exigence règlementaire jusqu'à 1000 m² de surface de planchers, puis au-delà de 1000 m² d'exiger une aire de stationnement par tranche entamée de 100 m² de surface de planchers. Le coefficient modérateur de 0,5 instauré dans ce secteur de la Ville reste applicable à cette nouvelle norme.

Il est donc proposé de réaliser cette adaptation règlementaire de l'article 12 du POS de Strasbourg, pour la zone CEN UA5.
De ce fait, pour un commerce de 4000 m², il serait ainsi demandé la réalisation de 15 places minimum.

3. PROJET D'AMENAGEMENT D'UN SITE D'HEBERGEMENT D'URGENCE, RUE DE LA VILLETTE (CRONENBOURG)

La Ville de Strasbourg connaît depuis une dizaine d'années différents stationnements et campements insalubres de personnes en grandes difficultés qui résident souvent en occupation illicite de terrains publics ou privés.

La collectivité dénombre aujourd'hui une quinzaine de campements illicites disséminés sur le territoire de la ville, que ce soit sur les emprises communales (où des projets de la collectivité sont bloqués par ces occupations) ou sur les sites propriétés de l'Etat. Ces campements entraînent également dans certains cas des désagréments pour le voisinage de ces squats, sans parler de la situation humanitaire que posent ces campements.

Afin de renforcer l'action volontariste d'accompagnement et mettre un terme aux sites d'occupation illicites, il est proposé de regrouper les familles, les personnes en grandes difficultés et en recherche

d'insertion sur un site transitoire d'accueil, aménagé et présentant des conditions d'accueil conformes aux normes d'hygiène et de sécurité.

Cet espace temporaire vise l'accueil contractualisé d'une trentaine de familles, accompagnées par une équipe médicosociale pluridisciplinaire composée d'acteurs de la Direction des Solidarités et de la Santé de la ville et de partenaires associatifs mobilisés autour d'un projet social partagé, sous le pilotage de la Ville de Strasbourg et de l'Etat.

L'objectif est de permettre aux personnes accueillies d'accéder à des conditions de vie moins précaires et de favoriser leur insertion dans la société. Pour cela, le projet et notamment l'accompagnement social mis en place seront particulièrement attentifs, à :

- l'accès au soin.
- la situation administrative et statutaire,
- la scolarisation des enfants et l'accès à l'emploi ou à une formation,
- l'accès au logement.

Le site pressenti pour accueillir cet espace temporaire est localisé rue de la Villette, dans le quartier de Cronenbourg. Il répond aux objectifs recherchés, notamment par sa localisation proche des transports en commun, des services et lieux de vie nécessaires pour favoriser l'insertion des familles concernées.

Localisation





Le terrain concerné abritait anciennement des jardins familiaux. Il est actuellement classé au POS en zone CRO INAX1, zone d'urbanisation future à vocation d'activités.

Afin de permettre la réalisation de cet équipement d'intérêt général, il est proposé de procéder aux modifications suivantes du règlement écrit du POS applicable aux zones INAX :

- en y autorisant les installations et constructions liées à une structure d'hébergement d'urgence (article 1) ;
- en excluant la zone CRO INAx1 de l'obligation d'aménagement d'un seul tenant (article 1) ;
- en dispensant les seuls services publics ou d'intérêt collectif des règles de distances entre bâtiments (article 8).

4. PROJET D'AMENAGEMENT D'UN PARVIS A L'AVANT DE L'ECOLE DU GLIESBERG, ROUTE DE SCHIRMECK (ELSAU MONTAGNE VERTE)

Le secteur du Gliesberg est un ilot enclavé, aux limites fortes :

- A l'ouest, la route de Schirmeck, axe de circulation majeur du sud/ouest de l'agglomération ;
- A l'est, les berges de l'Ill, offrent des espaces de loisirs et de promenades qualitatifs. La piste cyclable qui longe l'Ill relie le centre de Strasbourg à Ostwald ;
- Au nord et au sud, respectivement le canal de la Bruche et la Bruche constituent des corridors écologiques importants et fortement boisés, mais inaccessibles au public car bordés par des propriétés privées.



Dans cette enclave, cohabitent différents usages et fonctions :

- Un secteur d'habitat, composé de maisons de faubourgs et de grands immeubles collectifs, comportant une densité d'habitants assez importante ;
- Le groupe scolaire Gliesberg (écoles maternelle et primaire), accueillant environ 400 élèves.

Par ailleurs, le secteur jouxte le Parc Naturel Urbain (PNU) qui a pour objectif de valoriser et de dynamiser un territoire à caractère historique et naturel.

Le groupe scolaire génère des flux piétons/cycles et voitures importants aux horaires d'entrée et de sortie des classes. L'exigüité de l'espace public engendre des conflits d'usages, notamment liés aux déposes-minute « sauvages » qui encombrent la chaussée et les trottoirs, en laissant peu de place aux piétons. Ce phénomène est renforcé par des trottoirs étroits sur l'ensemble du secteur.
Le secteur bénéficie de peu d'aménagements pour piétons et cycles, hormis ceux existants le long des berges de l'Ill.

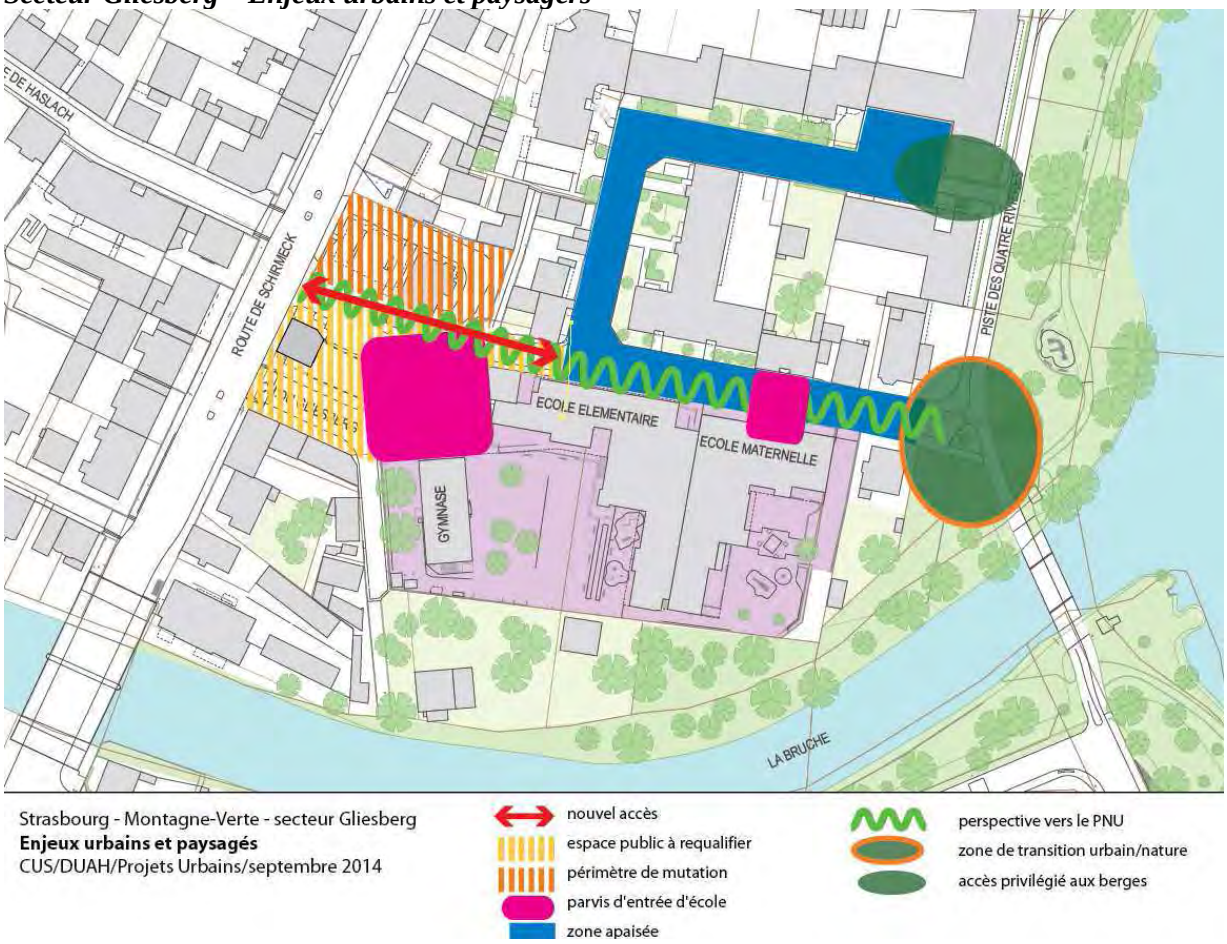
Dans le prolongement du chemin du Gliesberg, de la rue de Gresswiller et de la rue d'Altorf, la jonction entre le quartier et le PNU n'est pas aménagée qualitativement ; les espaces traités en impasses ne valorisent pas l'accès aux berges pour les piétons/cycles. De plus, l'espace public présente un aspect très minéral et routier. Vers les berges de l'Ill, un petit square, très utilisé par les enfants du quartier, prolonge le chemin du Gliesberg.

La désaffectation du terrain de l'ancienne station service AGIP représente une réelle opportunité pour restructurer complètement le site et offrir une meilleure qualité d'espaces publics. Cependant, et préalablement à toute nouvelle affectation, ce terrain devra être dépollué, le niveau de dépollution dépendant des utilisations des sols envisagées. Les études pour la requalification des espaces publics analyseront en détail les contraintes liées aux risques de pollution.

Les enjeux de requalification du secteur sont les suivants:

- Créer une liaison structurante entre la route de Schirmeck et les berges de l'Ill, marquant une entrée forte dans le PNU ;
- Aménager des parvis spacieux et qualitatifs devant les entrées des écoles ;
- Requalifier les espaces publics pour faciliter les déplacements des piétons et cycles ;
- Organiser et hiérarchiser le stationnement (stationnement résidents, dépose-minute…).

Secteur Gliesberg – Enjeux urbains et paysagers



L'emplacement réservé EMV B8 prévoit notamment l'élargissement du chemin du Gliesberg. Le foncier nécessaire à cet élargissement est propriété de la collectivité et le réaménagement du chemin intégrera le projet d'ensemble développé ci-dessus.

En conséquence, il est proposé de supprimer partiellement l'emplacement réservé EMV B8 pour sa partie comprise entre l'école et la Bruche.

5. PROJET DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DE LA PISCINE DE HAUTEPIERRE (HAUTEPIERRE)

Le schéma directeur de rénovation des piscines, validé par délibération du 5 février 2010, a identifié plusieurs actions à mener sur l'ensemble du parc aquatique de la CUS, l'objectif étant de créer une cohérence du parc d'équipements aquatiques de la collectivité.

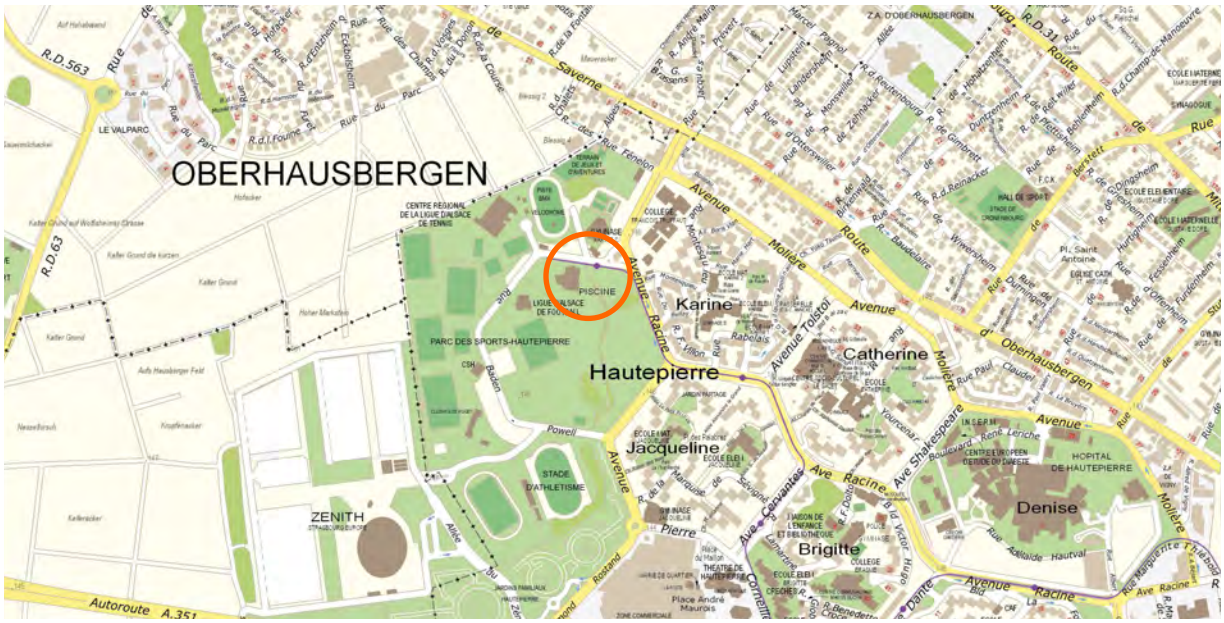
Ces actions consistent à :
- diversifier l'offre proposée aux usagers pour la pratique sportive individuelle ou familiale pour les loisirs, la santé et le bien être ;
- moderniser et mettre aux normes les équipements existants ;
- permettre la réussite du projet éducatif du « savoir nager », pour tous les enfants scolarisés sur le territoire de la CUS ;
- rechercher la performance en matière de développement durable.

La réalisation de ces actions passe par une inévitable réhabilitation et un développement du potentiel des équipements existants.

A ce jour, plusieurs opérations ont été réalisées ou engagées à la piscine d'Oswald, du Wacken, de la Kibitzenau, de Lingolsheim ou celle de Schiltigheim.

La transformation de la piscine de Hautepierre s'inscrit dans cette logique. Mise en service en 1987, agrandie en 2009, la piscine de Hautepierre est située dans le parc des sports de Hautepierre, à environ 15 minutes du centre de Strasbourg en voiture

Localisation



Partant de l'état actuel de l'équipement, une étude de définition a permis de préciser les attentes du projet :

- Augmenter la surface de bassin de nage et offrir une dimension de baignade extérieure (estivale et nordique) ;
- Conforter la dimension apprentissage et activité ;
- Promouvoir une offre d'échelle métropolitaine (famille et petite enfance) ;
- Conforter l'offre ludique.

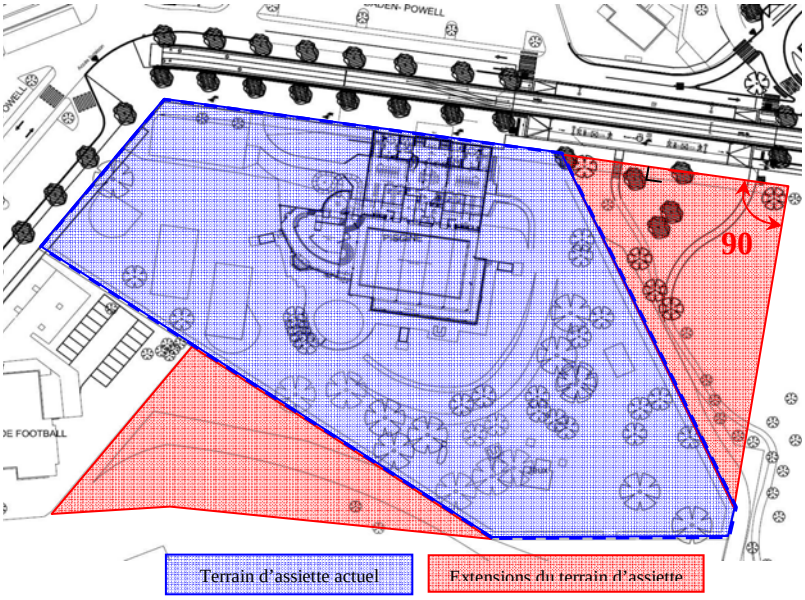
Ces attentes se traduiront sous la forme d'actions :

- Création d'un bassin nordique ;
- Transformation du bassin de nage actuel pour offrir un bassin couvert de moyenne profondeur (apprentissage et autres activités) ;
- Création d'un toboggan d'usage intérieur ;
- Création d'un espace identifié famille-petite enfance ;
- Réalisation d'aménagements ludiques d'extérieurs, avec et sans présence d'eau dont des jeux d'eau et un pentagliss.

La collectivité est soucieuse de conférer au futur centre aquatique un positionnement et une volumétrie qui soient en relation avec l'environnement de la zone et compatible avec son ambition d'en faire un équipement public attractif et valorisant.

Pour ouvrir les possibilités d'organisation fonctionnelle du complexe futur et offrir un solarium végétal dont l'ampleur puisse garantir la sérénité des usagers en période estivale, il est nécessaire d'augmenter l'emprise foncière du terrain affecté à la piscine. La superficie actuelle de 12.100 m² sera ainsi portée à 17.150 m²

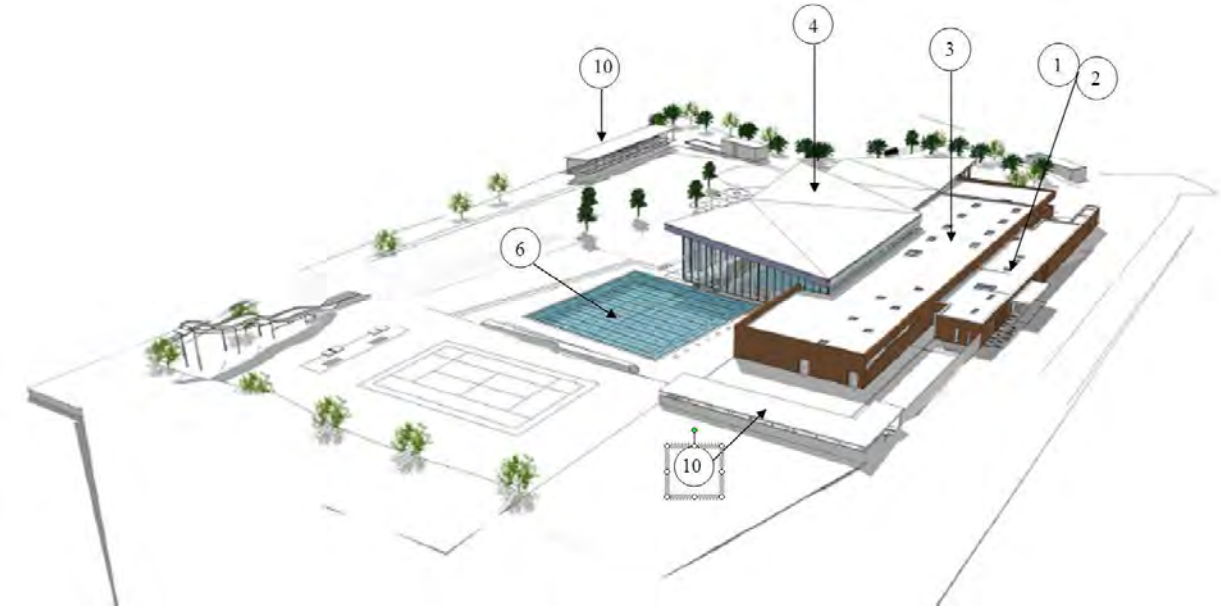
Emprise du projet



Le centre aquatique sera composé de différentes unités fonctionnelles en liaison entre elles :

1. Hall d'accueil général et son parvis avec et garage à cycle ;
2. Locaux de l'administration, du personnel et de l'association utilisatrice ;
3. Espaces vestiaires/sanitaires/douches des usagers ;
4. Un volume accueillant le bassin de nage actuel, un toboggan, les plages minérales, un solarium ;
5. Un secteur famille-petite enfance : une pataugeoire lagune d'eau, un parcours jardin découverte, un bassin d'activité de moyenne profondeur, des plages minérales ;
6. Un bassin de natation extérieur ouvert à l'année (bassin nordique)
7. Les locaux annexes nécessaires au fonctionnement de l'équipement ;
8. Les locaux techniques en sous-sol ;
9. Espaces extérieurs : des plages minérales, des plages vertes, une aire de jeux d'eaux pour jeunes enfants, une aire de jeux secs avec agrès pour enfants, des aires de jeu pour adultes (beach-soccer – tennis de table, pétanque), un pentagliss
10. Les vestiaires d'été.

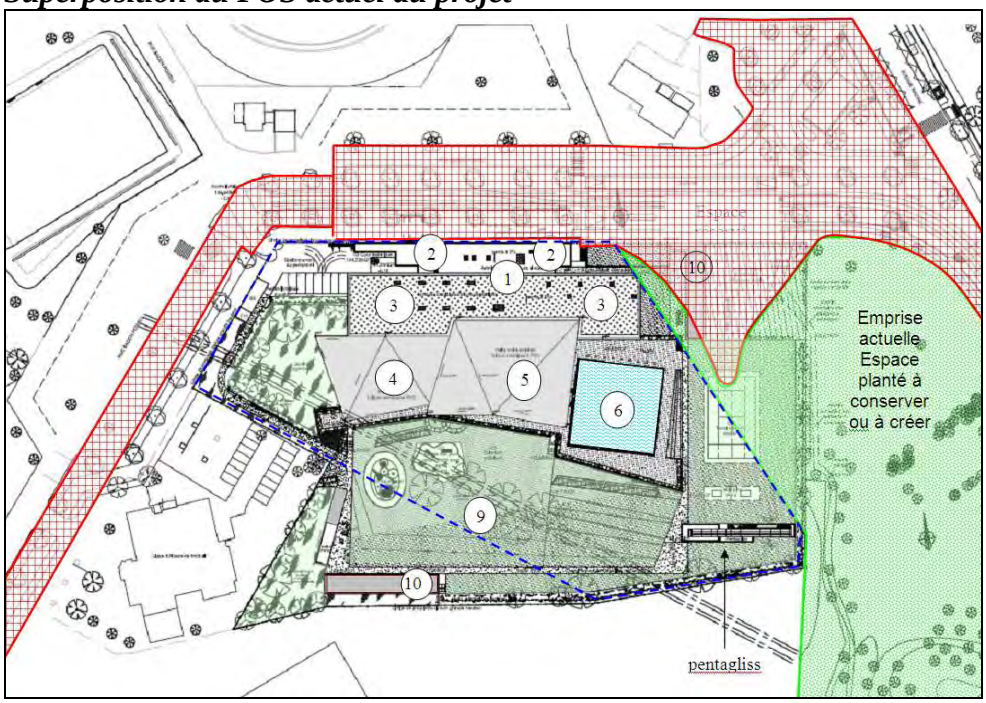
Vue perspective depuis le Nord-Est



Afin de permettre la réalisation du projet de réhabilitation et d'extension de la piscine de Hautepierre, il est proposé de :

- réduire l'emplacement réservé HAU B1 inscrit pour le prolongement du tramway. La partie proposée à la suppression constitue un reliquat non utilisé par le projet de tramway aujourd'hui achevé ;
- réduire l'espace planté à conserver ou à créer inscrit au plan de zonage.

Superposition du POS actuel au projet



Modification proposée



6. AVENUE DE COLMAR – AJUSTEMENTS REGLEMENTAIRES (MEINAU)

En 2009, la modification n°31 du POS de Strasbourg a ouvert à la mixité de fonctions urbaines une frange le long de l'avenue de Colmar (zone MEI UB3). Cette évolution le long du tramway participe au renforcement du statut urbain de cet axe structurant de l'agglomération strasbourgeoise.

L'arrivée des premiers projets immobiliers a révélé des nécessités d'ajustement du règlement actuel afin de garantir une prise en compte plus fine du contexte urbain et d'améliorer la qualité urbaine des projets à venir. En effet, ce secteur dispose de deux spécificités fragilisées par les premières constructions :

1. diversité bâtie le long de l'avenue de Colmar : la variété des jeux de volumes bâtis et des architectures confère à cet axe une identité urbaine et architecturale caractéristique qu'il convient de préserver ;
2. articulation douce avec la zone d'activités : la zone mixte MEI UB3 dispose de caractéristiques règlementaires spécifiques (recul et hauteur des bâtiments) peu prises en compte dans les projets immobiliers actuels et qu'il convient de mieux préciser dans le règlement.

En relation avec ce dernier point, les gabarits des voiries perpendiculaires à l'avenue de Colmar (rues Livio, Saglio, Schertz, des frères Eberts, du Maréchal Lefebvre) invitent à une transition graduelle règlementée entre l'avenue de Colmar et la zone d'activités afin de favoriser la cohabitation des usages sur le secteur (logements, commerces, activités). Suivant ce même objectif, la limite de zonage entre la zone mixte MEI UB3 et la zone d'activités nécessite une nouvelle délimitation qui garantisse des vis-à-vis de même fonction (habitat ou activités) sur une même rue.

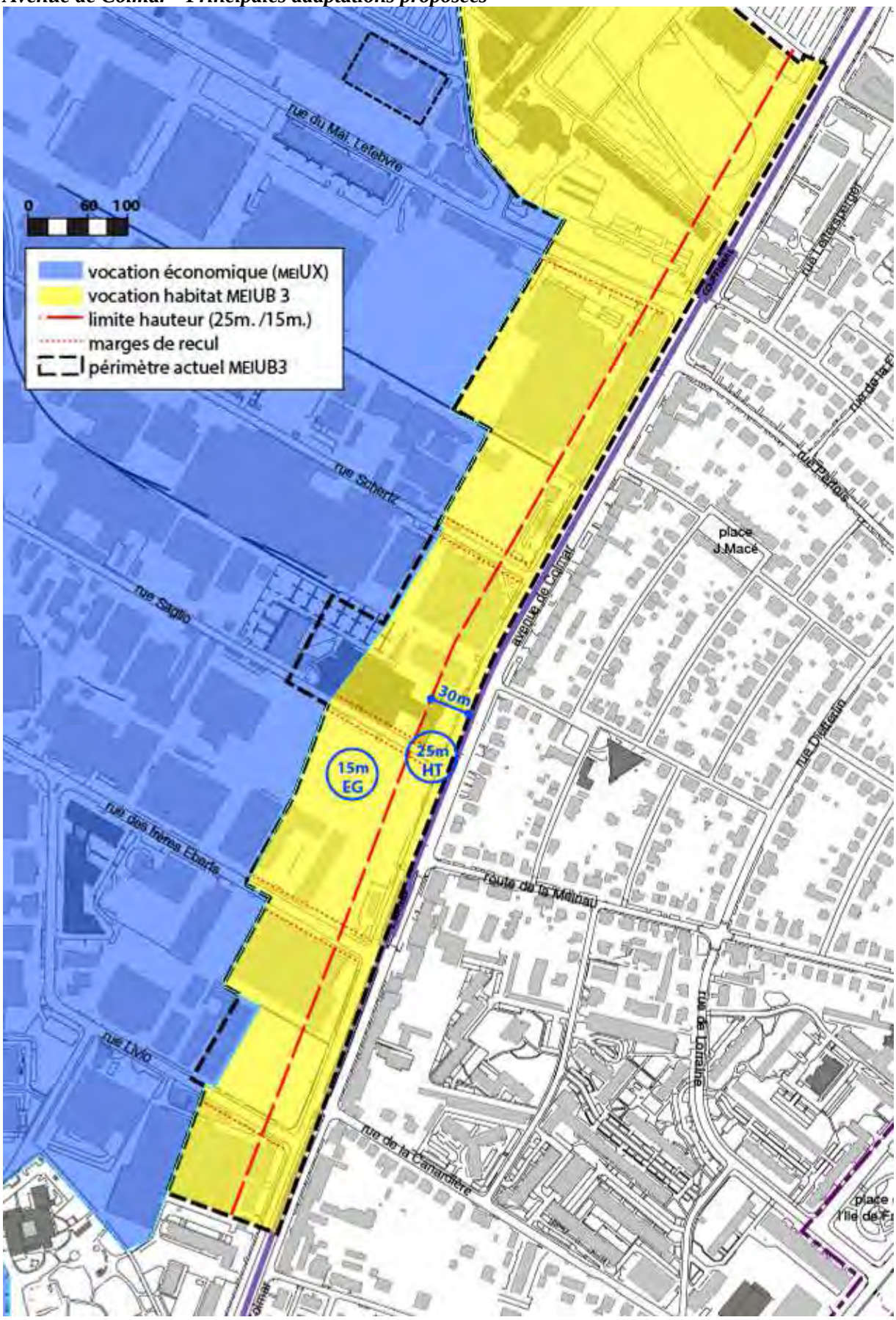
La mixité de fonctions urbaines convient également d'être garantie dans le règlement de la zone MEI UB3 du POS en permettant le développement des activités économiques existantes.

Au regard de l'ensemble de ces constats, il est proposé un ajustement du POS sur le secteur de la Meinau, le long de l'avenue de Colmar, afin de garantir une meilleure articulation urbaine et architecturale avec le tissu existant et les fonctions urbaines présentes et à venir.

Les modifications proposées concernent :

- la limite ouest de la zone MEI UB3 est légèrement modifiée afin de mieux définir la limite entre la zone mixte le long de l'avenue de Colmar et la zone d'activités pour réduire les risques de conflits entre des fonctions différentes ;
- des marges de recul bâti sont inscrites au plan afin de mieux ajuster les implantations bâties le long des rues perpendiculaires à l'avenue de Colmar, garantissant ainsi une meilleure articulation urbaine avec les bâtiments de la zone d'activités ;
- concernant les occupations et utilisations du sol admises, l'article 1 est complété pour autoriser l'extension d'un bâtiment industriel ou d'une activité existante dans la zone.
- la hauteur est limitée à 25 mètres hors tout mais uniquement sur les trente premiers mètres le long de l'avenue de Colmar et ce, sur une proportion de 70% maximum du linéaire de façade de l'avenue de Colmar. Pour les 30% restants, la hauteur maximale des constructions est limitée à 15 mètres à l'égout principal de la toiture. Cette diversité des hauteurs avec un pourcentage maximal pour la hauteur la plus importante répond à la variété de rythme bâti le long de l'avenue ;
- la hauteur maximale bâtie sera limitée à 15 mètres à l'égout principal de la toiture au delà d'une profondeur de trente mètre par rapport à l'avenue de Colmar, afin de préserver une variation des hauteurs bâties dans le quartier et de favoriser une transition urbaine avec la zone d'activités (gabarit voirie, gabarit des bâtiments) ;

Avenue de Colmar - Principales adaptations proposées



7. SUPPRESSION D'UN EMPLACEMENT RESERVE, SECTEUR JESUITENFELD-GANZAU (NEUHOF)

L'association Caritas Alsace dispose, 8 rue des Jésuites dans le quartier de Neuhof, de locaux dédiés à l'accueil, à l'accompagnement social et à l'aide aux personnes en difficultés.

Cette maison d'habitation, propriété du Conseil de Fabrique des paroisses du Neuhof, ne lui permet toutefois pas d'assurer ses activités dans des conditions optimales. L'association travaille aujourd'hui à un projet de relocalisation de son antenne au sein de nouveaux locaux qu'elle souhaite construire rue Antoine Heitzmann.

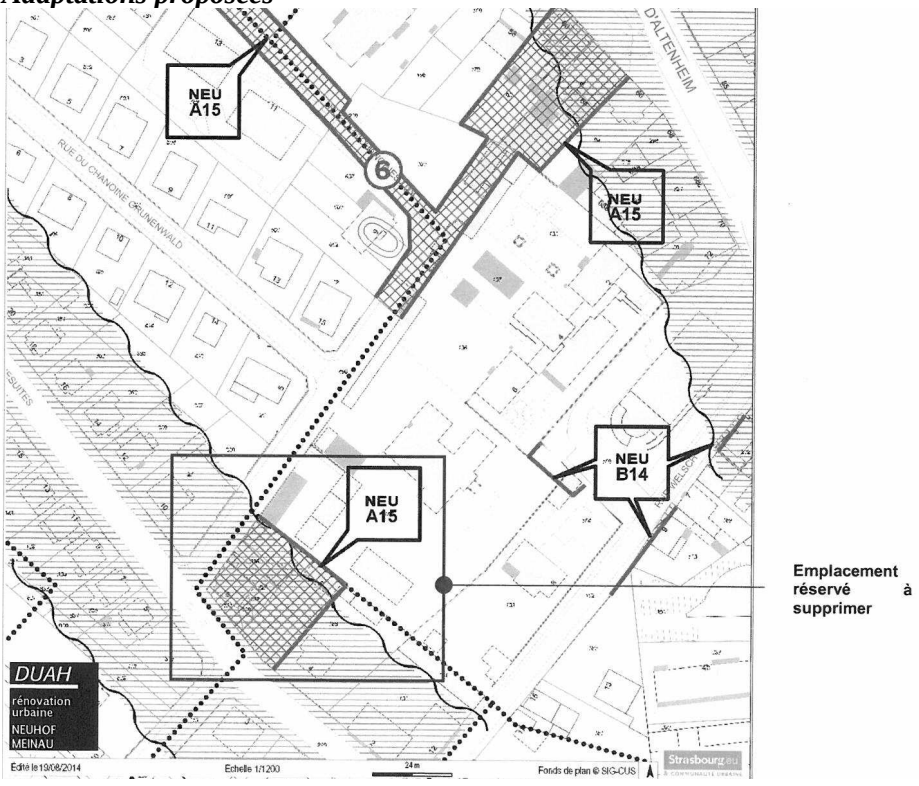
Afin de financer son projet de construction neuve, l'association souhaite, en lien avec le Conseil de Fabrique, vendre les locaux situés 8 rue des Jésuites.

Ces locaux sont grevés par l'emplacement réservé NEU A15, composé de plusieurs parties, inscrit au POS au bénéfice de la CUS depuis 1992, prévoit la réalisation d'espaces publics liés à une extension à long terme du tramway.

Etant donné les hypothèses actuelles de tracé pour le prolongement du tramway dans ce secteur l'emplacement réservé NEU A25 situé au 6 et 8 rue des Jésuites ne présente aujourd'hui plus d'intérêt pour l'aménagement d'un espace public. De ce fait, la collectivité ne procédera à l'acquisition de ce bien.

En revanche, dans la perspective d'un prolongement à moyen ou long terme de la ligne C du tramway, les autres parties de l'emplacement réservé NEU A15 (concernant sa partie plus au nord) pour l'aménagement du carrefour entre la route d'Altenheim et la rue Parallèle (au droit d'une éventuelle station tramway) et la création d'une voirie de raccordement à la rue des Jésuites s'avèrent nécessaires. Par conséquent, cette partie de l'emplacement réservé a vocation à subsister. Seule la partie de l'emplacement réservé situé au 6 et 8 rue des Jésuites pourrait être supprimée.

Adaptations proposées



Par ailleurs, ces terrains situés 6 et 8 rue des Jésuites ne présente pas d'intérêt pour l'extension de l'école Neuhof A et compte-tenu de la valeur estimée du bien (prix évalué à 325 000€ HT), de sa surface et sa configuration, une réhabilitation par un bailleur social a également été écartée.

Enfin, compte-tenu des contraintes budgétaires, l'acquisition du bien par la collectivité pour en constituer une réserve foncière ne semble pas opportune, les coûts d'acquisition, de démolition, et d'entretien du site vacant étant importants.

Ainsi, malgré la présence de l'emplacement réservé, aucune occupation nécessitant l'intervention de la collectivité ne semble justifier l'acquisition du 6 et 8 rue des Jésuites. L'affectation du bien à du logement privé apparait comme étant la vocation la plus pertinente.

Il est donc proposé que l'emplacement réservé NEU A15, soit supprimé partiellement uniquement pour sa partie situé au 6 et 8 rue des Jénuites.

8. RUE DE LA GANZAU : ADAPTATION DU ZONAGE (NEUHOF)

La rue de la Ganzau est composée d'un tissu relativement lâche à vocation résidentielle, principalement classé en zone NEU UB4. Toutefois, la maison d'habitation située au 121 rue de la Ganzau est actuellement classée en zone NEU UX1 au POS de Strasbourg, c'est-à-dire principalement dédiée aux activités.
De ce fait aucune extension à vocation résidentielle n'est possible pour cette maison d'habitation.

Afin de permettre à ses propriétaires de réaliser une extension de leur habitation et de bénéficier des mêmes conditions constructives que les autres pavillons de la rue de la Ganzau, il est proposé de modifier le zonage en adéquation avec l'occupation existante.

Il est ainsi proposé de rattacher une partie de la parcelle dans la zone NEU UB4 voisine.

9. RENOVATION URBAINE, SECTEUR MARSCHALLHOF (NEUHOF)

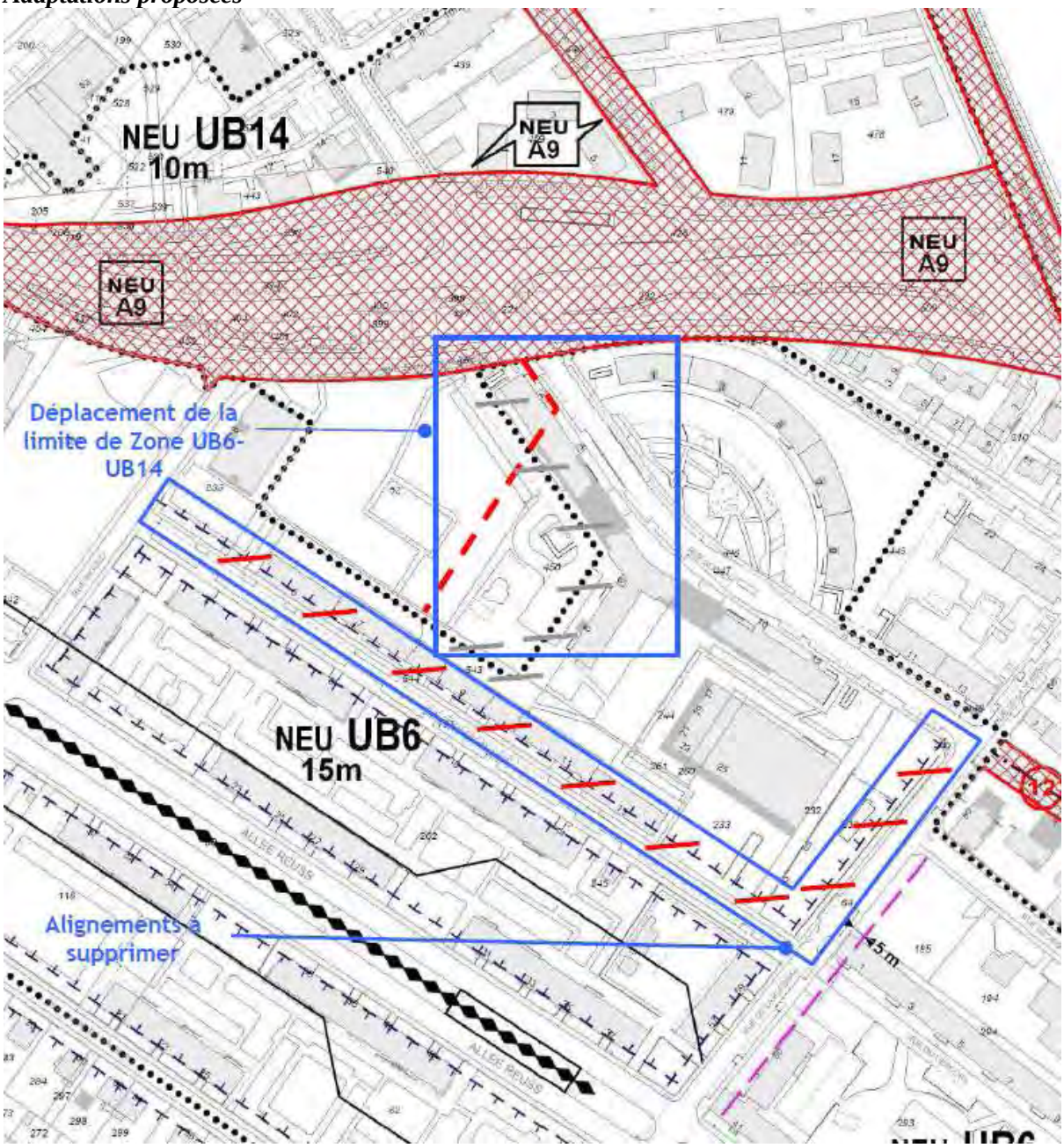
Le secteur Marschallhof fait l'objet d'un projet de renouvellement urbain à part entière, sans intervention de l'ANRU, mené en partenariat entre la Ville, la Métropole, CUS Habitat et la SOMCO et qui porte sur :

- la démolition de 165 logements : immeubles du 13 rue du Marschallhof et du 2 au 12 rue Schach (« Y » en R+8 sur un linéaire d'environ 120 mètres);
- la reconstruction d'environ 110 logements sociaux sur site, intégrée à la reconfiguration complète de l'ilot délimité par les rues Schach, du Marschallhof, Jean-Henri Alberti et de la Klebsau ;

Avec l'objectif d'une densité maîtrisée et de création de formes urbaines différentes, dans de petites et moyennes unités résidentielles, le projet de reconstruction ne mobilisera pas uniquement l'emprise actuelle de l'immeuble, mais toute sa parcelle d'assise (parcelle n°450).

Or la limite de la zone NEU UB6, inscrite actuellement au plan de zonage du POS, couvre la majeure partie de l'îlot du Marschallhof. Elle suit au plus près l'implantation de l'immeuble du 2-12 rue Schach, dont la démolition est en cours, et forme ainsi au sein de l'ilot du Marschallhof une enclave classée en zone NEU UB14. Pour la cohérence du projet de renouvellement urbain, il est nécessaire d'harmoniser le règlement qui s'appliquera sur l'assiette foncière du projet de reconstruction.

Adaptations proposées



Le classement en zone voisine NEU UB14 limite la hauteur des bâtiments à trois niveaux complets (10 mètres à l'égout des toitures, R+2). Il correspond plutôt au Cours de la forêt plus au Nord, où ont été recherchées des formes d'habitat peu denses, intermédiaires voire individuelles. Le secteur du Marschallhof dans lequel devra s'intégrer le projet de reconstruction est caractérisé par des hauteurs plus importantes du bâti existant (R+4 le plus souvent, et jusqu'à R+8 pour l'immeuble du 1-8 rue Schach, dite la « demi-lune »).

Le classement en zone NEU UB6 (hauteur de 15 mètres, R+4 maximum) de l'ensemble de l'emprise du projet urbain donnera les marges de manœuvre et la cohérence nécessaires pour que le projet s'intègre à son environnement.

Il est ainsi proposé d'élargir le périmètre de la zone NEU UB6 jusqu'à la limite de l'espace d'animation « plaine Mermoz », qui restera non construit, afin de permettre la variation des formes et des hauteurs et de favoriser la qualité du projet de reconstruction sur site.

Il subsiste par ailleurs des alignements historiques imposant des reculs de construction par rapport au domaine public le long de la rue du Marschallhof et de la rue de la Klebsau. Ils correspondent à l'organisation du patrimoine très homogène existant autour de l'allée Reuss plus au Sud, mais sont sans rapport avec le bâti existant côté impair rue du Marschallhof et avec le reste du secteur du Marschallhof plus au Nord.

Il est donc proposé de supprimer ces lignes de construction, afin de ne pas contraindre inutilement le projet architectural de reconstruction.

10. OPERATION MIXTE ACTIVITES/LOGEMENTS, SECTEUR KIBITZENAU-POLYGONE (NEUHOF)

Les parcelles IX 406, 407 et 408, situées à la jonction du parc d'activités artisanales Jules Védrines et du secteur mixte de logements et d'activités Kibitzenau sont actuellement classées en zone NEU UX3. L'assiette foncière constituée par ces parcelles, propriétés de la Ville de Strasbourg, est destinée notamment à accueillir prioritairement une activité de restauration, qui fait aujourd'hui défaut sur ce nouveau secteur d'activités représentant près de 1 000 emplois et où il existe une forte demande pour un tel service.

Le projet initial a été travaillé sur la base d'un programme associant un rez-de-chaussée commercial pour le restaurant à des bureaux d'activités sur deux étages, autorisés par le règlement de la zone NEU UX3, qui ne permet pas en revanche l'intégration de logements. Compte tenu de l'offre importante d'immobilier de bureaux dans l'agglomération et de l'enjeu d'urbaniser à court ou moyen terme le terrain concerné, une modification du POS autorisant une opération mixte comprenant des locaux d'activités et de logements est envisagée.

Alors que l'intégralité des terrains du secteur est aujourd'hui urbanisée ou concernée par des projets consolidés, celui-ci est en friche depuis plusieurs années et concentre des difficultés de gestion : dépôts sauvages de déchets, etc.

Il s'agit pourtant d'un site d'intérêt majeur, à proximité directe de l'arrêt de tramway « Kibitzenau » et faisant le lien entre le secteur du Polygone, le linéaire de copropriété dégradées le long de l'avenue du Neuhof et les nouvelles réalisations du secteur Kibitzenau au Nord.

Un nouveau programme de logements privés en complément d'un rez-de-chaussée d'activités donnant rue Paul Dopff est donc privilégié aujourd'hui, pour améliorer la qualité d'ensemble du projet et permettre l'urbanisation de ce terrain :

- ce terrain se prête en effet particulièrement à l'intégration de logements, pour répondre à l'objectif de diversification de l'habitat, dans le prolongement de l'opération d'initiative privée de 40 logements livrée à proximité immédiate, en 2013, au 4 rue de Châteauroux ;
- en termes de qualité urbaine, les architectes conseils ont aussi confirmé au cours des études menées, la vocation de « point haut » de ce terrain dans l'épannelage du secteur et l'intérêt de réaliser un bâtiment à l'échelle des constructions de logement voisines, pour marquer et compléter le carrefour urbain Kibitzenau ;
- offrir une plus grande constructibilité de la parcelle, via la hauteur maximum autorisée, permettra aussi d'assurer l'équilibre économique de l'opération.

Afin de permettre l'engagement de ce projet, il est donc proposé d'étendre la zone mixte voisine NEU UB13, en portant la hauteur maximale à 15 mètres, sur les parcelles IX 406, 407 et 408, ainsi que sur l'espace vert de la place Adrienne Bolland, qui n'a pas vocation à être construit.

Le terrain situé à l'arrière et donnant sur la rue Jules Védrines reste destiné à l'activité économique, en prévision de l'extension du garage voisin envisagée par l'entreprise à moyen terme.

11. PROJET DE RESTRUCTURATION, EXTENSION ET MISE EN SECURITE DU GROUPE SCOLAIRE DU SCHLUTHFELD (NEUDORF)

L'évolution démographique du quartier de Neudorf, liée aux opérations immobilières de logements, se traduira dans les prochaines années par un accroissement de la population scolaire du secteur du groupe scolaire du Schluthfeld. Les opérations identifiées dans ce quartier permettent d'établir qu'il faudra augmenter le nombre des salles de classe en maternelle et en élémentaire dans les prochaines années. Ainsi, deux salles de classe complémentaires seront à prévoir en maternelle et trois salles de classe complémentaires seront à prévoir en élémentaire pour le groupe scolaire du Schluthfeld.

Le projet d'extension s'inscrit également dans un plan général de remise à niveau du parc scolaire, dont l'objectif est de mettre en place un outil pédagogique de même performance pour toute école située sur le territoire de la Ville de Strasbourg.
La configuration du bâtiment actuel et le nombre limité de locaux engendrent des usages mutualisés contraints et inopportuns, restreignant ainsi la diversité habituelle des activités pédagogiques.

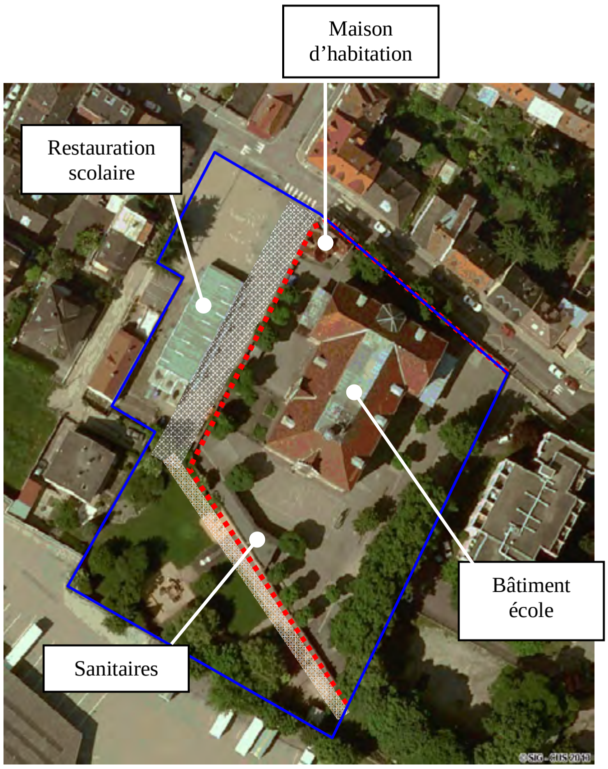
Enfin, dans le cadre de sa politique sociale, la Ville de Strasbourg a décidé d'augmenter sensiblement la capacité d'accueil des enfants en restauration scolaire afin de garantir au moins un repas équilibré par jour à chaque enfant. Cette nouvelle restauration devra être en mesure de servir 513 repas par jour. Actuellement, l'équipement de restauration scolaire du Schluthfeld est installé dans un bâtiment préfabriqué temporaire en bordure du bâtiment actuel « hors les murs », qui n'est pas en capacité de répondre à cet objectif et le sera d'autant moins après augmentation de l'effectif du groupe scolaire.

Un recensement des besoins en matière d'améliorations fonctionnelles mené par la Direction de l'enfance et de l'éducation de la collectivité a permis d'établir un programme d'actions à mener sur le groupe scolaire du Schluthfeld.

<table>
<tr><td>école maternelle
Créer 2 salles de classe supplémentaires pour arriver à 7 classes.
Créer une salle d'accueil d'enseignement adapté
Créer une salle des maîtres
Créer des locaux ATSEM / tisanerie
Créer des salles d'activités (accueil périscolaire)
Créer une cuisine pédagogique
Créer une lingerie / buanderie
Augmenter l'offre de salle de repos en fonction des effectifs
Créer une bibliothèque centre de documentation (BCD) permettant l'accueil d'une classe entière et l'installation de postes informatiques
Restructurer les sanitaires
Créer des rangements pédagogiques</td><td>école élémentaire
Créer 3 salles de classes supplémentaires pour arriver à 10 classes
Créer deux salles d'activités spécifiques (sciences et cuisine pédagogique, arts plastiques)
Créer une nouvelle salle d'évolution avec vestiaires et sanitaires. Cette salle est d'autant plus nécessaire que le groupe scolaire accueille de nombreuses activités physiques associatives hors créneaux horaires scolaires
Créer une salle informatique permettant l'accueil d'une classe entière
Rénover et compléter les blocs sanitaires
Créer des rangements pédagogiques</td></tr>
<tr><td colspan="2">ensemble du groupe scolaire
Restructurer les accès et les cours et créer un accès « pompiers » règlementaire
Revoir et compléter la clôture
Créer un restaurant scolaire en remplacement des bâtiments modulaires
Créer une salle polyvalente
Créer un bureau pour le responsable du périscolaire
Créer un local pour les produits d'entretien. Créer des locaux ménage
Restructurer les locaux du RASED et du cabinet médical
Créer des préaux. Créer des abris vélos
Créer un logement pour le responsable technique (concierge)
Créer un abri-conteneurs et un enclos déchets verts…</td></tr>
</table>

Situation





La réalisation de ce programme nécessitera la création d'environ 1700 m² de superficie utile complémentaire, ce qui équivaut à plus du doublement de la surface du bâtiment actuel.
Le groupe scolaire du Schluthfeld, édifié à la fin du 19ème siècle, est implanté à la limite sud-ouest du quartier du Neudorf, dans un tissu urbain dense aux rues étroites.

Le terrain du groupe scolaire est aujourd'hui relativement enclavé. Son accès se fait exclusivement depuis la rue de St Dié sur la face nord de la parcelle. Le terrain est cerné au sud par le site des entrepôts d'affrètement HEPPNER. Exception faite de l'angle nord-ouest, les limites mitoyennes latérales donnent sur des propriétés privées. Le bâtiment principal est implanté au cœur de ce qui fut le terrain d'origine affecté à l'école. Ce terrain est cerné sur ses cotés nord, ouest et sud par un mur de clôture en maçonnerie ouvragée, datant de la construction de l'école et qui fait l'objet d'une protection inscrite au plan de zonage du POS sur les limites nord et ouest. Ce mur séparait donc à l'origine l'espace de l'école de l'espace public. La maison d'habitation marque ce qui était l'angle nord-ouest de la rue de St Dié avec une rue qui lui était perpendiculaire et qui longeait l'école sur sa limite ouest.

Le trottoir, le caniveau et le revêtement de chaussée de cette rue sont encore visibles. Aujourd'hui, avec l'intégration à la parcelle du groupe scolaire du terrain s'étendant entre l'école et la rue du Charron, cette construction perd sa fonction de bâtiment d'angle de rue. Par ailleurs, un bâtiment longiligne en rez-de-chaussée abritant les sanitaires des garçons s'appuie sur la face intérieure du mur de clôture sud. Les cours de récréation de l'école élémentaire se développent en façades Sud et Est du bâtiment principal. Au sud, au delà du mur de clôture originel se développe un espace d'agrément arboré (anciens jardins familiaux) qui tient lieu de cour d'école maternelle.
Un bâtiment modulaire préfabriqué abrite la restauration scolaire sur la partie ouest du terrain affecté à l'opération.

Les potentialités d'implantation d'une extension sont limitées, d'une part par les contraintes règlementaires du POS et, d'autre part, par l'ampleur des superficies à créer.
Seule une implantation d'un bâtiment en extension dans l'axe longitudinal et au sud du bâtiment historique est envisageable.

L'importance des surfaces à créer pour répondre au programme va nécessiter la construction d'un bâtiment en R+2, dont les hauteurs se baseront sur le bâtiment historique, si l'on veut aligner les planchers entre le bâtiment existant et son extension.
Le terrain est actuellement classé en zones NDR UB2 et NDR UB3 au POS de Strasbourg. Le terrain est également concerné par deux emplacements réservés inscrits au plan de zonage :

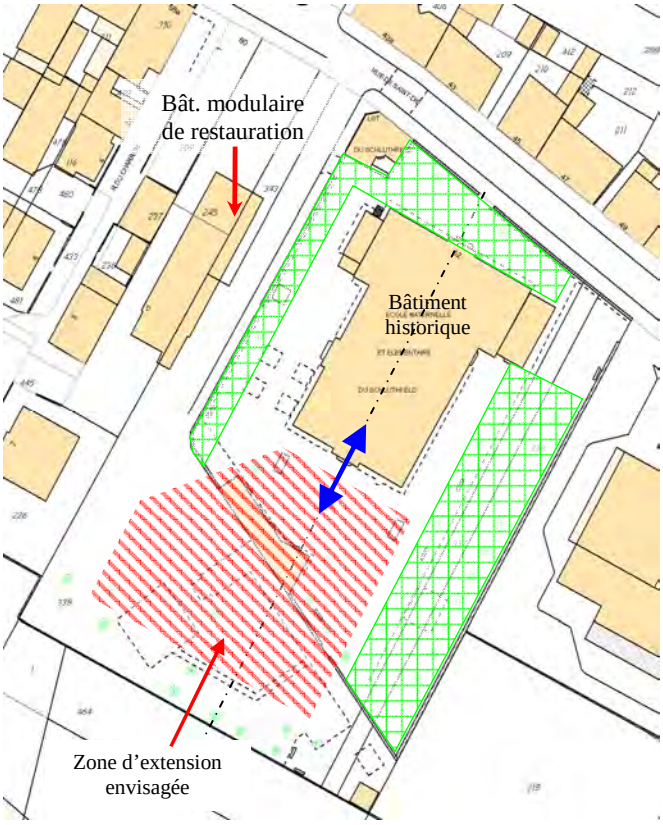
- Emplacement réservé NDR C1 pour la création d'une placette publique et la réalisation d'équipements scolaires.
- Emplacement réservé NDR B4 qui prévoit l'élargissement de la rue du Charron à 6 mètres d'emprise.

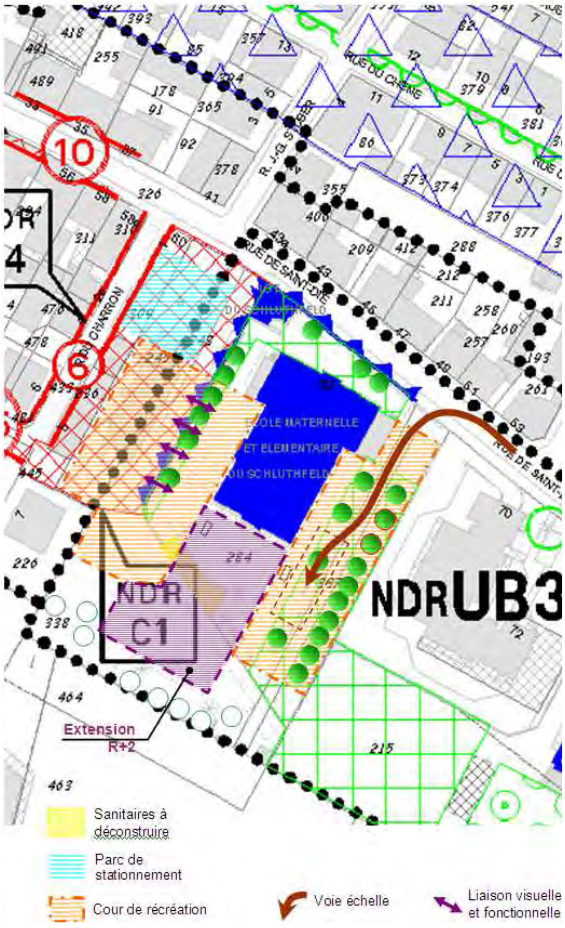
Par rapport au règlement du POS en vigueur, le projet respectera l'emprise au sol autorisée des bâtiments et les espaces libres et plantés couvriront au moins 20 % de la superficie du terrain

Concernant la hauteur maximale des constructions autorisées, il est proposé de ne pas la réglementer pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, afin que le projet puisse s'insérer au mieux au bâtiment existant notamment par la possibilité d'alignement des planchers entre l'existant et l'extension, mais également pour permettre une exploitation plus rationnelle du futur complexe scolaire.

Concernant le stationnement, il s'effectue actuellement sur la parcelle devant le bâtiment de restauration scolaire. Le maintien de ce parc de stationnement de neuf places permettra le respect des obligations réglementaires. Cet espace sera intégré au domaine privé du groupe scolaire.

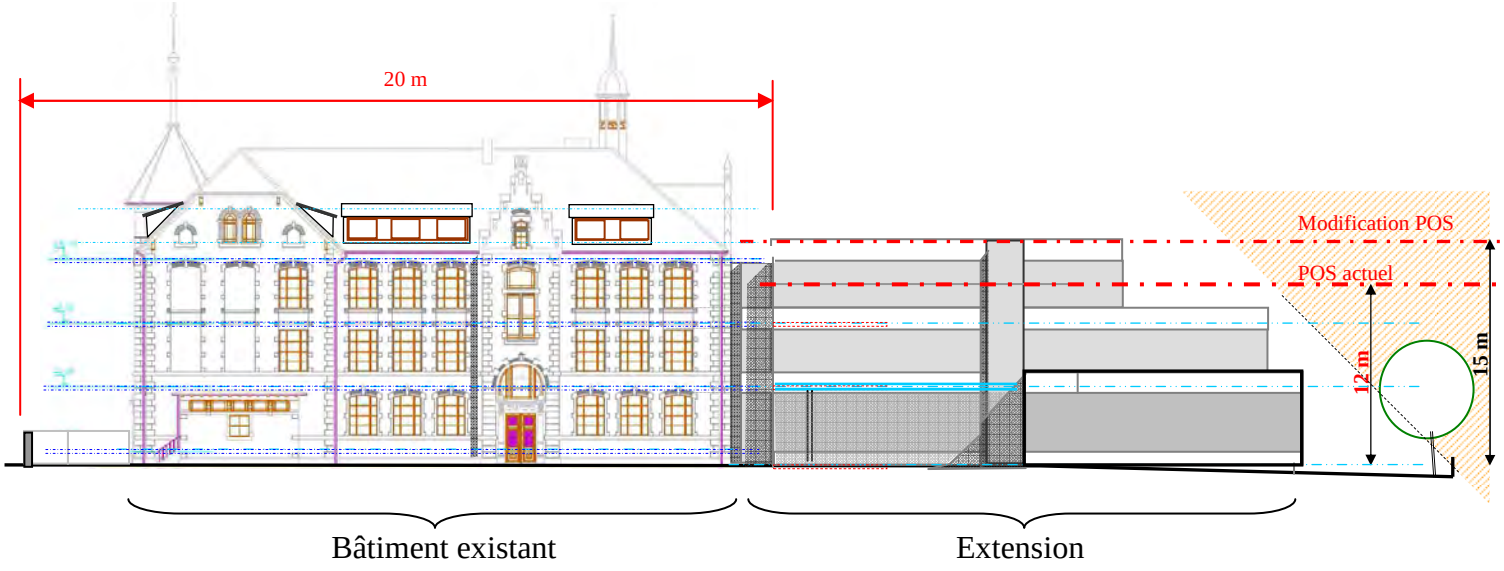
Eléments de projet





Les surfaces libres de construction étant réduites par le projet d'extension, il est proposé de réduire la protection de la partie arrière du mur ouest (au-delà de la placette de stationnement). L'objectif est d'améliorer la porosité visuelle de ce mur, pour permettre la création d'une cour de récréation continue de ce coté du bâtiment. La demande d'une intervention sur le mur opaque pour trouver une plus grande transparence ainsi que du maintien a minima d'une trace lisible de cette portion de mur seront inscrites au programme architectural du projet d'extension.

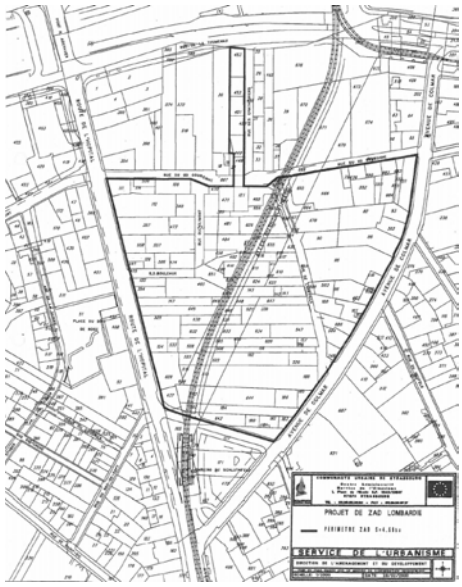
Un « espace boisé classé à conserver ou à créer » est inscrit au plan de zonage cotés nord, est et ouest du bâtiment actuel de l'école. Le projet d'extension n'affectera pas cette protection.



12. INTEGRATION DU SECTEUR ZAD DE L'ILOT LOMBARDIE DANS LE POS DE NEUDORF-MUSAU (NDR)

La zone d'aménagement différé (ZAD) de l'îlot de Lombardie située dans le quartier de Neudorf a été approuvée le 16 juin 2000. Sa superficie est de 4.6 ha et ses limites sont les suivantes :

- au Nord, la route du Grand Couronné et la rue des Châtaigniers ;
- à l'Ouest, la route de l'hôpital ;
- à l'Est l'avenue de Colmar ;
- et au Sud le parking du Schluthfeld.



Une ZAD est opposable pour une durée limitée. La ZAD de l'ilot Lombardie est arrivée à échéance en juin 2014. De ce fait, il est donc proposé d'intégrer l'îlot de Lombardie, initialement couvert par la ZAD, au POS de Strasbourg.

La proposition de règlement graphique et écrit préfigure celle définie dans le futur PLU métropolitain, à savoir :

- une zone centrale créée (NDR UB 52) ;
- les parties adjacentes à l'avenue de Colmar et la route de l'Hôpital intégrées au zonage voisin du POS (zones NDR UB 5 et NDR UB 3) ;
- inscription d'un « espace planté à conserver ou à créer » au plan de zonage, le long de la piste cyclable-piétonne et concernée actuellement par un jardin partagé.

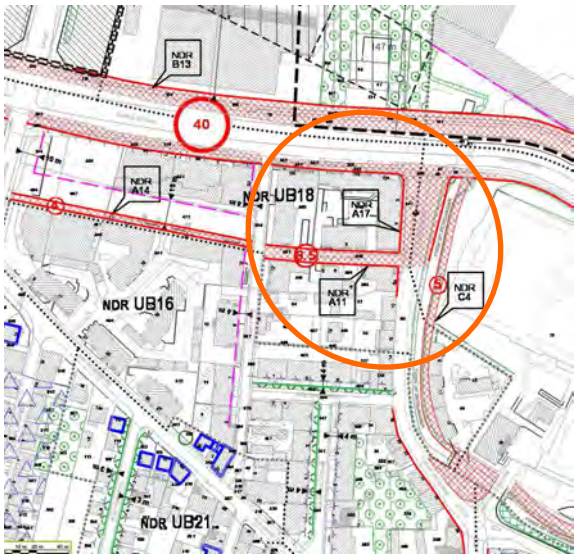
L'intégration de l'ilot de Lombardie dans le POS de Strasbourg est également l'occasion d'instaurer le droit de préemption urbain simple, supprimé de fait par la caducité de la ZAD.

13. RECTIFICATION D'ERREUR MATERIELLE MINEURE (NEUDORF)

L'emplacement réservé NDR A17 a été mis en œuvre. De ce fait, il a été supprimé dans le cadre d'une procédure antérieure. Toutefois, s'il est noté supprimé dans la liste des emplacements réservés, il figure néanmoins encore au plan de zonage du POS de Strasbourg.

La présente modification est l'occasion de régulariser cette erreur matérielle mineure en le supprimant également du plan de zonage.





14. PROJET ECOCITE « ILOT DEMONSTRATEUR BOIS » (PORT)

A la suite de l'appel à projets « EcoCités » lancé en 2008, le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (MEEDDM) a sélectionné en novembre 2009 treize « EcoCités » dont plus particulièrement le projet « EcoCité » de Strasbourg, sous l'intitulé « Strasbourg, métropole des Deux-Rives ».

Le projet de l'écocité strasbourgeoise a pour objectif d'établir les fondements d'une métropole durable, solidaire, attractive, ouverte sur le Rhin et sur l'Europe, la « métropole des Deux-Rives ». Il traduit une politique de développement urbain qui préserve et valorise les ressources naturelles exceptionnelles de son territoire, et qui rompt avec l'étalement au profit du renouvellement urbain permanent de ses espaces construits.

La mise en œuvre du projet proposé s'appuie sur 24 projets qui sont emblématiques des valeurs et des principes de l'écocité. Ils s'inscrivent dans les trois trames (les trames verte, bleue et des transports en commun), qui définissent l'aire métropolitaine et structurent le projet « Strasbourg, métropole des Deux-Rives ». Les projets sont répartis sur le territoire de la Métropole et sur le territoire de la Ville de Kehl.

Parmi ces 24 projets figure le projet d'un « îlot démonstrateur à dominante bois » situé au Port du Rhin, sur un terrain délimité au Nord par l'avenue du Pont de l'Europe et à l'Est par la rue des Cavaliers et la place de l'Hippodrome, à proximité du Jardin des deux Rives.

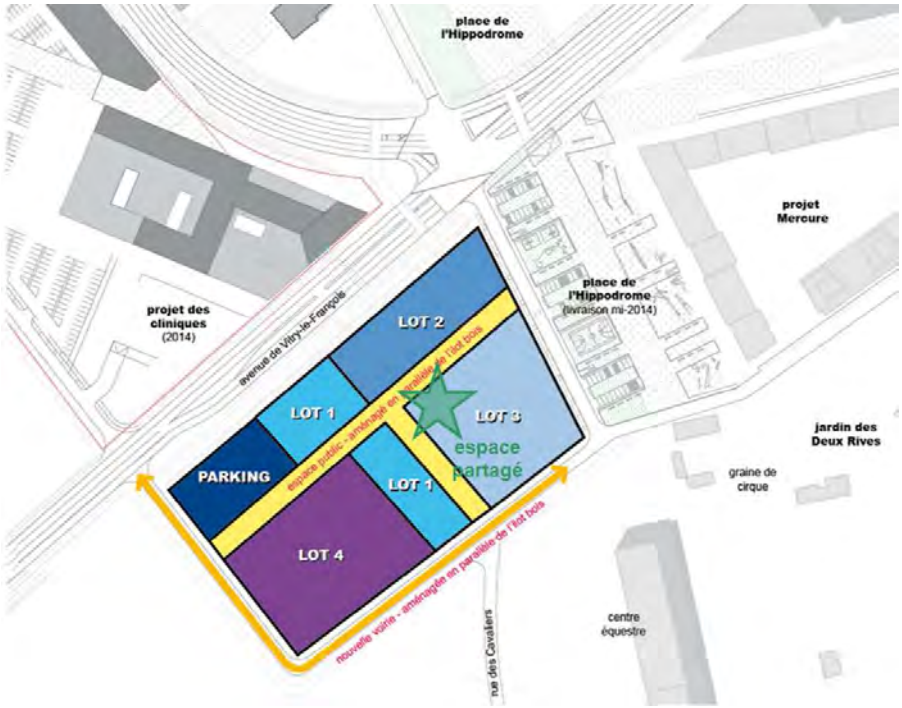
Ce projet innovant vise plusieurs objectifs, à savoir limiter les émissions de carbone, lutter contre le changement climatique et utiliser la ressource forestière alsacienne, gisement naturel à valoriser.

En effet, à Strasbourg plus qu'ailleurs, il est opportun de multiplier les différentes formes de valorisation de la ressource renouvelable qu'est le bois. Or, l'usage du bois comme matériau de construction est intéressant à plus d'un titre puisqu'il permet de concilier des avantages économiques et environnementaux en :

- prolongeant sa vie en tant que « puit carbone », quand les matériaux « non bio sourcés » ont un impact environnemental néfaste ;
- tirer parti d'une source renouvelable locale bénéficiant aux filières de proximité.

Suite aux dernières études de définition, le projet porte finalement sur un îlot de six lots comprenant environ 30.000 m² de surface de plancher au total, soit près de 400 logements, dans des bâtiments allant du R+5 au R+10.

Le POS a déjà fait l'objet de modification pour permettre la réalisation de ce projet. Toutefois, la conception des premiers immeubles et l'intégration des dispositifs techniques de type panneaux photovoltaïques en toiture nécessite d'augmenter les gabarits constructibles à 40 mètres pour le bâtiment le plus élevé de l'îlot.
Afin de permettre la réalisation de ce projet, il est proposé d'adapter le plan de zonage et le règlement du POS de Strasbourg, en créant une nouvelle zone spécifique à l'ilot Bois (zone POR UB7) au détriment des zones POR UB1 et POR UB3. La hauteur hors tout maximale des bâtiments y sera limitée à 40 mètres et l'emprise au sol des constructions non réglementée.



15. **PROJET DE REALISATION DE LA CLINIQUE RHENA (PORT)**

Le regroupement des cliniques Adassa et Diaconat est né d'un projet initié en 2010, de consolider leurs offres de soins en un lieu unique. La clinique Sainte-Odile a rejoint en 2011 ce groupement. L'association Rhéna a été créée en 2014.

A l'horizon 2017, une nouvelle clinique issue du regroupement des établissements précités sera mise en service dans le quartier du Port-du-Rhin et, simultanément, les trois structures « historiques » disparaîtront.

Cette nouvelle clinique regroupera plus d'un millier de professionnels de santé et constituera un atout important pour le développement de Strasbourg vers l'Est, la réhabilitation du quartier du Port du Rhin et l'ouverture à terme de l'offre de soins vers l'Allemagne, conformément aux objectifs de l'Eurodistrict. Cette nouvelle clinique proposera une offre de soins étendue en Médecine, Chirurgie, Obstétrique, et Urgences en disposant notamment de 373 lits et places, de 23 salles d'opération et 7 salles d'accouchement. 150 000 patients y seront accueillis chaque année.

Projet de la clinique Rhéna



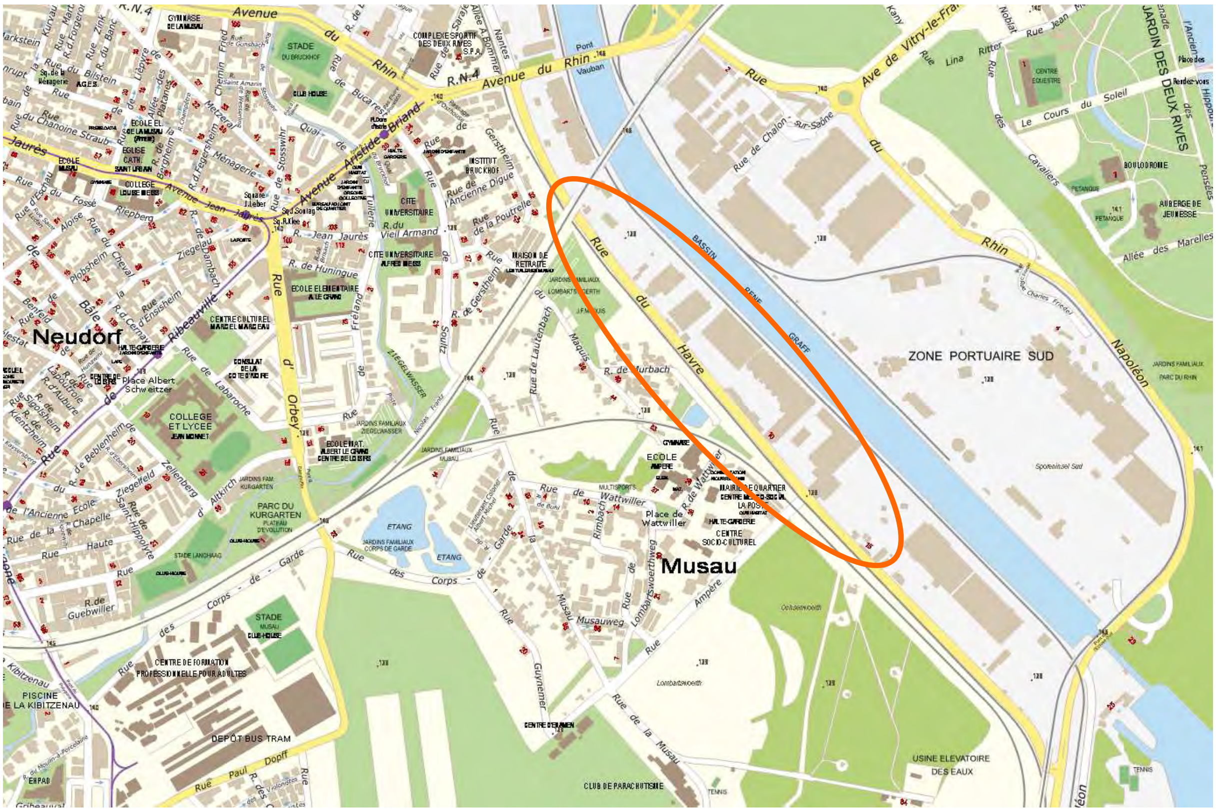
Pour garantir son bon fonctionnement, il est nécessaire de prévoir la création de 4 accès routiers au site de la clinique (1 accès pour la zone logistique, 1 accès pour les urgences et 2 accès pour le parking public et les ambulances.

Or, l'article 3 UB du règlement du POS de Strasbourg stipule que les terrains ne doivent pas disposer de plus de deux accès carrossables sur la voie qui assure leur desserte.
Dans un objectif de sécurité publique, cette règle vise à limiter le nombre d'accès directs sur voirie, essentiellement pour les projets à vocation de logements, de bureaux et de commerces.

Afin de permettre la réalisation du projet de clinique, il est proposé de modifier l'article 3 UB du règlement du POS de Strasbourg en excluant les services publics ou d'intérêt collectif du dispositif

16. CREATION D'UNE ZONE D'ACTIVITES, RUE DU HAVRE (PORT)

Avant la reprise des infrastructures ferroviaires par le Port Autonome de Strasbourg (PAS) en 2011, le réseau de voies ferrées situé le long de la rue du Havre appartenait à la SNCF. Pendant plusieurs décennies cette dernière y stockait des wagons-plateaux devenus progressivement obsolètes et donnant au site une image de "cimetière à wagons". Aujourd'hui ce site est complètement vide et les voies ferrées ont été démontées, notamment pour permettre la pose des « canalisations vapeur » permettant de connecter la future centrale biomasse (près de l'hôtel des forges-rue du Rhin Napoléon) à la SETE (route du Petit Rhin), pour le chauffage urbain.



Dans le cadre de la valorisation de l'espace portuaire, le PAS a mené une réflexion sur le devenir de ce site. Les conclusions sont les suivantes :

- Du point de vue des infrastructures de dessertes :
  Le site ne présente plus d'intérêt pour les infrastructures ferroviaires, car les voies sont vétustes et nécessiterait donc un investissement lourd. De plus, ces voies sont situées en bout de réseau, ce qui implique un temps d'accès important et sans desserte possible d'usagers. Le seul usage ferroviaire aurait pu consister en du stationnement longue durée. Cette option n'est pas pertinente au regard des investissements nécessaires à la restructuration des voies, ni intéressante en terme d'image pour le PAS au regard du développement urbain à proximité. Le PAS envisage donc l'abandon d'une quelconque activité ferroviaire sur ce site.
  De plus, le site a été identifié comme pouvant accueillir un tracé de piste cyclable permettant la desserte cyclable du port Sud depuis le secteur Aristide Briand/Citadelle. L'accessibilité au site serait assurée par la création d'une contre-allée permettant de limiter les entrées-sorties sur la rue du Havre et ainsi sécuriser les parcours.

- Du point de vue urbain :
  L'espace occupé jusque-là par les wagons de la SNCF faisait une interface entre le flux routier de la rue du Havre et le quartier de la Musau à dominante pavillonnaire.

La disparition des wagons et de voies ferrées génère des interrogations légitimes parmi les riverains sur le devenir du site : logistique, nuisances …
La géométrie du site est très en longueur : plus de 500 m de long et moins de 36 m de large. Cette configuration ne permet pas d'envisager l'implantation de bâtiments de grandes capacités, de types logistiques ou industriels.

Le développement d'un programme immobilier de locaux destinées aux PME/PMI est envisagé par le PAS permettant ainsi de:
- requalifier la rue du Havre, aujourd'hui peu accueillante, par la réalisation d'un front bâti ;
- assurer une interface entre habitat et flux routier ;
- créer une perméabilité piéton/cycles entre le quartier pavillonnaire et la piste cyclable qui sera réalisée le long de la rue du Havre ;
- offrir des possibilités d'accueil pour des activités artisanales dans un contexte de pénurie foncière sur le territoire de l'Eurométropole.

Les locaux envisagés sur le site seront en général composés d'un petit hall et de bureaux en mezzanine. Ils s'adressent à une clientèle d'artisans, d'entreprises de services ou de petites productions.
Ce type de locaux, non présents actuellement sur la zone portuaire et dans ce secteur de l'agglomération, permettrait d'élargir la gamme de produits immobiliers du port tout en valorisant son image et celle de la rue du Havre.
Ce projet se composerait ainsi d'un ensemble de bâtiments de taille modeste, majoritairement dédié à l'activité (hall + bureaux) et, en fonction de l'attractivité de l'opération et des conditions du marché, de quelques bâtiments de même volumétrie pour des bureaux. L'emprise au sol serait à fixer à 6000 m² environ et la hauteur maximale des bâtiments à 8 mètres hors tout.
Les constructions envisagées permettaient ainsi d'assurer une transition, efficace et ne générant pas de nuisances, entre le quartier pavillonnaire et la zone portuaire.

Typologie de constructions envisagées – exemples illustratifs





Services

Activités





Principes d'organisation



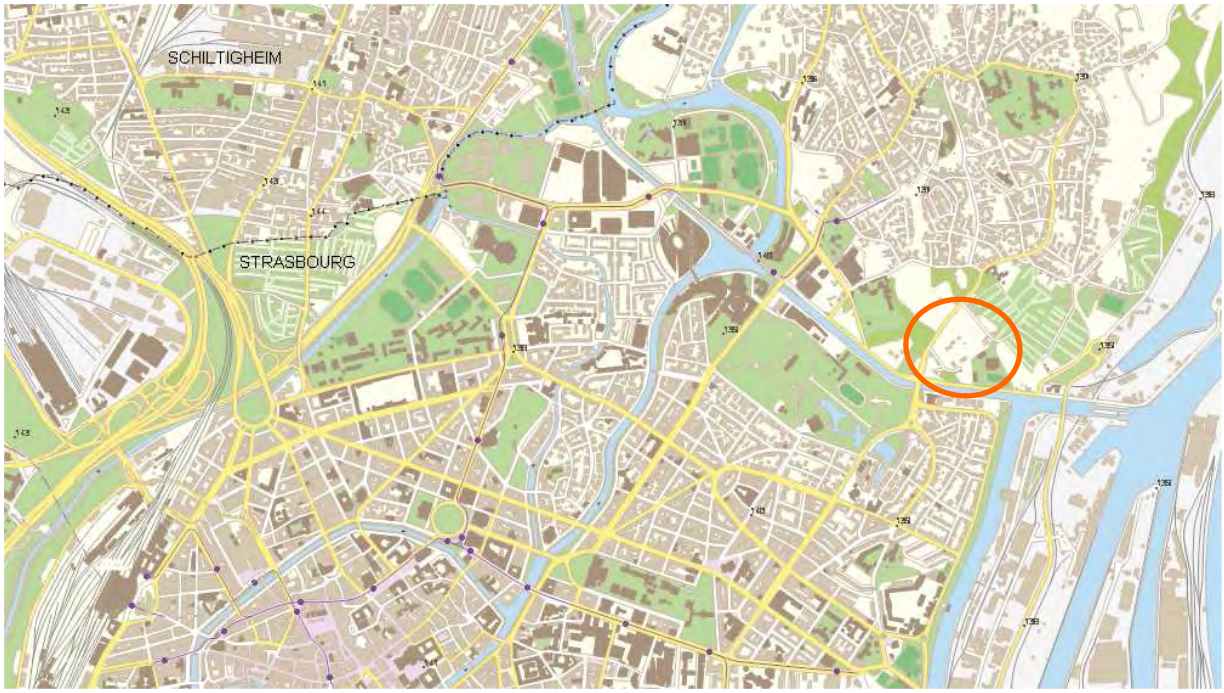
Il est également à noter que l'emprise constituée par le recul en fond de parcelle (côté zone pavillonnaire) serait majoritairement végétalisée, afin d'une part de renforcer la transition entre activités et habitats (relation Est-Ouest) et d'autre part de favoriser les relations Nord-Sud d'un point de vue de la faune.

Afin de permettre la reconversion du secteur, il est proposé de modifier le POS de Strasbourg par :
- la création d'une zone POR UX9, au détriment de la zone ferroviaire POR UF, dans laquelle :
  - hormis les activités industrielles et artisanales, seront autorisés les commerces et services, la restauration.
  - la hauteur maximale des constructions est fixée à 8 mètres hors tout ;
  - l'emprise au sol maximale des constructions est fixée à 75% ;
  - 15 % de la superficie du terrain seront réservés à des aménagements paysagers ;
  - Les constructions pourront s'implanter entre l'alignement de la voie et un recul maximum de 5 mètres.
- l'inscription d'un « espace planté à conserver ou à créer » à l'Ouest de la zone, pour garantir la transition avec le quartier pavillonnaire voisin ;
- la suppression de la marge de recul le long de l'ancien faisceau ferré, côté quartier pavillonnaire ;
- l'inscription de deux tracés de principes (au Nord et au centre de la zone), pour créer des liaisons piétons-cycles, et profiter de cette opération pour mieux relier le quartier de la Musau à la rue du Havre.

17. PROJET D'EXTENSION DES BATIMENTS DE L'ILL TENNIS CLUB (ROB)

Le site tennistique de l'Ill Tennis Club situé 15 rue de la fourmi, quartier de la Robertsau à Strasbourg, comprend un hall abritant trois courts de tennis couverts, un bâtiment de services avec club house, cuisine, vestiaires et bureau accolé au hall ainsi que six courts de tennis extérieurs en terre battue.

Localisation



Le projet prévoit la construction d'un hall supplémentaire avec trois courts couverts, l'extension du bâtiment de services, la démolition du court extérieur situé au Nord de la parcelle et l'aménagement d'un nouveau court extérieur.

Ce nouveau court extérieur, initialement prévu sur le terrain à l'Ouest des terrains existants, réduirait l'espace aujourd'hui affecté aux membres de l'association de gymnastique voisine « La Concorde » et rendrait impossible certaines activités pratiquées en extérieur

Projet d'extension de l'Ill Tennis Club



Il est donc envisagé d'implanter ce nouveau court à l'Est des courts existants, pour libérer l'espace devant le bâtiment « La Concorde », tout en conservant le regroupement de l'ensemble des courts extérieurs sur un même espace continu.

Il est ainsi proposé de réduire l'emplacement réservé ROB A1 au profit de l'emplacement réservé ROB C27 qui sera étendu et dont la destination sera complétée par « installations sportives ».

18. ARTICLE 9 : EMPRISE AU SOL

L'article 9 du règlement écrit du POS de Strasbourg relatif à l'emprise au sol, applicable aux zones UA, UB, UC et UD, pose régulièrement des problèmes d'interprétation à l'occasion de l'instruction des autorisations d'urbanisme.
Cette difficulté de lecture a encore été accentuée depuis que l'article R.420-1 du code de l'urbanisme, donne une définition de l'emprise au sol, utilisée notamment pour préciser le champ d'application des autorisations d'urbanisme.
Ainsi, au regard de la pratique qui en est faite, une précision mérite d'être apportée à la disposition qui autorise une augmentation de l'emprise au sol pour les constructions d'une hauteur hors tout inférieure ou égale à 3.50 m. L'objectif de cette disposition est de permettre une meilleure densité bâtie dans les secteurs où cette densité est la plus faible lorsque les conditions de hauteur sont remplies et uniquement dans ce cadre là ; aucune autre condition n'étant requise.
La proposition de modification consiste donc à remplacer un terme par un autre plus précis et à rajouter une phrase précisant les modalités d'application de cette exception.
Texte actuel: "Dans toutes les zones où le pourcentage précité est limité à 40 ou 50 %, **celui-ci** peut être majoré de 10 % au maximum pour des constructions d'une hauteur hors tout égale ou inférieure à 3,50 mètres."
Modification proposée: "Dans toutes les zones où le pourcentage précité est limité à 40 ou 50 %, **l'emprise au sol** peut être majorée de 10 % au maximum pour des constructions d'une hauteur hors tout égale ou inférieure à 3,50 mètres. **Cette disposition s'applique à toute construction ou partie de construction existante ou à créer sur le terrain**."

Prospective et planification territoriale

MADAME DANIELE DIETRICH
COMMISSAIRE ENQUETRICE
12 RUE ERCKMANN CHATRIAN
67205 OBERHAUSBERGEN

Strasbourg, le 20 JUIL. 2015

Objet : Mémoire en réponse de l'Eurométropole de Strasbourg relatif à l'enquête publique portant sur la modification n°37 du POS de Strasbourg

Madame,

Vous voudrez bien trouver ci-dessous les réponses de l'Eurométropole de Strasbourg aux questions transmises par votre courrier du 7 juillet 2015, suite à l'enquête publique qui s'est tenue du 26 mai au 29 juin 2015, dans le cadre de la procédure de modification n° 37 du POS de Strasbourg.

A. Remarques formulées par l'association ZONA

1. Droits à construire dans les périmètres des anciennes zones non aedificandi

Le terrain d'assiette concerné par le projet de construction du théâtre du Maillon appartient en partie au périmètre couvert par la loi du 21 juillet 1922, relative au déclassement de l'enceinte fortifiée de la ville de Strasbourg (cf. annexe 1).

La loi n° 90-1079 du 5 décembre 1990, relative aux zones non aedificandi de la ville de Strasbourg, a abrogé la loi du 21 juillet 1922 (cf. annexe 2).

Dès lors, dans le périmètre anciennement régis par la loi de 1922, l'implantation des constructions, c'est-à-dire la surface hors œuvre brute du niveau édifié sur le sol, ne peut couvrir une surface totale supérieure à 20 % de la superficie globale de cette zone non construite à la date de promulgation de la présente loi.

En conséquence, la règle de constructibilité limitée s'applique à l'ensemble de la surface du périmètre de la loi de 1922 (cf. annexe 3), de laquelle il faut soustraire la surface du niveau édifié sur le sol des constructions existantes à la date de promulgation de la loi du 5 décembre 1990, afin de disposer de la « surface globale de la zone non construite » au sens de la loi n° 90-1079.

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu
Imprimé sur papier certifié FSC® recyclé C102760

Les données contenues dans la base de données géographiques de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) permettent d'établir l'état d'occupation des sols à toutes dates depuis 1990.

La méthode de calcul retenue par l'EMS permet, à partir de ces données (cf. annexes 4), d'établir que :

- la superficie de la zone non aedificandi de l'ancienne loi de 1922 en 1990 était de 624,71 ha ;
- en 1990, l'emprise au sol des constructions, dans de cette zone non aedificandi, était de 51,93 ha ;
- la superficie de référence pour le calcul du pourcentage de 20% est en conséquence de 624,71 ha - 51,93 ha = 572,78 ha ;
- l'emprise au sol maximale de référence des constructions pouvant être édifiées dans la zone est de 572,78 x 20% = 114,56 ha ;
- en 2015, à la date de l'enquête publique de la modification 37 du POS de Strasbourg, l'emprise au sol des constructions, dans de cette zone non aedificandi, est de 57,81 ha ;
- la superficie construite dans la zone non aedificandi depuis 1990 est donc de 57,81 ha – 51,93 ha = 5,88 ha.
- les droits à construire résiduels sont à ce jour de 114,56 ha – 5,88 ha = 108,68 ha.

Il ressort de ces données que les droits à construire offerts par la loi n° 90-1079, sont loin d'être atteints, puisque seul 1 % de la superficie de référence a été consommée.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de la loi n° 90-1079, un état de l'occupation des sols des anciennes zones non aedificandi (reprenant les éléments chiffrés présentés ci-avant) a été communiqué au Préfet en date du 16 juin 2015.

L'ensemble des obligations de la loi n° 90-1079 du 5 décembre 1990 sont ainsi respectées par l'Eurométropole de Strasbourg.

2. *Réduction de la zone CEN UK3 au profit de la zone CEN UCL*

La zone CEN UK3, réduite au profit de la zone CEN UCL, n'appartient pas au périmètre des anciennes zones non aedificandi (cf. annexe 1).

La modification 37 du POS de Strasbourg se limite donc à proposer des adaptations pour la construction d'un équipement culturel d'intérêt collectif (le théâtre du Maillon), au sein de zones urbaines d'ores et déjà constructibles (CEN UK3 et CEN UCL).

En ce sens, les adaptations proposées par la modification 37 du POS de Strasbourg, dans le périmètre de la zone CEN UK3, sont sans effet sur les droits à construire dans les périmètres des anciennes zones non aedificandi.

3. *Indice « L » au plan de zonage*

Les périmètres des anciennes zones non aedificandi sont définis par les lois de 1922 et 1927. Il convient de se référer à ces lois, et non au plan de zonage du POS, pour en connaître les périmètres exacts (cf. annexe 2) et calculer les droits à construire.

Leur « marquage par la lettre L » au plan de zonage du POS de Strasbourg ne constitue en aucun cas une obligation légale.

B. Demandes concernant le projet de déplacement du théâtre du Maillon

Des parkings complémentaires « publics » sont-ils prévus sur le site malgré la proximité du tram (ligne B et E) ?

Le théâtre du Maillon occupe actuellement les halls 1, 2 et 3 du Parc des Expositions, place Adrien Zeller. Ce site ne dispose pas de parking dédié. Le stationnement s'effectue ainsi sur le domaine public.

Dans le cadre du transfert du théâtre du Maillon, le programme de travaux ne prévoit pas de création de parkings dédiés. En effet, la desserte du site par les transports en commun est bonne et le stationnement sur domaine public reste possible.

Toutefois, dans le cadre du projet de quartier d'affaires international situé à proximité immédiate, il est prévu la construction d'un parking collectif qui pourra être utilisé par les usagers du théâtre du Maillon.

Les constructions respecteront-elles les contraintes des lieux (cf. Plan de Prévention des Risques Inondations) ?

En termes de risques naturels, le terrain d'assiette du projet entre dans le champ d'application du Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI) de l'Ill et de la Bruche, approuvé par arrêté préfectoral le 4 juin 1996, constituant une servitude d'utilité publique.

Le terrain appartient à la zone de submersion d'occurrence centennale, avec une cote de référence établie à 137.75 mètres NGF. Cette cote correspond aux niveaux atteints par les crues centennales calculées, augmentées d'une marge de sécurité de 30 cm et arrondies au quart de mètre supérieur.

Le PPRI a été mis en révision par arrêté préfectoral du 17 janvier 2011. Par courrier du 21 avril 2015, les services de l'Etat ont transmis à l'EMS les premiers résultats de la modélisation des aléas. Ces derniers mettent en évidence une cote des plus hautes eaux connues, inférieure à celle du PPRI actuellement en vigueur.

Conformément à la doctrine de l'Etat, le projet respectera la côte du PPRI actuel et intègre donc bien les enjeux de sécurité publique.

C. Demandes concernant le projet de restructuration et extension de la piscine de Hautepierre

Vu la restructuration et l'extension projetées, des parkings complémentaires « publics » à celui déjà existant (en face de la piscine actuelle) sont-ils prévus ?

Les aires de stationnement sont mutualisées pour l'ensemble des équipements du Parc des Sports de Hautepierre (Ligue d'Alsace de Football et de Tennis, vélodrome, piscine…). Elles font également office de parking-relais (P+R) depuis la mise en service de l'extension du Tram A.

A proximité immédiate de la piscine, près de 200 places sont disponibles devant le vélodrome et de site tennistique. Actuellement, ces aires ne sont pas surchargées, ce qui permettra d'absorber les éventuels besoins supplémentaires générés par le projet de restructuration/extension de la piscine.

Par ailleurs, le maillage de transport public (bus et tram) permet de se rendre facilement à la piscine de Hautepierre, de même que le réseau cyclable.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, veuillez agréer, Madame, l'expression de mes salutations les meilleures.

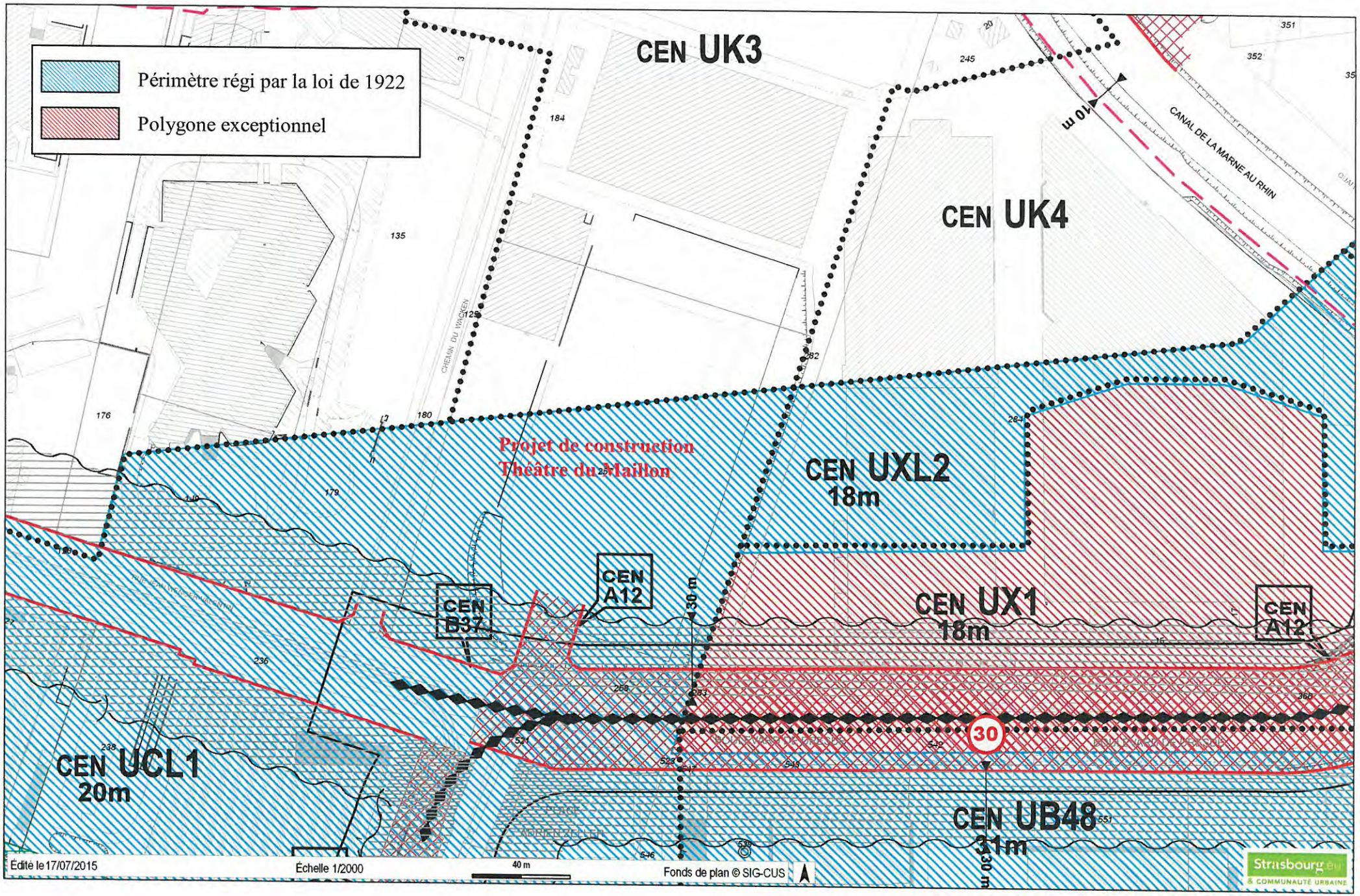
Pour Guillaume SIMON
Chef de service, absent



Fabrice SAUER
Ingénieur en chef

Votre contact : Julien GUILLON - Tél. 0368986575 - Fax 0368985652 / CD

Annexe 1 : Localisation sur fond de zonage POS avant modification 37



Annexe 2 : Loi n°90-1079 du 5 décembre 1990

LOI

Loi n° 90-1079 du 5 décembre 1990 relative aux zones non aedificandi de la ville de Strasbourg

NOR: EQUX9010388L
Version consolidée au 10 juillet 2015

Article 1

La loi du 21 juillet 1922 relative au déclassement de l'enceinte fortifiée de la ville de Strasbourg est abrogée, à l'exception de la première phrase de l'article 1er, du premier alinéa de l'article 2 et de l'article 9.

La deuxième phrase de l'article unique de la loi du 16 juillet 1927 portant déclassement des organisations défensives de la voie ferrée de Strasbourg à Kehl est abrogée.

Dans les zones de servitudes concernées par les dispositions législatives abrogées aux alinéas ci-dessus, l'implantation des constructions, c'est-à-dire la surface hors oeuvre brute du niveau édifié sur le sol, ne peut couvrir une surface totale supérieure à 20 p. 100 de la superficie globale de chacune de ces zones non construite à la date de promulgation de la présente loi.

Un état de l'occupation des sols des anciennes zones non aedificandi maintenues par les dispositions législatives abrogées aux alinéas ci-dessus est établi, tenu à jour annuellement et mis à la disposition du public au siège de la communauté urbaine, et communiqué au représentant de l'Etat dans le département du Bas-Rhin.

Les présentes dispositions prennent effet à compter du jour où le plan d'occupation des sols de Strasbourg est devenu opposable aux tiers et au plus tard un an après la publication de la présente loi.

FRANçOIS MITTERRAND Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

MICHEL ROCARD

Le ministre de l'équipement, du logement,

des transports et de la mer,

MICHEL DELEBARRE

Travaux préparatoires : loi n° 90-1079.

Assemblée nationale :

Proposition de loi n° 1248.

Rapport de M. Jean-Pierre Worms, au nom de la commission des lois, n° 1369.

Discussion et adoption le 8 juin 1990.

Sénat :

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, n° 370 (1989-1990) ;

Rapport de M. Marcel Rudloff, au nom de la commission des lois, n° 49 (1990-1991) ;

Discussion et adoption le 30 octobre 1990.

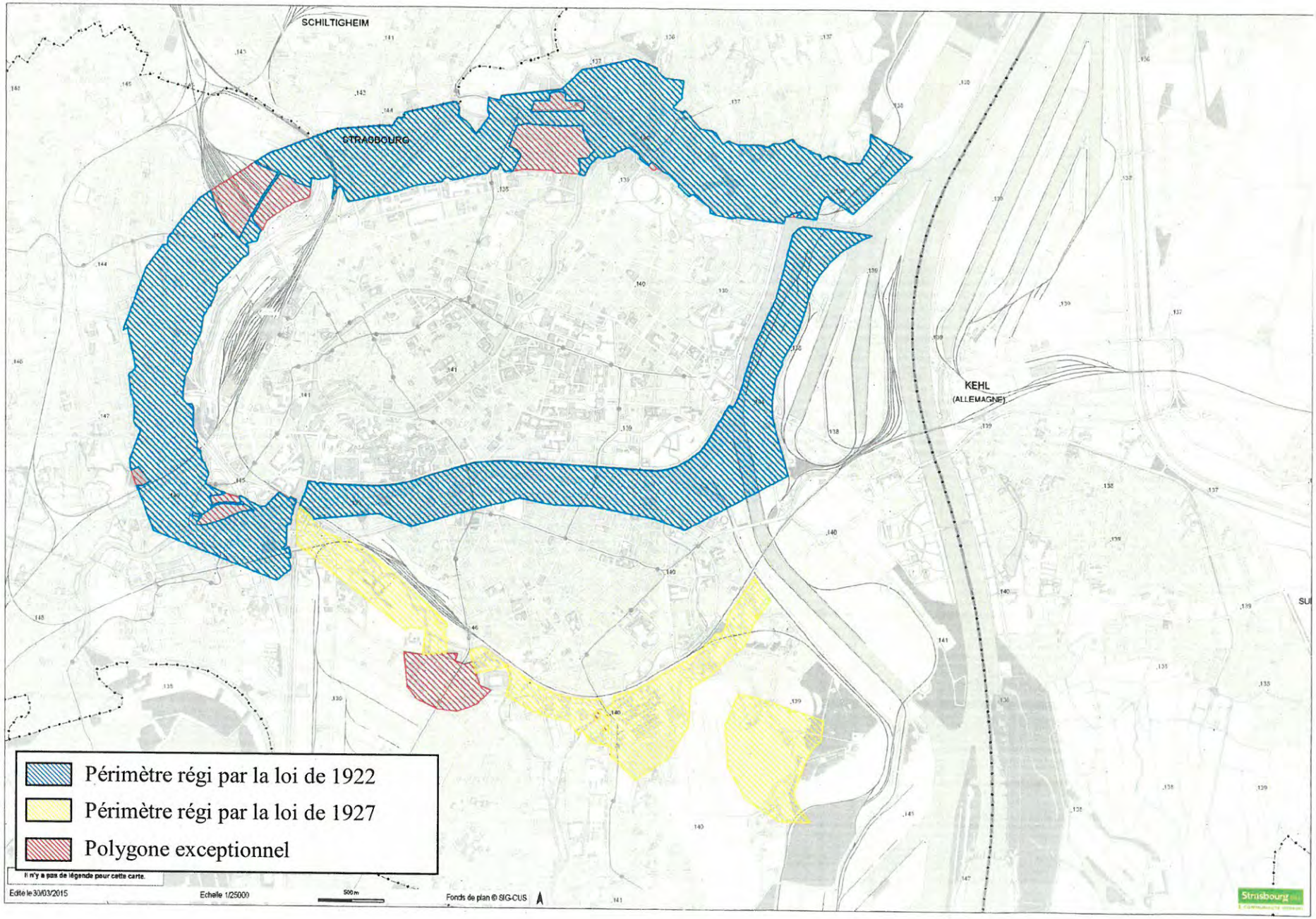
Assemblée nationale :

Proposition de loi, modifiée par le Sénat, n° 1688 ;

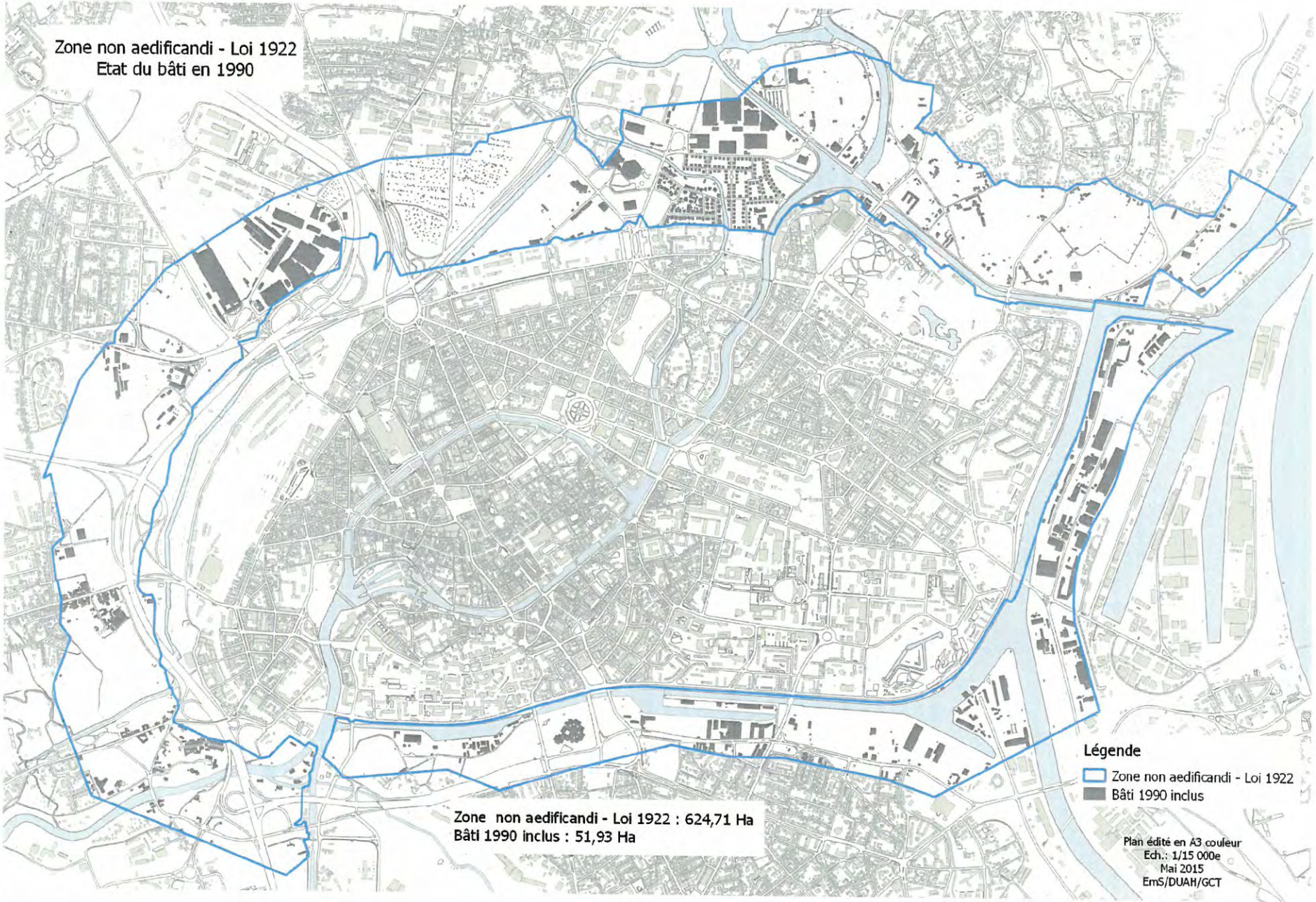
Rapport de M. Jean-Pierre Worms, au nom de la commission des lois, n° 1757.

Discussion et adoption le 28 novembre 1990.

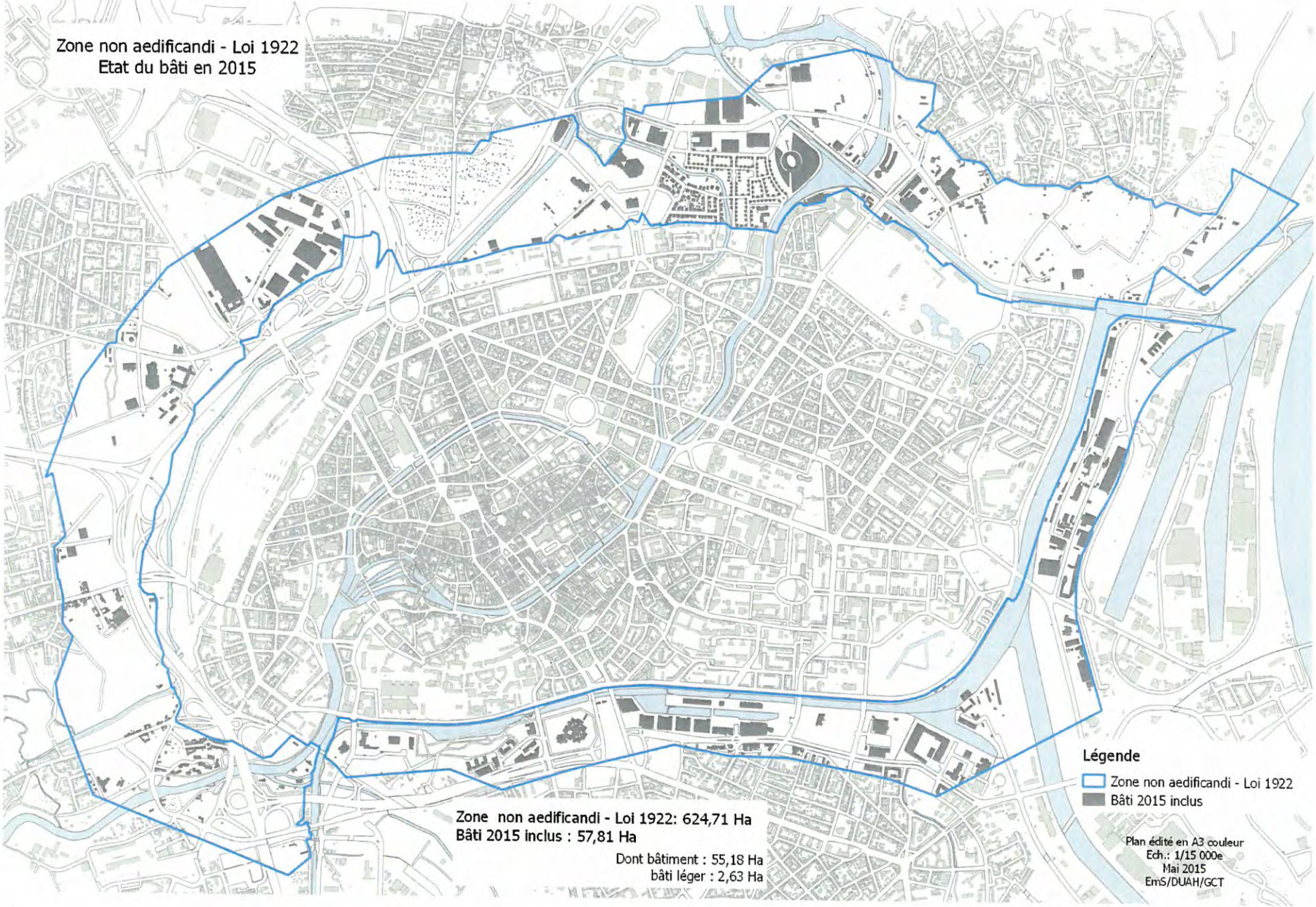
Annexe 3 : Périmètre



Annexe 4 : Etat du bâti 1990



Annexe 4 : Etat du bâti 2015



16

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Mise à disposition d'un terrain pour des jardins partagés et pédagogiques dans le Parc Naturel Urbain et attribution de subventions.

La présente délibération a pour objet de permettre l'installation de quatre nouveaux jardins partagés et collectifs dans le Parc naturel urbain de Strasbourg.

Partenaires du Parc naturel urbain de Strasbourg et signataires de sa charte, quatre associations ont sollicité la Ville de Strasbourg pour mettre en œuvre des jardins partagés et pédagogiques dans le secteur Saint Gall du Parc naturel urbain de Strasbourg - Koenigshoffen, entre la rue des Meules et le chemin du marais Saint Gall. Ce site fait partie des pôles patrimoniaux naturels, historiques et paysagers à valoriser, inscrits au programme d'actions 2013-2016 du Parc naturel urbain de Strasbourg, validé par délibération du 27 mai 2013.

Ces jardins collectifs viendront compléter le jardin partagé de permaculture géré depuis fin 2013 par l'association « Brin de paille - Alsace » (délibération du 21 octobre 2013).

Composé initialement d'environ 200 jardins familiaux, le Parc potager Saint Gall voit sa fréquentation évoluer avec les divers aménagements de valorisation menés depuis 2012 : un point d'accueil PNU avec parking, jardins familiaux complémentaires, un potager urbain collectif, un nouveau sentier traversant. L'installation de nouveaux jardins collectifs sur ce site vient conforter son caractère végétal et nourricier tout en développant du lien social.

Un Atelier du Parc naturel urbain accompagne, depuis septembre 2012, la conception et l'avancée du Parc potager Saint Gall. Les travaux d'installation de ces nouveaux jardins partagés et pédagogiques sont menés par la Direction des espaces publics et naturels et programmés entre l'automne 2015 et le printemps 2016. Ils comprennent également l'aménagement des espaces publics pour l'accès aux jardins, une requalification de l'entrée Chemin du Marais Saint Gall, et des équipements légers de diversification des pratiques tout public (zones de pique-nique, zone de repos ou d'animations, aire d'ébats pour chiens, sentier du coteau). L'ensemble a été acté lors du Conseil des acteurs du Parc naturel urbain du 30 juin 2015. Dès leur création, ces jardins seront régulièrement ouverts au public grâce aux animations et à la présence des membres des différentes associations.

Le projet de quatre associations : un groupement de Jardins partagés et pédagogiques et des espaces communs sur le site Saint Gall

Ces quatre nouveaux jardins partagés et pédagogiques sont regroupés sur un terrain bocager de 6 410 m^2 comportant des haies arborées (1 700 m^2) qui délimitent les jardins et des chemins de desserte pour préserver les accès d'entretien des arbres (430 m^2).

La situation et la répartition de ces jardins sont présentées en annexe 1 et dans le tableau suivant :

Association	**Surface**	**Résumé du projet**	**Jardiniers**
Parenchantement	1445 m^2 dont 680 m^2 cultivables	Cette association locale, basée rue de la Charmille, rassemble des habitants du quartier. Le jardin sera un lieu de rencontre d'animations, et de culture vivrière pour les jardiniers de l'association.	11 jardiniers
Germes d'Espoir	1 750 m^2 dont 1 180 m^2 cultivables	Cette association familiale vise l'entraide sous plusieurs formes dont le jardinage et l'alimentation.	35 familles
Ecole Michaël	1 500 m^2 dont 1 000 m^2 cultivables	Située à proximité, rue de la Tour, l'école souhaite développer sa pédagogie autour du jardinage et de l'alimentation, tout au long de la scolarité des jeunes qui disposeront ainsi chacun d'un carré à cultiver pendant 4 ans.	100 élèves
La Maison du Compost	400 m^2 dont 100 m^2 cultivables	Cette association à dominante pédagogique œuvre à la promotion du compostage sous toutes ses formes et souhaite développer un espace vitrine propice aux formations pour tous types de publics.	2 permanents de l'association et plus d'une centaine de personnes formées par an
Lieux communs gérés par le Collectif du groupement associatif	1 350 m^2 dont 1 200 m^2 pour le verger et 120 m^2 pour le préau	Le Collectif, composé par le groupement des associations suscitées, s'organise pour gérer les espaces communs du site (préau, verger, et adduction d'eau de la Ville). Cette mutualisation	Utilisés par tous les publics adhérents ou invités par les associations

		d'équipements permet d'accueillir des groupes divers à différents moments de la semaine.	

Un partenariat entre la Ville de Strasbourg et chacune des associations encadré par une convention type

Pour la mise en œuvre de ce projet, il est proposé de mettre à la disposition de chaque association un terrain, à titre gracieux, pour un an renouvelable, selon la répartition décrite ci-dessus et en annexe 1, encadrée par la convention type jointe en annexe 2.

Cette convention, validée par chaque association et le Service Espaces Verts et de Nature, précise les engagements de la Ville de Strasbourg, les engagements de l'association et les responsabilités de chacune des parties. Elle spécifie que chaque association organise son activité au jardin sur la base d'un règlement intérieur auquel est joint le règlement du Collectif gérant les parties communes, élaboré par le groupement d'association. Le tout est transmis à la Ville au moins un mois avant la signature de la convention et la mise à disposition du terrain.

Un soutien financier ponctuel pour deux associations

Il est proposé d'attribuer une subvention ponctuelle de 1 500 € à chacune des deux associations qui a sollicité un soutien financier pour l'installation de son jardin : « Germes d'espoir » et « la Maison du Compost ». Ces montants leur permettront d'acquérir des plantations, bacs à compost, et petits outillages pour initier la dynamique sur leur site.

L'association « Ecole Michaël » ne demande pas de soutien financier et l'association ParEnchantement a bénéficié au premier semestre 2015 d'une subvention de 2 000 € de la ville de Strasbourg pour son propre projet de jardin (dispositif Contrat Urbain de Cohésion Sociale - CUCS).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *dans le cadre du programme d'actions 2013-2016 du Parc naturel urbain de Strasbourg, dont l'un des engagements vise à valoriser le pôle patrimonial naturel, historique et paysager du site Saint Gall, le développement d'un groupement de jardins associatifs, partagés et pédagogiques pour y conforter le caractère végétal et nourricier du Parc potager Saint Gall tout en y développant des activités collectives ;*

- *Les partenariats entre la Ville de Strasbourg et quatre associations pour l'installation de jardins partagés et pédagogiques sur un terrain total de 6 410 m^2 répartis de la manière suivante :*

Par enchantement :	*1 440 m^2*
Germes d'Espoir :	*1 750 m^2*
Ecole Michaël :	*1 500 m^2*
La Maison du Compost :	*400 m^2*
Lieux communs :	*1 320 m^2*

- *la convention type de mise à disposition, à titre gracieux et pour un an renouvelable, de l'espace public nécessaire pour la mise en œuvre par chaque association de son Jardin partagé et pédagogique (annexe 2) ;*

- *le versement d'une subvention de 1 500 € respectivement aux associations « Germes d'Espoir » et «La maison du Compost » ;*

décide

- *l'imputation des deux subventions de 1 500 € chacune, soit 3 000€, sur le budget de fonctionnement de l'exercice 2015 - EN02B Ecologie urbaine - Fonction 830- Nature 6574), disponible lors du vote de la présente délibération ;*

autorise

le Maire ou son représentant à signer :

- *la convention de mise à disposition de l'espace public entre la Ville de Strasbourg et chaque association pour la mise en œuvre de son jardin partagé et pédagogique ;*

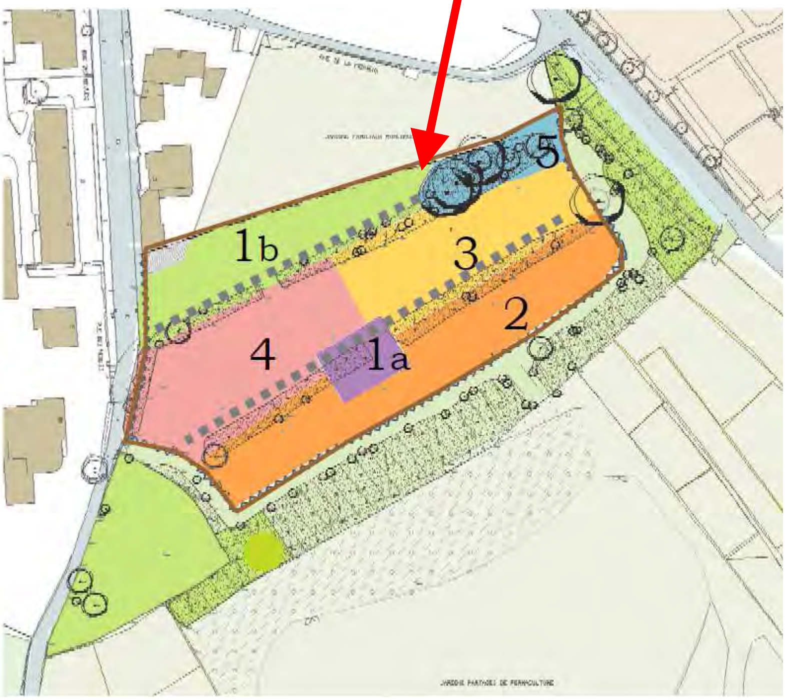
- *l'arrêté de subvention et tous actes et documents concourant à l'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Annexe 1 : Plan de situation du groupement de jardins partagés et pédagogiques du Parc potager Saint Gall





1 Lieux communs
a) préau 120 m²
b) verger partagé 1200 m²

2 Jardin Germes d'espoir : 1 750 m²
Surface cultivable : 1180m²

3 Jardin Par'Enchantement : 1 440 m²
Surface cultivable : 680 m²

4 Jardin Ecole Michaël : 1 500 m2
Surface cultivable : 1000 m²

5 Maison du Compost de : 400 m²
Surface cultivable : 100 m²

Surfaces cultivables des jardins : 2 960 m²

Lieux communs : 1 320 m²

Cheminements : 430 m²

Haies arborées : 1 700 m²

Surface totale des jardins partagés et pédagogiques : 6 410 m²

VILLE DE STRASBOURG
Direction des espaces publics et naturels
Service espaces verts et de nature
Direction de l'urbanisme de l'aménagement et de l'habitat
Service projets urbains – mission PNU

CONVENTION
N°

MISE A DISPOSITION, A TITRE PRECAIRE,
D'UN ESPACE A USAGE DE
JARDIN PARTAGE et PEDAGOGIQUE

AU SEIN DU GROUPEMENT DE JARDINS PARTAGES
DU SITE DU PARC POTAGER SAINT GALL

ENTRE :

La Ville de Strasbourg sise, 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par M....., agissant en exécution d'une délibération du Conseil Municipal du .....,

Ci-après dénommée « la Ville », d'une part,

ET :

L'association de droit local.....constituée le.....……..,
dont le siège social est fixé.....…….....,
inscrite le ….....…….au registre des associations du tribunal d'instance de ..... ;
et représentée par ……..,

Ci-après dénommée « l'Association » d'autre part,

Il EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Le projet de territoire « Parc naturel urbain Ill Bruche» développe un parc potager en mode participatif sur le site Saint Gall à Koenigshoffen. La vocation de ce pôle potager est de soutenir les activités de culture vivrière locale exprimée traditionnellement par de nombreux jardins familiaux et de proposer des activités collectives et pédagogiques relatives au pouvoir nourricier de la terre et aux techniques de jardinage au naturel. La création de jardins partagés et pédagogiques tend à accompagner l'appropriation de ce territoire par les citoyens, favorisant la découverte, l'écoute, l'échange, l'apprentissage, l'expérimentation, la prise d'initiative, l'autonomie dans le respect d'autrui et de l'environnement.

Plusieurs associations signataires de la charte du Parc naturel urbain Ill Bruche étant volontaires pour développer un jardin partagé et pédagogique sur ce site, la Ville de Strasbourg souhaite accompagner la naissance d'un groupement de jardins partagés et pédagogiques. Ce groupement a vocation à animer ce nouveau lieu de vie convivial et ouvert sur le quartier. Fondé sur des valeurs de partage, de solidarité et de créativité, il contribue de ce fait à la création de lien social.

- Ce **groupement de jardins** est constitué d'un espace clos de 6 410 m^2, partagé entre plusieurs associations volontaires, désireuses, chacune, de cultiver un terrain ou d'en disposer selon son objet associatif, et de contribuer à gérer dans une coordination inter associative les espaces communs aux diverses structures du groupement (verger, adduction d'eau, préau, animations du Parc potager Saint Gall).

- Chaque association développe un projet de **jardin partagé** qui se conçoit, se construit et se cultive à plusieurs, collectivement. Ils offrent à chacun, au sein de chaque association, la possibilité de travailler à une réalisation commune.

- Chaque association développe un projet **pédagogique** qui promeut la transmission de savoirs à la fois intergénérationnels et interculturels, notamment de pratiques vertueuses de jardin au naturel. Les jardiniers renouent avec le monde vivant et créent un milieu équilibré où se conjuguent respect des ressources naturelles et maintien de la diversité animale et végétale.

Situé sur un terrain municipal, le groupement de jardins partagés et pédagogiques du Parc potager Saint Gall a vocation à être géré :
- par chaque Association, pour les parties attribuées à chacune (selon cette convention et un règlement intérieur annexé),
- par un Collectif qui se partage la gestion des parties communes selon le règlement intérieur du collectif, annexé au règlement intérieur de chaque jardin.

Aussi la mise à disposition du terrain et son utilisation sont contractualisées entre la Ville de Strasbourg et chaque association du groupement par cette convention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er – Objet de la présente convention

La Ville de Strasbourg, représentée par le service des Espaces verts et de nature, et la Mission PNU, met à disposition de l'association ..... dans le cadre du Parc naturel urbain de Strasbourg et de l'aménagement du Parc potager Saint Gall, un jardin partagé et pédagogique, à titre précaire et révocable, sous la forme d'un terrain de …..... m², et de lieux communs au de 1 320 m², situé entre la rue du Marais Saint Gall et la rue des Meules à Strasbourg - Koenigshoffen, tel qu'indiqué sur le plan annexé à la présente convention.

La présente convention constitue une autorisation d'occupation du domaine public accordée à l'association à titre gracieux, pour lui permettre d'y mettre en œuvre le projet de jardin partagé et pédagogique figurant en annexe, où sont détaillés l'objet de l'association, les moyens d'action que l'association compte utiliser, le fonctionnement, ainsi que le plan d'aménagement du jardin.

L'association……..... existe antérieurement et indépendamment de ce jardin. Elle est désireuse :

- de lancer la dynamique d'un jardin partagé et pédagogique sur le site du Parc potager Saint Gall, sans utilisation de produits phytosanitaires de synthèse
- de contribuer à la gestion du groupement de jardins partagés et pédagogiques,
- de participer à l'animation du Parc potager Saint Gall dans le cadre du Parc naturel urbain de Strasbourg,
- d'ouvrir régulièrement son jardin au grand public.

ARTICLE 2 – Conditions financières

2.1 Cette mise à disposition est réalisée dans les conditions financières suivantes :
L'association supportera l'ensemble des charges financières incombant normalement au locataire (eau, frais d'entretien courant, entretien des parties arbustives des haies, tri et évacuation des déchets, entretien régulier des équipements mis à disposition : abri, robinet, bacs à eau, tables et bancs, loquets...).

2.2 Pour information, il est précisé que la valeur locative annuelle du terrain mis à disposition est évalué, à l'heure actuelle, à 0,50 €/m^2, soit ..... € pour l'espace spécifique à l'association et .....€ pour l'espace commun géré par le collectif. L'avantage en nature alloué fera l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'association.

ARTICLE 3 – Apports matériels et engagements de la Ville de Strasbourg

Le terrain susvisé est mis à disposition de l'association nettoyé, terrassé, décompacté, avec apport de 10 cm de compost sur les zones de culture.
La Ville de Strasbourg met à disposition de l'association des équipements, matériaux et prestations, dont les caractéristiques sont définies conjointement. Ils consistent en :

- la fourniture et la plantation des arbres pour le verger commun aux associations du groupement, ce verger peut être conçu par le collectif sous réserve de la validation du service Espaces verts et de nature ;

- un abri de jardin, avec loquet ;

- les abris de jardins de chaque structure sont regroupés autour d'un préau formant un lieu commun aux associations du groupement ;

- une arrivée d'eau de la Ville dont le compteur principal est commun aux associations du collectif, équipé d'un dispositif de comptage par point d'eau, ceux-ci étant répartis entre toutes les associations ;

- un système de stockage ponctuel de l'eau de toiture (bac), et d'évacuation de l'eau en excès. NB : il ne s'agit pas d'un assainissement en bonne et due forme ;

- une clôture périphérique en piquets bois écorcé et fendu, grillage métallique simple torsion galvanisé, hauteur 1,50m, disposant d'un portail principal pour chaque association et d'éventuels portillons ;

- les accès au jardin ainsi qu'aux abris de jardin (les portails, portillons et portes) seront équipés de loquets permettant la pose de cadenas à la charge de l'association ;

- accès véhicules : le portail rue des Meules et la barrière rue du Marais Saint Gall seront équipés de passes. Un passe sera fourni à l'association ;

- d'un panneau d'affichage aux entrées.

Un état des lieux sera établi par les deux parties aux dates de début et de fin de l'effet de la présente convention.

La Ville de Strasbourg s'engage à :
- assurer la mise hors d'eau du réseau d'eau potable à l'hivernage ;
- assurer les gros travaux d'entretien de la clôture, du portail et portillons, des abris et des points d'eau, des tables et bancs sous le préau (réparation des équipements défectueux hors cadenas, serrures, loquets) ;
- assurer l'entretien des arbres de la haie principale ;
- accompagner, en fonction de ses moyens, la mise en place du jardin, et à apporter des conseils techniques à la demande de l'association ;
- ne pas organiser de manifestation au jardin sans l'accord préalable de l'association.

ARTICLE 4 – Engagements de l'Association

4.1 L'association n'a pas de but lucratif. Elle s'interdit, pour son activité au jardin, toute publicité à caractère commercial, sauf autorisation explicite de la Ville de Strasbourg. Toutefois, compte tenu de la nécessité de financer ses activités et ses manifestations ponctuelles, l'association peut demander une participation financière, soit à ses membres soit aux bénéficiaires de manifestations ponctuelles. Des dons peuvent aussi être acceptés par l'association.

4.2 L'association établira, au moins un mois avant l'ouverture du jardin, un règlement intérieur de l'occupation du jardin conforme avec la présente convention, qui sera transmis au référent de la Ville de Strasbourg. La Ville devra être informée de toute modification significative de ce règlement et en tout état de cause lors de la fourniture du bilan annuel de l'activité du jardin.

4.3 L'association s'engage à contribuer à la vie du collectif d'associations gérant le groupement des jardins partagés et pédagogiques Saint Gall et à transmettre au référent de la ville le règlement intérieur de ce collectif organisant la gestion et la responsabilité des lieux communs. Ce règlement intérieur du collectif sera annexé au règlement intérieur du jardin et transmis simultanément au référent de la Ville de Strasbourg (cf. 3.2). Toute modification de ce règlement sera retranscrite dans les règlements intérieurs du jardin de chaque association et sera porté à la connaissance du référent de la Ville de Strasbourg.

4.4 L'association mènera ses activités sans occasionner de troubles anormaux de voisinage, notamment en soirée.

4.5 L'accès et le stationnement de véhicules privés à moteur dans l'enceinte du terrain sont autorisés uniquement pour un (dé)chargement ponctuel.

4.6 Un niveau élevé de respect de l'environnement est exigé, avec notamment :
- l'interdiction d'employer des produits phytosanitaires et des engrais chimiques, en dehors de ceux autorisés en agriculture biologique.
- la mise en pratique d'un tri des déchets dans le jardin, et le compostage des déchets verts,
- une gestion économe des ressources naturelles, et en particulier de l'eau,
- aucune activité susceptible de polluer le sol et aucun départ de feu au sol ne sont autorisés.

4.7 L'association s'engage à maintenir le jardin et ses équipements en bon état d'entretien et de propreté. Elle assurera le nettoyage, le tri et l'évacuation des déchets non compostables générés. Toute modification importante des structures mises à disposition sera soumise à l'approbation de la Ville de Strasbourg. En l'absence de réponse dans un délai de un mois, l'approbation est réputée acquise.

4.8 Les élevages, de même que l'installation de pigeonniers ou volières, sont interdits, sauf autorisation expresse de la Ville de Strasbourg, de même que la présence de chiens. Une dérogation peut être accordée pour des ruches, sous réserve de pouvoir répondre aux obligations légales en termes de protection du public (distances de sécurité).

4.9 La plantation d'arbres et d'arbustes à grand développement n'est pas autorisée.

4.10 L'agrandissement du préau commun par une pergola n'est pas autorisée par le POS de Strasbourg. Les nouvelles constructions sont interdites, sauf autorisation expresse de la Ville de Strasbourg. Seuls des fils tendeurs pourront être fixés aux débords de toiture du préau afin de végétaliser les façades.

4.11 Le principe de vue du jardin depuis l'extérieur devra être maintenu au maximum. L'aspect extérieur du jardin et les végétalisations de clôture devront faire l'objet d'un accord avec le service référent de la Ville.

4.12 L'installation à demeure sur le jardin d'une tente, ou de toilettes, n'est pas autorisée. La mise en place de toilettes sèches pourra néanmoins être expérimentée, après autorisation de la ville de Strasbourg et sous réserve de ne pas causer de nuisance au voisinage.

4.13 La mise en place d'équipements de jeux pour enfants, et leur utilisation, se fera sous la seule responsabilité de l'association.

4.14 L'utilisation d'un barbecue est tolérée ponctuellement, sous réserve de ne pas risquer de mettre à feu la végétation voisine, et de ne pas causer de troubles anormaux de voisinage pour les voisins ou les promeneurs.

4.15 L'usage de matériel motorisé dans le jardin est interdit les dimanches et jours de fête toute la journée, et en semaine avant 8h et après 21h. L'usage de transistors est interdit.

4.16 Les jardiniers de l'association sont tenus de veiller à vidanger les éventuels réservoirs de stockage provisoire d'eau, dès le départ du dernier adulte du site, afin d'éviter tout accident, à l'exception des récupérateurs d'eau de pluie, sous réserve que ceux-ci soient installés de manière à éviter les accidents (couvercle solide et impossible à ouvrir par un enfant).

4.17 L'association devra supporter, tant en occupation qu'en durée, toute réalisation de travaux jugés nécessaires par la Ville de Strasbourg, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnisation.

4.18 L'association s'engage à laisser l'accès libre du jardin à tout visiteur, dès lors que des jardiniers adultes de l'association sont présents en nombre suffisants. Par ailleurs, elle fera en sorte d'être présente sur le site pour accueillir et renseigner le public. Les créneaux de présence devront être indiqués sur le panneau d'affichage à l'entrée et figurer dans le règlement du jardin partagé.

4.19 Outre les visites qu'elle organise elle-même, le collectif s'engage à accueillir au minimum 3 visites de groupes par an organisées par les services de la Ville, sur demande formulée au moins 1 mois auparavant.

4.20 L'association s'engage à participer et à contribuer aux activités du Parc naturel urbain à l'origine du projet, ainsi qu'au collectif d'associations qui animera et coordonnera les activités des divers partenaires sur le site Saint Gall.

4.21 L'association s'engage à organiser, au moins une fois par an, une manifestation publique et conviviale sur le site, ouverte aux habitants du quartier. Le contenu et la forme de la manifestation seront transmis à la Ville de Strasbourg, pour vérification de leur bonne conformité avec la présente convention.

4.22 L'association transmettra le bilan annuel d'activité du jardin réalisé lors de son assemblée générale annuelle, dans le mois qui suit la tenue de celle-ci. Celui-ci devra faire état : du nombre de jardiniers (bilan entrants/sortants), des cultures et travaux effectués, des manifestations organisées pendant l'année, et des éventuelles difficultés rencontrées.

ARTICLE 5 – Responsabilités de l'Association et de la Ville

5.1 L'association assumera la responsabilité des dommages causés à des équipements mis à leur disposition ou imputables à l'utilisation qu'elle fera du jardin et des équipements présents sur le site, y compris les équipements collectifs. A ce titre, l'association devra se couvrir par une assurance appropriée sur l'ensemble du site, pour tous les risques encourus par ses membres et le public admis à pénétrer, et pour les dommages susceptibles d'être occasionnés du fait de l'exercice de ses activités. Une copie de l'attestation d'assurance sera fournie à la Ville.

5.2 Le cas échéant, l'association assumera elle-même la fermeture de l'abri mis à sa disposition, et ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation en cas de vol de matériel, de produits ou de végétaux.

5.3 La Ville de Strasbourg décline toute responsabilité pour les cas ordinaires de dégâts, tels que grêle, gelée. Il en va de même pour les cas extraordinaires tels que sécheresse, inondation, incendie, chutes d'arbres liées à une tempête.

5.4 La Ville assurera la remise en état des clôtures, réseau d'eau, panneau d'affichage ou abris (y compris table et bancs communs) vandalisés, sous réserve que l'association porte plainte auprès du commissariat de quartier, et transmette copie du dépôt de plainte au représentant de la Ville.

5.5 La Ville de Strasbourg pourra interdire l'accès du jardin à toute personne, pour raison de sécurité, notamment lors de travaux d'entretien pouvant intervenir à tout moment de l'année, de manifestation officielle, en cas d'avis d'orage ou de tempête, ou pour tout motif d'intérêt général.

ARTICLE 6 – Durée de la mise à disposition et résiliation

6.1 La présente convention est accordée pour une durée de un an, à compter de la date de signature par les deux parties. Toutefois, cette entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la collectivité d'un exemplaire de la présente convention dûment signée par le Président en exercice de l'association.

6.2 Elle ne peut donner lieu à un renouvellement tacite. Un courrier de la Ville signifiera cette reconduction sur la base des éléments fournis (attestation d'assurance, bilan annuel d'activité du jardin, coordonnées des référents) et de la demande expresse de l'association au moins trois mois avant la date de l'expiration.

6.3 Les parties se réservent le droit de résilier la convention à tout moment, à condition de respecter un préavis de trois mois, signifié à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

6.4 Les parties s'engagent à observer l'ensemble des conditions de la présente convention. Le non-respect de l'un des articles de la présente entraînera d'office la résiliation de celle-ci, un mois après une mise en demeure restée infructueuse.

6.5 A l'issue de l'occupation du site, tous travaux, améliorations, embellissements et décors qui auraient pu être réalisés par les preneurs pendant la période de jouissance du terrain, appartiendront à la Ville, sans que l'association puisse prétendre à une quelconque indemnisation

ARTICLE 7 – Redevance

La mise à disposition de la parcelle est accordée à titre gratuit, conformément à l'article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, du fait du caractère non lucratif de l'activité de l'association, et du rôle d'animation du projet.

ARTICLE 8 – Correspondants des deux parties

Le correspondant pour la Ville de Strasbourg sera le service des Espaces verts et de nature, représenté par M Philippe BAMBIS,
et la mission PNU, représentée par Mme Béatrice PIPART en ce qui concerne la coordination des projets sur le Parc naturel urbain et le site du Saint Gall.

Les correspondants pour l'association seront …….....

Tout changement de correspondants de l'association comme de la Ville sera signalé par écrit (courrier postal ou mail).

ARTICLE 9 – Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

La présente convention est soumise au droit français.

Fait en double exemplaire original.

Strasbourg, le

Pour l'association **Pour la Ville de Strasbourg**

Annexes :
- Description du projet de jardin de l'association incluant les moyens d'action et le plan prévisionnel d'aménagement du jardin,
- Plan de répartition et surfaces des jardins associatifs du groupement,
- Règlement intérieur du jardin,
- Règlement intérieur du collectif

17

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Conclusion de marchés annuels à bons de commande (éventuellement reconductibles trois fois) pour l'exécution de prestations de services et de travaux, concernant l'enlèvement de matériaux des structures de chaussée et canalisations contenant de l'amiante, du goudron, et tout autre polluant, pendant l'année 2016. Signature de groupements de commandes avec l'Eurométropole de Strasbourg.

La Direction des Espaces Publics et Naturels souhaite lancer de nouvelles consultations pour des prestations susceptibles d'être reconduites. Il s'agit de marchés de travaux et de prestations de service avec un montant maximum défini en fonction de la probabilité de rencontrer ce type de polluants.

En application des articles 28, 33, 53, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics (CMP), les marchés à conclure seront passés selon la procédure d'appel d'offres et sous la forme de marchés fractionnés à bons de commandes. A ce titre, ils pourront s'étendre sur une période qui ne pourra excéder quatre années (marchés annuels de 1 an, reconductibles 3 fois). Par ailleurs, les dispositions de l'article 27.III du CMP autorisant dans certaines conditions le recours aux procédures adaptées pourront, le cas échéant, être appliquées.

La présente délibération prévoit, en outre, la mise en place de deux conventions de groupements de commandes Ville et Eurométropole de Strasbourg (coordonnateur), qui seront constitués afin :

- d'alléger les formalités et les frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement d'une seule procédure,
- de réaliser des économies d'échelle,
- de disposer d'un outil unique pour ces deux collectivités.

La conclusion et la signature de ces marchés sont conditionnées par le vote des crédits correspondants.

Objet du marché	**Montant Minimum €HT / AN**	**Montant Maximum €HT / AN**	**Commentaires**

Groupement de commandes : Ville/ Eurométropole de Strasbourg (coordonnateur) 1. Analyses, prescriptions et coordination du retrait et de l'évacuation des matériaux des structures de chaussée et canalisations contenant de l'amiante, du goudron et tout autre polluant sur le territoire de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole.	0	20 000	La caractérisation pour établir l'absence ou la présence d'amiante et/ou de goudron en teneur élevée dans les enrobés et/ou dans les canalisations est de la responsabilité du donneur d'ordre, maître d'ouvrage.
Groupement de commandes : Ville/ Eurométropole de Strasbourg (coordonnateur) 2. Travaux de retrait et d'évacuation des matériaux des structures de chaussée et canalisations contenant de l'amiante, du goudron et tout autre polluant sur le territoire de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole.	50 000	200 000	Les déchets amiantés ou goudronnés doivent être éliminés en installations de stockage de déchets adaptées selon les teneurs rencontrées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant

Le Conseil
Sur proposition de la commission plénière
Après en avoir délibéré
approuve

Sous réserve de disponibilité des crédits, la conclusion des marchés à bons de commandes énumérés ci-dessous, pour l'exécution de prestations de service et travaux, éventuellement reconductibles pour la Direction des Espaces Publics et Naturels :

Objet du marché	***Montant Minimum €HT / AN***	***Montant Maximum €HT / AN***
1. Analyses, prescriptions et coordination du retrait et de l'évacuation des matériaux des structures de chaussée et canalisations	*0*	*20 000*

contenant de l'amiante, du goudron et tout autre polluant sur le territoire de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole. ***Groupement de commandes : Ville/Eurométropole de Strasbourg (coordonnateur)***		
2. Travaux de retrait et d'évacuation des matériaux des structures de chaussée et canalisations contenant de l'amiante, du goudron et tout autre polluant sur le territoire de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole. ***Groupement de commandes : Ville/ Eurométropole de Strasbourg (coordonnateur)***	*50 000*	*200 000*

décide

- *D'imputer les dépenses sur les crédits d'investissement et de fonctionnement du budget principal de la ville de Strasbourg.*

- *La création de groupements de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg (coordonnateur Eurométropole de Strasbourg) pour des marchés de :*
  - *Analyses, prescriptions et coordination du retrait et de l'évacuation des matériaux des structures de chaussée et canalisations contenant de l'amiante, du goudron et tout autre polluant.*
  - *Travaux de retrait et d'évacuation des matériaux des structures de chaussée et canalisations contenant de l'amiante, du goudron et tout autre polluant.*

Autorise

Monsieur le Maire ou son délégué

- *à lancer les consultations, à prendre toutes les décisions y relatives,*

- *à signer les conventions constitutives de groupements de commandes(en annexe de la présente délibération) avec l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *à signer les marchés en résultant ainsi que les avenants et tout autre document relatif aux marchés en phase d'exécution,*

- *à exécuter les marchés en résultant pour la Ville de Strasbourg.*

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. 8-VII du code des marchés publics

MARCHE D'ANALYSES, PRESCRIPTIONS ET COORDINATION DU RETRAIT ET DE L'EVACUATION DES MATERIAUX DES STRUCTURES DE CHAUSSEE ET CANALISATIONS CONTENANT DE L'AMIANTE, DU GOUDRON ET TOUT AUTRE POLLUANT SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE STRASBOURG ET DE L'EUROMETROPOLE

Vu le titre II, Chapitre III, article 8 du Code des marchés publics relatif à la coordination et aux groupements de commandes, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du *Conseil de communauté urbaine (CUS) du **11 avril 2014** et en vertu du décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 qui a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la CUS, au 1er janvier 2015.*

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 5 avril 2014

un groupement de commandes pour le lancement d'un marché d'analyses, prescriptions et coordination du retrait et de l'évacuation des matériaux des structures de chaussée et canalisations contenant de l'amiante, du goudron et tout autre polluant sur le territoire de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg

SOMMAIRE

Préambule **4**

Article 1 : Constitution du groupement **5**

Article 2 : Objet du groupement **5**

Article 3 : Organes du groupement **6**

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur **6**

Article 5 : Responsabilité **7**

Article 6 : Fin du groupement **7**

Article 7 : Règlement des différends entre les parties **7**

Préambule

Dans le cadre des opérations d'aménagements urbains, de maintenance du patrimoine routier et de réhabilitations de réseaux qu'elles conduisent, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole sont amenées à passer des marchés de prestations dont l'exécution s'étend sur plusieurs années.

Pour 2016 ce sont les prestations d'analyses, prescriptions et coordination du retrait et de l'évacuation des matériaux des structures de chaussée et canalisations contenant de l'amiante, du goudron et tout autre polluant, aussi bien pour les services de la Ville que pour ceux de l'Eurométropole de Strasbourg qui doivent être mises en concurrence.

Le groupement de commandes couvrira les prestations du ressort à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole qui a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le Code des marchés publics institué par le Décret no 2006-975 du 1er août 2006, et plus particulièrement son article 8, encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article 8.VII du Code des marchés publics, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne s'assure de sa bonne exécution**.**

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code des marchés publics, notamment son article 8.VII, et par la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement de l'article 8.VII 1er alinéa du Code des marchés publics, ci-après désigné « le groupement » a pour objet la passation de marchés publics relatifs à des prestations d'analyses, prescriptions et coordination du retrait et de l'évacuation des matériaux des structures de chaussée et canalisations contenant de l'amiante, du goudron et tout autre polluant sur le territoire de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole .

Les marchés seront lancés selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles 33, 53 et 57 à 59 du code des marchés publics.
Conformément aux dispositions de l'article 77, il s'agit de marchés à bons de commandes comportant un montant minimum et maximum pour l'Eurométropole et uniquement un montant maximum pour la Ville.

La durée des marchés sera de 1 an reconductible 3 fois.

A titre indicatif, les estimations budgétaires annuelles fondées sur la probabilité de rencontrer des polluants de type goudron et/ou amiante sont de 50 000 € par an au global. Elles se répartissent ainsi :

- pour les services de la Ville de Strasbourg :
  Estimation annuelle de 10 000 € HT
- pour les services de l'Eurométropole :
  Estimation annuelle de 40 000 € HT

Les lots sont définis avec des montants mini maxi de la façon suivante :

Analyses, prescriptions et coordination du retrait et de l'évacuation des matériaux des structures de chaussée et canalisations contenant de l'amiante, du goudron et tout autre polluant.	Montant Minimum € HT	Montant Maximum € HT
Ville de Strasbourg	0	20 000
Eurométropole Strasbourg	20 000	80 000

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole, ont convenu de désigner cette dernière en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux termes de l'article 8.VII dernier alinéa du Code des marchés publics.

En application de ce même article, la commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg, agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés. Elle est composée des membres suivants :

Titulaires	Suppléants
Monsieur Jean-Luc HERZOG	Madame Edith ROZANT
Madame Françoise BEY	Monsieur Patrick KOCH
Monsieur Céleste KREYER	Madame Edith PEIROTES
Madame Chantal CUTAJAR	Monsieur Paul MEYER
Monsieur Eric SCHULTZ	Madame Michèle QUEVA

Le représentant du coordonnateur et président de la commission d'appel d'offres est Monsieur Jean-Marie BEUTEL, Vice-président ou son (sa) représentant (e).

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et de l'avis d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code des marchés publics ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, Eurométropole de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassement excessif du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la procédure de dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Le Président de l'Eurométropole — Le Maire de Strasbourg

Robert HERRMANN — Roland RIES

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. 8-VII du code des marchés publics

MARCHE DE TRAVAUX DE RETRAIT ET D'EVACUATION DES MATERIAUX DES STRUCTURES DE CHAUSSEE ET CANALISATIONS CONTENANT DE L'AMIANTE, DU GOUDRON ET TOUT AUTRE POLLUANT SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE STRASBOURG ET DE L'EUROMETROPOLE

Vu le titre II, Chapitre III, article 8 du Code des marchés publics relatif à la coordination et aux groupements de commandes, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du *Conseil de communauté urbaine (CUS) du **11 avril 2014** et en vertu du décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 qui a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la CUS, au 1er janvier 2015.*

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 5 avril 2014

un groupement de commandes pour le lancement d'un marché d'un marché de travaux de retrait et d'évacuation des matériaux des structures de chaussée et canalisations contenant de l'amiante, du goudron et tout autre polluant sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole.

SOMMAIRE

Préambule **4**

Article 1 : Constitution du groupement **5**

Article 2 : Objet du groupement **5**

Article 3 : Organes du groupement **6**

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur **6**

Article 5 : Responsabilité **7**

Article 6 : Fin du groupement **7**

Article 7 : Règlement des différends entre les parties **7**

Préambule

Dans le cadre des opérations d'aménagements urbains, de maintenance du patrimoine routier et de réhabilitations de réseaux qu'elles conduisent, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole sont amenées à passer des marchés de prestations dont l'exécution s'étend sur plusieurs années.

Pour 2016 ce sont les prestations de travaux de retrait et d'évacuation des matériaux des structures de chaussée et canalisations contenant de l'amiante, du goudron et tout autre polluant, aussi bien pour les services de la Ville que pour ceux de l'Eurométropole de Strasbourg qui doivent être mises en concurrence.

Le groupement de commandes couvrira les prestations du ressort à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole qui a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le Code des marchés publics institué par le Décret no 2006-975 du 1er août 2006, et plus particulièrement son article 8, encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article 8.VII du Code des marchés publics, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne s'assure de sa bonne exécution**.**

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code des marchés publics, notamment son article 8.VII, et par la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement de l'article 8.VII 1er alinéa du Code des marchés publics, ci-après désigné « le groupement » a pour objet la passation de marchés publics relatifs à des travaux de retrait et d'évacuation des matériaux des structures de chaussée et canalisations contenant de l'amiante, du goudron et tout autre polluant sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole.

Les marchés seront lancés selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles 33, 53 et 57 à 59 du code des marchés publics.
Conformément aux dispositions de l'article 77, il s'agit de marchés à bons de commandes comportant un montant minimum et maximum pour la Ville de Strasbourg et pour l'Eurométropole.

La durée des marchés sera de 1 an reconductible 3 fois.

A titre indicatif, les estimations budgétaires annuelles fondées sur la probabilité de rencontrer des polluants de type goudron et/ou amiante sont de 450 000 € par an au global. Elles se répartissent ainsi :

- pour les services de la Ville de Strasbourg :

Estimation annuelle de 125 000 € HT

- pour les services de l'Eurométropole :

Estimation annuelle de 325 000 € HT

Les lots sont définis avec des montants mini maxi de la façon suivante :

Travaux de retrait et d'évacuation des matériaux des structures de chaussée et canalisations contenant de l'amiante, du goudron et tout autre polluant	Montant Minimum € HT	Montant Maximum € HT
Ville de Strasbourg	50 000	200 000
Eurométropole Strasbourg	150 000	500 000

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole, ont convenu de désigner cette dernière en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux termes de l'article 8.VII dernier alinéa du Code des marchés publics.

En application de ce même article, la commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg, agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés. Elle est composée des membres suivants :

Titulaires	Suppléants
Monsieur Jean-Luc HERZOG	Madame Edith ROZANT
Madame Françoise BEY	Monsieur Patrick KOCH
Monsieur Céleste KREYER	Madame Edith PEIROTES
Madame Chantal CUTAJAR	Monsieur Paul MEYER
Monsieur Eric SCHULTZ	Madame Michèle QUEVA

Le représentant du coordonnateur et président de la commission d'appel d'offres est Monsieur Jean-Marie BEUTEL, Vice-président ou son (sa) représentant (e).

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et de l'avis d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code des marchés publics ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, Eurométropole de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassement excessif du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la procédure de dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Le Président de l'Eurométropole — Le Maire de Strasbourg

Robert HERRMANN — Roland RIES

Strasbourg.eu
eurométropole

18

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Transactions amiables sur le territoire de la Ville de Strasbourg.

1. Acquisition d'une parcelle Place de la Meinau à l'arrière du District de Nettoiement

La Ville de Strasbourg est propriétaire d'un bâtiment situé place de la Meinau à Strasbourg, dans lequel se trouvent les services du District de Nettoiement Sud. L'entretien de la façade arrière du bâtiment s'effectue par une parcelle appartenant à CUS-Habitat. CUS-Habitat n'ayant aujourd'hui plus l'utilité de cette emprise suite à la vente à des promoteurs des parcelles environnantes, la Ville de Strasbourg a sollicité l'Office Public d'Habitat en vue de régulariser la situation foncière et de procéder à la vente de la parcelle au profit de la Collectivité.

En effet, cette emprise propriété de CUS-Habitat, d'une superficie de 1,04 est essentielle au fonctionnement du District de Nettoiement. La Ville de Strasbourg procèdera, après son acquisition à la clôture du site afin d'en optimiser la sécurité. L'acquisition se fera à la valeur estimée par France Domaine, soit un prix de vente de 20.800 € HT, en sus la TVA éventuelle à la charge de l'acquéreur.

2. Acquisition d'une parcelle située rue Louis Loucheur

Suite aux divers réaménagements réalisés dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine de la Meinau-Canardière, et notamment aux démolitions – reconstructions de logements par les bailleurs, il s'est avéré nécessaire pour la société Electricité de Strasbourg de revoir la configuration des réseaux électriques. Pour les besoins desdites installations électriques, la Ville de Strasbourg, doit acquérir auprès de CUS-Habitat une parcelle de 0,23 are, afin de la mettre à disposition d'Electricité de Strasbourg.

L'acquisition de cette emprise s'effectuera à la valeur estimée par France Domaine, à savoir 2 600 € hors taxes et frais.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
Vu les avis de France Domaine,
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

1) *l'acquisition par la Ville de Strasbourg auprès de l'OPH CUS-Habitat de la parcelle cadastrée :*
Commune de Strasbourg – Neudorf
Lieudit rue du Rhin Tortu
Section EZ n°173/47, de 1,04 are

Moyennant le prix de vente de vingt mille huit cents euros (20.800,00 € HT) hors taxes et frais, TVA éventuelle au taux en vigueur en sus à la charge de l'acquéreur.

2) l'acquisition par la Ville de Strasbourg auprès de l'OPH CUS-Habitat de la parcelle cadastrée :
Commune de Strasbourg – Neudorf
Lieudit rue Louis Loucheur
Section EZ n°291/47, de 0,23 are

Moyennant le prix de vente de deux mille six cents euros (2.600,00 € HT) hors taxes et frais, TVA éventuelle au taux en vigueur en sus à la charge de l'acquéreur.

décide

l'imputation des dépenses sur la ligne budgétaire 824 2111 AD03 programme 2

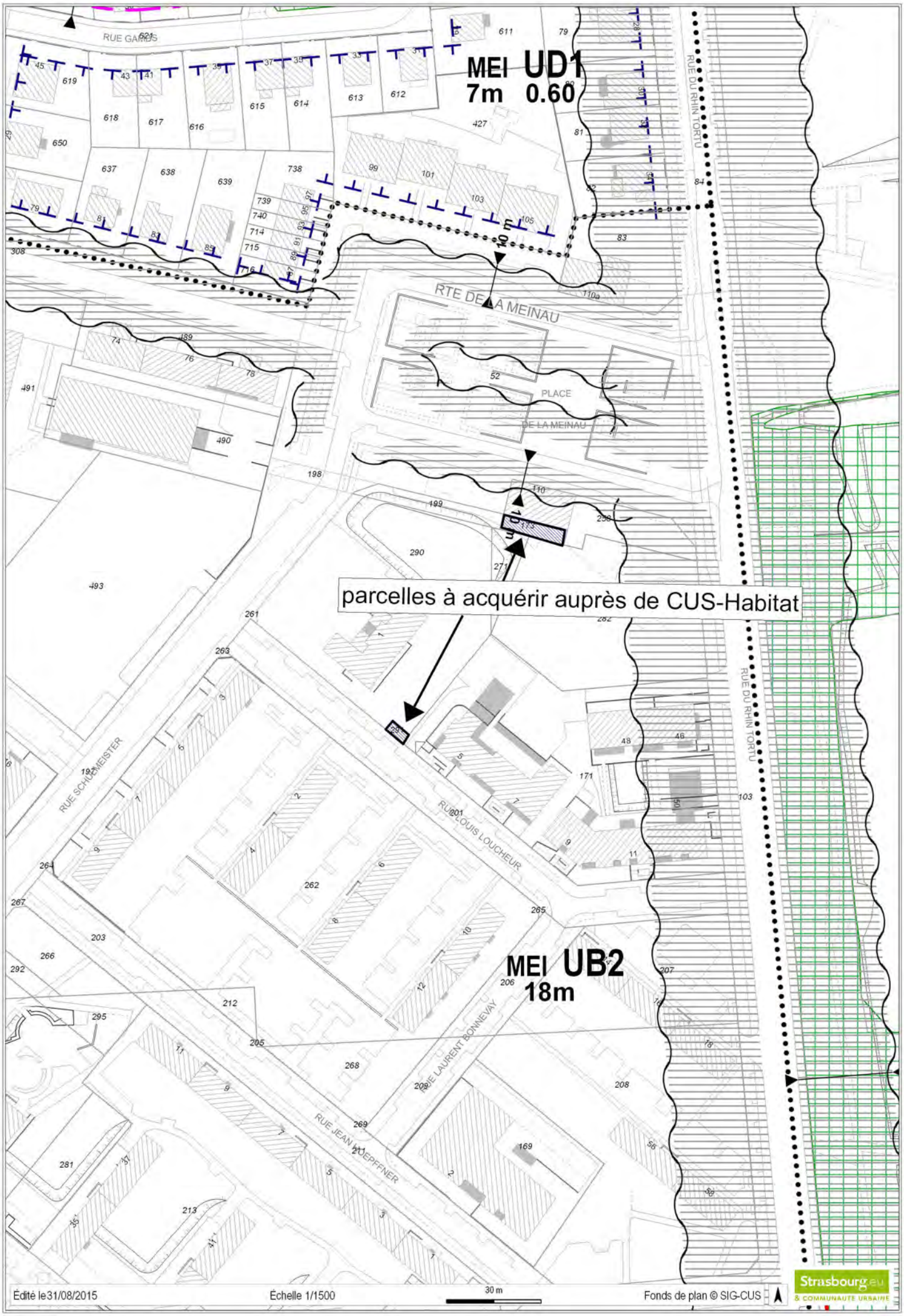
Autorise

- le Maire ou son représentant à signer les actes de vente à intervenir ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la bonne exécution des présentes.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015

et affichage au Centre Administratif le 23/11/15


MEI UD1
7m 0.60
MEI UB2
18m
parcelles à acquérir auprès de CUS-Habitat
RUE GARNIS
RUE DU RHIN TORTU
RTE DE LA MEINAU
PLACE DE LA MEINAU
RUE SCHUMEISTER
RUE LOUIS LOUCHEUR
RUE LAURENT BONNEVAY
RUE JEAN DEPFFNER
Édité le31/08/2015
Échelle 1/1500
30 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTE URBAINE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTRÔLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)
Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L1211-1 et L1211-2 du Code générale de la propriété des personnes publiques

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 01
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Avis n° 2014 - 1170
ENQUETEUR Patrick GOGUELY
Cession amiable

1- Service consultant Cus Habitat
Affaire suivie par Mme Evelyne BRONNER
2- Date de la consultation 15/10/2014 **Recue le** 16/10/2014 **En Etat le** 16/10/2014
Renseignements complémentaires : ~~*visite du*~~
3- Propriétaire présumé : Cus Habitat
4- Opération soumise au contrôle : Cession d'une parcelle de terrain au propriétaire riverain
5 - Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération

Commune de **STRASBOURG-MEINAU**

Références cadastrales :

Section	n°	Lieudit	Superficie parcelle	Superficie cédée
EZ	173	Route de la Meinau	1,04	1,04
		TOTAL	**1,04**	**1,04**
Superficies exprimées en are				

Descriptif sommaire :
Parcelle rectangulaire (5 mètres de profondeur sur 20 mètres de long) prélevée à l'arrière d'un bâtiment communal (annexe de nettoiement Sud), sur une unité foncière « CUS habitat » partiellement surbâtie d'immeuble collectifs.

CUS HABITAT
Pole de l'Habitat Social
24, route de l'hôpital
CS 70128
67028 STRASBOURG Cedex

6. **Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :**

Au POS en vigueur de STRASBOURG la parcelle considérée est située en zone **MEI UB2** (COS non réglementé, hauteur maximale : 18 mètres, emprise au sol maximale : 65 %)

Le terrain reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 13-15-II du code de l'expropriation.

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres du bien à évaluer ainsi que des éléments d'appréciation recueillis sur la marché local, la valeur vénale actuelle du terrain considéré estimé à l'état nu et libre, peut être fixée à 20 800 € HT.

Nota :
S'agissant d'une cession à un riverain, un prix de convenance qu'il n'appartient pas au service du domaine d'apprécier pourra être retenu.

7. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg, le 21/10/2014

Pour le Directeur Régional et par délégation
L'inspecteur Du Domaine
Patrick GOGUELY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)
(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L 1211-1 et L 1211-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 01
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Avis n° 2015/882
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Acquisition amiable

1. **Service consultant :** Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Héléna KRZYSZOWSKI**
2. **Date de la consultation :** 27/07/2015 reçue le 30/07/2015
3. **Opération soumise au contrôle (objet et but)** : acquisition d'une parcelle destinée à être revendue à Electricité de Strasbourg en vue de l'implantation d'un transformateur.
4. **Propriétaire présumé** : CUS HABITAT
5. **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

Commune de **Strasbourg-Meinau**

Références cadastrales :

Section	n°	Partie ou totalité	Lieudit	Superficie parcelle (*)
EZ	291/47	Totalité	Rue louis loucheur	0,23
			TOTAL	

(*) Superficie exprimée en are

Descriptif sommaire :

Parcelle de forme rectangulaire (de l'ordre de 7 mètres de large sur 3 mètres de profondeur) située au contact de la rue Louis Loucheur, prélevée sur une unité foncière « CUS habitat » sur-bâtie d'immeubles collectifs.

Ville de Strasbourg
Conduite de la politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

6. **Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers**

Au POS en vigueur de STRASBOURG la parcelle est située en zone **MEI UB2** (emprise au sol maximale : 65 %, hauteur maximale : 18 mètres)

Elle reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 13-5-II du code de l'expropriation

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres du bien à évaluer ainsi que des éléments d'appréciation recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle de la parcelle considérée peut être fixée à 2600 € HT.

Nota :

La présente estimation est donnée pour un terrain estimé à l'état nu et libre, hors incidence des éventuelles servitudes (pollution.....) qui viendraient affecter ses possibilités d'utilisation.

7. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg, le 04/08/2015

Pour le Directeur Régional des Finances
Publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin.

L'inspecteur du domaine
Patrick GOGUELY

19

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Transactions immobilières de l'Eurométropole de Strasbourg sur le territoire de la Ville de Strasbourg (avis préalable du Conseil municipal - article L 5211-57 du CGCT).

Conformément aux dispositions de l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales (art 43 de la loi 99-586 du 12 juillet 1999), le Conseil est appelé à donner son avis sur les projets de transactions immobilières prévus par l'Eurométropole de Strasbourg sur le territoire de la Ville de Strasbourg, à savoir :

1. Rétrocession d'une parcelle propriété de l'Eurométropole de Strasbourg située 1 rue de l'Abbé Muhé à Strasbourg

Par contrat de cession en date du 1er août 1974, les époux Charles ORTH ont cédé à la Communauté de Strasbourg, devenue l'Eurométropole de Strasbourg, sans paiement de prix comptant mais imputé sur les redevances de riverains, la parcelle cadastrée section BD n°203/78 d'une emprise de 0.44 are rue de l'Abbé Muhé à Strasbourg Robertsau.

La parcelle section BD n°203/78 a été acquise par l'Eurométropole de Strasbourg en application d'une délibération en date du 22 novembre 1974 et était destinée à être intégrée dans le domaine public lors de l'aménagement de la rue de l'Abbé Muhé.

L'acte mentionné ci-dessus expose que « l'entrée en possession et en jouissance aura lieu lors de l'aménagement de la rue ». Cette parcelle n'a jamais fait l'objet d'un aménagement par l'Eurométropole de Strasbourg.

La parcelle n'est désormais plus dans le périmètre du réaménagement de la rue, conformément au Plan d'Occupation des Sols de la Ville de Strasbourg.

Aussi, il en résulte que la parcelle susvisée peut donc être rétrocédée sans paiement de prix aux héritiers des époux ORTH actuellement propriétaire de l'immeuble 1 rue de l'Abbé Muhé conformément aux dispositions du contrat initial.

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal de donner un avis favorable à cette rétrocession.

2. PRU Hautepierre – Maille Athéna : acquisition par l'Eurométropole d'une parcelle auprès de la SERS dans le cadre de l'avenant 14 à la convention d'aménagement

Le quartier de Hautepierre a été aménagé de 1965 à 1981 sous forme d'une zone à urbaniser en priorité par la SERS dans le cadre de la convention publique d'aménagement de l'opération Strasbourg-Hautepierre du 30 décembre 1967.

Dans le cadre du projet de renouvellement urbain (PRU) de Hautepierre mené en lien avec l'Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU), et en vue de la réalisation des opérations qui y sont inscrites, les voiries et leurs accessoires (trottoirs, cheminements mode doux, espaces d'accompagnement des voiries) des différentes mailles font l'objet de réaménagements et résidentialisations.

Pour la mise en œuvre de ces différentes opérations, la collectivité et la SERS ont signé l'avenant 14 à convention publique d'aménagement, en date du 16 avril 2010 Cet avenant dispose à cet égard que l'acquisition des terrains nécessaires aux opérations de réaménagement sera effectuée à l'euro symbolique.

L'Eurométropole doit aujourd'hui procéder à l'acquisition d'une parcelle dans ce contexte, c'est-à-dire à l'Euro symbolique, conformément à l'avenant 14 à la convention publique d'aménagement de la SERS. Cette parcelle, sur laquelle empiète actuellement un bâtiment fera l'objet d'une cession ultérieure par l'Eurométropole au propriétaire de ce bâtiment.

Il est proposé au Conseil Municipal de donner un avis favorable à cette acquisition.

3. Acquisition d'une parcelle à incorporer dans la voirie de l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de l'aménagement du carrefour rue de la Tanche à Strasbourg – Robertsau

Dans le cadre du réaménagement de la rue de la Tanche à Strasbourg - Robertsau, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite procéder à l'acquisition d'une parcelle auprès des copropriétaires de la résidence « Le Schubert » 31a rue de la Tanche à Strasbourg Robertsau.

Cette transaction interviendra au prix de 1000 € correspondant à un prix négocié avec l'ensemble de la copropriété, en raison notamment de la privation de jouissance d'un jardin de l'un des copropriétaires.

La parcelle est située en zone UD au POS de la Ville de Strasbourg.

Il est proposé au Conseil municipal de la Ville de Strasbourg de donner un avis favorable à cette acquisition aux conditions susmentionnées.

4. Echange foncier dans le cadre du réaménagement de la rue du Charron à Strasbourg-Neudorf.

Dans le cadre du réaménagement de la rue du Charron à Strasbourg-Neudorf, l'Eurométropole souhaite acquérir une emprise de voirie propriété de la SCI du SCHLUTHFELD (Sté HEPPNER), aussi locataire d'une parcelle propriété de la collectivité.

Afin de concrétiser cette transaction il a été proposé de procéder à un échange entre les deux entités foncières.

Cet échange interviendra :

- au prix de 855 € pour la parcelle appartenant à la SCI SCHLUTHFELD et cadastrée : section DZ n° (12)/482 (classée en zone UX au POS) d'une surface d'environ 34 m².
- au prix de 44 000 € pour la parcelle appartenant à l'Eurométropole et cadastrée : section DZ n° 567 (classée en zone UB au POS) d'une surface de 1,25 are.

Il en résulte une soulte de 43 145 € au profit de la collectivité.

Il est proposé au Conseil municipal de la Ville de Strasbourg de donner un avis favorable à cette acquisition aux conditions susmentionnées.

5. Acquisition d'emprises foncières pour la réalisation de travaux de voirie rue des Frênes à Strasbourg-Neudorf.

Dans le cadre de futurs travaux de voirie rue des Frênes à Strasbourg-Neudorf, l'Eurométropole souhaite acquérir des emprises foncières auprès de propriétaires privés qui sont :

- Mme HAMMERSCHMITT Nathalie domiciliée 3 rue des Frênes, Strasbourg-Neudorf,
- les époux LOHANATHAN Rasaretnam domiciliés 4 rue des Frênes, Strasbourg-Neudorf,
- les époux KLEY André (usufruitiers) domiciliés 9 rue du Mai Strasbourg-Neudorf,
- Mme KLEY Aurélie (nu-propriétaire) domiciliée 20 Bunzlauer à Munich,
- Mme KLEY Virginie (nu-propriétaire) domiciliée 1 rue des frênes, Strasbourg-Neudorf.

Ces transactions interviendront au prix de 7 000 € de l'are, conformément aux valeurs constatées sur le secteur, et en accord avec l'ensemble des intéressés.

Les parcelles en cause sont classées en zone NDR UB2 au POS de Strasbourg et sont impactées par l'Emplacement Réservé (NDR B1).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales

Après avoir pris connaissance des avis de France Domaine
Sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré
donne un avis favorable à

1. la rétrocession sans paiement de prix de la parcelle cadastrée à savoir :

Commune de Strasbourg
Banlieue de Strasbourg Robertsau
Lieu dit : rue de l'Abbé Muhé
Section BD n°203/78 de 0.44 are

Propriété de l'Eurométropole de Strasbourg

au profit des ayants droits des époux ORTH chacun propriétaire pour 1/12 à savoir :

- M Steiner Eugène et Mme Kuntz Rose – Marie,
- M Steiner Charles et Mme Geist Marthe,
- M Baumann Alphonse Gilbert,
- M Baumann Henri, René,
- Mme Baumann Jeannine,
- Mme Baumann Lucie,
- Mme Baumann Marie – Thérèse,
- M Baumann Robert, Alphonse,
- M Vest Eugène,
- M Vest Joseph,
- Mme Vest Madeleine, Charlotte,
- Mme Vest Maria.

2. l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg, auprès de la SERS d'une emprise foncière dans le cadre de l'avenant 14 à la concession d'aménagement du 30 décembre 1967, cadastrée :

Commune de Strasbourg
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section LS n°538/90, lieudit Spendersanwand, de 3,30 ares
Moyennant le prix d'un euro symbolique.

3. l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de la parcelle cadastrée comme suit :

Commune de Strasbourg
Section BL 379/1 rue de la Tanche de 0.01are

Propriété de l'ensemble des copropriétaires de la Résidence « Le Schubert » 31a rue de la Tanche moyennant le prix de 1000 €

4. l'échange foncier entre une parcelle propriété de la SCI SCHLUTHFELD et une parcelle propriété de l'Eurométropole, cadastrées comme suit :

Commune de Strasbourg-Neudorf
Section DZ n°(12)/122(propriété de la SCI SCHLUTHFELD) d'une surface d'environ 34 m² au prix de 855 €

Commune de Strasbourg-Neudorf
Section DZ n°567(propriété de l'Eurométropole) d'une surface d'environ 1,25 are au prix de 44 000 €

Il en résulte une soulte au profit de l'Eurométropole de 43 145 €.

5. les acquisitions des emprises foncières nécessaires à la réalisation des travaux de voirie des parcelles cadastrées comme suit :

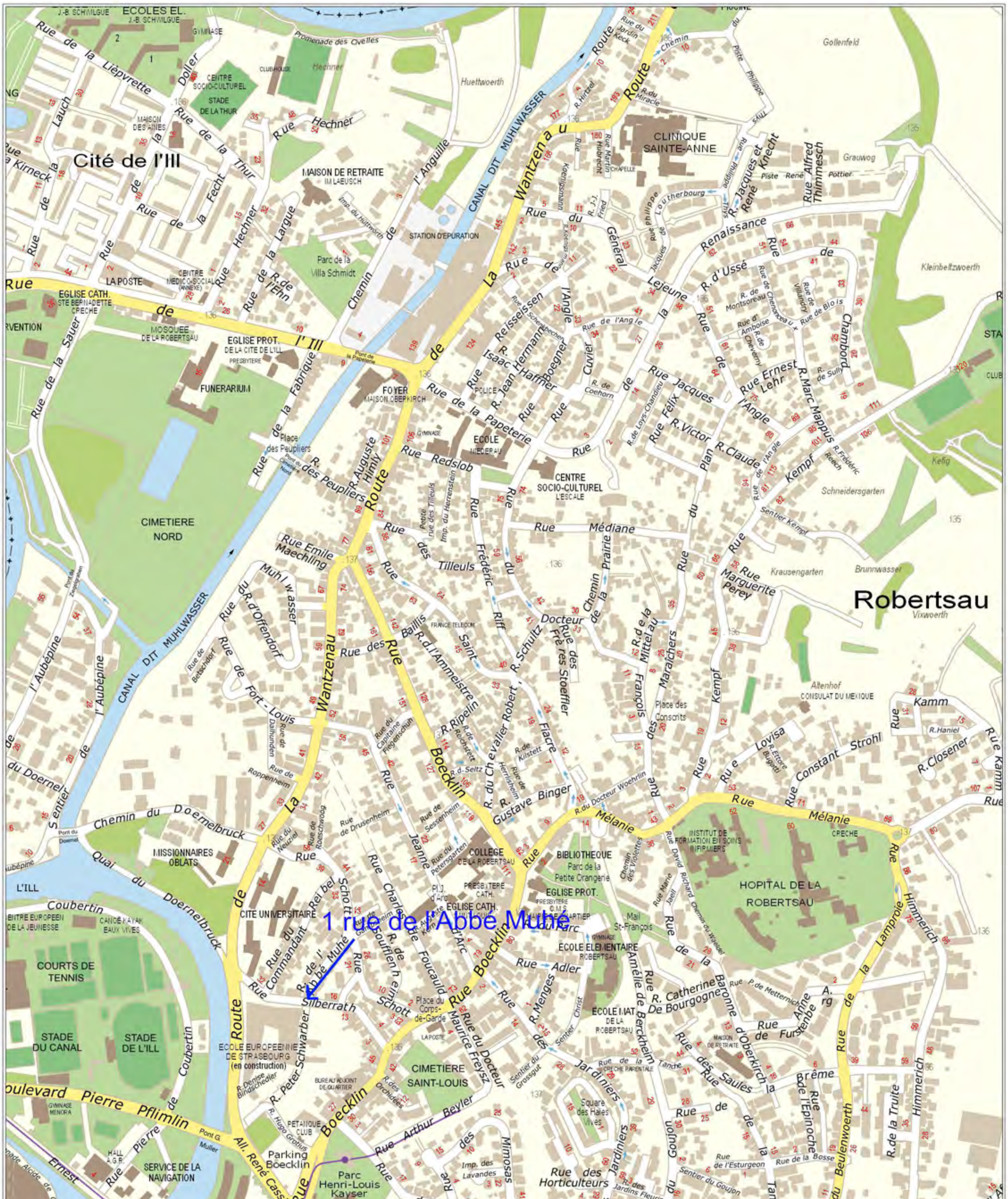
Commune de Strasbourg-Neudorf
Section DY n° (2)/99,1 rue des Frênes d'une surface d'environ 36 m², moyennant le prix de 2520 € qui sera réparti au profit des propriétaires :
- *Les époux KLEY André (usufruitiers),*
- *Mme KLEY Aurélie (nu-propriétaire,*
- *Mme KLEY Virginie (nu-propriétaire)*

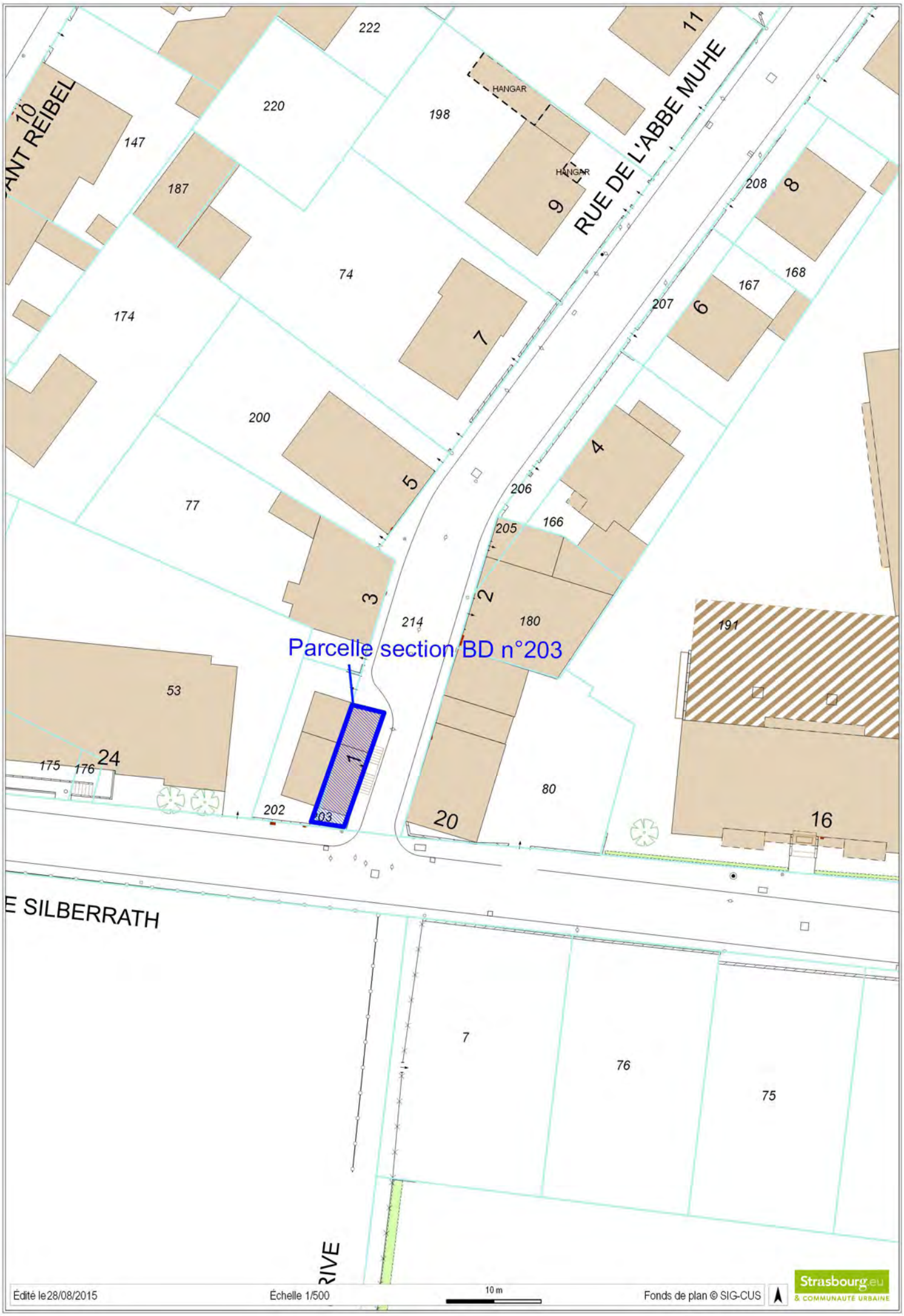
Commune de Strasbourg-Neudorf
Section DY n°(2)/95,4 rue des Frênes d'une surface d'environ 21 m², moyennant le prix de 1470 € au profit des époux LOHANATHAN Raseretnam,

Commune de Strasbourg-Neudorf
Section DY n°(2)92, 3 rue des Frênes d'une surface d'environ 30 m², moyennant le prix de 2100 € au profit de Mme HAMMERSCHMIDT Nathalie.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15


1 rue de l'Abbé Muhé
Cité de l'Ill
Robertsau
CLINIQUE SAINTE-ANNE
MAISON DE RETRAITE
STATION D'EPURATION
CANAL DIT MUHLWASSER
CIMETIERE NORD
FUNERARIUM
EGLISE CATH.
EGLISE PROT.
LA POSTE
CENTRE SOCIO-CULTUREL L'ESCALE
COLLEGE DE LA ROBERTSAU
BIBLIOTHEQUE
HOPITAL DE LA ROBERTSAU
CITE UNIVERSITAIRE
MISSIONNAIRES OBLATS
COURTS DE TENNIS
STADE DU CANAL
STADE DE L'ILL
ECOLE EUROPEENNE DE STRASBOURG (en construction)
CIMETIERE SAINT-LOUIS
Parc Henri-Louis Kayser
Parking Boecklin
SERVICE DE LA NAVIGATION
PALAIS DES DROITS DE L'HOMME
BASSIN DE L'ILL
DIRECTION EUROPEENNE DE LA QUALITE DU MEDICAMENT
BATIMENT GENERAL DU CONSEIL DE L'EUROPE
PALAIS DE L'EUROPE
CENTRE CULTUREL SAINT-THOMAS
JARDINS FAMILIAUX AMEISENKOEPFEL
ATELIER C.U.S.
Route de la Wantzenau
Rue Boecklin
Rue de l'Ill
Boulevard Pierre Pflimlin
Allée Kastner
Allée des Droits de l'Homme
Rue Mélanie
Rue Himmerich
Chemin du Beulenwoerth
Rue de la Carpe Haute
Rue Kempf
Rue du Général Lejeune
Rue Renaissance
Rue Silberrath
Rue du Commandant François
Édité le 28/08/2015
Échelle 1/10000
200 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


Parcelle section BD n°203
RUE DE L'ABBE MUHE
E SILBERRATH
HANGAR
HANGAR
222
220
198
147
187
74
174
200
77
214
180
191
208
168
167
207
206
205
166
80
202
203
175
176
53
7
76
75
Édité le 28/08/2015
Échelle 1/500
10 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300

France Domaine
DIVISION DU DOMAINE
DU BAS-RHIN

4 place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex
☎ 03 88 10 35 00
🖷 03 88 10 35 01

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPÉRATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)
(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L1211-1 et L1211-2 du Code générale de la propriété des personnes publiques

Enquêteur : Eliane BAEHR
☎ 03 88 10 35 14

Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

N° 2015/815

Rétrocession

1 -Service consultant : Ville et Eurométropole de Strasbourg. Affaire suivie par Mme Coralie PECK (coralie.peck@strasbourg.eu).
2 -Date de la consultation : Demande du 15/07/2015, reçue le 20/07/2015.
3 -Opération soumise au contrôle (objet et but) : Projet de rétrocession d'une emprise encombrée, sis 1 rue de l'Abbé Muhé à Strasbourg-Robertsau.
4 - Propriétaire présumé : Eurométropole de Strasbourg.
5 - Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Ville de STRASBOURG-ROBERTSAU

Section	Parcelle	Surfaces/ares	Adresse cadastrale	Zonage POS
BD	203	0,44	Rue de l'Abbé Muhé	ROB UD1

L'emprise est totalement encombrée par l'immeuble situé 1 rue de l'Abbé Muhé. L'élargissement de la rue n'étant plus envisagée, la parcelle peut être rétrocédée au propriétaire du bâti.

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Service Politique foncière et immobilière

1 parc de l'Etoile

67076 STRASBOURG Cedex

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - État du sous-sol - Éléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :
Parcelle située en zone ROB UD1 du POS de la Strasbourg suivant la modification approuvée le 19/12/2014.
Y sont admis, les constructions à usage d'habitation, de bureau, ainsi que les constructions à caractère commercial et de services.
Emprise au sol de 40 %, hauteur maximum de 7 m + combles, COS 0,8.

Qualification du terrain :
La parcelle a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 13-15§ II du Code de l'expropriation car située dans une zone déclarée constructible en l'état actuel du POS applicable et desservie par les réseaux.

6- Origine de propriété :./.

7- Situation locative : ./.

8. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale est estimée à :

12 500 € HT/are, soit une valeur de 5 500 € pour 0,44 ares.

9-. Observations particulières :
La présente évaluation est communiquée en vue d'une cession immobilière visée par la loi n° 95-127 du 08 février 1995 prévoyant une délibération obligatoire au vu d'un avis du Service du Domaine.
Cette évaluation correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai **d'un an**.
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n°78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pièces jointes : ./.

A Strasbourg, le 06/08/2015

Pour le Directeur Régional par intérim,
L'Inspectrice des Finances Publiques,

Eliane BAEHR


HAU
A6
HAU UB4
20m
HAU UX1
15m
parcelle à acquérir auprès de la SERS
RUE ALBERT CALMETTE
RUE HENRI NORDSON
RUE THOMAS MANN
Édité le31/08/2015
Échelle 1/1500
30 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300

France Domaine
DIVISION DU DOMAINE
DU BAS-RHIN

4 place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex
☎ 03 88 10 35 00
🖷 03 88 10 35 01

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPÉRATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)
(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L1211-1 et L1211-2 du Code générale de la propriété des personnes publiques(

Enquêteur : Eliane BAEHR
☎ 03 88 10 35 14

Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

N° 2015/1126

Acquisition et cession amiables

1 -Service consultant : Ville et Eurométropole de Strasbourg. - Affaire suivie par Mme Héléna KRZYSZOWSKI (helena.krzyszowski@strasbourg.eu).
2 -Date de la consultation : Demande du 14/09/2015 reçue le 18/09/2015.
3 -Opération soumise au contrôle (objet et but) : Projet d'acquisition puis de cession d'un terrain sis lieu-dit Spendersanwand, Maille Athéna à Hautepierre. Actualisation de l'avis n° 2014/1221.
4 - Propriétaires présumés : SERS
5 - Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Ville de STRASBOURG – HAUTEPIERRE

Section	Parcelle	Superficie/ares	Zonage POS
LS	538	3,3	HAU UX1

L'emprise foncière de forme très allongée s'étend entre les immeubles de bureaux n° 4 et 6 rue Thomas Mann à Hautepierre. L'acquisition auprès de la SERS est destinée à la vente ultérieure aux propriétaires des immeubles situés de part et d'autre.

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Service Politique foncière et immobilière

1 Parc de l'Etoile

67076 STRASBOURG Cedex

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - État du sous-sol - Éléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :
Parcelle située en zone HAU UX1 du POS de Strasbourg suivant la dernière modification approuvée le 19/12/2014.
Y sont admis, les réhabilitations de logements non liés à une entreprise, les bureaux, les hôtels, les restaurants, les bâtiments de service aux entreprises.
Emprise au sol maximum de 75 %, hauteur maximum des constructions de 15 m.

Qualification du terrain :
La parcelle a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 13-15§ II du Code de l'expropriation car située dans une zone déclarée constructible en l'état actuel du POS applicable et desservie par les réseaux.

6. Situation locative :./.

7. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale à l'état nu et libre est estimée à :

4 000 € HT/are,
Soit une valeur arrondie de 13 000 € HT pour 3,30 ares.

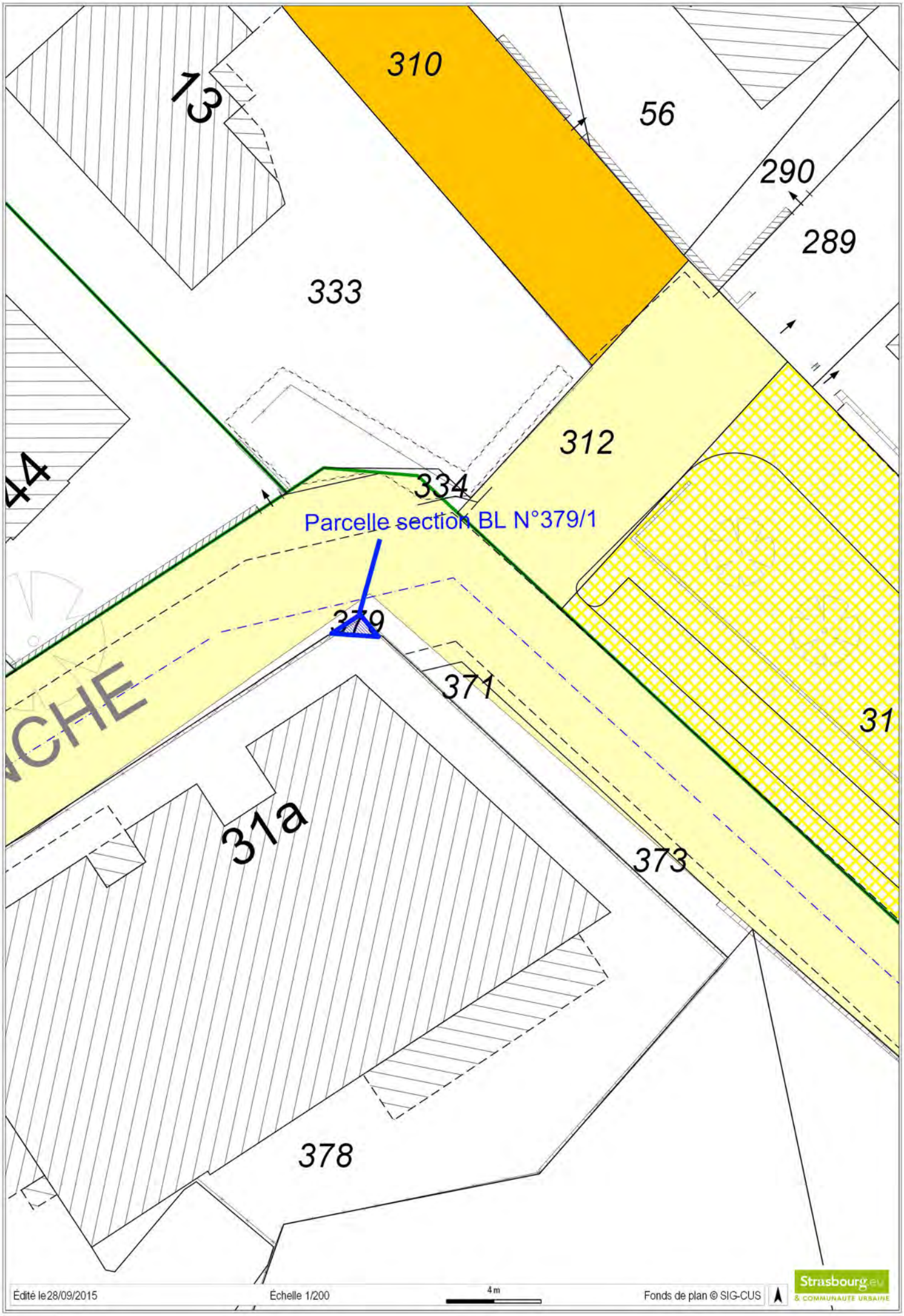
8. Observations particulières :
La présente évaluation est communiquée en vue d'une d'une acquisition puis d'une cession immobilière visées par la loi n° 95-127 du 08 février 1995 prévoyant une délibération obligatoire au vu d'un avis du Service du Domaine.
Cette évaluation correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai **d'un an**.
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n°78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

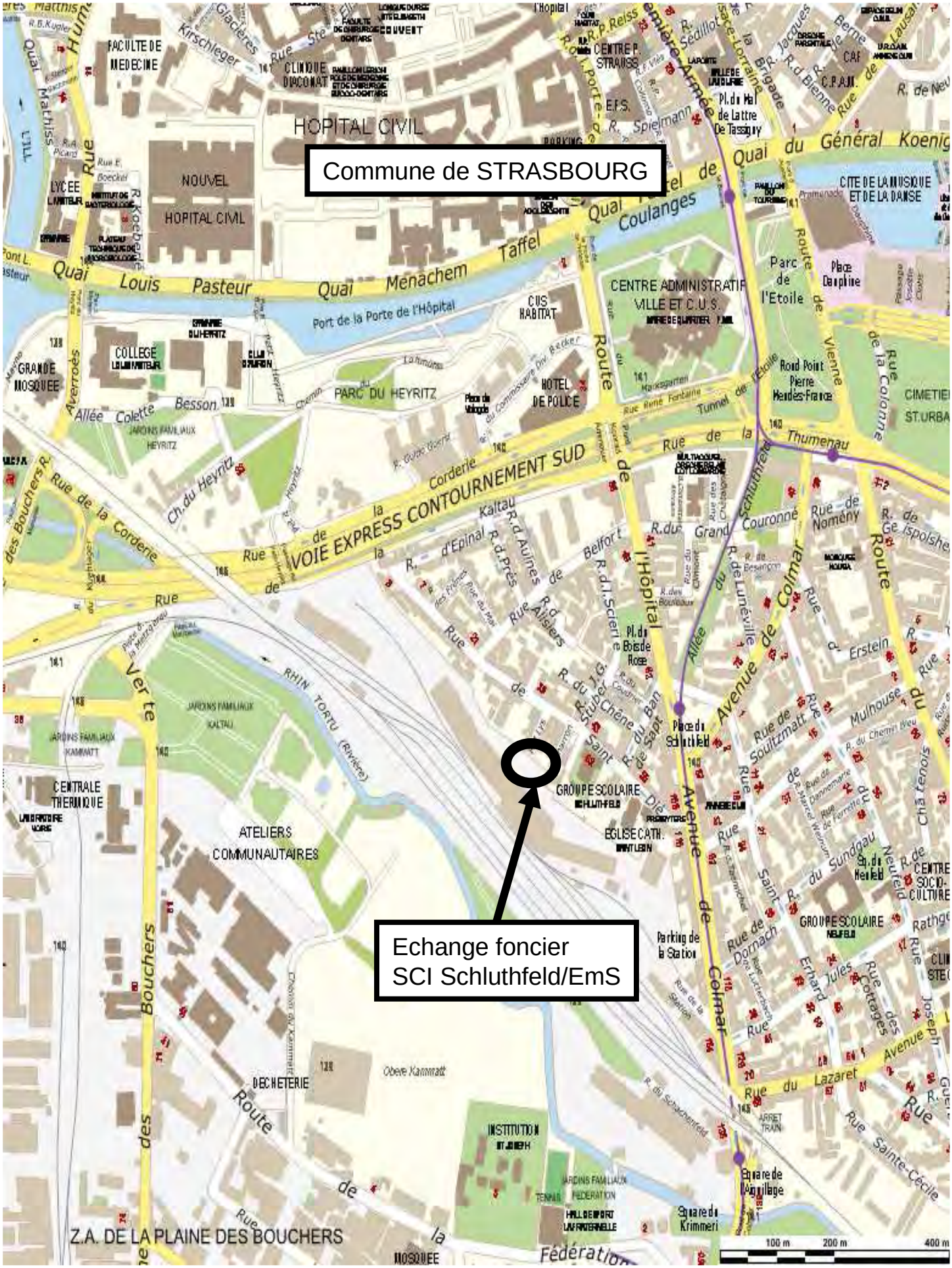
Pièces jointes : ./.

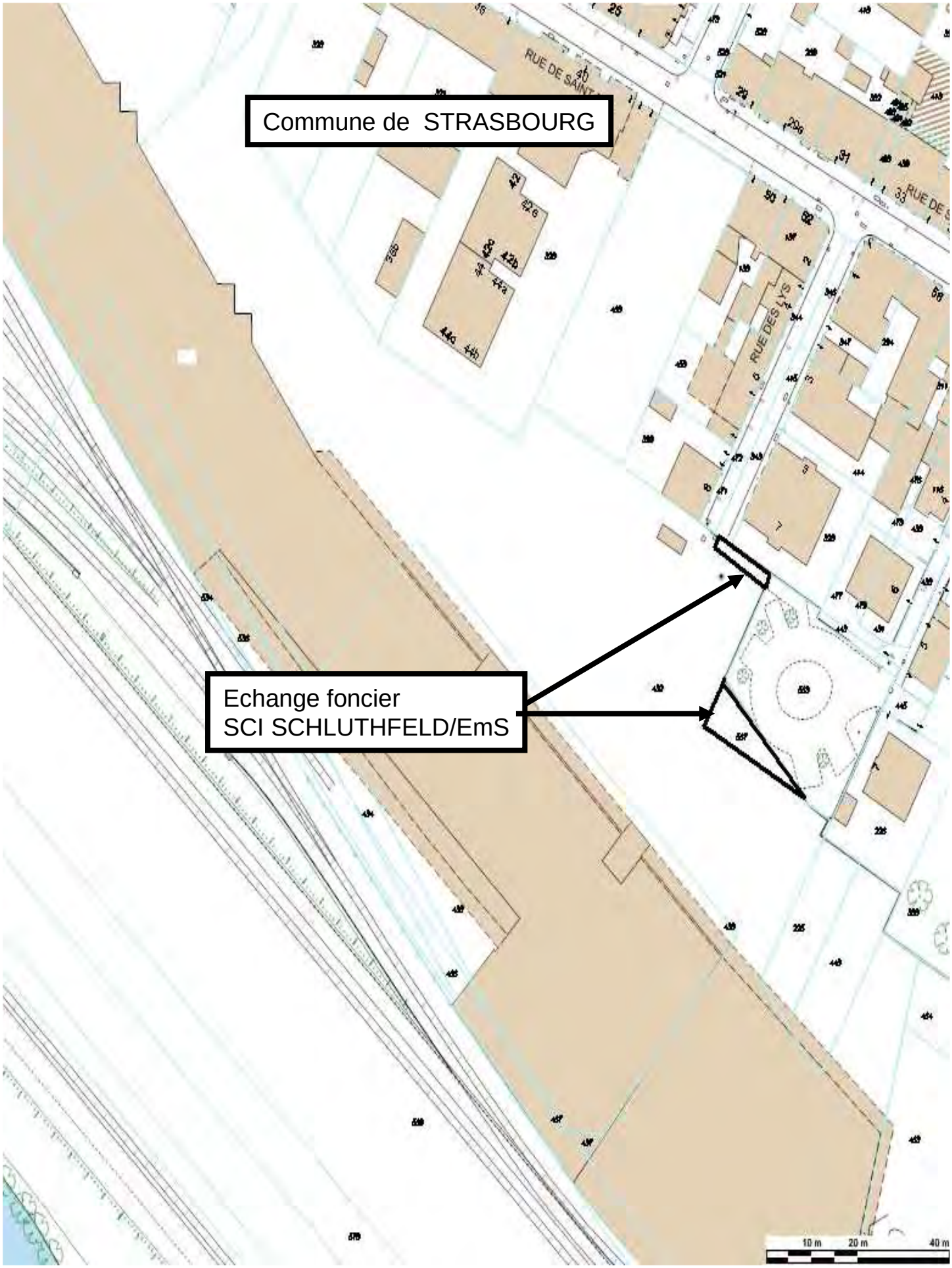
A Strasbourg, le 21/09/2015
Pour le Directeur Régional par intérim,
L'Inspectrice des Finances Publiques,

Eliane BAEHR


Robertsau
Rue de la Tanche
HOPITAL DE LA ROBERTSAU
INSTITUT DE FORMATION EN SOINS INFIRMIERS
CRECHE
Rue Mélanie
Rue Boecklin
COLLEGE DE LA ROBERTSAU
BIBLIOTHEQUE
Parc de la Petite Orangerie
EGLISE PROT.
EGLISE CATH. SAINT LOUIS
MAIRIE DE QUARTIER
ECOLE ELEMENTAIRE ROBERTSAU
ECOLE MAT. DE LA ROBERTSAU
Mail St-François
Place des Conscrits
Place du Corps-de-Garde
CIMETIERE SAINT-LOUIS
Square des Haies Vives
Altenhof
CONSULAT DU MEXIQUE
Rue Kamm
Rue Himmerich
Rue de la Lamproie
Chemin du Beulenwoerth
Rue des Saules
Rue de la Brême
Rue de l'Epinoche
R. de la Truite
Rue de la Bosse
Rue de l'Esturgeon
Sentier du Goujon
Rue du Goujon
R. de l'Ablette
Rue de la Carpe Haute
Rue de la Fourmi
Chemin Goeb
Rue de l'Afrique
Rue de Rouen
Rue de Lübeck
Quai Jacoutot
Quai Jacoutot
ATELIER C.U.S.
JARDINS FAMILIAUX AMEISENKOEPFEL
JARDINS FAMILIAUX CARPE-HAUTE ENGELBRECHTSWOERTH
STADE DE LA CARPE HAUTE
ILL TENNIS CLUB SOCIETE DE GYMNASTIQUE CONCORDE
TENNIS
DECHETERIE
GENDARMERIE FLUVIALE
SERVICE DE LA NAVIGATION ET VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
I.M.D.F.S.
CENTRE CULTUREL SAINT-THOMAS
Rue Arthur Beyler
Rue Boussingault
Niedersand
Grieswoerthel
Wolfsschiess
Krausengarten
Brunnwasser
Soeldnerswoerth
Édité le 28/09/2015
Échelle 1/8000
160 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


310
13
56
290
289
333
312
44
334
Parcelle section BL N°379/1
379
371
31
CHE
31a
373
378
Édité le 28/09/2015
Échelle 1/200
4 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTE URBAINE


Commune de STRASBOURG
Echange foncier
SCI Schluthfeld/EmS
HOPITAL CIVIL
NOUVEL HOPITAL CIVIL
FACULTE DE MEDECINE
CLINIQUE DIACONAT
LYCEE
COLLEGE
GRANDE MOSQUEE
PARC DU HEYRITZ
HOTEL DE POLICE
CUS HABITAT
CENTRE ADMINISTRATIF VILLE ET C.U.S.
Parc de l'Etoile
Place Dauphine
CITE DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE
Quai Louis Pasteur
Quai Ménachem Taffel
Quai du Général Koenig
Quai Coulanges
Port de la Porte de l'Hôpital
Route de Vienne
Rue de la Corderie
VOIE EXPRESS CONTOURNEMENT SUD
Rue de la Thumenau
Rue de Colmar
Avenue de Colmar
Rue de l'Hôpital
Rue de Schluthfeld
Place du Schluthfeld
GROUPE SCOLAIRE SCHLUTHFELD
EGLISE CATH. SAINT LEON
GROUPE SCOLAIRE NEUFELD
CENTRALE THERMIQUE
ATELIERS COMMUNAUTAIRES
DECHETERIE
INSTITUTION ST JOSEPH
Z.A. DE LA PLAINE DES BOUCHERS
Rue des Bouchers
Route de la Fédération
Rue du Lazaret
Square de l'Aiguillage
Square du Krimmeri
Parking de la Station
RHIN TORTU (Riviere)
JARDINS FAMILIAUX KALTAU
JARDINS FAMILIAUX KAMMATT
JARDINS FAMILIAUX HEYRITZ
100 m
200 m
400 m


Commune de STRASBOURG
Echange foncier
SCI SCHLUTHFELD/EmS
RUE DE SAINT
RUE DES LYS
10 m
20 m
40 m

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)

Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L1211-1 et L1211-2 du Code général de la propriété des personnes publiques

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 00
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 11
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

N°**2015/ 311**
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Cession amiable (échange)

1. **Service consultant :** Eurométropole de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Yasmina NASSOUH**
2. **Date de la consultation** : demande du 17/03/2015 reçue le 23/03/2015.
3. **Opération soumise au contrôle :** échange de terrain entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SCI Schluthfeld.
4. **Propriétaire présumé :** Eurométropole de Strasbourg
5. **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

Commune de STRASBOURG- NEUDORF

Références cadastrales :

section	n°	lieudit	contenance (en are)
DZ	567	Rue du Charron	1,25
		TOTAL	**1,25**

Descriptif sommaire :

Parcelle de forme triangulaire formant avec les parcelles cadastrées section DZ n° 568 et DZ n° 443, une unité foncière de 9.50 ares aménagée en aire de retournement et places de stationnement. La parcelle à évaluer est située au contact d'une vaste unité foncière constituée de terrains et immeubles situés en zone d'activité, appartenant à la SCI Schluthfeld.

6 **Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :**
Au POS en vigueur de STRASBOURG, la parcelle est située en zone **NDR UB 4** (hauteur maximale des constructions : **5 mètres** - Emprise au sol maximale de **50 %**)

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Service Politique Foncière et Immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

La parcelle à évaluer dépend d'une unité foncière recevant la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 13-15-II 1° du code de l'expropriation.

7. Etat locatif : /

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres du bien à évaluer, ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché immobilier local, la valeur vénale actuelle de la parcelle considérée peut être fixée à 44 000 € HT.

Nota :

- La présente évaluation est donnée pour un terrain estimé à l'état nu et libre et hors coût de dépollution éventuelle.

- S'agissant d'une cession à un propriétaire riverain, un prix de convenance, qu'il n'appartient pas au service du domaine d'apprécier pourra être retenu.

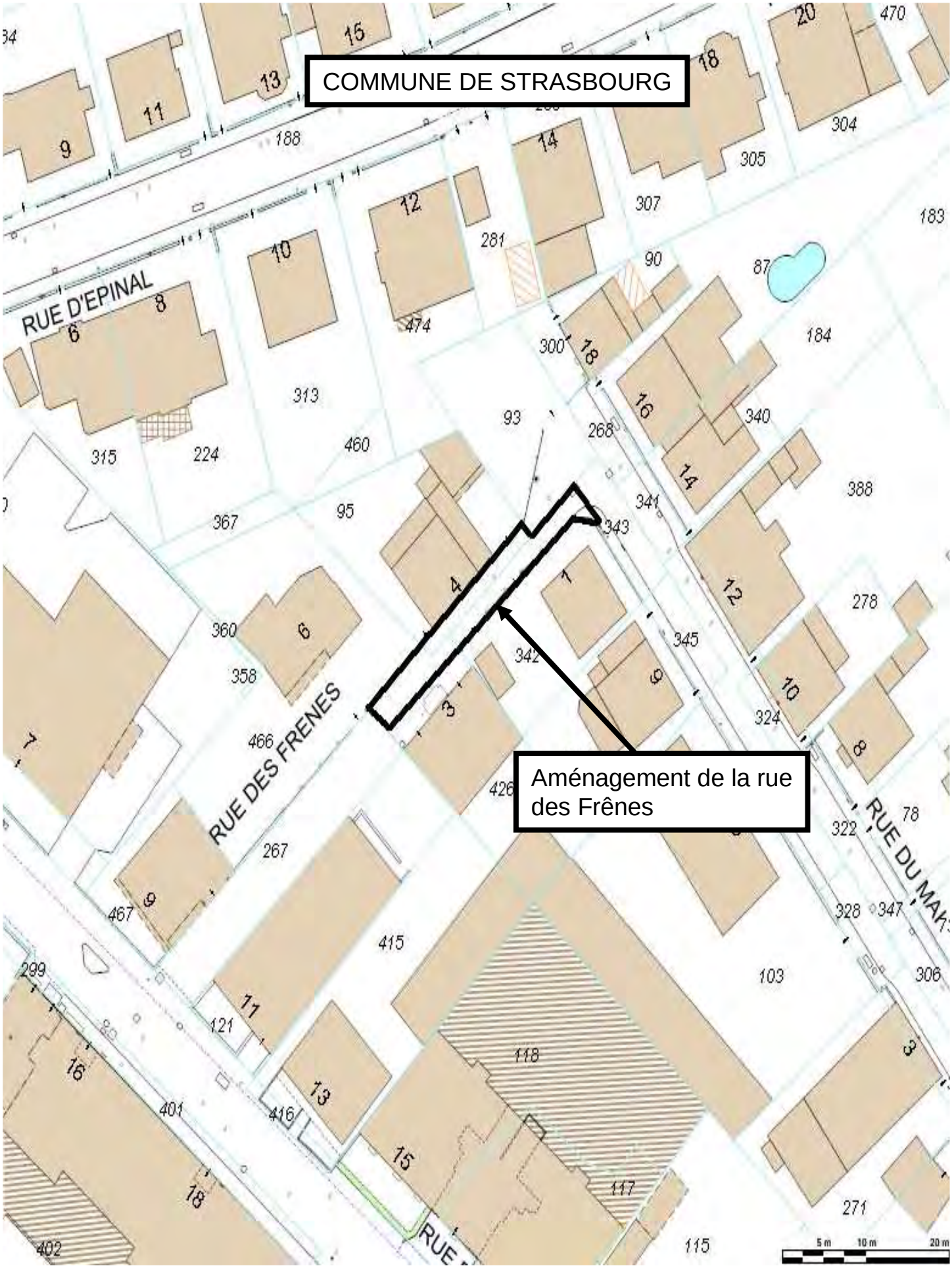
8. Observations particulières

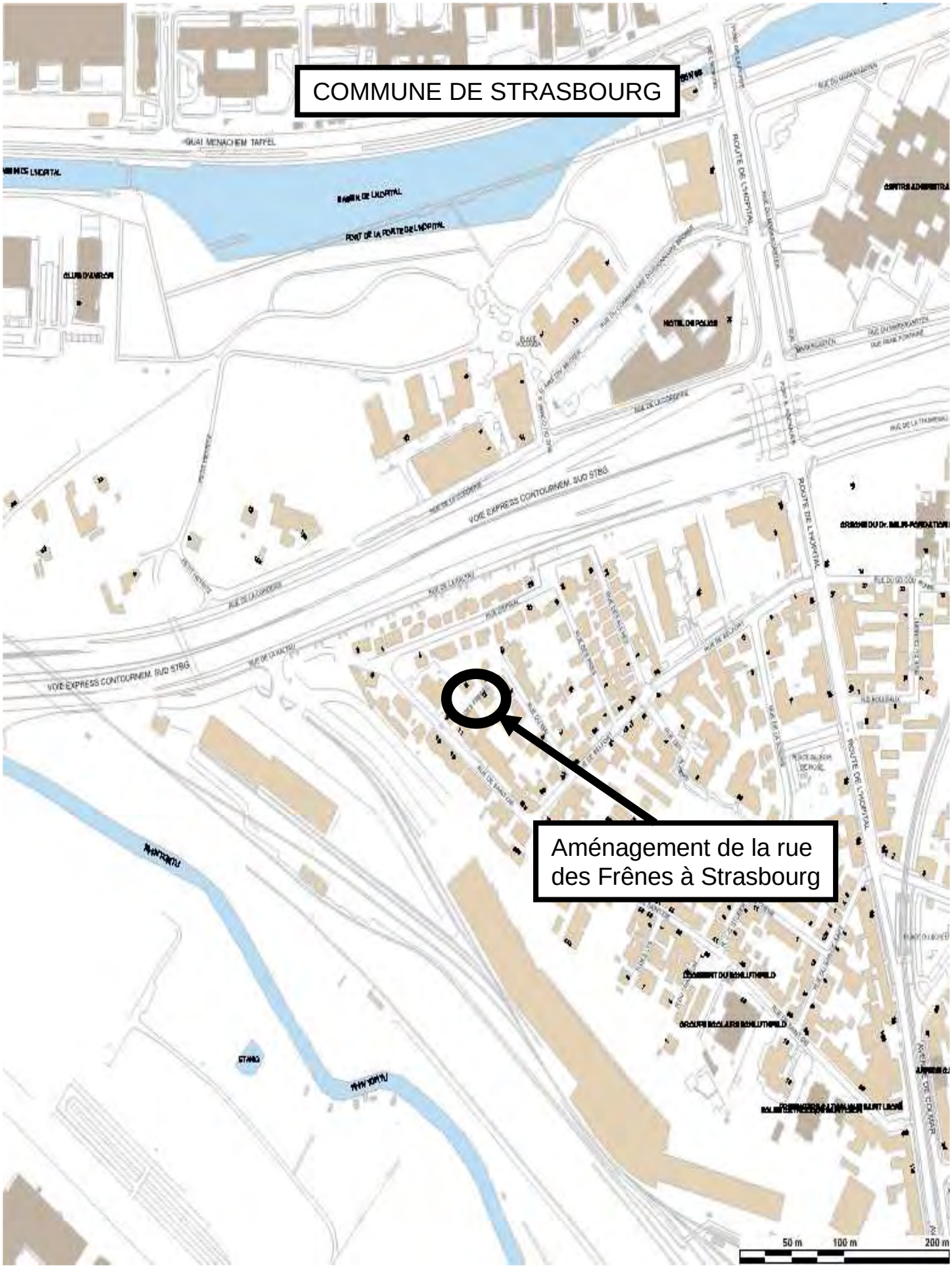
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg, le 09/04/2015

Pour le Directeur Régional des Finances Publiques
d'Alsace et du département du Bas-Rhin.

L'inspecteur du Domaine
Patrick GOGUELY


COMMUNE DE STRASBOURG
RUE D'EPINAL
RUE DES FRENES
RUE DU MA
Aménagement de la rue des Frênes
5 m
10 m
20 m


COMMUNE DE STRASBOURG
Aménagement de la rue des Frênes à Strasbourg
50 m
100 m
200 m

20

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Plan patrimoine. Avis préalable (article L5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales) à la vente amiable par l'Eurométropole de Strasbourg d'un immeuble situé 8 rue du Coudrier à Strasbourg/Neudorf.

L'Eurométropole de Strasbourg dispose d'un important patrimoine immobilier bâti acquis depuis la création de la Communauté urbaine de Strasbourg, notamment par voie de préemption ou d'expropriation (à la différence du patrimoine de la Ville, majoritairement issu de l'histoire et des legs).

Le patrimoine de l'Eurométropole essentiellement lié aux POS/PLU, au PLH, et à la réalisation des projets (PRU, aménagement de voiries, tram ...), a vocation à être géré pour une période transitoire en fonction de la maturation et du démarrage des différents projets.

Un travail de recensement des biens propriétés de l'Eurométropole de Strasbourg issus du domaine privé a permis de sélectionner ces immeubles selon trois catégories:

- les immeubles offrant une bonne rentabilité locative restant dans le patrimoine, à confier en mandat de gestion ;

- les immeubles à conserver provisoirement en raison de leur mobilisation dans les projets d'aménagement à moyen et long termes (à confier en mandat de gestion) ;

- les immeubles cessibles pour leur absence d'intérêt stratégique ou leur état dégradé.

Pour cette dernière catégorie, le plan patrimoine de cession qui en découle et qui se met en œuvre, a pour objectif de céder des biens ne présentant plus d'intérêt pour la collectivité.

Les biens de l'Eurométropole sont aliénables dans les conditions de droit commun sous réserve :

- d'appartenir au domaine privé de la collectivité,

- d'avoir fait l'objet d'une estimation de leur valeur vénale par France Domaine,

- de validation par l'organe exécutif des modalités de la cession (commission permanente pour les ventes inférieures à 1 M€).

En dehors de ce cadre réglementaire, l'Eurométropole est libre de choisir les modalités de la vente. Le recours à la mise en concurrence via une publicité adaptée sera privilégié, permettant à la collectivité dans le cadre des consultations d'imposer des prescriptions et d'avoir des offres économiquement avantageuses.

Les biens occupés sont proposés prioritairement aux occupants en place. Il s'agit de biens de taille modeste, souvent occupés de longue date par des locataires ayant déjà sollicité leur acquisition au fil des ans.

C'est dans ce cadre qu'est proposée la vente de l'immeuble 8 rue du Coudrier à l'occupant en place.

L'immeuble d'une surface d'environ 85m² correspondant, à une maison individuelle de cinq pièces ainsi qu'un garage sur un terrain intégré de 1,90 are, a été évalué par les services de France Domaine en l'état actuel à 180 000 € sans tenir compte de l'incidence des diagnostics techniques et du coût des travaux financés par l'occupant depuis qu'il est locataire, à savoir le 6 janvier 1994.

M. JERMANN, locataire, envisage la réalisation de différents travaux de réhabilitation, notamment concernant l'isolation ou encore la toiture.

L'acte de vente à intervenir sera assorti d'une interdiction de revendre l'immeuble sans un accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg pendant une durée de 5 ans à compter de la signature de l'acte de vente.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, il est proposé au Conseil municipal de la Ville de Strasbourg d'émettre un avis à la vente de l'immeuble à M. JERMANN par l'Eurométropole de Strasbourg au prix de 180 000 € conformément à l'évaluation des services de France Domaine.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu l'avis de France Domaine
après en avoir délibéré

donne un avis favorable

à la vente au profit de M. Michel JERMANN, de la maison d'habitation située 8 rue du Coudrier et cadastrée :

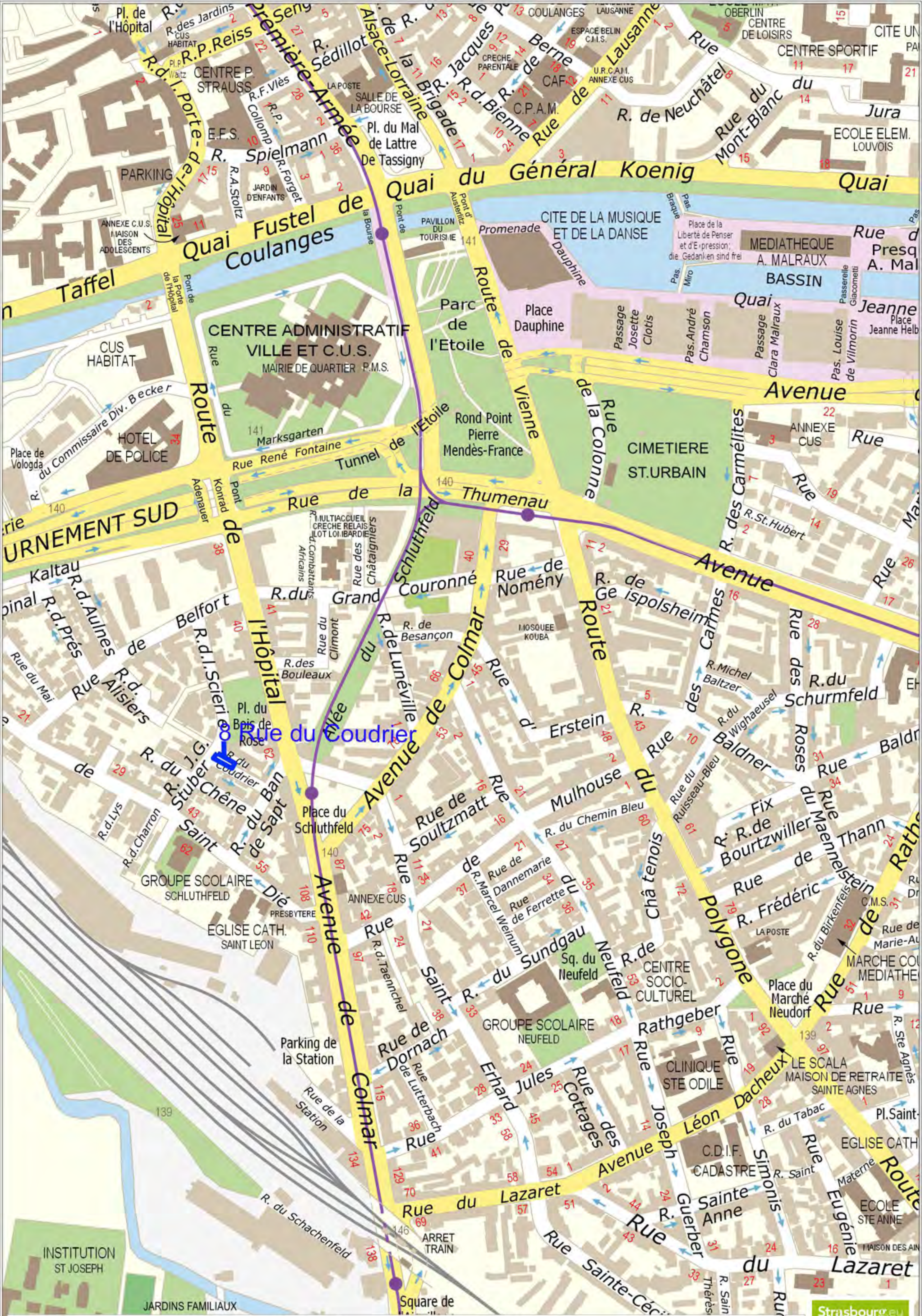
Ville de Strasbourg
Section :DZ n° 251 de 1,56 ares
DZ n° 449 de 0,34 are, soit un total de 1,9 are.
Propriété de l'Eurométropole

Moyennant le prix de 180 000 € (cent quatre vingt mille €uros)

L'acte de vente à intervenir sera assorti d'une interdiction de revendre l'immeuble sans un accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg pendant une durée de 5 ans à compter de la signature de l'acte de vente.

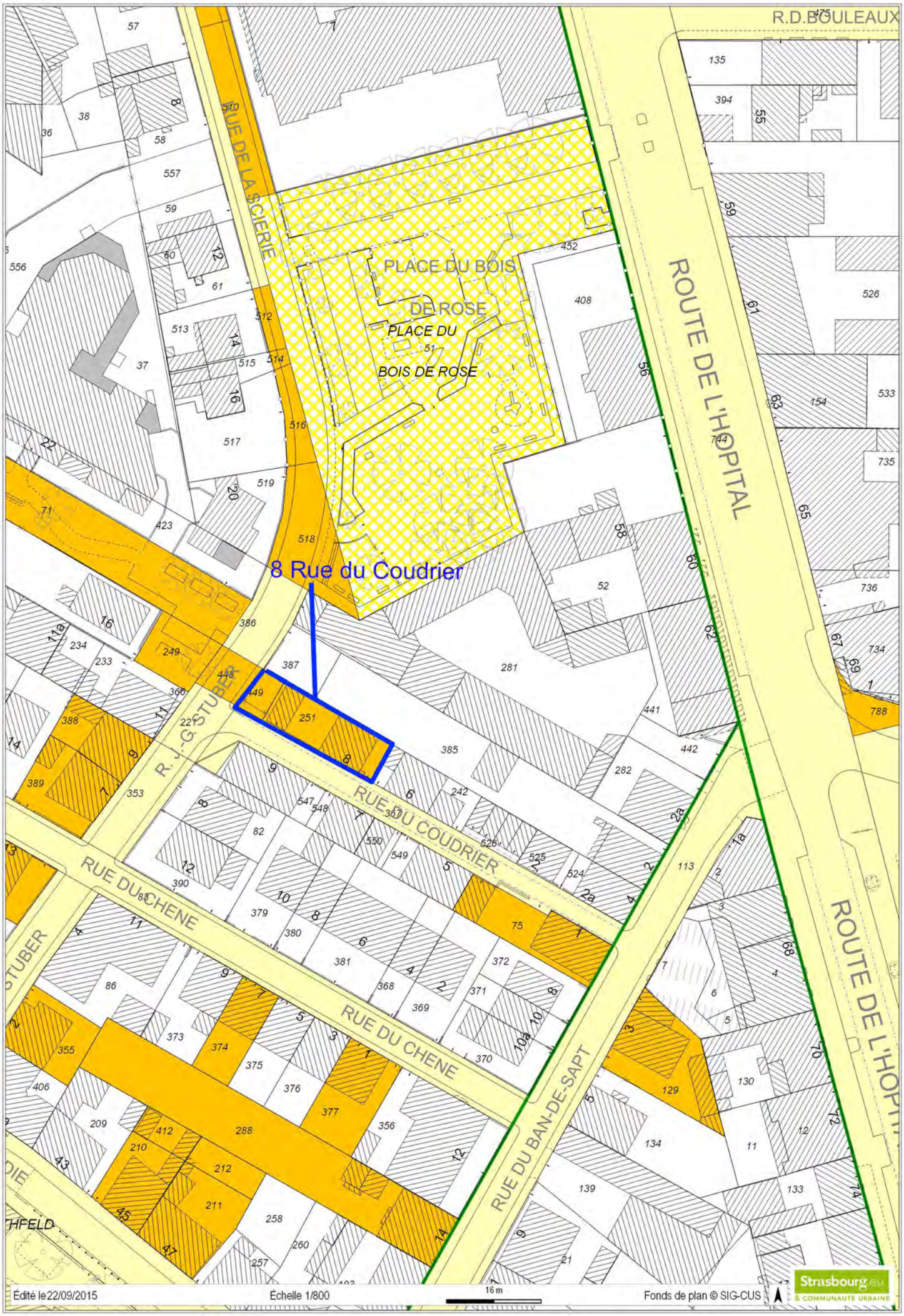
Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

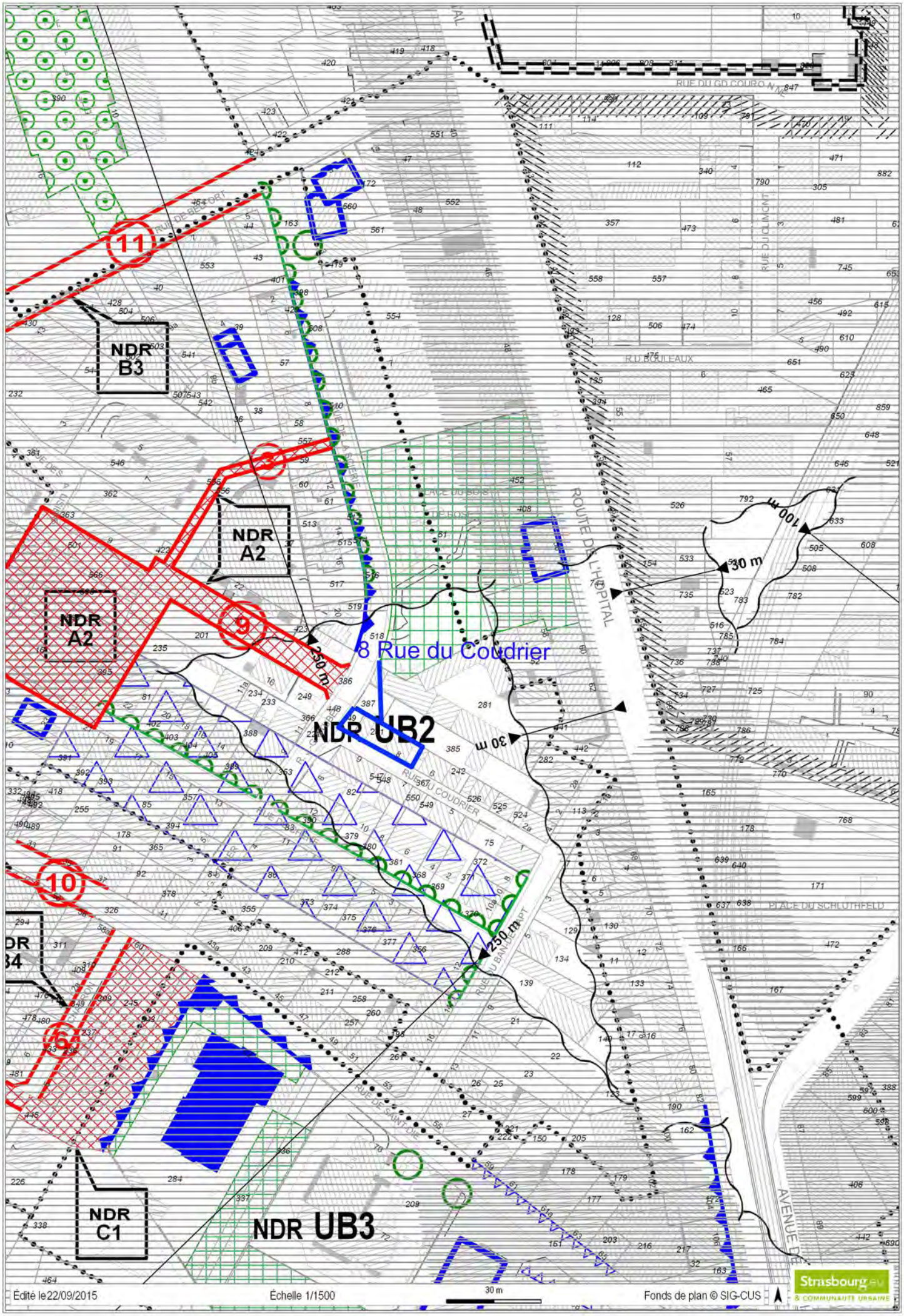
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15



Édité le 22/09/2015 Échelle 1/6000 Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE


8 Rue du Coudrier
PLACE DU BOIS DE ROSE
PLACE DU BOIS DE ROSE
RUE DE LA SCIERIE
ROUTE DE L'HOPITAL
R.D.BOULEAUX
RUE DU COUDRIER
RUE DU CHENE
RUE DU BAN-DE-SAPT
R. J.-G. STUBER
Édité le 22/09/2015
Échelle 1/800
16 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTE URBAINE


8 Rue du Coudrier
NDR B3
NDR A2
NDR A2
NDR UB2
NDR UB3
NDR C1
11
9
10
6A
250 m
250 m
30 m
30 m
100 m
RUE DU COUDRIER
ROUTE DE L'HÔPITAL
RUE DU GD COURONNE
RUE DU CLIMONT
RUE BOUTEAUX
PLACE DU SCHLUTHFELD
AVENUE DE
RUE DE BELFORT
RUE DE SAINT-DIE
RUE DU BANC D'ARPT
Édité le 22/09/2015
Échelle 1/1500
30 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTRÔLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)
(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L 1211-1 et L 1211-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 01
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Avis n° 2015 - 210
ENQUETEUR Patrick GOGUELY
Cession amiable

1 **Service consultant :** Eurométropole de Strasbourg - affaire suivie par Mme **Yasmina NASSOUH**
2 **Date de la consultation :** demande du 24/02/2015 reçue le 02/03/2015
3 **Opération soumise au contrôle :** dans la perspective d'une rationalisation de sa gestion patrimoniale et d'une mise en vente de certains de ses actifs, demande d'estimation de la valeur vénale d'un immeuble d'habitation sis 8, rue des Coudriers à Strasbourg.
4 **Propriétaire présumé :** Eurométropole de Strasbourg
5 **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

Commune de STRASBOURG- NEUDORF

Références cadastrales :

Section	n°	Lieudit	Superficie (en are)
DZ	251	rue du coudrier	1,56
DZ	449	rue du coudrier	0,34
TOTAL			**1,9**

Descriptif sommaire :
Immeuble d'habitation de 1870, édifié sur sous-sol complet accessible depuis l'extérieur avec carrelage au sol, d'un RDC comprenant salon/séjour, cuisine, d'un étage composé d'un dégagement de deux pièces communicantes, d'une salle bains/WC, d'un niveau mansardé avec trois petites pièces et une salle d'eau, et d'un petit grenier au-dessus accessible par une trappe de visite au plafond.
Un bâtiment annexe à usage de garage édifié en bordure de rue (murs en maçonnerie, couverture en tuiles, porte métallique) complète l'ensemble.
Surface Habitable (source cadastrale) : **130 m²** + garage de **16 m²** - *Surface Développée Pondérée Hors Œuvre* (SDPHO) : **190 m²**

Eurométropole de Strasbourg
Conduite de la politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

6. Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers

Au POS en vigueur de STRASBOURG, la parcelle d'assise est située en zone **NDF UB2** (hauteur maximale des constructions : 7 mètres)

Immeuble non isolé, présentant un gros œuvre en état médiocre d'entretien (crépis très défraîchi, maçonnerie abîmée par endroits, couverture en tuiles mécaniques ancienne, volets très dégradés), les pièces sont de bonnes dimensions mais dans un état d'entretien très moyen (problèmes d'humidité sur les murs du RDC, sanitaires en mauvais état comme en témoignent les traces encore visibles d'un dégât des eaux au plafond de la cuisine au niveau de la salle de bains du 1er étage et d'un autre sinistre ayant pris naissance dans la douche du second étage). La chaudière au gaz est en panne. Le garage attenant construit en dur couvert en tuiles est dans un état moyen. Le terrain d'aisance séparant les deux bâtiments est en friche. Le muret de clôture édifié en bordure de rue est en très mauvais état (piliers descellés et barrière cassée).
Les fenêtres ont été changées et sont équipées de double vitrage.
Immeuble située dans un quartier calme desservi par le tram.

7. Etat locatif : occupé par bail moyennant un loyer annuel de 5 381 € (source consultant 2011)

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres du bien à évaluer ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle de l'immeuble considéré peut être fixée à 180 000 € HT.

Nota :

- D'après les renseignements fournis par le consultant, la consistance et l'état de l'immeuble n'ont pas changé depuis la dernière visite. La présente évaluation a donc été réalisée à partir des constats opérés à cette date.

- La valeur est donnée sans tenir compte de l'incidence des diagnostics et du coût des travaux éventuellement financés par les occupants, lesquels pourront être pris en compte sur justificatifs dans le cadre des négociations.

8. Observations particulières
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg, le 16/03/2015

Pour le Directeur Régional des Finances Publiques
d'Alsace et du département du Bas-Rhin.

L'inspecteur du Domaine
Patrick GOGUELY

21

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Marché de gestion locative de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole et mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée sur les propriétés bâties relevant du domaine privé de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole.
Convention de groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg.

La présente délibération porte sur la mise en place d'un marché de gestion locative, et d'un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée des propriétés immobilières bâties relevant du domaine privé de la Ville de Strasbourg.

L'année 2015 représente la cinquième année de l'actuel marché de gestion locative et de maîtrise d'ouvrage déléguée, attribué à un prestataire externe sur les propriétés bâties relevant du domaine privé de la Ville de Strasbourg. Le prestataire actuel administre ces biens municipaux depuis 1993, au travers de mandats de gestion renouvelés après appels d'offres publiés par la Ville.

Dans la cadre du renouvellement du marché pour la Ville de Strasbourg, il a été décidé de lancer concomitamment un marché pour le patrimoine immobilier de l'Eurométropole qui sera également confiée à un prestataire externe, tant pour la gestion que pour les travaux. En conséquence, une convention de groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole sera signée entre les deux structures permettant de mutualiser la gestion du patrimoine.

La décision de faire appel à un prestataire externe pour le patrimoine de l'Eurométropole est motivée par un souci d'optimisation, avec l'objectif d'une gestion plus dynamique et stratégique de ce patrimoine.

Conformément à l'article 10 du Code des marchés publics qui préconise l'allotissement, il est proposé de lancer une consultation portant sur deux lots :

Lot 1 : Marché de gestion locative
Lot 2 : Marché de mandat de maîtrise d'ouvrage délégué de travaux.

Les prestations ci-dessus décrites présentant des caractéristiques similaires pour la Ville et l'Eurométropole Strasbourg, il est proposé d'arrêter les bases d'un montage commun.

Ce montage s'inscrit dans la logique du groupement de commande associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg, et a pour double objectif un allégement des formalités et des frais de gestion administrative liés au traitement d'une seule procédure, ainsi que des économies d'échelle.

1. Marché de gestion locative de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole

La Ville de Strasbourg est propriétaire d'un patrimoine immobilier bâti, comprenant 266 immeubles pour 693 lots, dont la gestion locative a été confiée à la Société Anonyme d'Economie Mixte locale (SAEM) Habitation Moderne pour la période allant du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2015.

Le patrimoine de la Ville est constitué à la fois d'immeubles plutôt anciens et majoritairement situés dans le centre ville de Strasbourg et dans les quartiers de la première couronne, et des biens reçus en legs et géré par le biais de plusieurs fondations.

Le patrimoine de l'Eurométropole est essentiellement lié aux POS/PLU, au PLH, et à la réalisation des projets (PRU, aménagement de voiries, tram ...). Il se compose de 159 immeubles pour 512 lots.
Le patrimoine de l'Eurométropole est actuellement géré en régie, l'externalisation de la gestion et des travaux est projetée dans le cadre du lancement du présent marché à compter du 1er avril 2016. Ce point a été soumis au Comité technique.

Ce patrimoine a vocation à être géré pour une période transitoire en fonction de la maturation et du démarrage des différents projets.

L'origine de propriété des biens du parc privé est donc variée puisqu'ils ont fait l'objet :

- d'acquisitions amiables pour des raisons techniques (urbanisme, voirie, équipements publics, PLH) ;
- de procédures de préemption au titre des documents d'urbanisme ;
- de procédures d'expropriation.

Le marché conclu avec la SAEM Habitation Moderne pour le patrimoine de la Ville arrive à échéance le 31 décembre 2015. Néanmoins, pour des raisons de calendrier liées aux différentes étapes de la consultation publique, et pour permettre le groupement de commande entre les deux collectivités, il est proposé un avenant au présent marché pour une période complémentaire de trois mois, soit du 1er janvier 2016 au 31 mars 2016.

Cette mission de gestion constitue un marché de services soumis aux règles de publicité préalable et de mise en concurrence communautaire, compte tenu du montant, définies par le Code des marchés publics.

Il s'agit en conséquence de lancer une procédure d'appel d'offre pour l'attribution d'un marché de gestion locative portant sur :
- 700 lots, soit 266 immeubles, d'une durée de 4 ans et 9 mois, pour un montant annuel prévisionnel d'environ 400 000 € TTC pour la Ville,

- 420 lots, soit 100 immeubles, d'une durée de 4 ans et 9 mois, pour un montant annuel prévisionnel d'environ 200 000 € TTC pour l'Eurométropole.

Ce marché de gestion locative, qui sera reconduit pour une période de 4 ans et 9 mois, du 1er avril 2016 au 31 décembre 2020, comportera les principales prestations suivantes :

- l'entretien, le nettoyage et la surveillance des immeubles,
- la gestion administrative et fiscale des baux et conventions d'occupation,
- l'optimisation du patrimoine en particulier des revenus locatifs,
- le renouvellement des loyers, redevances d'occupation et charges locatives,
- le traitement des réclamations et plaintes des locataires et occupants,
- la gestion des impayés et les procédures contentieuses,
- la réalisation de menues réparations locatives.

2. Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole

Par ailleurs, dans le cadre de ce marché, la Ville a également confié à la SAEM Habitation Moderne la mission de réaliser pour son compte les travaux d'entretien et de grosses réparations lui incombant sur le patrimoine immobilier municipal, dans le cadre d'une convention arrivée aussi à échéance le 31 décembre 2015. Dans ces conditions, il convient d'en assurer le renouvellement.

L'entretien et les gros travaux du patrimoine privé de l'Eurométropole sont actuellement gérés en régie, l'externalisation de ces missions, travaux d'entretien et grosses réparations, est projetée dans le cadre du lancement du présent marché à compter du 1er avril 2016. Ce point a été soumis au Comité technique.

Cette mission constitue un marché de service soumis aux règles de publicité préalable et de mise en concurrence communautaire définies par le Code des marchés publics.

Il s'agit de lancer un marché de mandat de maîtrise d'ouvrage de travaux d'une durée de 4 ans et 9 mois, d'un montant prévisionnel de 13 775 000 € TTC se répartissant de la manière suivante :

- 11 875 000 € TTC pour les immeubles Ville et Fondations, soit 2 500 000 € TTC annuel,
- 1 900 000 € TTC pour les immeubles de l'Eurométropole, soit 400 000 € TTC annuel.

Pour la Ville, il convient d'opérer la distinction entre les immeubles strictement propriétés de la Ville de Strasbourg pour lesquels est prévu un montant annuel prévisionnel de travaux de 1 500 000 € TTC, soit 7 125 000 € TTC pour la durée du mandat, et les biens des Fondations.

En effet pour ces dernières, les travaux des immeubles, soit 1 000 000 € par an, seront financés par les fonds détenus par chacune d'entre elle, grâce aux excédents des revenus locatifs, selon la répartition suivante en fonction des Fondations :

- D'une part un montant annuel prévisionnel de travaux de 200 000 € TTC, soit 950 000 € TTC pour les 4 ans et 9 mois concernant les immeubles des Fondations Apffel, Henri-Louis, Lippmann, Spach, Trubner, Lappie.

Dans la limite des crédits détenus par chaque fondation à savoir :

- Fondation Apffel : 600 000 €
- Fondation Henri-Louis : 400 000 €
- Fondation Lippmann : 300 000 €
- Fondation Spach : 500 000 €
- Fondation Trubner : 200 000 €
- Fondation Lappie : 15 000 €

- D'autre part un montant annuel prévisionnel 800 000 € TTC soit 3 800 000 € TTC pour les 4 ans et 9 mois, concernant les travaux des pavillons de la cité Ungemach, travaux financés par les fonds détenus par la Fondation Ungemach, grâce aux excédents des revenus locatifs.

Ce marché de maîtrise d'ouvrage pour la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole, comportera les principales prestations suivantes :

- la réalisation d'un diagnostic du patrimoine permettant l'établissement d'un programme de travaux pluriannuel soumis à la validation du mandant,
- la passation des marchés en vue de la réalisation des travaux,
- la mise en œuvre ainsi que le contrôle des travaux.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis du Comité technique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg et la l'Eurométropole de Strasbourg, dont la Ville assurera la mission de coordonnateur,*

- *la gestion locative d'une partie du patrimoine privé de la Ville de Strasbourg par un prestataire externe pour une durée de 4 ans et 9 mois, soit du 1er avril 2016 au 31 décembre 2020, le prestataire étant rémunéré au lot géré pour un montant annuel prévisionnel d'environ 400 000 € TTC,*

- *la gestion locative d'une partie du patrimoine privé de l'Eurométropole par un prestataire externe pour une durée de 4 ans et 9 mois, soit du 1e avril 2016 au*

31 décembre 2020, le prestataire étant rémunéré au lot géré pour un montant annuel prévisionnel d'environ 200 000 € TTC,

- *la délégation de la maîtrise d'ouvrage à un prestataire externe pour une durée de 4 ans et 9 mois, soit du 1er avril 2016 au 31 décembre 2020, pour les grosses réparations pour un montant annuel prévisionnel de 1 500 000 € TTC pour les immeubles Ville Strasbourg, et de 1 000 000€ TTC pour les immeubles des fondations, les travaux des immeubles des fondations seront financés par les fonds détenus par chacune d'entre elles, le prestataire étant rémunéré selon un pourcentage du montant des travaux*

- *-la délégation de la maîtrise d'ouvrage à un prestataire externe pour une durée de 4 ans et 9 mois, soit du 1er avril 2016 au 31 décembre 2020, pour les grosses réparations pour un montant annuel prévisionnel de 400 000 € TTC pour les immeubles de l'Eurométropole, le prestataire étant rémunéré selon un pourcentage du montant des travaux*

- *la mise en concurrence communautaire de ces prestations en application du code des marchés publics ;*

décide

- *l'imputation des dépenses sur les lignes de crédit 70-6228 pour la gestion locative et pour la délégation de maîtrise d'ouvrage sur une nouvelle AP à créer dans le cadre du budget primitif 2016,*

autorise

le Maire ou son représentant :

- *à signer la convention de groupement de commandes ci-jointe ;*
- *à lancer la consultation, à prendre les décisions y relatives, à signer et exécuter les marchés en résultant ainsi que les éventuels avenants et tous autres documents concernant les marchés en phase d'exécution.*

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Ville
de Strasbourg

Eurométropole
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. 8-VII second tiret du Code des marchés publics

Marché de gestion locative
Marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux

Vu le titre II, article 8 du Code des marchés publics relatif à la coordination et aux groupements de commandes, il est constitué :

Entre

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 20 novembre 2015

Et

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN Président, agissant en application d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole du 27 novembre 2015

un groupement de commandes pour la conclusion de marchés ayant les missions suivants :

- la gestion locative
- un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux:

Ces missions seront divisées en deux lots

- un lot gestion locative
- un lot un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux

SOMMAIRE

Préambule **4**

Article 1 : Constitution du groupement **5**

Article 2 : Objet du groupement **5**

Article 3 : Organes du groupement **5**

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur **6**

Article 5 : Responsabilité **7**

Article 6 : Fin du groupement **7**

Article 7 : Règlement des différends entre les parties **7**

Préambule

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont décidés de confier la gestion de leur patrimoine ainsi qu'un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux à un prestataire externe

la mission de gestion locative, comportera les principales prestations suivantes :

- l'entretien, le nettoyage et la surveillance des immeubles
- la gestion administrative et fiscale des baux et conventions d'occupation,
- l'optimisation du patrimoine en particulier des revenus locatifs
- le renouvellement des loyers, redevances d'occupation et charges locatives,
- le traitement des réclamations et plaintes des locataires et occupants,
- la réalisation de menues réparations locatives

la mission de maîtrise d'ouvrage, comportera les principales prestations suivantes

- la réalisation d'un diagnostic du patrimoine permettant l'établissement d'un programme de travaux.
- la passation des marchés en vu de la réalisation des travaux
- la mise en œuvre ainsi que le contrôle des travaux

Il s'agit d'un marché à deux lots :

1. Gestion locative
2. Mandat de maîtrise d'ouvrage délégué.

Dans la mesure où une démarche analogue est conduite par les deux collectivités, il est jugé préférable que les missions confiées soient effectuées de façon globale par un prestataire unique avec la même méthodologie et les mêmes objectifs. La désignation d'un tel prestataire est rendue possible par la constitution d'un groupement de commandes sous la coordination de la Ville de Strasbourg, conformément à l'article 8 VII second tiret du Code des marchés publics étant donné que le nombre d'immeubles municipaux est plus important que celui du patrimoine communautaire.

Ceci exposé, les parties sont convenues de ce qui suit :

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code des marchés publics, notamment son article 8.VII second tiret, et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement de l'article 8.VII second tiret du Code des marchés publics, ci-après désigné *«le groupement»* a pour objet la passation et l'exécution d'un marché public pour un prestataire expert de l'immobilier chargé de la gestion locative et délégataire d'un mandant de gestion des travaux.

Les prestations seront exécutées dans le cadre d'un marché sans montant minimum et maximum selon les besoins de la collectivité.

Deux lots seront constitués

- Lot n°1 : Marché de gestion locative
- Lot n°2 : Marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux

Conformément à article 10 du code des marchés publics, un même candidat pourra présenter une offre sur l'un ou l'ensemble des lots

Le délai d'exécution et la durée du marché sont définis comme suit :

le marché est conclu pour une période allant du 1er avril 2016 au 31 décembre 2019.

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg ont convenu de désigner la Ville en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer, de notifier et d'exécuter le marché considéré, conformément aux termes de l'article 8.VII second tiret du Code des marchés publics.

En application de l'article 8.VII dernier alinéa du Code des marchés publics, la commission d'appels d'offres de la Ville, agissant en qualité de coordinateur du groupement, est désignée pour choisir le titulaire du marché. Elle est composée des membres suivants :

Titulaires	Suppléants
Michael SCHMIDT	Henri DREYFUS
Michèle SEILER	Abdelaziz MELIANI
Françoise BEY	Jean-Baptiste GERNET
Eric SCHULTZ	Françoise WERCKMANN
Thomas REMOND	Thierry ROOS

La Personne Responsable du Marché est Mme Chantal CUTAJAR

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation du marché au nom des membres du groupement. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement du marché. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;

- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;

- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;

- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, etc.) ;

- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg les documents nécessaires du marché en ce qui la concerne ;

- de signer et de notifier le marché,

- de transmettre toutes les pièces nécessaires au contrôle de légalité.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg . sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution du marché, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

En phase d'exécution du marché, le coordonnateur est chargé :

- de gérer les relations avec le titulaire du marché (émission des ordres de service et bons de commandes, résiliation du marché s'il y a lieu) et de veiller à la bonne exécution des prestations ;

- de procéder au contrôle des factures ;

- de transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg pour règlement, les factures concernant les prestations qui la concernent.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin au terme de l'exécution du marché.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant du marché par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution du marché.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le

Le Maire de Strasbourg

Roland RIES

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg

Robert HERRMANN

22

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Service Maintenance bâtiment : conclusion de marchés pour l'exécution de travaux et de prestations de services, éventuellement reconductibles et approbation de groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et la Fondation de l'Oeuvre Notre Dame.

Le Service Maintenance bâtiment de la Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti gère des travaux et des prestations de maintenance sur le patrimoine et divers équipements techniques pour le compte des services de la collectivité et de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame.

En application des articles 28, 33, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics, les marchés à conclure seront passés selon la procédure d'appel d'offres ou de procédures adaptées (Mapas), sous la forme de marchés ordinaires, fractionnés à bons de commande, ou mixtes (soit en partie sur la base d'un montant ordinaire et en partie sur bons de commande).

La conclusion et la signature des marchés sont conditionnées par le vote des crédits correspondants.

La liste des marchés de travaux et de prestations de service concernés est indiquée ci-dessous.

Conclusion de marchés fractionnés à bons de commande ou mixtes, de travaux et de prestations et approbation d'une convention de groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg

Les services de l'Eurométropole, de la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame (OND) sont amenés de façon récurrente à faire appel à des entreprises externes pour satisfaire leurs besoins. La plupart de ces besoins étant de nature identique pour l'Eurométropole, la Ville de Strasbourg et la Fondation de l'OND, il a été convenu d'arrêter les bases d'un montage commun. Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les trois entités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement de la procédure de consultation unique
- une gestion opérationnelle simplifiée

Les montants indiqués correspondent à des valeurs estimatives pour la durée totale de chaque marché en euros hors taxes, pour les besoins de la Ville de Strasbourg et de l'OND.

Objet	Montant maximum en € HT
Travaux de couvertures et d'étanchéité en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg et de l'OND	2 400 000
Travaux de peinture en maintenance corrective pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg et de l'OND	2 000 000
Travaux de miroiterie en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg et de l'OND	1 600 000
Travaux de carrelage en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg et de l'OND	1 000 000
Travaux de revêtement de sol en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg et de l'OND	1 000 000
Travaux d'installation et de maintenance corrective et préventive d'installation de systèmes d'alarme anti-intrusion sur le patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg et de l'OND	280 000
Prestations d'entretien des toitures végétalisées sur patrimoine de la Ville de Strasbourg et de l'OND	150 000
Prestation de débouchage et de pompage des réseaux eaux usées et fosses diverses sur patrimoine privé de la Ville de Strasbourg et de l'OND	90 000
Prestation de dépannage des stations de relevage et de pompage sur patrimoine de la Ville de Strasbourg et de l'OND	250 000
Maintenance des fontaines d'ornement du patrimoine de la Ville de Strasbourg	800 000

L'ensemble des marchés indiqués sont du type fractionnés à bons de commande, ou mixtes. La durée maximale des marchés est de 4 ans.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1) *sous réserve de disponibilité des crédits, la conclusion de marchés fractionnés à bons de commande ou mixtes, pour l'exécution de marchés de travaux et de prestations de service d'une durée fixe d'un maximum de 4 ans.*

Objet	*Montant maximum en € HT*
Travaux de couvertures et d'étanchéité en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg et de l'OND	*2 400 000*
Travaux de peinture en maintenance corrective pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg et de l'OND	*2 000 000*
Travaux de miroiterie en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg et de l'OND	*1 600 000*
Travaux de carrelage en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg et de l'OND	*1 000 000*
Travaux de revêtement de sol en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg et de l'OND	*1 000 000*
Travaux d'installation et de maintenance corrective et préventive de systèmes d'alarme anti-intrusion sur le patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg et de l'OND	*280 000*
Prestations d'entretien des toitures végétalisées sur patrimoine de la Ville de Strasbourg et de l'OND	*150 000*
Prestations de débouchage et de pompage des réseaux eaux usées et fosses diverses sur patrimoine privé de la Ville de Strasbourg et de l'OND	*90 000*
Prestations de dépannage des stations de relevage et de pompage sur patrimoine de la Ville de Strasbourg et de l'OND	*250 000*
Maintenance des fontaines d'ornement du patrimoine de la Ville de Strasbourg	*800 000*

2) *la convention constitutive de groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et l'Œuvre Notre-Dame dont l'Eurométropole de Strasbourg assurera la mission de coordinateur,*

Cette convention portera sur :

- *des travaux de couverture et d'étanchéité en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *des travaux de peinture en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *des travaux de miroiterie, en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *des travaux de carrelage en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *des travaux de revêtement de sols en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *des travaux d'installation, de maintenance préventive et corrective de systèmes d'alarme anti-intrusion du patrimoine de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *des prestations d'entretien de toitures végétalisées sur le patrimoine de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *des prestations de débouchage et de pompage des réseaux eaux usées et fosses diverses du patrimoine de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *des prestations de dépannage des stations de relevage et de pompage du patrimoine de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg.*

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2016 et suivants ;

autorise

Le Maire ou son représentant :

- *à lancer la consultation pour la maintenance des fontaines d'ornement du patrimoine de la Ville, à prendre toutes décisions y relatives, à signer et à exécuter le marchés en résultant.*

- *à signer la convention de groupement de commande avec l'Eurométropole de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, convention dont la copie est jointe en annexe.*
  L'Eurométropole de Strasbourg aura en charge le traitement des phases allant de la gestion des procédures de consultation jusqu'à la notification des marchés.

- *à exécuter les marchés résultant du groupement de commande et concernant la Ville de Strasbourg.*

autorise

l'Administrateur de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame :

- *à signer la convention de groupement de commande avec la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg, convention dont la copie est jointe en annexe. L'Eurométropole de Strasbourg aura en charge le traitement des phases allant de la gestion des procédures de consultation jusqu'à la notification des marchés.*

- *à exécuter les marchés résultant du groupement de commande et concernant la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame.*

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg, la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame et l'Eurométropole de Strasbourg Art. 8-VII premier tiret du code des marchés publics

Vu le titre II, Chapitre III, article 8 du Code des marchés publics relatif à la coordination et aux groupements de commandes, il est constitué :

Entre
L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération de la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg du 20 novembre 2015.

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 20 novembre 2015

Et
La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame de Strasbourg (OND), représentée par Monsieur Roland RIES, administrateur agissant en application de l'article 2 de l'arrêté consulaire du 3 frimaire an XII et de la délibération du 20 novembre 2015

un groupement de commandes pour l'exécution de travaux et prestations de services nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des services des deux collectivités et de la Fondation.

La liste des travaux et prestations de services concernés:

- *des travaux de couverture et d'étanchéité en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*
- *des travaux de peinture en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations, de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*
- *des travaux de miroiterie, en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*
- *des travaux de carrelage en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*
- *des travaux de revêtement de sols en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*
- *des travaux d'installation, de maintenance préventive et corrective de systèmes d'alarme anti-intrusion du patrimoine de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*
- *des prestations d'entretien de toitures végétalisées sur le patrimoine de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*
- *des prestations de débouchage et de pompage des réseaux eaux usées et fosses diverses du patrimoine de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*

- *des prestations de dépannage des stations de relevage et de pompage du patrimoine de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*

SOMMAIRE

Préambule 2
Article 1 : Constitution du groupement 2
Article 2 : Objet du groupement 2
Article 3 : Organes du groupement..... 4
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 5
Article 5 : Responsabilité 5
Article 6 : Fin du groupement 5
Article 7 : Règlement des différends entre les parties 6

Préambule

Les services de l' EMS, de la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'OND ont recours de façon récurrente, dans le cadre de leurs missions, à certaines natures de travaux et prestations de services dont la liste est donnée à l'article 2).

L'ensemble des travaux et prestations de services acquis est identique pour l'EMS, la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'OND, il a été convenu d'arrêter les bases d'un montage commun. Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de l'EMS et a pour double objectif :
- Un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- Une gestion opérationnelle simplifiée

Le Code des marchés publics institué par le décret modifié n° 2006-975 en date du 1er août 2006, et plus particulièrement son article 8 encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.
Les trois partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes la plus médiane, préservant en phase d'exécution l'autonomie de gestion des adhérents. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article 8.VII 1° première ligne article 2 du Code des marchés publics, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie le marché. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne s'assure de sa bonne exécution.
Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'EMS, la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'OND un groupement de commandes régi par le Code des marchés publics, notamment son article 8.VII 1° première ligne article 2, et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement de l'article 8.VII 1° première ligne article 2 du Code des marchés publics, ci-après désigné *« le groupement »* a pour objet la passation de marchés publics.

La liste des travaux et prestations de services concernés:
- *des travaux de couverture et d'étanchéité en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*

- *des travaux de peinture en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations, de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*
- *des travaux de miroiterie, en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*
- *des travaux de carrelage en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*
- *des travaux de revêtement de sols en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*
- *des travaux d'installation, de maintenance préventive et corrective de systèmes d'alarme anti-intrusion du patrimoine de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*
- *des prestations d'entretien de toitures végétalisées sur le patrimoine de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*
- *des prestations de débouchage et de pompage des réseaux eaux usées et fosses diverses du patrimoine de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*
- *des prestations de dépannage des stations de relevage et de pompage du patrimoine de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND, et de l'EMS*

Ces marchés sont destinés à couvrir les besoins des services dans le cadre de leurs missions.

En application des articles 28, 33, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics, les marchés à conclure seront passés selon la procédure d'appel d'offres ou de procédures adaptées (Mapas), sous la forme de marchés ordinaires, fractionnés à bons de commande, ou mixtes (soit en partie sur la base d'un montant ordinaire et en partie sur bons de commande). Ces marchés s'étendront sur une période qui ne pourra excéder quatre années.

L'estimation budgétaire y afférente pour la durée du marché est de :

Travaux de couverture et d'étanchéité en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations:

- maxi : 3 600 000 € HT en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg, de l'OND et de l'EMS

A titre indicatif la répartition entre les trois entités est estimée comme suit :

- 2 400 000 € HT maxi pour les services de la Ville de Strasbourg et de l'OND
- 1 200 000 € HT maxi pour les services de l'EMS

Travaux de peinture en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations:

- maxi : 3 200 000 € HT en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg, de l'OND et de l'EMS

A titre indicatif la répartition entre les trois entités est estimée comme suit :

- 2 000 000 € HT maxi pour les services de la Ville de Strasbourg et de l'OND
- 1 200 000 € HT maxi pour les services de l'EMS

Travaux de miroiterie en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations:

- maxi : 2 600 000 € HT en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg, de l'OND et de l'EMS

A titre indicatif la répartition entre les trois entités est estimée comme suit :

- 1 600 000 € HT maxi pour les services de la Ville de Strasbourg et de l'OND
- 1 000 000 € HT maxi pour les services de l'EMS

Travaux de revêtements de sols:
- maxi : 2 000 000 € HT en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg, de l'OND et de l'EMS
A titre indicatif la répartition entre les trois entités est estimée comme suit :
- 1 000 000 € HT maxi pour les services de la Ville de Strasbourg et de l'OND
- 1 000 000 € HT maxi pour les services de l'EMS

Travaux d'installation, de maintenance préventive et corrective de systèmes d'alarme anti-intrusion:
- maxi : 360 000 € HT en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg, de l'OND et de l'EMS
A titre indicatif la répartition entre les trois entités, qui reste variable jusqu'à concurrence des montants indiqués en cumul, est estimée comme suit :
- 280 000 € HT pour les services de la Ville de Strasbourg et de l'OND
- 80 000 € HT pour les services de l'EMS

Prestations d'entretien de toitures végétalisées :
- maxi : 200 000 € HT en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg, de l'OND et de l'EMS
A titre indicatif la répartition entre les trois entités, qui reste variable jusqu'à concurrence des montants indiqués en cumul, est estimée comme suit :
- 150 000 € HT pour les services de la Ville de Strasbourg et de l'OND
- 50 000 € HT pour les services de l'EMS

Prestations de débouchage et de pompage des réseaux eaux usées et fosses diverses:
- maxi : 290 000 € HT en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg, de l'OND et de l'EMS
A titre indicatif la répartition entre les trois entités, qui reste variable jusqu'à concurrence des montants indiqués en cumul, est estimée comme suit :
- 90 000 € HT pour les services de la Ville de Strasbourg et de l'OND
- 200 000 € HT pour les services de l'EMS

Prestations de dépannage des stations de relevage et de pompage :
- maxi : 370 000 € HT en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg, de l'OND et de l'EMS
A titre indicatif la répartition entre les trois entités, qui reste variable jusqu'à concurrence des montants indiqués en cumul, est estimée comme suit :
- 250 000 € HT pour les services de la Ville de Strasbourg et de l'OND
- 120 000 € HT pour les services de l'EMS

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, la Ville de Strasbourg, la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame et de l'Eurométropole de Strasbourg ont convenu de désigner cette dernière en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier le marché considéré, conformément aux termes de l'article 8.VII 1° première ligne article 2 du Code des marchés publics.
En application de l'article 8.VII deuxième alinéa du Code des marchés publics, la commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir le titulaire des marchés. Elle est composée des membres suivants :

Titulaires	Suppléants
HERTZOG Jean-Luc	ROZANT Edith
BEY François	KOCH Patrick
KREYER Céleste	PEIROTES Edith
CUTAJAR Chantal	MEYER Paul
SCHULTZ Eric	QUEVA Michèle

Le Représentant du Pouvoir adjudicateur et Président de la Commission d'appel d'offres est BEUTEL Jean-Marie

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation du marché au nom des membres du groupement. Il transmet le marché aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, les informations relatives au déroulement du marché. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres..) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l'adhérent les documents nécessaires du marché en ce qui le concerne ;
- de signer et de notifier le marché ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents, de leur candidature ou de leur offre en application de l'article 80 du code des marchés publics ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informé les adhérents sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution du marché, et en particulier à informer les adhérents de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame pourront demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, l'Eurométropole de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg ou par la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame au regard des obligations qui incombent à ces dernières.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés.
La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.
La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg

Robert HERRMANN

Le Maire de Strasbourg

Roland RIES

L'Administrateur de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame

Roland RIES

23

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Régularisation de la domanialité publique. Transfert à l'Eurométropole de Strasbourg de parcelles de voirie restées inscrites au Livre Foncier comme étant propriété de la Commune de Strasbourg.

La Communauté urbaine de Strasbourg (CUS), a été mise en place le 1er janvier 1968 avec comme missions les 12 compétences attribuées aux communautés urbaines par la loi du 31 décembre 1966, notamment une compétence en matière de voirie.

Concernant la compétence en matière de voirie, en application de l'article L. 5215-28 du Code général des collectivités territoriales, le transfert de propriété définitif a été acté par des délibérations concordantes du Conseil de communauté et des communes membres.

Le décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 a prononcé la création de l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la Communauté urbaine de Strasbourg, à compter du 1er janvier 2015.

Pour la CUS, aujourd'hui Eurométropole de Strasbourg, une délibération globale prise le 28 février 1975 prévoyait *« le transfert à la Communauté urbaine de Strasbourg des immeubles faisant partie du Domaine Public (...)*
a) voies et réseaux publics ».

Parallèlement, une délibération par commune avait été prise : les communes de l'Eurométropole ont délibéré entre 1970 et 1977 selon un schéma unique qui prévoit :
« sont à transférer les biens (...) :
Les biens relevant du domaine public concernent :
- *l'ensemble des voies et réseaux publics inscrits au cadastre comme domaine public de la commune, pour ses chemins et places publics ;*

- *l'ensemble des chemins ruraux classés dans la voirie communale conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 59-115 du 7 janvier 1959(...) ».*

Sur la base de ces délibérations des conventions entre la CUS et les communes ont été prises. Elles précisent sous l'article 1 :
« la commune (...) transfère à la Communauté urbaine (...)

a) l'ensemble des biens constituant le domaine public de la voirie et places publiques (…).

Faute d'avoir été passée en forme authentique, et en l'absence d'état parcellaire annexé, aucune mutation de propriété n'a été effectuée au Livre Foncier sur la base de ces conventions. En conséquence, depuis sa création la CUS gère des voies dont l'assiette est restée propriété des communes tant dans la documentation cadastrale qu'au Livre Foncier.

Cette situation peu lisible est de nature à complexifier et fragiliser juridiquement certaines procédures et à en rallonger les délais. Ainsi, la Mission domanialité publique a été chargée de procéder à un diagnostic complet de la situation foncière des voies communautaires et à leur délimitation afin de pouvoir procéder aux régularisations foncières nécessaires. Ces régularisations portent tant sur des parcelles privées que publiques. Pour les parcelles propriété publiques sont principalement concernées des parcelles propriété des communes.

La régularisation de ces situations avec les communes a dès à présent été approuvée pour près de vingt-cinq communes membres.

A ce jour, l'examen de la situation foncière du réseau viaire et les traitements cadastraux appliqués aux parcelles communales (délimitations, arpentages, recadastrage et réinscription des parcelles au Livre Foncier) et nécessaires à l'établissement de projets d'actes de transferts de propriété ont à nouveau avancé sur Strasbourg. En conséquence, il est proposé de régulariser la situation des voies concernées.

Les traitements fonciers se poursuivent pour les autres communes membres et d'autres quartiers de Strasbourg. Ces régularisations foncières feront l'objet de délibérations ultérieures.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de Communauté du 28 février 1975,
vu l'ordonnance n° 59-115 du 7 janvier 1959,
vu l'article L. 5215-28 du Code général des collectivités territoriales,
vu la délibération du Conseil municipal de la Commune
de STRASBOURG en date du 16 décembre 1974
et
vu la convention prise entre la Communauté urbaine de Strasbourg et la commune
de STRASBOURG en date du 23 octobre 1975
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le transfert de propriété à l'Eurométropole de Strasbourg, sans paiement de prix et en application des dispositions de l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des

personnes publiques, des parcelles aménagées en voirie à incorporer dans la voirie publique de l'Eurométropole, telles que listées à l'annexe 1 à la présente délibération ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer les actes relatifs à ces transferts de propriété ainsi que tout acte ou document concourant la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

ANNEXE N°1

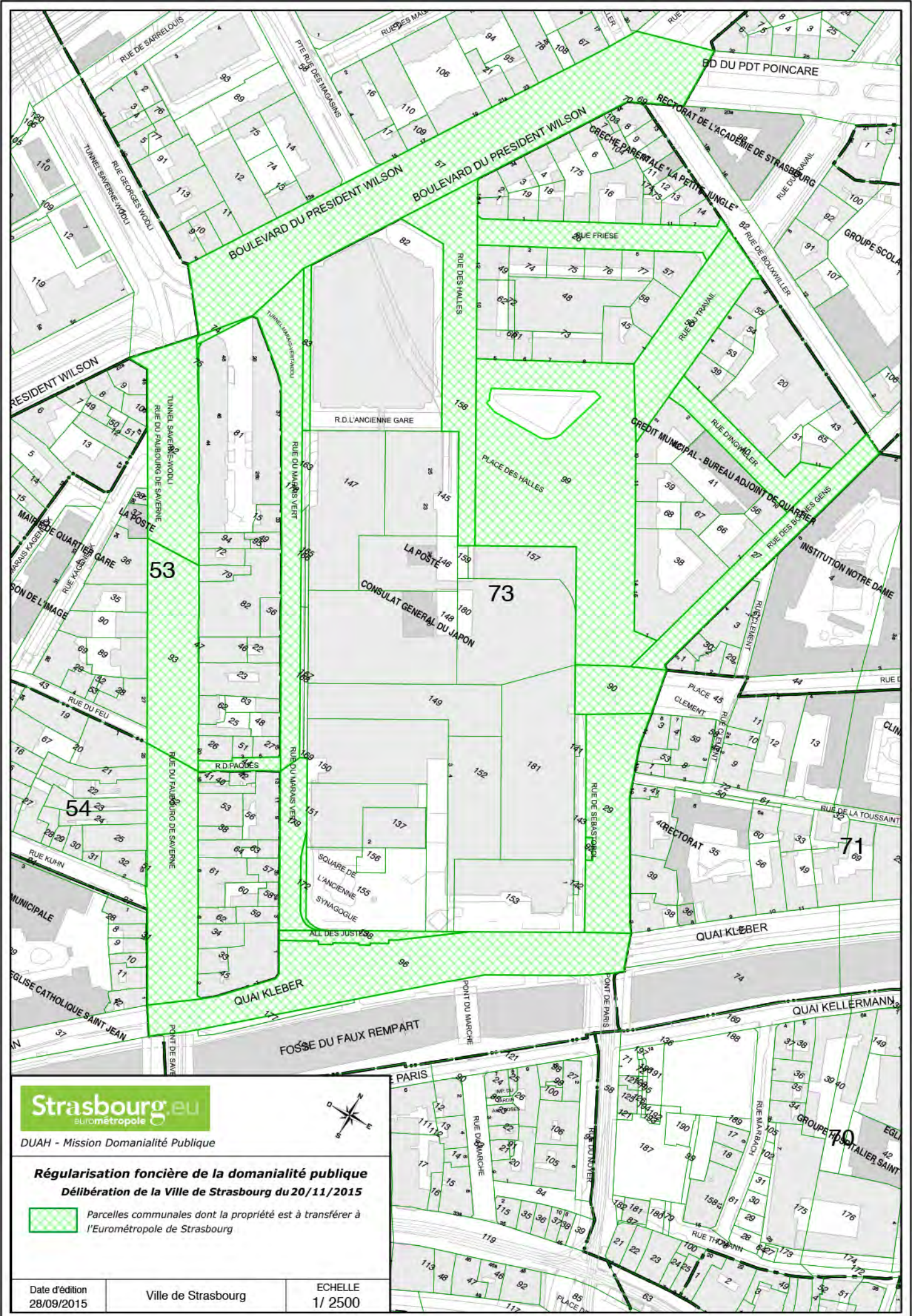
à la délibération du Conseil Municipal de Strasbourg en date du 20 novembre 2015

Parcelles restée inscrites au Livre Foncier de STRASBOURG au nom de la Commune de STRASBOURG et transférées en propriété à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Ban communal de STRASBOURG

Section	43	N°	133	BD DE NANCY	avec	53,87	ares	
Section	45	N°	101/30	LIGNE DE STRASBOURG A BALE	avec	0,70	ares	
Section	45	N°	103/30	LIGNE DE STRASBOURG A BALE	avec	1,84	ares	
Section	45	N°	32	BD DE LYON	avec	85,10	ares	
Section	45	N°	33	RUE DE ROTHAU	avec	17,40	ares	
Section	45	N°	38/3	RUE DE MARLENHEIM	avec	15,13	ares	
Section	45	N°	69/2	RUE DE ROTHAU	avec	2,26	ares	
Section	45	N°	70/2	BD DE LYON	avec	0,43	ares	
Section	45	N°	78/3	RUE DE MARLENHEIM	avec	4,73	ares	
Section	45	N°	80/3	RUE DE ROTHAU	avec	4,01	ares	
Section	45	N°	92/30	LIGNE DE STRASBOURG A BALE	avec	1,57	ares	
Section	46	N°	124/1	RUE DE KOENIGSHOFFEN	avec	11,23	ares	
Section	46	N°	20/1	RUE DU BAN DE LA ROCHE	avec	25,11	ares	
Section	53	N°	44	RUE DE PAQUES	avec	2,81	ares	
Section	53	N°	74/1	BD DU PRESIDENT WILSON	avec	0,66	ares	
Section	53	N°	75/1	RUE DU FAUBOURG DE SAVERNE	avec	0,17	ares	
Section	53	N°	92/40	RUE DU FAUBOURG DE SAVERNE	avec	29,97	ares	
Section	53	N°	93/40	RUE DU FAUBOURG DE SAVERNE	avec	29,31	ares	
Section	54	N°	52/46	RUE DU FAUBOURG DE SAVERNE	avec	34,74	ares	
Section	62	N°	6	RUE DES GRANDES ARCADES	avec	12,21	ares	Volume AC
Section	62	N°	52	PLACE DES ETUDIANTS	avec	4,64	ares	
Section	62	N°	53	PLACE DES ETUDIANTS	avec	19,75	ares	
Section	62	N°	54	RUE DE L'OUTRE	avec	4,41	ares	
Section	62	N°	55	PLACE DU TEMPLE NEUF	avec	24,59	ares	
Section	62	N°	56	RUE DU TEMPLE NEUF	avec	17,97	ares	
Section	62	N°	57	RUE DES DOMINICAINS	avec	1,24	ares	
Section	62	N°	59/39	RUE DES GRANDES ARCADES	avec	0,27	ares	
Section	69	N°	40	RUE DE L'EGLISE	avec	6,53	ares	
Section	69	N°	41	PETITE RUE DE L'EGLISE	avec	4,10	ares	
Section	69	N°	47/25	RUE DE L'EGLISE	avec	0,11	ares	
Section	69	N°	48/24	RUE DE L'EGLISE	avec	0,07	ares	
Section	70	N°	27	RUE THOMANN	avec	0,52	ares	
Section	70	N°	28	RUE MARBACH	avec	1,62	ares	
Section	70	N°	29	RUE MARBACH	avec	1,39	ares	
Section	70	N°	30	RUE MARBACH	avec	1,35	ares	
Section	70	N°	31	RUE MARBACH	avec	0,96	ares	
Section	70	N°	61	RUE MARBACH	avec	10,48	ares	
Section	70	N°	64	RUE THOMANN	avec	0,23	ares	
Section	70	N°	102/32	RUE MARBACH	avec	1,23	ares	
Section	70	N°	105/33	RUE MARBACH	avec	0,45	ares	
Section	70	N°	132/60	RUE ST PIERRE LE JEUNE	avec	7,81	ares	
Section	70	N°	169/57	QUAI KELLERMANN	avec	12,96	ares	
Section	70	N°	170/57	QUAI KELLERMANN	avec	13,37	ares	
Section	70	N°	173/45	RUE THOMANN	avec	1,17	ares	

Section	70	N°	174/45	RUE THOMANN	avec	3,60	ares	
Section	73	N°	26	RUE FRIESE	avec	18,31	ares	
Section	73	N°	27	RUE DES BONNES GENS	avec	20,16	ares	
Section	73	N°	29	RUE DE SEBASTOPOL	avec	28,65	ares	
Section	73	N°	40/20	RUE D'INGWILLER	avec	13,01	ares	
Section	73	N°	50/20	RUE DU TRAVAIL	avec	24,74	ares	
Section	73	N°	83/24	RUE DU MARAIS VERT	avec	3,45	ares	
Section	73	N°	90/28	RUE DU MARAIS VERT	avec	11,13	ares	
Section	73	N°	92/21	QUAI KLEBER	avec	0,45	ares	
Section	73	N°	96/30	QUAI KLEBER	avec	59,74	ares	
Section	73	N°	(1)/20	PL DES HALLES	avec	92,32	ares	Issue du PVA de division de la parcelle section 73 n°99/20 de 102,54 ares.
Section	73	N°	138/22	QUAI KLEBER	avec	4,79	ares	
Section	73	N°	158/25	RUE DU MARAIS VERT	avec	31,50	ares	
Section	73	N°	169/24	RUE DU MARAIS VERT	avec	0,01	ares	
Section	73	N°	172/31	RUE DU MARAIS VERT	avec	1,32	ares	
Section	73	N°	178/31	RUE DU MARAIS VERT	avec	31,04	ares	
Section	73	N°	179/31	RUE DU MARAIS VERT	avec	11,20	ares	
Section	74	N°	57	BD DU PRESIDENT WILSON	avec	94,86	ares	



Strasbourg.eu
eurométropole

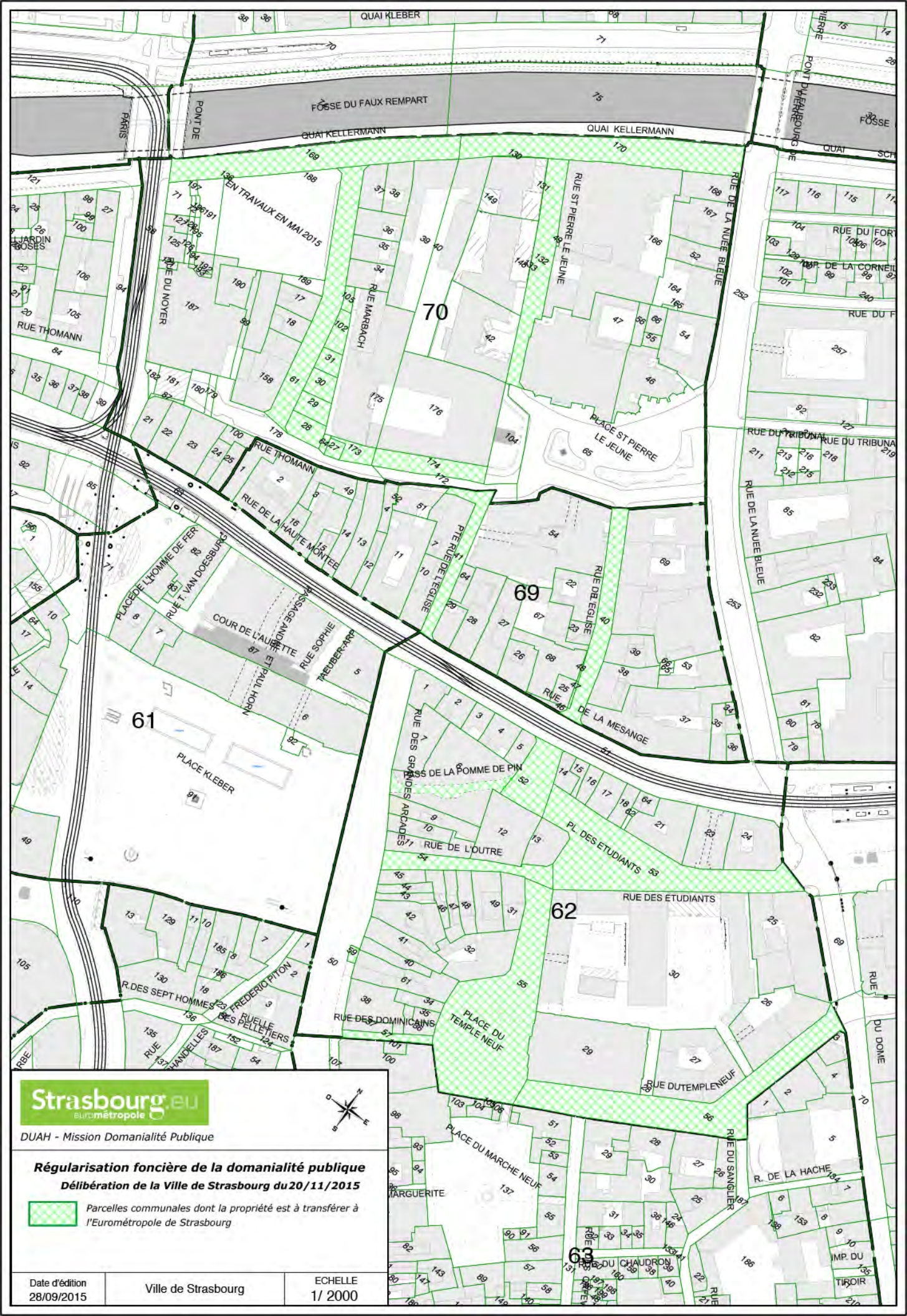
DUAH - Mission Domanialité Publique

Régularisation foncière de la domanialité publique

Délibération de la Ville de Strasbourg du 20/11/2015

Parcelles communales dont la propriété est à transférer à l'Eurométropole de Strasbourg

Date d'édition	Ville de Strasbourg	ECHELLE
28/09/2015		1/ 2500



Strasbourg.eu
eurométropole

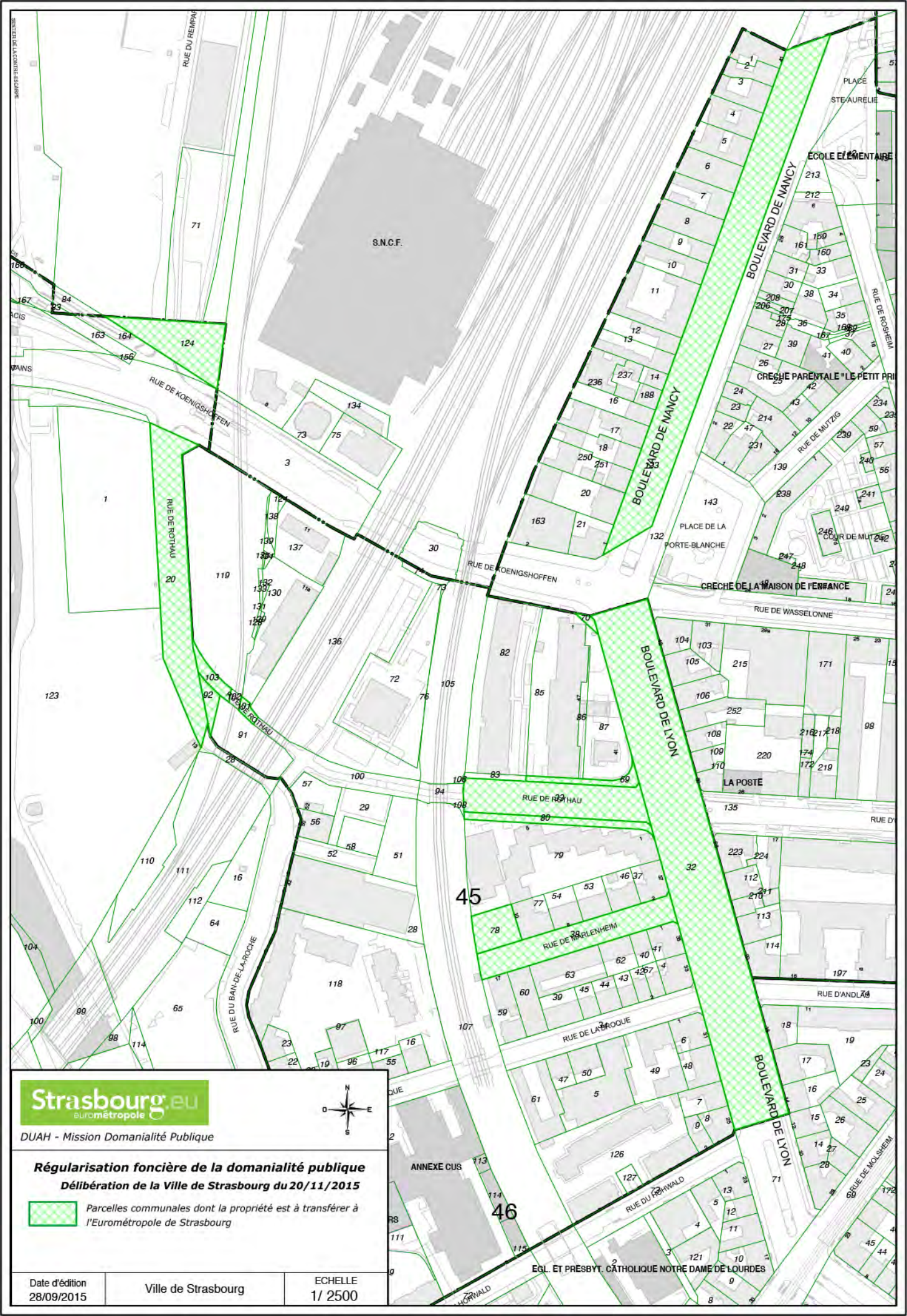
DUAH - Mission Domanialité Publique

Régularisation foncière de la domanialité publique

Délibération de la Ville de Strasbourg du 20/11/2015

Parcelles communales dont la propriété est à transférer à l'Eurométropole de Strasbourg

Date d'édition	Ville de Strasbourg	ECHELLE
28/09/2015		1/ 2000



Strasbourg.eu
eurométropole

DUAH - Mission Domanialité Publique

N
O E
S

Régularisation foncière de la domanialité publique

Délibération de la Ville de Strasbourg du 20/11/2015

Parcelles communales dont la propriété est à transférer à l'Eurométropole de Strasbourg

Date d'édition	Ville de Strasbourg	ECHELLE
28/09/2015		1/ 2500

24

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

PRU Neuhof - Protocole foncier entre la Ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et Habitation Moderne.

Le projet de rénovation urbaine du Neuhof engagé depuis 2005 a conduit à recomposer la trame des espaces publics et des abords des immeubles des bailleurs sociaux. Afin de procéder aux régularisations foncières nécessaires, un premier protocole a été signé avec CUS Habitat en 2011 approuvé par délibérations respectives des conseils de la ville de Strasbourg en date du 27 juin 2011 et de la Communauté urbaine de Strasbourg en date du 30 juin 2011, qui a permis de régulariser une partie du quartier du Neuhof.

La présente délibération porte sur la conclusion d'un protocole entre la Ville, l'Eurométropole et le bailleur social Habitation Moderne pour les transactions à intervenir sur les secteurs Lyautey, Solignac et Mâcon.

Principes du protocole et emprises concernées

Le protocole définit les règles des transactions sur la base d'un état des lieux croisé réalisé par les services de la collectivité et d'Habitation Moderne.

Il porte sur les emprises relevant des deux catégories suivantes :

- le transfert des espaces à vocation publique actuellement propriété d'Habitation Moderne vers la collectivité compétente, Ville ou Eurométropole, pour en assurer la gestion, dans le cadre de démarches de classement,

- la rétrocession à Habitation Moderne d'espaces anciennement affectés au domaine de l'une ou l'autre des deux collectivités, le cas échéant après déclassement préalable, de telle sorte que la propriété des terrains corresponde à l'exercice des maîtrises d'ouvrage.

Etant donnée la nature des emprises et leur destination dans le projet urbain, les transactions ont vocation à intervenir à l'euro symbolique.

A ce jour, neuf emprises relevant de ces catégories sont listées en annexe du protocole. Elles sont susceptibles d'être complétées par d'autres emprises en fonction des évolutions du projet de rénovation urbaine.

Approbation et mise en œuvre du protocole foncier

La présente délibération vise à soumettre à la validation du conseil les principes de régularisations et transactions foncières à mettre en œuvre suite à la recomposition d'espaces publics ou de pieds d'immeubles dans le secteur du PRU du Neuhof et à autoriser les représentants des deux collectivités à signer le protocole foncier à conclure entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole et Habitation Moderne.

Les modalités de mise en œuvre sont les suivantes :

- la délimitation parcellaire et l'arpentage seront réalisés et pris en charge par l'Eurométropole,
- les actes administratifs relatifs aux transactions foncières identifiées par le protocole foncier, seront soumis aux assemblées délibérantes selon l'avancement des opérations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
émet un avis favorable

à la conclusion d'un protocole foncier entre l'Eurometropole et Habitation Moderne selon les principes de transactions foncières cités dans le protocole joint en annexe,

approuve

les principes de transactions foncières entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et Habitation Moderne selon les deux catégories citées dans le protocole joint en annexe, pour le projet de rénovation urbaine du Neuhof,

autorise

le Maire ou son représentant à signer les actes ou tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

PROTOCOLE FONCIER

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, agissant en sa qualité de représentant de la Ville de Strasbourg,

L'Eurométropole de Strasbourg,
représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, agissant en sa qualité de représentant de l'Eurometropole de Strasbourg,

D'UNE PART,

ET

La Société Anonyme d'Economie Mixte Locale HABITATION MODERNE, représentée par son Directeur Général, Monsieur Jean-Bernard DAMBIER,

D'AUTRE PART,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1. CONTEXTE DU PROTOCOLE

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) sont engagées dans une politique en faveur des quartiers qui présentent des signes de fragilisation sociale et urbaine. Une convention de rénovation urbaine a été signée en 2005 pour le quartier du Neuhof avec l'ensemble des partenaires, dont le bailleur social Habitation Moderne.

Ce projet urbain recompose la trame des espaces publics et les abords des immeubles existants à partir des opérations de démolitions et constructions nouvelles, notamment sur les secteurs Lyautey, Solignac et Mâcon, où est situé le patrimoine d'Habitation Moderne au Neuhof.

2. OBJET DU PROTOCOLE

Le protocole arrête les principes qui régissent les régularisations foncières entre la Ville ou l'EMS et Habitation Moderne.

Il porte sur :

- le transfert des espaces à vocation publique actuellement propriété d'Habitation Moderne vers la collectivité compétente, Ville ou Eurométropole, pour en assurer la gestion, dans le cadre de démarches de classement (catégorie 1),
- la rétrocession à Habitation Moderne d'espaces anciennement affectés au domaine de l'une ou l'autre des deux collectivités, le cas échéant après déclassement préalable, de telle sorte que la propriété des terrains corresponde à l'exercice des maîtrises d'ouvrage (catégorie 2),

L'état des lieux des emprises concernées à été mené conjointement par la Ville, l'Eurométropole et Habitation Moderne. Les éléments des transactions foncières identifiés à ce jour sont annexés au présent protocole.

Les principes du protocole respectent les intérêts de la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg et d'Habitation Moderne et permettent d'assurer la faisabilité des opérations dans des délais contraints.

3. LE PRINCIPE DE TRANSACTIONS FONCIERES A L'EURO SYMBOLIQUE

Les principes retenus pour les transactions foncières tiennent compte des usages actuels et futurs dans les projets de rénovation urbaine.

Ces transactions foncières intervenant :

- pour une part dans le cadre d'un transfert de charges de gestion d'espaces aménagés en voirie ou espaces verts pour la collectivité compétente
- d'autre part dans le cadre de l'aménagement de pieds d'immeubles des opérations d'Habitation Moderne et non dans un souci de valorisation

Aussi, pour les catégories 1 et 2 telles que définies ci-dessus à l'article 2, il est convenu de retenir le principe de transactions moyennant un euro symbolique.

Les parties se sont entendues pour que ces transactions moyennant un euro symbolique soit mises en œuvre avec dispense de payer le prix.

4. LES MODALITES DE MISE EN OEUVRE.

1. Un bilan global annuel du protocole foncier permettra d'actualiser le tableau des échanges fonciers à partir des transactions réalisées, des transactions déjà inscrites non réalisées et des nouvelles transactions envisagées ;
2. Chaque cession de terrain sera soumise à délibération préalablement à la signature des actes administratifs correspondants ;
3. La signature du protocole et de ses avenants vaut autorisation de démarrage des travaux sur les terrains figurants dans le tableau joint en annexe ;
4. La délimitation des emprises et l'arpentage seront réalisés et pris en charge par les services de la collectivité ;
5. Le protocole est modifiable par voie d'avenant à tout moment.

5. LES DISPOSITIONS FISCALES

En matière de fiscalité, les parties au présent protocole s'engagent à respecter la législation fiscale en vigueur. Toutes les estimations figurant en annexe sont considérées sur une base hors taxe nette vendeur. Les parties s'acquitteront respectivement de leurs obligations en la matière.

6. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Un état du foncier éligible, relevant des catégories 1 et 2 citées à la date du présent protocole est joint à la présente sous l'annexe N°1.

Fait à Strasbourg le

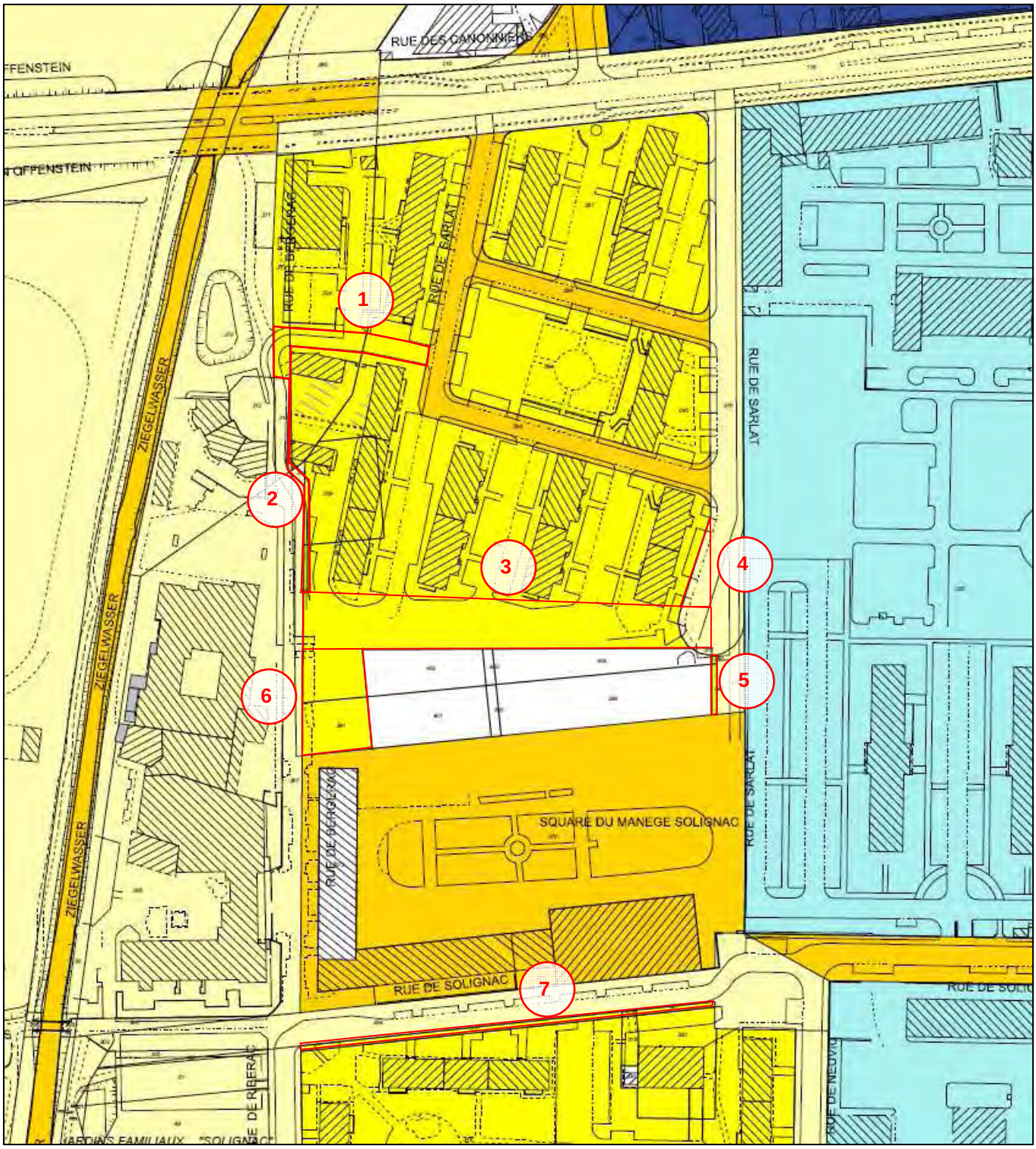
Le Maire de Strasbourg Roland RIES	Le Président de l'Eurométropole Robert HERRMANN	Le Directeur de Habitation Moderne Jean-Bernard DAMBIER

Document informatif

Recensement des parcelles éligibles à la mise en oeuvre du protocole foncier entre la ville de Strasbourg, l'Eurometropole de Strasbourg et Habitation Moderne selon inventaire au 01/10/2015

Quartier	N° emprise	Identification	Section	Parcelle	Superficie totale (m²)	Superficie à extraire (m²) (estimation)	Nouvelles références cadastrales	Propriétaire actuel du terrain	Destination et usage actuels du terrain	Destination et usage projetés du terrain	Futur acquéreur
Neuhof	1	Nouvelle rue Juliette Dodu	IW	224	2000	190		Habitation Moderne	Espace vert	Voie publique	EMS
			IW	388	8848	166		Habitation Moderne	Espace vert	Voie publique	EMS
Neuhof	2	Régularisation pans coupés rue Bergerac	IW	224	2000	1,5		Habitation Moderne	Espace vert	Voie publique	EMS
Neuhof	3	Nouvelle rue de Thenon	IW	388	8848	920		Habitation Moderne	Démolition	Voie publique	EMS
Neuhof	4	Ancienne place de retournement Sarlat	IW	376	1876	156		Ville de Strasbourg	délaissé de voirie	Résidentialisation HM	Habitation Moderne
Neuhof	5	Prolongation rue de Sarlat	IW	390	4	4	/	Habitation Moderne	Démolition	Voie publique	EMS
			IW	392	24	24	/	Habitation Moderne	Démolition	Voie publique	EMS
Neuhof	6	Placette école Ziegelwasser	IW	388	8848	285		Habitation Moderne	Démolition	Voie publique	EMS
			IW	391	324	324	/	Habitation Moderne	Démolition	Voie publique	EMS
Neuhof	7	Elargissement rue Solignac	IW	317	163	163	/	Habitation Moderne	Trottoir	Voie publique	EMS
			IW	319	7	7	/	Habitation Moderne	Trottoir	Voie publique	EMS
			IW	321	39	39	/	Habitation Moderne	Trottoir	Voie publique	EMS
Neuhof	8	Berges du Rhin Tortu	IP	163	7921	1122	/	Habitation Moderne	Espace vert	Cheminement sur berges	Ville
Neuhof	9	Chemin piéton public FJT	IP	165	5102	45		Habitation Moderne	Espace vert / Accesoire voirie	Voie publique	EMS

EMPRISES CONCERNEES PAR LE PROTOCOLE FONCIER – LYAUTEY / SOLIGNAC



Propriété Ville de Strasbourg

Propriété Eurométropole

Propriété Etat

Propriété Habitation Moderne

Emprises à régulariser

Annexe au protocole foncier
Ville / Eurométropole / Habitation Moderne
PRU Neuhof Meinau
Août 2015

Strasbourg.eu
eurométropole

EMPRISES CONCERNEES PAR LE PROTOCOLE FONCIER – MACON



Propriété Ville de Strasbourg

Propriété Eurométropole

Propriété Etat

Propriété Habitation Moderne

Emprises à régulariser

Annexe au protocole foncier
Ville / Eurométropole / Habitation Moderne
PRU Neuhof Meinau
Août 2015

Strasbourg.eu
eurométropole

25

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Régularisation de la domanialité publique - Acquisition par l'Eurométropole de parcelles de voirie restées inscrites au Livre Foncier comme étant propriété de la SERS et constitution de servitudes au profit du domaine public de voirie de l'Eurométropole (avis du Conseil Municipal - article L.5211-57 CGCT).

L'examen de la situation foncière des voiries de l'Eurométropole autour des Halles à Strasbourg-Centre a révélé que des parcelles aménagées en voirie depuis plusieurs années sont restées inscrites au Livre Foncier au nom de l'aménageur : la Société d'aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS).

Afin d'assainir la situation foncière du réseau viaire de l'Eurométropole, des négociations ont été engagées avec la SERS, laquelle a accédé aux propositions de régularisations présentées par la collectivité.

Les transactions à mettre en œuvre ont été consenties moyennant un euro symbolique.

Par ailleurs, à l'occasion de ces régularisations, les opérations de délimitation des emprises à incorporer au domaine public de l'Eurométropole ont permis de constater l'implantation de réseaux publics, canalisations et ouvrages accessoires sur les parcelles à vocation privative propriété de la SERS, jouxtant le futur domaine public.

En conséquence, l'Eurométropole a convenu avec la SERS de la mise en place à titre gratuit de servitudes de passage de réseaux, canalisations et ouvrages accessoires.

Cela permettra de sécuriser juridiquement la présence desdits réseaux métropolitains lorsqu'ils sont situés sur une parcelle privée. Ces servitudes permettront également de garantir l'accès et l'intervention des services gestionnaires de l'Eurométropole sur ces réseaux.

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal de donner un avis sur les démarches foncières à engager par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de ce dossier à savoir :

- l'acquisition moyennant un euro symbolique de parcelles aménagées en voirie ;

- la constitution de servitudes sécurisant les réseaux publics implantés sur des parcelles privées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article L.5211-57 du Code général des collectivités territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

émet un avis favorable aux projets de l'Eurométropole

1. d'acquisitions auprès de la SERS de terrains à incorporer dans la voirie publique de l'Eurométropole

Voies aménagées par la SERS en tant qu'aménageur dont le transfert de propriété reste à régulariser. Les parcelles sises ci-après seront acquises, à l'euro symbolique, en plein accord avec le propriétaire :

A STRASBOURG dans le quartier centre des Halles :

Rue de Sébastopol

- *Parcelle cadastrée section 73 n° (2)/21 d'une surface de 0,09 are issue de la division de la parcelle cadastrée section 73 n° 141/21, Lieu-dit : Quai Kléber, sol*
- *Parcelle cadastrée section 73 n° (4)/21 d'une surface de 0,11 are issue de la division de la parcelle cadastrée section 73 n° 142/21, Lieu-dit : Quai Kléber, sol*
- *Parcelle cadastrée section 73 n° (8)/21 d'une surface de 5,43 ares issue de la division de la parcelle cadastrée section 73 n°143/21, Lieu-dit : Quai Kléber, sol*

Propriété de la SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG (SERS)

Rue du Marais Vert

- *Parcelle cadastrée section 73 n° 163/24 d'une surface de 1,65 ares, Lieu-dit : Rue du Marais Vert, sol*
- *Parcelle cadastrée section 73 n° 166/24 d'une surface de 1,13 ares, Lieu-dit : Rue du Marais Vert, sol*
- *Parcelle cadastrée section 73 n° 168/24 d'une surface de 1,79 ares, Lieu-dit : Rue du Marais Vert sol*

Propriété de la SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG (SERS)

2. <u>de constitution à titre gratuit au profit du domaine public de voirie de l'Eurométropole de servitudes de passage de réseaux, canalisations et ouvrages accessoires ainsi décrites :</u>

- ***<u>Description des servitudes</u> :***

Servitudes réelles et perpétuelles de passage de réseaux, canalisations et ouvrages accessoires (incluant notamment l'ancrage de mâts d'éclairage, de bornes incendie et de regards de visite), d'occupation du sous-sol, d'exploitation, ainsi qu'un droit de passage en vue de l'entretien, de la réparation et de l'amélioration de ces réseaux, canalisations et ouvrages accessoires.

- ***<u>Détermination des fonds concernés</u> :***

- Sur la Commune de STRASBOURG, rue du Marais Vert :

<u>fonds servant :</u>

Les parcelles cadastrées :

- *section 73 n° 165/24 d'une surface de 1 are, Lieu-dit : Rue du Marais Vert, sol*
- *section 73 n° 167/24 d'une surface de 1,50 ares, Lieu-dit : Rue du Marais Vert, sol*

Propriété de la SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG (SERS).

<u>fonds dominant :</u>

Les parcelles cadastrées :

- *section 73 n° 166/24 d'une surface de 1,13 ares, Lieu-dit : Rue du Marais Vert, sol*
- *section 73 n° 168/24 d'une surface de 1,79 ares, Lieu-dit : Rue du Marais Vert sol*

Il est précisé que ces parcelles constituant des espaces ouverts au public seront acquises par l'EUROMETROPOLE auprès de la SERS.

- Sur la Commune de STRASBOURG, rue de Sébastopol :

<u>fonds servant :</u>

Les parcelles cadastrées :

- *section 73 n° (1)/21 d'une surface de 0,07 are issue de la division de la parcelle cadastrée section 73 n° 141/21, Lieu-dit : Quai Kléber, sol*
- *section 73 n° (3)/21 d'une surface de 0,08 are issue de la division de la parcelle cadastrée section 73 n° 142/21, Lieu-dit : Quai Kléber, sol*
- *section 73 n° (5)/21 d'une surface de 0,18 are issue de la division de la parcelle cadastrée section 73 n°143/21, Lieu-dit : Quai Kléber, sol*
- *section 73 n° (6)/21 d'une surface de 0,74 are issue de la division de la parcelle cadastrée section 73 n°143/21, Lieu-dit : Quai Kléber, sol*
- *section 73 n° (7)/21 d'une surface de 0,16 are issue de la division de la parcelle cadastrée section 73 n°143/21, Lieu-dit : Quai Kléber, sol*

Propriété de la SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG (SERS).

<u>fonds dominant :</u>

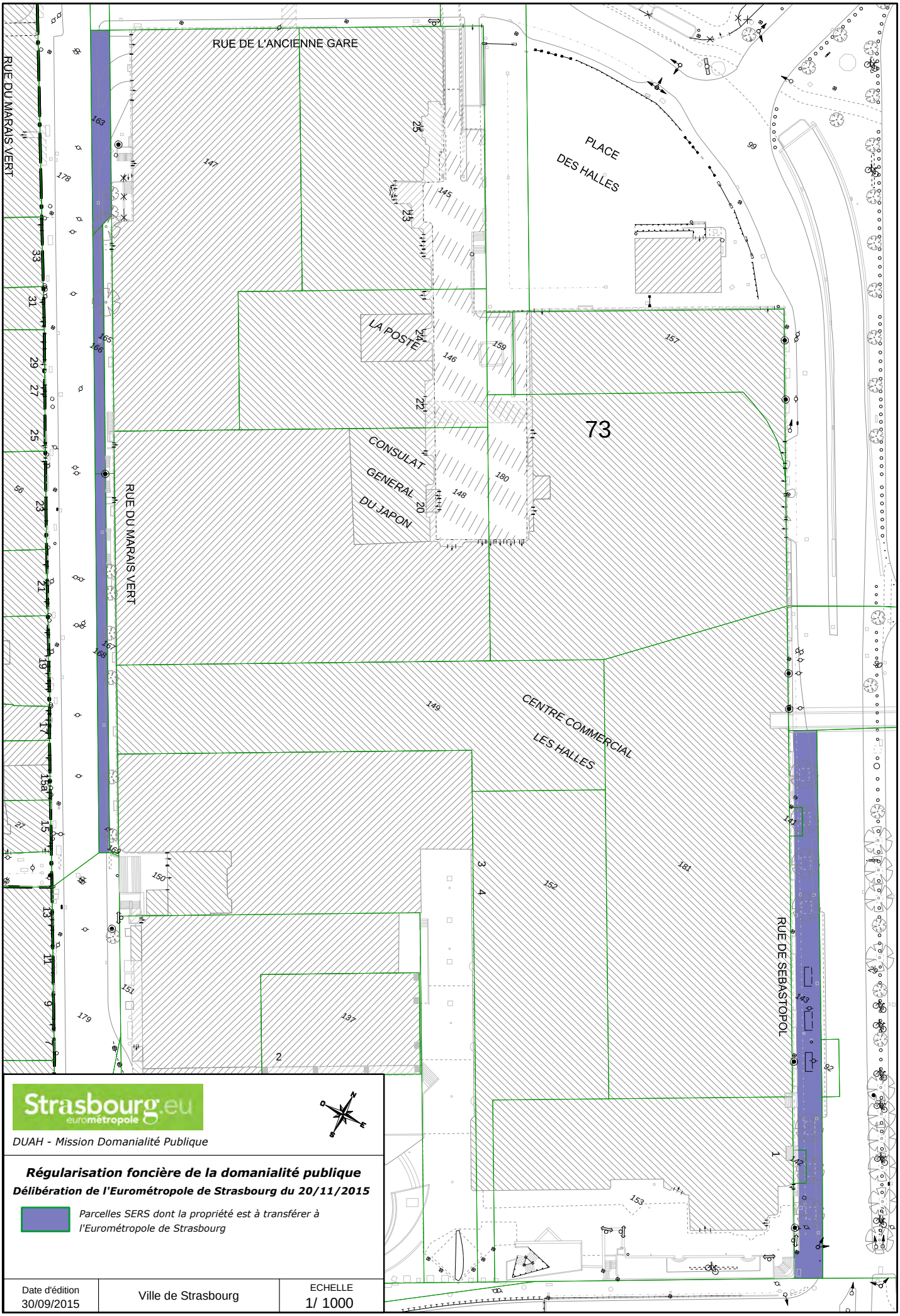
Les parcelles cadastrées :

- *section 73 n° (2)/21 d'une surface de 0,09 are issue de la division de la parcelle cadastrée section 73 n° 141/21, Lieu-dit : Quai Kléber, sol*
- *section 73 n° (4)/21 d'une surface de 0,11 are issue de la division de la parcelle cadastrée section 73 n° 142/21, Lieu-dit : Quai Kléber, sol*
- *section 73 n° (8)/21 d'une surface de 5,43 ares issue de la division de la parcelle cadastrée section 73 n°143/21, Lieu-dit : Quai Kléber, sol*

Il est précisé que ces parcelles constituant des espaces ouverts au public seront acquises par l'EUROMETROPOLE auprès de la SERS.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

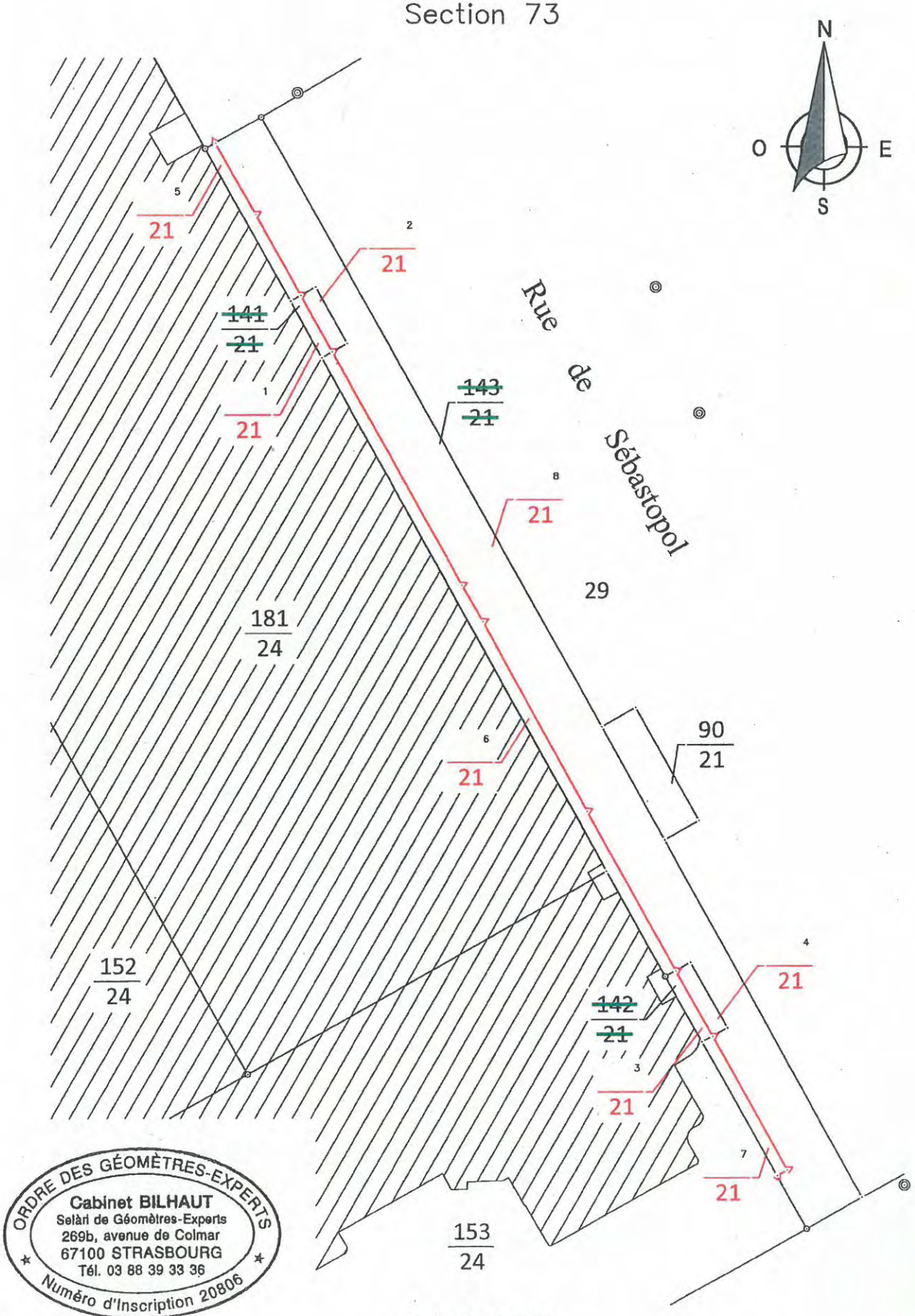
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15


RUE DE L'ANCIENNE GARE
RUE DU MARAIS VERT
PLACE DES HALLES
LA POSTE
CONSULAT GENERAL DU JAPON
RUE DU MARAIS VERT
CENTRE COMMERCIAL LES HALLES
RUE DE SEBASTOPOL
73
2
Strasbourg.eu
eurométropole
DUAH - Mission Domanialité Publique
Régularisation foncière de la domanialité publique
Délibération de l'Eurométropole de Strasbourg du 20/11/2015
Parcelles SERS dont la propriété est à transférer à l'Eurométropole de Strasbourg
Date d'édition
30/09/2015
Ville de Strasbourg
ECHELLE
1/ 1000

151216

COMMUNE DE STRASBOURG

Section 73



ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
Selàrl de Géomètres-Experts
269b, avenue de Colmar
67100 STRASBOURG
Tél. 03 88 39 33 36
Numéro d'Inscription 20806

Echelle 1/500

Strasbourg.eu
eurométropole

26

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Convention pour la réalisation de l'autoroute de contournement Ouest de Strasbourg (A355).

Le rapport du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) remis en novembre 2013, à la demande de l'Etat confirme l'utilité du GCO sous réserve de la requalification de l'actuelle A35 et de la poursuite des efforts de transfert modal dans la continuité de notre politique de déplacements.

En effet, le GCO ne peut se concevoir que dans un projet global de mobilité, dont les lignes de conduite sont l'accessibilité tous modes à l'agglomération avec un enjeu fort de réduction des trafics sur l'A4/A35 en traversée d'agglomération et d'amélioration de la qualité de l'air.

Pour concrétiser cet objectif, l'Eurométropole s'est engagée financièrement aux côtés de l'Etat, de la Région Alsace et du Département du Bas-Rhin dans le projet de requalification de l'A4/A35 avec l'inscription au CPER d'un montant de 20 millions d'euros fléchés pour la réalisation des études et **des** premières réalisations.
Le 21 novembre 2014, les partenaires ont conventionné sur le pilotage et le cofinancement des études pré-opérationnelles de cet ambitieux projet.

La ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont ainsi partenaires mais non contributrices au projet de GCO.

La présente convention, qui précise les termes de ce partenariat, vient également formaliser l'engagement de l'Etat attendu par l'Eurométropole afin « que la mise en service du GCO soit concomitante à la mise en œuvre des dispositions pour optimiser la circulation sur l'A35 et améliorer de façon notable les conditions environnementales dans l'agglomération de Strasbourg ». Cette demande d'engagement, exprimée dans une motion votée en conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2015, concerne notamment l'interdiction du trafic de transit sur l'actuelle A4/A35 en traversée d'agglomération.

La Ville de Strasbourg apporte une attention particulière au suivi du projet de GCO. D'après le Plan de Protection de l'Atmosphère, l'A35, sur sa section centrale strasbourgeoise, est la zone de vigilance à la plus **forte** concentration en polluants. La

diminution de trafic sur cet axe améliorera notamment la qualité de l'air à ses abords, au profit des habitants de la ville de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

- *vu le PPA de l'agglomération strasbourgeoise, dont les objectifs de réduction de la pollution de l'air due aux trafics routiers ont été affirmés par arrêté préfectoral du 4 juin 2015*

approuve

- *le projet de convention relative au financement des concours publics pour la réalisation de l'autoroute de contournement Ouest de Strasbourg (A355), la Ville de Strasbourg étant partenaire du projet mais non contributrice;*

autorise

- *le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention et à signer tout autre document concourant à la présente délibération.*

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DES CONCOURS PUBLICS

POUR LA REALISATION DE L'AUTOROUTE DE CONTOURNEMENT OUEST DE STRASBOURG (A355)

PROJET

Entre

l'État, représenté par [xx], secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ci-après dénommé « l'État » ou « le Concédant » ;

Et

Le Conseil départemental du Bas Rhin, représenté par son président, en vertu d'une délibération exécutoire du Conseil départemental en date du (---) ;

Le Conseil régional d'Alsace, représenté par son président, en vertu d'une délibération exécutoire du Conseil régional en date du (---) ;

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son président, en vertu d'une délibération exécutoire du Conseil de l'Eurométropole en date du (---) ;

La Ville de Strasbourg, représenté par son maire, en vertu d'une délibération exécutoire du Conseil municipal en date du (---) ;

Ci-après dénommées ensemble « les Collectivités Territoriales Partenaires » ;

Et

La société **[à compléter]** enregistrée au registre du commerce et des sociétés de **[à compléter]** sous le numéro **[à compléter]**, dont le siège social est **[à compléter]**, représentée par **[à compléter]**, habilité à cet effet – indifféremment désignée ci-après par « **[à compléter] »**, ou « le Concessionnaire » ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU le code de la voirie routière, notamment l'article L.122.4 modifié ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 10 août 1922 modifiée relative à l'organisation du contrôle des dépenses engagées ;

Vu la loi n°99-533 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire du 25 juin 1999 ;

Vu la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière ;

Vu le décret en Conseil d'État du 23 janvier 2008 déclarant d'utilité publique et urgent les travaux de construction de l'autoroute A355, Grand Contournement Ouest de Strasbourg ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique ;

Vu les documents de la consultation relative à la concession de l'autoroute de contournement Ouest de Strasbourg (A355) ;

Vu la convention de concession de l'autoroute de contournement Ouest de Strasbourg (A355), et le cahier des charges qui lui est annexé, tous deux paraphés et signés par le Concessionnaire ;

Vu la délibération n° (---) du Conseil départemental du Bas-Rhin, du (---) approuvant le projet de convention relative au financement des concours publics pour la réalisation de l'autoroute de contournement Ouest de Strasbourg (A355), autorisant le président du Conseil départemental à signer cette convention, et transmise au contrôle de légalité ;

Vu la délibération n° (---) du Conseil régional du (---) approuvant le projet de convention relative au financement des concours publics pour la réalisation de l'autoroute de contournement Ouest de Strasbourg (A355), autorisant le président du Conseil régional à signer cette convention, et transmise au contrôle de légalité ;

Vu la délibération n° (---) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, du (---) approuvant le projet de convention relative au financement des concours publics pour la réalisation de l'autoroute de contournement Ouest de Strasbourg (A355), autorisant le président de l'Eurométropole de Strasbourg à signer cette convention, et transmise au contrôle de légalité ;

Vu la délibération n° (---) du Conseil municipal de Strasbourg, du (---) approuvant le projet de convention relative au financement des concours publics pour la réalisation de l'autoroute de contournement Ouest de Strasbourg (A355), autorisant le maire de Strasbourg à signer cette convention, et transmise au contrôle de légalité ;

Au sens de la présente convention, un jour désigne un jour calendaire, étant précisé que si un délai décompté en jours tombe un samedi, un dimanche, un jour férié en France ou le lundi de pentecôte, il est automatiquement décalé au jour ouvrable suivant, un jour ouvrable étant tout jour autre qu'un samedi, un dimanche, un jour férié en France ou le lundi de pentecôte. Par ailleurs, lorsqu'un délai exprimé en jours, en semaine ou en mois est à compter à partir du moment où survient un événement ou s'effectue un acte, le jour au cours duquel a lieu cet événement ou s'effectue cet acte n'est pas compté dans le délai.

ÉTANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

L'autoroute de contournement Ouest de Strasbourg (A355) a fait l'objet d'un avis d'appel public à concurrence publié au Journal officiel de l'Union européenne le 22 février 2014 (JOUE, avis n°2014/ S 038-062150), au Bulletin officiel des annonces de marchés publics le 21 février 2014 (BOAMP, avis n°14-21559) et au Moniteur des travaux publics et du bâtiment le 28 février 2014 (rubrique Délégations et Contrats, avis d'appel d'offres n° AO-1409-2681).

La procédure d'attribution de la concession de l'autoroute de contournement Ouest de Strasbourg (A355) a permis d'aboutir le (---) à la signature du projet de convention de concession et le cahier des charges qui lui est annexé (ensemble, le "Contrat de Concession") par la société **[nom de la société concessionnaire]**. Par ce Contrat de Concession, d'une durée de 54 ans à compter de son entrée en vigueur, pouvant être augmentée d'un an maximum en cas de retard du concessionnaire réalisant l'échangeur nord, la société **[nom de la société concessionnaire]** s'engage à concevoir, financer, construire, exploiter, entretenir, et maintenir, à ses risques et périls, l'autoroute de contournement Ouest de Strasbourg (A355).

La réalisation de l'autoroute de contournement Ouest de Strasbourg (A355) prend place dans un dispositif plus global comportant l'interdiction de circulation des poids lourds en transit sur l'autoroute A35 ainsi

qu'un projet de requalification de l'actuelle autoroute A35 dans la traversée de l'agglomération de Strasbourg. Cette dernière opération fait l'objet d'une inscription au contrat de plan État-région 2015-2020 dont le financement est pris en charge par les collectivités territoriales partenaires à hauteur de 50 %.

Il est précisé que dans la présente convention, « l'interdiction de circulation des poids lourds en transit » s'entend comme l'interdiction, mentionnée à l'article 24.1 du cahier des charges, de circulation des poids lourds en transit sur l'A35 et l'A4 entre l'échangeur A35/RN83 et l'échangeur A35/A355/A4, sur l'autoroute A351 et sur la RN4 entre l'échangeur RN4/A355 et l'A351.
Il est précisé que dans la présente convention, « les Collectivités Territoriales Contributrices » désignent le Conseil départemental du Bas Rhin et le Conseil régional d'Alsace.

DANS CES CONDITIONS, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1ER : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de :

- définir la répartition entre l'État et les Collectivités Territoriales Contributrices de la prise en charge des concours publics dans les conditions prévues à l'article 2 de la présente convention, ainsi que de l'indemnité de déchéance prévus au Contrat de Concession ;
- définir les modalités d'actualisation, de mandatement et de versement de ces concours publics ;
- définir la répartition entre l'État et les Collectivités Territoriales Contributrices du partage des résultats de la concession prévu au Contrat de Concession ;
- définir les modalités d'information (i) des Collectivités Territoriales Partenaires et, (ii) des Collectivités Territoriales Contributrices pour ce qui concerne le suivi de l'activité du Concessionnaire et de la bonne exécution du Contrat de Concession.

La présente convention ne modifie pas les droits et obligations du Concessionnaire fixés par ailleurs par le Contrat de Concession.

ARTICLE 2 : REPARTITION DE LA PRISE EN CHARGE DES CONCOURS PUBLICS PREVUS AU CONTRAT DE CONCESSION

2.1 : Répartition de la charge des concours publics dont le versement au Concessionnaire est conditionné par l'absence de mise en place à la mise en service de l'interdiction de circulation des poids lourds en transit en application des stipulations de l'article 24.1 du cahier des charges annexé à la convention de concession

Au plus tard 60 (soixante) jours avant la date de mise en service de l'autoroute, l'État notifie aux Collectivités Territoriales Contributrices la décision qu'il envisage de prendre concernant l'instauration de l'interdiction de circulation des poids lourds en transit.

Dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification de l'État, les Collectivités Territoriales Contributrices font part de leurs observations à l'État sur la décision envisagée.

Nonobstant le contexte décrit en préambule, si l'État décide de ne pas mettre en place l'interdiction de circulation des poids lourds en transit, et si les Collectivités Territoriales Contributrices, préalablement consultées selon la procédure précédemment décrite, notifient à l'État leur souhait de voir mise en place cette

interdiction et leur refus, en conséquence, de prendre en charge les concours publics qui seraient dus du fait de la décision envisagée par l'État, l'État prend en charge les concours publics dus au Concessionnaire incombant à l'État ainsi que les concours publics incombant aux collectivités ayant manifesté leur opposition à la décision de l'État. Les Collectivités Territoriales Contributrices n'ayant pas manifesté leur opposition contribuent conformément à leur quote-part.

La quote-part des concours publics dus au Concessionnaire sont répartis entre l'État et les Collectivités Territoriales Contributrices, sans préjudice du précédent alinéa, ainsi qu'il suit :

	Fraction des concours publics	Montants des concours publics en Euros hors taxes (valeur juin 2015)
État	**50%**	5.000.000 (cinq millions)
Conseil départemental du Bas Rhin	**25%**	2.500.000 (deux millions cinq cent mille)
Conseil régional d'Alsace	**25%**	2.500.000 (deux millions cinq cent mille)
Total général :	**100%**	10.000.000 (dix millions)

2.2 : Répartition de la charge des concours publics dont le versement au Concessionnaire est conditionné par l'abrogation, totale ou partielle, dans un délai de 60 mois après la mise en service, de l'interdiction de circulation des poids lourds en transit en application des stipulations de l'article 24.1 du cahier des charges annexé à la convention de concession

Si, dans les 60 (soixante) mois suivant la mise en service de l'autoroute, l'État envisage d'abroger, totalement ou partiellement, la décision d'interdiction de circulation des poids lourds en transit, il notifie préalablement aux Collectivités Territoriales Contributrices son projet de décision.

Les Collectivités Territoriales Contributrices font part de leurs observations à l'État sur la décision envisagée, dans un délai de 15 jours à compter de la notification précitée.

Si l'État abroge la décision d'interdiction de circulation des poids lourds en transit, et si les Collectivités Territoriales Contributrices, préalablement consultées selon la procédure précédemment décrite, notifient à l'État leur opposition au projet d'abrogation et par conséquent leur refus de prendre en charge les concours publics qui seraient dus dans cette hypothèse au Concessionnaire, l'État prend en charge les concours publics dus au Concessionnaire incombant à l'État ainsi que les concours publics incombant aux collectivités ayant manifesté leur opposition à la décision de l'État. Les Collectivités Territoriales Contributrices n'ayant pas manifesté leur opposition contribuent conformément à leur quote-part.

La quote-part des concours publics dus au Concessionnaire sont répartis entre l'État et les Collectivités Territoriales Contributrices, sans préjudice du précédent alinéa, ainsi qu'il suit :

	Fraction des concours publics	Montants des concours publics en Euros hors taxes (valeur juin 2015)
État	**50%**	5.000.000 x (1-(n/60)²)
Conseil départemental du Bas Rhin	**25%**	2.500.000 x (1-(n/60)²)
Conseil régional d'Alsace	**25%**	2.500.000 x (1-(n/60)²)
Total général :	**100%**	10.000.000 x (1-(n/60)²)

Où n correspond au nombre de mois après la mise en service où la décision d'abrogation de l'interdiction de transit des poids lourds intervient. Le montant des concours publics dus au concessionnaire est nul pour n supérieur ou égal à 60.

L'État et les Collectivités Territoriales Contributrices s'engagent à inscrire en temps utile, à leurs budgets respectifs, les crédits nécessaires au mandatement de la part des concours publics leur incombant et à procéder aux différentes opérations préalables de façon à respecter les échéances de versement au Concessionnaire prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 : CONDITIONS ET MODALITES DE VERSEMENT DES CONCOURS PUBLICS

En cas d'absence d'entrée en vigueur de l'interdiction de circulation des poids lourds en transit dans le mois suivant la mise en service de l'autoroute, les concours publics sont dus par l'État au Concessionnaire à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de mise en service de l'autoroute.

En cas d'abrogation de la décision d'interdiction des poids lourds en transit dans les 60 (soixante) mois suivant la mise en service de l'autoroute, les concours publics sont dus par l'État au Concessionnaire à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de l'entrée en vigueur de la décision d'abrogation.

Les concours publics sont versés par l'État au Concessionnaire, nonobstant les clés de répartition prévues aux articles 2.1 et 2.2.

A compter du jour où les concours publics sont dus, le Concessionnaire adresse par courrier recommandé avec avis de réception à l'État une demande de paiement. L'État dispose d'un délai de 30 (trente) jours pour verser les sommes dues.

Dans le cas où la charge des concours publics est répartie entre l'État et les Collectivités Territoriales Contributrices, l'État adresse, postérieurement à la réception de la demande de paiement par le Concessionnaire, un appel de fonds à chacune des Collectivités Territoriales Contributrices selon la clé de répartition prévue aux articles 2.1 et 2.2. Les Collectivités Territoriales Contributrices disposent d'un délai de 15 (quinze) jours à réception de l'appel de fonds pour verser à l'État les sommes dues.

ARTICLE 4 : ACTUALISATION

Chacun des montants dus au Concessionnaire au titre des concours publics en application des stipulations de l'article 24 du cahier des charges annexé à la convention de concession et de la présente convention est actualisé par application d'un coefficient K défini ci-après :

K = TP01n/TP01o

où :

- TP01n est égal à la dernière valeur connue de l'indice général tous travaux (TP01) à la date prévisionnelle de l'événement-Clé associé à l'appel de fonds, mentionnée à l'article 24.1 du cahier des charges

- TP01o est égal à la dernière valeur connue de l'indice général tous travaux (TP01) à la date de remise des offres soit *[à remplir après la remise des offres par la dernière valeur connue de l'indice à la date de remise des offres]*

Les indices TP sont publiés au Journal Officiel.

ARTICLE 5 : INTERETS MORATOIRES ET INDEMNITES POUR FRAIS DE RECOUVREMENT

Si le paiement de l'un quelconque des montants dus conformément à la présente Convention n'intervient pas dans les délais prévus, le Concessionnaire a droit au versement par l'Etat des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux conditions prévues par la réglementation applicable relative à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Les intérêts moratoires sont calculés sur une base journalière et sur la base d'une année de 365 (trois cent soixante-cinq) jours. La durée du retard au cours de laquelle les intérêts moratoires sont dus est égale à la période s'écoulant entre le lendemain de la date d'expiration du délai pour verser les sommes dues et la date de paiement effectif du montant dû.

L'octroi d'intérêts moratoires, de l'indemnité forfaitaire et, le cas échéant, de l'indemnité complémentaire pour frais de recouvrement, dans les conditions prévues par la réglementation applicable relative à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique est exclusif de toute autre forme d'indemnisation du Concessionnaire au titre d'un retard.

ARTICLE 6 : PARTAGE DES RESULTATS DE LA CONCESSION

Les sommes versées par le Concessionnaire visées à l'article 24.3 du cahier des charges annexé à la convention de concession sont réparties au prorata des parts de concours publics respectives de l'État et des Collectivités Territoriales Contributrices tel que précisé à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 7 : DECHEANCE DU CONCESSIONNAIRE

En cas de déchéance, le montant de l'indemnité éventuellement due par le Concédant au Concessionnaire en application de l'article 40 du cahier des charges annexé à la convention de concession est pris en charge à parts égales entre l'État d'une part, et les Collectivités Territoriales Contributrices d'autre part.

L'indemnité de déchéance est versée par l'État au Concessionnaire, nonobstant les clés de répartition prévues au paragraphe ci-dessus.

Dès lors que le montant des sommes qui viendraient à être dues au Concessionnaire en application de l'article 40 du cahier des charges annexé à la convention de concession est arrêté, de manière provisionnelle ou définitive, l'État et les Collectivités Territoriales Contributrices s'engagent à mandater la part de ce montant qui leur incombe en application des stipulations du présent article.

ARTICLE 8 : SUBROGATION

L'État se réserve le droit de transférer tout ou partie de ses obligations au titre de la présente convention à tout établissement public de l'État qui en accepterait les conditions.

ARTICLE 9 : INFORMATION DE L'ÉTAT ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES PARTENAIRES

Le Concessionnaire communique chaque année, avant le 1er juillet, au ministre chargé de la voirie nationale les documents visés à l'article 33.3 du cahier des charges annexé à la convention de concession.

Le ministre chargé de la voirie nationale communique un exemplaire de ces documents à chacune des Collectivités Territoriales Contributrices.

L'État adresse également aux Collectivités Territoriales Contributrices l'analyse faite par ses services sur les documents transmis et les informe, au plus tôt, de tout fait, événement ou acte susceptible d'avoir un impact sur leurs engagements au titre de la présente convention.

Lorsque l'État considère que les motifs de la déchéance sont susceptibles d'être réunis, il en informe sans délai les Collectivités Territoriales Contributrices.

Les Collectivités Territoriales Partenaires sont rendues destinataires d'un rapport d'activité sur la concession et sont associées au Comité de suivi des engagements de l'Etat.

ARTICLE 10 : COMMUNICATION

L'État, le Concessionnaire et les Collectivités Territoriales Partenaires mentionnent dans toutes communications, affichages, expositions, publications relatives à la concession de l'autoroute de contournement Ouest de Strasbourg les logos de l'État et des Collectivités Territoriales Partenaires.

ARTICLE 11 : ENTREE EN VIGUEUR

L'entrée en vigueur de la présente convention est subordonnée à la publication au *Journal Officiel* de la République française de la convention portant concession de la conception, du financement, de la construction, de l'exploitation, de l'entretien et de la maintenance de l'autoroute de contournement Ouest de Strasbourg entre l'État et le Concessionnaire, approuvée par décret en Conseil d'État. L'État informe les Collectivités Territoriales Partenaires de la date d'entrée en vigueur de la convention de concession.

Fait en quatre exemplaires, à (----), le (----)

Pour l'État,

Le secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche

Pour le département du Bas Rhin,

Le président du Conseil départemental

Pour le Conseil régional d'Alsace

Le président du Conseil régional

Pour l’Eurométropole de Strasbourg,

Le président de l’Eurométropole

Pour la ville de Strasbourg

Le maire

Pour le Concessionnaire,

Le ……..

……..

27

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Remboursement du préfinancement par la CUS (devenue Eurométropole de Strasbourg)des loyers des vestiaires provisoires du club AS MENORA de la Plaine du WACKEN suite aux travaux d'extension du réseau tramway 2006/2008.

Dans le cadre de la réalisation du boulevard Pierre Pflimlin à Strasbourg à l'occasion des extensions tramway 2006/2008, plusieurs bâtiments, implantés sur le site de la plaine sportive du Wacken, ont été acquis par la CUS pour être démolis, dont notamment des bâtiments Ville de Strasbourg accueillant les vestiaires du club de l'AS MENORA.

La CUS a ainsi acquis auprès de la Ville de Strasbourg par acte authentique en date du 17 décembre 2008, les terrains concernés moyennant le prix de 446 080 € conforme à l'avis de France Domaine, et versé une indemnité de 146 100 € au titre des bâtiments. Elle a également pris en charge les frais de démolition des anciens locaux ainsi que ceux résultant des mesures provisoires. En effet, ces vestiaires ont été restitués à l'occupant de la Ville sous forme de bâtiments modulaires provisoires loués à la société ALTEMPO. La gestion de cette location était assurée par la CTS, en sa qualité de maître d'ouvrage des travaux du tramway, et les frais y afférant refacturés à la CUS, pour la période des travaux où la justification de ce remboursement à la CTS trouve son fondement dans le contrat de concession CUS/CTS annexe Investissement I.4.

La reconstruction des vestiaires et leur mise à disposition relevait quant à elle de la compétence de la Ville de Strasbourg et les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération ont été inscrits au budget Ville AP 0023 programme 685.

La livraison des nouveaux bâtiments par la Ville de Strasbourg n'est intervenue qu'en décembre 2012, cette reconstruction intervenant dans le cadre de la réalisation de l'Ile des Sports étant en effet étroitement liée à l'émergence du projet PEX WACKEN.

De novembre 2007, date de fin des travaux du tramway à décembre 2012, date de mise à disposition des nouveaux locaux, la CUS a demandé à la CTS de maintenir en place le dispositif provisoire afin de ne pas pénaliser l'occupant de la Ville de Strasbourg.

La CUS a d'ores et déjà procédé au remboursement du montant total TTC de 209 573 €uros correspondant à 61 mois de location au bénéfice de la CTS en vertu des dispositions

du contrat de concession. Ce faisant, la CUS a préfinancé pour le compte de la Ville de Strasbourg le coût des loyers dus pour la période entre la fin des travaux et la livraison des nouveaux bâtiments

Il convient à présent de régler les conséquences financières de cette opération entre la Ville et la CUS, par le remboursement, par la Ville de Strasbourg au bénéfice de la CUS, des loyers préfinancés de décembre 2007 à fin décembre 2012, n'entrant pas dans le champ d'application du contrat de concession, pour un montant TTC de 209 573 €uros.

Les deux parties se sont par conséquent entendues sur les modalités du remboursement à intervenir au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg. Au plan budgétaire, cet accord s'est traduit par l'inscription de la dépense au BS 2015 de la Ville de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le remboursement, par la Ville de Strasbourg au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg, d'un montant de 209 573 €uros TTC au titre des loyers acquittés par l'Eurométropole de Strasbourg pour le compte de la Ville de Strasbourg durant la période du 1er décembre 2007 au 31 décembre 2012 pour les bâtiments modulaires accueillant les vestiaires provisoires du club AS MENORA, les locaux utilisés ayant dû être démolis puis reconstitués à la suite des opérations d'extension du réseau de tramway 2006-2008 ;

décide

L'imputation de la dépense correspondante au budget de la Ville de Strasbourg TC00A / 62876

autorise

le Maire ou son représentant à signer tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015

et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Strasbourg.eu
eurométropole

28

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Installation classée pour la protection de l'environnement : demande présentée par les Hôpitaux universitaires de Strasbourg - Hôpital de Hautepierre - en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter des installations de production d'eau glacée et d'électricité.

L'hôpital de Hautepierre, géré par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS), fait l'objet de travaux de modernisation. Depuis 2014, un chantier de construction correspondant au projet de création du PMTL (Plateau Médico-Technique et Locomoteur) et de l'IRC (Institut Régional du Cancer) est en cours. La mise en service du PMTL et de l'IRC est prévue pour 2018.

Dans le cadre de ces travaux de modernisation, les HUS projettent de rénover les installations énergétiques de l'hôpital de Hautepierre. Cela consiste à :

- construire un bâtiment neuf, abritant la production d'énergie frigorifique,
- modifier le système d'alimentation en eau potable et refroidissement par la création d'un nouveau forage et l'abandon d'un forage existant,
- réaménager les installations d'énergie électrique de secours par l'implantation de nouveaux groupes électrogènes et conservation des groupes existants.

Le projet, qui comprend des enjeux liés à la Loi sur l'Eau, classera le site sous le régime de l'Autorisation au titre de la rubrique n°2910 des installations classées (installations de combustion).
Les enjeux liés à la Loi sur l'Eau sont intégrés dans le cadre de la procédure d'Autorisation.
L'essentiel du projet de restructuration des infrastructures énergétiques concerne la production de froid et nécessite le captage et le rejet d'eau en nappe phréatique.

Modification et utilisation des captages
La modification des captages concerne à la fois l'alimentation en eau potable et la production d'énergie frigorifique. Le site dispose d'un forage existant et un nouveau puits sera mis en place.

Dans le forage existant, un nouveau captage sera destiné à deux usages avec des pompes installées à des niveaux différents:

- alimentation en Eau Potable (AEP), via deux pompes de débit nominal 360 m³/h, en fonctionnement alterné, installées à 60m de profondeur,
- production de froid, via deux pompes "énergie" de 560 m³/h chacune, installées à 25m de profondeur, pouvant fonctionner en simultané, destinées au réseau de refroidissement en nappe du système de production de froid.

En complément du captage précédent, un nouveau puits sera mis en place, uniquement pour la production de froid. Il contiendra deux pompes « énergie », d'un débit de 560 m³/h chacune, installées à une profondeur de 25m.

Les eaux de refroidissement issues de la nappe seront rejetées en 3 points (2 nouveaux et 1 existant), permettant une répartition géographique des rejets.
Les réseaux d'AEP et d'énergie seront totalement indépendants. Le captage AEP existant sera mis à l'arrêt.

Modification du système d'alimentation en eau potable de l'Hôpital de Hautepierre
Le site de Hautepierre est actuellement alimenté en eau potable par un forage qui sera mis à l'arrêt. Les réseaux AEP et incendie du site disposent également d'une interconnexion de secours avec le réseau d'eau potable de l'Eurométropole de Strasbourg. Cette interconnexion a pour but d'alimenter les réseaux de défense incendie et AEP en cas de défaillance du forage.
L'interconnexion avec réseau de secours de l'Eurométropole de Strasbourg sera conservée, l'interconnexion est équipée d'un dispositif de déconnexion avec le réseau public pour éviter toute pollution.

Production d'eau glacée
Les nouvelles installations de production de froid auront une puissance de 19.1 MW. Pour optimiser les consommations d'énergie, un stock de glace est produit la nuit puis valorisé pendant la journée.
Le refroidissement des installations de production de froid sera réalisé par captage d'eau de nappe phréatique.
Les circuits eaux de nappe et eau glycolée seront donc indépendants.

Production d'électricité en secours
Une nouvelle centrale composée de 3 groupes électrogènes viendra compléter le dispositif de secours électrique existant (également composé de 3 groupes électrogènes). Le fioul domestique restera l'énergie utilisée pour le nouveau dispositif. Ces installations sont visées par la rubrique n°2910 de la nomenclature des installations classées.
Deux groupes électrogènes supplémentaires, dédiés au PMTL et à l'IRC et déjà déclarés en Préfecture, ne fonctionneront qu'en cas de défaillance des autres groupes électrogènes.
La durée de fonctionnement annuelle des 6 groupes sera inférieure à 500 heures par an. Un suivi des émissions sera assuré par un relevé systématique des heures de fonctionnement et le suivi de la consommation de fioul domestique.

Stockage de fioul domestique
Le site dispose de deux types de stockage de fioul domestique : des réservoirs journaliers et des cuves de stockage de grande capacité.

Le réservoir journalier de 3 500 l sera conservé et deux nouveaux réservoirs aériens de 500 l chacun assureront l'alimentation des 3 futurs groupes électrogènes.
Les deux cuves de stockage aérien de 50 000 l seront évacuées vers la décharge agréée et remplacées par deux nouvelles cuves enterrées de 80 000 l chacune, reliées entre elles pour sécuriser la distribution de fioul domestique. Ces cuves seront de type double enveloppe et équipées d'un système de détection de fuite.

Enjeux environnementaux
Plusieurs enjeux environnementaux forts sont identifiés :

- ambiance sonore (bruit),
- préserver les divers usages des eaux souterraines.

Bruit
Suite à des plaintes d'habitants riverains, des mesures ont été réalisées en juin 2012, dans le cadre du projet de PMTL/IRC. Le bureau d'études INGEROP a conclu que des mesures compensatoires devaient être mises en œuvre, de type silencieux ou pièges à sons et écrans.
Au regard des éléments précédents, la réalisation de mesures acoustiques d'émergence chez les riverains, après la réalisation des travaux, est souhaitable. Ces mesures permettront de s'assurer de la conformité du site au regard de la législation relative au bruit.

Eau
Des mesures ont été prises pour s'assurer de l'étanchéité et la sécurité du puits dans le forage existant. Les HUS indiquent que les mesures de protection similaires seront retenues pour le futur forage.

Le pompage dans les eaux souterraines génère :

- un rabattement de l'ordre de 2.3m et de 2.9m sur les deux puits de captage,
- une élévation du niveau estimée sur les 3 points de rejet à environ 1.9m, 2.0 et 2.4m.

Les puits de rejets peuvent être sujets à du colmatage, ce qui a pour effet d'augmenter l'élévation dans les puits. Les HUS prévoient de contrôler les paramètres susceptibles d'être à l'origine de colmatage ou de corrosion.

Il n'y a pas de captage inventorié dans l'axe de l'écoulement à moins de 1.5 km en aval hydraulique.
Conformément au Code de la Santé Publique, les HUS procèderont à la réalisation d'analyses régulières sur la qualité des eaux.

Le rejet permanent en nappe d'eau réchauffée génère un panache thermique migrant progressivement vers l'aval. En aval hydraulique, le panache thermique atteint de nombreux dispositifs de captage au bout d'une dizaine d'années (cf. carte d'allure du panache thermique calculé au bout de 12 ans).

Compte tenu des éléments précédents, la mise en place de mesures en continu de la température de l'eau pompée par chaque captage et de la température de l'eau rejetée

est souhaitable. De même, des mesures de température en aval des points de rejet, entre l'hôpital et les premiers usages identifiés de la nappe, sont à envisager.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
émet un avis favorable

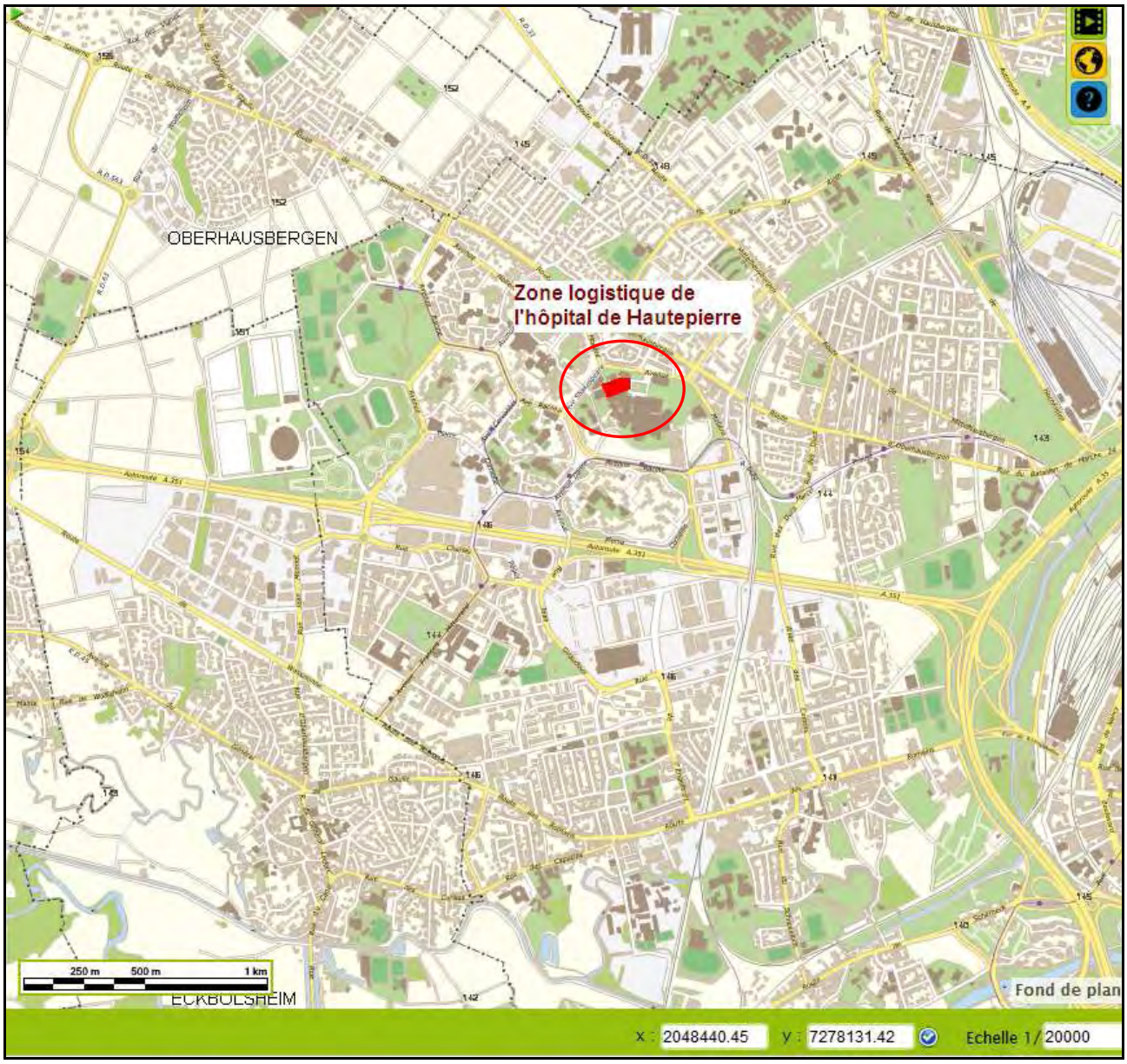
à la demande d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement présentée par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, d'exploitation de l'hôpital de Hautepierre. La Ville de Strasbourg propose la mise en place :

- *de mesures de bruit pour s'assurer du respect des émergences réglementaires au niveau des riverains,*
- *de mesures en continu des impacts thermiques des installations sur la nappe phréatique.*

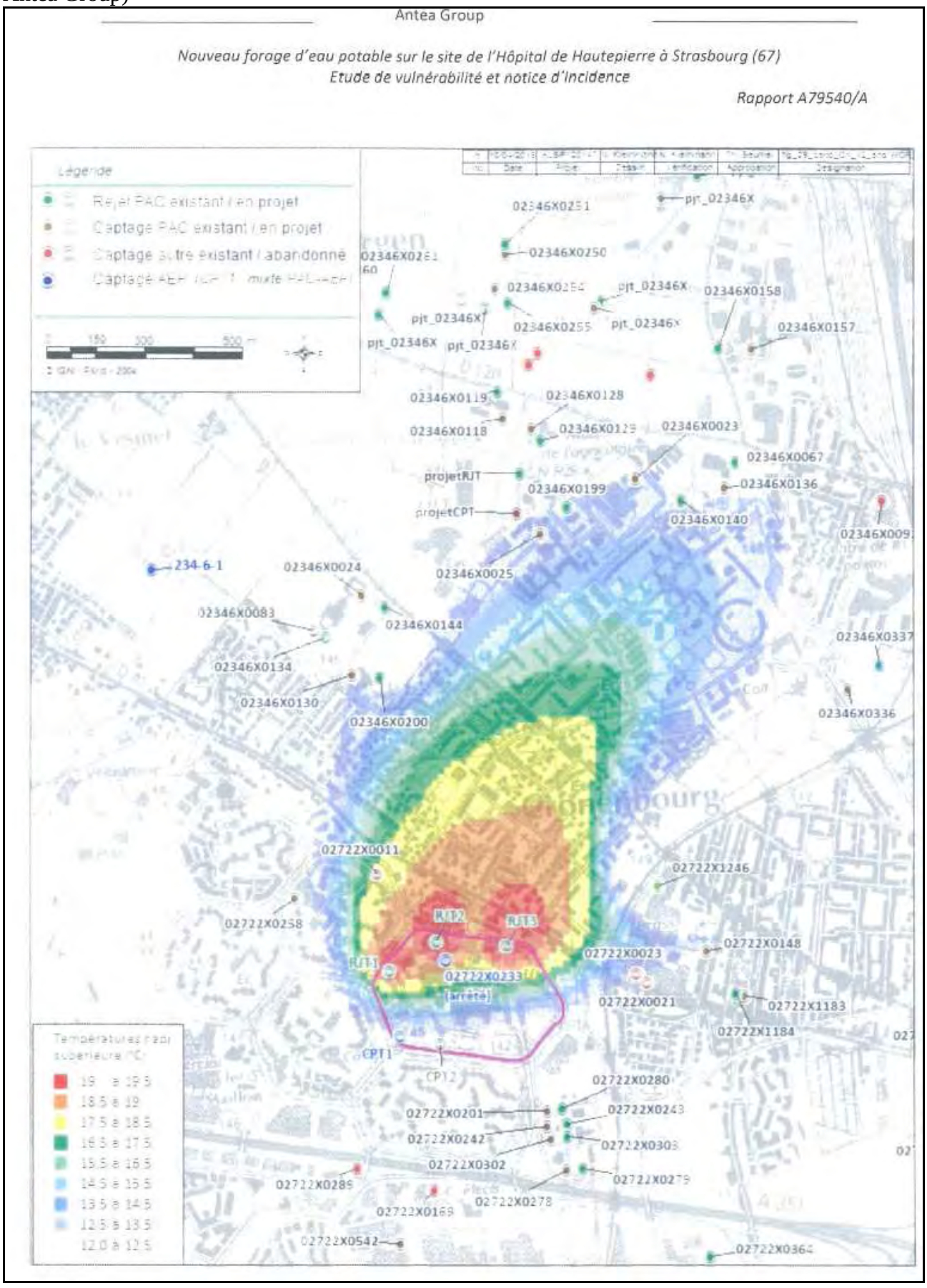
Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Annexe 1 : Plan de situation de la zone logistique de l'hôpital de Hautepierre



Annexe 2 : Allure du panache thermique calculé au bout de 12 ans de fonctionnement (source : Antea Group)



29

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Gestion des réserves naturelles nationales du Rohrschollen et du massif Neuhof-Illkirch-Graffenstaden.

La ville de Strasbourg a été nommée gestionnaire des Réserves Naturelles Nationales (RNN) de l'Ile du Rohrschollen (RNN du Rohrschollen) et du massif forestier de Strasbourg-Neuhof/Illkirch-Graffenstaden (RNN Neuhof-Illkirch). Cette mission a été officialisée par la signature de deux conventions avec l'Etat, le 19 avril 2011 pour la première et le 28 mars 2014 pour la seconde.

Ces conventions fixent les obligations du gestionnaire. En contrepartie, l'Etat verse une subvention de fonctionnement dont le montant a été défini en application d'une grille d'évaluation validée à l'échelle nationale.

La principale action demandée au gestionnaire est d'établir pour chaque réserve naturelle son plan de gestion, document qui définit les orientations de gestion et précise leur planification pour 5 ans. Si ce document a été établi pour la RNN du Rohrschollen en 2010, la Ville a 2 ans pour finaliser celui de la RNN Neuhof - Illkirch.

Dans le cadre de l'application de ces conventions, la ville de Strasbourg doit fournir pour chaque réserve naturelle un bilan d'activité, un compte de résultat de l'année passée et un budget prévisionnel pour l'année en cours.

1/ Gestion de la RNN du Rohrschollen

Cette réserve dispose d'un plan de gestion. De fait, les actions et activités engagées se font en application de ce document de cadrage validé par le Conseil municipal du 24 septembre 2012 et par arrêté préfectoral du 21 décembre 2012.

La synthèse du bilan d'activité 2014, le compte de résultat 2014 et le budget prévisionnel de 2015 sont joints en annexes 1, 2 et 3.

Les investissements engagés dans la réserve naturelle correspondent à la restauration de la fonctionnalité écologique de la réserve dans le cadre de la mise en œuvre du projet LIFE, validés par les Conseils municipaux des 9 novembre 1999 et 18 juin 2012.

Cette opération qui consistait en la construction d'une prise d'eau équipée d'un système de régulation et d'un chenal d'amené, s'est déroulée de janvier 2013 à mars 2014.
Le projet LIFE s'est officiellement terminé le 30 juin 2015 et un rapport final technique est financier a été établi et envoyé à la Commission européenne.

Afin de pouvoir évaluer les premiers effets de cette restauration écologique, il a été proposé par le comité consultatif de la réserve d'engager un inventaire piscicole sur la Bauerngrundwasser (ancien bras du Rhin restauré). Un partenariat a été engagé avec l'Université de Strasbourg (UDS), l'ENGEES, la Fédération de Pêche du Bas-Rhin et l'Agence de l'eau Rhin Meuse (AERM). L'opération est financée en partie par l'AERM, la Fédération de Pêche du Bas-Rhin et la ville de Strasbourg (dans le cadre du budget de la réserve naturelle) selon le plan de financement joint en annexe 4.

2/ Gestion de la RNN Neuhof / Illkirch

En absence de plan de gestion, il est proposé au Conseil municipal un plan d'actions joint en annexe 5, le compte de résultat 2014 en annexe 6 ainsi que le budget prévisionnel 2015 en annexe 7.

Lors des derniers comités consultatifs, le gestionnaire a présenté l'ensemble des interventions au sein de la réserve naturelle. Il nous a été demandé de bien individualiser les missions propres au gestionnaire afin d'affecter la subvention accordée par l'Etat aux missions de gestion.
Ainsi, trois catégories d'interventions ont pu être individualisées :

- celles en application de la convention de gestion entre la ville de Strasbourg et l'Etat,

- celles liées à l'accueil du public et l'entretien des chemins,

- celles liées à la régulation du sanglier.

Si la première action est complètement financée par les subventions accordées par l'Etat, ce n'est pas le cas des deux autres :

- concernant la régulation du sanglier qui est évaluée à 29 550€, l'Etat propose de prendre en charge l'ensemble des investissements pour un montant de 11 750€,

- concernant les actions liées à l'accueil du public qui sont évaluées à 73 500€, l'Etat a confirmé que cette mission ne constituait pas une priorité et devait être prise en charge par les collectivités si ces dernières souhaitaient maintenir l'offre actuelle (chemins, aménagements, nettoyage…).

Aujourd'hui, la ville de Strasbourg s'est engagée à abonder le budget affecté à la gestion de la réserve naturelle pour un montant de 30 000€. Ce budget a été fléché pour réaliser les opérations de maintenance et de mise en sécurité des aménagements liés à l'accueil du public.

Afin de contenir la dépense, il est proposé d'engager une réflexion sur l'ensemble du massif forestier en vue de réduire le chevelu des cheminements particulièrement dense.
En attendant et contrairement à ce qui a été fait ces deux dernières années, il est proposé que la ville ne prenne en charge que les interventions sur son territoire (propriété).
La ville d'Illkirch-Graffenstaden a été sollicitée pour participer proportionnellement au linéaire de cheminements situés sur son territoire.

Par ailleurs, étant donné le statut du sanglier *res nullius,* il est proposé que les coûts de régulation soient également partagés avec la ville d'Illkirch-Graffenstaden qui aujourd'hui n'est pas impliquée financièrement dans la gestion de la réserve naturelle.

Parallèlement, afin de satisfaire ses obligations réglementaires, la ville de Strasbourg a engagé d'une part, un diagnostic socio économique via un éco-conseiller stagiaire et d'autre part, des diagnostics écologiques via des inventaires (inventaire mammalogique et des invertébrés) L'ensemble de ces opérations réalisé en partenariat avec les associations de protection de la nature a bénéficié de subventions.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
déclare

avoir pris connaissance du rapport final du projet LIFE + Il du Rohrschollen « restauration de la dynamique des habitats alluviaux rhénans sur l'île du Rohrschollen » (LIFE08/F/000471).*

approuve

Pour la Réserve Naturelle Nationale de l'Ile du Rohrschollen :
- *la synthèse du bilan d'activité 2014* (annexe 1) ;*
- *le compte de résultat 2014 (annexe 2) ;*
- *le budget prévisionnel 2015 (annexe 3) ;*
- *le plan de financement pour l'inventaire piscicole (annexe 4).*

Pour la Réserve Naturelle Nationale de Strasbourg-Neuhof / Illkirch - Graffenstaden
- *le plan d'action en attendant la rédaction du plan de gestion (annexe 5) ;*
- *le compte de résultat 2014 (annexe 6) ;*
- *le budget prévisionnel 2015 (annexe 7).*

**Documents détaillés consultables à l'adresse suivante:*

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=HFUdNIl.Rzw7VZVQCY9FUA

ou sur simple demande auprès du service des espaces verts et de nature.

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions financières et l'ensemble des documents pour la mise en œuvre des actions pour la gestion des RNN de l'Ile du Rohrschollen et du massif forestier de Strasbourg – Neuhof / Illkirch – Graffenstaden.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

ANNEXE 1 :

Synthèse du bilan d'activité 2014

Réserve Naturelle
ILE DU ROHRSCHOLLEN



Rapport des activités 2014 SYNTHESE

ACCUEIL DU PUBLIC

1. Visites guidées et sensibilisation (PI 01, PI 04)

Au total c'est 1197 personnes qui ont pu participer aux 51 interventions des animateurs de la réserve naturelle. Il y a eu :

- 20 interventions dans les écoles;
- 20 visites guidées auprès des écoles;
- 11 visites auprès du grand public.

Une action de nettoyage collective avec 17 personnes a également été encadrée par les agents de la réserve ce qui a permis de collecter près de 200 kg de déchets.



2. Participation aux journées européennes du patrimoine dont le thème était « le patrimoine naturel »

Dans le cadre des journées européennes du patrimoine du 20 septembre 2014 le personnel de la réserve naturelle s'est mobilisé : organisation d'ateliers de découverte de la nature, visites guidées de la réserve, présentation des ouvrages du projet LIFE en mettant en avant l'éco-mobilité (déplacement à vélo ou en calèche).
Cette manifestation a permis d'attirer plus de 200 personnes dont prés de 150 personnes ont participé à une activité proposée.




3. Accueil des porteurs de projets bénéficiant d'un soutien financier européen LIFE

Le 10 septembre 2014, nous avons accueilli les porteurs de projets LIFE français en présence des représentants de la Commission. Ces rencontres se sont terminées par une visite de la réserve naturelle aux participants.



4. Participation aux journées de l'ingénierie écologique du CNRS

Pour la 2ème édition des journées de l'ingénierie écologique, les 28 et 29 juin 2014, la réserve naturelle a été retenue pour faire partie des 23 sites d'étude qui ont été ouverts au public sur toute la France. L'île du Rohrschollen faisait partie du programme, avec deux visites guidées proposées par l'équipe de chercheurs de l'Université de Strasbourg qui réalise le suivi scientifique du projet.

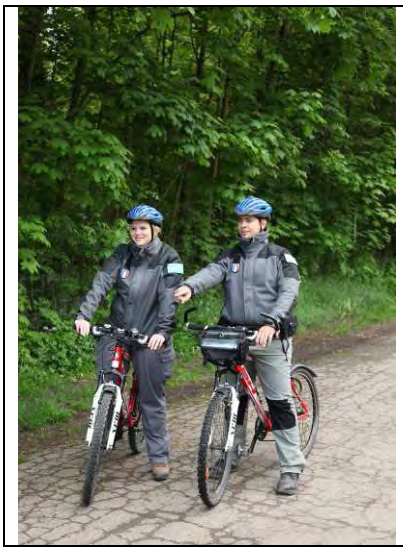



POLICE ET SURVEILLANCE

111 tournées de surveillance ont été réalisées en 2014 dont plusieurs en collaboration avec les gardes-pêche de la Fédération de pêche du département.
↳21 infractions ont été relevées :

- 1 circulation interdite,
- 12 dégradations,
- 2 dépôts de déchets,
- 4 infractions à la police de la pêche,
- 1 divagation d'animaux domestiques,
- 1 vol de mobilier.

Néanmoins, le nombre d'infractions constaté sur le site est à la baisse depuis 2011.




GESTION DES ESPACES NATURELS

1. Sécurisation des chemins et des aménagements (TE 01, TE 02, TE 05)

Quatre jours de travail ont été nécessaires afin de procéder aux coupes des arbres présentant un danger aux abords des chemins ou aménagements. L'ensemble des produits issus des coupes a été laissé sur place. Le cheval n'a pas été mobilisé pour ces actions.
Une intervention spécifique en vue de limiter les ligneux sous les lignes haute tension a été réalisée.




2. Gestion des espaces prairiaux (TE 03, TE 04)

Un contrat de prêt à usage a été signé entre la Ville de Strasbourg et Monsieur Michel Walter, éleveur de moutons certifié en agriculture biologique et basé à Achenheim afin de réaliser un pâturage extensif en prairie Nord de la réserve. Mise à part l'installation de clôtures électriques légères et amovibles permettant de délimiter les parcs (pâturage tournant), aucun autre aménagement n'a été nécessaire (ni parc de contention ni abri).
La méthode consiste à faire pâturer les bêtes dans des enclos de taille réduite sur une courte période. Les enclos sont déplacés régulièrement.




Il a été convenu avec l'éleveur de cibler en priorité les secteurs à fort embroussaillement, difficilement accessibles aux engins de fauche ou présentant un

fort recouvrement par la ronce ou le solidage. En période de développement optimal des orchidées, il a également été convenu d'éviter les secteurs présentant des densités importantes de plantes.

Une cartographie régulière des enclos précisant les dates de début et de fin de pâturage ainsi que le chargement pour chaque enclos a été réalisée.

En 2014, la surface moyenne des enclos était de 0,57 Ha ; le nombre moyen de jour de pâturage était de 11 jours ; le chargement moyen était de 2,89 UGB (en moyenne 18 moutons adultes et 5 agneaux).



Le pâturage automnal et hivernal n'a pas eu d'influence sur la végétation herbacée ou ligneuse. Le pâturage précoce des espèces envahissantes comme le solidage, la ronce bleuâtre ainsi que des rejets arbustifs a permis de limiter sensiblement leur développement. Toutefois, ces espèces ont fait l'objet d'importants refus à partir du mois de mai.

Dans les enclos présentant un faciès typiquement prairial et faciès plus embroussaillé, le faciès prairial subi un net surpâturage qui serait à terme défavorable au maintien de la diversité végétale.

Dans les enclos pâturés au mois de mai /juin, aucun pied d'Ophrys apifera n'a été relevé. Un pâturage en saison de développement optimal de la végétation n'est pas favorable au maintien et au développement des espèces ou des habitats patrimoniaux dans la prairie.

Une fauche automnale a été réalisée sur 10 Ha répartis en differents secteurs de la prairie afin de limiter le développement des éléments floristiques qui n'ont plus été consommés par les moutons à partir de mai/juin (Solidage, Ronces, jeunes ligneux, refus de pâturage...) et limiter l'extension des faciès d'embrousaillement.

Sur les zones non paturées une fauche avec ramassage mécanisé a été réalisée fin mars.

3. Intervention contre les espèces invasives (TE 06, TE 07)

Pour le solidage, intervention uniquement sous les lignes électriques dans la partie boisée sud de l'île selon le protocole en vigueur. 16 jours d'interventions de 1 à 5 agents. Travaux essentiellement mécanisés et 2 journées à 3 agents d'interventions manuelles, sous les pylônes électriques. Une partie des rémanents valorisée en litière pour nos chevaux en remplacement de la paille (environ 6 tonnes en bottes de 12 kg). Pas d'arrachage en 2014 (pas de solidage en situation isolée). La digue nord a été girobroyée par le service de la Navigation à leur frais. Forte régression de la solidage.



Pour la renouée du japon, 2 interventions (en mai et en juillet) sur 4 stations localisées en bordure des cours d'eau intérieurs. Surface stabilisée, 3 à 4 ares. 10 jours d'interventions de 2 à 5 agents selon protocole en vigueur.

4. Protection de la digue (TU 03, TE 10)

En 2014 c’est plus de 150h qui ont été consacrés pour la mise en place et l’entretien des clotures électriques en vue de protéger la digue contre les dégats de sanglier.
Cett opération ne sera pas reconduite en 2015.

INVENTAIRES ET SUIVIS

1) Suivis des odonates (SE 03) :

Observation de 29 espèces parmi les 41 recensées depuis 2008 dont **2 espèces de la liste rouge régionale** (vulnérables) : Cordulie à tâches jaunes (*Somatochlora flavomaculata*) et Sympétrum déprimé (*Sympetrum depressiusculum*).

Résultats par type de milieux :

- Bauerngrundwasser : **21 espèces** ;
- 2 zones humides annexes du Bauerngrundwasser : **20 espèces** ;
- 13 mares : **21 espèces** ;
- Vieux Rhin (8 tronçons) : **9 espèces**.

2) Suivi des oiseaux d'eau nicheurs (SE 04a) :

15 espèces nicheuses dans le périmètre de la RNN ou à proximité immédiate dont **3 espèces remarquables** : l'Oie cendrée (*Anser anser*), le Petit Gravelot (*Charadrius dubius*) et le Martin-Pêcheur (*Alcedo athis*).

Résultats par type de milieux :

- Le long du Bauerngrundwasser et des zones humides annexes : **10 espèces** ;
- Le long du Vieux Rhin : **7 espèces**.

3) Suivi temporel des oiseaux communs par STOC-EPS (SE04c) :

3 sorties sur 13 points ont permis d'obtenir 1294 contacts de **62 espèces** différentes.
Stabilité générale des résultats mais augmentation du nombre de contacts de certaines espèces (par ex. Milan noir) mais pas de réapparition d'espèces autres (par ex. Locustelle tachetée).





4) Suivi de l'avifaune forestière nicheuse et des rapaces (SE 04d) :

16 points d'écoute suivis par la méthode des IPA: **50 espèces différentes** en forêt.

Prospections spécifiques aux rapaces diurnes : **9 espèces de rapaces**.

- Epervier d'Europe (1 couple nicheur probable) ;
- Milan noir (1 couple nicheur probable et 35 individus au-dessus de l'usine de traitement des déchets le 26 mai2014) ;
- Buse variable (présence régulière, nidification ?) ;
- Faucon crécerelle (2-3 couples nicheurs probables) ;
- Faucon hobereau (présence ponctuelle) ;
- Bondrée apivore (présence régulière, nidification ?) ;
- Faucon pèlerin (en hivernage) ;
- Balbuzard pêcheur (passage hivernal) ;
- Milan royal (passage en migration le 15 octobre).

Ecoutes spécifiques des rapaces nocturnes : localisation de **5 nichées de Chouette hulotte** et **un Hibou moyen-duc en chasse** sur la prairie alluviale.



5) Suivi des oiseaux d'eau hivernants (SE 04e):

11 comptages de mi-octobre à mi-mars : **16 115 individus en effectifs cumulés** soit **1465 individus en moyenne par comptage** appartenant à **33 espèces différentes**.
La baisse des effectifs hivernants se poursuit.





3 espèces constituent près de 76,8% des effectifs totaux :

- le Fuligule morillon (*Aythya fuligula*) : 7 229 contacts (44,86%) ;
- le Canard colvert (*Anas platyrhynchos*) 3 705 contacts (22,99%) ;
- le Foulque macroule (*Fulica atra*) : 1 441 contacts (8,84%).

Les espèces remarquables sont les suivantes :

- Oie cendrée (*Anser anser*) (259 contacts) ;
- Sarcelle d'hiver (*Anas crecca*) (107 c.) ;
- Grèbe à cou noir (*Podiceps nigricollis*) (17 c.) ;
- Canard souchet (*Anas clypeata*) (13 c.) ;
- Tadorne de Belon (*Tadorna tadorna*) (4 c.) ;
- Nette Rousse (*Netta rufina*) (4 c.) ;
- Fulligule milouinan (*Aythya marila*) (2 c.) ;
- Grèbe jougris (*Podiceps grisegena*) (1 c.) ;
- Macreuse brune (*Melanita fusca*) (1 c.).

6) Suivi des populations d'insectes indicateurs de la qualité du milieu (SE 06) :

1ère observation depuis 2009 du Cuivré des marais (1♂ & 1 ♀), au niveau de la prairie nord sur la zone refuge des surfaces pâturée.



7) Suivi chiroptères : points d'écoutes et contrôle des gites artificiels (SE 10) :

14 points d'écoute des émissions d'ultrasons de chauves-souris :

- 1 contact probable de Sérotine commune (*Eptesicus serotinus*) au niveau du barrage sud ;
- Pas de contact du Murin des marais (*Myotis dasycneme*) ;
- Présence avérée de **7 espèces** : Murin de Daubenton (*Myotis daubentonii*), Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*), Pipistrelle de Kuhl (*Pipistrellus kuhlii*), Pipistrelle Pygmée (*Pipistrellus pygmaeus*), Pipistrelle de Nathusius (*Pipistrellus nathusii*), Noctule commune (*Nyctalus noctula*) et Noctule de Leisler (*Nyctalus leisleri*) ;

- Plusieurs signaux de Murins (*Myotis sp.),* d'Oreillard (*Plectorus sp.*) et de Noctule (*Nyctalus sp.*)encore indéterminés.



Contrôle des 26 gites artificiels installés :

- **7 gites occupés**, ce qui correspond à une augmentation du nombre de gites colonisés (4 gites en 2013, 4 gites en 2012) ;
- Îlots n°3 colonisé pour la première fois ;
- **21 individus ont été découverts** : Pipistrelle pygmée et Pipistrelles sp. mais aussi des Mulots à collier (*Apodemus flavicollis*).



8) Suivi des espèces floristiques à forte valeur patrimoniale (SE 05b) :

Ophrys apifera : très nombreux effectifs (821 tiges fleuries) dans la prairie et le long de la digue SNS. Effectif le plus important de l'espèce connu à ce jour pour la réserve.





Anacamptis pyramidalis *:* 1529 pieds dénombrés le long des digues et dans la prairie. Effectif le plus important connu à ce jour sur la réserve.

Dactylorhiza incarnata *(Protection régionale) :* 5 pieds d'Orchis incarnat ont été observés le long de la digue SNS. Toutes les stations de l'espèce n'ont pas été prospectées.
Nouvelle station sous les layons à proximité du siphon





Epipactis palustris *(Protection régionale)* : aucun pied observé dans les fourrés de l'ancien parking.
Le fort déficit pluviométrique de la fin mai et de juin peut en partie expliquer l'absence cette année. Fermeture progressive de ce secteur par la croissance des bois tendres et l'embroussaillement, entravant le développement de cette espèce héliophile.

Blackstonia perfoliata *(Protection régionale)*: espèce annuelle non observée depuis 2012. Stations soumises pendant l'hiver 2013/2014 et le début 2014 à un apport de graviers puis passage fréquent des engins dans le cadre des travaux LIFE.

La gestion en 2013 par fauche tardive de la prairie ainsi que des digues a permis le maintien et le développement des orchidées qui s'y trouvaient. La prairie étant soumise au pâturage ovin depuis octobre 2013, les prochains suivis permettront de vérifier la compatibilité de ce système de gestion avec l'objectif de conservation de ces espèces patrimoniales.



2) Suivi de l'impact du pâturage extensif sur la prairie

2013 : fauche tardive de la prairie (maintien de 3 zones refuges)

Fin octobre 2013 : introduction d'une quinzaine d'ovins. Enclos de taille réduite sur de courtes périodes et déplacés régulièrement.

Ciblage : secteurs à fort embroussaillement, difficilement accessibles à la fauche ou avec fort recouvrement de ronce ou solidage. Evitement des secteurs à fortes densités d'orchidées en période de développement.

Suivi photographique des zones pâturées et des secteurs à ronce, solidage ou embrousaillées + analyse conjuguée de la cartographie des enclos et des suivis floristiques engagés.

Résultats

- Pâturage automnal et hivernal : pas d'influence sur la végétation herbacée ou ligneuse ;

- Pâturage précoce des espèces envahissantes (solidage, ronce bleuâtre) et des rejets arbustifs : limite sensiblement leur développement mais importants refus à partir de mai;

- Surpâturage dans les enclos présentant un faciès typiquement prairial : défavorable à terme au maintien de la diversité végétale;

- Enclos pâturés en mai /juin : aucun pied *d'Ophrys apifera* relevé.

Préconisations 2015

- Concentrer le pâturage sur des secteurs à fort recouvrement de solidage sur de courtes périodes entre mars et fin-avril ;

- Mai à juillet : enclos plus grands (moins d' 1.5 UGB/ha) ;

- Enclos pâturés entre mai et juin 2014 : pas de pâturage à la même période en 2015 ;

- Laisser 3 à 5 semaines entre deux épisodes de pâturage ;

- Exclusion d'une partie des secteurs à *Ophrys apifera* (fin avril à fin juillet) ;

- Combinaison fauche tardive (secteurs sensibles + refus) et pâturage des autres secteurs : favoriser le maximum de diversité biologique.



3) Surveillance et suivi des espèces invasives et potentiellement invasives (SE 08) :

A) Suivi et cartographie de Solidago gigantea

Fortes variations interannuelles des surfaces de *Solidago gigantea :*

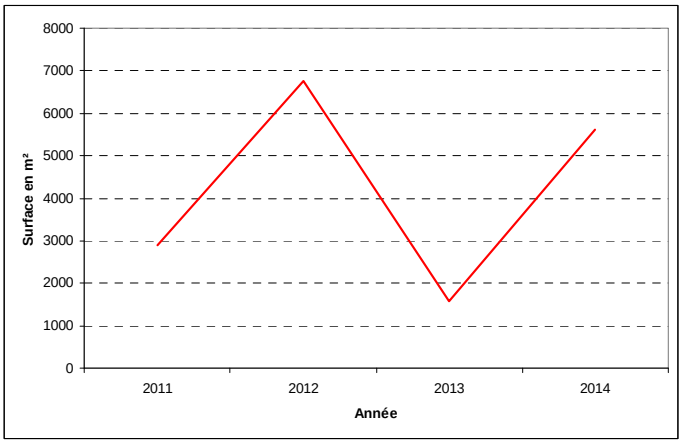
- observateurs différents (2011-2012 main levée, 2013-2014 GPS),
- méthodes de cartographies différentes,
- variations climatiques plus ou moins favorables.

2014 : 5603 m²

2013 : 1564 m² :
très fort développement de Coronille bigarrée et Vesce cracca
+ submersion

2012 : 6760 m²

2011 : 2900 m² climat très sec



Secteurs de forte présence de l'espèce :

- anciennes zones refuges Nord et Sud
- portions de berges
- secteurs à fort embroussaillement (accès aux engins de fauche difficile / impossible)
- roselière (pas d'intervention de gestion) + pylônes électriques

Réaliser un débroussaillage + ramassage de ces secteurs.
Digue = secteur le plus densément occupé, envisager fauche avant floraison.

Impact du pâturage sur *Solidago gigantea* :

- pâturage en déprimage (mars à avril) = limite la hauteur des tiges (0,5 à 1m) : parties tendres consommées mais sans impact sur la densité
- pâturage à partir de mai : moindre impact (plante moins appétente), hauteur de tiges 1.20 à 1.40 m.

Concentrer le pâturage sur des secteurs à fort recouvrement de solidage pendant de courtes périodes entre mars et mi-mai.





B) Suivi et cartographie des stations de Fallopia japonica



4 stations identifiées : surface totale = **574,4 m²**

	Station 1	Station 2	Station 3				Station 4	
			a	b	c	d	a	b
Surface	20	24.9	381.5				148	
Hauteur moyenne de tiges	2.3	1.8	0.65	0.4	1.4	0.9	2	1.8
Densité de tiges au m²	45	42	65	17	28	29	20	12

Mesures réalisées au mois d'avril avant la première intervention d'arrachage

Opérations de gestion menées :

2013 : arrachage avec extraction des rhizomes et racines principales

2014 : 2 interventions (avril + juillet)
Suivi annuel : évaluer l'efficacité des interventions d'arrachage

Résultats théoriques attendus :

- maintien ou régression des surfaces colonisées
- baisse de vitalité de la plante induisant :
    - une diminution des hauteurs de tiges
    - une baisse de la densité de tiges au m²





RESTAURATION ECOLOGIQUE (projet LIFE)

Le projet LIFE+ « Rohrschollen Island » a pour objectif de restaurer la fonctionnalité des habitats alluviaux sur l'île du Rohrschollen à proximité de Strasbourg. Ceci sera réalisé grâce à la création d'un ouvrage de prise d'eau sur la partie Sud de l'île qui permettra de restaurer un régime de crues dynamiques, calqué sur le rythme hydrologique actuel du Rhin. La connectivité entre le réseau hydrographique de l'île (le Bauerngrundwasser) et le Rhin sera assurée par des travaux complémentaires, afin de rétablir des échanges effectifs avec le fleuve. Des travaux de préservation des habitats de la Loche de rivière, espèce inscrite à l'annexe II de la directive « Habitats », sont également prévus.
Les actions réalisées au cours du projet sont regroupées par catégories :

- Actions A : 8 actions préparatoires regroupant les études de définition des travaux, les missions de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux, les dossiers réglementaires et les études préalables au suivi post-travaux
- Actions C : réalisation des travaux
- Actions D : sensibilisation du public et diffusion des résultats (site internet, plaquettes, rapport de vulgarisation, panneaux, séminaire, travail médiatique, sorties pédagogiques)
- Actions E : fonctionnement général et suivi de projet (gestion du projet, suivi des impacts, mise en réseau avec d'autres projets, plan de conservation et de communication après LIFE, communication avec les partenaires)

1. Progrès général

Le projet a officiellement démarré le 1er janvier 2010. Le déroulement du projet a déjà fait l'objet d'un rapport initial le 30 septembre 2010, de deux rapports de progrès les 15 décembre 2011 et 17 décembre 2012 et d'un rapport à mi-parcours le 20/12/2013.
La période du 1er novembre 2013 au 31 octobre 2014 a été principalement consacrée :

- à la réalisation des actions préparatoires A1 à A8. Certaines d'entre elles sont encore en cours (A4, A5).
- à l'affinage de la mise en œuvre de la procédure « submersions écologiques » en interne et à la mise en place des derniers éléments de sécurité (barrière et panneaux, en cours).
- à la finalisation de la procédure internationale « classeur vert ».
- à la finalisation des travaux objet des actions C1 et C2, à leur réception et à des tests de fonctionnement. Les opérations de réception et de tests sont toujours en cours.
- à des démarches auprès d'EDF pour permettre la signature des conventions et la réalisation d'essais de l'ouvrage en dehors des périodes de débit favorables du Rhin.
- à des démarches auprès des services de l'état pour permettre la mise à jour de la convention avec Voies Navigables de France (VNF).
- à la finalisation, dans le cadre du suivi scientifique, de l'état initial « 0 » et « 0bis ».
- à la réalisation des actions de sensibilisation du public et de communication prévues à ce stade d'avancement du projet : mise à jour du site internet, actions presse, visites pédagogiques et journées spécifiques « journées de l'ingénierie écologique » et « journées européennes du patrimoine ».

2. Evaluation si les objectifs et le calendrier du projet sont toujours réalistes

Le retard de près de six mois pris au démarrage des actions préparatoires avait déjà entraîné un décalage du calendrier du projet, sans remettre en cause ses objectifs généraux.
A l'issue des études d'avant-projet, fin 2011, il est apparu que l'enveloppe prévue pour la réalisation des travaux dans le cadre du projet n'était pas suffisante. Le temps nécessaire à la concrétisation d'un nouveau plan de financement a de nouveau entraîné un décalage, qui a impacté la réalisation de la mission de maîtrise d'œuvre. De plus, les travaux, plus complexes que ceux prévus au démarrage du projet, nécessitent un temps de réalisation plus important. La date de fin des travaux se trouve par conséquent décalée, ce qui a un impact sur le calendrier de la plupart des actions, mais sans pour autant remettre en cause leurs objectifs.
La durée prévue pour la réalisation du suivi scientifique « après travaux » pourra être respectée suite à la prolongation de la durée du projet de six mois (avenant en cours de signature).
Le détail par objectif est donné ci-après.

Objectif 1 : Réaliser les travaux de restauration des inondations dynamiques

Lors de l'établissement du rapport à mi-parcours, en décembre 2013, le génie civil de l'ensemble des ouvrages était réalisé, ainsi que le chenal de connexion au Bauerngrundwasser. La vanne construite sur mesure était finie en atelier et les déblais/remblais entamés. La finalisation des ouvrages a été effectuée début 2014 avec notamment la pose de la vanne et la réalisation de la jonction entre l'ouvrage de régulation et le chenal aval. La fin des travaux a été fixée au 14 février 2014, conformément à ce qui avait été prévu lors de la rédaction du rapport à mi-parcours. Une visite de chantier avec le maître d'œuvre et l'entreprise afin de réceptionner les travaux a été réalisée le 18 février 2014. Pour déclarer l'ouvrage opérationnel, il restait alors à réaliser plusieurs essais. Un essai de fonctionnement à vide (sans eau) et un premier essai en eau avant retrait du batardeau provisoire entre le chantier et le Rhin ont pu être réalisés dans le mois suivant. L'essai suivant consistait en une injection d'eau « réelle » sans le batardeau de chantier, mais à cette date les débits du Rhin n'étaient pas favorables pour une submersion écologique. Nous avons donc effectué une demande auprès d'EDF pour réaliser en-dehors de ces conditions un essai avec une durée et un débit significatifs. Un accord a été trouvé pour réaliser un essai de 24h le 17 juin. Or des dégradations sont apparues au niveau des enrochements du chenal et l'essai n'a pu être mené à son terme. Des travaux de reprise ont par la suite été nécessaires, ce qui nous a empêché de réaliser des submersions écologiques pendant la période estivale. Les travaux de reprise ont été réalisés en octobre, nous sommes à présent en attente d'une nouvelle réception des ouvrages et d'un nouveau test sur 24h, prévus fin novembre – début décembre 2014.

Le décalage de la finalisation des travaux ne remet pas en cause l'objectif de leur réalisation. La qualité de leur réalisation sera vérifiée lors des opérations de réception et notamment de test prévus prochainement.

Dans tous les cas, les travaux mis en œuvre sont plus ambitieux que ceux prévus au stade de la proposition Life, avec un fonctionnement optimisé du point de vue sûreté des ouvrages et sécurité des personnes notamment. Un dispositif permettant d'injecter sur l'île un débit permanent a également été ajouté, il est en service depuis le 13 juin 2014.

Objectif 2 : Réaliser les travaux nécessaires à la préservation des habitats de la Loche de rivière

Les travaux réalisés dans la zone de restitution où la Loche de rivière est présente sont de nature différente et plus ambitieux que ceux prévus au stade de la proposition. Il en résulte une augmentation de l'enveloppe de coûts prévue pour cette action, ainsi qu'une modification de catégorie de « assistance externe » (travaux de génie écologique prévus initialement) à la catégorie « infrastructures » (travaux de génie civil effectivement réalisés) pour les travaux C2. Lors de l'établissement du rapport à mi-parcours en décembre 2013, le génie civil de l'ouvrage de restitution était réalisé. L'ouvrage a été entièrement finalisé en février 2014, les dispositifs techniques permettant la restauration des habitats de la Loche de rivière sont donc en place depuis cette date. La restauration des habitats a débuté à la mise en service du débit permanent mi-juin 2014.

Objectif 3 : Suivre et évaluer scientifiquement les impacts des actions concrètes

Le partenariat scientifique, signé avec le centre national de la recherche scientifique (CNRS) et l'Université de Strasbourg, était déjà bien engagé lors de la rédaction du rapport à mi-parcours. Il s'est poursuivi lors de l'année écoulée avec la poursuite de l'action A7 (étude sédimentologique et cartographique) et la réalisation de l'état initial 0 et 0bis dans le cadre de l'action E2 (suivi et évaluation scientifique des impacts des actions concrètes). Un rapport de synthèse, des présentations lors d'évènements locaux et nationaux et plusieurs rapports d'avancement ont été produits.

D'une manière générale, le suivi scientifique proposé dans le cadre du partenariat est plus complet et plus ambitieux que celui initialement prévu. Il continue à évoluer en ce sens grâce à des initiatives portées par nos partenaires, telles qu'une modélisation hydro-sédimentaire réalisée dans le cadre d'un projet de fin d'études et qu'un projet IDEX (Initiatives D'EXcellence) qui se poursuivra après la fin du projet.

Le suivi post-travaux pourra démarrer dès la prochaine mise en eau, prévue en décembre 2014 dans le cadre de la réception des ouvrages. Il se poursuivra durant la période de prolongation du projet de six mois actée par un avenant en cours de signature.

Le suivi sera de plus réalisé au delà de la durée du projet, dans le cadre de la thèse réalisée et puis annuellement par le gestionnaire de la réserve naturelle. Pour cela, le partenariat scientifique prévoit la rédaction d'un protocole de suivi simplifié, ce qui est un plus par rapport au suivi scientifique initialement prévu.

Objectif 4 : Informer le public

Les actions d'information du public réalisées pendant l'année écoulée sont les suivantes : mises à jour du site internet, poursuite de la diffusion de la plaquette « avant travaux », sorties pédagogiques avec notamment deux journées spéciales (journées de l'ingénierie écologique et journées européennes du patrimoine) et un travail médiatique qui a connu un essor important suite à la finalisation du chantier.

Les équipes du service web et multimédia travaillent actuellement à la réalisation d'un court film documentaire sur les travaux au Rohrschollen, qui n'était pas prévu dans la proposition Life.

Les autres actions d'information du public, qui sont prévues après les travaux, seront réalisées pendant la période de prolongation du projet au premier semestre 2015.

Objectif 5 : Rassembler les responsables techniques de la mise en œuvre de la restauration des habitats alluviaux par la remise en eau d'anciens bras, sur le Rhin ou d'autres fleuves

Cet objectif sera atteint par la réalisation d'un séminaires d'échange sur les problématiques de restauration des habitats alluviaux des grands fleuves, à l'issue de la phase travaux. La réalisation de cette action est décalée par rapport au calendrier initial afin de tenir compte de la date de finalisation des travaux. Elle aura lieu au printemps 2015, dans le cadre de la 6ème édition du colloque REVER (Réseau d'Echanges et de Valorisation en Ecologie de la Restauration) qui se tiendra à Strasbourg. Celui-ci est en cours d'organisation par le département espaces naturels en collaboration avec l'équipe universitaire du suivi scientifique et le réseau REVER.

Objectif 6 : Mettre en réseau les informations avec les autres projets
La réalisation de cette action a été programmée initialement après la phase de travaux. En pratique elle a lieu depuis le démarrage du projet, avec pour la dernière année une présentation du projet à Rouen lors de la 5ème édition du colloque REVER et l'organisation de la rencontre annuelle des projets LIFE Nature à Strasbourg.
Dans le cadre du suivi scientifique, des présentations du projet sont effectuées régulièrement à l'occasion de différents évènements.

Objectif 7 : Poursuivre et développer les actions commencées dans le projet lors des années futures
L'outil mis en place dans le cadre du projet est un plan de conservation et de communication après LIFE, qui sera élaboré dans les six derniers mois du projet. Il indiquera comment il est prévu de poursuivre et de développer les actions commencées dans le projet LIFE+ lors des années futures. Le rôle du service des espaces verts et de nature de la Ville de Strasbourg, gestionnaire de la réserve naturelle et initiateur du projet de retour à la fonctionnalité hydraulique et écologique de l'île du Rohrschollen, permet de garantir la pérennité de ce suivi dans le temps.
Les tableaux présentés sur les pages suivantes permettent de visualiser les objectifs généraux du projet, le calendrier général de l'ensemble des actions et les produits / jalons prévus.

3. Problèmes rencontrés
Les problèmes rencontrés lors de la dernière année écoulée sont liés essentiellement à la dégradation du chenal protégé apparue lors du test d'injection de débit du 17 juin 2014.
Nous avons fait réaliser un constat d'huissier et demandé au maître d'œuvre de faire remédier au problème afin de rendre l'ouvrage opérationnel dans les meilleurs délais. Le maître d'œuvre a retravaillé son projet pendant l'été afin de proposer des travaux rectificatifs permettant de disposer d'un chenal protégé fonctionnel. Il nous a informé en septembre de la solution technique retenue et les travaux de reprise ont démarré le 25 septembre. Ces travaux ont été exécutés par l'entreprise à ses frais, n'entraînant pas de dépense supplémentaire pour la collectivité. Il reste à présent à confirmer par un nouveau test de fonctionnement sur 24h à fort débit, a été prévu début décembre 2014, que les réparations effectuées donnent satisfaction. Cela n'a pas été le cas avec l'apparition d'un nouveau désordre encore plus important.
Début 2015 l'entreprise et le maitre d'oeuvre ont trouvé un accord pour engager les réparations à leurs frais.

VILLE DE STRASBOURG

Service Espaces verts et de nature
1 Parc de l'Etoile
67 076 Strasbourg Cedex

Téléphone :
03 68 98 50 00
Télécopie :
03 68 98 56 07

Mél :
EspacesVertsEtDeNature-EspacesNaturels@strasbourg.eu

Site internet :
www.rn-rohrschollen.strasbourg.eu

ANNEXE 2 :

Compte de résultat 2014

Réserve Naturelle
ILE DU ROHRSCHOLLEN

COMPTE DE RESULTAT
2014

(exercice du 01/01/2014 au 31/12/2014)

BUDGET GLOBAL

DEPENSES

	€uros
Dépenses en investissement	22 655,18
Dépenses en fonctionnement	153 640,51
	176 295,69

RECETTES

	€uros
DREAL Alsace	87 718,00
Ville de Strasbourg	88 577,69
Vente de bois *(issus des travaux life)*	0,00
Report du résultat précédent	0,00
Perte	0,00
	176 295,69

SECTION INVESTISSEMENT

DEPENSES

	€uros
TU 05 : participation complémentaire au projet Life	**22 655,18**
Clôture emprise vanne + local	8 635,58
Rambardes anti-intrusion	1 689,60
Barrière motorisée entrée RN + portillons	12 330,00
	22 655,18

RECETTES

	€uros
DREAL Alsace Part de la subvention allouée aux investissements (14%)	**12 280,00**
Ville de Strasbourg	**10 375,18**
Report du résultat précédent *(phase 2 des travaux de sécurisation)*	**0,00**
Perte	**0,00**
	22 655,18

SECTION FONCTIONNEMENT

DEPENSES

	€uros
Frais de personnel (encadrement et comptabilité compris)	**124 288,50**
25% d'un poste de conservateur	15 286,11
48% d'un poste de technicien Espaces Naturels	22 226,98
54% d'un poste de garde animateur Etudes	22 947,49
45% d'un poste de garde animateur Police	17 617,46
38% d'un poste de garde animateur Accueil	15 116,84
44% d'un poste de garde animateur Travaux	17 447,73
35% d'un poste d'agent administratif	13 645,89
Stagiaires et CDD	0,00
Formation, stage, colloque, adhésion	**943,43**
Frais de gestion courante	**14 862,82**
Déplacement	7 054,43
Fournitures administratives	208,10
Equipement vêtement	4 490,86
Acquisition d'ouvrage et abonnement	511,37
Frais de fonctionnement	1 204,74
Frais de communication téléphonique	599,52
Acquisition de petit matériel	793,80
Dotation aux amortissements	**2 778,31**
Travaux divers lié au fonctionnement	**10 767,45**
Travaux en régie *(gyrobroyage - fauchage - évacuation)*	8 823,80
Travaux par entreprises *(fauche par agriculteur, nacelle)*	1 943,65
Sinistres	0,00
	153 640,51

RECETTES

	€uros
DREAL Alsace Subvention annuelle de fonctionnement *(part travaux déduite)*	**75 438,00**
Vente de bois	**0,00**
Ville de Strasbourg	**78 202,51**
Report du résultat précédent	**0,00**
Perte	**0,00**
	153 640,51

ANNEXE 3 :

Budget prévisionnel 2015

Réserve Naturelle
ILE DU ROHRSCHOLLEN



Budget prévisionnel
Exercice 2015

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

BUDGET PREVISIONNEL
2015
(exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015)

BUDGET GLOBAL

DEPENSES

	€uros
Dépenses en investissement	15 000,00
Dépenses en fontionnement	124 300,00
	139 300,00

RECETTES

	€uros
DREAL Alsace	87 718,00
RTE	6 000,00
Ville de Strasbourg et/ou financements extérieurs	45 582,00
Report du résultat 2013	0,00
	139 300,00

SECTION INVESTISSEMENT

DEPENSES

	€uros
PO 05 : Acquisition d'écocompteurs	1 000,00
SE 11 : Réalisation d'un inventaire insectes	9 800,00
SE 12 : Réalisation d'un inventaire araignée	4 200,00
	15 000,00

RECETTES

	€uros
DREAL Alsace *Part de la subvention annuelle allouée aux investissements (14%)*	**12 280,00**
Ville de Strasbourg et/ou financements extérieurs	**2 720,00**
Report du résultat 2013	**0,00**
	15 000,00

SECTION FONCTIONNEMENT

DEPENSES

	€uros
Frais de personnel *(encadrement et comptabilité inclus)* 25% d'un poste de conservateur 15% d'un poste de technicien Espaces Naturels 38% d'un poste de garde animateur Etudes 45% d'un poste de garde animateur Travaux 37% d'un poste de garde animateur Accueil 45% d'un poste de garde animateur Police - Surveillance 10% d'un poste de secrétaire administrative	**93 700,00**
Formation, stage, colloque, adhésion	**900,00**
Frais de gestion courante	**14 000,00**
Déplacement	8 500,00
Fournitures administratives	120,00
Equipement vêtement	2 000,00
Acquisition d'ouvrage et abonnement	180,00
Frais de fonctionnement	1 900,00
Frais de communication téléphonique	300,00
Acquisition de petit matériel	1 000,00
Dotation aux amortissements	**2 700,00**
Travaux divers lié au fonctionnement	**13 000,00**
Travaux en régie *(gyrobroyage - fauchage - évacuation)*	9 000,00
Travaux en entreprises *(fauchage, nacelles…)*	3 000,00
Sinistre sur du mobilier	1 000,00
	124 300,00

RECETTES

	€uros
DREAL Alsace : subvention annuelle de fonctionnement *Part allouée aux investissements déduite*	**75 438,00**
RTE : convention ROHR102 *TE05 : limitation du développement des ligneux sous les lignes électriques*	**6 000,00**
Ville de Strasbourg et/ou financements extérieurs	**42 862,00**
Report du résultat 2013	**0,00**
	124 300,00

VILLE DE STRASBOURG

Service Espaces verts et de nature
1 Parc de l'Etoile
67 076 Strasbourg Cedex

Téléphone :
03 88 60 90 90
Télécopie :
03 88 43 67 48

Mél :
EspacesVertsEtDeNature-EspacesNaturels@strasbourg.eu

Site internet :
www.rn-rohrschollen.strasbourg.eu

ANNEXE 4 :

Plan de financement

Réserve Naturelle Nationale de l'Ile du Rohrschollen
Inventaire piscicole 2015

Plan de financement prévisionnel

Organismes	Montant (en €)	En %
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	6 360 €	80% €
Ville de Strasbourg	1 590 €	20% €
Total	**7 950 €**	**7 950 €**

ANNEXE 5 :

Plan d’action

Gestion de la Réserve Naturelle Nationale du massif forestier de Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden par la Ville de Strasbourg

Plan d'action 2015

Le présent document a vocation à présenter les actions qui seront engagées par le gestionnaire pour l'année 2015. Les moyens humains alloués à chaque mission sont également présentés sous la forme d'ETP (Equivalent Temps Plein).

Les missions du gestionnaire de la réserve naturelle nationale du massif forestier de Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden sont définies par la convention du 28 mars 2014. Le gestionnaire met également en place d'autres actions sur le périmètre de la réserve. Ces actions n'étant pas définies comme les missions classiques d'un gestionnaire de réserve naturelle nationale, elles sont présentées à part et doivent faire l'objet d'un financement complémentaire à la subvention annuelle de gestion.

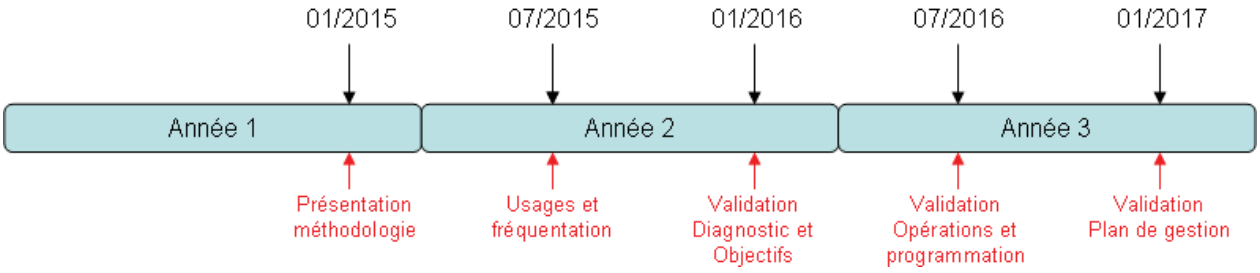
1. Activité de gestion de la réserve naturelle

1.1. Plan de gestion

La réalisation du plan de gestion est la priorité du gestionnaire mais d'autres actions de gestion sont réalisées tout au long de l'année 2015, conformément à la convention entre l'Etat et la Ville de Strasbourg.

a) Actions

Le planning de réalisation du 1er plan de gestion a été annoncé lors de la réunion du Comité Consultatif du 25 janvier 2015 :



Le diagnostic et l'évaluation scientifique du patrimoine naturel sont en cours et une 1ère version sera transmise au Comité Consultatif pour la prochaine réunion prévue en janvier 2016.

b) Moyens alloués :

L'accueil d'un stagiaire BAC+5 en gestion des écosystèmes doit permettre de renforcer la capacité du gestionnaire à dresser le diagnostic initial de la réserve : bibliographie et synthèse des données naturalistes disponibles, proposition d'évaluation de la valeur patrimoniale des espèces et habitats, définition des besoins en données complémentaires pour le 1er plan de gestion, rédaction du diagnostic de la réserve naturelle, cartographie.

Equivalent temps plein travaillé alloué par le gestionnaire : **0,8 ETP**
Budget d'investissement alloué : voir § 1.3

1.2. Surveillance et police

a) Actions

La surveillance de la réserve naturelle nécessite une présence accrue sur son périmètre. Cette dernière sera associée de campagnes d'information et de sensibilisation des usagers.

Actions générales pour 2015 :

- Formation au commissionnement pour 2 agents.
- Développement de patrouilles fréquentes sur le périmètre de la réserve naturelle afin d'aller au contact des usagers en les sensibilisant sur la réglementation ;
- Régularisation administrative du statut des agents (cartes de commissionnement et assermentation) et augmentation de compétence des agents (arrêtés municipaux Strasbourg) ;
- Développement de la reconnaissance de l'équipe par les différentes forces de police locale – organisation d'actions « mixtes » en fonction des problématiques et opportunités.

Au vu des statistiques 2014 des comportements en infractions au décret de classement sur le territoire de la Réserve Naturelle, les actions spécifiques suivantes sont prévues :

- Patrouilles sur les secteurs concernés par les problématiques de circulation motorisées ;
- Sensibilisation sur le dépôt de déchets verts aux abords des jardins familiaux, en périphérie de la réserve ;
- Recensement des sites où des résidus de feux sont constatés et action de sensibilisation en soirée (barbecues) pour évoquer l'interdiction de faire du feu ;
- Dépôts de plaintes concernant les dépôts de déchets importants ;
- Mettre en place un stand d'information lors de la manifestation Maikur pour une information sur la cueillette du muguet ;
- Identification de nouvelles zones problématiques => évolution adaptée du plan d'action.

b) Moyens alloués :

Equivalent temps plein travaillé alloué par le gestionnaire : **1,2 ETP**

1.3. Connaissance et suivi du patrimoine naturel

a) Actions

L'objectif principal des actions menées en 2015 est d'établir un diagnostic pour le plan de gestion. A cette fin, les actions suivantes sont prévues :

En régie, par le gestionnaire :

- Recensement des mares présentes sur le périmètre (en relation avec acteurs locaux : BUFO, ONF, Illkirch-Graffenstaden) et inventaire complémentaire des odonates (pour compléter l'inventaire de 2014 avec les nouvelles mares identifiées) ;
- Diagnostic écologique des cours d'eau : qualité physique, embâcles, végétation aquatique et odonates ;
- Suivi de la gestion des prairies et complément de liste d'espèces prairiales : flore patrimoniale, lépidoptères diurnes et orthoptères ;

En collaboration avec le réseau associatif local :

- Groupe d'Etude et de Protection des Mammifères d'Alsace (GEPMA) : Inventaire des mammifères sur la base des observations récentes, de la bibliographie et réalisation d'inventaires ciblé sur les chiroptères et micromammifères aquatiques ;
- Société Entomologique d'Alsace (SAE) : bibliographie et réalisation d'inventaires de terrain pour une mise à jour des listes d'espèce d'invertébrés, étude d'espèces inscrites à l'annexe 2 de la directive habitats faune flore et proposition de modes de gestion adaptés ;

Il est également important de souligner la participation active de :

- Jean-Sébastien CARTERON, spécialiste de l'herpétofaune locale, qui nous a communiqué (au travers de l'association BUFO) de nombreuses informations sur l'évolution des populations de batraciens depuis le début des années 1980 ;
- Michel WAGNER, membre bénévole du CSA et conservateur du site du Heyssel, ainsi que Cécile TARTARE, technicienne chargée de la gestion du Heyssel avec qui des échanges réguliers ont lieu.

b) Moyens alloués :

Equivalent temps plein travaillé alloué par le gestionnaire : **0,3 ETP**
Budget alloué pour la réalisation d'études externalisées : **17 800 €**

1.4. Interventions sur le patrimoine naturel

a) Actions

Les interventions prévues pour l'année 2015 sont les suivantes :

- Sauvetage des amphibiens par le gestionnaire au niveau du couloir de migration traversant la route de l'Oberjaegerhof et maintien des actions de la LPO avec partage des données pour un raisonnement global à l'échelle du territoire ;
- Gestion de maintien des milieux ouverts par fauche en respectant des zones refuges représentant 5 à 10 % de la surface ainsi qu'un balisage des espèces floristiques patrimoniales (orchidées en particulier) ;
- Lutte contre les espèces invasives de la flore des milieux ouverts :
    - Traitement des quelques tâches de renouée du Japon située en périphérie afin d'éviter sa propagation ;
    - Traitement du solidage afin d'éviter son expansion en zone ouverte.

D'autres interventions sur le patrimoine naturel sont effectuées à des fins de sécurité du public (cf. § 2.1).

L'organisation de la régulation du sanglier est de la responsabilité du gestionnaire et dans ce cadre, les actions suivantes sont prévues :

- Echanges réguliers avec le lieutenant de louveterie compétent dans le cadre de l'application du protocole de régulation ;
- Recherches de données historiques sur la population de sanglier locale et la pression exercée (régulation et chasse) ;
- Mise en place d'outils pour le suivi de l'activité de régulation ;
- Rédaction d'un bilan sur l'activité.

b) Moyens alloués :

Equivalent temps plein travaillé alloué par le gestionnaire : **0,3 ETP**

1.5. Gestion administrative

a) Actions

Outre le la gestion administrative générale, un travail sur le conventionnement est prévu sur l'exercice 2015 :

- Avec la Ville d'Illkirch-Graffenstaden concernant l'entretien des infrastructures d'accueil dans la réserve naturelle ;
- Avec les exploitants de l'enclave agricole de la Brunnenmatt concernant les accès, l'entretien de la lisière, le prêt de matériel de protection contre les dégâts du sanglier…
- Avec l'Eurométropole de Strasbourg concernant l'entretien du Rhin tortu en tant que cours d'eau domanial ;

b) Moyens alloués :

Equivalent temps plein travaillé alloué par le gestionnaire : **0,2 ETP**

1.6. Encadrement de la fréquentation du site

a) Actions

Communication :

- Réalisation de la maquette d'une plaquette de présentation de la Réserve Naturelle à destination du public ;
- Mise à jour du contenu du site internet www.strasbourg.eu en cohérence avec le nouveau statut de la réserve ;
- Rappel du statut de réserve et rappel de l'intérêt du patrimoine naturel selon sollicitation de la presse

Signalétique :

- Mise en place de la signalétique réglementaire conformément aux implantations validées lors du comité consultatif du 25 janvier 2015 ;
- Réalisation et mise en place de panneaux aux entrées de la réserve naturelle sur les voies ouvertes à la circulation.

Accès :

- Acquisition et mise en place de barrières (2) interdisant l'accès aux véhicules à moteur sur la partie sud-ouest de la réserve naturelle ;

b) Moyens alloués :

Equivalent temps plein travaillé alloué par le gestionnaire : **0,2 ETP**
Budget alloué pour l'acquisition et la mise en place de matériel : **8 000 €**

2. Accueil du public

L'accueil du public n'est pas une priorité pour le gestionnaire d'une réserve naturelle nationale et l'Etat subventionne certains équipements tels que, par exemple, la signalétique réglementaire ou d'information. Dans un contexte périurbain fort, la réserve naturelle est parcourue par de très nombreux chemins et certaines voies ouvertes à la circulation. Ces chemins et voies nécessitent certaines actions d'entretien et en particulier :

- De sécurisation (vis-à-vis d'arbres dangereux) des abords ;
- De nettoyage des déchets, que ce soit le ramassage de détritus épars le long des cheminements ou l'évacuation de dépôts sauvages conséquents ;

Les actions prévues à ce titre pour l'année 2015 sont présentées ci-dessous :

2.1. Travaux de sécurisation

L'exercice 2014 a permis de réaliser la sécurisation d'une partie importante des cheminements ouverts au public et des voies ouvertes à la circulation, ces travaux n'ayant pas été réalisé depuis plusieurs années, notamment sur les secteurs

propriété de la Ville d'Illkirch-Graffenstaden. L'année 2015 permettra de finaliser cette campagne afin de rentrer dans un fonctionnement « normal » à partir 2016.

Concernant les voies ouvertes à la circulation, des travaux d'élagage sont nécessaires et la Ville de Strasbourg s'est engagée dans une démarche d'optimisation de ces travaux. A ce titre l'élagage des routes de l'Oberjaegerhauf et de la rue du Bauerngrund seront réalisées par un prestataire externe. L'objectif est de permettre une analyse comparative entre travaux externalisés et travaux en régie.

La sécurisation des cheminements internes par abattage d'arbres dangereux est réalisée par les agents de la Ville de Strasbourg suite à un diagnostic préalable réalisé par l'ONF. En parallèle et tout au long de l'année, des interventions ponctuelles sont également à prévoir suite à la chute d'arbres ou de branches sur ou aux abords des cheminements.

L'année 2015 sera également l'occasion de travailler sur la stratégie d'intervention pour la sécurisation des chemins et voies ouvertes à la circulation. Le but est de dégager un coût au mètre linéaire en fonction du type de chemin et de la méthode de travail. Sur cette base, il sera possible de dégager un budget annuel pour l'entretien du réseau de cheminement actuel et de rencontrer les collectivités afin d'évaluer leur capacité de participation financière à cette activité. Sur cette base un linéaire de cheminement optimal, d'un point de vue du coût de gestion, pourra être défini et participera à la réflexion sur le futur plan de circulation de la réserve naturelle.

2.2. Nettoyage et enlèvement des déchets

2.2.1. Déchets épars aux abords des cheminements

Depuis de nombreuses années, la Ville de Strasbourg réalise le nettoyage de sa forêt communale, en particulier au droit des zones les plus fréquentées. Cette activité est réalisée par une entreprise de nettoyage qui réalise également la collecte des quelques poubelles présentes sur le massif.

L'objectif de l'année 2015 est d'engager une optimisation des coûts de cette activité par une réduction de la fréquence de passage. Cette optimisation ne doit pas impacter la « propreté » du massif et une surveillance accrue associée à une campagne de sensibilisation doit permettre de compenser cette économie.

Par ailleurs, des partenariats avec des associations, entreprises privées ou autres organismes (écoles) pourront être mis en place afin de nettoyer certains secteurs particulièrement concernés par le dépôt de déchets. Conformément à l'avis du comité consultatif en date du 25 janvier 2015, ces actions ponctuelles devront préférentiellement se dérouler sur une période peu impactante pour la faune et la flore, soit sur les saisons automne/hiver.

2.2.2. Enlèvement des dépôts sauvages importants

La réserve naturelle est concernée par une problématique importante de dépôts sauvages du fait de particuliers mais également d'entreprises peu scrupuleuses souhaitant se dédouaner des frais de traitement de leurs déchets.

En collaboration avec l'ONF et la Ville d'Illkirch-Graffenstaden, des dépôts de plainte seront effectués lorsque des indices sur les responsables pourront être retrouvés (papiers avec adresse par exemple). Lorsque cela sera le cas et que des poursuites seront engagées contre les responsables, la prise en charge d'évacuation et de traitement des déchets pourra être remboursée à la collectivité. Dans les autres cas, une procédure devra être mise en place pour définir la prise en charge de l'enlèvement de ces dépôts.

3. Régulation de la population de sanglier

a) Actions :

En complément de la mission d'organisation de la régulation du sanglier sur le périmètre de la Réserve Naturelle, la Ville de Strasbourg prend également en charge les tests de la Phase 1 du protocole de régulation.

Le plan d'action proposé et validé lors du dernier comité consultatif comprend :

- Une régulation par cage-piège sur une période de 8 mois (pas de piégeage entre juillet et octobre) ;
- Une régulation par tir sur affût mise en œuvre par le lieutenant de louveterie en parallèle du piégeage ;
- L'organisation d'une battue administrative fin mars 2015 si le nombre de sangliers abattus par les 2 méthodes précitées est inférieur à 30 à la mi-mars 2015.

b) Moyens alloués :

Equivalent temps plein travaillé alloué par la Ville de Strasbourg : **0,6 ETP**
Budget alloué pour l'acquisition et la mise en place de matériel (sous couvert de l'obtention d'une subvention exceptionnelle) : **11 800 €**

ANNEXE 6 :

Compte de résultat

Réserve Naturelle du massif forestier de

Strasbourg-Neuhof/Illkirch-Graffenstaden



Compte de résultat Exercice 2014

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Réserve Naturelle Nationale de
Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden

COMPTE DE RESULTAT

2014

(exercice comptable du 01/01/2014 au 31/12/2014)

ORGANISME GESTIONNAIRE

Ville de Strasbourg :
Service des Espaces Verts et de Nature
1, parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG cedex

Conservateur :
Adrien SCHVERER
☎ 03 68 98 68 36
✆ 06 84 35 31 32

BUDGET GLOBAL

DEPENSES

Fonctionnement		
Missions de gestion de la RNN		110 614,05 €
Gestion des espèces surabondantes		28 882,84 €
Accueil du public Ville de Strasbourg		141 825,13 €
	Sous-total	**281 322,01 €**

Investissement		
Missions de gestion de la RNN		24 556,27 €
Gestion des espèces surabondantes		8 633,05 €
Accueil du public Ville de Strasbourg		130 000,00 €
	Sous-total	**163 189,32 €**

Total	**444 511,33 €**

RECETTES

Fonctionnement		
DREAL Alsace		113 070,00 €
Ville d'Illkirch-Graffenstaden		0,00 €
Ville de Strasbourg		167 968,08 €
Produits de ventes		283,93 €
	Sous-total	**281 322,01 €**

Investissement		
DREAL Alsace		40 150,00 €
Ville d'Illkirch-Graffenstaden		0,00 €
Ville de Strasbourg		136 690,06 €
Pertes *(report subv. en 2015)*		-13 650,74 €
	Sous-total	**163 189,32 €**

Total	**444 511,33 €**

Compte de résultat établi le 1er juin 2015,et présenté au Comité Consultatif le 2 juillet 2015.

Le conservateur :

Réserve Naturelle Nationale de
Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden

COMPTE DE RESULTAT
2014

SECTION : FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN	
Frais de personnel (2,79 ETP)	
Conservateur (0,33 ETP)	18 343,33 €
Technicien Espaces Naturels (0,73 ETP)	12 534,86 €
Garde animateur (1,33 ETP)	53 433,41 €
Technicien "Régulation du sanglier" (0,06 ETP)	2 542,96 €
Garde "Régulation du sanglier" (0,17 ETP)	6 692,82 €
Stagiaires et CDD	2 675,00 €
Sous-total	**96 222,39 €**
Formation et veille scientifique	
Stages et formations	307,84 €
Adhésions RNF et colloques	248,13 €
Sous-total	**555,97 €**
Déplacements et indemnités kilométriques	**5 174,99 €**
Frais de gestion courante	
Fournitures administratives	326,99 €
Equipement vêtements	7 151,43 €
Ouvrages et abonnements	511,37 €
Frais téléphoniques	175,22 €
Autres frais administratifs	437,40 €
Sous-total	**8 602,41 €**
Acquisition de petit matériel	**0,00 €**
Dotation aux amortissements	**58,29 €**
Travaux de fonctionnement / prestataires	**0,00 €**
Sinistres	**0,00 €**
Total 1	**110 614,05 €**

Gestion des espèces surabondantes	
Frais de personnel	
Protection des cultures	7 015,30 €
Régulation du sanglier	6 692,82 €
Administratif & logistique	3 882,16 €
Sous-total	**17 590,29 €**
Déplacements et indemnités kilométriques	**1 595,93 €**
Acquisition de petit matériel	**64,89 €**
Frais de fonctionnement	
Cotisations (permis de chasser)	412,00 €
Consommables	603,80 €
Sous-total	**1 015,80 €**
Travaux de fonctionnement / prestataires	
Protection des cultures	0,00 €
Indemnisation des dégâts FIDS	8 615,93 €
Sous-total	**8 615,93 €**
Total 2	**28 882,84 €**

Accueil du public Ville de Strasbourg	
Frais de personnel	
Entretien / propreté des cheminements	23 973,62 €
Sécurisation des cheminements	32 849,77 €
Administratif & logistique	9 937,68 €
Sous-total	**66 761,07 €**
Déplacements et indemnités kilométriques	**3 971,74 €**
Travaux de fonctionnement / prestataires	
Entretien / propreté des cheminements	46 750,60 €
Sécurisation des cheminements	24 341,72 €
Sous-total	**71 092,32 €**
Total 3	**141 825,13 €**

Total 1 + 2 + 3	**281 322,01 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
DREAL Alsace	
Subvention annuelle de fonctionnement *(part "études & travaux" déduite)*	**110 270,00 €**
Ville de Strasbourg	**344,05 €**
Total 1	**110 614,05 €**

Gestion des espèces surabondantes	
DREAL Alsace	
Subvention exceptionnelle - report 2013 *(mise en œuvre des essais de piégeage)*	**2 800,00 €**
Produits de vente	
Venaison	**283,93 €**
Ville de Strasbourg	**25 798,91 €**
Total 2	**28 882,84 €**

Accueil du public Ville de Strasbourg	
DREAL Alsace	
Subvention exceptionnelle	**0,00 €**
Produits de vente	
Vente de bois	**0,00 €**
Ville d'Illkirch-Graffenstaden	**0,00 €**
Ville de Strasbourg	**141 825,13 €**
Total 3	**141 825,13 €**

Total 1 + 2 + 3	**281 322,01 €**

Réserve Naturelle Nationale de
Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden

COMPTE DE RESULTAT
2014

SECTION : INVESTISSEMENT

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN	
Etudes et suivis	
Inventaire oiseaux	**9 014,61 €**
Travaux d'investissement / prestataires	
Acquisition de la signalétique RNN	1 349,26 €
Mise en place d'une barrière	2 568,00 €
Sous-total	**3 917,26 €**
Acquisition de matériel	
Acquisition de 3 écocompteurs	**11 624,40 €**
Total 1	**24 556,27 €**

Gestion des espèces surabondantes	
Acquisition de matériel	
Acquisition de 3 cages-pièges	7 200,00 €
Acquisition de matériel de venaison	823,20 €
Acquisition de matériel de tir	609,85 €
Sous-total	**8 633,05 €**
Travaux d'investissement / prestataires	**0,00 €**
Total 2	**8 633,05 €**

Accueil du public Ville de Strasbourg	
Acquisition de matériel	
Mobilier d'accueil	**0,00 €**
Travaux d'investissement / prestataires	
Réfection passerelle du chat sauvage	**130 000,00 €**
Total 3	**130 000,00 €**

Total 1 + 2 + 3	**163 189,32 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN		
DREAL Alsace		
	Subv. annuelle *(part investissement 14%)*	17 950,00 €
	Subv. exceptionnelle : mise en place de la signalétique RNN	15 000,00 €
	Sous-total	**32 950,00 €**
Ville de Strasbourg		**5 257,01 €**
Pertes	Subv. signalétique non consommée *(report en 2015)*	**-13 650,74 €**
	Total 1	**24 556,27 €**

Gestion des espèces surabondantes		
DREAL Alsace		
	Subvention exceptionnelle - report 2013 *(acquisition de 3 cages de piégeage)*	**7 200,00 €**
Ville de Strasbourg		**1 433,05 €**
	Total 2	**8 633,05 €**

Accueil du public Ville de Strasbourg	
DREAL Alsace	**0,00 €**
Ville d'Illkirch-Graffenstaden	**0,00 €**
Ville de Strasbourg	**130 000,00 €**
Total 3	**130 000,00 €**

Total 1 + 2 + 3	**163 189,32 €**

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

VILLE DE STRASBOURG

Service Espaces verts et de nature
1 Parc de l'Etoile
67 076 Strasbourg Cedex

Téléphone :
03 88 60 90 90
Télécopie :
03 88 43 67 48

Mél :
EspacesVertsEtDeNature-EspacesNaturels@strasbourg.eu

ANNEXE 7 :

Budget prévisionnel 2015

Réserve Naturelle Nationale de
Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden

BUDGET PREVISIONNEL

2015

(exercice comptable du 01/01/2015 au 31/12/2015)

ORGANISME GESTIONNAIRE

Ville de Strasbourg :
Service des Espaces Verts et de Nature
1, parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG cedex

Conservateur :
Adrien SCHVERER
☎ 03 68 98 68 36
✆ 06 84 35 31 32

BUDGET GLOBAL

DEPENSES

Fonctionnement		
Missions de gestion de la RNN		127 960,00 €
Gestion et régulation du sanglier		29 550,00 €
Accueil du public		73 500,00 €
	Sous-total	**231 010,00 €**
Investissement		
Missions de gestion de la RNN		25 800,00 €
Gestion et régulation du sanglier		11 750,00 €
Accueil du public		0,00 €
	Sous-total	**37 550,00 €**
Total		**268 560,00 €**

RECETTES

Fonctionnement		
DREAL Alsace		127 624,00 €
Ville d'Illkirch-Graffenstaden		22 000,00 €
Ville de Strasbourg		73 386,00 €
Produits de ventes		8 000,00 €
	Sous-total	**231 010,00 €**
Investissement		
DREAL Alsace		46 176,74 €
Ville d'Illkirch-Graffenstaden		0,00 €
Ville de Strasbourg		674,00 €
Subventions N2000		1 350,00 €
Pertes *(report subv. en 2016)*		-10 650,74 €
	Sous-total	**37 550,00 €**
Total		**268 560,00 €**

INFORMATIONS PREALABLES

Les financements complémentaires à la dotation de l'Etat pour la gestion de la réserve naturelle ne sont pas actés. Ils constituent une proposition du gestionnaire visant à répartir les charges entre différents acteurs du territoire :

Les **Missions de gestion** définies par la convention entre le gestionnaire et l'Etat font l'objet d'une subvention annuelle répartie entre fonctionnement (financement de 3 ETP et frais divers de fonctionnement) et investissement (études, acquisition, installations nouvelles...). Seules les actions en relation avec la gestion d'une Réserve Naturelle Nationale sont concernées par ce budget. Il est proposé de prendre en compte des budgets complémentaires pour les actions en lien avec l'accueil du public (hors installations signalétiques) et le cas particulier de la régulation du sanglier.

La **Régulation du sanglier** sur le périmètre de la réserve naturelle ne bénéficie pas d'un retour d'expérience important, notamment concernant la Phase 1 définie par le protocole. Cette période d'optimisation nécessite la mise en œuvre de moyens importants (temps passé, acquisition de matériel...). Il est proposé une répartition du financement de cette activité entre l'Etat (pour les investissements) et la Ville de Strasbourg (mise à disposition de personnel).

L'**Accueil du public** n'est pas une mission prioritaire confiée par l'Etat au gestionnaire d'une Réserve Naturelle Nationale. Les frais de gestion liés à la présence d'un réseau de cheminement important doivent par conséquent faire l'objet de financements complémentaires, en particulier des collectivités dans le cadre d'une politique d'accueil renforcée sur la réserve. Le budget prévisionnel présenté est proposé sur la base d'une répartition des frais entre la Ville d'Illkirch-Graffenstaden et la Ville de Strasbourg.

Réserve Naturelle Nationale de
Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden

BUDGET PREVISIONNEL 2015

SECTION : FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN	
Frais de personnel (3 ETP)	
Conservateur / Directeur	30 000,00 €
Technicien Espaces Naturels	13 000,00 €
Expert faune/flore	13 000,00 €
Garde "Police & Surveillance"	46 000,00 €
Garde "Intervention sur patrimoine naturel"	8 000,00 €
Garde "Entretien infrastructures"	1 500,00 €
Stagiaires et CDD	2 500,00 €
Sous-total	**114 000,00 €**
Formation et veille scientifique	
Stages et formations	500,00 €
Adhésions RNF et colloques	300,00 €
Sous-total	**800,00 €**
Déplacements et indemnités kilométriques	**5 200,00 €**
Frais de gestion courante	
Fournitures administratives	300,00 €
Equipement vêtements	6 500,00 €
Ouvrages et abonnements	500,00 €
Frais téléphoniques	150,00 €
Autres frais administratifs	450,00 €
Sous-total	**7 900,00 €**
Acquisition de petit matériel	**0,00 €**
Dotation aux amortissements	**60,00 €**
Travaux de fonctionnement / prestataires	**0,00 €**
Sinistres	**0,00 €**
Total 1	**127 960,00 €**

Gestion et régulation du sanglier	
Frais de personnel	
Protection des cultures	1 600,00 €
Régulation du sanglier	23 000,00 €
Sous-total	**24 600,00 €**
Déplacements et indemnités kilométriques	**2 800,00 €**
Frais de fonctionnement	
Cotisations (permis de chasser)	420,00 €
Frais d'analyes venaison	180,00 €
Consommables	1 550,00 €
Sous-total	**2 150,00 €**
Total 2	**29 550,00 €**

Accueil du public	
Frais de personnel	
Entretien / propreté des cheminements	20 000,00 €
Sécurisation des cheminements	5 000,00 €
Administratif & logistique	5 000,00 €
Sous-total	**30 000,00 €**
Déplacements et indemnités kilométriques	**3 500,00 €**
Travaux de fonctionnement / prestataires	
Entretien / propreté des cheminements	25 000,00 €
Sécurisation des cheminements	15 000,00 €
Sous-total	**40 000,00 €**
Total 3	**73 500,00 €**

Total 1 + 2 + 3	**231 010,00 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
DREAL Alsace	
Subvention annuelle de fonctionnement	**127 624,00 €**
(part "études & travaux" déduite)	
Ville de Strasbourg	**336,00 €**
Ville d'Illkirch-Graffenstaden	**0,00 €**
Autres financements	**0,00 €**
Total 1	**127 960,00 €**

Gestion et régulation du sanglier	
DREAL Alsace	**0,00 €**
Produits de vente	
Venaison	**1 500,00 €**
Ville de Strasbourg	**28 050,00 €**
Ville d'Illkirch-Graffenstaden	**0,00 €**
Autres financements	**0,00 €**
Total 2	**29 550,00 €**

Accueil du public	
DREAL Alsace	**0,00 €**
Produits de vente	
Vente de bois	**6 500,00 €**
Ville de Strasbourg	**45 000,00 €**
dont Budget annuel prévu	30 000,00 €
Financement supplémentaire	15 000,00 €
Ville d'Illkirch-Graffenstaden	**22 000,00 €**
Autres financements	**0,00 €**
Total 3	**73 500,00 €**

Total 1 + 2 + 3	**231 010,00 €**

Réserve Naturelle Nationale de
Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden

BUDGET PREVISIONNEL
2015

SECTION : INVESTISSEMENT

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN	
Etudes et suivis	
Etude mammifères	14 800,00 €
Etude invertébrés	3 000,00 €
Sous-total	**17 800,00 €**
Travaux d'investissement / prestataires	
Acquisition de la signalétique RNN	3 000,00 €
Mise en place de 2 barrières	5 000,00 €
Sous-total	**8 000,00 €**
Acquisition de matériel	0,00 €
Total 1	**25 800,00 €**

Gestion et régulation du sanglier	
Acquisition de matériel	
Acquisition de 3 cages-pièges	7 200,00 €
Construction de 3 enclos pièges fixes	4 550,00 €
Sous-total	**11 750,00 €**
Travaux d'investissement / prestataires	**0,00 €**
Total 2	**11 750,00 €**

Accueil du public	
Acquisition de matériel	
Mobilier d'accueil	**0,00 €**
Travaux d'investissement / prestataires	
Réfection de passerelle	**0,00 €**
Total 3	**0,00 €**

Total 1 + 2 + 3	37 550,00 €

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
DREAL Alsace	
Subv. annuelle *(part investissement 14%)*	20 776,00 €
Subv. excep. signalétique *(report 2014)*	13 650,74 €
	34 426,74 €
Ville de Strasbourg	**674,00 €**
Ville d'Illkirch-Graffenstaden	**0,00 €**
Autres financements	
Subvention N2000	**1 350,00 €**
Repport subv. Signalétique non consommée *(2016)*	**-10 650,74 €**
Total 1	**25 800,00 €**

Gestion et régulation du sanglier	
DREAL Alsace	
Subvention exceptionnelle - investissement	**11 750,00 €**
Ville de Strasbourg	**0,00 €**
Ville d'Illkirch-Graffenstaden	**0,00 €**
Autres financements	**0,00 €**
Total 2	**11 750,00 €**

Accueil du public	
DREAL Alsace	**0,00 €**
Ville de Strasbourg	**0,00 €**
Ville d'Illkirch-Graffenstaden	**0,00 €**
Autres financements	**0,00 €**
Total 3	**0,00 €**

Total 1 + 2 + 3	37 550,00 €

Strasbourg.eu
eurométropole



Projet LIFE+ Ile du Rohrschollen

2010-2015

Réserve Naturelle
ILE DU ROHRSCHOLLEN

Plus d'infos
www.rn-rohrschollen.strasbourg.eu
(rubrique « projet LIFE+ »)

Projet LIFE+ de restauration de la dynamique des habitats alluviaux rhénans sur l'île du Rohrschollen 2010-2015





Un site classé en Réserve Naturelle Nationale

L'île du Rohrschollen est un site classé en Réserve Naturelle Nationale, située à proximité de Strasbourg. Elle abrite un milieu devenu rare en Europe : la **forêt alluviale rhénane**. Ce type de forêt est connu pour l'exubérance de sa végétation et sa richesse en espèces.

La Ville de Strasbourg, gestionnaire de la réserve naturelle, a engagé en 2010 un **projet de restauration de la dynamique des habitats alluviaux rhénans sur l'île du Rohrschollen.** L'objectif recherché est de rétablir sur l'île des inondations régulières à partir du Rhin et ainsi de restaurer les habitats naturels remarquables présents dans la réserve naturelle. D'une durée de 5 années et 6 mois, ce projet fait l'objet d'un financement dans le cadre du programme européen LIFE+ Nature.

Après une première phase d'études, des travaux techniques d'envergure ont été entrepris pour créer une importante prise d'eau sur le Rhin et un chenal de connexion au cours d'eau interne de l'île. Lorsque le Rhin est en crue, une importante quantité d'eau est injectée dans ce chenal : les cours d'eau de l'île débordent, la forêt alluviale est inondée. Les effets de ces submersions écologiques sont étudiés dans le cadre d'un ambitieux suivi scientifique, réalisé en partenariat avec l'université de Strasbourg, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), l'École Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEES) et la Zone Atelier Environnementale Urbaine (ZAEU).



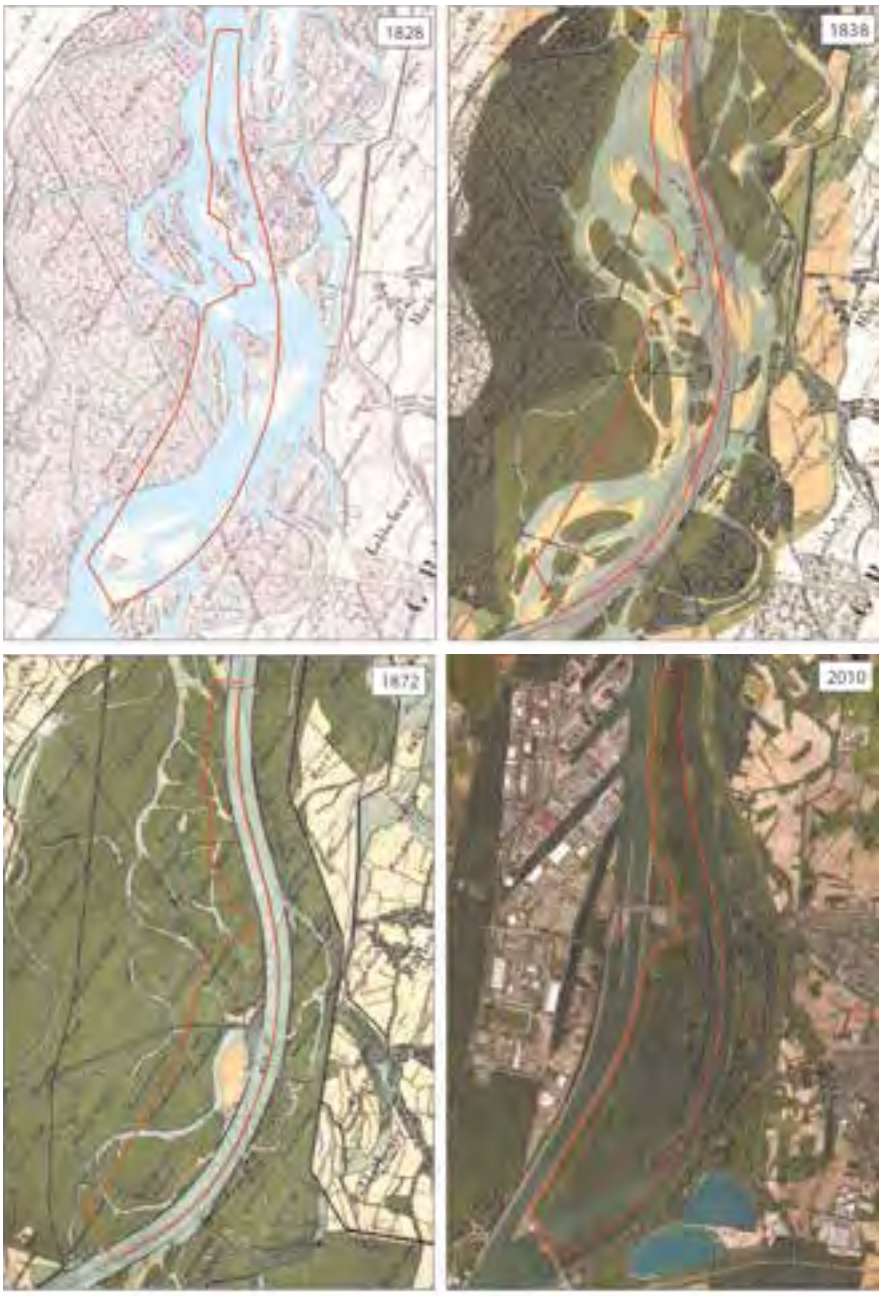
Le contexte

LA FORMATION DE L'ÎLE DU ROHRSCHOLLEN

Avant la domestication du fleuve, le Rohrschollen est constitué de plusieurs îles fluctuantes : « Schollen » désigne une motte (espace plus élevé à l'abri des inondations), « Rohr » fait référence aux roseaux aux tiges creuses.

Le Rohrschollen est une île artificielle située sur le Rhin à Strasbourg. Autrefois, le Rhin était un fleuve sauvage, aux crues dévastatrices, aux débits capricieux. Il offrait des paysages variés et éphémères, constitués d'une mosaïque d'îles, de tailles diverses, séparées les unes des autres par la multitude des bras du fleuve. C'était un monde en perpétuel mouvement. L'agriculture était difficile, la navigation incertaine et les frontières changeantes. L'homme mettra 150 ans à le domestiquer, par trois phases d'aménagements successifs : la correction (1842-1876) qui élimine les méandres par un ensemble de digues, la régularisation (1907-1956) entreprise pour obtenir un chenal navigable au moyen d'épis transversaux, et enfin la canalisation permettant d'améliorer la navigation, de produire de l'électricité et d'assurer la sécurité des riverains.

Au Rohrschollen, après la correction du fleuve, des agriculteurs allemands colonisent les terrains gagnés sur le fleuve, appelés Bauerngründe (terrains des paysans), d'où est tiré le nom de l'ancien bras du Rhin traversant l'île actuelle, le Bauerngrundwasser. Par l'accumulation des sédiments, une partie des îles est rattachée à la terre ferme, côté ouest. Le Rohrschollen appartenait alors à l'ensemble forestier du Neuhof. Un siècle après la correction, en 1970, la création de la centrale hydroélectrique de Strasbourg sépare le Rohrschollen de la forêt du Neuhof : l'île du Rohrschollen est créée. Elle est limitée au nord par le barrage agricole de Kehl, au sud par le barrage de dérivation EDF, à l'est par le Vieux Rhin et à l'ouest par le Rhin canalisé.



Fonds de plan BNU (1828), CSA (1838-1872), SIG-CUS (2010) – exploitation A. Zimmermann, D. Eschbach (LIVE – UMR7362)

Évolution des paysages de l'île du Rohrschollen depuis le début du XIXe siècle (en rouge : contour de la réserve naturelle actuelle)

Le contexte

LA FORÊT ALLUVIALE RHÉNANE ET LE CLASSEMENT DE L'ÎLE DU ROHRSCHOLLEN EN RÉSERVE NATURELLE NATIONALE

La Réserve Naturelle de l'île du Rohrschollen a été créée en 1997. Son classement a pour but de préserver l'un des derniers lambeaux de forêt alluviale, rare et en régression partout en Europe. La Ville de Strasbourg en est le gestionnaire.



Avant les travaux de domestication du Rhin, chaque année au printemps et en été, ses crues se répandent dans les forêts riveraines. Elles apportent l'eau et les nutriments à une époque où l'ensoleillement est maximal. Tous ces facteurs provoquent le développement exubérant des végétaux. Ces forêts qui jalonnent les rives des fleuves issus des Alpes (Rhin, Rhône, Danube, Pô), façonnées par les crues régulières et d'intensité variable, sont appelées **forêts alluviales**. Arbres, arbustes et draperies de grandes lianes donnent à ces milieux riches et complexes un aspect de forêt vierge, également appelée « forêt galerie ».

La dynamique de la forêt commence par la conquête des espaces dégagés lors des crues : les milieux ouverts font alors place petit à petit à la forêt si l'évolution se fait sans interruption et la forêt est composée de tous ses stades successionnels, au même moment. Le visiteur peut donc observer au Rohrschollen, le stade pionnier ou forêt à bois tendre, le stade terminal ou forêt à bois dur et la forêt mixte, stade de transition entre les deux états :

- **La forêt à bois tendre**, stade pionnier de la dynamique forestière, est constituée de saules et de peupliers. Elle est repérable à sa teinte typique grise bleuâtre due à l'abondance de saules blancs et saules drapés. Comme ce sont des espèces aimant la lumière, ce boisement colonise les endroits dénudés par les crues : le long des cours d'eau, sur les bancs de graviers nouvellement accumulés, dans les chablis en forêt.
- **La forêt mixte** est une saulaie-peupleraie ayant mûri et commençant à être remplacée par des essences à bois durs (chêne et frêne). Elle occupe une grande partie du boisement nord du Rohrschollen, le long du cours d'eau interne. Elle fait la transition entre la forêt à bois tendre au plus près du Giessen et la forêt à bois dur.
- **La forêt à bois dur** recouvre près de la moitié de l'île et représente l'état de la forêt naturelle à maturité : elle est l'évolution ultime de la forêt rhénane. Peu touchée par l'homme dans sa partie la plus profonde, elle est notamment composée d'une chênaie à ormes et frênes. De par sa végétation luxuriante, elle a des allures de forêt amazonienne avec la présence de nombreuses lianes (houblon, clématite…), et d'arbres aux dimensions impressionnantes.



LA GENÈSE DU PROJET LIFE+ ÎLE DU ROHRSCHOLLEN

Aujourd'hui, **la forêt alluviale de l'île du Rohrschollen est déconnectée du Rhin**. Les milieux qui subissaient autrefois régulièrement les effets des crues ne sont inondés que très rarement, lorsque l'île est utilisée comme zone de rétention des grandes crues du Rhin.

Cela n'arrive qu'une fois tous les dix ans environ, par montée lente des eaux depuis l'aval, ce qui est insuffisant pour avoir un effet bénéfique et conduit même à une asphyxie du milieu.

Les études et suivis réalisés dans le cadre de la gestion de la réserve naturelle ont montré que, dans cette situation, **les milieux naturels de l'île s'assèchent et se modifient.** La forêt alluviale évolue vers une forêt à bois dur, les cours d'eau s'envasent, les plans d'eau se comblent. Cette évolution, bien que naturelle dans les conditions imposées artificiellement par la canalisation du Rhin, est considérée comme une **banalisation du milieu** : il perd peu à peu son caractère alluvial, qui fait sa richesse. Face à ce constat, la Ville de Strasbourg en tant que gestionnaire de la réserve naturelle, a pris le parti de ne pas engager des travaux de maintien de la biodiversité encore présente, mais de **mettre en place des conditions permettant au milieu de se recréer de lui-même, par le retour d'inondations régulières.**



Trois bonnes pratiques ont été identifiées pour atteindre cet objectif de restauration :

- **moduler l'alimentation en eau :** inondations dont la fréquence, la durée et l'intensité dépend du régime naturel du fleuve
- **circulation active de l'eau :** créer des débordements au-delà du lit habituel des cours d'eau de l'île
- **durée des épisodes de submersion :** permettre des inondations pendant plusieurs jours successifs, suivant le régime naturel du fleuve.

Afin de réaliser ce projet, la Ville de Strasbourg s'est entourée de partenaires techniques et financiers et a déposé en 2008 une candidature dans le cadre du programme européen LIFE+ Nature. Celle-ci a été acceptée et le projet a démarré début 2010.

Les objectifs du projet

L'objectif général du projet est de restaurer la dynamique alluviale des habitats de l'île, en soumettant l'île à des inondations dynamiques, calquées sur les crues du Rhin.

POURQUOI EST-IL NÉCESSAIRE DE RESTAURER LES INONDATIONS SUR L'ÎLE ?

POUR ÉVITER LA DISPARITION DE LA FORÊT ALLUVIALE PIONNIÈRE

Dans les forêts alluviales, le mécanisme des crues permettait de « rajeunir » le milieu, en créant des bancs de sable et de graviers favorables à l'installation du stade pionnier de la forêt, appelé « forêt à bois tendre » : aulne glutineux, saule blanc, peuplier noir. La forêt alluviale à bois tendre n'est plus apparue depuis plusieurs décennies sur l'île du Rohrschollen, depuis les dernières inondations naturelles. Sans action, on assistera à une disparition progressive de la forêt pionnière.



POUR STOPPER LA DÉGRADATION DES HABITATS CARACTÉRISTIQUES DES MILIEUX ALLUVIAUX

La suppression quasi-totale des inondations sur l'île du Rohrschollen a provoqué un assèchement global des milieux. Des érables et hêtres apparaissent lors de la régénération naturelle de la forêt. Les forêts alluviales, caractérisées par une mosaïque d'habitats, tendent à s'homogénéiser et à perdre leur caractère alluvial. Des plantes invasives telles que le Solidage et la Renouée du Japon menacent également les milieux. Sans action, cette tendance se renforcera et on assistera à une évolution vers une forêt moins humide.



POUR ENRAYER LE COMBLEMENT DES BRAS D'ALIMENTATION DU BAUERNGRUNDWASSER ET DES MARES

Avant la réalisation du projet, le cours d'eau interne de l'île n'était alimenté que par deux bras secondaires connectés au Vieux Rhin. Ceux-ci se comblent progressivement et ne permettent pas d'assurer un débit permanent dans le cours d'eau : le Bauerngrundwasser a perdu tout dynamisme et son débit n'est pas suffisant pour évacuer la vase qui asphyxie le fond et rend ce cours d'eau particulièrement eutrophe. De plus, les dépressions, fossés, mares présents sur l'île ne sont plus régulièrement alimentés par les crues. On assiste à une évolution d'un milieu actif à un milieu passif et à une forte réduction des surfaces en eau, qui ont diminué de 2/3 entre 1921 et 2004.



POUR AMÉLIORER LES ÉCHANGES AVEC LA NAPPE PHRÉATIQUE

En absence d'écoulement dynamique, le fond du lit des cours d'eau se colmate : les échanges entre la nappe et la rivière risquent de disparaître, entraînant une diminution de la diversité des espèces et des habitats.



POUR ÉVITER LA DISPARITION DE LA LOCHE DE RIVIÈRE

La Loche de rivière est un petit poisson vivant dans des milieux lents ou calmes à fond sableux, où elle s'enfouit durant la journée et pond ses œufs sur le sable et les racines. Elle est protégée au titre de la directive « Habitats ». Observée en 2004 et en 2011 dans le Bauerngrundwasser, elle est rare sur ce secteur du site Natura 2000. L'absence d'écoulements dynamiques risque d'entraîner à moyen terme la disparition des milieux favorables à sa reproduction.





COMMENT RESTAURER LES INONDATIONS SUR L'ÎLE ?

Les inondations écologiques sont réalisées en construisant une prise d'eau dans la partie sud de l'île et en creusant un chenal artificiel à travers la forêt, jusqu'au cours d'eau existant sur l'île, le Bauerngrundwasser. L'eau ainsi injectée depuis le Rhin alimente le cours d'eau et, lorsque la quantité d'eau augmente, inonde une grande partie de l'île par débordement des cours d'eau internes de l'île.

Si les crues qui ont façonné les paysages des rives du Rhin reviennent, l'habitat en sera modifié. Celui-ci redémarrera une succession végétale et fonctionnera à nouveau de lui-même. La forêt sera remaniée, avec des peuplements d'âges différents et une mosaïque d'habitats propices à des espèces typiques. Les cours d'eau internes à l'île et ses annexes accueilleront des espèces d'eau courantes, les dépressions humides seront remises en eau temporairement et pourront recueillir le limon fertile du fleuve.



Mise en œuvre

AU DÉMARRAGE : DES ÉTUDES…

Sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Strasbourg, les trois premières années du projet ont été consacrées à la réalisation de plusieurs études, afin de déterminer plus précisément la nature des travaux à réaliser.

Une étude a été consacrée à la Loche de rivière, espèce protégée plus spécifiquement visée par le projet. Un modèle informatique a permis de visualiser comment l'inondation allait se propager sur l'île.

Simulation informatique de l'inondation de l'île pour une injection de 60 m³/s (source : Ingérop)

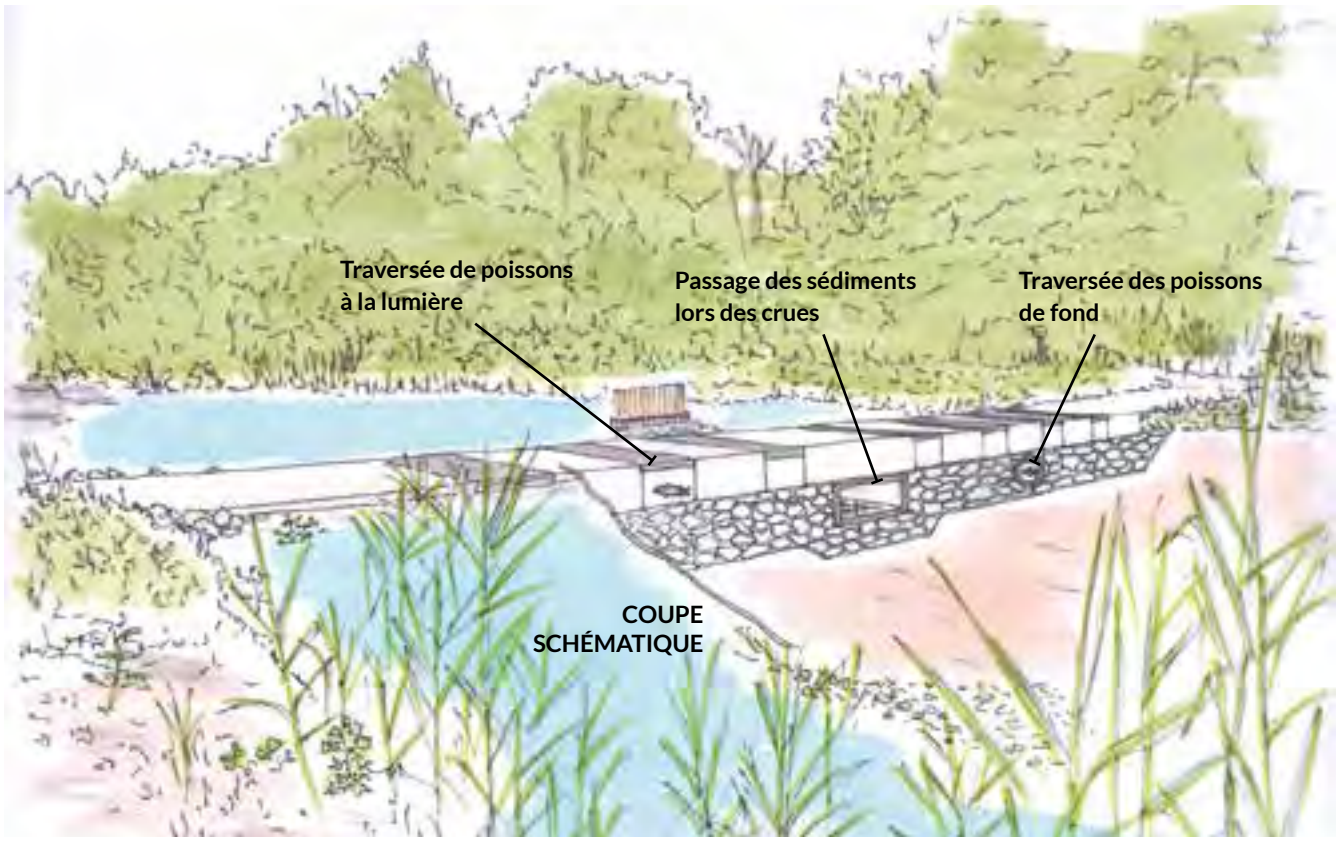




Une fois le projet arrêté, il a été soumis à plusieurs instances, au titre des réglementations applicables.

Le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) a autorisé la modification de l'état ou de l'aspect de la réserve naturelle, afin de permettre notamment d'abattre les arbres situés sur le tracé du chenal artificiel creusé à travers la forêt.

La prise en compte de l'environnement dans le projet a été étudiée par les différentes administrations concernées et soumise à l'avis des citoyens au moyen d'une enquête publique.



Principe de fonctionnement de l'ouvrage de connexion



Mise en œuvre

… SUIVIES D'ACTIONS CONCRÈTES



Fond de plan SIG-CUS (2013) – exploitation D. Eschbach (LIVE-UMR7362)



2 Les travaux de restauration ont démarré début 2013, avec l'abattage des arbres situés sur le tracé du nouveau chenal. Ces travaux ont été réalisés par les équipes expérimentées de bûcherons de la Ville de Strasbourg, en veillant à ne couper que sur la stricte largeur nécessaire et à préserver dans la mesure du possible les arbres les plus remarquables en adaptant le tracé du chenal.



1 Pour créer la prise d'eau, il a été nécessaire de découper, à l'aide de plongeurs, le béton de la digue du Rhin canalisé.



1 Un rideau de planches métalliques a été mis en place pour former un barrage provisoire entre le Rhin et le chantier. Des terrassements importants et des ouvrages de génie civil ont été mis en œuvre pour réaliser un ouvrage de prise d'eau et un ouvrage de régulation.



1 La régulation du débit injecté depuis le Rhin est effectuée à l'aide d'une vanne métallique de 8m50 de largeur qui a été fabriquée en atelier, livrée sur site en pièces détachées et mise en place à l'aide d'une grue en janvier 2014.



Mise en œuvre



2 Pour amener l'eau prélevée depuis le Rhin jusqu'au cours d'eau existant sur l'île, un chenal long de 1,2 km a été creusé à travers la forêt.



3 L'ouvrage de connexion est une route submersible (sorte de gué) longue de 22m, équipée de passages à claire-voie proches de la surface et de buses au fond du lit.



2 Le chenal en terre, volontairement sous-dimensionné, doit permettre à l'eau de déborder dans la forêt pour l'inonder et sa forme évoluera en fonction des crues pour se rapprocher le plus possible d'un cours d'eau naturel.

ETUDES PRÉALABLES :
- ARTELIA Agence de Strasbourg
  Pôle hydraulique fluviale
- SIALIS, Villers-les-Nancy (volet piscicole)

MAÎTRISE D'ŒUVRE :
- INGEROP Agence de Strasbourg Service Ouvrages d'Art & Fluviaux

TRAVAUX :
- DEMATHIEU BARD Construction - TP France – Agence Est
- TRANSROUTE

Le nouveau dispositif d'inondation

1 Lorsque le Rhin atteint un débit de 1 550 m³/s, la vanne de régulation située après la prise d'eau est ouverte, laissant passer progressivement un débit maximal de 60 à 80 m³/s.

2 L'eau ainsi injectée depuis le Rhin emprunte le chenal long de 1,2 km creusé entre l'ouvrage de prise d'eau et le cours d'eau interne de l'île (le Bauerngrundwasser), à travers la forêt. Les 300 premiers mètres du chenal sont tapissés d'enrochements, afin de résister à la force de l'eau et d'empêcher tout débordement dans un secteur jugé sensible par la présence de la digue et des pylônes électriques. Au cœur de la forêt, il s'agit d'un simple chenal en terre. À partir d'un certain débit, l'eau passe par-dessus les berges du chenal en terre et du cours d'eau interne de l'île afin d'inonder la forêt. Les hauteurs d'eau obtenues dans la forêt restent faibles, de l'ordre de 50 cm d'eau dans la plupart des secteurs. Elles peuvent être plus importantes dans les dépressions et mares présentes sur l'île.

3 Lorsque l'eau atteint l'extrémité du Bauerngrundwasser, une partie rejoint directement le Vieux Rhin au niveau d'un ouvrage de connexion spécifique créé dans le cadre du projet. Cet ouvrage a une double fonction : il permet de laisser circuler les poissons entre le Bauerngrundwasser et le Vieux Rhin (il n'y avait pas de connexion à cet endroit avant les travaux) et de réguler comme un seuil hydraulique le débit déversé dans le Vieux Rhin lors des inondations. Cet aménagement est particulièrement bénéfique pour la Loche de rivière, espèce cible du projet, en améliorant son habitat naturel existant à proximité de cette zone et en lui permettant de recoloniser le Bauerngrundwasser.

1 La vanne de régulation est fermée lorsque le débit du Rhin atteint 2 800 m³/s, afin de ne pas gêner les manœuvres de rétention qui sont déclenchées par les instances franco-allemandes afin de réguler les crues du Rhin.



SÉCURITÉ DU PUBLIC

Avant les inondations, l'île est évacuée afin qu'aucun promeneur ou pêcheur ne soit présent dans les secteurs concernés. L'accès au public reste **strictement interdit** pendant toute la durée de la submersion, **y compris sur la piste cyclable rejoignant l'Allemagne**, et ce jusqu'au retrait complet des eaux et à la remise en état éventuelle des chemins de promenade.





Et maintenant ?

La réalisation des inondations écologiques de l'île du Rohrschollen est prévue pour une gamme de débits du Rhin observée 6 à 8 fois par an, soit en moyenne 50 jours de submersion.

Après la réalisation des ouvrages, la première action en faveur du milieu a été d'ouvrir un by-pass contournant la vanne de régulation des inondations écologiques, qui permet depuis d'alimenter en permanence le nouveau chenal et le cours d'eau interne de l'île avec un débit de 2 m^3/s.

Les premières submersions ont été réalisées lors des phases de test des ouvrages nouvellement créés, qui ont eu lieu en juin et en décembre 2014. Ces essais ont montré que des compléments de travaux étaient nécessaires pour sécuriser la partie amont du nouveau chenal. Des premiers résultats positifs ont été immédiatement visibles, en particulier au niveau du chenal en terre creusé dans la forêt : modification de la forme des berges, érosion, dépôts de graviers… Une grande partie de la forêt a été inondée, ainsi que les mares et dépressions présentes dans la réserve naturelle.

PENDANT LES SUBMERSIONS :



Les cours d'eau débordent



PENDANT LES SUBMERSIONS :



Les mares se remplissent



La forêt est inondée

APRÈS LES SUBMERSIONS :



Dépôts sableux laissés par l'inondation en forêt



Évolutions du chenal après les premières mises en eau



Suivi scientifique

La Ville de Strasbourg a engagé un partenariat avec une équipe scientifique interdisciplinaire du Laboratoire Image Ville Environnement de l'Université de Strasbourg, du CNRS et de l'ENGEES pour répondre à la question suivante : Quels sont les bénéfices écologiques liés aux actions de restauration, et quelle est leur durabilité ?
Partenaires : Université de Strasbourg, Centre National de la recherche Scientifique (CNRS), Laboratoire Image Ville Environnement (LIVE), Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEES), laboratoire ICUBE, Zone Atelier Environnementale Urbaine (ZAEU), Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de Strasbourg, Université de Freiburg im Breisgau.

Les scientifiques ont démarré leur travail sur l'île du Rohrschollen en 2012, soit 2 ans avant la fin des travaux de restauration, avec la réalisation d'un état des lieux avant les travaux (état zéro) et immédiatement après les travaux (état zéro bis). Ils disposent ainsi de repères précis pour suivre les évolutions du milieu après les premières submersions écologiques importantes (état post-restauration). La période de suivi pré-restauration a pris fin en juin 2014 avec la mise en route du débit permanent alimentant le cours d'eau et les premières inondations écologiques réalisées pour tester le fonctionnement des ouvrages.
Le suivi scientifique post-restauration a démarré. Les premières évolutions du milieu sont d'ores et déjà notables.

Les études réalisées dans le cadre du suivi concernent plusieurs disciplines complémentaires :

- une **étude historique et paléoenvironnementale** (étude de l'environnement passé), réalisée dès le début du suivi scientifique, a mis en évidence l'influence des aménagements du Rhin sur la diminution du caractère alluvial de l'île depuis le 19e siècle.
- un **suivi géomorphologique** est réalisé pour voir comment évolue la forme du nouveau chenal crue après crue, comment se déplacent les sédiments, sur quelle distance, en quelle quantité… Ce suivi est effectué en s'appuyant sur des technologies de pointe : imagerie 3D, survols en drone, marquage de galets avec des puces, utilisation d'un hydrophone (microphone placé dans le cours d'eau) pour « écouter » le déplacement des galets et graviers…
- un **suivi hydraulique et hydrologique** est réalisé pour connaître les niveaux, débits et vitesses de l'eau dans le Bauerngrundwasser.
- un **suivi hydrogéologique** permet de mesurer en continu et en plusieurs points les variations du niveau de la nappe phréatique. L'objectif est de voir si des échanges se produisent entre le cours d'eau et la nappe phréatique. Les premiers résultats positifs sont déjà visibles.
- un **suivi écologique** (faune, végétation aquatique et terrestre, chimie de l'eau) donne des indications sur la qualité écologique du milieu.
- des suivis réguliers de la faune et de la flore sont réalisés dans le cadre de la **gestion de la réserve naturelle.**



Drone permettant de réaliser des prises de vues verticales



Puces radio-identifiées intégrées dans des galets de taille et de poids différents



Piège lumineux sur le Vieux-Rhin



Après-LIFE

Le suivi scientifique des impacts des inondations écologiques se poursuivra pendant une année après la fin du projet, soit jusqu'à mi-2016, dans le cadre d'une thèse de doctorat. Un des objectifs de ce travail est d'en retirer un retour d'expérience utile pour d'autres sites restaurés.

Il est également prévu que les chercheurs élaborent un programme de suivi allégé, qui pourra être réalisé dans les prochaines années par l'équipe qui effectue les suivis courants au niveau de la faune et de la flore de la réserve naturelle. Afin de garantir sa pérennité, le suivi « après-LIFE » sera intégré dans le prochain plan de gestion de la réserve naturelle.

Les acteurs et les mesures de protection du site

LE PROJET LIFE+ ÎLE DU ROHRSCHOLLEN

Nom complet : Restauration de la dynamique des habitats alluviaux rhénans sur l'île du Rohrschollen
Acronyme : LIFE08 NAT/F/000471 Île du Rohrschollen
Bénéficiaire : Ville de Strasbourg, service espaces verts et de nature, 1 Parc de l'Étoile, F – 67076 Strasbourg Cedex, Tel. +33 (0)3 68 98 51 02
Site internet : http://www.rn-rohrschollen.strasbourg.eu rubrique « projet LIFE+ »
Période : 01/01/2010-30/06/2015 / **Budget total :** 4,2 millions € / **Contribution de la CE :** 1,04 million €
Partenaires financiers : Agence de l'Eau Rhin-Meuse, Électricité de France, Département du Bas-Rhin, Région Alsace, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Alsace

QU'EST CE QUE LIFE ?

Le programme de financement de l'Union européenne LIFE (L'Instrument Financier pour l'Environnement) a pour objectif de **contribuer à la mise en œuvre, l'actualisation et le développement des politiques et législations environnementales** en cofinançant des projets pilotes possédant une valeur ajoutée européenne. Depuis son démarrage en 1992, 4 171 projets ont ainsi été cofinancés.
Le projet Île du Rohrschollen s'inscrit dans la quatrième phase du programme, appelée LIFE+, couvrant la période 2007-2013 avec un budget de 2,143 milliards d'euros. LIFE+ comporte trois volets : LIFE+ Nature et biodiversité, LIFE+ Politique et gouvernance en matière d'environnement et LIFE+ Information et communication.

LIFE+ Nature cofinance plus particulièrement des projets concrets de préservation d'espèces ou de milieux naturels d'intérêt européen.
Site internet : http://ec.europa.eu/environment/life/

NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Natura 2000 concilie préservation de la nature et préoccupations socio-économiques.
Les sites Natura 2000 recouvrent le territoire de l'Union européenne à hauteur de 18,40 %.
Directive « Habitat-Faune-Flore » : 233 types d'habitats naturels, 1563 espèces animales, 966 espèces végétales.
Directive « Oiseaux » : 617 espèces d'oiseaux
Source baromètre N 2000/CE – décembre 2014
En France, le réseau Natura 2000 comprend 1758 sites.
L'île du Rohrschollen fait partie, au titre de la directive « Oiseaux », de la Zone de protection spéciale « vallée du Rhin de Strasbourg à Marckolsheim » et au titre de la directive « Habitats » du Site d'Importance Communautaire « secteur alluvial Rhin-Ried-Bruch, Bas-Rhin ».
Site internet du Ministère du développement durable :
http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Natura-2000,2414-.html
Site internet de la Commission européenne :
http://ec.europa.eu/environment/nature/natura2000/index_en.htm

RAMSAR

Le secteur de l'île du Rohrschollen a fait l'objet d'une reconnaissance au niveau international en étant défini comme zone humide de la convention Ramsar « Rhin supérieur/Oberrhein » en 2008.
Le site du Rhin supérieur constitue :

- l'une des zones fluviales les plus vastes d'Europe, hébergeant une mosaïque d'habitats naturels, en particulier les sources phréatiques, les pelouses maigres et les forêts alluviales à chênes, ormes et frênes bien préservées ;
- un lieu de reproduction pour les poissons grands migrateurs (saumon Atlantique, Truite de Mer, Grande Alose, Lamproie marine ;
- un lieu d'hivernage pour les oiseaux d'eau (60 000 oiseaux en janvier) ;

Il est caractérisé par :

- une richesse élevée en espèces (9 000 plantes, 260 oiseaux, 55 libellules, 17 amphibiens, 4 reptiles, 47 mammifères…) ;
- une nappe d'eau souterraine très importante offrant une ressource en eau inestimable.

Site internet de la convention Ramsar : http://www.ramsar.org/

RÉSERVE NATURELLE NATIONALE

Une réserve naturelle nationale est un outil de protection à long terme d'espaces, d'espèces et d'objets géologiques rares ou caractéristiques, ainsi que de milieux naturels fonctionnels et représentatifs de la diversité biologique en France. Les sites sont gérés par un organisme local en concertation avec les acteurs du territoire. Ils sont soustraits à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader mais peuvent faire l'objet de mesures de réhabilitation écologique ou de gestion en fonction des objectifs de conservation.
La première réserve naturelle nationale a été classée en 1961 en région Rhône-Alpes (RN du lac Luitel). En mai 2015, le réseau des réserves naturelles compte 166 réserves naturelles nationales sur une superficie totale de 2 750 698 hectares réparties sur l'ensemble du territoire français métropolitain (150 000 hectares) et en outre-mer (2 600 000 hectares).
Site internet : http://www.reserves-naturelles.org

La **Réserve Naturelle de l'île du Rohrschollen** a été créée en 1997. La Ville de Strasbourg en est le gestionnaire. Les décisions concernant la réserve naturelle sont prises par l'État représenté par le Préfet après avis d'un comité consultatif représentant l'ensemble des partenaires : collectivités territoriales, propriétaires, administrations, établissements publics, scientifiques et associations de protection de la nature.
Le code de l'environnement définit que les gestionnaires de réserves naturelles doivent élaborer et mettre en œuvre un document de référence, appelé plan de gestion, élaboré pour une durée de cinq ans. Le premier plan de gestion pour l'île du Rohrschollen a porté sur la période 2004-2008. Le deuxième plan de gestion, qui concerne la période 2012-2016, est en cours d'application.
Site internet : www.rn-rohrschollen.strasbourg.eu



Crédits photo : Airdiasol, G.Baumgart, P.Büchert, D.Cotcolo, D.Eschbach, J-B.Feldmann, C.Helio, C.Le Quang, F.Lonchampt, F.Penel, G.Piasny, A.Pringarbe, G.Schoch, Skeye Drone, F.Storck (ONEMA) / Illustration : O.Victori

30

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Gestion des forêts de la ville de Strasbourg et de l'Oeuvre Notre Dame.

La Ville de Strasbourg possède trois massifs forestiers périurbains (Robertsau : 493ha, Neuhof : 757ha, Rohrschollen : 103ha) et trois massifs hors Eurométropole de Strasbourg (Herrenwald : 184ha, Hohwald : 880ha, Oedenwald : 1002ha). Par ailleurs, elle gère également pour le compte de l'Œuvre Notre Dame (OND), le massif forestier de l'Elmerforst (362ha). L'ensemble de ces massifs est soumis au régime forestier.

Pour les massifs forestiers de Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden et du Rohrschollen, classés en Réserve Naturelle Nationale, seuls les travaux forestiers liés à la sécurité (chemins, aménagements, servitudes…) seront engagés en 2016. Concernant le massif de la Robertsau, il est prévu de terminer les travaux de restauration validés par délibération du 20 février 2012.

Sur les massifs hors Eurométropole, la Ville de Strasbourg a engagé une exploitation durable de ces forêts. Cette exploitation est encadrée par un plan d'aménagement adopté pour chaque massif par le Conseil municipal. Ce document définit pour chaque forêt un programme d'action pour 20 ans.

L'Office National des forêts (ONF) dont les missions sont définies dans le code forestier vient en appui des services de la Ville. Il assure en particulier la mise œuvre du régime forestier, qui satisfait de manière spécifique à des besoins d'intérêt général.

1- PROGRAMME DE MARTELAGE

L'article 12 de la « charte de la forêt communale » cosignée par l'ONF et les représentants des communes forestières prévoit que les propositions d'état d'assiette (programme de martelage) soient approuvées par le Conseil municipal.

L'ONF établit annuellement en application du plan d'aménagement pour toutes les forêts relevant du régime forestier, un « état d'assiette », qui permet d'arrêter les parcelles qui devront être martelées au cours de la prochaine campagne de martelage.

Ces propositions d'état d'assiette (liste des parcelles à marteler, annexe 1), feront l'objet d'un programme de travaux, de coupes et de renaturation à réaliser par la Ville de Strasbourg en 2017.

2- RENATURATION, EXPLOITATION ET VENTES DES BOIS DANS LES FORÊTS POUR L'EXERCICE 2016 (ANNEXE 2**)**

L'ONF, en application des plans d'aménagements, propose un état prévisionnel des coupes (programme d'exploitation des bois). Ceux-ci doivent être soumis à la validation du Conseil municipal.

Vous trouverez pour chaque massif (annexe 2) le détail des parcelles qui sont proposées à l'exploitation pour 2016, avec la prévision des volumes qui en sont extraits.

Les parcelles mises en exploitation correspondent à :

- celles inscrites au programme 2016 des coupes figurant dans les plans d'aménagement respectifs,
- celles présentant des caractères d'urgence et d'insécurité vis-à-vis du public,
- celles ayant subi de fortes attaques d'insectes ravageurs compromettant l'état sanitaire des forêts.

En application du code forestier, les produits des coupes doivent être vendus par voie d'adjudication publique ou par contrat d'approvisionnement à l'exception :

- des menus produits (arrêté du Maire du 1er janvier 2010),
- des bois cédés à la Ville et à l'Eurométropole pour les besoins de ses services,
- des bois non commercialisables dans des conditions normales.

Les bénéfices issus des ventes de bois sont évalués à 289 510€ HT pour la Ville et à 61 262€ HT pour l'OND.

	Dépenses HT d'exploitation globale prévisionnelles à l'hectare	**Recettes HT d'exploitation globale prévisionnelles à l'hectare**	**Bilans HT nets d'exploitation prévisionnels à l'hectare (et total)**
Forêt du HOHWALD 884 ha	255.49€	397.52€	+ 142.20€ (soit environ 125 557 €)
Forêt de l'OEDENWALD 1001 ha	120.80€	276.02€	+ 155.22€ (soit environ 155 376 €)
Forêt du HERRENWALD 188 ha	13.20€	27.39€	+ 22.06€ (soit environ 4 148 €)
Forêt de la ROBERTSAU 493 ha	90.14€	99.12€	+ 8.98€ (soit environ 4 429 €)

SOUS-TOTAL VILLE (2566 hectares)	**153.50€**	**267.03€**	**+ 112.82€ (soit environ 289 510 €)**
Forêt de l'OEUVRE NOTRE DAME 363 ha	105.69€	274.45€	+ 168.76€ (soit environ 61 262 €)
BILAN GENERAL Prévisions toutes surfaces 2 929 hectares	**134.81€**	**265.95€**	**+119.76€ (soit environ 350 772 €)**

Conformément au Code forestier, des modifications du programme d'exploitation pourront cependant survenir à la demande du service (annulation, ajournement ou anticipation), compte-tenu de l'état des peuplements ou du marché du bois.

3- TRAVAUX PATRIMONIAUX DANS LES FORÊTS (ANNEXES 3 ET 4)

Les travaux patrimoniaux englobent l'ensemble des travaux nécessaires à l'entretien des infrastructures existantes en forêt (routes, aménagements touristiques…), à la conduite des peuplements (travaux sylvicoles, plantations…) ou encore à leur protection (pose de clôtures, répulsifs…).

Pour ces travaux patrimoniaux forestiers, l'ONF en concertation avec la commune propriétaire, propose un programme annuel. Ceux-ci seront engagés en fonction des budgets disponibles et des recettes prévisionnelles (afin de dégager un résultat positif).

L'encadrement de ces derniers sera fait soit en régie, soit par l'ONF par voie contractuelle tel que défini à l'article L 154-1 du code forestier. L'ONF peut également, toujours par voie contractuelle, assurer pour le compte de la Ville une assistance technique à donneur d'ordre.

L'ONF n'ayant pas été en capacité d'établir la liste des travaux patrimoniaux pour 2015, vous trouverez en annexe les propositions cumulées pour 2015 (annexe 3) et 2016 (annexe 4).

4- DÉPENSES ET RECETTES PREVISIONNELLES POUR L'ANNÉE 2016

Les recettes correspondent principalement aux ventes de bois, aux locations de chasse et pêche, aux concessions et aux éventuelles subventions pour la création d'infrastructures ou la reconstruction des peuplements.

Les recettes prévisionnelles globales pour 2016 sont estimées à 783 109€ HT pour la ville de Strasbourg et 108 030€ HT pour l'OND réparties ainsi :

- les recettes issues des ventes de bois sont estimées à 679 410€ HT pour la ville de Strasbourg et à 99 630€ HT pour l'OND,

- les produits de la chasse et de la pêche sont estimés à 56 985€ HT pour la Ville de Strasbourg et 8 400€ HT pour l'OND (annexe 5),
- les recettes issues des concessions en forêts sont estimées à 46 574€ HT pour la ville de Strasbourg (annexe 6).

Les dépenses correspondent aux travaux d'exploitation et d'entretien planifiés en 2016 et en particulier :
- les salaires et charges patronales pour le personnel (bûcherons employés sous convention collective par la ville de Strasbourg),
- les frais liés aux travaux de reconstitution de la forêt (fournitures, clôtures, tuteurs, répulsifs…),
- les frais liés aux travaux d'entretien et d'ouverture de sentiers de randonnée,
- le paiement des prestations réalisées par entreprises privées (exploitation et débardages, travaux sylvicoles, l'entretien des chemins forestiers, le transport de bois),
- les frais de garderie des forêts soumises au régime forestier. Ces contributions sont fixées à 12 % du montant hors taxe des produits de ces forêts et à 10 % pour les communes classées en zone de montagne, auxquels il faut ajouter une contribution annuelle au bénéfice de l'ONF de 2€ par hectare de terrain relevant du régime forestier,
- les impôts et taxes : la contribution volontaire obligatoire (CVO) pour soutenir la filière bois et la taxe liée à la certification forestière de nos forêts (PEFC),
- les frais de l'ONF pour assurer les missions contractuelles de gestion du personnel sous convention collective (5% de la masse salariale), de conseil et d'assistance à la gestion de la main d'œuvre ainsi que la maitrise d'œuvre de certains travaux de sylviculture, d'exploitation et d'équipement.

Les dépenses prévisionnelles globales sont estimées à 705 410€ HT pour la Ville de Strasbourg et 85 810€ HT pour l'OND.

VALIDATION PLAN D'AMÉNAGEMENT DE LA FORÊT DE L'ELMERFORST (OND)

En vertu de la réglementation du Code forestier, les forêts appartenant à l'Etat et aux collectivités publiques, soumises au régime forestier doivent disposer d'un plan d'aménagement dans lequel figure les techniques de culture à mettre en œuvre ainsi que les travaux annuels d'exploitation et d'entretien des peuplements.

L'aménagement forestier est le maillon essentiel de planification de la gestion d'une forêt. Préparé minutieusement sur le terrain, il ne peut être mis en œuvre qu'après avoir été validé par le propriétaire (approbation par le Conseil municipal) et l'ONF, puis approuvé par arrêté préfectoral pour les forêts des collectivités.

Ce plan d'aménagement de la forêt de l'Elmerforst est proposé à la Ville de Strasbourg par l'ONF dans le cadre du régime forestier, en cohérence avec les orientations locales d'aménagement des forêts d'Alsace pour la période de 2014 à 2033.

1-Présentation

La forêt de l'Elmerforst est la propriété de l'Œuvre Notre Dame. Elle est située essentiellement sur le ban communal de Balbronn (324,05 ha) et sur les bans communaux de Still (25,93 ha) et de Westhoffen (8,38 ha) pour une surface totale de 358,36 ha.
La surface en sylviculture de 343,64 ha est divisée en 32 parcelles forestières. Elle est remarquable par une forte présence de chêne de qualité.

2-Élaboration du plan d'aménagement

L'aménagement forestier proposé par l'ONF est dans la continuité de la gestion forestière passée et tient également compte des évolutions récentes de la sylviculture dont les objectifs principaux sont les suivants :

- maintien d'un objectif de production de bois de chêne sessile de qualité ainsi que de hêtre. Les volumes récoltés annuellement devraient se situer vers 2 000 m3.
- évolution de la gestion de la forêt qui sera progressivement traitée en « irrégulier » sur 41 ha , donnant une futaie jardinée avec un mélange d'âges et d'essences résistant mieux aux aléas climatiques et préservant la diversité.
- efforts en faveur de la régénération du chêne.
- maintien de la biodiversité avec une grande part faite aux essences feuillues et par la présence de zones de sénescence et d'arbres morts (gîtes pour chiroptères).
- équilibre sylvo-cynégétique par une régulation adaptée des cervidés et des sangliers avec responsabilisation des locataires de chasse (agrainage interdit).
- conservation des équipements touristiques et d'accueil du public existants.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la Commission Plénière
Après en avoir délibéré
Déclare

avoir pris connaissance du projet d'aménagement de la forêt propriété de l'Œuvre Notre Dame (document détaillé consultable sur simple demande auprès du service des espaces verts et de nature), massif boisé de l'Elmerforst sur le ban communal de Balbronn pour la période 2014- 2033,

décide

d'émettre un avis favorable sur l'aménagement proposé pour la période 2014-2033,

approuve

Pour l'exercice forestier 2016

- le programme de martelage (annexe 1) pour les forêts, propriété de la ville de Strasbourg et de l'œuvre de notre dame (état d'assiette 2017) :

- l'exploitation et la vente en adjudication publique, par appel d'offres (prévente), ou par contrat d'approvisionnement :

- *d'un volume de bois (m³) :*

	Hohwald	*Oedenwald*	*Herrenwald*	*Robretsau*	*OND*
Bois d'œuvre	*4410*	*3111*	*0*	*416*	*707*
Bois de chauffage	*130*	*310*	*0*	*0*	*327*
Bois d'industrie	*1448*	*1785*	*245*	*485*	*330*

- *des produits valorisables issus des renaturations rhénanes ou coupes de sécurité.*

- la mise en œuvre de tous les travaux de sylviculture d'exploitation et d'infrastructure réalisés (hors entretien des maisons forestières) :

- *soit en régie,*
- *soit par des entreprises privées.*

- la vente de gré à gré
- *pour les menus produits forestiers dont les valeurs marchandes minima sont définies par un arrêté municipal. En ce qui concerne l'Œuvre Notre-Dame, les tarifs appliqués seront les mêmes que ceux définis pour la Ville de Strasbourg,*
- *pour les bois nécessaires aux services de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg dans la stricte limite des disponibilités (tant en qualité qu'en quantité),*
- *pour des bois non commercialisables dans des conditions normales.*

- l'attribution d'avantages en nature (20 stères de bois) aux agents en charge de la gestion forestière : salariés de droit privé relevant de la convention collective régionale pour les exploitations forestières d'Alsace, aux agents de l'ONF au prorata des surfaces gérées avec un maximum de 10 stères. Les agents intégrés sous statut public anciennement sous convention collective ainsi que les concierges occupant des maisons forestières se verront attribuer un maximum de 30 stères.

- la renonciation à la demande de paiement des sommes symboliques demandées aux ayant droits dans le cadre de ces attributions lorsque son montant est inférieur à 1 (un) euro.

autorise

le Maire ou son représentant :

- à signer tout document et acte relatif au projet d'aménagement de la forêt de l'Elmerforst et à sa mise en œuvre,

- à signer les états d'assiette de chaque massif et tout document et acte relatif à ce projet,

- à engager les travaux approuvés ci-dessus dans la limite des crédits inscrits au B.P. 2016,

- à solliciter l'attribution de subventions du montant maximal possible au titre du programme 2016 pour :

- *les travaux de reconstitution ou restauration de la forêt pour l'ensemble de la Ville et de l'Œuvre Notre-Dame,*
- *les travaux sylvicoles et les travaux de réfection des pistes ou des routes forestières,*

- à charger le service des espaces verts et de nature :

- *de la mise en œuvre des travaux et des appels à la concurrence y afférents, dans les strictes limites des crédits votés et dans le cadre des dispositions légales,*
- *d'entreprendre les démarches nécessaires à l'obtention des subventions et de transmettre les dossiers de demande d'aide à la Direction Départementale des Territoires (DDT), à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), au Conseil départemental et au Conseil régional.*

- à charger l'ONF de solliciter et d'instruire les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux de renaturation par anticipation aux plans d'aménagement ou lorsque ces derniers n'ont pas été prévus.

- à signer tous documents et actes relatifs à ces projets.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

ANNEXE 1 :

Liste des parcelles à marteler

AGENCE
NORD ALSACE

PROPOSITION DE COUPES
A MARTELER

EXERCICE 2017

Forêts et séries	Numéros des parcelles	Surface	Nature technique de la coupe	Volumes prévus m3	Coupes reportées des années antérieures	Coupes à reporter aux années ultérieures	Modes de vente prévus
STG ROBERTSAU	15	3,65	Renaturation	90	-	-	VPF (**)
STG ROBERTSAU	21	8,73	Renaturation	330	-	-	VPF (**)
STG ROBERTSAU	23	5,63	Renaturation	200	-	-	VPF (**)
STG ROBERTSAU	35 pie	6,31	Renaturation	210	-	-	VPF (**)
STG RHIN	Toutes	-----	Chablis et bois secs(*)	50	-	-	VPF (**)
			Total	**880**			

(*) provenant de l'extraction des bois secs et déperissants le long des cheminements ouverts au public

(**) Vente Produits Façonnés

A Hatten, le 14/09/2015

Le Responsable de l'unité territoriale

Pierre Schneider

EXTRAIT D'ETAT D'ASSIETTE

Agence de Schirmeck OEDENWALD **Exercice : 2016**

Unité territoriale	Triage	Forêt	Série	Code Etat d'Assiette	Nature technique de la coupe	Numéros des unités de gestion	Surface à parcourir (xx,xx ha)	Mode de dévolution prévu (BF ou BP)	Exercice initialement programmé (si différent 2015)	Coupes à reporter sur un exercice ultérieur	Observations
Haslach	Bischofslaeger	STRASBOURG-OEDENWALD	U	CR	AMEL	9	12.59	BP			
Haslach	Bischofslaeger	STRASBOURG-OEDENWALD	U	CR	AMEL	13	9.7	BF			
Haslach	Bischofslaeger	STRASBOURG-OEDENWALD	U	CR	IRR	14	10.15	BF			
Haslach	Bischofslaeger	STRASBOURG-OEDENWALD	U	CR	IRR	18	19.28	BF			
Haslach	Bischofslaeger	STRASBOURG-OEDENWALD	U	CR	AMEL	23	14.66	BP			
Haslach	Bischofslaeger	STRASBOURG-OEDENWALD	U	CR	IRR	24b	10.5	BP			
Haslach	Bischofslaeger	STRASBOURG-OEDENWALD	U	CR	IRR	26	11.37	BF			
Haslach	Bischofslaeger	STRASBOURG-OEDENWALD	U	CR	IRR	36a&b	12.4	BF			
Haslach	Bischofslaeger	STRASBOURG-OEDENWALD	U	CR	IRR	62	19.31	BF			
Haslach	Bischofslaeger	STRASBOURG-OEDENWALD	U	CR	IRR	63a&b	10.92	BF			
Haslach	Bischofslaeger	STRASBOURG-OEDENWALD	U	CR	IRR	66	9.73	BF			

Code Etat d'Assiette :

CR : coupe réglée
ASATT : suppression coupe (amélioration)
ASRJI : suppression coupe (régénération)
AQRJI : changement de quotité (régénération)
AQATT : changement quotité (amélioration)
ECTR : coupe par tacite reconduction
AARJI : anticipation > 5 ans (régénération)
ANRJI : régénération non prévue
AJATT : ajournement > 5 ans (amélioration)
ANATT : amélioration non prévue
AENP : Emprise non prévue
ESRJI : tacite reconduction - suppression (régénération)
ESATT : tacite reconduction - suppression (amélioration)

Autres codes :

Produits accidentels : PA
Coupes d'amélioration : AMEL
Coupes de régénération : RGN
Coupes de futaie irrégulière : IRR
Coupe de préparation : APR
Bois vendus sur pied : BP
Bois vendus façonnés : BF
Coupe de taillis : TS
Coupe d'emprise : EM

APPROUVE PAR LA DIRECTRICE D'AGENCE

A Schirmeck, le 10/06/2014

Béatrice LONGECHAL

EXTRAIT D'ETAT D'ASSIETTE

OND

Agence de Schirmeck **Exercice : 2016**

Unité territoriale	Triage	Forêt	Série	Code Etat d'Assiette	Nature technique de la coupe	Numéros des unités de gestion	Surface à parcourir (xx,xx ha)	Mode de dévolution prévu (BF ou BP)	Exercice initialement programmé (si différent 2015)	Coupes à reporter sur un exercice ultérieur	Observations
Haslach	Still	ŒUVRE NOTRE DAME	U	CR	AMEL	12a	6.39	BF			
Haslach	Still	ŒUVRE NOTRE DAME	U	CR	AMEL	24a	10.89	BF			
Haslach	Still	ŒUVRE NOTRE DAME	U	CR	IRR	25i	8.59	BF			
Haslach	Still	ŒUVRE NOTRE DAME	U	CR	AMEL	30a	14.63	BF			

Code Etat d'Assiette :

CR : coupe réglée
ASATT : suppression coupe (amélioration)
ASRJI : suppression coupe (régénération)
AQRJI : changement de quotité (régénération)
AQATT : changement quotité (amélioration)
ECTR : coupe par tacite reconduction
AARJI : anticipation > 5 ans (régénération)
ANRJI : régénération non prévue
AJATT : ajournement > 5 ans (amélioration)
ANATT : amélioration non prévue
AENP : Emprise non prévue
ESRJI : tacite reconduction - suppression (régénération)
ESATT : tacite reconduction - suppression (amélioration)

Autres codes :

Produits accidentels : PA
Coupes d'amélioration : AMEL
Coupes de régénération : RGN
Coupes de futaie irrégulière : IRR
Coupe de préparation : APR
Bois vendus sur pied : BP
Bois vendus façonnés : BF
Coupe de taillis : TS
Coupe d'emprise : EM

APPROUVE PAR LA DIRECTRICE D'AGENCE

A Schirmeck, le 10/06/2014

Béatrice LONGECHAL

EXTRAIT D'ETAT D'ASSIETTE

Agence de Schirmeck HOHWALD **Exercice : 2016**

Unité territoriale	Triage	Forêt	Série	Code Etat d'Assiette	Nature technique de la coupe	Numéros des unités de gestion	Surface à parcourir (xx,xx ha)	Mode de dévolution prévu (BF ou BP)	Exercice initialement programmé (si différent 2015)	Coupes à reporter sur un exercice ultérieur	Observations
Val de Villé	Hohwald	STRASBOURG-HOHWALD	U	CR	RGN	1r	6.05	BF			
Val de Villé	Hohwald	STRASBOURG-HOHWALD	U	CR	IRR	7i	19.85	BF			
Val de Villé	Hohwald	STRASBOURG-HOHWALD	U	CR	RGN	19r	5.28	BF			
Val de Villé	Hohwald	STRASBOURG-HOHWALD	U	CR	IRR	31i	21.7	BF			
Val de Villé	Hohwald	STRASBOURG-HOHWALD	U	CR	RGN	35r	7.24	BF			
Val de Villé	Hohwald	STRASBOURG-HOHWALD	U	CR	RGN	39r	23.7	BF			
Val de Villé	Hohwald	STRASBOURG-HOHWALD	U	CR	AMEL	25a	18.64	BF			

Code Etat d'Assiette :

CR : coupe réglée
ASATT : suppression coupe (amélioration)
ASRJI : suppression coupe (régénération)
AQRJI : changement de quotité (régénération)
AQATT : changement quotité (amélioration)
ECTR : coupe par tacite reconduction
AARJI : anticipation > 5 ans (régénération)
ANRJI : régénération non prévue
AJATT : ajournement > 5 ans (amélioration)
ANATT : amélioration non prévue
AENP : Emprise non prévue
ESRJI : tacite reconduction - suppression (régénération)
ESATT : tacite reconduction - suppression (amélioration)

Autres codes :

Produits accidentels : PA
Coupes d'amélioration : AMEL
Coupes de régénération : RGN
Coupes de futaie irrégulière : IRR
Coupe de préparation : APR
Bois vendus sur pied : BP
Bois vendus façonnés : BF
Coupe de taillis : TS
Coupe d'emprise : EM

APPROUVE PAR LA DIRECTRICE D'AGENCE

A Schirmeck, le 10/06/2014

Béatrice LONGECHAL

AGENCE
NORD ALSACE

PROPOSITION DE COUPES
A MARTELER

EXERCICE 2017

Forêts et séries	Numéros des parcelles	Surface	Nature technique de la coupe	Volumes prévus m3	Coupes reportées des années antérieures	Coupes à reporter aux années ultérieures	Modes de vente prévus
HERRENWALD	12 b-c	1,00	IRR	10	0	0	VPF (**)
HERRENWALD	13 b - c	3,64	IRR	40	0	0	VPF (**)
HERRENWALD	Toutes	-----	Chablis et bois secs (*)	30	0	0	VPF (**)
			Total	**80**			
	(*) provenant de l'extraction des bois secs et déperissants						
	(**) Vente Produits Façonnés						
A Hatten, le 14/09/2015							
Le Responsable de l'unité territoriale							
Pierre Schneider							

ANNEXE 2 :

Programme des travaux d'exploitation 2016

Agence de SCHIRMECK
Unité Territoriale : HASLACH
Triage(s) de STILL

Votre interlocuteur : S. SCHEPPLER
Tel : 03 88 50 98 31

PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION - ETAT DE PREVISION DES COUPES

FORET COMMUNALE - ŒUVRE NOTRE DAME - Année 2016

COUPES A FACONNER (PREVISIONS)

PARCELLES	BOIS D'OEUVRE		BOIS D'INDUSTRIE BOIS DE FEU				VOLUME NON FACONNE		VOLUME TOTAL	RECETTE BRUTE HT (€)	DEPENSES D'EXPLOITATION PREVUES (hors honoraires) en € HT			RECETTE NETTE PREVISIONNELLE hors honoraires HT (€)
											Abattage et façonnage		Débardage	
	Feuillus	Résineux	Bois d'industrie Feuillus	Bois d'industrie Résineux	Chauffage						En régie	A l'entreprise		
	m3	m3	m3	m3	m3	(stères)	m3	(stères)	m3	(A)	(B)	(C)	(E)	A-(B+C+E)
12.a	59		44		44	63	44	63	190	11 650	2 350		1 180	8 120
24.a	158		87		87	124	101	145	433	21 710	5 320		2 660	13 730
25.i	129		55		56	80	108	155	349	16 530	3 850		1 930	10 750
30.a	236	24	140	6	140	200	216	309	761	42 990	8 720		4 360	29 910
Totalités	50	50							100	6 750	1 600		900	4 250
Sous-Total	633	74	325	5	327	467	470	672	1833	99 630	21 840		11 030	66 760

COUPES EN VENTE SUR PIED (PREVISIONS)

PARCELLES	BOIS D'ŒUVRE		BOIS D'INDUSTRIE BOIS DE FEU (y compris rémanents)		VOLUME TOTAL	RECETTE NETTE PREVISIONNELLE HT
	Feuillus m3	Résineux m3	Feuillus m3	Résineux m3	m3	
Total						

VENTILATION DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES BOIS FACONNES (€)

Dépenses HT d'abattage et de façonnage en régie communale :		Dépenses HT de débardage et de câblage	11 030
Salaires + charges ouvriers :	15 273		
Charges patronales (43 %) :	6 567	Honoraires	4 406
Total :	21 840		
Dépenses HT d'abattage et de façonnage à l'entreprise :		Assistance à la gestion de la main d'oeuvre HT	1 092
Total dépenses HT d'abattage et de façonnage :	21 840	Autres dépenses HT (€)	
Frais totaux d'exploitation (HT)	38 368	BILAN NET PREVISIONNEL HT (€)	61 262
TVA sur les frais d'exploitation :	2 203		

Observations :

J'ai l'honneur de vous transmettre l'état de prévision des coupes de votre forêt, proposé par S. SCHEPPLER

Le Conseil Municipal accepte la répartition des coupes entre bois façonnés et bois sur pied.
En application du paragraphe 2.2.1 du règlement des ventes de gré à gré de l'ONF, il donne son accord pour la vente de gré à gré dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement des produits proposés en annexe. En application de l'article L.144.1.1 d code forestier, il donne également son accord pour que ces bois soient vendus dans le cadre d'une vente groupée. Conformément à cet article, l'ONF reversera à la commune la part des produits nets encaissés qui lui revient, à proportion de la quotité mise en vente, déduction faite des frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 1% des sommes recouvrées. Le Conseil Municipal donne mandat au Maire pour donner son accord sur le projet final de contrat qui sera présenté par l'ONF. La commune s'engage à assurer la bonne exécution du contrat dès lors que cet accord aura été donné.

A SCHIRMECK le 10/07/2015

Le Responsable de l' Unité Territoriale

Emmanuel HANDWERK

p/o

A le

Le Maire,

Agence de SCHIRMECK
Unité Territoriale : HASLACH
Triage(s) de STILL

Votre interlocuteur :	S. SCHEPPLER
Tel :	03 88 50 98 31

PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION
ETAT DE PREVISION DES COUPES

REPARTITION BOIS FACONNES EN CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT OU VENTES PUBLIQUES

PRODUITS	PARCELLES CONCERNEES	VOLUMES PROPOSES DANS LE CADRE DES CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT (m3)	OBSERVATIONS
Bois d'œuvre Sapin Pectiné/Epicéa	11, 15, 21, 25.a	697	
Bois d'œuvre Pin Sylvestre		0	
Bois d'oeuvre DOUGLAS	11	4	
Bois d'oeuvre HETRE	11, 15	318	
Bois d'industrie feuillus	11, 15, 21, 25.a, 25.b, 26, 38	672	
Bois d'industrie Résineux	11, 15, 21, 25.a	87	
Bois énergie	21	50	

La commune donne délégation à l'ONF pour accepter les conditions financières des contrats dans lesquels ses bois seront placés, dans le respect des mandats de négociation donnés par le comité national des ventes de bois communales.

L'ensemble des volumes vendus en contrat le sont dans le cadre du dispositif de ventes groupées, prévoyant le reversement des sommes perçues par l'ONF après déduction des frais, fixés à 1 % des sommes recouvrées .

Date
signature

Agence de NORD-ALSACE
Unité Territoriale : HATTEN - STRASBOURG
Triages de ILLKIRCH et de STRASBOURG

Votre interlocuteur : P. SCHNEIDER
Tel : 03 88 80 00 02

PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION - ETAT DE PREVISION DES COUPES

FORET COMMUNALE - ROBERTSAU - Année 2016

COUPES A FACONNER (PREVISIONS)

PARCELLES	BOIS D'OEUVRE		BOIS D'INDUSTRIE BOIS DE FEU				VOLUME NON FACONNE ABANDONNE SUR COUPE		VOLUME TOTAL	RECETTE BRUTE HT (€)	DEPENSES D'EXPLOITATION PREVUES (hors honoraires) en € HT			RECETTE NETTE PREVISIONNELLE hors honoraires HT (€)
	Feuillus	Résineux	Bois d'industrie Feuillus	Bois d'industrie Résineux	Chauffage						Abattage et façonnage	Transport sur dépôt	Débardage	
											En régie	A l'entreprise		
	m3	m3	m3	m3	m3	(stères)	m3	(stères)	m3	(A)	(B)	(C)	(E)	A-(B+C+E)
6 p	8		105				28	40	141	6 100	2 660	680	1 860	900
19	23		45				18	26	86	3 680	1 600	410	1 120	550
22	53		77	5			35	50	170	7 290	3 170	810	2 230	1 080
28	53		81				90	129	224	7 240	3 150	800	2 110	1 180
31 p	15		28				28	40	71	2 330	1 010	260	710	350
32 p	151		90				63	90	304	13 010	5 660	1 450	3 980	1 920
35 p	13		34				11	16	58	2 540	1 100	280	770	390
Chablis Robertsau	40		10						50	2 700	1 170	300	820	410
Chablis Neuhof	60		10						70	3 780	1 640	420	1 160	560
Sous-Total	416		480	5			273	391	1174	48 870	21 160	5 410	14 760	7 340

COUPES EN VENTE SUR PIED (PREVISIONS)

PARCELLES	BOIS D'ŒUVRE		BOIS D'INDUSTRIE BOIS DE FEU (y compris rémanents)		VOLUME TOTAL	RECETTE NETTE PREVISIONNELLE HT
	Feuillus m3	Résineux m3	Feuillus m3	Résineux m3	m3	
Total						

VENTILATION DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES BOIS FACONNES (€)

Dépenses HT d'abattage et de façonnage en régie communale :		Dépenses HT de débardage et de câblage	14 760
réalisé par le personnel de la Ville (coût estimé : 23,50 €/m3)	21 160	réalisé par la Ville (coût estimé : 16,50 €/m3)	
		Honoraires	2 911
Dépenses HT de transport à l'entreprise des bois sur le parc à grumes : (coût estimé : 6,00 €/m3)	5 410	Assistance à la gestion de la main d'oeuvre HT	
		Autres dépenses HT (€)	
Frais totaux d'exploitation (HT)	44 241	BILAN NET PREVISIONNEL HT (€)	4 429
TVA sur les frais d'exploitation :			

Observations : Toutes les coupes sont reportées des exercices antérieurs. Honoraires calculés selon tarification des prestations d'ingénierie ONF : bois d'œuvre feuillus = 3,50 €/m3; bois d'industries et bois de feu = 3,00 €/m3

J'ai l'honneur de vous transmettre l'état de prévision des coupes de votre forêt, proposé par J-C Isenmann et V Himber

Le Conseil Municipal accepte la répartition des coupes entre bois façonnés et bois sur pied.
En application du paragraphe 2.2.1 du règlement des ventes de gré à gré de l'ONF, il donne son accord pour la vente de gré à gré dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement des produits proposés en annexe. En application de l'article L.144.1.1 d code forestier, il donne également son accord pour que ces bois soient vendus dans le cadre d'une vente groupée. Conformément à cet article, l'ONF reversera à la commune la part des produits nets encaissés qui lui revient, à proportion de la quotité mise en vente, déduction faite des frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 1% des sommes recouvrées. Le Conseil Municipal donne mandat au Maire pour donner son accord sur le projet final de contrat qui sera présenté par l'ONF. La commune s'engage à assurer la bonne exécution du contrat dès lors que cet accord aura été donné.

A HATTEN le 14/09/2015

Le Responsable de l' Unité Territoriale

Pierre SCHNEIDER

A le

Le Maire,

Agence de SCHIRMECK
Unité Territoriale : HASLACH
Triage(s) de BISCHOFLAEGER

Votre interlocuteur : E. HANDWERK
Tel : 03 88 50 97 26

PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION - ETAT DE PREVISION DES COUPES

FORET COMMUNALE - STRASBOURG-OEDENWALD - Année 2016

COUPES A FACONNER (PREVISIONS)

PARCELLES	BOIS D'OEUVRE		BOIS D'INDUSTRIE BOIS DE FEU				VOLUME NON FACONNE		VOLUME TOTAL	RECETTE BRUTE HT (€)	DEPENSES D'EXPLOITATION PREVUES (hors honoraires) en € HT			RECETTE NETTE PREVISIONNELLE hors honoraires HT (€)
	Feuillus	Résineux	Bois d'industrie Feuillus	Bois d'industrie Résineux	Chauffage						Abattage et façonnage		Débardage	
											En régie	A l'entreprise		
	m3	m3	m3	m3	m3	(stères)	m3	(stères)	m3	(A)	(B)	(C)	(E)	A-(B+C+E)
13.u	164	6	105	2	105	151	122	174	505	19 200	7 670		2 690	8 840
14	104	209	82	39	82	117	104	149	620	29 710	10 320		3 620	15 770
18	19	380	6	70	6	8	108	154	589	32 360	9 620		3 370	19 370
26	100	393	36	49	36	51	107	153	720	40 000	11 030		4 290	24 680
36.a	17	431	4	95	4	5	16	23	566	35 850	11 000		3 850	20 700
62	59	352	77	54	77	110	48	69	667	36 710	11 760		4 330	20 620
63.a	1	259	0	55	0		1	1	317	20 060	6 010		2 220	11 830
66	5	154	6	28			4	6	197	12 220	3 670		1 350	7 200
Totalités	50	250							300	20 500	6 000		2 100	12 400
Sous-Total	519	2433	316	393	310	442	511	729	4481	246 310	77 080		27 820	141 410

COUPES EN VENTE SUR PIED (PREVISIONS)

PARCELLES	BOIS D'ŒUVRE		BOIS D'INDUSTRIE BOIS DE FEU (y compris rémanents)		VOLUME TOTAL	RECETTE NETTE PREVISIONNELLE HT
	Feuillus	Résineux	Feuillus	Résineux		
	m3	m3	m3	m3	m3	
23	26	193	419	59	697	13670
24.b	16	251	148	75	491	10800
9	31	21	337	37	427	5520
Total	74	465	905	171	1614	29990

VENTILATION DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES BOIS FACONNES (€)

Dépenses HT d'abattage et de façonnage en régie communale :		Dépenses HT de débardage et de câblage	27 820
Salaires + charges ouvriers :	53 902		
Charges patronales (43 %) :	23 178	Honoraires	12 170
Total :	77 080		
Dépenses HT d'abattage et de façonnage à l'entreprise :		Assistance à la gestion de la main d'oeuvre HT	3 854
Total dépenses HT d'abattage et de façonnage :	77 080	Autres dépenses HT (€)	
Frais totaux d'exploitation (HT)	120 924	BILAN NET PREVISIONNEL HT (€)	155 376
TVA sur les frais d'exploitation :	5 987		

Observations :

J'ai l'honneur de vous transmettre l'état de prévision des coupes de votre forêt, proposé par L.GUERTON

Le Conseil Municipal accepte la répartition des coupes entre bois façonnés et bois sur pied.
En application du paragraphe 2.2.1 du règlement des ventes de gré à gré de l'ONF, il donne son accord pour la vente de gré à gré dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement des produits proposés en annexe. En application de l'article L.144.1.1 d code forestier, il donne également son accord pour que ces bois soient vendus dans le cadre d'une vente groupée. Conformément à cet article, l'ONF reversera à la commune la part des produits nets encaissés qui lui revient, à proportion de la quotité mise en vente, déduction faite des frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 1% des sommes recouvrées. Le Conseil Municipal donne mandat au Maire pour donner son accord sur le projet final de contrat qui sera présenté par l'ONF. La commune s'engage à assurer la bonne exécution du contrat dès lors que cet accord aura été donné.

A SCHIRMECK le 10/07/2015

Le Responsable de l' Unité Territoriale

Emmanuel HANDWERK

A le

Le Maire,

Agence de SCHIRMECK
Unité Territoriale : HASLACH
Triage(s) de BISCHOFLAEGER

Votre interlocuteur :	E. HANDWERK
Tel :	03 88 50 97 26

PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION
ETAT DE PREVISION DES COUPES

REPARTITION BOIS FACONNES EN CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT OU VENTES PUBLIQUES

PRODUITS	PARCELLES CONCERNEES	VOLUMES PROPOSES DANS LE CADRE DES CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT (m3)	OBSERVATIONS
Bois d'œuvre Sapin Pectiné/Epicéa	11, 15, 21, 25.a	697	
Bois d'œuvre Pin Sylvestre		0	
Bois d'oeuvre DOUGLAS	11	4	
Bois d'oeuvre HETRE	11, 15	318	
Bois d'industrie feuillus	11, 15, 21, 25.a, 25.b, 26, 38	672	
Bois d'industrie Résineux	11, 15, 21, 25.a	87	
Bois énergie	21	50	

La commune donne délégation à l'ONF pour accepter les conditions financières des contrats dans lesquels ses bois seront placés, dans le respect des mandats de négociation donnés par le comité national des ventes de bois communales.

L'ensemble des volumes vendus en contrat le sont dans le cadre du dispositif de ventes groupées, prévoyant le reversement des sommes perçues par l'ONF après déduction des frais, fixés à 1 % des sommes recouvrées.

Date
signature

Agence de NORD-ALSACE
Unité Territoriale : HATTEN - STRASBOURG
Triage(s) de BRUMATH

Votre interlocuteur : L. ULRICH
Tel : 03 88 51 10 20

PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION - ETAT DE PREVISION DES COUPES

FORET COMMUNALE - HERRENWALD - Année 2016

COUPES A FACONNER (PREVISIONS)

PARCELLES	BOIS D'OEUVRE		BOIS D'INDUSTRIE BOIS DE FEU				VOLUME NON FACONNE		VOLUME TOTAL	RECETTE BRUTE HT (€)	DEPENSES D'EXPLOITATION PREVUES (hors honoraires) en € HT			RECETTE NETTE PREVISIONNELLE hors honoraires HT (€)
	Feuillus	Résineux	Bois d'industrie Feuillus	Bois d'industrie Résineux	Chauffage						Abattage et façonnage		Débardage	
											En régie	A l'entreprise		
	m3	m3	m3	m3	m3	(stères)	m3	(stères)	m3	(A)	(B)	(C)	(E)	A-(B+C+E)
11 AC			24				18	26	42	1 380	870		250	260
20			1				20	29	21	140	120		80	-60
Chablis			10	20					30	1 550	460		230	860
Sous-Total			35	20			38	55	93	3 070	1 450		560	1 060

COUPES EN VENTE SUR PIED (PREVISIONS)

PARCELLES	BOIS D'ŒUVRE		BOIS D'INDUSTRIE BOIS DE FEU (y compris rémanents)		VOLUME TOTAL	RECETTE NETTE PREVISIONNELLE HT
	Feuillus	Résineux	Feuillus	Résineux		
	m3	m3	m3	m3	m3	
20			10	190	200	3560
Total			10	190	200	3560

VENTILATION DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES BOIS FACONNES (€)

Dépenses HT d'abattage et de façonnage en régie communale :		Dépenses HT de débardage et de câblage	560
Salaires + charges ouvriers :	1 014		
Charges patronales (43 %) :	436	Honoraires	400
Total :	1 450		
Dépenses HT d'abattage et de façonnage à l'entreprise :		Assistance à la gestion de la main d'oeuvre HT	73
Total dépenses HT d'abattage et de façonnage :	1 450	Autres dépenses HT (€)	
Frais totaux d'exploitation (HT)	2 483	BILAN NET PREVISIONNEL HT (€)	4 148
TVA sur les frais d'exploitation :	151		

Observations :

J'ai l'honneur de vous transmettre l'état de prévision des coupes de votre forêt, proposé par L. ULRICH

Le Conseil Municipal accepte la répartition des coupes entre bois façonnés et bois sur pied.
En application du paragraphe 2.2.1 du règlement des ventes de gré à gré de l'ONF, il donne son accord pour la vente de gré à gré dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement des produits proposés en annexe. En application de l'article L.144.1.1 d code forestier, il donne également son accord pour que ces bois soient vendus dans le cadre d'une vente groupée. Conformément à cet article, l'ONF reversera à la commune la part des produits nets encaissés qui lui revient, à proportion de la quotité mise en vente, déduction faite des frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 1% des sommes recouvrées. Le Conseil Municipal donne mandat au Maire pour donner son accord sur le projet final de contrat qui sera présenté par l'ONF. La commune s'engage à assurer la bonne exécution du contrat dès lors que cet accord aura été donné.

A HATTEN le 01/07/2015

Le Responsable de l' Unité Territoriale

Pierre SCHNEIDER

A le

Le Maire,

Agence de SCHIRMECK
Unité Territoriale : VAL DE VILLE
Triage(s) de HOHWALD

Votre interlocuteur : R.SECKLER
Tel : 03 88 08 35 22

PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION - ETAT DE PREVISION DES COUPES

FORET COMMUNALE - STRASBOURG-HOHWALD - Année 2016

COUPES A FACONNER (PREVISIONS)

PARCELLES	BOIS D'OEUVRE		BOIS D'INDUSTRIE BOIS DE FEU				VOLUME NON FACONNE		VOLUME TOTAL	RECETTE BRUTE HT (€)	DEPENSES D'EXPLOITATION PREVUES (hors honoraires) en € HT			RECETTE NETTE PREVISIONNELLE hors honoraires HT (€)
											Abattage et façonnage		Débardage	
	Feuillus	Résineux	Bois d'industrie Feuillus	Bois d'industrie Résineux	Chauffage						En régie	A l'entreprise		
	m3	m3	m3	m3	m3	(stères)	m3	(stères)	m3	(A)	(B)	(C)	(E)	A-(B+C+E)
31.i	39	776	22	96			36	51	968	63 700	22 430		7 470	33 800
39.r	335	274	81	34			312	446	1 036	43 310	17 230		6 160	19 920
7.i	23	199	66	29	50	71	119	170	487	20 220	13 530		3 130	3 560
R-23R	150	1600	270	200	80	114	90	129	2 390	145 720	53 700		18 400	73 620
R-9I		305	420	230			100	143	1 055	45 980	33 430		8 120	4 410
TOTALITE		500							500	32 500	12 500		4 500	15 500
Sous-Total	547	3853	859	589	130	185	657	939	6436	351 410	152 820		47 780	150 810

COUPES EN VENTE SUR PIED (PREVISIONS)

PARCELLES	BOIS D'ŒUVRE		BOIS D'INDUSTRIE BOIS DE FEU (y compris rémanents)		VOLUME TOTAL	RECETTE NETTE PREVISIONNELLE HT
	Feuillus m3	Résineux m3	Feuillus m3	Résineux m3	m3	
Total						

VENTILATION DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES BOIS FACONNES (€)

Dépenses HT d'abattage et de façonnage en régie communale :		Dépenses HT de débardage et de câblage	47 780
Salaires + charges ouvriers :	106 867		
Charges patronales (43 %) :	45 953	Honoraires	17 612
Total :	152 820		
Dépenses HT d'abattage et de façonnage à l'entreprise :		Assistance à la gestion de la main d'oeuvre HT	7 641
Total dépenses HT d'abattage et de façonnage :	152 820	Autres dépenses HT (€)	
Frais totaux d'exploitation (HT)	225 853	BILAN NET PREVISIONNEL HT (€)	125 557
TVA sur les frais d'exploitation :	9 829		

Observations : Report de la parcelle 9I - Intégration recettes fonction création infrastructures

J'ai l'honneur de vous transmettre l'état de prévision des coupes de votre forêt, proposé par R. SECKLER

Le Conseil Municipal accepte la répartition des coupes entre bois façonnés et bois sur pied.
En application du paragraphe 2.2.1 du règlement des ventes de gré à gré de l'ONF, il donne son accord pour la vente de gré à gré dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement des produits proposés en annexe. En application de l'article L.144.1.1 d code forestier, il donne également son accord pour que ces bois soient vendus dans le cadre d'une vente groupée. Conformément à cet article, l'ONF reversera à la commune la part des produits nets encaissés qui lui revient, à proportion de la quotité mise en vente, déduction faite des frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 1% des sommes recouvrées. Le Conseil Municipal donne mandat au Maire pour donner son accord sur le projet final de contrat qui sera présenté par l'ONF. La commune s'engage à assurer la bonne exécution du contrat dès lors que cet accord aura été donné.

A UT Val de Ville le 8 juillet 2015

Le Responsable de l' Unité Territoriale

Bernard CALVET

A le

Le Maire,

Agence de SCHIRMECK
Unité Territoriale : VAL DE VILLE
Triage(s) de HOHWALD

Votre interlocuteur :	R.SECKLER
Tel :	03 88 08 35 22

PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION
ETAT DE PREVISION DES COUPES

REPARTITION BOIS FACONNES EN CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT OU VENTES PUBLIQUES

PRODUITS	PARCELLES CONCERNEES	VOLUMES PROPOSES DANS LE CADRE DES CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT (m3)	OBSERVATIONS
Bois d'œuvre Sapin Pectiné/Epicéa	31.i, 39.r, 7.i, R-9l, TOTALITE	2048	Parcelle 23R proposée en prévente
Bois d'œuvre Pin Sylvestre		0	
Bois d'oeuvre DOUGLAS	39.r, 7.i	6	
Bois d'oeuvre HETRE	31.i, 39.r, 7.i	394	
Bois d'industrie feuillus	31.i, 39.r, 7.i, R-9l	639	
Bois d'Industrie Résineux	31.i, 39.r, 7.i, R-9l	389	
Bois énergie		0	

La commune donne délégation à l'ONF pour accepter les conditions financières des contrats dans lesquels ses bois seront placés, dans le respect des mandats de négociation donnés par le comité national des ventes de bois communales.

L'ensemble des volumes vendus en contrat le sont dans le cadre du dispositif de ventes groupées, prévoyant le reversement des sommes perçues par l'ONF après déduction des frais, fixés à 1 % des sommes recouvrées

Date :
signature

ANNEXE 3 :

Proposition des travaux patrimoniaux 2015

AGENCE DE SCHIRMECK
UT HASLACH
- Maison forestière de Haslach
67280 OBERHASLACH

Votre interlocuteur :
SIMON SCHEPPLER
Tél : 03 88 50 98 31
Mél : simon.scheppler@onf.fr
Tél Portable : 06 34 07 17 43

DEVIS

N° DEC-15-801503-00103038 / 96117
Certifié ISO 9001 - ISO 14001

Adresse de livraison principale	**Adresse client**
Monsieur le Directeur FONDATION OEUVRE NOTRE DAME PLACE DU CHATEAU 67000 STRASBOURG	Monsieur le Directeur FONDATION OEUVRE NOTRE DAME PLACE DU CHATEAU 67000 STRASBOURG

Forêt de l' OEUVRE NOTRE-DAME **Objet de la prestation :** Devis travaux patrimoniaux 2015 - FEP OEUVRE NOTRE DAME	**Coordonnées Client :** SIRET 48068792000011

Prestation d¿encadrement de travaux d¿exploitation et / ou patrimoniaux réalisés en régie et/ou entreprise : - Assistance au lancement de la procédure de commande publique et au choix du prestataire (si entreprise) - Organisation et suivi des chantiers - Assistance à la réception des travaux

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS	Qté ou Base	Un.	P.U. ou Taux	TVA	Montant en € HT
TRAVAUX PATRIMONIAUX					
□ Assistance technique à donneur d'ordre *(Ref : 06-MOE-ATDO)*	22 500,00	€	13,00 %	20,00	**2 925,00**

Pour information, veuillez trouver ci-dessous notre estimation des prestations payées directement par le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre servant, le cas échéant, de base au calcul de la rémunération :

Prestations encadrées	*Quantité*	*Un.*	*Montant € HT*
□ *Dégagement manuel de régénération naturelle : localisé (Ref : 04-DEGN-MAN05)* *Localisation : Parcelles : 10, 11, 12,13,14,15,17*	*27,00*	*HA*	*15 000,00*
□ *Cloisonnement sylvicole : création ou réouverture (Ref : 04-CLOI-CCS00)* *Localisation : Parcelle 31*	*400,00*	*MLI*	*1 600,00*
□ *Entretien des clôtures grillagées (Ref : 04-PCLO-EGRI01)* *Localisation : Parcelles 10,11,12,13,14*	*3 000,00*	*MLI*	*2 000,00*
□ *Régénération : Fourniture de plants feuillus à racines nues (Ref : 02-FP-FPF-RN00)* *Localisation : parcelle 13*	*500,00*	*PL*	*400,00*
□ *Régénération par plantation : mise en place des plants en regarnis ou complément de régénération existante (Ref : 04-PLAN-REG00)* *Localisation : Parcelle 13*	*500,00*	*PL*	*800,00*
□ *Entretien de parcellaire (Ref : 04-LIPA-EAZ00)* *Localisation : Parcelles de l'EA 2016 : 12,24,25,30*	*2 000,00*	*MLI*	*1 500,00*
□ *Matérialisation des lots de bois de chauffage (y compris les fonds de coupe) (Ref : 08-EXPL-LCHAUMAT1)* *Localisation : Parcelle 10,15,18*	*1,00*	*U*	*1 200,00*
	Total estimatif HT		*22 500,00*

Sous-total					**2 925,00 € HT**

TVA		
Taux	Base	Montant
20,00%	2 925,00	585,00

Total HT	2 925,00 €
Total TVA (1)	585,00 €
Total TTC (1)	3 510,00 €

Office National des Forêts

AGENCE DE SCHIRMECK
UT HASLACH
- Maison forestière de Haslach
67280 OBERHASLACH

DEVIS

Votre interlocuteur :
SIMON SCHEPPLER
Tél : 03 88 50 98 31
Mél : simon.scheppler@onf.fr
Tél Portable : 06 34 07 17 43

N° DEC-15-801503-00103038 / 96117
Certifié ISO 9001 - ISO 14001

Pour faire suite à votre demande, nous avons le plaisir de vous transmettre notre meilleure proposition. Cette offre est valable 3 mois Le 06/11/2014 Responsable de l'offre DENIS MOURON	Devis lu et accepté pour un montant de : 2 925,00 **€ HT** 3 510,00 **€ TTC** (1) Transmis en retour à l'ONF pour exécution : A , le (Signature nom, fonction)

- En signant ce devis vous reconnaissez avoir pris connaissance et accepté les conditions générales de vente de l'ONF. Elles sont disponibles sur www.prestations.onf.fr ou peuvent être adressées sur simple demande à onf-prestations@onf.fr
- Cette prestation sera réalisée conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).
- Ce devis pourra faire l'objet de factures intermédiaires en fonction de l'avancement des prestations.

(1) Taux de TVA appliqué sous réserve de modification législative

ONF - EPIC - RCS Paris B662043116
- SIRET 66204311600018 - Siège : 2
av. de St Mandé PARIS CEDEX 12 -

Office National des Forêts

AGENCE DE SCHIRMECK
UT HASLACH
- Maison forestière de Haslach
67280 OBERHASLACH

Votre interlocuteur :
SIMON SCHEPPLER
Tél : 03 88 50 98 31
Mél : simon.scheppler@onf.fr
Tél Portable : 06 34 07 17 43

DEVIS

N° DEC-15-801503-00103038 / 96117
Certifié ISO 9001 - ISO 14001

Adresse de livraison principale	**Adresse client**
Monsieur le Directeur FONDATION OEUVRE NOTRE DAME PLACE DU CHATEAU 67000 STRASBOURG	Monsieur le Directeur FONDATION OEUVRE NOTRE DAME PLACE DU CHATEAU 67000 STRASBOURG

Forêt de l' OEUVRE NOTRE-DAME **Objet de la prestation :** Devis travaux patrimoniaux 2015 - FEP OEUVRE NOTRE DAME	**Coordonnées Client :** SIRET 48068792000011

Prestation d¿encadrement de travaux d¿exploitation et / ou patrimoniaux réalisés en régie et/ou entreprise : - Assistance au lancement de la procédure de commande publique et au choix du prestataire (si entreprise) - Organisation et suivi des chantiers - Assistance à la réception des travaux

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS	Qté ou Base	Un.	P.U. ou Taux	TVA	Montant en € HT
TRAVAUX PATRIMONIAUX					
□ Assistance technique à donneur d'ordre *(Ref : 06-MOE-ATDO)*	22 500,00	€	13,00 %	20,00	**2 925,00**

Pour information, veuillez trouver ci-dessous notre estimation des prestations payées directement par le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre servant, le cas échéant, de base au calcul de la rémunération :

Prestations encadrées	*Quantité*	*Un.*	*Montant € HT*
□ *Dégagement manuel de régénération naturelle : localisé (Ref : 04-DEGN-MAN05)* *Localisation : Parcelles : 10, 11, 12,13,14,15,17*	*27,00*	*HA*	*15 000,00*
□ *Cloisonnement sylvicole : création ou réouverture (Ref : 04-CLOI-CCS00)* *Localisation : Parcelle 31*	*400,00*	*MLI*	*1 600,00*
□ *Entretien des clôtures grillagées (Ref : 04-PCLO-EGRI01)* *Localisation : Parcelles 10,11,12,13,14*	*3 000,00*	*MLI*	*2 000,00*
□ *Régénération : Fourniture de plants feuillus à racines nues (Ref : 02-FP-FPF-RN00)* *Localisation : parcelle 13*	*500,00*	*PL*	*400,00*
□ *Régénération par plantation : mise en place des plants en regarnis ou complément de régénération existante (Ref : 04-PLAN-REG00)* *Localisation : Parcelle 13*	*500,00*	*PL*	*800,00*
□ *Entretien de parcellaire (Ref : 04-LIPA-EAZ00)* *Localisation : Parcelles de l'EA 2016 : 12,24,25,30*	*2 000,00*	*MLI*	*1 500,00*
□ *Matérialisation des lots de bois de chauffage (y compris les fonds de coupe) (Ref : 08-EXPL-LCHAUMAT1)* *Localisation : Parcelle 10,15,18*	*1,00*	*U*	*1 200,00*
	Total estimatif HT		*22 500,00*

Sous-total					**2 925,00 € HT**

TVA		
Taux	Base	Montant
20,00%	2 925,00	585,00

Total HT	2 925,00 €
Total TVA (1)	585,00 €
Total TTC (1)	3 510,00 €

Office National des Forêts

AGENCE DE SCHIRMECK
UT HASLACH
- Maison forestière de Haslach
67280 OBERHASLACH

Votre interlocuteur :
SIMON SCHEPPLER
Tél : 03 88 50 98 31
Mél : simon.scheppler@onf.fr
Tél Portable : 06 34 07 17 43

DEVIS

N° DEC-15-801503-00103038 / 96117
Certifié ISO 9001 - ISO 14001

Pour faire suite à votre demande, nous avons le plaisir de vous transmettre notre meilleure proposition. Cette offre est valable 3 mois Le 06/11/2014 Responsable de l'offre DENIS MOURON	Devis lu et accepté pour un montant de : 2 925,00 **€ HT** 3 510,00 **€ TTC** (1) Transmis en retour à l'ONF pour exécution : A , le (Signature nom, fonction)

- En signant ce devis vous reconnaissez avoir pris connaissance et accepté les conditions générales de vente de l'ONF. Elles sont disponibles sur www.prestations.onf.fr ou peuvent être adressées sur simple demande à onf-prestations@onf.fr
- Cette prestation sera réalisée conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).
- Ce devis pourra faire l'objet de factures intermédiaires en fonction de l'avancement des prestations.

(1) Taux de TVA appliqué sous réserve de modification législative

Programme d'actions
pour l'année 2015
PRC-15-801503-00112207

Office National des Forêts

FORÊT de l' OEUVRE NOTRE-DAME

Office National des Forêts AGENCE DE SCHIRMECK UT HASLACH 67280 OBERHASLACH Tél : 03 88 50 98 31	**Destinataire** Monsieur le Directeur FONDATION OEUVRE NOTRE DAME PLACE DU CHATEAU 67000 STRASBOURG

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt et aux engagements de l'ONF liés à la norme ISO 14001. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)
TRAVAUX SYLVICOLES				
□ Dégagement manuel de régénération naturelle : localisé Localisation : Parcelles : 10, 11, 12,13,14,15,17	27,00	HA		I
□ Cloisonnement sylvicole : création ou réouverture Localisation : Parcelle 31	400,00	MLI		I
□ Entretien des clôtures Localisation : Parcelles 10,11,12,13,14	3 000,00	MLI		I
□ Régénération : Fourniture de plants feuillus Localisation : parcelle 13	500,00	PL		I
□ Régénération par plantation : mise en place des plants en regarnis ou complément de régénération existante Localisation : Parcelle 13	500,00	PL		I
Sous-total			**22 520,00 € HT**	
TRAVAUX DE MAINTENANCE				
□ Entretien du parcellaire Localisation : Parcelles de l'EA 2016 : 12,24,25,30	2 000,00	MLI		I
Sous-total			**1 700,00 € HT**	
TRAVAUX D'EXPLOITATION				
□ Matérialisation des lots de bois de chauffage Localisation : Parcelle 10,15,18	1,00	U		I
Sous-total			**1 400,00 € HT**	

Total Investissement	Total Fonctionnement	
25 620,00 € HT	**0,00 € HT**	**Total : 25 620,00 € HT**

(1) : La mention «I-Investissement» et «F-Fonctionnement» est purement indicative. L'affectation budgétaire reste une prérogative du propriétaire dans le respect des textes réglementaires.
Les montants indiqués intègrent, le cas échéant, une évaluation des rémunérations des maîtres d'œuvre.

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, SIMON SCHEPPLER Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Programme d'actions
pour l'année 2015
PRC-15-801503-00112207

Office National des Forêts

FORÊT de l' OEUVRE NOTRE-DAME

Office National des Forêts AGENCE DE SCHIRMECK UT HASLACH 67280 OBERHASLACH Tél : 03 88 50 98 31	**Destinataire** Monsieur le Directeur FONDATION OEUVRE NOTRE DAME PLACE DU CHATEAU 67000 STRASBOURG

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt et aux engagements de l'ONF liés à la norme ISO 14001. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)
TRAVAUX SYLVICOLES				
☐ Dégagement manuel de régénération naturelle : localisé Localisation : Parcelles : 10, 11, 12,13,14,15,17	27,00	HA		I
☐ Cloisonnement sylvicole : création ou réouverture Localisation : Parcelle 31	400,00	MLI		I
☐ Entretien des clôtures Localisation : Parcelles 10,11,12,13,14	3 000,00	MLI		I
☐ Régénération : Fourniture de plants feuillus Localisation : parcelle 13	500,00	PL		I
☐ Régénération par plantation : mise en place des plants en regarnis ou complément de régénération existante Localisation : Parcelle 13	500,00	PL		I
Sous-total			**22 520,00 € HT**	
TRAVAUX DE MAINTENANCE				
☐ Entretien du parcellaire Localisation : Parcelles de l'EA 2016 : 12,24,25,30	2 000,00	MLI		I
Sous-total			**1 700,00 € HT**	
TRAVAUX D'EXPLOITATION				
☐ Matérialisation des lots de bois de chauffage Localisation : Parcelle 10,15,18	1,00	U		I
Sous-total			**1 400,00 € HT**	

Total Investissement	Total Fonctionnement	
25 620,00 € HT	**0,00 € HT**	**Total : 25 620,00 € HT**

(1) : La mention «I-Investissement» et «F-Fonctionnement» est purement indicative. L'affectation budgétaire reste une prérogative du propriétaire dans le respect des textes réglementaires.
Les montants indiqués intègrent, le cas échéant, une évaluation des rémunérations des maîtres d'œuvre.

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, SIMON SCHEPPLER Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Office National des Forêts

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HOHWALD

Office National des Forêts
AGENCE DE SCHIRMECK
UT VAL DE VILLE
16, rue de Bassemberg
67220 VILLE
Tél : 03 88 08 35 22

Destinataire
Monsieur le Maire
COMMUNE DE STRASBOURG
CENTRE ADMINISTRATIF
1 PARC DE L'ETOILE
67000 STRASBOURG

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt et aux engagements de l'ONF liés à la norme ISO 14001. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)
TRAVAUX DE MAINTENANCE				
☐ Entretien du périmètre Localisation : FORÊT	4 000,00	MLI		I
☐ Entretien du parcellaire Localisation : FORÊT	4 000,00	MLI		I
Sous-total			**4 600,00 € HT**	
TRAVAUX SYLVICOLES				
☐ Travaux préalables à la régénération : préparation de la végétation avant régénération Localisation : PARCELLE 20	1,00	HA		I
☐ Protection contre le gibier : Mise en place Localisation : parcelles 20-36	2,00	HA		I
☐ Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération Localisation : parcelle 20 - 36	280,00	U		I
☐ Fourniture de grillage pour régénération Localisation : parcelle 20 - 36	1 600,00	MLI		I
☐ Régénération par plantation : mise en place des plants en regarnis ou complément de régénération existante Localisation : parcelle 20 - 36	3 500,00	PL		I
☐ Régénération : Fourniture de plants résineux Localisation : parcelle 20 - 36	3 500,00	PL		I
☐ Fourniture de répulsifs Localisation : parcelles diverses	170,00	KG		I
☐ Application de répulsif Localisation : parcelles diverses	125,00	HA		I
☐ Entretien des clôtures Localisation : parcelles diverses	8 800,00	MLI		I
☐ Dégagement de plantation ou semis artificiel Localisation : parcelles diverses	9,50	HA		I
Sous-total			**54 700,00 € HT**	
Protection sous abris - Régénération naturelle				
☐ Protection contre le gibier : Mise en place Localisation : PARCELLE 21	2,00	HA		I
☐ Fourniture de grillage pour régénération Localisation : PARCELLE 21	1 200,00	MLI		I
☐ Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération Localisation : PARCELLE 21	170,00	U		I
Sous-total			**12 920,00 € HT**	
TRAVAUX DIVERS				
☐ Co-produit bois Localisation : Forêt	100,00	U		F
Sous-total			**5 700,00 € HT**	

Office National des Forêts

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HOHWALD

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE				
☐ Travaux divers d'entretien des infrastructures Localisation : Forêt	16,00	KM		F
☐ Travaux divers d'entretien des infrastructures Localisation : Forêt	24,00	U		F
Sous-total			**7 350,00 € HT**	
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE SUBVENTIONNABLES				
☐ Travaux de mise aux normes des infrastructures Localisation : PARCELLE 9	1,40	KM		I
☐ Travaux de mise aux normes des infrastructures Localisation : PARCELLE 7	0,77	KM		I
Sous-total			**29 700,00 € HT**	

Total Investissement	Total Fonctionnement	**Total : 114 970,00 € HT**
101 920,00 € HT	**13 050,00 € HT**	

(1) : La mention «I-Investissement» et «F-Fonctionnement» est purement indicative. L'affectation budgétaire reste une prérogative du propriétaire dans le respect des textes réglementaires.
Les montants indiqués intègrent, le cas échéant, une évaluation des rémunérations des maîtres d'œuvre.

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, ROBERT SECKLER Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Programme d'actions pour l'année 2015
PRC-15-801506-00114784

Office National des Forêts

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HOHWALD

Office National des Forêts AGENCE DE SCHIRMECK UT VAL DE VILLE 16, rue de Bassemberg 67220 VILLE Tél : 03 88 08 35 22	**Destinataire** Monsieur le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67000 STRASBOURG

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt et aux engagements de l'ONF liés à la norme ISO 14001. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)
TRAVAUX DE MAINTENANCE				
☐ Entretien du périmètre Localisation : FORÊT	4 000,00	MLI		I
☐ Entretien du parcellaire Localisation : FORÊT	4 000,00	MLI		I
Sous-total			**4 600,00 € HT**	
TRAVAUX SYLVICOLES				
☐ Travaux préalables à la régénération : préparation de la végétation avant régénération Localisation : PARCELLE 20	1,00	HA		I
☐ Protection contre le gibier : Mise en place Localisation : parcelles 20-36	2,00	HA		I
☐ Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération Localisation : parcelle 20 - 36	280,00	U		I
☐ Fourniture de grillage pour régénération Localisation : parcelle 20 - 36	1 600,00	MLI		I
☐ Régénération par plantation : mise en place des plants en regarnis ou complément de régénération existante Localisation : parcelle 20 - 36	3 500,00	PL		I
☐ Régénération : Fourniture de plants résineux Localisation : parcelle 20 - 36	3 500,00	PL		I
☐ Fourniture de répulsifs Localisation : parcelles diverses	170,00	KG		I
☐ Application de répulsif Localisation : parcelles diverses	125,00	HA		I
☐ Entretien des clôtures Localisation : parcelles diverses	8 800,00	MLI		I
☐ Dégagement de plantation ou semis artificiel Localisation : parcelles diverses	9,50	HA		I
Sous-total			**54 700,00 € HT**	
Protection sous abris - Régénération naturelle				
☐ Protection contre le gibier : Mise en place Localisation : PARCELLE 21	2,00	HA		I
☐ Fourniture de grillage pour régénération Localisation : PARCELLE 21	1 200,00	MLI		I
☐ Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération Localisation : PARCELLE 21	170,00	U		I
Sous-total			**12 920,00 € HT**	
TRAVAUX DIVERS				
☐ Co-produit bois Localisation : Forêt	100,00	U		F
Sous-total			**5 700,00 € HT**	

Office National des Forêts

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HOHWALD

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE				
☐ Travaux divers d'entretien des infrastructures Localisation : Forêt	16,00	KM		F
☐ Travaux divers d'entretien des infrastructures Localisation : Forêt	24,00	U		F
Sous-total			**7 350,00 € HT**	
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE SUBVENTIONNABLES				
☐ Travaux de mise aux normes des infrastructures Localisation : PARCELLE 9	1,40	KM		I
☐ Travaux de mise aux normes des infrastructures Localisation : PARCELLE 7	0,77	KM		I
Sous-total			**29 700,00 € HT**	

Total Investissement	Total Fonctionnement	**Total : 114 970,00 € HT**
101 920,00 € HT	**13 050,00 € HT**	

(1) : La mention «I-Investissement» et «F-Fonctionnement» est purement indicative. L'affectation budgétaire reste une prérogative du propriétaire dans le respect des textes réglementaires.
Les montants indiqués intègrent, le cas échéant, une évaluation des rémunérations des maîtres d'œuvre.

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, ROBERT SECKLER Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Programme d'actions pour l'année 2015
PRC-15-804009-00129251

Office National des Forêts

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HERRENWALD

Office National des Forêts	**Destinataire**
AGENCE NORD ALSACE UT HATTEN-STRASBOURG route de Seltz 67690 HATTEN Tél : 03 88 51 10 20	Monsieur le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67000 STRASBOURG

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt et aux engagements de l'ONF liés à la norme ISO 14001. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
TRAVAUX SYLVICOLES			
☐ Dégagement de plantation ou de semis artificiel : localisé Localisation : P 8p,9p,16p,17p	11,05	HA	
☐ Fourniture de plants à racines nues : chêne sessile de provenance QPE204 Localisation : p 8p,9p,16p,17p	11 100,00	PL	
☐ Régénération par plantation : mise en jauge des plants Localisation : p8p,9p	11 100,00	PL	
☐ Régénération par plantation : mise en place des plants en regarnis ou complément de régénération existante Localisation : p 8p,9p,16p,17p	11 100,00	PL	
☐ Cloisonnement d'exploitation : maintenance Localisation : P 8p,9p,16p,17p	7 367,00	MLI	
☐ Entretien des clôtures Localisation : P 8p,9p,15p,16p,17p	1 720,00	MLI	
Sous-total			**32 260,00 € HT**
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE			
☐ Réseau de desserte : entretien des accotements et talus Localisation : chemin principal p 8 à 17 et le long A4	5,00	KM	
Sous-total			**570,00 € HT**
			Total : 32 830,00 € HT

Les montants indiqués intègrent, le cas échéant, une évaluation des rémunérations des maîtres d'œuvre.

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, LAURENT ULRICH Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Programme d'actions pour l'année 2015
PRC-15-804009-00129251

Office National des Forêts

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HERRENWALD

Office National des Forêts	**Destinataire**
AGENCE NORD ALSACE	Monsieur le Maire
UT HATTEN-STRASBOURG	COMMUNE DE STRASBOURG
route de Seltz	CENTRE ADMINISTRATIF
67690 HATTEN	1 PARC DE L'ETOILE
Tél : 03 88 51 10 20	67000 STRASBOURG

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt et aux engagements de l'ONF liés à la norme ISO 14001. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
TRAVAUX SYLVICOLES			
☐ Dégagement de plantation ou de semis artificiel : localisé Localisation : P 8p,9p,16p,17p	11,05	HA	
☐ Fourniture de plants à racines nues : chêne sessile de provenance QPE204 Localisation : p 8p,9p,16p,17p	11 100,00	PL	
☐ Régénération par plantation : mise en jauge des plants Localisation : p8p,9p	11 100,00	PL	
☐ Régénération par plantation : mise en place des plants en regarnis ou complément de régénération existante Localisation : p 8p,9p,16p,17p	11 100,00	PL	
☐ Cloisonnement d'exploitation : maintenance Localisation : P 8p,9p,16p,17p	7 367,00	MLI	
☐ Entretien des clôtures Localisation : P 8p,9p,15p,16p,17p	1 720,00	MLI	
Sous-total			**32 260,00 € HT**
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE			
☐ Réseau de desserte : entretien des accotements et talus Localisation : chemin principal p 8 à 17 et le long A4	5,00	KM	
Sous-total			**570,00 € HT**
			Total : 32 830,00 € HT

Les montants indiqués intègrent, le cas échéant, une évaluation des rémunérations des maîtres d'œuvre.

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, LAURENT ULRICH Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Programme d'actions pour l'année 2015
PRC-15-801503-00112210

Office National des Forêts

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG OEDENWALD

Office National des Forêts	**Destinataire**
AGENCE DE SCHIRMECK UT HASLACH 67280 OBERHASLACH Tél : 03 88 87 31 02	Monsieur le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67000 STRASBOURG

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt et aux engagements de l'ONF liés à la norme ISO 14001. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)
TRAVAUX SYLVICOLES				
☐ Travaux divers : mise en peinture des arbres objectifs Localisation : 1.a, 24.b, 28	25,94	HA		I
☐ Toilettage après exploitation Localisation : parcelles 43,45 et 48 (EA 2015) et parcelles inachevés de l'EA 2014	60,00	HA		I
☐ Fourniture de répulsifs	230,00	KG		I
☐ Application de répulsif Localisation : parcelles diverses	120,00	HA		I
☐ Entretien des clôtures Localisation : parcelles 22, 33, 36, 55, 66, 67	3 500,00	MLI		I
☐ Dégagement de plantation ou de semis artificiel : en plein Localisation : 33, 67	1,30	HA		I
☐ Intervention en futaie irrégulière Localisation : Parcelels diverses	180,00	HA		I
☐ Protection contre le gibier : Enlèvement des protections individuelles Localisation : parcelles 24p et 21p	1,00	U		I
☐ Elagage de peuplements résineux Localisation : P61p,51p,56p élagage inférieur à 6m	300,00	U		F
☐ Cloisonnement d'exploitation : ouverture Localisation : Ples 43-45-48	7 600,00	MLI		F
Sous-total			**95 950,00 € HT**	
TRAVAUX DE MAINTENANCE				
☐ Entretien du périmètre Localisation : massif	5 000,00	MLI		I
☐ Entretien du parcellaire Localisation : EA 2017	5 000,00	MLI		I
Sous-total			**6 200,00 € HT**	
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE				
☐ Travaux de mise aux normes des infrastructures Localisation : RF de Wangenbourg	1,00	U		I
☐ Travaux de mise aux normes des infrastructures Localisation : RF Breitberg	1,00	U		I
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretien des renvois d'eau Localisation : massif	1,00	U		I
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretiens divers de fossés Localisation : massif	1,50	KM		I
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretien des passages busés Localisation : massif	1,00	U		I
☐ Travaux connexes d'infrastructures : mise en place de barrière Localisation : massif	1,00	U		F
Sous-total			**19 450,00 € HT**	

Office National des Forêts

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG OEDENWALD

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)
TRAVAUX ENVIRONNEMENTAUX				
□ Pose de nichoirs Localisation : massif fagots orangerie	45,00	U		I
□ Elimination ou limitation d'espèces indésirables Localisation : zone humide P43p et 48p	1,00	U		I
Sous-total			**3 210,00 € HT**	
TRAVAUX TOURISTIQUES				
□ Entretien des aires d'accueil et de zone touristique Localisation : étang des trois fontaines	1,00	U		I
□ Entretien d'équipements d'accueil du public Localisation : massif ponton étang des trois fontaines, panneaux de RF	1,00	U		I
□ Mise en place de mobilier d'accueil et signalétique Localisation : Bischofslaeger pose d'une table-banc	1,00	U		I
□ Table-banc Localisation : Bischofslaeger fournie par la cus	1,00	PC		I
Sous-total			**3 220,00 € HT**	
TRAVAUX DIVERS				
□ Matérialisation des lots de bois de chauffage Localisation : P11-19-68	1,00	U		I
Sous-total			**1 400,00 € HT**	

Total Investissement	Total Fonctionnement	**Total : 129 430,00 € HT**
120 080,00 € HT	**9 350,00 € HT**	

(1) : La mention «I-Investissement» et «F-Fonctionnement» est purement indicative. L'affectation budgétaire reste une prérogative du propriétaire dans le respect des textes réglementaires.
Les montants indiqués intègrent, le cas échéant, une évaluation des rémunérations des maîtres d'œuvre.

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, LAURENT GUERTON Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Programme d'actions pour l'année 2015
PRC-15-801503-00112210

Office National des Forêts

FORET COMMUNALE de STRASBOURG OEDENWALD

Office National des Forêts AGENCE DE SCHIRMECK UT HASLACH 67280 OBERHASLACH Tél : 03 88 87 31 02	**Destinataire** Monsieur le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67000 STRASBOURG

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt et aux engagements de l'ONF liés à la norme ISO 14001. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)
TRAVAUX SYLVICOLES				
☐ Travaux divers : mise en peinture des arbres objectifs Localisation : 1.a, 24.b, 28	25,94	HA		I
☐ Toilettage après exploitation Localisation : parcelles 43,45 et 48 (EA 2015) et parcelles inachevés de l'EA 2014	60,00	HA		I
☐ Fourniture de répulsifs	230,00	KG		I
☐ Application de répulsif Localisation : parcelles diverses	120,00	HA		I
☐ Entretien des clôtures Localisation : parcelles 22, 33, 36, 55, 66, 67	3 500,00	MLI		I
☐ Dégagement de plantation ou de semis artificiel : en plein Localisation : 33, 67	1,30	HA		I
☐ Intervention en futaie irrégulière Localisation : Parcelels diverses	180,00	HA		I
☐ Protection contre le gibier : Enlèvement des protections individuelles Localisation : parcelles 24p et 21p	1,00	U		I
☐ Elagage de peuplements résineux Localisation : P61p,51p,56p élagage inférieur à 6m	300,00	U		F
☐ Cloisonnement d'exploitation : ouverture Localisation : Ples 43-45-48	7 600,00	MLI		F
Sous-total			**95 950,00 € HT**	
TRAVAUX DE MAINTENANCE				
☐ Entretien du périmètre Localisation : massif	5 000,00	MLI		I
☐ Entretien du parcellaire Localisation : EA 2017	5 000,00	MLI		I
Sous-total			**6 200,00 € HT**	
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE				
☐ Travaux de mise aux normes des infrastructures Localisation : RF de Wangenbourg	1,00	U		I
☐ Travaux de mise aux normes des infrastructures Localisation : RF Breitberg	1,00	U		I
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretien des renvois d'eau Localisation : massif	1,00	U		I
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretiens divers de fossés Localisation : massif	1,50	KM		I
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretien des passages busés Localisation : massif	1,00	U		I
☐ Travaux connexes d'infrastructures : mise en place de barrière Localisation : massif	1,00	U		F
Sous-total			**19 450,00 € HT**	

Office National des Forêts

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG OEDENWALD

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)
TRAVAUX ENVIRONNEMENTAUX				
☐ Pose de nichoirs Localisation : massif fagots orangerie	45,00	U		I
☐ Elimination ou limitation d'espèces indésirables Localisation : zone humide P43p et 48p	1,00	U		I
Sous-total			**3 210,00 € HT**	
TRAVAUX TOURISTIQUES				
☐ Entretien des aires d'accueil et de zone touristique Localisation : étang des trois fontaines	1,00	U		I
☐ Entretien d'équipements d'accueil du public Localisation : massif ponton étang des trois fontaines, panneaux de RF	1,00	U		I
☐ Mise en place de mobilier d'accueil et signalétique Localisation : Bischofslaeger pose d'une table-banc	1,00	U		I
☐ Table-banc Localisation : Bischofslaeger fournie par la cus	1,00	PC		I
Sous-total			**3 220,00 € HT**	
TRAVAUX DIVERS				
☐ Matérialisation des lots de bois de chauffage Localisation : P11-19-68	1,00	U		I
Sous-total			**1 400,00 € HT**	

Total Investissement	Total Fonctionnement	**Total : 129 430,00 € HT**
120 080,00 € HT	**9 350,00 € HT**	

(1) : La mention «I-Investissement» et «F-Fonctionnement» est purement indicative. L'affectation budgétaire reste une prérogative du propriétaire dans le respect des textes réglementaires.
Les montants indiqués intègrent, le cas échéant, une évaluation des rémunérations des maîtres d'œuvre.

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, LAURENT GUERTON Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

ANNEXE 4 :

Proposition des travaux patrimoniaux 2016

Office National des Forêts
EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

Programme d'actions pour l'année 2016
PRC-16-804009-00150468

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HERRENWALD

Office National des Forêts	**Destinataire**
AGENCE NORD ALSACE UT HATTEN-STRASBOURG route de Seltz 67690 HATTEN Tél : 03 88 51 10 20	Monsieur le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67000 STRASBOURG

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt et aux engagements de l'ONF liés à la norme ISO 14001. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)
TRAVAUX DE MAINTENANCE				
☐ Entretien du périmètre Localisation : périmètre Sud p 14/15/16/19/21	900,00	MLI	1 150,00	F
Sous-total			**1 150,00 € HT**	
TRAVAUX SYLVICOLES				
☐ Entretien des clôtures Localisation : Clotures 18p,9p,15p,16p,17p	2 400,00	MLI	520,00	F
☐ Dégagement de plantation ou semis artificiel Localisation : 8.r1, 9, 10, 16, 17.r, 18.r	24,65	HA	15 500,00	I
☐ Cloisonnement d'exploitation : maintenance Localisation : 10, 18.r	4 757,00	MLI	1 800,00	F
☐ Intervention en futaie irrégulière Localisation : 20.b3, 20.r2, 21.b	4,55	HA	2 850,00	I
Sous-total			**20 670,00 € HT**	
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE				
☐ Réseau de desserte : entretien des accotements et talus Localisation : Accotements périmètre Nord et chemin principal	5,50	KM	970,00	F
Sous-total			**970,00 € HT**	

Total Investissement	Total Fonctionnement	**Total : 22 790,00 € HT**
18 350,00 € HT	**4 440,00 € HT**	

(1) : La mention «I-Investissement» et «F-Fonctionnement» est purement indicative. L'affectation budgétaire reste une prérogative du propriétaire dans le respect des textes réglementaires.
Les montants indiqués intègrent, le cas échéant, une évaluation des rémunérations des maîtres d'œuvre.

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, LAURENT ULRICH Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Programme d'actions
pour l'année 2016
PRC-16-801503-00146874

Office National des Forêts

FORÊT de l' OEUVRE NOTRE-DAME

Office National des Forêts	**Destinataire**
AGENCE DE SCHIRMECK	Monsieur le Directeur
UT HASLACH	FONDATION OEUVRE NOTRE DAME
67280 OBERHASLACH	PLACE DU CHATEAU
Tél : 03 88 50 98 31	67000 STRASBOURG

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt et aux engagements de l'ONF liés à la norme ISO 14001. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
TRAVAUX DE MAINTENANCE			
☐ Entretien du parcellaire Localisation : EA 2017	4 000,00	MLI	
Sous-total			**2 600,00 € HT**
TRAVAUX SYLVICOLES			
☐ Dégagement manuel localisé de régénération naturelle par cassage Localisation : 11, 12.r, 14.r	21,15	HA	
☐ Dégagement de plantation ou semis artificiel Localisation : Parcelle 13	1,00	HA	
Sous-total			**18 600,00 € HT**
TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES DEGATS DE GIBIER			
☐ Entretien des clôtures Localisation : Parcelles 10 11 12 13 14	4 000,00	MLI	
☐ Fourniture de grillage pour régénération Localisation : Parcelle 15	300,00	MLI	
☐ Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération Localisation : Parcelle 15	100,00	U	
☐ Mise en place de clôture Localisation : Parcelle 15	300,00	MLI	
Sous-total			**10 070,00 € HT**
TRAVAUX TOURISTIQUES			
☐ Entretien des aires d'accueil et de zone touristique Localisation : Débroussaillage aire d'acceuil	2,00	JR	
Sous-total			**840,00 € HT**
TRAVAUX DIVERS			
☐ Matérialisation des lots de bois de chauffage Localisation : Parcelles de l'EA 2016	30,00	HA	
Sous-total			**2 100,00 € HT**
			Total : 34 210,00 € HT

Les montants indiqués intègrent, le cas échéant, une évaluation des rémunérations des maîtres d'œuvre.

Office National des Forêts

FORÊT de l' OEUVRE NOTRE-DAME

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, SIMON SCHEPPLER Date : 24/09/2015	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

ONF - AGENCE DE SCHIRMECK
SF AGENCE SCHIRMECK
2 rue de la Forêt - BP 50068
67131 SCHIRMECK

Votre interlocuteur
SIMON SCHEPPLER
Tel 03 88 50 98 31
Mel simon.scheppler@onf.fr
Tél Portable 06 34 07 17 43

DEVIS

N° DEC-16-801503-00145000 / 96117
Certifié ISO 9001 - ISO 14001

Adresse de livraison principale	**Adresse client**
Monsieur le Directeur FONDATION OEUVRE NOTRE DAME PLACE DU CHATEAU 67000 STRASBOURG	Monsieur le Directeur FONDATION OEUVRE NOTRE DAME PLACE DU CHATEAU 67000 STRASBOURG

Forêt de l' OEUVRE NOTRE-DAME **Objet de la prestation :** Devis travaux patrimoniaux 2016 : FC OND	**Coordonnées Client :** SIRET 48068792000011

Prestation d¿encadrement de travaux d¿exploitation et / ou patrimoniaux réalisés en régie et/ou entreprise : - Assistance au lancement de la procédure de commande publique et au choix du prestataire (si entreprise) - Organisation et suivi des chantiers - Assistance à la réception des travaux

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS	Qté ou Base	Un.	P.U. ou Taux	TVA	Montant en € HT	Nature (1)
TRAVAUX PATRIMONIAUX						
▫ Assistance technique à donneur d'ordre *(Ref : 06-MOE-ATDO)*	29 876,00	€	13,00 %	20,00	**3 883,88**	

Pour information, veuillez trouver ci-dessous notre estimation des prestations payées directement par le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre servant, le cas échéant, de base au calcul de la rémunération :

Prestations encadrées	*Quantité*	*Un.*	*Montant € HT*
▫ *Entretien de parcellaire (Ref : 04-LIPA-EAZ00)* *Localisation : EA 2017*	*4 000,00*	*MLI*	*2 300,00*
▫ *Dégagement manuel localisé de régénération naturelle par cassage (Ref : 04-DEGN-MAN03)* *Localisation : 11, 12.r, 14.r*	*21,15*	*HA*	*13 800,00*
▫ *Dégagement de plantation ou semis artificiel (Ref : 04-DEGP-DGP00)* *Localisation : Parcelle 13*	*1,00*	*HA*	*2 300,00*
▫ *Entretien des clôtures grillagées (Ref : 04-PCLO-EGRI01)* *Localisation : Parcelles 10 11 12 13 14*	*4 000,00*	*MLI*	*4 600,00*
▫ *Fourniture de grillage pour régénération (Ref : 02-PCLO-FGRI01)* *Localisation : Parcelle 15*	*300,00*	*MLI*	*1 500,00*
▫ *Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération (Ref : 02-PCLO-FPIQ01)* *Localisation : Parcelle 15*	*100,00*	*U*	*500,00*
▫ *Mise en place de clôture grillagée pour régénération (Ref : 04-PCLO-PGRI01)* *Localisation : Parcelle 15*	*300,00*	*MLI*	*2 300,00*
▫ *Entretien des aires d'accueil et de zones touristiques (Ref : 04-ACPU-AZTE00)* *Localisation : Débroussaillage aire d'acceuil*	*2,00*	*JR*	*736,00*
▫ *Matérialisation des lots de bois de chauffage (y compris les fonds de coupe) (Ref : 08-EXPL-LCHAUMAT1)* *Localisation : Parcelles de l'EA 2016*	*30,00*	*HA*	*1 840,00*
	Total estimatif HT		*29 876,00*

Sous-total					**3 883,88 € HT**	

TVA		
Taux	Base	Montant
20,00%	3 883,88	776,78

Total HT	3 883,88 €
Total TVA (2)	776,78 €
Total TTC (2)	4 660,66 €

ONF - AGENCE DE SCHIRMECK
SF AGENCE SCHIRMECK
2 rue de la Forêt - BP 50068
67131 SCHIRMECK

Votre interlocuteur
SIMON SCHEPPLER
Tel : 03 88 50 98 31
Mel : simon.scheppler@onf.fr
Tél Portable : 06 34 07 17 43

DEVIS

N° DEC-16-801503-00145000 / 96117
Certifié ISO 9001 - ISO 14001

Total Investissement	Total Fonctionnement
3 883,88 € HT	**0,00 € HT**

Pour faire suite à votre demande, nous avons le plaisir de vous transmettre notre meilleure proposition. Cette offre est valable 3 mois

Le 24/09/2015

Responsable de l'offre DENIS MOURON

Devis lu et accepté pour un montant de : 3 883,88 **€ HT**
4 660,66 **€ TTC** (2)

Transmis en retour à l'ONF pour exécution :

A , le
(Signature nom, fonction)

(1) : La mention «I-Investissement» et «F-Fonctionnement» est purement indicative. L'affectation budgétaire reste une prérogative du propriétaire dans le respect des textes réglementaires.
- En signant ce devis vous reconnaissez avoir pris connaissance et accepté les conditions générales de vente de l'ONF. Elles sont disponibles sur www.prestations.onf.fr ou peuvent être adressées sur simple demande à onf-prestations@onf.fr
- Cette prestation sera réalisée conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).
- Entreprise agréée pour l'application en prestation de service de produits phytopharmaceutiques (n° d'agrément : IF00267).
- Ce devis pourra faire l'objet de factures intermédiaires en fonction de l'avancement des prestations.

(2) Taux de TVA appliqué sous réserve de modification législative

ONF - EPIC - RCS Paris B662043116 - SIRET 66204311600018
- Siège : 2 av. de St Mandé PARIS CEDEX 12 -

Programme d'actions pour l'année 2016
PRC-16-801503-00146858

Office National des Forêts

FORET COMMUNALE de STRASBOURG OEDENWALD

Office National des Forêts AGENCE DE SCHIRMECK UT HASLACH 67280 OBERHASLACH Tél : 03 88 87 31 02	**Destinataire** Monsieur le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67000 STRASBOURG

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt et aux engagements de l'ONF liés à la norme ISO 14001. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
TRAVAUX DE MAINTENANCE			
☐ Entretien du périmètre Localisation : massif	4,00	KM	
☐ Entretien du parcellaire Localisation : massif	20 000,00	MLI	
☐ Réseau de desserte : entretien des accotements et talus Localisation : massif	1,00	KM	
☐ Réseau de desserte : entretien des lisières, talus, fossés Localisation : massif	3,00	KM	
Sous-total			**14 100,00 € HT**
TRAVAUX SYLVICOLES			
☐ Dégagement manuel des régénérations naturelles Localisation : P18p	14,00	HA	
☐ Dégagement de plantation ou semis artificiel Localisation : P 33p et 67p	1,30	HA	
☐ Toilettage après exploitation Localisation : parcelles EA 2016 et reliquat 2015	80,00	HA	
☐ Elagage Localisation : p51p 56p 61p	300,00	U	
☐ Intervention en futaie irrégulière Localisation : parcelle diverses	80,00	HA	
☐ Cloisonnement d'exploitation : ouverture Localisation : P 47	4 500,00	MLI	
☐ Travaux divers : mise en peinture des arbres objectifs Localisation : P2,24p,28	1,00	U	
Sous-total			**34 000,00 € HT**
TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES DEGATS DE GIBIER			
☐ Entretien des clôtures Localisation : P 22,36,55,66,67	2 000,00	MLI	
☐ Application de répulsif Localisation : P40,41,42,52,55,57,58,63,65,67 et diverses	120,00	HA	
☐ Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération Localisation : P2,36,55,66,67	200,00	U	
☐ Protection contre le gibier : Enlèvement des protections individuelles Localisation : P24p et 21p	1,00	U	
Sous-total			**27 400,00 € HT**
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE			
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretien des renvois d'eau Localisation : massif	90,00	MLI	
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretiens divers de fossés Localisation : massif	100,00	MLI	
☐ Travaux d'entretien des infrastructures Localisation : route forestière de Wangenbourg	2,00	KM	

Office National des Forêts

FORET COMMUNALE de STRASBOURG OEDENWALD

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
☐ Travaux d'entretien des infrastructures Localisation : routes forestières Breitberg/Lang Bank bouchages ponctuels de "nids de poules" à l'enrobé à chaud	3,00	KM	
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretien des passages busés Localisation : massif	1,00	U	
☐ Travaux connexes d'infrastructures : mise en place de barrière Localisation : route forestière breitberg	2,00	U	
Sous-total			**18 810,00 € HT**
TRAVAUX ENVIRONNEMENTAUX			
☐ Elimination ou limitation d'espèces indésirables Localisation : zone humide P 43p et 48p	1,00	U	
☐ Pose de nichoirs Localisation : fagots orangerie	1,00	U	
Sous-total			**4 300,00 € HT**
TRAVAUX TOURISTIQUES			
☐ Entretien des aires d'accueil et de zone touristique Localisation : étang des 3 fontaines	1,00	U	
☐ Mise en place de mobilier d'accueil et signalétique Localisation : Bischofslaeger	1,00	U	
☐ Entretien d'équipements d'accueil du public Localisation : ponton étang des trois fontaines	1,00	U	
Sous-total			**2 100,00 € HT**
TRAVAUX DIVERS			
☐ Abattage d'arbres d'un diamètre supérieur à 0,30 m - Sécurisation des lots de bois de chauffage Localisation : EA 2016	1,00	FO	
☐ Matérialisation des lots de bois de chauffage Localisation : EA 2016 et reliquat 2015	30,00	HA	
Sous-total			**2 090,00 € HT**
TRAVAUX CYNEGETIQUES			
☐ Entretiens divers d'équipements cynégétiques Localisation : MASSIF entretien des enclos/exclos témoins	4,00	U	
Sous-total			**840,00 € HT**
FOURNITURE DE REPULSIFS			
☐ Fourniture de répulsifs Localisation : massif bourgeon protect	180,00	KG	
Sous-total			**5 900,00 € HT**
			Total : 109 540,00 € HT

Les montants indiqués intègrent, le cas échéant, une évaluation des rémunérations des maîtres d'œuvre.

Office National des Forêts

FORET COMMUNALE de STRASBOURG OEDENWALD

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, LAURENT GUERTON Date : 24/09/2015	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

ONF - AGENCE DE SCHIRMECK
SF AGENCE SCHIRMECK
2 rue de la Forêt - BP 50068
67131 SCHIRMECK

Votre interlocuteur :
LAURENT GUERTON
Tél : 03 88 87 31 02
Mel : laurent.guerton@onf.fr
Tel Portable : 06 24 24 66 69

DEVIS

N° DEC-16-801503-00145002 / 16332
Certifié ISO 9001 - ISO 14001

Adresse de livraison principale	**Adresse client**
Monsieur le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67000 STRASBOURG	Monsieur le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67000 STRASBOURG

Forêt communale de STRASBOURG OEDENWALD **Objet de la prestation :** Devis travaux patrimoniaux 2016 : FC STRASBOURG Oedenwald	**Coordonnées Client :** Tél : 03 88 60 90 90 SIRET 21670482500019

Prestation d¿encadrement de travaux d¿exploitation et / ou patrimoniaux réalisés en régie et/ou entreprise : - Assistance au lancement de la procédure de commande publique et au choix du prestataire (si entreprise) - Organisation et suivi des chantiers - Assistance à la réception des travaux

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS	Qté ou Base	Un.	P.U. ou Taux	TVA	Montant en € HT	Nature (1)
TRAVAUX PATRIMONIAUX						
▫ Assistance technique à donneur d'ordre *(Ref : 06-MOE-ATDO)*	91 072,00	€	13,00 %	20,00	**11 839,36**	

Pour information, veuillez trouver ci-dessous notre estimation des prestations payées directement par le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre servant, le cas échéant, de base au calcul de la rémunération :

Prestations encadrées	*Quantité*	*Un.*	*Montant € HT*
▫ *Entretien du périmètre (Ref : 04-LIPA-EPZ00)* *Localisation : massif*	*4,00*	*KM*	*1 472,00*
▫ *Entretien de parcellaire (Ref : 04-LIPA-EAZ00)* *Localisation : massif*	*20 000,00*	*MLI*	*7 360,00*
▫ *Entretien de réseau de desserte : fauchage / entretien mécanique des accotements (Ref : 04-GVIN-FEA01)* *Localisation : massif*	*1,00*	*KM*	*1 500,00*
▫ *Réseau de desserte : entretien des lisières, talus, fossés (Ref : 04-GVIN-LTF00)* *Localisation : massif*	*3,00*	*KM*	*2 000,00*
▫ *Dégagement manuel de régénération naturelle traditionnelle (Ref : 04-DEGN-MAN01)* *Localisation : P18p*	*14,00*	*HA*	*5 520,00*
▫ *Dégagement de plantation ou semis artificiel (Ref : 04-DEGP-DGP00)* *Localisation : P 33p et 67p*	*1,30*	*HA*	*1 104,00*
▫ *Toilettage après exploitation (Ref : 04-DIVP-TOI01)* *Localisation : parcelles EA 2016 et reliquat 2015*	*80,00*	*HA*	*9 200,00*
▫ *Elagage (Ref : 04-ELTF-ELA00)* *Localisation : p51p 56p 61p*	*300,00*	*U*	*2 208,00*
▫ *Intervention en futaie irrégulière combinant relevé de couvert, dégagement de semis, nettoiement, dépressage et intervention sur les perches. (Ref : 04-FIRR-DNDP1)* *Localisation : parcelle diverses*	*80,00*	*HA*	*5 520,00*
▫ *Cloisonnement d'exploitation : ouverture (Ref : 04-CLOI-CCE00)* *Localisation : P 47*	*4 500,00*	*MLI*	*3 000,00*
▫ *Mise en peinture des arbres objectifs (Ref : 04-DIVP-PEI01)* *Localisation : P2,24p,28*	*1,00*	*U*	*3 312,00*
▫ *Entretien des clôtures grillagées (Ref : 04-PCLO-EGRI01)* *Localisation : P 22,36,55,66,67*	*2 000,00*	*MLI*	*2 484,00*
▫ *Application de répulsif (Ref : 04-PROG-REP01)* *Localisation : P40,41,42,52,55,57,58,63,65,67 et diverses*	*120,00*	*HA*	*19 872,00*
▫ *Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération (Ref : 02-PCLO-FPIQ01)* *Localisation : P2,36,55,66,67*	*200,00*	*U*	*700,00*
▫ *Protection contre le gibier : enlèvement des protections individuelles et mise en déchetterie (Ref : 04-PROG-DIND1)* *Localisation : P24p et 21p*	*1,00*	*U*	*1 104,00*
▫ *Entretien des renvois d'eau (Ref : 04-CNXI-ERI00)*	*90,00*	*MLI*	*2 944,00*
	Total estimatif HT		*91 072,00*

Office National des Forêts

ONF - AGENCE DE SCHIRMECK
SF AGENCE SCHIRMECK
2 rue de la Forêt - BP 50068
67131 SCHIRMECK

Votre interlocuteur
LAURENT GUERTON
Tel 03 88 87 31 02
Mél laurent.guerton@onf.fr
Tél Portable 06 24 24 66 69

DEVIS

N° DEC-16-801503-00145002 / 16332
Certifié ISO 9001 - ISO 14001

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS	Qté ou Base	Un.	P.U. ou Taux	TVA	Montant en € HT	Nature [1]
Prestations encadrées	*Quantité*		*Un.*		*Montant € HT*	
Localisation : massif						
□ *Entretiens divers de fossés bordiers (Ref : 04-CNXI-EDF00)* *Localisation : massif*	*100,00*		*ML*		*736,00*	
□ *Entretiens divers de route empierrée (Ref : 04-DESS-ERE00)* *Localisation : route forestière de Wangenbourg*	*2,00*		*KM*		*2 944,00*	
□ *Entretiens divers de route revêtue (Ref : 04-DESS-ERV00)* *Localisation : routes forestières Breitberg/Lang Bank* *bouchages ponctuels de "nids de poules" à l'enrobé à chaud*	*3,00*		*KM*		*8 000,00*	
□ *Entretien des passages busés (Ref : 04-CNXI-EBU00)* *Localisation : massif*	*1,00*		*U*		*368,00*	
□ *Fourniture et pose de barrière (Ref : 04-CNXI-FPBAR00)* *Localisation : route forestière breitberg*	*2,00*		*U*		*1 536,00*	
□ *Elimination ou limitation d'espèces indésirables (Ref : 04-ENVM-ELIMEI0)* *Localisation : zone humide P 43p et 48p*	*1,00*		*U*		*2 208,00*	
□ *Pose de nichoirs (Ref : 04-ENVA-PNICH0)* *Localisation : fagots orangerie*	*1,00*		*U*		*1 564,00*	
□ *Entretien des aires d'accueil et de zones touristiques (Ref : 04-ACPU-AZTE00)* *Localisation : étang des 3 fontaines*	*1,00*		*U*		*368,00*	
□ *Mise en place de mobilier d'accueil et signalétique (Ref : 04-TEAP-MEP01)* *Localisation : Bischofslaeger*	*1,00*		*U*		*736,00*	
□ *Entretien général du mobilier et de la signalétique (Ref : 04-TEAP-ENT02)* *Localisation : ponton étang des trois fontaines*	*1,00*		*U*		*736,00*	
□ *Abattage d'arbres d'un diamètre supérieur à 0,30 m - Sécurisation des lots de bois de chauffage (Ref : 04-EXPL-ABT01)* *Localisation : EA 2016*	*1,00*		*FO*		*736,00*	
□ *Matérialisation des lots de bois de chauffage (y compris les fonds de coupe) (Ref : 08-EXPL-LCHAUMAT1)* *Localisation : EA 2016 et reliquat 2015*	*30,00*		*HA*		*1 104,00*	
□ *Entretiens divers d'équipements cynégétiques (Ref : 04-CYNE-ENT0)* *Localisation : MASSIF* *entretien des enclos/exclos témoins*	*4,00*		*U*		*736,00*	
	Total estimatif HT				*91 072,00*	

Sous-total					**11 839,36 € HT**	

TVA		
Taux	Base	Montant
20,00%	11 839,36	2 367,87

Total HT	11 839,36 €
Total TVA [2]	2 367,87 €
Total TTC [2]	14 207,23 €

ONF - AGENCE DE SCHIRMECK
SF AGENCE SCHIRMECK
2 rue de la Forêt - BP 50068
67131 SCHIRMECK

Votre interlocuteur
LAURENT GUERTON
Tel : 03 88 87 31 02
Mél : laurent.guerton@onf.fr
Tel Portable : 06 24 24 66 69

DEVIS

N° DEC-16-801503-00145002 / 16332
Certifié ISO 9001 - ISO 14001

Total Investissement	Total Fonctionnement
11 839,36 € HT	**0,00 € HT**

Pour faire suite à votre demande, nous avons le plaisir de vous transmettre notre meilleure proposition. Cette offre est valable 3 mois Le 24/09/2015 Responsable de l'offre DENIS MOURON	Devis lu et accepté pour un montant de : 11 839,36 **€ HT** 14 207,23 **€ TTC** (2) Transmis en retour à l'ONF pour exécution : A , le (Signature nom, fonction)

(1) : La mention «I-Investissement» et «F-Fonctionnement» est purement indicative. L'affectation budgétaire reste une prérogative du propriétaire dans le respect des textes réglementaires.
- En signant ce devis vous reconnaissez avoir pris connaissance et accepté les conditions générales de vente de l'ONF. Elles sont disponibles sur www.prestations.onf.fr ou peuvent être adressées sur simple demande à onf-prestations@onf.fr
- Cette prestation sera réalisée conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).
- Entreprise agréée pour l'application en prestation de service de produits phytopharmaceutiques (n° d'agrément : IF00267).
- Ce devis pourra faire l'objet de factures intermédiaires en fonction de l'avancement des prestations.

(2) Taux de TVA appliqué sous réserve de modification législative

ONF - AGENCE DE SCHIRMECK
SF AGENCE SCHIRMECK
2 rue de la Forêt - BP 50068
67131 SCHIRMECK

Votre interlocuteur
LAURENT GUERTON
Tel 03 88 87 31 02
Mél laurent.guerton@onf.fr
Tél Portable 06 24 24 66 69

DEVIS

N° DEC-16-801503-00145045 / 16332
Certifié ISO 9001 - ISO 14001

Adresse de livraison principale	**Adresse client**
Monsieur le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67000 STRASBOURG	Monsieur le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67000 STRASBOURG

Forêt communale de STRASBOURG OEDENWALD **Objet de la prestation :** FOURNITURE DE REPULSIFS	**Coordonnées Client :** Tél : 03 88 60 90 90 SIRET 21670482500019

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS	Qté ou Base	Un.	P.U. ou Taux	TVA	Montant en € HT
TRAVAUX DE PROTECTION					
▫ Fourniture de répulsifs *(Ref : 02-FPRO-REP01)* Localisation : massif bourgeon protect	180,00	KG	32,68	20,00	**5 882,40**

TVA		
Taux	Base	Montant
20,00%	5 882,40	1 176,48

Total HT	5 882,40 €
Total TVA (1)	1 176,48 €
Total TTC (1)	7 058,88 €

Pour faire suite à votre demande, nous avons le plaisir de vous transmettre notre meilleure proposition. Cette offre est valable 3 mois

Le 24/09/2015

Responsable de l'offre DENIS MOURON

Devis lu et accepté pour un montant de : 5 882,40 **€ HT**
7 058,88 **€ TTC** (1)

Transmis en retour à l'ONF pour exécution

A , le
(Signature nom, fonction)

- En signant ce devis vous reconnaissez avoir pris connaissance et accepté les conditions générales de vente de l'ONF. Elles sont disponibles sur www.prestations.onf.fr ou peuvent être adressées sur simple demande à onf-prestations@onf.fr
- Cette prestation sera réalisée conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).
- Entreprise agréée pour l'application en prestation de service de produits phytopharmaceutiques (n° d'agrément : IF00267).
- Ce devis pourra faire l'objet de factures intermédiaires en fonction de l'avancement des prestations.

(1) Taux de TVA appliqué sous réserve de modification législative

Programme d'actions
pour l'année 2016
PRC-16-801506-00150350

Office National des Forêts

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HOHWALD

Office National des Forêts	**Destinataire**
AGENCE DE SCHIRMECK	Monsieur le Maire
UT VAL DE VILLE	COMMUNE DE STRASBOURG
16, rue de Bassemberg	CENTRE ADMINISTRATIF
67220 VILLE	1 PARC DE L'ETOILE
Tél : 03 88 08 35 22	67000 STRASBOURG

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt et aux engagements de l'ONF liés à la norme ISO 14001. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
TRAVAUX DE MAINTENANCE			
☐ Entretien du périmètre Localisation : FORÊT	4,00	KM	
☐ Entretien du parcellaire Localisation : FORÊT	4,00	KM	
Sous-total			**4 200,00 € HT**
TRAVAUX DE PLANTATION			
☐ Travaux préalables à la régénération : préparation de la végétation avant régénération Localisation : Parcelle 20	1,00	HA	
☐ Fourniture de plants à racines nues : épicéa commun de provenance PAB203 Localisation : Parcelle 12	500,00	PL	
☐ Fourniture de plants à racines nues : mélèze d'Europe de provenance LDE240 Localisation : Parcelle 32	500,00	PL	
☐ Fourniture de plants à racines nues : sapin pectiné de provenance AAL202 Localisation : Parcelles 1,12,18 19, 20 et 32	4 100,00	PL	
☐ Régénération par plantation : mise en place des plants Localisation : Parcelle 20 et 32	3 500,00	PL	
☐ Régénération par plantation : mise en place des plants en regarnis ou complément de régénération existante Localisation : 1,12,18,19,	1 600,00	PL	
Sous-total			**12 270,00 € HT**
TRAVAUX SYLVICOLES			
☐ Dégagement de plantation ou semis artificiel Localisation : Parcelles 1,2,12,18,19,20,21,30,31	10,80	HA	
☐ Travaux divers dans les peuplements Localisation : FORÊT	100,00	H	
Sous-total			**13 700,00 € HT**
TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES DEGATS DE GIBIER			
☐ Enlèvement manuel de clôture grillagée Localisation : Parcelles 13 et 35	1 080,00	MLI	
☐ Entretien des clôtures Localisation : 1 , 2 , 10 , 12 , 18 , 19 , 20 , 21 , 27 , 30 , 31 , 32 ,	8 800,00	MLI	
☐ Fourniture de grillage pour régénération Localisation : Parcelles 20 , 21 , 32	1 400,00	MLI	
☐ Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération Localisation : Parcelle 20 , 21 , 32	450,00	U	
☐ Mise en place de clôture	1 400,00	MLI	
☐ Application de répulsif Localisation : 1 , 2 , 12 , 18 , 19 , 20 , 21 , 23 , 26 , 27 , 28 , 30, 31 , 36 , 37	158,00	HA	
Sous-total			**53 000,00 € HT**

Office National des Forêts

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HOHWALD

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE			
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretiens divers de fossés Localisation : FORÊT	16,00	KM	
☐ Travaux d'entretien des infrastructures Localisation : FORÊT	16,00	KM	
Sous-total			**6 850,00 € HT**
FOURNITURE DE REPULSIFS			
☐ Fourniture de répulsifs Localisation : 1 , 2 , 12 , 18 , 19, , 20, 21 , 23 , 26 , 27 , 28 , 30 , 31 ,36 , 37 Bourgeon Protect	170,00	KG	
Sous-total			**5 600,00 € HT**
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE SUBVENTIONNABLES			
☐ Travaux de mise aux normes des infrastructures Localisation : Parcelles 5 , 7 , 9 , 34 Plle7: 770 ml (8500 €) et Plle 9: 1400ml de piste à créer (17300 €). Plle 5, 300 ml de piste à niveler et élargir ponctuellement (2400 €) . Plle 34: 255 ml de piste à créer,470 ml de piste à niveler et élargir ponctuellement, 660 ml de piste à niveller (7795 €).	3,20	KM	
Sous-total			**41 000,00 € HT**
			Total : 136 620,00 € HT

Les montants indiqués intègrent, le cas échéant, une évaluation des rémunérations des maîtres d'œuvre.

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, ROBERT SECKLER Date : 24/09/2015	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

ONF - AGENCE DE SCHIRMECK
SF AGENCE SCHIRMECK
2 rue de la Forêt - BP 50068
67131 SCHIRMECK

Votre interlocuteur
ROBERT SECKLER
Tel 03 88 08 35 22
Mél robert.seckler@onf.fr
Tel Portable 06 26 60 28 98

DEVIS

N° DEC-16-801506-00145003 / 16332
Certifié ISO 9001 - ISO 14001

Adresse de livraison principale	**Adresse client**
Monsieur le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67000 STRASBOURG	Monsieur le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67000 STRASBOURG

Forêt communale de STRASBOURG HOHWALD **Objet de la prestation :** Devis travaux patrimoniaux 2016 : FC STRASBOURG Hohwald	**Coordonnées Client :** Tél : 03 88 60 90 90 SIRET 21670482500019

Prestation d¿encadrement de travaux d¿exploitation et / ou patrimoniaux réalisés en régie et/ou entreprise : - Assistance au lancement de la procédure de commande publique et au choix du prestataire (si entreprise) - Organisation et suivi des chantiers - Assistance à la réception des travaux

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS	Qté ou Base	Un.	P.U. ou Taux	TVA	Montant en € HT	Nature (1)
TRAVAUX PATRIMONIAUX						
▫ Assistance technique à donneur d'ordre *(Ref : 06-MOE-ATDO)*	79 121,00	€	13,00 %	20,00	**10 285,73**	

Pour information, veuillez trouver ci-dessous notre estimation des prestations payées directement par le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre servant, le cas échéant, de base au calcul de la rémunération :

Prestations encadrées	*Quantité*	*Un.*	*Montant € HT*
▫ *Entretien du périmètre (Ref : 04-LIPA-EPZ00)* *Localisation : FORÊT*	*4,00*	*KM*	*1 840,00*
▫ *Entretien de parcellaire (Ref : 04-LIPA-EAZ00)* *Localisation : FORÊT*	*4,00*	*KM*	*1 840,00*
▫ *Travaux préalables à la régénération : préparation de la végétation avant régénération (Ref : 04-PRVG-PRV00)* *Localisation : Parcelle 20*	*1,00*	*HA*	*1 104,00*
▫ *Fourniture de plants à racines nues : épicéa commun PAB203 (Provenance souhaitée PAB203) (Ref : 02-FP-EPC-203-RN)* *Localisation : Parcelle 12*	*500,00*	*PL*	*300,00*
▫ *Fourniture de plants à racines nues : mélèze d'Europe LDE240 (Provenance souhaitée LDE240) (Ref : 02-FP-MEE-240-RN)* *Localisation : Parcelle 32*	*500,00*	*PL*	*550,00*
▫ *Fourniture de plants à racines nues : sapin pectiné AAL202 (Provenance souhaitée AAL202) (Ref : 02-FP-S.P-202-RN)* *Localisation : Parcelles 1,12,18 19, 20 et 32*	*4 100,00*	*PL*	*3 116,00*
▫ *Régénération par plantation : mise en place des plants (Ref : 04-PLAN-PLA00)* *Localisation : Parcelle 20 et 32*	*3 500,00*	*PL*	*3 850,00*
▫ *Régénération par plantation : mise en place des plants en regarnis ou complément de régénération existante (Ref : 04-PLAN-REG00)* *Localisation : 1,12,18,19,*	*1 600,00*	*PL*	*1 840,00*
▫ *Dégagement de plantation ou semis artificiel (Ref : 04-DEGP-DGP00)* *Localisation : Parcelles 1,2,12,18,19,20,21,30,31*	*10,80*	*HA*	*7 452,00*
▫ *Travaux divers dans les peuplements (Ref : 04-DIVP-DPP00)* *Localisation : FORÊT*	*100,00*	*H*	*4 600,00*
▫ *Enlèvement manuel de clôture grillagée (Ref : 04-PCLO-DEGRI03)* *Localisation : Parcelles 13 et 35*	*1 080,00*	*MLI*	*3 450,00*
▫ *Entretien des clôtures grillagées (Ref : 04-PCLO-EGRI01)* *Localisation : 1 , 2 , 10 , 12 , 18 , 19 , 20 , 21 , 27 , 30 , 31 , 32 ,*	*8 800,00*	*MLI*	*8 280,00*
▫ *Fourniture de grillage pour régénération (Ref : 02-PCLO-FGRI01)* *Localisation : Parcelles 20 , 21 , 32*	*1 400,00*	*MLI*	*7 800,00*
▫ *Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération (Ref : 02-PCLO-FPIQ01)* *Localisation : Parcelle 20 , 21 , 32*	*450,00*	*U*	*1 575,00*
▫ *Mise en place de clôture grillagée pour régénération (Ref : 04-PCLO-PGRI01)*	*1 400,00*	*MLI*	*10 948,00*
▫ *Application de répulsif (Ref : 04-PROG-REP01)*	*158,00*	*HA*	*14 536,00*
	Total estimatif HT		*79 121,00*

ONF - AGENCE DE SCHIRMECK
SF AGENCE SCHIRMECK
2 rue de la Forêt - BP 50068
67131 SCHIRMECK

Votre interlocuteur
ROBERT SECKLER
Tél : 03 88 08 35 22
Mel : robert.seckler@onf.fr
Tél Portable : 06 26 60 28 98

DEVIS

N° DEC-16-801506-00145003 / 16332
Certifié ISO 9001 - ISO 14001

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS	Qté ou Base	Un.	P.U. ou Taux	TVA	Montant en € HT	Nature (1)
Prestations encadrées	*Quantité*		*Un.*		*Montant € HT*	
Localisation : 1 , 2 , 12 , 18 , 19 , 20 , 21 , 23 , 26 , 27 , 28 , 30, 31 , 36 , 37						
□ *Entretiens divers de fossés bordiers (Ref : 04-CNXI-EDF00) Localisation : FORÊT*	*16,00*		*KM*		*1 440,00*	
□ *Entretiens divers de route empierrée (Ref : 04-DESS-ERE00) Localisation : FORÊT*	*16,00*		*KM*		*4 600,00*	
	Total estimatif HT				*79 121,00*	
Sous-total					**10 285,73 € HT**	

TVA		
Taux	Base	Montant
20,00%	10 285,73	2 057,15

Total HT	10 285,73 €
Total TVA (2)	2 057,15 €
Total TTC (2)	12 342,88 €

Total Investissement	Total Fonctionnement
10 285,73 € HT	**0,00 € HT**

Pour faire suite à votre demande, nous avons le plaisir de vous transmettre notre meilleure proposition. Cette offre est valable 3 mois

Le 24/09/2015

Responsable de l'offre DENIS MOURON

Devis lu et accepté pour un montant de : 10 285,73 € HT
12 342,88 € TTC (2)

Transmis en retour à l'ONF pour exécution

A , le
(Signature nom, fonction)

(1) : La mention «I-Investissement» et «F-Fonctionnement» est purement indicative. L'affectation budgétaire reste une prérogative du propriétaire dans le respect des textes réglementaires.
- En signant ce devis vous reconnaissez avoir pris connaissance et accepté les conditions générales de vente de l'ONF. Elles sont disponibles sur www.prestations.onf.fr ou peuvent être adressées sur simple demande à onf-prestations@onf.fr
- Cette prestation sera réalisée conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).
- Entreprise agréée pour l'application en prestation de service de produits phytopharmaceutiques (n° d'agrément : IF00267).
- Ce devis pourra faire l'objet de factures intermédiaires en fonction de l'avancement des prestations.

(2) Taux de TVA appliqué sous réserve de modification législative

ONF - AGENCE DE SCHIRMECK
SF AGENCE SCHIRMECK
2 rue de la Forêt - BP 50068
67131 SCHIRMECK

Votre interlocuteur
ROBERT SECKLER
Tel 03 88 08 35 22
Mel robert.seckler@onf.fr
Tel Portable 06 26 60 28 98

DEVIS

N° DEC-16-801505-00145031 / 16332
Certifié ISO 9001 - ISO 14001

Adresse de livraison principale	**Adresse client**
Monsieur le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67000 STRASBOURG	Monsieur le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67000 STRASBOURG

Forêt communale de STRASBOURG HOHWALD **Objet de la prestation :** FOURNITURE DE REPULSIFS	**Coordonnées Client :** Tél : 03 88 60 90 90 SIRET 21670482500019

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS	Qté ou Base	Un.	P.U. ou Taux	TVA	Montant en € HT
TRAVAUX DE PROTECTION					
▫ Fourniture de répulsifs *(Ref : 02-FPRO-REP01)* Localisation : 1 , 2 , 12 , 18 , 19, , 20, 21 , 23 , 26 , 27 , 28 , 30 , 31 ,36 , 37 Bourgeon Protect	170,00	KG	32,68	20,00	**5 555,60**

TVA		
Taux	Base	Montant
20,00%	5 555,60	1 111,12

Total HT	5 555,60 €
Total TVA (1)	1 111,12 €
Total TTC (1)	6 666,72 €

Pour faire suite à votre demande, nous avons le plaisir de vous transmettre notre meilleure proposition. Cette offre est valable 3 mois

Le 24/09/2015

Responsable de l'offre DENIS MOURON

Devis lu et accepté pour un montant de : 5 555,60 € **HT**
6 666,72 € **TTC** (1)

Transmis en retour à l'ONF pour exécution :

A , le
(Signature nom, fonction)

- En signant ce devis vous reconnaissez avoir pris connaissance et accepté les conditions générales de vente de l'ONF. Elles sont disponibles sur www.prestations.onf.fr ou peuvent être adressées sur simple demande à onf-prestations@onf.fr
- Cette prestation sera réalisée conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).
- Entreprise agréée pour l'application en prestation de service de produits phytopharmaceutiques (n° d'agrément : IF00267).
- Ce devis pourra faire l'objet de factures intermédiaires en fonction de l'avancement des prestations.

(1) Taux de TVA appliqué sous réserve de modification législative

ANNEXE 5 :

Proposition de revalorisation des redevances (produits chasse et pêche)

Proposition de revalorisation des redevances

VILLE DE STRASBOURG

	Chalets	Lieux	Occupants	Propriétaire du terrain	Propriétaire du chalet	Redevance actuelle	Redevance prévisionnelle 2016	Indice de révision
Chalets de chasse	Rohrbach	Le Hohwald		VDS	VDS	0,00 €	770,00 €	Indice de référence des loyers
	Aman Firmery	Oedenwald		VDS	VDS	0,00 €	792,00 €	Indice de référence des loyers
lots de chasse	Lot 1	Robertsau	SPITZ Vincent	VDS		1 250,00 €	1 250,00 €	
	Enclave n°1	Robertsau	Sté de chasse militaire Artémis	VDS		121,82 €	0,00 €	Paiment unique pour toute la durée du bail
	Lot 2	Neuhof- Illkirch	WACK Michel	VDS		238,00 €	238,00 €	Bail = 995 € quote part VDS 40%
	Lot 3	Herrenwald	WOLLENSCHLAEGER Dider	VDS		6 445,00 €	6 445,00 €	
	Lot 4	Hohwald Est	WOLLENSCHLAEGER Dider	VDS		5 700,00 €	5 700,00 €	
	Lot 5	Hohwald Ouest	STRUB Paul	VDS		5 000,00 €	5 000,00 €	
	Lot 6	Oedenwald Nord	Sté de chasse de la Mossig	VDS		16 200,00 €	16 200,00 €	
	Lot 7	Oedenwald Sud	Association de chasse de Maulbronn	VDS		18 000,00 €	18 000,00 €	
Pêche	Rohrkopf	Robertsau	APPMA Robertsau 1903	VDS	VDS	0 €	1 170,80 €	Indice des prix de la consommation hors tabac
	Fédération de pêche					1 125,96 €	572 €	
Loisirs	Vieille Métairie	Le Hohwald	Association "les Amis de la Métairie"	VDS	Association	0 €	848,11 €	arrêté tarifaire
						54 080,78 €	56 985,91 €	

OND

	Chalets	Lieux	Occupants	Propriétaire du terrain	Propriétaire du chalet	Redevance actuelle	Redevance prévisionnelle 2016	Indice de révision
	Lot 8	Œuvre Notre Dame	HANDWERK Gérard	VDS		7 600,00 €	7 600,00 €	
	Humbert	Elmerforst	Dossier en cours	VDS	/	1 000 €	800 €	Pas de revalorisation pour le moment
						8 600 €	8 400 €	

ANNEXE 6 :

Récapitulatif des recettes issues des concessions en forêts

Strasbourg.eu
eurométropole

Ville de Strasbourg
SEVN / DEN

Récapitulatif des concessions accordées
dans les forêts soumises au régime forestier

Année 2015

FORET COMMUNALE	NUMERO	ETAT	NOM DU CONVENTIONNE	NATURE DE LA CONVENTION	DUREE DE VALIDITE	ENTREE	REDEVANCES 2015	REMARQUES	prév. 2016
HERRENWALD	H 124	signée	Christophe ROTH	Installation de ruchers sur l'aire apicole en forêt de l'Herrenwald	Du 01/07/2010 au 30/06/2019	Entretien avec M. Roser puis envoi du 12/08/2010	NC	2014 : 164,45 €	164,45

FORET COMMUNALE	NUMERO	ETAT	NOM DU CONVENTIONNE	NATURE DE LA CONVENTION	DUREE DE VALIDITE	ENTREE	REDEVANCES 2015	REMARQUES	prév. 2016
LE HOHWALD	H 102	signée	Hubert BACHER	Droit de passage	Du 01/01/2008 au 31/12/2016	01/01/1986	103,37 €		103,37 €
LE HOHWALD	H 103	signée	Yves DAMETTE	Droit de passage	du 01/01/2012 au 31/12/2020	Demande de renouvellement le 17/09/2011	103,37 €		103,37 €
LE HOHWALD	H 104	signée	André DEISSLER	Droit de captage d'une source	Du 01/01/2008 au 31/12/2016	Demande de renouvellement le 2 février 1999	187,82 €		187,82 €
LE HOHWALD	H 110	signée	Commune du Hohwald	Convention cadre	du 01/01/2012 au 31/12/2020	Renouvellement suite à date à échéance	Détails ci-dessous		
LE HOHWALD	H 110 - 01	signée	Commune du Hohwald	Captage et conduites d'eau	du 01/01/2012 au 31/12/2020	Renouvellement suite à date à échéance	3 168,03 €		3 168,03 €
LE HOHWALD	H 110 -02	signée	Commune du Hohwald	Lampadaires et transformateurs électriques	du 01/01/2012 au 31/12/2020	Renouvellement suite à date à échéance	180,14 €		180,14 €
LE HOHWALD	H 110 - 03	signée	Commune du Hohwald	Cour d'école	du 01/01/2012 au 31/12/2020	Renouvellement suite à date à échéance	152,46 €		152,46 €
LE HOHWALD	H 110 - 04	signée	Commune du Hohwald	Camping du Louisenthal	du 01/01/2012 au 31/12/2020	Renouvellement suite à date à échéance	866,97 €		866,97 €
LE HOHWALD	H 110 - 05	signée	Commune du Hohwald	Camping du Kirchbuhl	du 01/01/2012 au 31/12/2020	Renouvellement suite à date à échéance	2 052,00 €		2 052,00 €
LE HOHWALD	H 110 - 06	signée	Commune du Hohwald	Parking le long de la RN425	du 01/01/2012 au 31/12/2020	Renouvellement suite à date à échéance	95,21 €		95,21 €
LE HOHWALD	H 110 - 07	signée	Commune du Hohwald	Parcours de santé	du 01/01/2012 au 31/12/2020	Renouvellement suite à date à échéance	523,26 €		523,26 €
LE HOHWALD	H 110 - 08	signée	Commune du Hohwald	Wassertretttstelle	du 01/01/2012 au 31/12/2020	Renouvellement suite à date à échéance	12,40 €		12,40 €
LE HOHWALD	H 110 - 9	signée	Commune du Hohwald	Cascade de l'Andlau	du 01/01/2012 au 31/12/2020	Renouvellement suite à date à échéance	272,92 €		272,92 €
LE HOHWALD	H 110 - 10	signée	Commune du Hohwald	Fontaine le long de la RN 425	du 01/01/2012 au 31/12/2020	Renouvellement suite à date à échéance	170,98 €		170,98 €
LE HOHWALD	H 110 - 11	signée	Commune du Hohwald	Gloriette le long de la RN 425	du 01/01/2012 au 31/12/2020	Renouvellement suite à date à échéance	12,40 €		12,40 €
LE HOHWALD	H 110 - 12	signée	Commune du Hohwald	Arboretum	du 01/01/2012 au 31/12/2020	Renouvellement suite à date à échéance	443,03 €		443,03 €
LE HOHWALD	H 116	signée	Georges HILD	Droit de captage d'une source	Du 01/01/2008 au 31/12/2016	Demande de renouvellement le 16 février 1999	187,82 €		187,82 €
LE HOHWALD	H 119	signée	Marcel KIEFFER	Droit de passage	du 01/01/2011 au 31/12/2019	Demande de renouvellement le 18 janvier 2011	103,37 €		103,37 €
LE HOHWALD	H 120	signée	Frédéric KIEMLE	Droit de passage et droit d'entretenir et d maintenir deux terrains attenants à l'habitation	Du 01/01/2008 aui 31/12/2016	NC	129,00 €		129,00 €
LE HOHWALD	H 121	signée	Henri KILLING	Droit de passage	Du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2016	NC	103,37 €		103,37 €
LE HOHWALD	H 124	signée	Viviane GIANELLA	Maintenir et entretenir un terrain et maintenir et entretenir un panneau publicitaire	Du 01/01/2014 au 31/12/2022	Demande de renouvellemnt faite le 27/10/2014	143,20 €		143,20 €
LE HOHWALD	H 129	signée	Christian ROCHELLE	Droit de passage	Du 01/01/2008 au 31/12/2016	Demande de renouvellement du 15/01/2007	103,37 €		103,37 €
LE HOHWALD	H 133	signée	Philippe KIEFFER	Droit de passage	Du 01/01/2009 au 31/12/2017	01/09/2009 courrier de relance renouvellement	103,37 €		103,37 €
LE HOHWALD	H 135	signée	Justin SCHWOOB	Droit de maintenir et d'entretenir un pré	Du 01/01/2008 au 31/12/2016	NC	190,84 €		190,84 €
LE HOHWALD	H 137	signée	Stanislas LAUER	Droit de captage source Kirchbühl	Du 01/01/2008 au 31/12/2016	NC	0,00 €	Conduite bouchée en 2015	0,00 €
LE HOHWALD	H 142	signée	Nicole BERTAUD	Maintenir et entretenir un panneau publicitaire	Du 01/01/2014 au 31/12/2022	Demande de renouvellement faite le 27/10/2014	152,23 €		152,23 €
LE HOHWALD	H 160	signée	EDF/GDF	Enfouissement de lignes électriques	01/07/2014 au 30/06/2022	Demande du 29/04/2005	188,65 €		188,65 €
LE HOHWALD	H 163	signée	Mehmet CEKIK	Droit de passage	du 01/01/2014 au 31/12/2022	NC	103,37 €		103,37 €
LE HOHWALD	H 165	signée	ERDF	Enfouissement de lignes électriques	01/09/2014 au 01/09/2022	Demande du 02/03/2005	322,40 €		322,40 €
LE HOHWALD	H 200	signée	Jutta EHMS	Droit de passage	du 01/06/2015 au 01/06/2023	Courrier du 18/06/2015	103,37 €		103,37 €
LE HOHWALD	H 201	signée	M. KAZEMI	Maintenir et entretenir un panneau publicitaire	Du 01/01/2008 au 31/12/2016	Demande du 18/12/2006	152,23 €		152,23 €
LE HOHWALD	H 202	signée	Gérard WOHLEBER	Maintenir et entretenir un panneau publicitaire	Du 01/09/2006 au 31/08/2015	Courrier de demande du 26 octobre 2006	116,71 €		116,71 €
LE HOHWALD	H 204	signée	Christian ROCHELLE	Maintenir et entretenir un panneau publicitaire	Du 01/01/2007 au 31/12/2015	Demande de renouvellement du 15/01/2007	30,45 €		30,45 €
LE HOHWALD	H 209	signée	Georgette SCHULE	Droit de captage source	Du 01/01/2010 au 31/12/2018	Courrier de relance du 29/09/2010	339,30 €		339,30 €
LE HOHWALD	H 213	signée	Energie Kornmann	Droit d'occuper et d'entretenir une bande de terrain	Du 01/01/2011 au 31/12/2019	Courrier de mise à disposition	119,58 €		119,58 €
LE HOHWALD	H 215	signée	Club vosgien du Hohwald	Autorisation de passage, d'aménagement et d'entretien, afin de permettre la continuité des itinéraires du Club Vosgien inscrits au P.D.I.P.R	Du 14/07/2012 au 14/07/2015	Tacite reconduction sauf dénonciation 6 mois avant échéance	0,00 €	Gratuit	0,00 €
LE HOHWALD	H 218	signée	Lucienne MELDER	Droit de passage	Du 01/01/2012 au 31/12/2020	NC	103,37 €		103,37 €
LE HOHWALD	H 223	signée	Marianne KOEGLER	Droit de passage	01/01/2015 au 31/12/2022	Envoi courrier + convention	103,37 €		103,37 €
LE HOHWALD	H224	signée	Serge MARTINI	Droit de passage	du 01/01/2015 au 31/12/2022		103,37 €		103,37 €

Ville de Strasbourg
SEVN / DEN

Récapitulatif des concessions accordées dans les forêts soumises au régime forestier

Année 2015

FORET COMMUNALE	NUMERO	ETAT	NOM DU CONVENTIONNE	NATURE DE LA CONVENTION	DUREE DE VALIDITE	ENTREE	REDEVANCES 2015	REMARQUES	prév. 2016
NEUHOF	N 03	signée	CUS Habitat	Droit d'occupation d'un terrain/ passage d'un réseau de chaleur enterré	Du 01/06/1983 pour une durée indéterminée	NC	60,26 €		60,26 €
NEUHOF	N 06	signée	Port Autonome	Mise en place et entretien de deux piézomètres	Du 01/01/2015 au 31/12/2022	NC	7,00 €		7,00 €
NEUHOF	N 08	signée	Gaz de Strasbourg	Occupation de terrain et passage d'une conduite de gaz	Du 01/01/1994 au 30/06/2030	NC	782,70 €		782,70 €
NEUHOF	N 09	signée	Gaz de Strasbourg	Occupation de terrain et passage d'une conduite de gaz	Du 30/06/1993 au 30/06/2030	Relance Ville 23/01/1995	374,98 €		374,98 €
NEUHOF	N 10	signée	France Telecom	Autorisation de passage	De 1967 pour une durée indéterminée	NC	5,59 €		5,59 €
NEUHOF	N 11	signée	RTE	Maintien d'un câble de télécommunication	Du 01/01/1972 pour une durée indeterminée	NC	83,36 €		83,36 €
NEUHOF	N 12	signée	RTE	Droit de passage	Du 01/01/1973 pour une durée indéterminée	NC	12,18 €		12,18 €
NEUHOF	N 13	signée	RTE	Occupation de terrain sur l'île du Rohrschollen	Du 01/01/1972 pour une durée indeterminée	NC	1 206,18 €		1 206,18 €
NEUHOF	N 14	signée	ES	Droit de maintenir une ligne électrique souterraine	Du 01/01/1976 pour une durée indéterminée	NC	328,59 €		328,59 €
NEUHOF	N 15	signée	ES	Occupation de terrain	Du 01/01/1964 pour une durée indéterminée	NC	21,23 €		21,23 €
NEUHOF	N 23	signée	Société de tourisme d'Illkirch- Graffenstaden	Autorisation de passage, d'aménagement et d'entretien, afin de permettre la continuité des itinéraires du Club Vosgien inscrits au P.D.I.P.R	3 ans à compter de sa signature	NC	0,00 €	Gratuit	0,00 €

FORET COMMUNALE	NUMERO	ETAT	NOM DU CONVENTIONNE	NATURE DE LA CONVENTION	DUREE DE VALIDITE	ENTREE	REDEVANCES 2015	REMARQUES	prév. 2016
OEDENWALD	H 206	signée	Gilbert WALTER	Installation de ruchers sur l'aire apicole en forêt du Hohwald	Du 01/07/2009 au 30/06/2018	Demande du 01/06/2009	NC	2013 : 215,60 €	215,60 €
OEDENWALD	H 207	signée	Sonia WALTER	Installation de ruchers sur l'aire apicole en forêt de l'Oedenwald	Du 01/07/2009 au 30/06/2018	Demande du 01/06/2009	NC	2013 : 211,20 €	211,20 €
OEDENWALD	H 208	signée	François EDEL	Installation de ruchers sur l'aire apicole en forêt de l'Oedenwald	Du 01/07/2009 au 30/06/2018	Demande du 08/07/2009	NC		
OEDENWALD	H 211	signée	Laurent GUERTON	Maintenir et entretenir un pré	Du 01/01/2011 au 31/12/2011	Reconduction tacite	201,64 €		201,64 €
OEDENWALD	H 212	signée	Frédy ERB	Installation de ruchers sur l'aire apicole en forêt d el'Oedenwald	Du 01/07/2010 au 30/06/2019	Demande du 21/06/2010	NC		
OEDENWALD	H 216	signée	Club vosgien de Wasselonne	Autorisation de passage, d'aménagement et d'entretien, afin de permettre la continuité des itinéraires du Club Vosgien inscrits au P.D.I.P.R	Du 10/03/2012 au 10/03/2015	Tacite reconduction sauf dénonciation 6 mois avant échéance	0,00 €	Gratuit	
OEDENWALD	OE 101	signée	SDEA	Droit de captage d'eau en forêt de l'Oedenwald	du 01/01/2012 au 31/12/2020	NC	1 295,99 €		1 295,99 €
OEDENWALD	OE 102	signée	SDEA	Droit de captage d'eau en forêt de l'Oedenwald	Du 01/01/2014 au 31/12/2016	NC	1 340,00 €		1 340,00 €
OEDENWALD	OE 104	signée	Thierry SCHEER	Droit d'installation d'un rucher	Du 01/01/2013 au 31/12/2022	NC	NC	2014 : 35,20 €	35,20 €

FORET COMMUNALE	NUMERO	ETAT	NOM DU CONVENTIONNE	NATURE DE LA CONVENTION	DUREE DE VALIDITE	ENTREE	REDEVANCES 2015	REMARQUES	prév. 2016
ROBERTSAU	R 16	signée	ACD 78	Mise à disposition d'un terrain	du 01/01/2015 au 31/12/2019	Courrier de deamnde du 12/11/2013	1 321,49 €		1 321,49 €
ROBERTSAU	R 17	signée	Jean Frédéric MAYER	Droit d'installation d'un rucher en forêt de la Robertsau	Du 01/01/2011 au 31/12/2019	Demande de renouvellement du 30/04/2010		2014 : 177,10 €	177,10 €
ROBERTSAU	R 20	signée	Christophe GORALSKY	occupation de parcelles pour pâturage	Du 01/09/1992 pour une durée de 1an	Reconduction tacite	650,02 €		650,02 €
ROBERTSAU	R 21	signée	ES	Implantation de lignes électriques	Du 01/01/1976 pour une durée indéterminée	NC	8,81 €		8,81 €
ROBERTSAU	R 28	signée	PETROPLUS	Passage pipeline	du 31/03/2008 au 31/12/2016	NC	NC	2014 : 12 601,15 €	12 601,15 €
ROBERTSAU	R 30	signée	TRAPIL	Passage pipeline	du 19/06/2009 au 18/06/2021	NC	13 956,99 €		13 956,99 €
ROBERTSAU	R32	signée	Francis WEBER	Opérations de fauche	31/12/2015	Renouvellement suite à date à échéance	166,14 €		166,14 €
ROBERTSAU	R 36	signée	Jonathan LETZELTER	Pâturage extensif et fauche sur des prairies	31/12/2015	Appel à candidature	0,00 €	Gratuit (agriculture bio)	0,00 €
ROBERTSAU	R37	signée	Jonathan LETZELTER	Opérations de fauche	31/12/2015	Renouvellement suite à date à échéance	0,00 €	Gratuit (agriculture bio)	0,00 €
									46 574,95 €

31

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Approbation d'une nouvelle convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public dénommé "Conservatoire Botanique d'Alsace".

Par délibération du 26 janvier 2004, complétée par celle du 12 décembre 2005, la ville de Strasbourg avait approuvé d'une part la création d'un Conservatoire Botanique d'Alsace (CBA) intégrant le conservatoire botanique de Strasbourg implanté à la ferme de la Bussière et d'autre part les statuts de la structure porteuse de ce futur CBA.

Par arrêté du 7 avril 2010, le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer a validé la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) dénommé « Conservatoire Botanique d'Alsace ». Celle-ci a été approuvée par le Conseil municipal par délibération le 6 décembre 2010.

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit harmonise le droit régissant les GIP et stipule que les GIP existants doivent mettre leurs statuts en conformité correspondant à cette nouvelle législation.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil municipal pour approbation, la nouvelle convention constitutive du GIP « conservatoire botanique d'Alsace » jointe en annexe et de confirmer les engagements pris antérieurement à savoir :

- d'affecter une subvention de fonctionnement pour permettre au GIP d'effectuer les embauches correspondant à un montant maximum de 60 000 € par an. Le montant sera ajusté chaque année en fonction du personnel effectivement embauché et affecté à la gestion du conservatoire de la ferme Bussière ;
- de confirmer l'autorisation de programme d'un montant de 200 000 € afin de pouvoir rénover le jardin du conservatoire botanique et les locaux associés.

Dans le cadre de la gouvernance du GIP composée de 9 membres et de 12 voix, la ville de Strasbourg est représentée par 1 membre et dispose de 3 voix.

En complément de la convention constitutive et afin de préciser les ressources mises à disposition du GIP par la ville de Strasbourg dans le cadre défini précédemment, il sera

établit une convention bilatérale entre la ville de Strasbourg et le CBA. Celle-ci précisera également les attentes de la Ville en termes de services aux membres.

Je vous demande bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la commission plénière
après avoir délibéré
valide

la nouvelle convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public « Conservatoire Botanique d'Alsace »,

autorise

le Maire ou son représentant :

- *à signer la convention constitutive du GIP « Conservatoire Botanique d'Alsace » en substitution à la convention constitutive du 7 avril 2010, sous réserve de la validation de la convention par le conseil d'administration du conservatoire botanique ;*

- *à signer la convention bilatérale avec le GIP « Conservatoire Botanique d'Alsace ;*

- *à assister au conseil d'administration du GIP « Conservatoire Botanique d'Alsace » ;*

- *à engager le projet d'aménagement du site strasbourgeois du Conservatoire Botanique d'Alsace à la ferme Bussière.*

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

ANNEXE

CONSERVATOIRE
BOTANIQUE
D'ALSACE

CONVENTION CONSTITUTIVE

DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC

« CONSERVATOIRE BOTANIQUE D'ALSACE »

MODIFIEE au 20 mai 2015

PREAMBULE

La présente convention fait suite à la première convention constitutive du GIP Conservatoire Botanique d'Alsace approuvée par l'Arrêté du 7 avril 2010 portant approbation de la convention constitutive d'un groupement d'intérêt public constitué dans le domaine de l'environnement.

Elle s'inscrit dans le cadre de sa mise en conformité avec la Loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 et ses décrets d'application.

La présente convention se substitue à la convention constitutive du 7 avril 2010 précitée.

Il est constitué entre

- La REGION ALSACE,

Collectivité territoriale, 1 place Adrien Zeller, BP 91106, 67070 Strasbourg

- Le DEPARTEMENT DU BAS-RHIN,

Collectivité territoriale, place du Quartier Blanc, 67964 Strasbourg Cedex 9

- Le DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN,

Collectivité territoriale, 100 avenue d'Alsace, 68006 Colmar

- La VILLE DE STRASBOURG,

Collectivité territoriale, 1 parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg Cedex

- La VILLE DE MULHOUSE,

Collectivité territoriale, 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 10020, 68948 Mulhouse Cedex 9

- MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Etablissement public de coopération intercommunale, 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 90019, 68948 Mulhouse Cedex 9

- L'UNIVERSITE DE STRASBOURG

Etablissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel, 4 rue Blaise pascal CS 90032, 67081 Strasbourg Cedex

- La SOCIETE BOTANIQUE D'ALSACE

Association de droit local régie par le code civil allemand, Loi de 1908, Institut de Botanique, 28 rue Goethe, 67000 Strasbourg, inscrite au registre des associations au volume LXXV Folio n°286 Dossier N° 286/1997

un groupement d'intérêt public (GIP)**,** régi par les règles fixées par le chapitre II de la Loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit et ses décrets d'application, ainsi que par les dispositions de la présente convention.

TITRE I « FONDEMENTS »

ARTICLE 1 – DENOMINATION

La dénomination du groupement d'intérêt public est **« Conservatoire Botanique d'Alsace »** également dénommé CBA.

ARTICLE 2 – OBJET, MISSIONS, COMPETENCE GEOGRAPHIQUE

2.1 – Objet

Le groupement « Conservatoire Botanique d'Alsace » a pour objet de prendre en charge les missions reconnues aux conservatoires botaniques nationaux, de conforter, de valoriser et de coordonner les initiatives prises en faveur de la conservation de la flore alsacienne et, notamment :

- la conservation ex-situ des plantes menacées en Alsace ;
- le stockage et l'exploitation des données actuelles à des fins de suivi des populations végétales ;
- la conservation des données historiques (herbier, données bibliographiques, …) ;
- l'expertise pour les collectivités, les administrations de l'Etat et les gestionnaires d'espaces protégés ;
- la sensibilisation du public à la conservation de la biodiversité végétale ;
- la contribution à la formation des acteurs alsaciens la sauvegarde de la flore.

Il ne gère pas de sites naturels protégés, mais peut y pratiquer des expertises et assurer des conseils.

2.2 – Missions

Dans le cadre de son objet d'intérêt général lié à la flore et aux habitats naturels et semi-naturels, le groupement exerce les 4 missions suivantes :

- Mission de conservation,
- Mission de connaissance,
- Mission d'appui technique et scientifique,
- Mission de sensibilisation, d'information et de formation,

auxquelles s'ajoute le fonctionnement général du CBA et les services aux membres du groupement.

2.3 – Compétence géographique

L'action du Groupement d'Intérêt public concerne le territoire alsacien.

Dans le cadre d'une coopération interrégionale, le GIP Conservatoire Botanique d'Alsace pourra, conformément à l'article 99 de la Loi n° 2011-525 du 17 mai 2011, participer ou s'associer à des entités dont l'objet et l'action complètent, directement ou indirectement ses missions, sur tout territoire pertinent.

ARTICLE 3 – SIEGE

Le siège du groupement est fixé 1, place Adrien Zeller à Strasbourg.

ARTICLE 4 – DUREE
Le groupement est constitué pour une durée indéterminée, sauf dissolution anticipée décidée conformément à l'article 24.

ARTICLE 5 – ADHESION, EXCLUSION, RETRAIT, CESSION DE DROITS

5.1 – Adhésion
Au cours de son existence, le groupement peut accueillir de nouveaux membres par décision de l'assemblée générale et sur proposition du conseil d'administration dans les conditions prévues dans l'article 11. La demande d'adhésion est formulée par écrit, agréée par le conseil d'administration et se traduit par la signature de la convention constitutive du groupement. Un avenant devra être approuvé par l'assemblée générale et par arrêté pris et publié dans les mêmes formes que l'arrêté d'approbation de la présente convention.

5.2 – Retrait
En cours d'exécution de la convention, tout membre peut se retirer du groupement à l'expiration d'un exercice budgétaire, sous réserve qu'il ait notifié son intention un an avant la fin de l'exercice et que les modalités de ce retrait aient été définies et aient reçu l'accord du conseil d'administration, conformément aux dispositions du règlement intérieur.

5.3 – Exclusion
L'exclusion d'un membre peut être prononcée sur proposition du conseil d'administration par l'assemblée générale, en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave. Le membre concerné est entendu au préalable par le conseil d'administration. Les dispositions financières et autres prévues pour le retrait s'appliquent au membre exclu.

5.4 – Conséquences de l'exclusion, du retrait, de la liquidation judiciaire ou du redressement judiciaire d'un membre
En cas de liquidation judiciaire, redressement judiciaire, retrait ou exclusion d'un membre, le groupement se poursuit entre les autres membres, sauf décision contraire de l'assemblée générale. Les droits et obligations des membres restants sont alors redéfinis entre eux, d'un commun accord et après négociation. Les membres restants peuvent se porter acquéreur des droits du membre en liquidation judiciaire, redressement judiciaire, retrait ou exclusion.

A l'issue d'une exclusion ou du retrait d'un membre, un avenant à la présente convention devra prévoir les modalités financières de cette exclusion ou de ce retrait en fonction du niveau des contributions et des frais engagés pour le fonctionnement du groupement. Cet avenant devra être approuvé par l'assemblée générale et par arrêté pris et publié dans les mêmes formes que l'arrêté d'approbation de la présente convention.

5.5 – Cession de droits
Toute cession de droits ne peut être consentie qu'après accord des ¾ des membres du conseil d'administration. A l'issue d'une cession par un membre, un avenant à la présente convention devra prévoir une nouvelle répartition des droits et obligations. Cet avenant devra être approuvé par l'assemblée générale et par arrêté pris et publié dans les mêmes formes que l'arrêté d'approbation de la présente convention.

TITRE II « CAPITAL – DROITS ET OBLIGATIONS – MOYENS DU GROUPEMENT

ARTICLE 6 – CAPITAL

Le groupement est formé sans capital. Les droits des membres sont représentés par des droits statutaires attribués à chacun d'eux dans le cadre des dispositions qui suivent.

ARTICLE 7 – DROITS ET OBLIGATIONS

Les droits et obligations des membres du groupement sont répartis comme suit :

MEMBRES (8)	**VOIX (12)**
- la Région Alsace, représentée par le Président ou son représentant	**2**
- le Département du Bas-Rhin, représenté par le Président ou son représentant	**1**
- le Département du Haut-Rhin, représenté par le Président ou son représentant	**1**
- la Ville de Strasbourg, représentée par le Maire ou son représentant	**3**
- la Ville de Mulhouse, représentée par le Maire ou son représentant	**2**
- Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par le Président ou son représentant	**1**
- l'Université de Strasbourg, représentée par le Président ou son représentant	**1**
- la Société Botanique d'Alsace, représentée par le Président ou son représentant	**1**

La répartition du nombre de voix peut être périodiquement révisée par l'assemblée générale au vu des éventuelles évolutions des contributions des membres.

Dans leurs rapports entre eux, les membres sont tenus aux obligations du groupement dans les proportions ci-dessus établies en nombre.

Dans leurs rapports avec les tiers, les membres ne sont pas solidaires : sauf convention contraire avec le tiers contractant, ils sont responsables des dettes du groupement à raison de leur contribution aux charges du groupement.

ARTICLE 8 – MOYENS DU GROUPEMENT

8.1 – Contributions des membres

Les contributions des membres sont fournies :

- sous forme de contribution financière au budget annuel ;
- sous forme de mise à disposition, sans contrepartie financière, de personnels qui continuent à être rémunérés par l'un des membres ; la notion de mise à disposition de personnels ne se limite pas à son sens statutaire ;
- sous forme de mise à disposition, sans contrepartie financière, de locaux, matériels et services généraux ;

- sous forme de bénévolat.

Les contributions annuelles de chaque membre, en personnel, en financement et en matériel sont fixées dans des conventions triennales particulières conclues entre chaque membre et le groupement.

Les équipements, locaux, logiciels, les autres moyens matériels ainsi que les apports intellectuels, mis à disposition du groupement pour les besoins de celui-ci par un membre, restent la propriété de ce membre.

8.2 – Autres ressources

Le groupement peut également obtenir une partie de ses financements par :

- toute subvention publique ou privée ;
- les produits de ses biens propres ou mis à sa disposition, ainsi que les produits de la propriété intellectuelle ;
- des emprunts et autres ressources d'origine contractuelle ;
- des dons et legs ;
- toute autre recette autorisée par la Loi et les règlements.

ARTICLE 9 – GESTION DU PERSONNEL

Le personnel exerçant pour le compte du groupement peut être constitué par :

- des personnels titulaires ou non mis à disposition par les membres du groupement,
- des agents relevant d'une personne morale de droit public mentionnée à l'article 2 de la loi n° 83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires, non membre du groupement ;
- et à titre complémentaire, des personnels propres, recrutés par contrat de droit public et rémunérés sur le budget du groupement.

Ces personnels sont placés sous l'autorité fonctionnelle du directeur du groupement.

9.1 – Personnels mis à disposition du groupement par des membres

Les personnes morales de droit public ou de droit privé membres d'un groupement peuvent mettre à la disposition de celui-ci les personnels suivants :

- des fonctionnaires relevant des trois versants de la fonction publique ;
- des agents non titulaires, quel que soit le versant de la fonction publique dont ils relèvent, à condition qu'ils soient employés pour une durée indéterminée par une personne morale de droit public membre du groupement ;
- des salariés de droit privé relevant d'une personne morale de droit privé également membre du groupement.

Une convention de mise à disposition entre l'administration d'origine et le GIP doit définir la nature des activités exercées par l'agent mis à disposition, ses conditions d'emploi, les modalités du contrôle et de l'évaluation de ces activités. La convention doit également préciser les missions de service public confiées à l'agent.
Ces personnels sont remis à la disposition de leurs corps ou organisme d'origine :

- par décision du conseil d'administration sur proposition du Directeur,
- à la demande du corps ou organisme d'origine,
- dans le cas où cet organisme se retire du GIP,
- en cas de faillite, dissolution ou absorption de cet organisme,
- à la demande des intéressés,
- en cas de dissolution du GIP.

La mise à disposition peut être également assimilée à des heures de personnels ou de bénévoles d'un membre du groupement accomplissant gratuitement, au titre de la contribution de ce membre, une activité relevant de l'objet et des missions du groupement définies à l'article 2. Cette activité est précisée dans la convention particulière conclue entre le membre et le groupement.

9.2 – Personnels mis à disposition ou détachés par des structures non membres
Dans la mesure où les agents relèvent de personnes morales de droit public non membres d'un groupement, ils ne peuvent être mis à disposition que dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire contre remboursement. La mise à disposition d'agents par des personnes morales de droit public non membres d'un GIP concerne les personnels titulaires et les agents non titulaires. Ces personnels mis à disposition ou détachés par des personnes morales de droit public non membres du groupement sont placés dans une position conforme à leur statut.

9.3 – Régime des personnels propres au GIP
Le personnel du groupement est recruté sous le régime du droit public. En application du décret n°2013-292 du 5 avril 2013, le recrutement direct du personnel contractuel par le directeur du groupement, avec l'accord du Conseil d'Administration, n'est possible que dans les hypothèses suivantes :

- pour l'exercice d'une **fonction requérant des qualifications spécialisées** nécessaires à la réalisation d'une des missions permanentes du groupement en l'absence de candidats justifiant de ces qualifications pendant au moins un an, à compter de la date de la publication de la vacance d'emploi, parmi les personnels susceptibles d'être employés par les membres du groupement ou les non membres, personnes morales de droit public. Dans ce cas, le personnel peut alors être recruté en CDI ou un CDD d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable par reconduction expresse ;

- pour assurer **le remplacement d'un agent temporairement absent**. Le contrat peut alors n'être qu'un CDD et renouvelable dans la limite de la durée de l'absence de l'agent.

- pour faire face à **une vacance temporaire d'emploi.** Le contrat peut alors n'être qu'un CDD et renouvelable dans la limite de la durée de vacance de l'emploi.

- **en cas d'accroissement temporaire ou saisonnier d'activités.** Le contrat ne peut alors dépasser la durée de six mois au cours d'une période de douze mois consécutifs pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activités et douze mois au cours d'une période de dix-huit mois consécutifs pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activités.

Les personnels ainsi recrutés n'acquièrent pas de droit particulier à occuper ultérieurement des emplois dans les organismes participant au groupement.

ARTICLE 10 – EQUIPEMENTS DU GROUPEMENT
Le matériel acheté par le groupement appartient au groupement. En cas de dissolution du groupement, il est dévolu conformément aux règles établies à l'article 26.

TITRE III – ORGANISATION ET ADMINISTRATION

ARTICLE 11 - ASSEMBLEE GENERALE

11.1 – Composition et fonctionnement

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des représentants des membres du groupement.
Chaque membre informe le GIP de l'identité de son représentant et des changements intervenant à ce propos.

L'assemblée générale se réunit sur convocation du Président du conseil d'administration au moins une fois par an.
Elle peut également se réunir sur un ordre du jour déterminé à la demande du quart des membres du groupement ou à la demande d'un ou plusieurs membres détenant au moins un quart des voix telles que définies à l'article 7.

Les assemblées générales sont convoquées par écrit quinze jours au moins à l'avance. La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de réunion.

Le représentant régional du Ministère en charge de l'environnement, le Président du CBN Franche-Comté et le Président du Pôle Lorrain du futur Conservatoire botanique national Nord-Est sont invités permanents avec voix consultative.

La présidence de l'assemblée générale est assurée par le président du conseil d'administration. Un vice-président supplée le président en cas d'empêchement. A défaut, l'assemblée générale élit elle-même son président de séance.

11.2 – Compétences

Sont de la compétence de l'assemblée générale :

A) l'approbation de toute modification de la convention constitutive,
B) la décision de dissolution anticipée du groupement ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation,
C) la décision de transformation du groupement en une autre structure,
D) l'admission de nouveaux membres,
E) l'exclusion d'un membre,
F) l'approbation des comptes de chaque exercice et des rapports d'activités.

11.3 – Prise de décisions

L'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié des membres sont présents ou représentés. Si tel n'est pas le cas, elle est convoquée dans les quinze jours et peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Le vote par procuration est autorisé. Chaque membre ne peut détenir qu'une seule procuration.

Chaque membre dispose du nombre de voix telles que définies à l'article 7.

Les décisions visées aux paragraphes 11.2.B et 11.2.C seront valablement prises à l'unanimité des voix statutaires présentes ou représentées. Les décisions visées aux paragraphes 11.2.A, 11.2.D, 11.2.E et 11.2.F seront valablement prises à la majorité de 2/3 des voix statutaires présentes ou représentées.

ARTICLE 12 – CONSEIL D'ADMINISTRATION

12.1 – Composition et fonctionnement

Le groupement est administré par un conseil d'administration composé des représentants des membres du groupement.

Chaque membre nomme un titulaire et un suppléant en raison des fonctions qu'ils exercent comme représentant du membre du groupement. Chaque membre informe le GIP de l'identité de son représentant et des changements intervenant à ce propos.

Il se réunit sur convocation du président du conseil d'administration et au moins une fois par an. Il se réunit de droit à la demande du tiers de ses membres sur un ordre du jour déterminé.

Le conseil d'administration est convoqué 15 jours au moins à l'avance, sauf urgence motivée dans la convocation. La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de réunion.

Le mandat d'administrateur est exercé gratuitement.

Le représentant régional du Ministère en charge de l'environnement est invité permanent avec voix consultative.

Le président du conseil d'administration peut inviter toute personne à participer aux débats du conseil d'administration.

Un vice-président supplée le président en cas d'empêchement. A défaut, le conseil d'administration élit lui-même un Président de séance.

12.2 – Compétences

Le conseil d'administration, règle, par ses délibérations toutes les affaires du groupement, à l'exception des matières relevant de la compétence de l'assemblée générale définies ci-dessus.

12.3 – Prise de décisions

Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié des membres sont présents ou représentés. Si tel n'est pas le cas, il est convoqué dans les quinze jours et peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Le vote par procuration est autorisé. Chaque administrateur ne peut détenir qu'une seule procuration.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix statutaires présentes ou représentées telles que définies à l'article 7.

ARTICLE 13 – PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

13.1 – Désignation

Le président et son vice-président du groupement sont élus par le conseil d'administration en son sein pour une durée de trois ans. Leur mandat est renouvelable une fois consécutivement.

13.2 – Fonction

Le président du conseil d'administration :

- convoque l'assemblée générale ;
- préside l'assemblée générale. Un vice-président supplée le président en cas d'empêchement. A défaut, l'assemblée générale élit elle-même son président de séance ;
- convoque le conseil d'administration ;
- préside les séances du conseil d'administration. Le vice-président supplée le président en cas d'empêchement. A défaut, le conseil d'administration désigne lui-même un président de séance ;
- propose de délibérer sur la nomination et la révocation du directeur du groupement.

ARTICLE 14 – DIRECTION

14.1 – Désignation

La direction du groupement est assurée par un directeur recruté sous le régime du droit public et nommé par le conseil d'administration. Son contrat de travail est préalablement visé par le président par délégation du conseil d'administration.

14.2 – Fonction

Le directeur assure le fonctionnement du groupement sous l'autorité du conseil d'administration. Il assiste à l'assemblée générale et au conseil d'administration.

Il est ordonnateur des recettes et des dépenses du groupement.

Il a autorité sur le personnel du groupement et anime et coordonne leur action. Il rend compte de son action au conseil d'administration. Il prépare les travaux du conseil d'administration avec le groupe technique défini à l'article 15. Il exécute les décisions du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Dans les rapports avec les tiers, le directeur du groupement engage le groupement pour tout acte entrant dans l'objet de celui-ci. Il représente le groupement dans tous les actes de la vie civile et en justice.

ARTICLE 15 – GROUPE TECHNIQUE

Il est créé un groupe technique, instance chargée d'assister le groupement, composé par les services techniques des membres du GIP. Sa composition et son fonctionnement sont définis dans le règlement intérieur.

Le groupe technique a pour rôle de préparer les dossiers techniques du GIP, notamment ceux soumis au conseil d'administration et à l'assemblée générale. Le groupe technique assure également le suivi des opérations du GIP. Il constitue une instance de partage de l'information, d'échange d'expériences et de mutualisation des connaissances.
Il se réunit au moins une fois avant chaque conseil d'administration et assemblée générale.

Les services techniques du représentant régional du Ministère en charge de l'environnement sont invités permanents.

Le directeur préside le groupe technique, convoque les membres aux réunions et à cet effet indique l'ordre du jour et le lieu de réunion. Il peut également inviter toute personne utile à participer aux réunions du groupe technique.

ARTICLE 16 – CONSEIL SCIENTIFIQUE

Il est créé un conseil scientifique, instance chargée d'assister le groupement. Sa composition et son fonctionnement sont définis dans le règlement intérieur.

Le conseil scientifique a pour rôle d'émettre un avis en matière scientifique sur les opérations projetées ou réalisées, les procédures employées et les questions qui lui sont soumises. Il peut éclairer le groupement sur l'évolution des connaissances scientifiques et l'existence de nouveaux outils technologiques utiles à la bonne fin des missions du CBA.

Il commente et évalue le bilan des activités de l'année écoulée et donne un avis sur le programme de l'année à venir. Les membres du Conseil scientifique peuvent être consultés en dehors de ses réunions.

A titre transitoire, le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) peut assurer ce rôle.

Le directeur du groupement présente au conseil d'administration le rapport annuel d'activités du conseil scientifique.

TITRE IV – PROPRIETE SUR LES RESULTATS DE L'ACTIVITE DU GROUPEMENT

ARTICLE 17 – TRAVAUX EFFECTUES ANTERIEUREMENT A LA CONSTITUTION DU GROUPEMENT OU EN DEHORS DU CADRE DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement conserve la propriété des résultats de ses travaux propres brevetés ou non, effectués dans le domaine de l'objet des présentes, soit antérieurement à la constitution du groupement, soit hors du cadre du programme de travail du groupement.

ARTICLE 18 – TRAVAUX EFFECTUES DANS LE CADRE DU GROUPEMENT

Les résultats notamment les logiciels, le savoir-faire, les dossiers techniques, provenant d'études effectuées dans le cadre du groupement sont la propriété du groupement.

Les produits issus des études effectuées dans le cadre du groupement deviendront la propriété du Conservatoire Botanique d'Alsace étant entendu que les moyens (logiciels, études…) appartenant aux membres du groupement et utilisés pour ces études resteront la propriété des dits membres.

ARTICLE 19 – DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES

Chaque membre s'engage à communiquer au groupement les informations nécessaires à l'exécution des travaux validés par le Conseil d'Administration, dans le respect de la législation en vigueur.

Pour leurs besoins propres et répondant à l'objet et aux missions statutaires du groupement, et pour la durée du groupement, les membres bénéficieront d'un droit d'usage gratuit des produits, informations et données issus des études menées par le groupement y compris ceux qui sont développés à partir d'un produit apporté par un membre. Les produits propriété d'un membre, mis à disposition du groupement dans le cadre de ses travaux, sont également mis à disposition des autres membres.

Les règles de mise à disposition des produits issus des études menées par le groupement, dont les données brutes produites par le groupement et mises à sa disposition, sont précisées dans un document spécifique approuvé par le Conseil d'Administration.

TITRE V – GESTION DU GROUPEMENT

ARTICLE 20 – PROGRAMME ET BUDGET

Le programme d'activité et le budget correspondant sont approuvés chaque année par le conseil d'administration. Le budget inclut l'ensemble des opérations de recettes y compris l'évaluation de la contribution des membres sous les formes prévues à l'article 8, et de dépenses prévues pour l'exercice. Il fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des objectifs spécifiques du groupement en distinguant :

A – les dépenses de fonctionnement :
. dépenses du personnel,
. dépenses de fonctionnement divers.

B – les dépenses d'investissement.

ARTICLE 21 – RESULTATS FINANCIERS

Le groupement ne donnant lieu, ni à la réalisation, ni au partage de bénéfices, l'excédent éventuel des recettes d'un exercice sur les charges correspondantes, ou l'excédent des charges sur les recettes de l'exercice sera reporté sur l'exercice suivant.
La résorption de cet excédent sera prévue prioritairement au budget de l'exercice suivant ou provisionné pour des projets relevant de l'activité du GIP ainsi que pour risques et charges.
Au cas où les charges dépasseraient les recettes de l'exercice, le conseil d'administration doit décider les mesures budgétaires à adopter.

ARTICLE 22 – TENUE DES COMPTES

La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion est assurée selon les règles du droit public.

ARTICLE 23 – PROCEDURES D'ACHAT du GIP

Les contrats conclus à titre onéreux passés par le groupement pour répondre à ses besoins sont soumis aux dispositions relatives aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics.

TITRE VI – FIN DU GROUPEMENT

ARTICLE 24 –DISSOLUTION
Le groupement est dissous :

- par décision de l'assemblée générale,

- par décision de l'autorité qui a approuvé la convention constitutive, notamment en cas d'extinction de l'objet ou lorsque les personnes morales de droit public et les personnes morales de droit privé chargées d'une mission de service public cessent de disposer ensemble de la majorité des voix dans les organes délibérants. Dans ce cas la décision de dissolution ne peut intervenir que dans un délai de six mois après que le groupement ait été invité à présenter des observations écrites.

ARTICLE 25 – LIQUIDATION
La dissolution du groupement entraîne sa liquidation, mais la personnalité morale du groupement subsiste pour les besoins de cette liquidation.

ARTICLE 26 – DEVOLUTION DES BIENS
En cas de dissolution volontaire ou prononcée par l'autorité administrative, les biens et droits du groupement sont répartis entre les membres du groupement proportionnellement à leurs droits statutaires.

TITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 27 – REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur complète les dispositions de la présente convention concernant le fonctionnement du groupement. Il sera approuvé par le conseil d'administration.

ARTICLE 28 – CONDITION SUSPENSIVE

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité administrative qui en assure la publicité conformément à la réglementation en vigueur. Les modalités définies par la convention constitutive approuvée par l'arrêté ministériel du 7 avril 2010 susvisé restent en vigueur jusqu'à cette approbation, à l'exception des dispositions contraires aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Fait à Strasbourg le ,

Pour la Région Alsace
Le Président du Conseil Régional d'Alsace

Pour le Département du Bas-Rhin
Le Président du Conseil départemental du Bas-Rhin

Pour le Département du Haut-Rhin
Le Président du Conseil départemental du Haut-Rhin

Pour la Ville de Strasbourg
Le Maire de Strasbourg

Pour la Ville de Mulhouse
Le Maire de Mulhouse

Pour Mulhouse Alsace Agglomération
Le Président de l'Etablissement public de coopération intercommunale

Pour l'Université de Strasbourg
Le Président de l'Université de Strasbourg

Pour la Société Botanique d'Alsace
Le Président de la Société Botanique d'Alsace

32

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Attribution d'une subvention à l'association "les Vitrines de Strasbourg" pour les illuminations de Noël, édition 2015.

L'association « Les Vitrines de Strasbourg » a pour objet social « l'organisation, la défense et la promotion du commerce, de l'artisanat et des services et notamment la mise en œuvre d'actions collectives d'animation et de communication ». C'est à ce titre que l'association citée se propose de renouveler son action de mise en place des illuminations de noël.

La Ville de Strasbourg, outre son rôle majeur dans l'organisation de l'évènement « Capitale de Noël », participe au financement des illuminations de Noël des rues, en faveur des commerçants, sous la forme d'une subvention attribuée à l'association des Vitrines de Strasbourg. La mise en lumière de notre cité constitue un outil privilégié pour la promotion et l'attractivité de Strasbourg.

Les « Vitrines de Strasbourg » peuvent ventiler l'ensemble de la subvention municipale en faveur des différentes associations de commerçants existantes sur le périmètre.

Une convention régit les principes de répartition des coûts d'illumination entre l'association des « Vitrines de Strasbourg » et la Ville de Strasbourg. La Ville contribue, à hauteur de 300 000 € maximum pour l'édition 2015 dont 27 000 € pour les consommations électriques. L'aide de la collectivité doit être exclusivement affectée aux dépenses liées directement aux illuminations de noël. Elle sera versée à raison d'un acompte à hauteur de 270 000 € sur l'année 2015, après signature de la convention financière et le solde restant soit 30 000 € à l'issue de l'évènement et sur présentation des justificatifs contractuellement définis.

Pour permettre à l'association de poursuivre cette opération particulièrement appréciée par les touristes et les Strasbourgeois, il est proposé au Conseil municipal au titre de l'exercice 2015, d'approuver le versement d'une subvention de 300 000 € TTC pour un coût total de l'opération estimé à 718 194 € TTC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *l'attribution aux Vitrines de Strasbourg, au titre de l'année 2015, d'une subvention de 300 000 € pour le financement des illuminations de Noël, soit 270 000 € sur le présent exercice et 30 000 € sur l'exercice suivant,*

- *l'imputation de cette dépense sur la ligne budgétaire 90-6574-DUO2 F dont le disponible en 2015 est de 294 000 € et le solde de 30 000 € est inscrit au BP 2016 ;*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention financière y afférente.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

CONVENTION FINANCIERE
2015-2016

Entre

- la VILLE de STRASBOURG, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire,

et

- l'association bénéficiaire dénommée LES VITRINES DE STRASBOURG, ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du tribunal d'instance de Strasbourg Volume 22 folio 2, dont le siège est sis 1 rue des Dominicains, 67000 Strasbourg, représentée par **Monsieur Gwenn BAUER**, son président,

Vu notamment,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- **la délibération du Conseil municipal du 20 novembre 2015,**

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er : Objet de la convention

La Ville de Strasbourg, outre son rôle majeur dans l'organisation de l'évènement « Capitale de Noël », participe au financement des illuminations de Noël des rues, en faveur des commerçants, sous la forme d'une subvention attribuée à l'association des Vitrines de Strasbourg.
L'association « Les Vitrines de Strasbourg » a pour objet « l'organisation, la défense et la promotion du commerce, de l'artisanat et des services en tant qu'acteurs de la ville » et notamment et entre autres « la mise en œuvre d'actions collectives d'animation et de communication ». C'est à ce titre, que l'association citée se propose de renouveler son action de mise en place des illuminations de noël
Compte-tenu de l'importance qu'accorde la Ville de Strasbourg à ce projet, elle s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre, par l'association, des illuminations de Noël des rues commerçantes de Strasbourg.

ARTICLE 2 : Montant et modalités de versement de la subvention

Pour l'édition 2015, l'aide globale de la collectivité à la réalisation de cette opération sera, de 300 000 € maximum incluant 27 000 € de consommations électriques.
L'aide de la collectivité doit être exclusivement affectée aux dépenses liées directement aux activités dites « illuminations de Noël ».
Elle sera créditée sur le compte de l'association, selon les procédures comptables en vigueur, et versée, à raison d'un acompte de 270 000 € sur l'année 2015 après signature de la présente convention et sur production d'un état prévisionnel d'emploi.

Le solde de 30 000 € maximum sera mandaté à l'issue de l'opération, sur justification de l'emploi de l'acompte précité.

ARTICLE 3 : Budget prévisionnel

Le budget que l'association estime nécessaire à la réalisation des illuminations de Noël 2015 s'élève à 718 194 € TTC pour l'édition 2015.

ARTICLE 4 : Engagements de l'association

Les Vitrines de Strasbourg s'engagent:

- ✓ à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objectif fixé ;
- ✓ à affecter la subvention attribuée par la Ville de Strasbourg aux seules activités visées par la présente convention ;
- ✓ à soumettre à la Ville de Strasbourg, le projet de répartition territoriale des crédits destinés au financement des illuminations, avant sa mise en œuvre ;
- ✓ à fournir un compte rendu d'exécution des illuminations de Noël pour l'édition 2015 et ceci avant l'instruction de la demande de subvention de l'édition 2016 ;
- ✓ à se conformer aux obligations d'assurance s'imposant à elle, compte tenu des spécifications techniques liées à l'opération objet des présentes (cf. article 5); une copie du contrat d'assurance devra être produite à l'appui de la présente convention ;
- ✓ à fournir à la Ville de Strasbourg, ses comptes globaux relatifs à l'exercice concerné par l'opération « Illuminations de Noël » 2015 - comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], ainsi que les rapports général et spécial du commissaire aux comptes[2] - et ceci avant l'instruction de la demande de subvention de l'édition 2016 de l'opération;
- ✓ conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000, à fournir un compte rendu financier de l'action subventionnée (dépenses et recettes). Ce compte rendu financier devra être établi conformément au modèle fixé par l'arrêté du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 précitée (et dont le formulaire cerfa est au besoin téléchargeable sur le site du service public à l'adresse https://www.service-public.fr/associations/vosdroits/R1271) ; ce compte-rendu financier de l'opération sera examiné par le commissaire aux comptes de l'association conformément aux normes d'exercice professionnelles (NEP-9020) s'imposant à ce dernier ;
- ✓ le cas échéant, à informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ de manière générale, au titre de l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, à faciliter le contrôle par les services de la collectivité, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la bonne utilisation de la subvention accordée et du déroulement de l'opération, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables. A ce titre, la Ville peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, sur place ou sur pièces, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis de la Ville ;

---

[1] Règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

[2] La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

- ✓ sur simple demande de la Ville de Strasbourg, à lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestions utiles ;
- ✓ à se soumettre aux vérifications effectuées par les différents organismes de contrôle auquel la Ville de Strasbourg est elle-même soumise ;
- ✓ à informer la Ville de Strasbourg sous un mois à compter de leur survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- ✓ à faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Conformément à la dérogation prévue par l'alinéa 3 de l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales, la répartition de la subvention municipale en faveur des différentes associations de commerçants existantes sur le périmètre pourra se faire par reversement de subvention auxdites associations sous réserve :

- ✓ de production de justificatifs détaillés à la Ville de Strasbourg,
- ✓ que lesdites associations s'engagent elles-mêmes à se soumettre à tout contrôle ou investigation que la Ville de Strasbourg jugera utile.

ARTICLE 5 : Spécifications techniques, responsabilités et assurances

L'association « Les Vitrines de Strasbourg » exerce ses activités, initie et organise les manifestations sous sa responsabilité exclusive.

En particulier, l'association s'engage à solliciter par ses propres moyens le raccordement nécessaire aux coffrets électriques, à être unique interlocuteur tant du gestionnaire de réseau « Electricité de Strasbourg Réseau » que du fournisseur d'énergie (actuellement « Energies Strasbourg »), et par voie de conséquence de prendre en charge le coût tant des branchements que des consommations électriques afférentes aux illuminations de Noël objet des présentes.

L'association s'engage à utiliser ou à réaliser des installations conformes à la réglementation en vigueur et aux cahiers de charges techniques y afférents.

Elle s'engage également à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée à l'occasion des évènements, manifestations, et tout initiative de sa part, notamment ce qui concerne l'activation du réseau d'illumination des rues commerçantes pendant les fêtes de Noël.

A ce titre, sauf cas de faute lourde de la Ville de Strasbourg dont la preuve serait rapportée par l'association, cette dernière ne pourra exercer aucun recours contre la Ville à raison des conséquences des accidents et dommages, quels qu'ils soient, survenant à l'association, à son personnel, à ses prestataires, fournisseurs ou tiers quelconques intervenant pour leur compte.

L'association s'engage à garantir la Ville contre tout recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accident ou de dommages causés par les personnes visées ci-dessus.

L'association justifiera à première demande de la Ville de la souscription des polices d'assurance susvisées, ainsi que du paiement des primes. Toutes les polices comporteront une clause de renonciation à tout recours tant de l'association que de ses assureurs contre la Ville.

ARTICLE 6 : Non-respect des engagements

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En particulier, le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

ARTICLE 7 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2015 - 2016.
Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le Président de l'association ainsi que de la copie ou de l'attestation d'assurances visée à l'article 4.
En tout état de cause, la convention ne saurait entrer en vigueur avant d'avoir été approuvée par le Conseil municipal, puis transmise au contrôle de la légalité, et signée par le Maire ou son représentant.

ARTICLE 8 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg et de la Communauté urbaine - 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex.

ARTICLE 9 : Litige

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de règlement amiable. Si dans le délai d'un mois (à modifier éventuellement) à compter de la réception par l'une des deux parties des motifs de la contestation, aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le tribunal territorialement compétent de l'objet de leur litige.

Fait à Strasbourg, le

POUR LA VILLE DE STRASBOURG **POUR L'ASSOCIATION**

Roland RIES **Gwenn BAUER**

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
VITRINES DE STRASBOURG	Subvention	300 000 €	300 000 €	300 000 €

33

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Attribution de subventions commerce et artisanat.

La Ville de Strasbourg apporte son soutien aux associations de commerçants et d'artisans pour des opérations d'animations et de revitalisation commerciales.

C'est en ce sens qu'il vous est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

L'Association des commerçants de la rue des Frères : constituée depuis 1989, l'association des commerçants de la rue des Frères, dont le Président est Cédric MOULOT, poursuit son travail de promotion et de défense du commerce de centre-ville. La subvention vise à soutenir la fête annuelle du quartier qui est une animation festive, culturelle et commerciale. Elle permet une action commune entre commerçants et résidents autour d'animations, de musique et de restauration. Elle s'est déroulée en septembre 2015 et a remporté un réel succès auprès des habitants et chalands du secteur. Il est proposé au conseil de délibérer une participation financière à hauteur de 1 000 €. Aucune autre subvention n'a été perçue par d'autres organismes.

L'association des commerçants de l'Ill Rive Gauche : sa Présidente, Florence Strasser, a engagé une démarche de mobilisation des commerçants et artisans depuis deux ans dans le but de valoriser l'image commerciale de la rue des Juifs. Un rapprochement avec l'association de la rue des frères pourrait permettre des retombées plus importantes à terme. Une participation du conseil départemental à hauteur de 400 € est annoncée. Il est proposé au conseil de délibérer un soutien financier à hauteur de 1 000 €.

L'Association de la rue d'Austerlitz : association qui était en sommeil depuis trois ans qui s'efforce de mener des actions d'animations pour valoriser l'activité commerciale du secteur. Le plan d'actions proposé gravite autour de deux animations principales : la fête de la gastronomie et du printemps. Les réflexions engagées doivent aboutir à des actions de communication liées au numérique et à rendre la galerie de la rue d'Austerlitz plus qualitative. Aussi, il est proposé au conseil de délibérer un soutien financier de 1 000 €. Aucune autre subvention n'a été perçue par d'autres organismes

L'association du Triangle Kléber : cette subvention tend à soutenir un projet d'animation commerciale de Saint Nicolas qui se tiendrait le 6 décembre 2015 à destination des enfants. Il s'agit d'une association d'une dizaine de membres qui souhaite se distinguer en proposant une action qualitative sur le secteur du centre-ville. Une démarche qui se veut complémentaire aux animations proposées sur cette période. Un élargissement du secteur de l'association est envisagé et nécessite un travail de fédération qui est en cours. Aucune autre subvention n'est perçue. Il est proposé au conseil de délibérer un soutien financier à l'association à hauteur de 1 000 €.

L'association « Les enseignes de Koenigshoffen » : il est proposé d'accompagner cette association récente qui atteint les 50 membres en 2015. Il convient de les soutenir dans la démarche de redynamisation commerciale du quartier notamment suite au travail collaboratif mené en partenariat avec la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg depuis 2013. Un plan d'actions d'animations a permis de redynamiser l'axe principal qu'est la route des Romains. Il est proposé au conseil de délibérer un soutien financier à hauteur de 2 000 €. Aucun autre soutien financier n'a été perçu par d'autres organismes.

L'Association des Commerçants et artisans du Neudorf (ACDAN) : acteur qui est pleinement présent dans toutes les instances de la vie associative et publique de Neudorf. L'association contribue activement à animer le quartier, le rendre plus vivant, grâce aux diverses manifestations organisées tout au long de l'année : fête des commerçants, vide grenier, participation active lors de la Journée du commerce de proximité. L'ACDAN assure un rôle de représentation des commerçants et artisans auprès des autorités municipales et départementales ainsi qu'auprès de tous les acteurs de la vie du quartier. Elle est très régulièrement sollicitée pour assister à des réunions de travail pour le développement de Neudorf en matière de commerce mais également d'aménagement du quartier ou encore sur le plan social. Après une période difficile financièrement, qui a causé une baisse du nombre de membres, un effort considérable a été mené pour rétablir la situation de l'association. C'est en ce sens qu'il est proposé au conseil de délibérer une participation financière de 2 000 €.

L'association des Vitrines de Strasbourg et environs : association qui reconduit l'organisation de la Fête des Vendanges et du goût de Strasbourg qui s'est tenue au mois d'octobre dernier ainsi que la fête de Pâques qui s'est déroulée en avril dernier. Ces opérations, qui attirent chaque année entre 30 et 40 000 visiteurs, sont devenues une tradition en matière d'évènements commerciaux annuels. Le financement des opérations est complété par d'autres partenariats privés et une participation du conseil départemental. Deux demandes de subventions distinctes ont été reçues. Il est proposé au conseil de délibérer un soutien financier pour les deux animations à hauteur de 5 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement des contributions suivantes :

Association rue des Frères	*1 000 €*
Association Ill Rive Gauche	*1 000 €*
Association rue d'Austerlitz	*1 000 €*
Association triangle Kléber	*1 000 €*
Association Les enseignes de Koenigshoffen	*2 000 €*
Association des commerçants du Neudorf	*2 000 €*
Les Vitrines de Strasbourg	*5 000 €*

décide

d'imputer la dépense, soit 13 000 €, sur la ligne budgétaire 90-6574-DU02F programme 8085, dont le disponible avant le présent Conseil est de 13 000 €,

autorise

le Maire ou son représentant à signer la décision d'attribution nécessaire.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant alloué pour l'année n-1	Montant proposé au conseil municipal du 20 novembre 2015
Association des commerçants de la rue des Frères et environs	Subvention de fonctionnement projet	2 500 €	1 500 €	1 000 €
Association des commerçants de l'Ill Rive Gauche	Subvention de fonctionnement projet	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Association des commerçants de la rue d'Austerlitz	Subvention de fonctionnement projet	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Association Triangle Kléber	Subvention de fonctionnement projet	1 000 €	0 €	1 000 €
Association les Enseignes de Koenigshoffen	Subvention de fonctionnement projet	2 000 €	2 000 €	2 000 €
Association des commerçants et artisans du Neudorf	Subvention de fonctionnement projet	5 720 €	3 000 €	2 000 €
Association « Les Vitrines de Strasbourg »	Subvention de fonctionnement projet	6 000 €	2 500 €	5 000 €
Association « Les Vitrines de Strasbourg »	Subvention de fonctionnement projet	5 000 €	2 500 €	

TOTAL 13 000 €

34

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Subvention à la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire - marché de Noël.

Cette délibération se situe dans le prolongement de la délibération-cadre sur la politique de soutien à l'économie sociale et solidaire (ESS), adoptée par le Conseil municipal du 22 septembre 2010 et qui poursuit trois objectifs :

- Développer l'entrepreneuriat social et solidaire et l'emploi
- Promouvoir le secteur de l'ESS et augmenter sa visibilité
- Favoriser l'initiative collective des habitants et l'innovation

Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS)	**36 000 €**

La CRESS propose à la Ville de Strasbourg la mise en place d'un nouvel élément fort dans le cadre du marché de Noël, à savoir un marché dédié aux nouvelles économies (économie sociale et solidaire, commerce équitable…), place Hans Arp : cette action répond à l'objectif 2 de notre plan d'actions sur l'ESS.

La CRESS a organisé une coalition d'acteurs du secteur, en s'appuyant sur Zig&Zag.info et le partenariat étroit avec la Chambre de consommation d'Alsace, afin de proposer à la Ville d'occuper le secteur proposé et surtout, de mutualiser leur présence, l'ESS étant pour partie composée de petites structures qui pourraient sinon difficilement accéder à cette opportunité.

Ce marché de Noël se déroulera, pour 2015, du 3 au 23 décembre 2015 au sein du quartier Gare et proposera un certain nombre de stands et d'animation artistiques. On pourra y retrouver des structures telles que Libre objet, Emmaüs, les Jardins de la Montagne verte etc. ainsi que des réseaux regroupant des acteurs tels Zig&Zag.info et Colecosol.

La CRESS estime le budget total à hauteur d'environ 95 000 €. Nous proposons de verser un acompte de 36 000 € et de faire délibérer au Conseil de décembre le solde

sur la base des coûts réels qu'aura pu négocier la CRESS avec ses divers prestataires pour cette opération (négociations en cours).

.

La contribution prévisionnelle de la CRESS et de ses partenaires est estimée à 18 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'annulation prononcée ce jour sur la tenue de certaines animations organisées dans le cadre du marché de Noël au motif des dispositions de sécurité prises dans le cadre de l'application de l'état d'urgence
vu les dépenses d'ores et déjà engagées par la CRESS pour assurer la tenue de ce marché, aujourd'hui annulé, dans les délais initialement arrêtés
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer à la CRESS une subvention d'un montant maximal de 36 000 € et sous réserve de transmission des justificatifs correspondant aux dépenses engagées,*

- *d'imputer la somme de 36 000 € maximum sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 90-6574-DU05D dont le montant disponible avant le présent Conseil est de 66 018 €.*

autorise

Le Maire ou son représentant à signer les décisions d'attribution nécessaires.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Attribution de subvention

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n -1
CRESS Alsace	Subvention de projet	36 000 €	36 000 €	0 €
TOTAL		36 000 €	36 000 €	0 €

35

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Attribution de subventions au titre des relations internationales.

Cette délibération porte sur le soutien de la Ville aux associations strasbourgeoises qui œuvrent en faveur du rayonnement européen et international de Strasbourg. D'un montant total de 86 700 €, ces subventions visent à conforter le positionnement de Strasbourg en tant que capitale européenne de la démocratie et des droits de l'Homme.

Pôle coopération décentralisée et jumelages

Collège Vauban **1 600 €**

Dans le cadre du jumelage avec Leicester, le Collège Vauban entretient depuis plus de vingt ans un partenariat avec le Judgemeadow Community College. Les échanges se poursuivent pour l'année scolaire 2015/2016, impliquant la classe de 3ème en section européenne. Ils se traduisent par l'accueil à Strasbourg de 22 élèves britanniques du 26 novembre au 3 décembre 2015 puis par le déplacement à Leicester de 22 collégiens strasbourgeois en mars 2016.

Association Alsace-Syrie **7 000 €**

Ce soutien pour Alsace-Syrie s'inscrit dans la continuité de l'aide apportée par la ville aux actions de cette association créée au lendemain du conflit syrien. Il est par ailleurs complémentaire à l'engagement de Strasbourg dans le réseau des villes solidaires pour les réfugiés, l'association Alsace-Syrie étant très active en matière d'accueil des réfugiés syriens à Strasbourg.

Il s'agit d'appuyer l'acheminement d'un convoi de marchandises à destination de la population syrienne en détresse dont les besoins sont criants, notamment en matériel scolaire pour les enfants, mais également en matériel médical et en médicaments. Ces biens seront distribués à des centres du soin et à des hôpitaux de fortune, ainsi qu'aux écoliers de la région de Hama, située dans l'ouest de la Syrie.

Association Migration, Solidarité et développement - AMSED **2 000 €**

L'Association Migration, Solidarité et développement (AMSED) organise un séminaire d'une journée et demie qui rassemblera des associations de jeunes de Fès, Kairouan et Oran, toutes trois villes partenaires de Strasbourg. L'objectif sera de doter les animateurs de ces structures et les jeunes qui les accompagnent (5 à 10 par ville) de compétences et d'outils méthodologiques facilitant leur participation aux dispositifs proposés par le programme Européen Jeunesse Erasmus +, notamment celui des services volontaires, ouverts aux pays de la Méditerranée.

Cette première rencontre permettra de mettre en place des liens pérennes entre les partenaires et de structurer les échanges de jeunes entre associations des quatre villes, dans une démarche de réciprocité des apports et des enrichissements et en cohérence avec les orientations relatives à la jeunesse internationale de la Ville de Strasbourg.

Pôle Europe

Association « Reporters sans Frontières » **76 100 €**

L'association « Reporters sans Frontières », fondée en 1985 et reconnue d'utilité publique depuis 1995, œuvre activement en faveur de la liberté d'expression et d'information par un important travail de veille, d'alerte et de mobilisation de l'opinion publique à chaque fois que cette liberté fondamentale est menacée quelque part dans le monde. Elle soutient également matériellement ou financièrement des médias indépendants dans les régimes non démocratiques ainsi que des journalistes réprimés ou persécutés. Grâce à cette activité « Reporters sans Frontières » dispose du statut consultatif auprès des Nations unies et de l'Unesco.

Pour la troisième année consécutive, l'association s'est associée au Forum Mondial de la Démocratie de Strasbourg pour remettre à cette occasion son prestigieux prix « Reporters sans frontières pour la liberté de la presse » en partenariat avec TV 5 Monde lors d'une manifestation publique le 17 novembre prochain. Depuis 1992, ce prix est destiné à encourager, soutenir et faire reconnaître le travail d'un journaliste ou d'un média en faveur de la liberté de la presse. En 2014 ce prix a été décerné au bloggeur Raif BADAWI, condamné en Arabie Saoudite à une peine de 10 ans de prison et 1 000 coups de fouets pour avoir publiquement questionné le respect des libertés fondamentales dans son pays.

Au-delà de cette soirée spéciale en présence de nombreux médias, Reporters sans Frontières organisera également à l'occasion de son 30ème anniversaire une exposition retraçant 30 ans de combat en faveur de la liberté de la presse, la venue de l'installation artistique « Anything to say » de Davide Dormino ainsi que la tenue de plusieurs débats publics, de projections et d'un atelier de formation à la sécurité numérique dans le cadre du programme « off » du Forum.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré
approuve

Pour le Pôle coopération décentralisée et jumelages :

- *le versement d'une subvention de 1 600 € pour le collège Vauban,*

- *le versement d'une subvention de 7 000 € pour l'association Alsace-Syrie,*

- *le versement d'une subvention de 2 000 € pour l'AMSED.*

Pour le Pôle Europe :

- *le versement d'une subvention de 76 100 € pour RSF*

décide

- *d'imputer la dépense de 1 600 € du Pôle coopération décentralisée et jumelages sur les crédits de l'exercice 2015 sous la fonction 041, nature 6574, programme 8054, activité AD06D dont le disponible avant le présent conseil est de 31 950 €,*

- *d'imputer la dépense de 9 000 € du Pôle coopération décentralisée et jumelages sur les crédits de l'exercice 2015 sous la fonction 041, nature 6574, programme 8052, activité AD06C dont le disponible avant le présent conseil est de 44 183,19 €,*

- *d'imputer la dépense de 76 100 € du Pôle Europe sur les crédits de l'exercice 2015 sous la fonction 041, nature 6574, programme 8051, activité AD06B dont le disponible avant le présent conseil est de 76 100 €.*

autorise

le Maire ou son représentant à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Attribution de subventions dans le cadre des relations européennes et internationales
Conseil Municipal du 20 novembre 2015

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Collège Vauban	Echange avec Leicester	1 600 €	1 600 €	1 600 €
Association Alsace Syrie	Soutien pour l'aide apportée au peuple syrien	10 000 €	7 000 €	-
AMSED	Organisation d'un séminaire avec des jeunes de Fès, Kairouan et Oran	2 000 €	2 000 €	-
Reporters sans Frontières	Actions dans le cadre du Forum Mondial de la Démocratie	76 100 €	76 100 €	65 000 €

Strasbourg.eu
eurométropole

36

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.

Il est proposé d'attribuer pour un montant total de 60 300 € les subventions suivantes :

Centre Social et Culturel de Neudorf	**1 000 €**

Organisation d'une projection en plein air « La Place du Marché fait son cinéma », place du Marché de Neudorf.

Association Sokan	**3 000 €**

Animations dans le cadre de la 10ème édition des Tambours du Rhin au Jardin des Deux Rives, les 29 et 30 août 2015.

Association Côté Artistik	**6 000 €**

Organisation de la Voie des Talents qui offre à des jeunes artistes strasbourgeois l'occasion de se produire, accompagnés d'un orchestre, devant le public.

Association des Résidents des Poteries	**300 €**

Organisation d'un café-concert, le 31 octobre 2015, à Espace Marcelle CAHN.

Club Sportif de Hautepierre	**1 000 €**

13ème édition de la Fête de la Jeunesse autour du gymnase de la maille Brigitte.

Compagnie Mistral Est	**3 000 €**

Subvention pour le déménagement et l'installation de l'association dans ses nouveaux locaux, Maison des Associations.

Institut Européen d'Ethique Alimentaire	**40 000 €**

Troisième édition des rendez-vous de l'éthique alimentaire de Strasbourg.

Association MAG Jeunes LGBT	**1 000 €**

Prix de l'initiative associative remis par la Ville de Strasbourg à l'occasion de la Rentrée des Associations organisée, Parc de la Citadelle, les 26 et 27 septembre derniers.

Il est proposé d'attribuer le prix de la Ville de Strasbourg à cette association pour son investissement dans la citoyenneté solidaire, la lutte contre les discriminations et le respect des différences

Forum Civique Européen	**5 000 €**

Organisation du Forum Civique Européen, les 22 et 23 octobre 2015, à Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions suivantes par le service Evénements en faveur de :

Centre Social et Culturel de Neudorf	*1 000 €*
Association Sokan	*3 000 €*
Association Côté Artistik	*6 000 €*
Association des Résidents des Poteries	*300 €*
Club Sportif de Hautepierre	*1 000 €*
Compagnie Mistral Est	*3 000 €*
Institut Européen d'Ethique Alimentaire	*40 000 €*
Association MAG Jeunes LGBT	*1 000 €*
Forum Civique Européen	*5 000 €*

Le crédit nécessaire pour le mandatement de ces subventions, soit 60 300 € est disponible sur le compte : "fonction : 33, nature : 6574, programme 8038, activité : PC02B" dont le disponible avant le présent Conseil est de 230 000 €.

autorise

le Maire ou son représentant à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Dénomination de l'association	*Nature de la sollicitation*	*Montant sollicité*	*Montant proposé*	*Montant alloué pour l'année n-1*
CSC DE NEUDORF	*Subvention affectée*	*1 690.00 €*	*1 000.00 €*	
SOKAN	*Subvention affectée*	*3 000.00 €*	*3 000.00 €*	
CÖTE ARTISTIK	*Subvention affectée*	*10 000.00 €*	*6 000.00 €*	
ASSOCIATION DES RESIDENTS DES POTERIES	*Subvention affectée*	*400.00 €*	*300.00 €*	*300.00 €*
CLUB SPORTIF DE HAUTEPIERRE	*Subvention affectée*	*2 500.00 €*	*1 000.00 €*	*1 000.00 €*
COMPAGNIE MISTRAL EST	*Subvention affectée*	*6 870.00 €*	*3 000.00 €*	
INSTITUT EUROPEEN D'ETHIQUE ALIMENTAIRE	*Subvention affectée*	*40 000.00 €*	*40 000.00 €*	*40 000.00 €*
ASSOCIATION MAG JEUNES LGBT	*Subvention affectée*	*1 000.00 €*	*1 000.00 €*	
FORUM CIVIQUE EUROPEEN	*Subvention affectée*	*5 000.00 €*	*5 000.00 €*	

37

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Animations de fin d'année.

Strasbourg Capitale de Noel est un vecteur de notoriété et de développement économique pour la Ville de Strasbourg. Cette opération repose aussi sur des valeurs de partage, de générosité, d'ouverture, de convivialité et d'accueil.
C'est pour donner un contenu concret à ces valeurs et pour promouvoir, encourager et diversifier les animations festives avec la participation active des habitants que la Ville a lancé un appel à projets associatifs.

Les projets du présent rapport concernent des animations diverses liées à la période même de Noël ainsi que des fêtes de fin d'année.

57 projets sont présentés pour un montant total de subventions de 245 850 € Ils émanent des associations suivantes :

Association Nadi Chaabi	**1 300 €**

Organisation dans les locaux du CSC de l'Elsau, le 19 décembre 2015, d'une soirée contes à laquelle participe des familles de différentes cultures. Venue d'un conteur professionnel, d'un musicien et d'une chorale.

Association "Ellesaussi"	**800 €**

"Un réveillon qui nous réveille" le 31 décembre 2015 dans les locaux de l'association.

APACA Graine de Cirque	**3 000 €**

Noël en piste 2015, du 14 au 20 décembre 2015.

Association Animation Médiation Insertion – AMI	**2 200 €**

- Tournoi de football au Gymnase Brigitte, les 19 et 20 décembre 2015,
- Animations culturelles et de loisirs, du 14 au 26 décembre 2015,
- Semaine sportive, du 21 au 25 décembre 2015,
- Soirée jeux vidéo, le 31 décembre 2015.

Interassociation de la Cité de l'Ill	**3 000 €**

- Ateliers de fabrication de décorations de Noël,
- Décoration du sapin en présence du St Nicolas,
- Marché de Noël associatif,
- Spectacle de Noël,
- Concours des fenêtres et balcons décorés,
- Remise des prix du concours "Quartier illuminé", le 9 janvier 2016.

Association Pour l'Animation du Neuhof – APAN	**2 300 €**

Organisation, le 13 décembre 2015, route d'Altenheim, d'un marché de Noël associatif avec une crèche vivante, le passage du Père Noël, une distribution de cadeaux pour les enfants, un goûter offert et des animations de Noël avec chants et musique.

Association Pour Neudorf	**450 €**

Collecte de sapins, place du Marché à Neudorf, le 9 janvier 2016.

Association Jeunes et Parents d'Elsau – AJPE	**1 000 €**

Organisation des actions suivantes, rue Watteau, le 31 décembre 2015:

- Activités pour les jeunes (jeux électroniques, de société),
- Présence de l'association dans les rues du quartier,
- Repas familial,
- Animation musicale.

Centre social et culturel du Fossé des Treize	**5 000 €**

Organisation des manifestations suivantes pour les fêtes de fin d'année, du 27 novembre au 24 décembre 2015:

- Ateliers de fabrication de couronnes de l'Avent, de décorations, de bredele,
- Atelier gastronomique,
- Animations autour du St Nicolas,
- Veillée de Noël familiale,
- Vœux aux habitants isolés du quartier par les enfants,
- Théâtre en appartement chez les seniors par les jeunes de l'atelier de théâtre,
- Défilé lumineux avec les enfants des écoles du quartier,
- Galettes des Rois.

AEP St Ignace	**500 €**

Marché de Noël, le 5 décembre 2015.

Centre Social et Culturel de Hautepierre	**7 000 €**

Organisation, du 30 novembre au 31 décembre 2015, des animations suivantes:

- Projection d'un film pour les enfants,
- Spectacle de magie,
- Spectacle de marionnettes, le 16 décembre 2015,
- Animations de rue avec un atelier de création de mosaïque,
- Ateliers artistiques (fresque de Noël, peinture, photophores, perles),

- Stand au marché de Noëls
- Soirée musicale pour les adolescents. Soutien aux enfants défavorisés du quartier en partenariat avec la paroisse protestante de Hautepierre.
- Deux soirées organisées par le CSC, le 31 décembre 2015:
- Une soirée familiale au Galet avec repas, animation et orchestre,
- Une soirée jeunes au Ricochet (animation musicale, buffet gratuit),
- Médiation dans le quartier.

Association Porte Ouverte	**1 000 €**

La Forêt de Noël du Hohwald, les 5 et 19 décembre 2015.
Animations festives tous publics avec de magnifiques décors et stands de dégustation culinaire.
Nombreux spectacles de chants et de contes autour de la magie de Noël (ateliers de jeux et de bricolage pour enfants).

Association Les Disciples	**3 000 €**

"Action de Noël : Osons Croire Ensemble" le samedi 12 décembre 2015 à la paroisse protestante de Cronenbourg-Cité
Action "Noël Partage" le 24 décembre 2015 à la paroisse protestante de Cronenbourg: sensibilisation à la dimension de la rencontre de l'autre, du partage et de la solidarité.

Centre social et culturel Victor Schoelcher	**5 000 €**

- Décoration du hall du CSC avec des ateliers et déjeuner, le 21 novembre 2015,
- Spectacle de Noël pour les enfants et les parents, le 27 novembre 2015,
- Spectacle de Noël pour les enfants et les parents, le 26 décembre 2015,
- Marché de Noël au CSC, du 7 au 18 décembre 2015,
- "Boutique Ephémère" avec l'association CARIJOU, le 9 décembre 2015,
- Action de solidarité au Village du Partage, du 11 au 13 décembre 2015,
- Fête de Noël de l'espace "Rosa PARKS", le 15 décembre 2015,
- Fête interculturelle des retraités de Cronenbourg, le 16 décembre 2015,
- Installation d'un stand de décoration de Noël au marché place de Haldenbourg, le 16 décembre 2015,
- Goûter de Noël et projection d'un film sur écran géant, le 24 décembre 2015,
- Fêtons en famille la Saint Sylvestre, le 31 décembre 2015,
- Soirée pour les jeunes, le 31 décembre 2015.

Association Initiatives de la Montagne-Verte	**1 500 €**

- Décoration et mise en place de sapins.
- Ateliers de bricolage, gâteaux, cartes de vœux,....
- Ramassage de jouets et de vêtements.
- Concours de décorations extérieures et de cartes de vœux.
- Fête de Noël des seniors.
- Repas de Noël pour les personnes isolées.
- Actions de sensibilisation aux dangers des pétards.
- Soirée de la St Sylvestre, dans le salle paroissiale St Jean.

Association Strasbourg Résidents et Amis du Centre Ville - STRA.CE	**450 €**

Ramassage de sapins, place Broglie, le 9 janvier 2016.

Association Cronenbourg Animation	**1 000 €**

11ème bourse aux jouets et vêtements d'enfants, le dimanche 29 novembre 2015, au Gymnase Saint Florent.

Centre Socio Culturel de la Krutenau	**1 000 €**

Spectacles de danses, chants, exposition de dessin, histoires contées, goûter et «apéro participatif», le 16 décembre 2015.

Association de défense et promotion du Schluthfeld	**1 000 €**

Rencontre seniors/enfants au foyer St Léon pour un moment de partage intergénérationnel, le 4 décembre 2015 et organisation d'un marché de Noël.

Association Solidarité Culturelle	**3 000 €**

Nouvel An à Koenigshoffen, le 31 décembre 2015.

Association Koenigshoffen Demain	**2 000 €**

Marché de Noël 2015 à la ferme Scheer, les 28 et 29 novembre 2015.

Centre Social et Culturel de Neudorf	**5 000 €**

Antenne Musau :

- Fête de Noël des Séniors: après-midi dansante avec repas pour les personnes en situation d'isolement, le 10 décembre 2015
- Esprit festif: moments conviviaux autour d'ateliers (confection de bredele…) entre le 1er et le 29 décembre 2015
- Spectacle Gospel des enfants de la Musau,
- Réveillon de la solidarité, le 31 décembre 2015.
- Antenne Neufeld :
- Noël des enfants de Neudorf à la halle du Marché de Neudorf, le 2 décembre 2015
- Vivre ensemble de Hip-Hop: journée des danseurs du quartier de Neudorf, le 4 décembre 2015
- Noël ensemble, c'est mieux, le 18 décembre 2015.

Arts et Lumières en Alsace	**5 000 €**

13ème édition des Noëlies avec deux concerts à Saint-Pierre le Jeune protestant, les 27 novembre et 19 décembre 2015.

Paroisse Protestante Saint-Pierre-Le-Vieux	**2 500 €**

Organisation, pendant la période de l'Avent d'animations adaptées à tous publics : (spectacles, concerts, contes, chants, expositions, repas).

Mystères de Cathédrales	**5 000 €**

Présentation du spectacle "Salomon, il n'a demandé que la sagesse" les 9,10 et 11 décembre 2015, en la Cathédrale.

Association de Défense des Intérêts des Quartiers Nord Est de Strasbourg - ADIQ	**1 000 €**

Organisation, le mercredi 9 décembre 2015, de la tournée du St Nicolas dans les quartiers avec distribution de maeneles et de friandises aux enfants. Récolte de dons alimentaires, de vêtements et de jouets pour des associations caritatives.

Art Puissance Art	**4 000 €**

Organisation de l'exposition "Fées d'Hiver 2", les 28, 29 novembre et 5 et 6 décembre 2015

Association PAR Enchantement	**2 000 €**

Organisation d'une fête de Noël avec les habitants du quartier de Koenigshoffen en partenariat avec les bailleurs sociaux, le 13 décembre 2015 et d'une soirée de la St Sylvestre au pied des immeubles.

Association Stimultania	**500 €**

Ateliers, les 9 et 16 décembre 2015, destinés aux enfants de 11 à 14 ans, « Noël au tour du monde» se déroule au sein du quartier Gare et au centre ville de Strasbourg. Aidés d'appareils photos, de carnets de notes et de crayons, les adolescents partiront à la rencontre des habitants pour leur poser quelques questions: Que représente Noël pour eux? Que font-ils à cette occasion? Grace aux réponses, les participants réaliseront d'abord un petit portrait écrit de l'habitant avant d'en faire son portrait photographique aux couleurs de Noël. Le texte accompagnera l'image et ces portraits seront réunis au sein de petits livrets colorés entièrement réalisés par les participants. Un exemplaire sera remis à chacun.

Association des Résidents des Poteries	**1 000 €**

Fête de la Saint Nicolas, le dimanche 8 décembre 2015 : Spectacle au Gymnase Marcelle Cahn, pour petits et grands avec une distribution de chocolat chaud, de brioches et de friandises en présence du St. Nicolas.

Association Initiatives Œcuméniques	**600 €**

Du 28 novembre 2015 au 3 janvier 2016, présentation d'un parcours de découverte du patrimoine artistique des églises strasbourgeoises avec des haltes de silence, des découvertes de crèches, des manifestations artistiques et spirituelles variées.

Association "Femmes d'ici et d'ailleurs"	**800 €**

Fête familiale autour de Noël, le 20 décembre 2015, au théâtre de Hautepierre.

Pelpass et Compagnie	**18 000 €**

9ème édition de "Paye ton Noël", du 3 au 20 décembre 2015. Festival éclectique (musique, cinéma, spectacle de rue) se tenant dans différents lieux dans le centre de Strasbourg. Chaque participant apporte un cadeau et repart avec un présent d'un autre spectateur.

Association Ballade	**1 500 €**

Organisation d'une fête de Noël de Cronenbourg et d'un concert, en décembre 2015.

Centre Social et Culturel de la Meinau	**5 000 €**

- Noël du partage, le 5 décembre 2015, avec des animations, un repas organisé par les habitants et un spectacle en soirée,
- Jeu de piste "La reine des neiges" avec la participation des enfants du CSC du Neuhof,
- Fête de Noël des seniors, le 12 décembre 2015,
- Spectacle de Noël, le 16 décembre 2015, en partenariat avec l'association Lupovino et le CSC du Neuhof,
- Organisation de la soirée du Nouvel An dans les locaux du Centre, le 31 décembre 2015.

Centre Social et Culturel du Neuhof	**5 000 €**

Organisation des manifestations suivantes:
- 4 décembre: Parade nocturne et lumineuse en partenariat avec le CSC de la Meinau,
- 5 décembre: Animations familiales et marché itinérant en partenariat avec Lupovino, au CSC du Neuhof,
- 6 décembre: Spectacle familial à l'espace Django Reinhardt,
- 9 décembre: Jeu de piste,
- 12 décembre: Sortie familiale de Noël,
- 16 décembre: Animations familiales et marché itinérant en partenariat avec Lupovino, au CSC de la Meinau,
- 18 décembre: Repas de Noël de la Solidarité,

Association Arachnima Art et Echange	**14 000 €**

Tournée d'Hiver, du 20 novembre au 20 décembre 2015 dans les quartiers de l'Elsau, de Koenigshoffen et de la Meinau.
Programme ludique avec une grande diversité d'ateliers créatifs et de spectacles vivants.

Association Sacrée Histoire	**500 €**

Evocation de l'histoire et des traditions de la crèche avec un environnement musical et des chants. Lecture de textes et des contes pour enfants, les mercredis, vendredis et samedis du mois de décembre en l'église St Pierre le Vieux Catholique.

Artenréel	**2 000 €**

Le projet "portrait de famille" propose aux habitants (Hautepierre, Hohberg, Poteries) un atelier de réalisation d'une fresque collective en tissu sur le thème de la nouvelle année et des séances photographiques utilisant la fresque comme décor.

Association Asante Afrika	**1 000 €**

Rassemblement festif et convivial du public venu chanter Noël accompagné de musiciens, percussionnistes et autres…, le samedi 12 décembre 2015, halle du marché à Neudorf.

Association des Cultures Méditerranéennes du Neuhof – ACMN	**700 €**

Animations les mercredis du mois de décembre et pendant les vacances de Noël.
Organisation, le 31 décembre 2015, d'une soirée pour les habitants du quartier dans les locaux de l'association avec un repas. Des bénévoles seront présents dans la rue pendant la manifestation.

Centre Social et Culturel de la Robertsau	**5 000 €**

Veillée de Noël, le 2 décembre 2015, dans la grande salle de l'Escale.
- Spectacle,
- Goûter,
- Venue du Père Noël,
- Chants et contes de Noël,
- Soirée du Réveillon, le 31 décembre 2015, dans la grande salle de l'Escale.

CARITAS	**3 000 €**

Organisation d'animations sur le village du partage, les 23 et 24 décembre 2015, place Kléber.
Organisation de 9 veillées de Noël au profit des personnes marginalisées.
Distribution de paniers repas, les 25 et 26 décembre 2015.

Maison de l'Amérique Latine	**2 000 €**

Organisation de plusieurs animations en décembre 2015.

Association des Amis du Zoo de l'Orangerie	**1 000 €**

- Accueil des enfants par le St Nicolas et installation d'une crèche,
- Distribution de friandises,
- Venue du Père Noël du 11 au 24 décembre 2015,
- Galette des Rois.

Il était une fois la Ville	**800 €**

Organisation d'un jeu de piste "Sur les traces du Père Noël" à travers les marchés de Noël et du quartier de la Petite France. Tous les jours, du 28 novembre au 21 décembre 2015.
A l'arrivée, les participants sont accueillis autour d'un goûter traditionnel.

Lupovino	**3 600 €**

- Marché de Noël de la solidarité itinérant, le 1er décembre, square des canonniers, le 10 décembre, rue de l'Aéropostale et le 16 décembre 2015 au CSC de la Meinau.
- Fête de Noël du Polygone, le 19 décembre 2015, gymnase Icare avec un spectacle et un goûter.
- Présence sur le territoire du Polygone, le 31 décembre 2015.

Association Wonder wiz'art	**2 100 €**

Réaliser avec les habitants de Cronenbourg des photographies pour célébrer la nouvelle année et créer des cartes pour souhaiter les vœux à leurs familles.
L'idée est de créer des œuvres originales et artistiques, autour de laquelle ces différents publics collaboreront dans le cadre d'ateliers à partir d'une thématique commune : la nouvelle année.
En cette période de fin d'année où les regroupements et les éloignements familiaux sont nombreux, le public participant aux ateliers fresque trouvera son langage pour fêter ou partager ses vœux pour 2016, parler à sa famille de soi, à travers les médiums peinture et photographie.

Association Strasbourgeoise de Diffusion de la Culture Juive	**10 000 €**

Faire découvrir au plus grand nombre la fête de Hanouccah (fête des lumières), réunir les personnes pour une dégustation de beignets.
Projections sur la Synagogue, du 7 au 14 décembre 2015.

Centre social et culturel de l'Elsau	**5 000 €**

Elsau en Fête, du 24 novembre au 19 décembre 2015:
- du 24 novembre au 9 décembre: Concours "Dessines Noël",
- 27 novembre: Concert d'ouverture,
- 2 et 7 décembre: Atelier desserts de Noël,
- 3 décembre: Spectacle tous publics,
- 4 décembre: Fête de Noël du Club du 3ème âge,
- 9 décembre: Fête de la St Nicolas,
- 10 décembre: Temps de partage et de rencontre autour d'une soupe,
- 16 décembre: Fête de Noël des enfants,
- Concert de l'école de musique,
- 31 décembre: Exposition du concours « dessine Noël »,
- Journée sensibilisation aux risques des pétards,
- Journée et soirée du Nouvel An:
- Nouvel An familial dans la grande salle du Centre,
- Soirée préados à l'espace Chêne du Centre: animation multimédia, karaoké, buffet,
- Soirée festive et musicale pour les jeunes à la Cafétéria.

Ferme Educative de la Ganzau	**2 450 €**

- Présentation d'un conte de Noël "Les aventures de Paulette, la poule et Naf Naf, le taureau", en décembre 2015 pendant les congés scolaires, à la ferme éducative.
- Ramassage de sapins, place du Marché, route d'Altenheim, le 9 janvier 2016.

Association Au Delà des Ponts	**5 000 €**

- Décoration du sapin par les familles, le 25 novembre 2015,
- Tournée dans les classes de l'école du Saint Nicolas, le 4 décembre 2015, avec une distribution de goûters,
- Noël des seniors, le 10 décembre 2015,
- Noël des enfants du quartier, le 16 décembre 2015,
- Soirée du Nouvel An, le 31 décembre 2015.

Association Culturelle Merveilles de la Montagne Verte – ACMMV	**3 500 €**

- Tournoi de Foot en salle, le 20 décembre 2015.
- Soirée de la St Sylvestre en partenariat avec le CSC de la Montagne Verte.
- Distribution de soupe aux personnes en difficultés pendant les vacances de Noël, place de la Gare.

Association Actions Citoyennes Interculturelles - ASTU	**10 350 €**

Organisation d'un concert de l'amitié et de la paix au Centre Culturel Marcel Marceau, le 28 novembre 2015 ainsi qu'une tournée du St Nicolas dans les écoles maternelles du quartier et à la Maison de l'Enfance, le vendredi 8 décembre 2015.

Les Ateliers d'Eden	**1 000 €**

Organisation de l'animation "Lumières du Monde", le 9 décembre 2015, dans la salle du Bon Pasteur, avec une présentation de contes et la dégustation d'un goûter.

Centre culturel et social Rotterdam	**450 €**

Ramassage sapins, le 8 janvier 2016, rue du Conseil des Quinze.

Association des Amis de Notre Dame de Strasbourg	**70 000 €**

Participation aux frais de construction d'une crèche présentée au public pendant la période de l'avent, place du Château.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions suivantes par le service Evénements en faveur de :

Association Nadi Chaabi	*1 300 €*
Association "Ellesaussi"	*800 €*
APACA Graine de Cirque	*3 000 €*
Association Animation Médiation Insertion – AMI	*2 200 €*
Interassociation de la Cité de l'Ill	*3 000 €*
Association Pour l'Animation du Neuhof – APAN	*2 300 €*
Association Pour Neudorf	*450 €*
Association Jeunes et Parents d'Elsau - AJPE	*1 000 €*

Centre social et culturel du Fossé des Treize	*5 000 €*
AEP St Ignace	*500 €*
Centre Social et Culturel de Hautepierre	*7 000 €*
Association Porte Ouverte	*1 000 €*
Association Les Disciples	*3 000 €*
Centre social et culturel Victor Schoelcher	*5 000 €*
Association Initiatives de la Montagne-Verte	*1 500 €*
Association Strasbourg Résidents et Amis du Centre Ville - STRA.CE	*450 €*
Association Cronenbourg Animation	*1 000 €*
Centre Socio Culturel de la Krutenau	*1 000 €*
Association de défense et promotion du Schluthfeld	*1 000 €*
Association Solidarité Culturelle	*3 000 €*
Association Koenigshoffen Demain	*2 000 €*
Centre Social et Culturel de Neudorf	*5 000 €*
Arts et Lumières en Alsace	*5 000 €*
Paroisse Protestante Saint-Pierre-Le-Vieux	*2 500 €*
Mystères de Cathédrales	*5 000 €*
Association de Défense des Intérêts des Quartiers Nord Est de Strasbourg - ADIQ	*1 000 €*
Art Puissance Art	*4 000 €*
Association PAR Enchantement	*2 000 €*
Association Stimultania	*500 €*
Association des Résidents des Poteries	*1 000 €*
Association Initiatives Œcuméniques	*600 €*
Association "Femmes d'ici et d'ailleurs"	*800 €*
Pelpass et Compagnie	*18 000 €*
Association Ballade	*1 500 €*
Centre Social et Culturel de la Meinau	*5 000 €*
Centre Social et Culturel du Neuhof	*5 000 €*
Association Arachnima Art et Echange	*14 000 €*
Association Sacrée Histoire	*500 €*
Artenréel	*2 000 €*
Association Asante Afrika	*1 000 €*
Association des Cultures Méditerranéennes du Neuhof – ACMN	*700 €*
Centre Social et Culturel de la Robertsau	*5 000 €*

CARITAS	*3 000 €*
Maison de l'Amérique Latine	*2 000 €*
Association des Amis du Zoo de l'Orangerie	*1 000 €*
Il était une fois la Ville	*800 €*
Lupovino	*3 600 €*
Association Wonder wiz'art	*2 100 €*
Association Strasbourgeoise de Diffusion de la Culture Juive	*10 000 €*
Centre social et culturel de l'Elsau	*5 000 €*
Ferme Educative de la Ganzau	*2 450 €*
Association Au Delà des Ponts	*5 000 €*
Association Culturelle Merveilles de la Montagne Verte – ACMMV	*3 500 €*
Association Actions Citoyennes Interculturelles - ASTU	*10 350 €*
Les Ateliers d'Eden	*1 000 €*
Centre culturel et social Rotterdam	*450 €*

le crédit nécessaire pour le mandatement de ces subventions, soit 175 850 € est disponible sur le compte : "fonction : 33, nature : 6574, programme 8038, activité : PC02B" dont le disponible avant le présent Conseil est de 230 000 €.

Association des Amis de Notre Dame de Strasbourg	*70 000 €*

le crédit nécessaire pour le mandatement de ces subventions, soit 70 000 € est disponible sur le compte : "nature : 20421, programme 7017, activité : DL03" dont le disponible avant le présent Conseil est de 232 981 €.

Autorise

Le Maire ou son représentant à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015

et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Dénomination de l'association	*Nature de la sollicitation*	*Montant sollicité*	*Montant proposé*	*Montant alloué pour l'année n-1*
Association Nadi Chaabi	*Animations de Fin d'Année*	*1 500.00 €*	*1 300.00 €*	*1 300.00 €*
Association "Ellesaussi"	*Animations de Fin d'Année*	*1 200.00 €*	*800.00 €*	*800.00 €*
APACA Graine de Cirque	*Animations de Fin d'Année*	*3 000.00 €*	*3 000.00 €*	*4 500.00 €*
Association Animation Médiation Insertion – AMI	*Animations de Fin d'Année*	*3 500.00 €*	*2 200.00 €*	*2 200.00 €*
Interassociation de la Cité de l'Ill	*Animations de Fin d'Année*	*5 400.00 €*	*3 000.00 €*	*3 000.00 €*
Association Pour l'Animation du Neuhof – APAN	*Animations de Fin d'Année*	*3 000.00 €*	*2 300.00 €*	*2 300.00 €*
Association Pour Neudorf	*Animations de Fin d'Année*	*800.00 €*	*450.00 €*	*450.00 €*
Association Jeunes et Parents d'Elsau - AJPE	*Animations de Fin d'Année*	*1 000.00 €*	*1 000.00 €*	
Centre social et culturel du Fossé des Treize	*Animations de Fin d'Année*	*5 000.00 €*	*5 000.00 €*	*3 000.00 €*
AEP St Ignace	*Animations de Fin d'Année*	*1 000.00 €*	*500.00 €*	*500.00 €*
Centre Social et Culturel de Hautepierre	*Animations de Fin d'Année*	*5 500.00 €*	*7 000.00 €*	*3 000.00 €*
Association Porte Ouverte	*Animations de Fin d'Année*	*1 200.00 €*	*1 000.00 €*	*1 000.00 €*
Association Les Disciples	*Animations de Fin d'Année*	*4 000.00 €*	*3 000.00 €*	*3 000.00 €*
Centre social et culturel Victor Schoelcher	*Animations de Fin d'Année*	*5 000.00 €*	*5 000.00 €*	*5 000.00 €*
Association Initiatives de la Montagne-Verte	*Animations de Fin d'Année*	*1 600.00 €*	*1 500.00 €*	*1 500.00 €*
Association Strasbourg Résidents et Amis du Centre Ville - STRA.CE	*Animations de Fin d'Année*	*600.00 €*	*450.00 €*	*450.00 €*
Association Cronenbourg Animation	*Animations de Fin d'Année*	*1 000.00 €*	*1 000.00 €*	*1 000.00 €*
Centre Socio Culturel de la Krutenau	*Animations de Fin d'Année*	*1 657.00 €*	*1 000.00 €*	
Association de défense et promotion du Schluthfeld	*Animations de Fin d'Année*	*1 200.00 €*	*1 000.00 €*	*1 200.00 €*
Association Solidarité Culturelle	*Animations de Fin d'Année*	*6 000.00 €*	*3 000.00 €*	*3 000.00 €*
Association Koenigshoffen Demain	*Animations de Fin d'Année*	*3 200.00 €*	*2 000.00 €*	*2 000.00 €*
Centre Social et Culturel de Neudorf	*Animations de Fin d'Année*	*5 000.00 €*	*5 000.00 €*	*5 000.00 €*
Arts et Lumières en Alsace	*Animations de Fin d'Année*	*9 000.00 €*	*5 000.00 €*	*8 000.00 €*
Paroisse Protestante Saint-Pierre-Le-Vieux	*Animations de Fin d'Année*	*6 000.00 €*	*2 500.00 €*	*2 500.00 €*
Mystères de Cathédrales	*Animations de Fin d'Année*	*6 000.00 €*	*5 000.00 €*	*5 000.00 €*
Association de Défense des Intérêts des Quartiers Nord Est de Strasbourg - ADIQ	*Animations de Fin d'Année*	*1 500.00 €*	*1 000.00 €*	*1 000.00 €*
Art Puissance Art	*Animations de Fin d'Année*	*6 000.00 €*	*4 000.00 €*	
Association PAR Enchantement	*Animations de Fin d'Année*	*2 800.00 €*	*2 000.00 €*	*2 000.00 €*
Association Stimultania	*Animations de Fin d'Année*	*500.00 €*	*500.00 €*	*500.00 €*
Association des Résidents des Poteries	*Animations de Fin d'Année*	*1 300.00 €*	*1 000.00 €*	*1 000.00 €*
Association Initiatives Œcuméniques	*Animations de Fin d'Année*	*600.00 €*	*600.00 €*	*600.00 €*
Association "Femmes d'ici et d'ailleurs"	*Animations de Fin d'Année*	*1 800.00 €*	*800.00 €*	*800.00 €*
Pelpass et Compagnie	*Animations de Fin d'Année*	*20 000.00 €*	*18 000.00 €*	*12 000.00 €*
Association Ballade	*Animations de Fin d'Année*	*4 000.00 €*	*1 500.00 €*	*1 500.00 €*
Centre Social et Culturel de la Meinau	*Animations de Fin d'Année*	*6 130.00 €*	*5 000.00 €*	*5 000.00 €*
Centre Social et Culturel du Neuhof	*Animations de Fin d'Année*	*8 000.00 €*	*5 000.00 €*	*5 000.00 €*
Association Arachnima Art et Echange	*Animations de Fin d'Année*	*15 000.00 €*	*14 000.00 €*	*10 000.00 €*
Association Sacrée Histoire	*Animations de Fin d'Année*	*600.00 €*	*500.00 €*	*500.00 €*
Artenréel	*Animations de Fin d'Année*	*3 680.00 €*	*2 000.00 €*	*2 000.00 €*
Association Asante Afrika	*Animations de Fin d'Année*	*5 018.75 €*	*1 000.00 €*	
Association des Cultures Méditerranéennes du Neuhof – ACMN	*Animations de Fin d'Année*	*1 500.00 €*	*700.00 €*	*700.00 €*
Centre Social et Culturel de la Robertsau	*Animations de Fin d'Année*	*5 000.00 €*	*5 000.00 €*	*5 000.00 €*
CARITAS	*Animations de Fin d'Année*	*4 000.00 €*	*3 000.00 €*	*3 000.00 €*
Maison de l'Amérique Latine	*Animations de Fin d'Année*	*5 000.00 €*	*2 000.00 €*	*2 000.00 €*
Association des Amis du Zoo de l'Orangerie	*Animations de Fin d'Année*	*3 450.00 €*	*1 000.00 €*	*1 000.00 €*
Il était une fois la Ville	*Animations de Fin d'Année*	*2 000.00 €*	*800.00 €*	*800.00 €*
Lupovino	*Animations de Fin d'Année*	*6 000.00 €*	*3 600.00 €*	*3 600.00 €*
Association Wonder wiz'art	*Animations de Fin d'Année*	*3 210.00 €*	*2 100.00 €*	*2 100.00 €*
Association Strasbourgeoise de Diffusion de la Culture Juive	*Animations de Fin d'Année*	*20 000.00 €*	*10 000.00 €*	*10 000.00 €*
Centre social et culturel de l'Elsau	*Animations de Fin d'Année*	*8 500.00 €*	*5 000.00 €*	*5 000.00 €*
Ferme Educative de la Ganzau	*Animations de Fin d'Année*	*6 500.00 €*	*2 450.00 €*	*2 500.00 €*
Association Au Delà des Ponts	*Animations de Fin d'Année*	*5 000.00 €*	*5 000.00 €*	*5 000.00 €*
Association Culturelle Merveilles de la Montagne Verte – ACMMV	*Animations de Fin d'Année*	*5 700.00 €*	*3 500.00 €*	*3 500.00 €*
Association Actions Citoyennes Interculturelles - ASTU	*Animations de Fin d'Année*	*13 000.00 €*	*10 350.00 €*	
Les Ateliers d'Eden	*Animations de Fin d'Année*	*1 000.00 €*	*1 000.00 €*	*1 000.00 €*
Centre Culturel et Social Rotterdam	*Animations de Fin d'Année*	*460.00 €*	*450.00 €*	*450.00 €*
Association des Amis de Notre Dame de Strasbourg	*Animations de Fin d'Année*	*70 000.00 €*	*70 000.00 €*	

38

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Attribution de la dotation "Politique de la Ville de Strasbourg".

Courant juin, la collectivité a été informée par le Préfet qu'elle était éligible pour 2015 à la Dotation Politique de la Ville (DPV). Cette dotation de l'Etat apporte un soutien renforcé aux communes qui regroupent au moins 20 % de leur population en quartiers prioritaires de la politique de la ville et sont également engagées dans une convention pluriannuelle avec l'ANRU.

La loi de finances pour 2015 a transformé la dotation de développement urbain (DDU) en Dotation Politique de la Ville (DPV). La principale évolution introduite vise à inscrire l'utilisation des crédits relevant de cette nouvelle dotation dans la programmation des contrats de ville. Les actions financées devront répondre aux enjeux prioritaires fixés par le contrat de ville pour l'année 2015.
Les modalités de programmation et de gestion budgétaire de la DPV sont inchangées par rapport à celles de la DDU, cependant c'est la nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville déterminée par décret du 30 décembre 2014 qui est prise en compte pour la répartition de la dotation.

Strasbourg bénéficie ainsi d'une Dotation globale de 3 916 284 € pour le développement de nouveaux projets qui doivent contribuer à l'amélioration de la qualité des équipements publics et de l'offre de service rendue aux habitants-es des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Leur réalisation doit être assurée dans les délais requis :

- en investissement, engagement du projet dans les 2 ans qui suivent la notification de subvention, achèvement moins de 4 années après le début de l'exécution,

- en fonctionnement, engagement des actions en 2015, achèvement d'ici fin 2016.

Dans ce cadre, la Ville entend renforcer son action en faveur de l'égalité urbaine dans les quartiers à travers 3 projets d'investissement dans les domaines de l'Education et de la Petite Enfance et 3 projets de fonctionnement dans les domaines culturel et de développement social.

Le montant total de ces projets représente un coût total d'opérations en investissement d'environ 9.8 M€ TTC (pour un coût travaux de 6,1 M€ HT) et un coût de fonctionnement de 360 100 € TTC (hors frais de personnel).

Ces engagements s'inscrivent en continuité avec les efforts poursuivis depuis plusieurs années par la Ville et l'Eurométropole en faveur des quartiers populaires de Strasbourg, dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) et des Programmes de Rénovation Urbaine (PRU). Ils prennent place également dans le cadre du Contrat de Ville signé le 10 juillet 2015 avec l'Etat et l'ensemble des partenaires pour la période 2015/2020.

1. Projets d'investissement

Education :

- **La restructuration, extension et mise en sécurité du Groupe scolaire Gustave Doré à Cronenbourg**: le Conseil municipal a approuvé le projet par délibération du 27 mai 2013. Il s'agit ici de soutenir la première partie des travaux portants sur la construction d'un bâtiment neuf abritant les activités périscolaires (restaurants, garderie périscolaire, etc.) pour un coût travaux estimé à 4,25 M€ HT.

  Le calendrier prévu est le suivant :
  - études de maitrise d'œuvre : en cours
  - passation des marchés de travaux : 2ème trimestre 2016
  - travaux phase I : 3ème trimestre 2016 au 1er trimestre 2018
  - mise en service : septembre 2018

- **L'extension de l'école maternelle Canardière à la Meinau** : le Conseil municipal a approuvé le projet d'extension de l'école maternelle par délibération du 27 mai 2013. Le coût des travaux est estimé à 0,9 M€ HT. Il concerne la construction d'une salle périscolaire, d'une BCD et de locaux enseignants. Cette construction permet de transformer des salles existantes dans le bâtiment actuel en salle de classe. La mise en sécurité du bâtiment existant achèvera les interventions sur l'école maternelle.

  Le calendrier est le suivant :
  - passation des marchés de travaux : en cours
  - travaux : août 2016 à août 2017
  - mise en service : septembre 2017

Petite Enfance :

- **La rénovation du Multi-Accueil Gioberti à Hautepierre** (clos et couvert, rénovation intérieure des unités de vie) : le coût des travaux est estimé à 0.95 M€ HT.

  Le calendrier prévisionnel est le suivant :
  - études de maitrise d'œuvre : 2016
  - passation des marchés de travaux : 2ème semestre 2017

- travaux : 2017/2018
- mise en service : 2018

Pour chacun de ces projets d'investissement, **la DPV est sollicitée à hauteur de 59.88 % du coût travaux hors taxe, soit un montant total de 3 653 000 €** pour un coût travaux total de 6 100 000 M€ HT *(voir tableau en annexe)*.

La maîtrise d'ouvrage de l'opération sera assurée par la Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti.

2. Projets de fonctionnement

Résidence de l'OPS au Neuhof (2ème phase)

Une nouvelle résidence de l'OPS est programmée au Neuhof sur les saisons 2014-2017. Cette résidence a été lancée au cours de la saison 2014-2015. Elle associe les musiciens de l'orchestre, le directeur musical Marko Letonja et un jeune chef associé recruté pour le projet (Manuel Mendoza), et la compagnie de danse MJD, pour un travail de sensibilisation et de création avec les scolaires (classes élémentaires et collégiens) et les élèves des écoles de musique du Neuhof et du Stockfeld. L'ensemble des groupes ainsi formés se retrouvera progressivement pour préparer un spectacle final avec l'OPS qui associera musique, chant et danse et sera présenté en juin 2017 au Gymnase Reuss. Des restitutions intermédiaires seront présentées à l'Espace Culturel Django Reinhardt au cours de la saison 2015/2016.

Coût prévisionnel 2015/2016 (hors frais de personnel OPS) :
TOTAL : 95 100 € TTC
Subvention DPV sollicitée : 60 000 €
Autres subventions : 12 000 €

Projets culturels participatifs 2015/2016 (Hautepierre, Neuhof)

Trois résidences menées durant la saison 2014/2015 ont permis de tester un dispositif de projets culturels participatifs dans les quartiers prioritaires du Neuhof, Hautepierre et Cronenbourg autour des valeurs du « vivre-ensemble » et de la valorisation des potentiels de chacun, en amenant les habitants à contribuer pleinement aux résidences. Le dispositif vise à créer du lien sur les territoires et entre les territoires et à renforcer le maillage entre habitants, équipements culturels, associations...Trois compagnies professionnelles ont participé au dispositif, en lien étroit avec les programmations de Django Reinhardt et du Shadok : la compagnie Patshiva (chorale de 30 femmes, rencontres en atelier et à domicile avec les habitants, enfants et adultes, productions dans l'espace public…), Marcel Li Antunez Roca (ateliers d'écriture, de mise en scène et de captation vidéo avec les jeunes autour d'un mythe de Hautepierre, création d'une installation dynamique avec projection vidéos, déambulations dans les rues…). La clôture des résidences s'est faite de manière festive pendant l'été en lien avec les partenaires et les équipements culturels des quartiers.

Une troisième résidence aura lieu dans le quartier prioritaire Cronenbourg-Hohberg cet hiver, du10 au 18 décembre. Porté par le collectif lyonnais AADN, "les hommes debouts" est un projet alliant mémoire, à travers la collecte de témoignages auprès du public, notamment les personnes âgées, et numérique, puisque les histoires enregistrées

au cours d'entretiens menés par les artistes sont installées dans des mannequins lumineux (« les hommes debout ») qui seront installés dans l'espace public. Des visites guidées seront proposées pour découvrir cette installation et les histoires racontées.
Au regard des objectifs définis au départ et des points d'amélioration repérés dans le cadre de cette première année expérimentale 2014/2015, il est proposé de poursuivre la démarche sous une forme améliorée en 2015/2016, en veillant à intégrer un processus de co-construction plus abouti. Deux résidences seront menées dans les quartiers du Neuhof et de Hautepierre :
- au Neuhof, pour poursuivre un travail autour de la voix, en reconduisant l'accueil de « Patshiva Cie ». La compagnie a su tisser des liens forts avec la population. Elle a également créé des attentes. Le processus de résidence et la démarche des artistes intègre dès le départ la notion de « droits culturels » ainsi que des questionnements liés à la place de la femme dans la société, a fortiori au sein de leur quartier et environnement quotidien ;
- à Hautepierre, pour poursuivre un travail autour du corps et de l'objet, dans une continuité de la résidence de Marcel Li et du travail mené par les associations du quartier, en proposant une résidence autour des esthétiques fortement représentées dans le quartier : le cirque et les cultures urbaines qui constituent de véritables vecteurs de lien social, favorisant la prise d'initiative et l'autonomie, la mixité et la socialisation. Le travail sera basé sur le vécu et les usages du quartier et pourra prendre en compte la mémoire du quartier, la création d'espaces de convivialité et de partage dans l'espace public, l'histoire et l'identité du Théâtre de Hautepierre.
Coût prévisionnel 2015/2016 (hors valorisation agents et mise à disposition de locaux) :
TOTAL: 125 000€ TTC
Subvention DPV sollicitée : 90 000€
Autres subventions : 10 000€

Accompagnement aux projets de développement social local
Le développement social local est un processus d'analyse et d'action participant d'une stratégie globale sur un territoire. Il vise à répondre à des besoins sociaux tout en favorisant la mobilisation et l'insertion des populations, dans une perspective d'évolution vers davantage d'autonomie. Dans le cadre du nouveau Contrat de Ville, il est proposé de renforcer ces démarches dans les QPV avec l'appui d'une mission d'assistance portée par un prestataire externe. Une première mission s'engagera en 2016 et consistera à accompagner l'insertion pleine et entière du secteur du Polygone au sein du quartier du Neuhof et de l'agglomération, pour garantir l'accès au droit commun de ses habitants (environ 250 ménages principalement issus de la communauté des gens du voyage, aujourd'hui sédentarisés) et les inscrire dans la dynamique territoriale strasbourgeoise :

- Consolider et formaliser le diagnostic partagé de territoire ;
- Contribuer à la dynamique du territoire, sous l'égide du PRU, de la Proximité et de l'action sociale territoriale et en lien étroit avec les équipes sociales, les partenaires et les acteurs associatifs du territoire ;
- Formaliser une feuille de route co-construite avec et entre les différents acteurs ;
- Sur ces bases, initier, impulser et évaluer des actions qui promeuvent l'inclusion sociale (insertion sociale et professionnelle, logement, vie de quartier, éducation, relations familiales…) ;
- Favoriser la participation des habitants.

Coût prévisionnel 2015/2016 (hors personnels) :

TOTAL : 80 000€ TTC
Subvention DPV sollicitée : 66 284€

Projets dans le cadre de la lutte contre les discriminations
Depuis 2008, la Ville de Strasbourg s'est engagée dans une politique volontariste et visible de prévention et de lutte contre toutes les formes de discrimination, sur l'ensemble du territoire communal. Elle s'est attachée à donner une réelle légitimité à la problématique, à définir le sens d'une action dans ce domaine ainsi que des modalités d'intervention concrètes. La mise en œuvre de la politique municipale de prévention et de lutte contre les discriminations s'est articulée, autour des orientations suivantes :

- Mettre à plat les processus de discriminations.
- Permettre d'identifier, de réduire et de prévenir les processus discriminatoires sur le territoire en vue d'améliorer la situation des victimes potentielles de discriminations.
- Combiner des actions tant en interne pour tendre à l'exemplarité, qu'en externe en s'appuyant notamment sur un travail partenarial avec les associations agissant dans ce domaine.

Une des concrétisations de cette politique est La Semaine de l'Egalité initiée par la Ville en lien avec une soixantaine d'associations intervenant dans le domaine. Fruit d'une réflexion menée tout au long de l'année avec les associations au sein de la commission prévention et lutte contre les discriminations et divers groupes de travail en lien avec les services de la Ville et autres partenaires institutionnels, la Semaine a pour objectifs :

- d'informer, accompagner, soutenir les personnes victimes de discriminations.
- de faire connaître et valoriser les acteurs et leurs initiatives (associations, collectivité, autres…).
- de promouvoir les outils (expositions, jeux, films, livres…) pouvant être utilisés toute l'année.
- afficher l'engagement de la Ville sur la prévention et la lutte contre les discriminations.

Si l'action est destinée à tous les publics, elle s'adresse plus particulièrement aux jeunes et adolescents. Un partenariat avec l'Education Nationale permet de sensibiliser les écoles, collèges et lycées. Pour l'édition 2016 la Ville souhaite toucher encore davantage les enfants et jeunes issus des QPV en renforçant l'accueil des classes et en travaillant plus étroitement avec la compagnie Mémoires Vives.

Coût prévisionnel 2016 (hors personnels) :
TOTAL : 60 000€ TTC
Subvention DPV sollicitée : 47 000€

Total de la subvention DPV sollicitée en fonctionnement : 263 284 € pour un coût total de 360 100 € TTC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le programme d'investissement pour un coût total travaux 6,1 M€ HT suivant les modalités ci-avant exposés pour les projets suivants :*
  - *la restructuration, extension et mise en sécurité du groupe scolaire Gustave Doré à Cronenbourg pour un coût de travaux de 4,25 M€ HT,*
  - *l'extension de l'école maternelle Canardière à la Meinau pour un coût de travaux de 0,9 M€ HT,*
  - *la rénovation du Multi-Accueil Gioberti à Hautepierre pour un coût de travaux de 0,95 M€ HT,*
  - *la demande de financement auprès de l'Etat de ces projets d'investissement au titre de la Dotation Politique de la Ville pour un montant total de 3 653 000 €,*

- *le programme de fonctionnement pour un coût total de 360 100 € TTC suivant les modalités ci-avant exposées pour les projets suivants :*
  - *résidence de l'OPS au Neuhof pour un coût de 95 100 € TTC,*
  - *appel à projets Résidence pour un coût de 125 000 € TTC,*
  - *accompagnement aux projets de développement social local pour un coût de 80 000€ TTC,*
  - *semaine de l'égalité pour un coût de 60 000€ TTC*
  - *la demande de financement auprès de l'Etat de ces projets de fonctionnement au titre de la Dotation Politique de la Ville pour un montant total de 263 284 €,*

décide

d'imputer les dépenses d'investissement et de fonctionnement correspondantes dans les documents budgétaires s'y rapportant.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :

- *à signer avec l'Etat la convention attributive de la DPV 2015,*
- *à mettre en concurrence, à signer et à exécuter les marchés d'études, de travaux, et fournitures conformément au Code des marchés publics,*
- *à signer les dossiers de demande d'autorisation du droit des sols nécessaires,*
- *à solliciter auprès de tous les partenaires concernés les subventions éligibles et à signer tous les documents en résultant.*

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

ANNEXE A LA DELIBERATION DPV DE 2015

Localisation : Adresse/quartier	Intitulé du projet	Contenu du projet	Montant prévisionnel HT	Taux de la subvention	Montant prévisionnel de la subvention	Calendrier prévisionnel de réalisation
		INVESTISSEMENT				
175 route de Mittelhausbergen/ Cronenbourg	Phase I : Restructuration, extension et mise en sécurité du groupe scolaire Gustave Doré	Construction d'un bâtiment neuf abritant les activités périscolaires (restaurant élémentaire (120 places) ; restaurant maternelle (88 places) ; garderie périscolaire, etc)	4 250 000	59,88%	2 545 000	2016/2018
12 avenue de Normandie/ Meinau	Extension de l'école maternelle Canardière	extension de l'école maternelle, création d'un local de stockage, création d'un préau avec une structure métallique, mise en en sécurité	900 000		539 000	2015/2017
23 rue Gioberti/ Hautepierre	Crèche Gioberti Hautepierre	rénovation de la crèche Gioberti constituée d'un multi-accueil de 66 places et d'une crèche familiale	950 000		569 000	2017/2018
		Sous-total investissement	**6 100 000**		**3 653 000**	
		FONCTIONNEMENT				
Localisation : Adresse/quartier	Intitulé du projet	Contenu du projet	Montant prévisionnel TTC du projet	Taux de la subvention	Montant prévisionnel de la subvention	Calendrier prévisionnel de réalisation
Neuhof	Résidence de l'OPS au Neuhof (2ème phase)	nouvelle résidence de l'OPS est programmée au Neuhof. Cette résidence associe différents acteurs pour un travail de sensibilisation et de création avec les scolaires et les écoles de musique du Neuhof et du Stockfeld.	95 100	63,09%	60 000	2015/2016
Hautepierre/ Cronenbourg/ Neuhof	Projets culturels participatifs (Hautepierre, Neuhof, Cronenbourg)	au regard des objectifs définis au départ et des points d'amélioration repérés dans le cadre de la première année expérimentale 2014/2015, nous décidons de poursuivre la démarche en veillant à intégrer un processus de co-construction plus abouti. Deux résidences seront menés dans les quartiers du Neuhof et de Hautepierre.	125 000	72,00%	90 000	2015/2016
Neuhof	Accompagnement aux projets de développement social local	ce processus d'analyse et d'action vise à répondre à des besoins sociaux tout en favorisant la responsabilisation et l'insertion des populations, dans une perspective de changement durable.	80 000	82,86%	66 284	2015/2016
Ensemble du territoire communal	Projets dans le cadre de la lutte contre les discriminations	prévention et lutte contre toutes formes de discrimination Semaine de l'égalité	60 000	78,33%	47 000	2015/2016
		Sous-total fonctionnement	**360 100**		**263 284**	
		TOTAL GENERAL	**6 460 100**		**3 916 284**	

39

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Programmation 2015 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Le Contrat urbain de cohésion sociale (CUCS) est un dispositif partenarial de lutte contre les phénomènes d'exclusion et de ségrégation sociale et spatiale.

Les partenaires institutionnels engagés dans le Contrat urbain de cohésion sociale de l'Eurométropole de Strasbourg - l'Etat, la Région Alsace, le Département du Bas Rhin, les communes (Strasbourg, Schiltigheim, Bischheim, Hœnheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim et Ostwald), l'Acsé (Agence Nationale pour la Cohésion sociale et l'Egalité des Chances), la Caisse d'Allocations Familiales et l'Eurométropole de Strasbourg - cofinancent des actions menées par les associations et autres acteurs de la politique de la ville dans les domaines et les territoires prioritaires fixés par la convention cadre.

L'intégration à la vie sociale, culturelle et économique, la lutte pour l'égalité des chances, la participation des habitants et la médiation sociale en constituent les priorités transversales.

La présente délibération, qui est la dernière pour le dispositif CUCS avant l'entrée en vigueur du nouveau Contrat de ville, prévoit de soutenir **8** projets pour un montant global de **30 260 €.**

Axe 2 de la convention cadre : Prévention de la délinquance et citoyenneté

Dans le cadre de l'axe 2 de la convention cadre du CUCS il est prévu de soutenir des projets qui couvrent trois champs complémentaires : l'accompagnement et l'aide aux victimes, la promotion de la participation citoyenne des habitants et le soutien à la fonction parentale.

Dans cet axe il proposé de soutenir 4 projets dont un nouveau.

Association Bien Vivre Ensemble **1 500 €**

« Accueil pour lutter contre l'isolement et pour les liens intergénérationnels » (n°63)

L'association se propose d'accompagner les retraités migrants se sentant souvent perdus dans le quartier malgré de longues années passées en France et de favoriser le lien avec les générations actuelles qui connaissent souvent mal les richesses des civilisations d'origine de leurs parents ou grand parents migrants.

Centre socioculturel de Cronenbourg - Victor Schoelcher **2 500 €**

« Mémoire miroir » (n°143) - nouveau projet

Afin de valoriser et pérenniser le travail de création autour de la mémoire d'immigrations, de migrations et d'exils des habitants, mené dans les quartiers de l'Elsau, du Neuhof, de la Montagne Verte, d'Hautepierre et de Cronenbourg, le centre social et culturel propose une exposition collective qui s'appuiera sur les travaux réalisés et les documents exposés enrichis par les créations produites dans le cadre d'ateliers sur tous les quartiers concernés. L'exposition aura lieu du 21 novembre au 5 décembre à la Médiathèque Malraux dans le cadre du festival Strasbourg Méditerranée.

CCS Rotterdam - Centre culturel et social Rotterdam **1 000 €**

« Les Arts pour le "resPaix" » (n°185)

Il est proposé à des écoliers de réfléchir sur le thème du « respaix » (respect de soi même, respect d'autrui) au moyen d'ateliers plastiques. La réalisation d'une fresque permet aux élèves de mettre en pratique cette notion tant au travers des choix iconographiques que pendant la durée des ateliers. L'atelier se déroule à la cité Rotterdam et au Port du Rhin en lien avec le centre socioculturel Au-delà des Ponts.

Association l'Eveil Meinau **6 000 €**

« Recherche et développement d'esprit critique »

L'association Eveil Meinau propose de porter une démarche de recherche - intervention pilotée par une psychosociologue, chercheuse au CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment) et visant à outiller les acteurs locaux en matière de lutte contre l'endoctrinement des jeunes. Cette démarche associe le club de prévention, le CSC, l'association Bulles de Familles, l'Observatoire régional à la Ville et à l'intégration et les habitants du quartier.

Axe 4 de la convention cadre : Accès aux savoirs et réussite éducative

Dans le cadre de l'axe 4, la convention cadre du CUCS prévoit de soutenir des projets d'accompagnement à la réussite éducative. Ces projets s'articulent autour de plusieurs axes complémentaires : l'acquisition des savoirs de bases, l'accompagnement des familles et des jeunes dans la découverte de nouvelles pratiques culturelles, artistiques,

Il est proposé de soutenir 3 projets dont un nouveau.

Association Populaire Joie et Santé Koenigshoffen **2 000 €**

« Tronc commun " (Acte 1) " » (n°73) - nouveau projet

Le Centre Social et Culturel de Koenigshoffen proposait d'engager une action artistique commune avec deux autres Centres Socio Culturels, celui de l'Elsau et celui de la Montagne Verte au sujet du Parc National Urbain Ill Bruche. Il est prévu la création d'une

œuvre collective, de sa conception à son installation avec les habitants, les enfants, les jeunes et les adultes des trois quartiers. Un complément au soutien déjà alloué au projet artistique est proposé eu égard au Parc naturel urbain dans lequel est créé l'œuvre.

Association Contact et Promotion **1 000 €**

« Communiquer pour l'insertion sociale et professionnelle : Cours de Français Langue Etrangère » (n°85)

Le projet comprend quatre axes distincts, s'agissant de français langue étrangère à visée sociale, d'apprentissage du français sur ordinateur, de FLE été jeunes et de FLE familial. Les objectifs généraux de ces actions visent l'apprentissage pour communiquer en France, le recherche de l'autonomie dans les démarches quotidiennes, la connaissance de la culture et des valeurs françaises. Il s'agit d'un complément à la subvention déjà allouée.

Association SCENE 2 **4 260 €**

« Les petites pratiques philosophiques » (n°211)

Le projet vise à proposer une approche peu classique de débats. Autour d'une idée de départ émanant des enfants, il s'agit de faire émerger les représentations, de s'interroger, de créer de l'étonnement, au moyen d'une expression personnelle toujours privilégiée. Une boîte à outil est proposée permettant aux enfants et aux jeunes de faire grandir leurs idées, de penser par soi-même et d'avoir un point de vue argumenté.

Axe 5 de la convention cadre : Promotion de la santé, prévention et accès aux soins

La convention du CUCS prévoit de soutenir, dans le cadre de l'axe 5, des actions d'amélioration de la santé et d'accès aux soins des habitants.

Il est proposé de soutenir 1 projet en reconduction.

Association Parole Sans Frontière (PFS) **12 000 €**

« Réseau RESPIRE » (n°186)

Le réseau RESPIRE cherche à faciliter l'accès aux soins pour les familles immigrées et réfugiées, à réduire leur isolement linguistique et culturel, à favoriser l'égalité des chances et à promouvoir la diversité culturelle.

Suite à une redéfinition du contenu de l'intervention de l'association, la Ville souhaite soutenir le projet dans le contexte de l'engagement de Strasbourg comme ville accueillante pour les migrants et les nouveaux arrivants.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer au titre de la **Mission politique de la ville**, les subventions suivantes :*

Centre socioculturel de Cronenbourg - Victor Schoelcher ***2 500 €***
« Mémoire miroir » N°143
CCS Rotterdam - Centre culturel et social Rotterdam ***1 000 €***
« Les Arts pour le "resPaix" » N°185
Association SCENE 2 ***4 260 €***
« Les petites pratiques philosophiques » N°211
Association l'Eveil Meinau ***6 000 €***
« Recherche et développement d'esprit critique »

*Les propositions ci-dessus représentent une somme totale de **13 760 €** à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 020, nature 6574, activité DL04B, dont le solde disponible avant le présent conseil est de 82 683 €.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction des Solidarités et de la Santé**, les subventions suivantes :*

Association Bien Vivre Ensemble ***1 500 €***
« Accueil pour lutter contre l'isolement et pour les liens intergénérationnels » N°63

*La proposition ci-dessus représente la somme de **1 500 €** à imputer sur les crédits ouverts sous activité AS08B, nature 6574, fonction 61, programme 8010, dont le disponible avant le présent conseil est de 53 215 €.*

Association Contact et Promotion ***1 000 €***
« Communiquer pour l'insertion sociale et professionnelle :
Cours de Français Langue Etrangère » N°85

*La proposition ci-dessus représente la somme de **1 000 €** à imputer sur les crédits ouverts sous activité AS03N, nature 6574 fonction 523, programme 8003, dont le disponible avant le présent conseil est de 46 809 €.*

Association Parole Sans Frontière (PSF) ***12 000 €***
« Réseau RESPIRE » N°186

*La proposition ci-dessus représente la somme de **12 000 €** à imputer sur les crédits ouverts sous activité, AS05D, nature 6574, fonction 512, programme 8005, dont le disponible avant le présent conseil est de 19 500 €.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction de l'environnement et des services publics urbains, service Environnement et écologie urbaine,** la subvention suivante :*

Association Populaire Joie et Santé Koenigshoffen ***2 000 €***
« Tronc commun " (Acte 1) " » N°73

*La proposition ci-dessus représente une somme totale de **2 000 €** à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 830, nature 6574, activité EN02B programme 8032 dont le disponible avant le présent conseil est de 6 000 €.*

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Contrat Urbain de Cohésion Sociale - CONSEIL MUNICIPAL

20 novembre 2015

Dénomination de l'association	Nature de la solliciation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Association Bien Vivre Ensemble N°63	Projet	2 800,00 €	1 500,00 €	2 500,00 €
Centre socioculturel de Cronenbourg - Victor Schoelcher N°143*	Projet	3 500,00 €	2 500,00 €	/
CCS Rotterdam N°185	Projet	2 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
Association l'Eveil Meinau N°321	Projet	6 500,00 €	6 000,00 €	
Association Populaire Joie et Santé Koenigshoffen N°73*	Projet	2 000,00 €	2 000,00 €	/
Association Contact et Promotion N°85 (complément)	Projet	1 000,00 €	1 000,00 €	
Association SCENE 2 N°211	Projet	4 260,00 €	4 260,00 €	5 000,00 €
Association Parole Sans Frontière N°186	Projet	12 000,00 €	12 000,00 €	12 000,00 €
TOTAL (Montant octroyé)			30 260,00	

**** Nouveau projet***

40

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Attribution de bourses d'aide aux projets de jeunes talents dans le cadre du dispositif « Bourse aux projets jeunes talents ».

La « Bourse aux projets jeunes talents » est un dispositif qui vise à soutenir et à valoriser des projets d'intérêt général qui émanent de collectifs de jeunes, âgés de 16 à 25 ans, organisés ou non en association. Les bourses allouées sont d'un montant maximum de 2 000 € et ne peuvent pas financer l'intégralité du projet.

Dans le cadre de la politique jeunesse de la Ville, le jury relatif au dispositif « Bourse aux projets jeunes talents » s'est réuni le 29 septembre 2015 sous la présidence de Monsieur Mathieu CAHN, Adjoint au Maire.

Parmi les 7 projets proposés par des collectifs de jeunes dont les référents sont âgés de 19 à 25 ans, le jury en a retenu 6.

Le jury propose l'allocation des bourses suivantes, pour un montant total de 11 900 € qui se détaille comme suit :

« GROS GRIS » **projet porté par l'association CONTREBANDE**	**2 000 €**

Il s'agit de l'édition d'une revue transversale (le premier numéro portera sur la thématique de la fête) qui offre un espace d'expression à de jeunes auteurs et artistes dont les productions prendront des formes diverses (photographies, dessins, sculptures, vidéos, essais, etc…)

« LE TOUR DU MONDE DE LA PERCUSSION » **projet porté par un collectif de jeunes dont le référent est Clarissa IMPERATORE**	**2 000 €**

Projet musical et didactique autour de la création d'un spectacle pour raconter l'histoire des percussions en ciblant le public des écoliers et des collégiens. Une approche ludique

qui vise à intéresser le jeune public à la diversité des instruments de percussion, en le faisant interagir sur scène.

« CAVALLERIA RUSTICANA » **projet porté par un collectif de jeunes dont le référent est** **Pierre-Luc MOREAU**	**2 000 €**

Ce projet vise à faciliter la découverte de l'opéra aux plus jeunes par le choix d'une œuvre courte en un acte : « Cavalleria Rusticana ». Le collectif produira lui-même différentes représentations de cet opéra.

« ENCORE A VOIR » **projet porté par un collectif de jeunes dont le référent est** **Clément CHANAUD-FERRENQ**	**2 000 €**

Ce projet est une performance artistique pluridisciplinaire (musique, arts plastiques, danse et vidéo) qui prend la forme d'un clip cinématographique. Ce clip s'adresse à un large public, de par sa diffusion via des supports numériques.

« CHRONIQUE D'UN SON » **projet porté par un collectif de jeunes dont le référent est** **Hugo CAZES**	**2 000 €**

Ce projet consiste à réaliser un film documentaire au format super 8 et à produire un enregistrement musical sur des disques vinyles. La projection et la diffusion des œuvres se feront par l'intermédiaire de techniques traditionnelles et artisanales.

« LA QUESTION DES JEUNES MINEURS ISOLES ETRANGERS » **projet porté par un collectif de jeunes dont le référent est** **Madeline MORGANX**	**1 900 €**

Le collectif abordera la question des jeunes mineurs isolés étrangers. Dans le cadre d'un atelier d'initiation à l'audiovisuel, les jeunes du collectif réaliseront un documentaire fiction sur cette question.

Je vous prie de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'attribuer dans le cadre du dispositif Bourse aux projets jeunes talents les bourses aux lauréats suivants :

Association CONTREBANDE	*2 000 €*
Clarissa IMPERATORE	*2 000 €*
Pierre-Luc MOREAU	*2 000 €*
Clément CHANAUD-FERRENQ	*2 000 €*

Hugo CAZES	*2 000 €*
Madeline MORGANX	*1 900 €*

Le crédit nécessaire pour le mandatement de ces subventions, soit 11 900 € est disponible sur le compte : "fonction : 422, nature : 6714, activité : DL08" dont le disponible avant le présent Conseil est de 20 000 €.

autorise

Le Maire ou son représentant à signer les arrêtés et conventions relatives à ces bourses.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

41

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Attribution de subventions au titre des solidarités.

Dans le cadre du soutien aux associations, il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 276 480 €.

1. Action sociale

Observatoire national de l'action sociale décentralisée - ODAS	**3 000 €**

Action recherche "les villes et le vivre ensemble. La gouvernance locale de la cohésion sociale".
Ce projet vise à contribuer à la mise en œuvre du projet social de la ville qui s'entend comme l'alignement stratégique et opérationnel de toutes les politiques déployées localement pour développer le vivre-ensemble. Il promeut le partage d'expériences et la diffusion de bonnes pratiques à l'échelle nationale.
Durée de cette action recherche : 27 mois (2015 - 2017)

2. Mission logement

Caisse départementale d'allocations familiales du Bas-Rhin	**50 000 €**

Fonds de solidarité logement
Le Fonds de solidarité pour le logement (FSL) permet d'aider les personnes et les familles en difficulté à :

- accéder à un logement décent et indépendant,
- s'y maintenir, que ces personnes soient locataires, sous-locataires ou résidentes de logements foyer,
- disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques.

Les aides accordées par le FSL peuvent notamment être les suivantes :

- cautionnement du paiement du loyer et des charges locatives,

- prêts et subventions en vue du paiement du dépôt de garantie, du premier loyer, des frais d'agence, ou d'autres dépenses liées à l'entrée dans les lieux (frais de déménagement, frais d'assurance locative etc., …),
- prêts et subventions en vue du règlement des dettes locatives et de factures d'énergie, d'eau et de téléphone dont l'apurement conditionne l'accès à un nouveau logement,
- prêts et subventions en vue du règlement des dettes de loyers, de charges locatives et en vue du règlement des frais de procédure supportés par la personne ou la famille pour se maintenir dans le logement.

Le FSL finance également des organismes qui assurent une mission de médiation locative (baux glissants ou logements d'insertion).

Outre l'attribution d'aides financières, le FSL permet un apprentissage des règles de vie et de gestion quotidienne d'un logement par la mise en place, le cas échéant, d'un accompagnement social lié au logement.

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales a confié le pilotage de ce fonds qui s'inscrit dans le cadre du Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) au Conseil Départemental. Il est abondé par des contributeurs obligatoires (le Conseil général et les fournisseurs d'énergie) et par des contributeurs volontaires (dont la Caisse d'Allocations Familiales, la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg et les bailleurs sociaux). Un comité d'orientation composé d'élus, de représentants institutionnels et des services se réunit deux fois par mois et examine l'ensemble des dossiers.

Groupement associatif pour le logement et l'accompagnement - GALA	**6 400 €**

Fonctionnement du service logement insertion

L'association GALA assure une mission d'insertion par le logement de familles en situation d'exclusion. La participation de la Ville est destinée à financer l'accompagnement social des personnes lié au logement dans le cadre des actions suivantes :

- le service logement insertion qui offre aux personnes la possibilité de tester leur capacité à occuper un logement autonome ;

- les résidences sociales « Lausanne » et « Couronne » : accompagnement pour les résidents par convention avec ADOMA.

Le montant proposé constitue le solde de la participation annuelle, soit au total pour 2015, 32 000 €.

3. Mission Roms

Croix Rouge Française	**62 000 €**

Mission d'accompagnement des familles roms à l'espace Hoche.

La Croix rouge assure l'accompagnement des familles roms déplacées du bidonville du Pré Saint Gall à l'espace Hoche. Une équipe éducative assure le quotidien de la vie du site. Elle a développé un projet d'insertion visant à l'apprentissage du français pour les parents, l'assiduité de la scolarisation pour les enfants. Elle met en place une épicerie sociale et solidaire et des activités socioéducatives avec plusieurs partenaires qui interviennent bénévolement sur le site (Médecins du monde, Changer d'r, université..).

La subvention proposée constitue le solde de la participation annuelle de la collectivité à cette action, soit au total pour 2015 : 190 000 €.

Horizon Amitié	**44 000 €**

Mission d'accompagnement des familles roms à l'Espace 16.

Par délibération du 27 juin 2011, le Conseil municipal a approuvé la création rue du Rempart, d'un Espace temporaire d'insertion, dénommé « Espace 16 ». L'objectif de cette structure est l'accueil contractualisé d'une vingtaine de familles Roms. La gestion du site est assurée par Horizon Amitié, déjà responsable de l'accueil de jour situé en face du site. L'association assure notamment l'accompagnement social de ces familles dans le cadre d'un projet social partagé. L'extension de l'Espace 16 en 2012 a permis l'accueil complémentaire en caravanes d'une dizaine de familles roms vivant dans des conditions d'hygiène et de sécurité non acceptables. Par ailleurs, durant l'été, l'association a dû renforcer son équipe éducative afin de faire face à une augmentation temporaire des personnes accueillies. Le montant proposé constitue le solde de la participation annuelle soit, au total pour 2015 : 196 000 €.

4. Protection des mineurs

Association la grande ecluse centre de ressources et de consultation familiale	**18 300 €**

Fonctionnement :

L'association a pour mission de renforcer par l'accompagnement thérapeutique des familles, la cohérence de toutes les prestations en direction des enfants et adolescents en désinsertion scolaire ou sociale. Il vise à restaurer le lien social. Au sein de la famille, elle aide les parents à se réapproprier leur compétence auprès de leurs enfants et adolescents. Le montant proposé constitue le solde de la participation annuelle de la collectivité à La Grande Ecluse, soit un total de 45 700 €.

5. Soutien à l'autonomie

Artenreel	**2 500 €**

L'action suivante : "l'art et l'être" : le premier festival en direction des personnes âgées, autour des pratiques artistiques et de bien-être

Le projet mêle différents types d'interventions artistiques en EHPAD au plus près des résidents à une période ou les établissements mettent en œuvre moins d'animations du fait des congés et ou les personnes peuvent se sentir plus seules, plusieurs établissements strasbourgeois sont concernés (Emmaüs Diaconesses, Danube, Im Laeusch).

Association de parents de personnes handicapées mentales et de leurs amis de Strasbourg et environs - AAPEI	**16 980 €**

Fonctionnement du Service d'Accueil et de Logistique. Ce dernier assure la coordination logistique et informatique des établissements et services ; participe aux études de besoins, à l'élaboration des projets, à la coordination du lancement de nouveaux projets ; à la mise en œuvre et à la coordination d'actions diverses de la vie associative (coordination des campagnes de vente de miel et de cartes postales, gestion bibliothèque/médiathèque, établissement et suivi de banques de données, accueil des familles, animation de groupes de paroles, suivi du site Internet, organisation des séminaires et des formation des cadres.

Le montant proposé constitue le solde de la participation annuelle. Le montant total pour 2015 s'élève à 42 280 €.

Association des paralyses de France - APF	**5 000 €**

Fonctionnement général :

L'association œuvre au service des personnes handicapées adhérant ou non : l'information, construction de dossiers administratifs, maintien d'une vie sociale avec un service accompagnement aux loisirs et à la vie sociale.

Communauté clair de terre	**5 800 €**

Solde du fonctionnement 2015 du "relais culture et loisirs".

L'association œuvre dans les domaines sportif, culturel, loisirs pour les personnes handicapées mentales. Elle permet à ces personnes de se réunir, de participer à des activités culturelles ou sportives et de les sortir de leur isolement. Le montant total alloué au titre de 2015 s'élève à 14 400 €.

Route nouvelle Alsace	**3 000 €**

Projet "Mises en œuvres".

Le projet porte sur la création d'un livre d'art au cours d'ateliers menés par Papier Gâchette.

6. Actions caritatives et accueils de jour

Centre social protestant	**5 200 €**

Le Centre Social Protestant mène une action sociale d'importance reconnue auprès des personnes en situation de fragilité à Strasbourg. La subvention proposée est destinée

au fonctionnement de l'espace d'Ecoute et de paroles. Cet espace propose un soutien psychologique, une écoute aux personnes qui fréquentent le Centre social protestant mais aussi d'autres lieux d'accueil, dans le cadre d'une mutualisation de services : PAS-SNCF, Entraide le Relais, L'Etage, Femmes de Paroles. La participation annuelle de la ville de Strasbourg à cette action s'élève à 13 000 €.

CIMADE service œcuménique d'entraide	**6 000 €**

Fonctionnement :

L'association poursuit et développe ses actions d'accueil et d'accompagnement pour les personnes étrangères en difficultés. Elle assure aussi la domiciliation postale pour 155 personnes. Son expertise juridique est reconnue par l'ensemble des partenaires qui la sollicitent de plus en plus, compte tenu des évolutions législatives et réglementaires actuelles. Après avoir réorganisé l'accueil, elle a ouvert une permanence supplémentaire, compte tenu de la demande croissante. La CIMADE développe une action collective en direction des femmes étrangères victimes de violence conjugale.

La subvention proposée constitue le solde de la participation annuelle. Le montant total alloué au titre de 2015 s'élève à 15 000 €.

Collectif pour l'accueil des solliciteurs d'asile à Strasbourg - CASAS	**12 000 €**

Fonctionnement :

CASAS a pour objectifs d'accueillir les demandeurs-ses d'asile, leur permettre d'appréhender et de connaître le nouveau contexte culturel, social, linguistique où ils se trouvent, les informer, les orienter et les accompagner dans leurs démarches (dossier OFPRA) et leur recherche d'hébergement.

Le montant proposé correspond au solde de la participation annuelle. Le total alloué au titre de 2015 est de 30 000 €

Home protestant	**18 000 €**

Le Home protestant assure la gestion d'un accueil de jour sis 7 rue de l'Abbé Lemire. Cette structure s'adresse à des femmes seules en situation de grande précarité. 497 femmes ont été accueillies en 2014. Le montant proposé constitue le solde de la participation annuelle, soit au total pour 2015 : 70 000 €

Horizon amitié	**18 300 €**

Accueil de jour Bayard.

L'accueil de jour, situé au pavillon Bayard rue du Remparts accueille des personnes à la rue. Environs 90 usagers différents sont accueillis quotidiennement. La subvention proposée correspond au solde de la participation annuelle. Le montant total alloué en 2015 est de 91 500 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'allouer les subventions suivantes :

1.	*Observatoire national de l'action sociale décentralisée - ODAS* *Action recherche "les viles et le vivre ensemble - la gouvernance locale de la cohésion sociale"*	*3 000 €*
2.	*Caisse départementale d'allocations familiales du Bas-Rhin* *Fonds de solidarité logement*	*50 000 €*
3.	*Groupement associatif pour le logement et l'accompagnement – GALA* *Fonctionnement du service logement insertion*	*6 400 €*
4.	*Croix Rouge Française* *Mission d'accompagnement des familles roms à l'espace Hoche*	*62 000 €*
5.	*Horizon Amitié* *Mission d'accompagnement des familles roms à l'Espace 16*	*44 000 €*
6.	*Association la grande ecluse centre de ressources et de consultation familiale* *Fonctionnement*	*18 300 €*
7.	*Artenreel* *"l'art et l'être"*	*2 500 €*
8.	*Association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis de strasbourg et environs – AAPEI* *le fonctionnement du service d'accueil et de logistique*	*16 980 €*
9.	*Association des paralyses de France – APF* *Fonctionnement général*	*5 000 €*
10.	*Communauté clair de terre* *Fonctionnement du "relais culture et loisirs"*	*5 800 €*
11.	*Route nouvelle Alsace* *« Mises en œuvres »*	*3 000 €*
12.	*Centre social protestant* *Espace d'Ecoute et de paroles*	*5 200 €*
13.	*Cimade service œcuménique d'entraide* *Fonctionnement*	*6 000 €*
14.	*Collectif pour l'accueil des solliciteurs d'asile à Strasbourg – CASAS* *Fonctionnement*	*12 000 €*
15.	*Home protestant* *Fonctionnement d'un accueil de jour*	*18 000 €*
16.	*Horizon amitié*	*18 300 €*

	Accueil de jour Bayard	
	Total	*276 480 €*

- *d'imputer les subventions 1, 3 à 5 d'un montant de 115 400 € sur la ligne AS00B – 6574 – 520 – prog. 8001 dont le disponible avant le présent Conseil est de 239 317 €,*

- *d'imputer la subvention 2 d'un montant de 50 000 € sur la ligne AS03N – 65738 – 523 – prog. 8002 dont le disponible avant le présent Conseil est de 50 000 €,*

- *d'imputer la subvention 6 d'un montant de 18 300 € sur la ligne AS07B – 6574 – 522 – prog. 8079 dont le disponible avant le présent Conseil est de 18 300 €,*

- *d'imputer les subventions 7 à 11 d'un montant de 33 280 € sur la ligne AS08B – 6574 – 61 – prog. 8010 dont le disponible avant le présent Conseil est de 53 215 €,*

- *d'imputer les subventions 12 à 16 d'un montant de 59 500 € sur la ligne AS03C – 6574 – 523 – prog. 8078 dont le disponible avant le présent Conseil est de 75 550 €.*

autorise

le Maire ou son-a représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Attribution de subventions au titre des solidarités

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'ACTION SOCIALE DECENTRALISEE	Action recherche "Les viles et le vivre ensemble - la gouvernance locale de la cohésion sociale"	3 000 €	3 000 €	
CAISSE DEPARTEMENTALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU BAS-RHIN	le Fonds de solidarité logement	50 000 €	50 000 €	50 000 €
GROUPEMENT ASSOCIATIF POUR LE LOGEMENT ET L'ACCOMPAGNEMENT	le fonctionnement du service logement insertion Solde - Total 2015 : 32 000 €	40 000 €	6 400 €	32 000 €
CROIX ROUGE FRANCAISE	la mission d'accompagnement des familles Roms à l'espace Hoche Solde - Total 2015 : 190 000 €	190 688 €	62 000 €	190 000 €
HORIZON AMITIE	la mission d'accompagnement des familles Roms sur le site de la rue des remparts Solde - Total 2015 : 190 000 €	190 000 €	38 000 €	190 000 €
	la mission d'accompagnement des familles Roms à l'espace 16 (complément)	6 000 €	6 000 €	0 €
ASSOCIATION LA GRANDE ECLUSE CENTRE DE RESSOURCES ET DE CONSULTATION FAMILIALE	le fonctionnement général de l'association Solde - Total 2015 : 45 700 €	45 700 €	18 300 €	45 700 €
ARTENREEL	"L'Art et l'Etre" - le premier festival en direction des personnes âgées, autour des pratiques artistiques et de bien-être	2 500 €	2 500 €	0 €
ASSOCIATION DE PARENTS, DE PERSONNES HANDICAPEES MENTALES ET DE LEURS AMIS DE STRASBOURG ET ENVIRONS	le fonctionnement du Service d'accueil et de logistique Solde - Total 2015 : 42 280 €	42 280 €	16 980 €	42 280 €
ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	le fonctionnement général	6 000 €	5 000 €	0 €
COMMUNAUTE CLAIR DE TERRE	le fonctionnement du "Relais culture et loisirs" Solde - Total 2015 : 14 400 €	14 900 €	5 800 €	14 400 €
ROUTE NOUVELLE ALSACE	le projet "Mises en œuvres"	3 000 €	3 000 €	0 €

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
CENTRE SOCIAL PROTESTANT	le fonctionnement de l'Espace écoute et parole Solde - Total 2015 : 13 000 €	15 000 €	5 200 €	5 200 €
CIMADE SERVICE OECUMENIQUE D'ENTRAIDE	le fonctionnnement général Solde - Total 2015 : 15 000 €	20 000 €	6 000 €	15 000 €
COLLECTIF POUR L'ACCUEIL DES SOLLICITEURS D'ASILE A STRASBOURG	le fonctionnement général Solde - Total 2015 : 30 000 €	54 000 €	12 000 €	30 000 €
HOME PROTESTANT	le fonctionnement de votre accueil de jour. Solde - Total 2015 : 70 000 €	70 000 €	18 000 €	65 000 €
HORIZON AMITIE	l'activité de l'accueil de jour "Printemps" dans les locaux du pavillon "Bayard" Solde - Total 2015 : 91 500 €	96 596 €	18 300 €	91 500 €

42

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Attribution de subventions au titre de la santé.

Dans le cadre du soutien aux associations, il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 7 500 €

Association du centre socio culturel du Fossé des Treize	**4 000 €**

Le projet "Pass'Sports".
Les objectifs sont doubles : lutter contre la sédentarité des enfants et des jeunes, et permettre à des mineurs-es en situation de précarité d'accéder à une pratique sportive durable.
L'action consiste en la mise en place d'une tarification adaptée sur différentes activités et ateliers proposés par le centre socio culturel (escrime, danse, éveil corporel, éveil à la gymnastique, ...), pour en faciliter l'accès à des familles et enfants avec de faibles revenus.
L'action se déroule sur le quartier Halles - Tribunal - Gare.

Association Euro Cos humanisme et santé groupe pluri-professionnel européen de réflexion et de formation en santé	**1 000 €**

L'organisation des rencontres de Strasbourg sur le thème "Santé, bien-être - place des médecines complémentaires ?" les 9 et 10 octobre 2015.

Centre d'information régional sur les drogues et les dépendances - CIRDD	**2 500 €**

L'association propose, essentiellement pour les professionnels-les, un centre de ressource en matière d'addictions : information, documentation, conseil méthodologique et formation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré
décide

d'allouer les subventions suivantes :

1.	*Association du centre socio culturel du Fossé des Treize* *Projet "Pass'Sports"*	*4 000 €*
2.	*Association Euro Cos humanisme et santé groupe pluri-professionnel européen de réflexion et de formation en santé* *Les rencontres de Strasbourg*	*1 000 €*
3.	*Centre d'information régional sur les drogues et les dépendances - CIRDD* *Fonctionnement*	*2 500 €*
	Total	*7 500 €*

d'imputer ces subventions d'un montant de 7 500 € sur la ligne AS05D – 6574 – 512 – prog. 8005 dont le disponible avant le présent Conseil est de 19 500 €,

autorise

le Maire ou son-a représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Attribution de subventions au titre de la santé

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	l'action suivante : "Pass'sport"	4 095 €	4 000 €	0 €
ASSOCIATION EURO COS HUMANISME ET SANTE GROUPE PLURI-PROFESSIONNEL EUROPEEN DE REFLEXION ET DE FORMATION EN SANTE	l'organisation des journées "Santé, bien-être - place des médecines complémentaires ?" les 9 et 10 octobre 2015	1 000 €	1 000 €	700 €
CENTRE D'INFORMATION REGIONAL SUR LES DROGUES ET LES DEPENDANCES	le fonctionnement général	12 000 €	2 500 €	2 500 €

43

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Fédération de charité Caritas Alsace : garanties d'emprunts - Association Les Maisons de la Croix : modification d'une garantie d'emprunt.

1. Fédération de charité Caritas Alsace

L'association Caritas d'aide aux personnes âgées a procédé à des travaux d'humanisation, de l'EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) Caritas sis 21 rue Horace à Strasbourg Koenigshoffen dont elle était gestionnaire.

Les travaux d'un montant de 6 125 575 € ont été financés,
- d'une part, par des subventions publiques à hauteur de 2 873 527 €,
- d'autre part, par des emprunts pour un montant total de 2 915 827 €,
- et enfin d'autres recettes (caisses de retraite, fonds propres…) pour 336 221 €.

L'association avait notamment souscrit un emprunt auprès de la Caisse régionale d'assurance malade.
Caractéristiques :
- Montant : 416 300 €
- Taux : 0%
- Caution : Fédération de charité du Diocèse de Strasbourg Caritas Alsace.

Par assemblée générale extraordinaire il a été décidé de transférer les activités et le patrimoine de l'association Caritas d'aide aux personnes âgées à la Fédération de Charité Caritas Alsace au 1er janvier 2012.

Compte tenu de cette modification, la collectivité a été sollicitée pour garantir le solde de l'emprunt, s'élevant, au 1er janvier 2015 à 187 335 €. La dernière échéance est prévue le 1er décembre 2023.

Il est proposé de répondre favorablement à la demande de la Fédération de charité Caritas Alsace et de lui accorder la garantie pour cet emprunt. A titre de contre-garantie, la Fédération a proposé une pré-notation d'hypothèque.

2. Les maisons de la Croix

Par délibération du 22 juin 2015, le Conseil Municipal a accordé à l'association Les Maisons de la Croix, sa garantie pour un emprunt de 4 180 000 € destiné aux travaux de mise en sécurité et de réhabilitation de l'immeuble Braille à Strasbourg Neuhof dans le cadre du projet DASCA (Dispositif d'accompagnement et de soins coordonnés pour l'autisme). A titre de contre-garantie, l'association Les Maisons de la Croix s'est engagée à signer une promesse d'hypothèque avec prénotation au profit de la Ville.
Il est proposé de modifier dans ce sens le second alinéa du délibéré de ladite délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

1. *d'accorder sa garantie à la Fédération de charité Caritas Alsace pour un emprunt de 416 300 €, taux 0 %, contracté auprès de la CARSAT. Cet emprunt a été contracté, le 1er décembre 2003 auprès de la Caisse régionale d'assurance maladie et a été transféré à la Fédération de charité Caritas Alsace en 2012. Il était destiné à financer les travaux d'humanisation de l'EHPAD Caritas sis 21 rue Horace à Strasbourg Koenigshoffen,*

Au cas où ladite fédération, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Ville de Strasbourg s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple missive, sans jamais exiger que l'établissement de crédit discute au préalable l'association défaillante.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée d'amortissement à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir les échéances de remboursement. Il renonce à opposer à l'établissement de crédit le défaut de mise en recouvrement des impôts,

- de lier cette garantie à une pré-notation d'hypothèque

2. *d'annuler le second alinéa de la délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2015 « Association Les Maisons de la Croix - Bâtiment Braille - Garantie d'emprunt. » et le remplacer par : de lier cette garantie à une promesse d'hypothèque avec prénotation au profit de la Ville de Strasbourg*

autorise

le Maire ou son-a représentant-e à intervenir au nom de la Ville au contrat de prêt à souscrire par la Fédération de charité Caritas Alsace et à signer la convention de garantie.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

44

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Attribution de subventions au titre de la prévention.

La délibération porte sur le dispositif Ville Vie Vacances – Toussaint 2015. Les actions proposées s'adressent en premier lieu au public jeune exposé aux conduites à risques, qui ne part pas en vacances par ses propres moyens et ne fréquente pas naturellement les prestations de service des structures d'animation socioculturelles. Ces actions doivent contenir une valeur éducative ou des qualités pédagogiques suffisantes, contribuer utilement à atténuer les tensions locales et lutter contre le sentiment d'exclusion.

La cellule départementale du dispositif Ville Vie Vacances composée des financeurs (Services de l'Etat dans le cadre de l'A.C.S.E., Département, Ville de Strasbourg) a examiné le 4 septembre 2015**,** les demandes répondant à un appel à projets départemental. Le contenu pédagogique de ces actions, leur opportunité et leur conformité aux obligations règlementaires ont été étudiés au regard des critères du dispositif et des moyens financiers disponibles. Pour celles qui sont retenues, elle propose une répartition de leur financement.

Il est proposé un cofinancement pour les 14 actions énoncées ci-après, portées par 14 associations, pour un montant total de **11 700 €.**

Centre de Loisirs et de la Jeunesse **1 400 €**
« Raid nature *sport aventure passion* » 11ème édition» (n° VVV T01)
Le raid s'adresse à 300 jeunes de différents territoires de la ville de Strasbourg, âgés de 10 à 17 ans. Durant trois jours, sont organisées des compétitions entre équipes mixtes à travers des épreuves sportives successives.

Association du centre social et culturel du Neuhof **600 €**
« Sur les traces de la reine des neiges » (n° VVV T 08)
Ateliers et sorties à destination de 16 jeunes du quartier Neuhof sur le thème du dessin animé « La reine des neiges ». Cette action s'inscrit en fil conducteur des animations de fin d'année sur le quartier.

SCOP Artenréel **400 €**

« Même pas peur » (n°VVV T9)
Stage de création de costumes pour 11 jeunes d'Hautepierre. L'objectif est découvrir de nouveaux modes d'expression et amener les habitants du territoire à s'approprier le théâtre en vue de créer un temps fort en 2016.

Association Populaire Joie et santé Koenigshoffen **1 100 €**
« Sportif(ve), Créatif(ve), Citoyen(ne) » (n° VVV T 10)
Par des animations alliant activités sportives, ludiques et participation au Raid Nature organisé par le CLJ, l'action touche 90 jeunes de Koenigshoffen notamment ceux les plus éloignés des activités du CSC.

Les Petits Débrouillards du Grand Est **700 €**
« Stages scientifiques : des illusions d'optique » (n° VVV T11)
Deux stages de découverte et de sensibilisation aux activités scientifiques et technologiques pour 24 jeunes de la Meinau et de la Montagne Verte. Cette action est construite en partenariat avec les structures des territoires.

Association Lupovino **1 400 €**
« Bienvenue chez les Ch'tis » (n° VVV T 13)
Séjour d'une semaine dans le Nord Pas de Calais pour 15 jeunes du Polygone. Cette action vise l'appropriation et la découverte des milieux naturels et l'autonomisation des jeunes adolescents.

Centre international de rencontres artistiques **700 €**
« Strasbourg-danse à la Meinau » (n° VVV T 14)
Stage de danse et des arts de la scène pour 15 jeunes de la Meinau à Pôle Sud. L'objectif vise à rendre accessible à tous la culture chorégraphique tout en favorisant la rencontre et la mixité sociale.

Association PAR Enchantement **600 €**
« Séjour interculturel franco-allemand » (n°VVV T 15)
Séjour de 5 jours à Niederbronn les Bains. Il sera proposé à 6 jeunes de Koenigshoffen divers jeux et activités en groupes franco-allemands.

Association les Disciples **900 €**
« Poussez les murs ! Dépasser nos frontières » (n° VVV T 17)
Durant une semaine, l'association propose diverses activités à 80 jeunes issus du quartier de Cronenbourg.

Association Wonder Wiz'art **500 €**
« Zombie Parade Récup » (n° VVV T 18)
L'action offre une parade le jour d'Halloween, en confectionnant costumes et accessoires avec les matériaux récupérés, et s'adresse à 49 jeunes de Cronenbourg.

Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts **1 000 €**

« Education aux médias » (n° VVV T 19)
L'action vise, à travers des ateliers et des visites, à sensibiliser 35 jeunes du Port du Rhin aux nouvelles technologies et au décryptage des médias.

Association L'Eveil Meinau **600 €**
« Prends ta planète en main » (n° VVV T 20)
Durant une semaine, par des ateliers et des sorties de proximité, il est proposé de sensibiliser 20 jeunes de la Meinau à l'écocitoyenneté.

Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize **600 €**
« Stages de découverte sportives et artistiques » (**n° VVV T21)**
Il est proposé à 24 jeunes, durant les deux semaines des vacances scolaires, des activités sportives et artistiques, dont la participation au Raid Nature porté par le Centre de loisirs et de la jeunesse de la Police Nationale.

Association du centre socio-culturel de la Meinau **1 200 €**
« Débattre pour lutter contre la stigmatisation » (**n° VVV T22)**
Il est proposé à 80 jeunes, durant les deux semaines des vacances scolaires, la participation au Raid Nature porté par le Centre de loisirs et de la jeunesse de la Police Nationale ainsi que deux temps de débats avec des personnes ressources extérieures, autour de la laïcité, du traitement de l'information...

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

l'allocation de subventions, dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances – Toussaint 2015, aux associations suivantes :

Centre de Loisirs et de la Jeunesse	*1 400 €*
Association du centre social et culturel du Neuhof	*600 €*
SCOP Artenréel	*400 €*
Association Populaire Joie et santé Koenigshoffen	*1 100 €*
Les Petits Débrouillards du Grand Est	*700 €*
Association Lupovino	*1 400 €*
Centre international de rencontres artistiques	*700 €*
Association PAR Enchantement	*600 €*
Association les Disciples	*900 €*
Association Wonder Wiz'art	*500 €*
Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	*1 000 €*
Association l'Eveil Meinau	*600 €*
Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize	*600 €*

Association du centre socio-culturel de la Meinau	*1 200 €*

La dépense correspondante, soit 11 700 €, est à imputer sur l'activité AT02A – nature 6574 – fonction 110 – programme 8064 du BP 2015, dont le montant disponible est de 40 241,50 €,

autorise

le Maire ou son représentant à signer les arrêtés relatifs à ces subventions.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Attribution de subventions au titre de la prévention

Dénomination de l'association	**Nature de la sollicitation**	**Total sollicité (V+Etat+CG)**	**Montant N-1**	**Montant octroyé (Ville)**
Centre de Loisirs et de la Jeunesse	VVV Toussaint 2015	2 500 €	-	1 400 €
Association du centre social et culturel du Neuhof	VVV Toussaint 2015	4 300 €	-	600 €
SCOP Artenréel	VVV Toussaint 2015	1 530 €	-	400 €
Association Populaire Joie et santé Koenigshoffen	VVV Toussaint 2015	4 500 €	-	1 100 €
Les Petits Débrouillards du Grand Est	VVV Toussaint 2015	2 730 €	-	700 €
Association Lupovino	VVV Toussaint 2015	8 700 €	-	1 400 €
Centre international de rencontres artistiques	VVV Toussaint 2015	2 895 €	-	700 €
Association PAR Enchantement	VVV Toussaint 2015	1 600 €	-	600 €
Association les Disciples	VVV Toussaint 2015	2 500 €	-	900 €
Association Wonder Wiz'art	VVV Toussaint 2015	2 300 €	-	500 €
Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	VVV Toussaint 2015	5 000 €	-	1 000 €
Association l'Eveil Meinau	VVV Toussaint 2015	2 000 €	-	600 €
Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize	VVV Toussaint 2015	1 990 €	-	600 €
Association du centre socio-culturel de la Meinau	VVV Toussaint 2015	3 600 €	-	1 200 €

Strasbourg.eu
eurométropole

45

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Attribution de subventions aux associations socioculturelles et convention de mise à disposition de patrimoine immobilier avec le centre social et culturel 'Au-delà des Ponts'.

Le présent rapport porte sur l'attribution de subventions pour un montant total de 189 201 € ainsi que sur la signature d'une convention de mise à disposition de patrimoine immobilier avec le centre social et culturel Au-delà des Ponts.

A- Attribution de subventions

I. Subvention d'équipement

Association d'Education Populaire Fritz Stephan **1 000 €**

La subvention est destinée à soutenir l'association dans le remplacement de la chaudière et ses accessoires de sécurité du centre de vacances situé à Waldersbach, celle existante présentant des fissures et des fuites au niveau du corps de chauffe en fonte. Cet équipement permet d'accueillir enfants, jeunes, adultes et familles dans le cadre de séjours cours ou longs et bénéficie entre autre aux jeunes strasbourgeois (dont notamment les mouvements de scoutisme) dans le cadre de séjour de vacances.

II. Subventions de fonctionnement :

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin **3 300 €**

Le CDAFAL 67 propose le développement d'un projet socioculturel sur le quartier des Poteries. L'association a commencé à développer durant l'été 2015 le volet jeunesse de son projet en proposant des animations de rue au Parc des Poteries. Elle souhaite dorénavant renforcer son action en direction du jeune public en ouvrant un accueil au bénéfice des 11 -14 ans les mercredis après-midi et pendant les vacances scolaires à partir de la Toussaint dans les locaux associatifs Marcelle Cahn. La subvention est destinée à lui permettre d'amorcer cette dynamique durant le dernier trimestre 2015.

III. Subvention pour projet :

Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des Œuvres Laïques du Bas-Rhin **7 500 €**

La Fédération des Œuvres Laïques propose de poursuivre son projet lire et faire lire qui consiste en l'intervention de lecteurs bénévoles dans des écoles et les accueils de loisirs et d'assurer leur formation. L'action permet d'initier et/ou de conforter environ 1 000 enfants au plaisir de la lecture.

IV. Subvention dans le cadre du contrat enfance jeunesse :

Le Contrat Enfance Jeunesse signé avec la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin prévoit de soutenir le développement d'activités de loisirs nouvelles et/ou supplémentaires en faveur des enfants et adolescents entre 3 et 17 ans.

Dans ce cadre, il vous est proposé d'accorder une subvention à :

Club sportif de Hautepierre **14 000 €**

L'association organise les mercredis après-midis et pendant les vacances scolaires (hors Noël) un Accueil de Loisirs sans Hébergement à dominante sportive et ludique qui s'adresse aux enfants des quartiers de Hautepierre et des Poteries.

V. Versement du solde des subventions pour l'organisation d'accueils de loisirs sans hébergement 2014/2015

Par délibération du 22 juin 2015, le Conseil municipal a approuvé le versement d'une première tranche de subvention pour le fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement pour la période du 1er septembre 2014 au 31 août 2015, selon le barème suivant :

- accueil de loisirs sans repas : 1,50 € par jour et par enfant,
- accueil de loisirs avec repas sur place : 3 € par jour et par enfant,
- accueil de loisirs avec repas en dehors du ban communal : 4 € par jour et par enfant,

et établi en fonction du nombre de journées réalisées la saison dernière.

Il s'agit aujourd'hui de verser le solde de notre participation, calculé sur la base d'états de présence réelle des enfants, soit un total de 103 174 journées-enfants réalisées (contre 99 352 en 2013/2014).

Compte-tenu de l'acompte d'un montant de 132 230 € versés à ces associations, l'aide totale pour soutenir les accueils de loisirs sans hébergement s'élèvera pour l'année 2014/2015 à 266 751 € (contre 254 959 € l'an passé).

Association Populaire Joie et santé Koenigshoffen	**3 778 €**
ARES - Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	**5 822 €**
Association du centre social et culturel de l'Elsau	**1 948 €**

Association du centre social et culturel de Hautepierre – Le Galet	**4 602 €**
Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	**6 212 €**
Association du centre social et culturel du Neuhof	**5 616 €**
Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale	**4 892 €**
Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize	**6 894 €**
Association du centre social et culturel Victor Schoelcher	**8 951 €**
Association du centre socio-culturel de Neudorf	**5 068 €**
Association du centre socioculturel de la Meinau	**7 920 €**
Association du centre social et culturel de la Montagne-Verte	**2 247 €**
Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	**3 244 €**
Centre culturel et social Rotterdam	**3 772 €**
Organisation populaire des activités de loisirs – OPAL	**2 428 €**
Centre des Jeunes- communauté Israélite	**6 793 €**
Association Jeunesse Loubavitch	**12 545 €**
Association d'éducation populaire St Ignace	**2 872 €**
Strasbourg Université Club	**10 858 €**
Association Lupovino	**1 112 €**
Association La Croisée des chemins	**7 242 €**
Association Sportive P.T.T. de Strasbourg	**1 831 €**
Association Les Disciples	**1 565 €**
CSF APFS Neudorf	**816 €**
Association Porte Ouverte	**940 €**
Club Sportif de Hautepierre	**2 760 €**
Garderie-Restaurant la Clé des Champs – Centre de loisirs et d'animation éducatifs	**3 028 €**
La Buissonnière de l'Aar	**1 171 €**
Unis vers le Sport	**1 682 €**
Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des Œuvres Laïques du Bas-Rhin	**772 €**
Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	**1 823 €**
Association Maison des jeux de Strasbourg	**779 €**
Association Sports et Loisirs Constantia	**2 178 €**
Association Taekwondo SIPJIN Strasbourg	**360 €**
TOTAL	**134 521 €**

VI. Aide à la formation d'animateurs

La Ville soutient les strasbourgeois qui s'engagent dans une formation d'animateur.

Les taux ont été revalorisés par délibération du Conseil municipal du 29 mai 2012 et sont de 80 € pour le stage de formation générale au Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA) et le stage de formation générale au Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD).

Cette aide est toujours versée aux organismes de formation, sur la base des procès verbaux de session, contresignés par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Bas-Rhin. Elle est déduite des frais de stage du stagiaire au moment de l'inscription et est désormais communiquée directement par la Ville aux bénéficiaires par l'envoi systématique d'un courrier les informant de l'aide qui leur a été accordée.

Notre participation de 28 880 € permet d'aider cette année 349 jeunes strasbourgeois qui ont préparé le BAFA (259 en 2014) et 12 jeunes qui se sont formés pour assurer une direction (12 en 2014).

La subvention se répartit comme suit :

A.G.R. - Avant Garde du Rhin	**960 €**
Association Familles Rurales	**400 €**
CEMEA Centre d'Entrainement Aux Méthodes d'Education Active section Alsace	**8 640 €**
CPCV - Comité protestant Centres Vacances	**1 120 €**
UFCV - Union Française des Centres Vacances Région Alsace - Strasbourg	**7 120 €**
AFOCAL Est	**160 €**
Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des Œuvres Laïques du Bas-Rhin	**480 €**
Scouts et Guides de France	**880 €**
AROEVEN - Association Régionale des Œuvres Educatives et de Vacances de l'Education Nationale	**9 120 €**
TOTAUX	**28 880 €**

B- Signature d'une convention de mise à disposition de patrimoine immobilier avec l'association du centre social et culturel Au-delà des Ponts:

Il est proposé au Conseil d'autoriser le Maire à signer la convention de mise à disposition de patrimoine immobilier, jointe en annexe, dont la Ville est bailleur, avec :

Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts
Ces locaux, sis au rez-de-chaussée du 75 route du Rhin à 67000 STRASBOURG, d'une superficie de 66 7 m², composés notamment de 3 bureaux, sont destinés à accueillir le pôle administratif de l'association. Ils seront mutualisés avec la Direction de Proximité qui y tiendra des permanences.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

A- l'attribution de subventions

1. *l'allocation d'une subvention d'équipement :*

Association d'Education Populaire Fritz Stephan	*1 000 €*

Les crédits nécessaires, soit 1 000 €, sont ouverts sous Activités DL03 – Programme 7017 – Fonction 422 – Nature 20421 – dont le montant disponible avant le présent conseil est de 232 981 €.

2. *l'allocation d'une subvention de fonctionnement :*

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	*3 300 €*

3. *l'allocation d'une subvention pour projet :*

Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des Œuvres Laïques du Bas-Rhin	*7 500 €*

4. *l'allocation d'une subvention dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse :*

Club sportif de Hautepierre	*14 000 €*

5. *le versement du solde des subventions pour l'organisation d'accueils de loisirs sans hébergement 2014/2015*

Association Populaire Joie et santé Koenigshoffen	*3 778 €*
ARES - Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	*5 822 €*
Association du centre social et culturel de l'Elsau	*1 948 €*
Association du centre social et culturel de Hautepierre – Le Galet	*4 602 €*

Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	*6 212 €*
Association du centre social et culturel du Neuhof	*5 616 €*
Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale	*4 892 €*
Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize	*6 894 €*
Association du centre social et culturel Victor Schœlcher	*8 951 €*
Association du centre socio-culturel de Neudorf	*5 068 €*
Association du centre socioculturel de la Meinau	*7 920 €*
Association du centre social et culturel de la Montagne-Verte	*2 247 €*
Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	*3 244 €*
Centre culturel et social Rotterdam	*3 772 €*
Organisation populaire des activités de loisirs – OPAL	*2 428 €*
Centre des Jeunes- communauté Israélite	*6 793 €*
Association Jeunesse Loubavitch	*12 545 €*
Association d'éducation populaire St Ignace	*2 872 €*
Strasbourg Université Club	*10 858 €*
Association Lupovino	*1 112 €*
Association La Croisée des chemins	*7 242 €*
Association Sportive P.T.T. de Strasbourg	*1 831 €*
Association Les Disciples	*1 565 €*
CSF APFS Neudorf	*816 €*
Association Porte Ouverte	*940 €*
Club Sportif de Hautepierre	*2 760 €*
Garderie-Restaurant la Clé des Champs – Centre de loisirs et d'animation éducatifs	*3 028 €*
La Buissonnière de l'Aar	*1 171 €*
Unis vers le Sport	*1 682 €*
Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des Œuvres Laïques du Bas-Rhin	*772 €*
Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	*1 823 €*
Association Maison des jeux de Strasbourg	*779 €*
Association Sports et Loisirs Constantia	*2 178 €*
Association Taekwondo SIPJIN Strasbourg	*360 €*
TOTAL	***134 521 €***

6. l'aide à la formation d'animateurs

A.G.R. - Avant Garde du Rhin	*960 €*
Association Familles Rurales	*400 €*

CEMEA Centre d'Entrainement Aux Méthodes d'Education Active section Alsace	*8 640 €*
CPCV - Comité protestant Centres Vacances	*1 120 €*
UFCV - Union Française des Centres Vacances Région Alsace - Strasbourg	*7 120 €*
AFOCAL Est	*160 €*
Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des Œuvres Laïques du Bas-Rhin	*480 €*
Scouts et Guides de France	*880 €*
AROEVEN - Association Régionale des Œuvres Educatives et de Vacances de l'Education Nationale	*9 120 €*
TOTAL	***28 880 €***

Les crédits nécessaires, soit 188 201 €, sont ouverts sous Activité DL03B – Nature 6574 - Fonction 422- Programme 8013 dont le disponible avant le présent Conseil est de 312 860 €.

B- la signature d'une convention de mise à disposition de patrimoine immobilier avec l'association suivante :

Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions et les décisions attributives relatives aux subventions, à solliciter la participation de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse et à signer la convention de mise à disposition de patrimoine immobilier avec l'association du centre socioculturel Au-delà des Ponts

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

DIRECTION DE L'ANIMATION URBAINE

Service Vie associative

Conseil Ville du 20 novembre 2015 **Elu : M. CAHN »**

association	Nature de la sollicitation	montant demandé	tranches déjà versées	montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
1. Allocation de subvention d'équipement					
Association d'Education populaire Fritz Stephan	Equipement	3 000	0	1 000	0
SOUS-TOTAL		**3 000**	**0**	**1 000**	
2. Allocation de subvention de fonctionnement					
CDAFAL 67	Fonctionnement	16 800	13 500	3 300	13 500
SOUS-TOTAL		**16 800**	**13 500**	**3 300**	**13 500**
3. Allocation d'une subvention pour projet					
Ligue de l'Enseignement - FOL	Subvention affectée	8 000	0	7 500	7 500
SOUS-TOTAL				**7 500**	**7 500**
4. Subvention dans le cadre du Contrat enfance Jeunesse					
Club Sportif de Hautepierre	Fonctionnement	25 500	0	14 000	14 000
SOUS-TOTAL		**25 500**	**0**	**14 000**	**14 000**
5. Versement du solde des subventions pour l'organisation d'accueils de Loisirs sans Hébergement 2014/2015					
Solde de la subvention pour 34 associations (Voir tableau)	Subvention affectée		132 230	134 521	254 959
SOUS-TOTAL		**0**	**132 230**	**134 521**	**254 959**
6. Aide à la formation d'animateurs BAFA/BAFD					
Aide pour 9 associations (voir tableau) (12 BAFD + 349 BAFA)	Subvention affectée			28 880	21 680
SOUS-TOTAL		**0**	**0**	**28 880**	**21 680**
TOTAL FONCTIONNEMENT				**188 201**	
TOTAL EQUIPEMENT				**1 000**	
MONTANT TOTAL				**189 201**	

A.L.S.H. solde subvention 2014 - 2015 - Délibération du 20 novembre 2015

Subvention ALSH	Nb Journées-enfants Sans repas		Nb Journées-enfants Avec repas à Strasbourg		Nb Journées-enfants Avec repas en dehors de Strasbourg		Subvention			
	Réalisé	1,50 €	*Réalisé*	3,00 €	*Réalisé*	4,00 €	Total	Total (arrondi à € >)	Acompte	Solde
Association Joie et Santé Koenigshoffen	*1 577,00*	2 365,50 €	*804,00*	2 412,00 €	*270,00*	1 080,00 €	**5 857,50**	**5 858,00**	2 080 €	**3 778 €**
ARES	*1 251,00*	1 876,50 €	*2 897,00*	8 691,00 €	*391,00*	1 564,00 €	**12 131,50**	**12 132,00**	6 310 €	**5 822 €**
Association du CSC de l'Elsau	*1 127,00*	1 690,50 €	*467,00*	1 401,00 €	*324,00*	1 296,00 €	**4 387,50**	**4 388,00**	2 440 €	**1 948 €**
Association du CSC de Hautepierre	*2 469,00*	3 703,50 €	*1 502,00*	4 506,00 €	*253,00*	1 012,00 €	**9 221,50**	**9 222,00**	4 620 €	**4 602 €**
Association du CSC de la Krutenau	*130,50*	195,75 €	*2 942,00*	8 826,00 €	*935,00*	3 740,00 €	**12 761,75**	**12 762,00**	6 550 €	**6 212 €**
Assocication du CSC du Neuhof	*2 563,00*	3 844,50 €	*1 439,00*	4 317,00 €	*311,00*	1 244,00 €	**9 405,50**	**9 406,00**	3 790 €	**5 616 €**
Association du CSC de la Robertsau	*795,00*	1 192,50 €	*2 105,00*	6 315,00 €	*426,00*	1 704,00 €	**9 211,50**	**9 212,00**	4 320 €	**4 892 €**
Association du CSC du Fossé des Treize	*0,00*	0,00 €	*3 788,00*	11 364,00 €	*842,50*	3 370,00 €	**14 734,00**	**14 734,00**	7 840 €	**6 894 €**
Association du CSC de Cronenbourg	*6 460,50*	9 690,75 €	*548,00*	1 644,00 €	*1 404,00*	5 616,00 €	**16 950,75**	**16 951,00**	8 000 €	**8 951 €**
Association du CSC de Neudorf	*402,30*	603,45 €	*2 861,00*	8 583,00 €	*165,14*	660,56 €	**9 847,01**	**9 848,00**	4 780 €	**5 068 €**
Association du CSC de la Meinau	*3 545,00*	5 317,50 €	*1 872,00*	5 616,00 €	*494,00*	1 976,00 €	**12 909,50**	**12 910,00**	4 990 €	**7 920 €**
Association du CSC de la Mont-Verte	*37,00*	55,50 €	*686,50*	2 059,50 €	*663,00*	2 652,00 €	**4 767,00**	**4 767,00**	2 520 €	**2 247 €**
Association familiale laïque	*199,00*	298,50 €	*1 668,50*	5 005,50 €	*0,00*	0,00 €	**5 304,00**	**5 304,00**	2 060 €	**3 244 €**
Centre culturel et social Rotterdam	*588,00*	882,00 €	*2 760,00*	8 280,00 €	*0,00*	0,00 €	**9 162,00**	**9 162,00**	5 390 €	**3 772 €**
OPAL	*10,00*	15,00 €	*2 199,00*	6 597,00 €	*14,00*	56,00 €	**6 668,00**	**6 668,00**	4 240 €	**2 428 €**
Centre des Jeunes- communauté Israélite	*1 793,00*	2 689,50 €	*1 957,00*	5 871,00 €	*1 558,00*	6 232,00 €	**14 792,50**	**14 793,00**	8 000 €	**6 793 €**
Association Jeunesse Loubavitch	*0,00*	0,00 €	*5 401,50*	16 204,50 €	*1 275,00*	5 100,00 €	**21 304,50**	**21 305,00**	8 760 €	**12 545 €**
Association St. Ignace	*452,50*	678,75 €	*1 747,50*	5 242,50 €	*225,00*	900,00 €	**6 821,25**	**6 822,00**	3 950 €	**2 872 €**
Strasbourg Université Club	*994,50*	1 491,75 €	*6 322,00*	18 966,00 €	*0,00*	0,00 €	**20 457,75**	**20 458,00**	9 600 €	**10 858 €**
Association Lupovino	*939,50*	1 409,25 €	*50,00*	150,00 €	*268,00*	1 072,00 €	**2 631,25**	**2 632,00**	1 520 €	**1 112 €**
Association La Croisée des chemins	*46,00*	69,00 €	*4 673,00*	14 019,00 €	*261,00*	1 044,00 €	**15 132,00**	**15 132,00**	7 890 €	**7 242 €**
Association Sportive P.T.T.	*0,00*	0,00 €	*1 287,00*	3 861,00 €	*0,00*	0,00 €	**3 861,00**	**3 861,00**	2 030 €	**1 831 €**
Association Les Disciples	*2 123,00*	3 184,50 €	*0,00*	0,00 €	*0,00*	0,00 €	**3 184,50**	**3 185,00**	1 620 €	**1 565 €**
CSF APFS Neudorf (Point Vert Brumath)	*0,00*	0,00 €	*0,00*	0,00 €	*374,00*	1 496,00 €	**1 496,00**	**1 496,00**	680 €	**816 €**
Porte Ouverte	*423,50*	635,25 €	*260,00*	780,00 €	*251,00*	1 004,00 €	**2 419,25**	**2 420,00**	1 480 €	**940 €**
Club Sportif de Hautepierre	*2 756,00*	4 134,00 €	*0,00*	0,00 €	*254,00*	1 016,00 €	**5 150,00**	**5 150,00**	2 390 €	**2 760 €**
Restaurant Garderie du Neuhof	*137,50*	206,25 €	*2 271,00*	6 813,00 €	*12,00*	48,00 €	**7 067,25**	**7 068,00**	4 040 €	**3 028 €**
Buissonière de l'Aar	*160,00*	240,00 €	*1 277,00*	3 831,00 €	*0,00*	0,00 €	**4 071,00**	**4 071,00**	2 900 €	**1 171 €**
Unis vers le Sport	*3 001,00*	4 501,50 €	*0,00*	0,00 €	*0,00*	0,00 €	**4 501,50**	**4 502,00**	2 820 €	**1 682 €**
Ligue de l'enseignement - FOL	*0,00*	0,00 €	*1 124,00*	3 372,00 €	*0,00*	0,00 €	**3 372,00**	**3 372,00**	2 600 €	**772 €**
Au-delà des Ponts	*1 881,00*	2 821,50 €	*29,00*	87,00 €	*46,00*	184,00 €	**3 092,50**	**3 093,00**	1 270 €	**1 823 €**
Maison des Jeux	*3,00*	4,50 €	*508,00*	1 524,00 €	*0,00*	0,00 €	**1 528,50**	**1 529,00**	750 €	**779 €**
Sport et Loisirs Constantia	*0,00*	0,00 €	*726,00*	2 178,00 €	*0,00*	0,00 €	**2 178,00**	**2 178,00**	- €	**2 178 €**
SIPJIN	*0,00*	0,00 €	*120,00*	360,00 €	*0,00*	0,00 €	**360,00**	**360,00**	- €	**360 €**
ALEF		*0,00 €*		*0,00 €*		*0,00 €*	***0,00***	***0,00***	- €	***0 €***
TOTAL	*35 864,80*	**53 797,20 €**	*56 292,00*	**168 876,00 €**	*11 016,64*	**44 066,56 €**	**266 739,76**	**266 751,00**	132 230 €	**134 521 €**

RELEVE BAFA-BAFD 2015

Association	BAFA	Taux	Montant subvention	BAFD	Taux	Montant subvention	Subvention totale €.
A.G.R. Avant Garde du Rhin	12	80 €	**960,00**	0	80 €	**0,00 €**	**960,00 €**
Familles Rurales	5	80 €	**400,00**	0	80 €	**0,00 €**	**400,00 €**
CEMEA Centre d'Entrainement Aux Méthodes d'Education Active section Alsace	104	80 €	**8 320,00**	4	80 €	**320,00 €**	**8 640,00 €**
CPCV Comité protestant Centres Vacances	14	80 €	**1 120,00**	0	80 €	**0,00 €**	**1 120,00 €**
UFCV Union Française des Centres Vacances Région Alsace - Strasbourg	84	80 €	**6 720,00**	5	80 €	**400,00 €**	**7 120,00 €**
AFOCAL Est	2	80 €	**160,00**	0	80 €	**0,00 €**	**160,00 €**
Ligue de L'Enseignement Fédération des Œuvres Laïques du Bas Rhin	6	80 €	**480,00**	0	80 €	**0,00 €**	**480,00 €**
Scouts et Guides de France	11	80 €	**880,00**	0	80 €	**0,00 €**	**880,00 €**
AROEVEN Assoc. Régionale des Oeuvres Educ et de Vacances de l'Education Nationale	111	80 €	**8 880,00**	3	80 €	**240,00 €**	**9 120,00 €**
TOTAUX	349	80 €	**27 920,00**	12	80 €	**960,00 €**	**28 880,00 €**

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PATRIMOINE IMMOBILIER DU DOMAINE PRIVE

Entre les soussignés

LA VILLE DE STRASBOURG, 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Monsieur le Maire, Roland RIES, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal du 20 novembre 2015.

Ci après désigné par les termes « LE BAILLEUR »,

D'une part,

ET

L'association du Au-delà des Ponts ci-après dénommée l'Association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro 82, folio n° 32, et dont le siège situé au 71 route du Rhin, 67000 Strasbourg, représentée par son Président en exercice, Gérard SCHANN.

Ci après désigné par les termes « L'EXPLOITANT »,

D'autre part,

Préambule

Consciente de leur caractère d'intérêt général, la Ville de Strasbourg apporte son soutien aux associations participant à l'organisation et au développement des activités culturelles, sportives, citoyennes, humanitaires et de loisirs représentant un intérêt local en mettant gratuitement à disposition des locaux désignés à l'article 1.

Vu le bail du 21 décembre 1993, signée entre CUS Habitat, en qualité de PROPRIETAIRE et la Ville de Strasbourg, en qualité de PREUNEUSE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques,

Il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I : CONDITIONS GENERALES

Article 1: Objet de la convention

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de L'EXPLOITANT, l'ensemble immobilier municipal ci-dessous :

Identification de l'immeuble

Dénomination : RDC 75 route du Rhin

Adresse : 75 Route du Rhin 67000

Strasbourg Quartier : Port du Rhin

Caractéristiques techniques (hors extérieurs)

Surface totale en m² : 66,7

Références cadastrales Sections : Numéros :

Identification des locaux

Intitulé	Type d'espace	Situation	Surface utile en m²
Bureau Administratif	Administratif	Rez-de-chaussée	34.27
Bureau Administratif	Administratif	Rez-de-chaussée	16.11
Bureau Administratif	Administratif	Rez-de-chaussée	10.9
WC		Rez-de-chaussée	1.72
Dégagements		Rez-de-chaussée	3.7

Article 2: Durée

La présente convention est consentie et acceptée jusqu'au 31 décembre 2016, à compter de la date de signature par les deux parties.

Toutefois, cette entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la collectivité d'un exemplaire de la présente convention dûment signée par le représentant légal de l'association.

Elle ne peut donner lieu à renouvellement tacite. Il appartient à L'EXPLOITANT de demander son renouvellement par courrier auprès du BAILLEUR au moins trois mois avant la date d'échéance de la convention.

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 24.

Article 3: Etat des lieux

L'exploitant prend les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée en jouissance.

Un état des lieux, établi en double exemplaire, annexé à la présente convention, est dressé contradictoirement entre LE BAILLEUR et L'EXPLOITANT au début de la présente convention ainsi qu'au départ de ce dernier.

Article 4: Destination des locaux

L'ensemble immobilier, objet de la présente, est à l'usage exclusif de locaux administratifs.

L'association s'engage à affecter les locaux à l'usage exclusif énoncé dans le présent article et complété par la convention pluriannuelle d'objectifs qui déclinent les activités mises en œuvre par l'association, ayant fait l'objet d'une délibération n°23 du Conseil municipal du 25 mars 2013. Cette destination ne pourra faire l'objet d'aucun changement sans l'accord exprès écrit

et préalable du BAILLEUR.

L'EXPLOITANT déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agrément, autorisations d'ouverture et d'accueil du public et autres. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant en sa qualité d'occupant, le tout de manière à ce que la Ville de Strasbourg ne puisse être recherchée.

CHAPITRE II : CONDITIONS D'UTILISATION

La présente convention est consentie et acceptée sous les charges et conditions qui suivent.

Toute modification ne pourra résulter que d'un commun accord écrit et circonstancié des parties et fera l'objet d'un avenant. En conséquence, toute tolérance ne devra jamais être considérée comme un droit même avec le temps, LE BAILLEUR pouvant toujours y mettre fin.

Les locaux, objets de la présente, seront mutualisés avec les services de la Ville de Strasbourg qui en auront la jouissance 20 % du temps.

Article 5: Conditions générales de jouissance

L'EXPLOITANT s'engage à user du bien mis à disposition en bon père de famille paisiblement et conformément aux articles 1728 et 1729 du Code Civil.

Pour les grosses réparations, l'EXPLOITANT informera le PROPRIETAIRE afin qu'il les prenne en charge, conformément à l'article 606 du code civil.

Par ailleurs, les charges d'entretien des installations, de vérifications périodiques et de réparations locatives relevant de l'EXPLOITANT sont précisées en annexes 1, 2 et 3 de la présente convention.

L'EXPLOITANT prendra toutes les précautions nécessaires pour que l'exercice de ses activités ne puisse nuire en quoi que ce soit à l'entretien, à la tranquillité, au bon aspect et à la bonne tenue de l'immeuble.

Il ne pourra être introduit ou conservé dans les locaux toute espèce d'animal (à l'exception des chiens guides d'aveugles), des matières dangereuses, insalubres et mal odorantes, notamment le stockage d'hydrocarbures, de gaz, de tous produits ou matières volatils, explosifs ou inflammables, exception faite des produits éventuellement volatils et inflammables, nécessaires dans le cadre de l'activité de l'EXPLOITANT à condition expresse qu'ils soient introduits en quantité infime, sous la responsabilité de l'EXPLOITANT, couverts par l'assurance de ce dernier et n'ayant pas vocation à être stockés.

L'installation et le stockage d'appareils à combustion, à mazout ou à gaz ou tout autre produit de synthèse pétrolier ou de charbonnage est formellement interdite.

L'EXPLOITANT devra faire son affaire personnelle de la surveillance de l'ensemble immobilier.

Article 6: Abonnements et refacturation de charges

L'EXPLOITANT fera son affaire personnelle des démarches administratives en vue de souscrire les contrats d'abonnement nécessaires pour les télécommunications et la télésurveillance des locaux mis à disposition et s'engage à résilier les abonnements pour le jour de son départ.

Pour les fournitures non stockables (électricité, gaz, chauffage, eau….), les abonnements seront souscrits par le BAILLEUR qui règlera l'intégralité des factures et en refacturera 80% à l'EXPLOITANT

Les charges relatives aux contrôles et vérifications réglementaires périodiques sont l'affaire de l'EXPLOITANT.

Article 7: Entretien

L'EXPLOITANT s'engage à préserver le patrimoine en assurant l'entretien des locaux et en veillant à leur utilisation rationnelle, afin d'éviter toute dégradation ou toute usure anormale des équipements.

L'EXPLOITANT sera tenu d'effectuer dans les locaux, pendant toute la durée de la convention et à ses frais, tous travaux et réparations locatives ainsi que l'entretien et le nettoyage des locaux.

Il devra également faire nettoyer et entretenir à ses frais, périodiquement et au moins une fois par an, tous les appareils et installations diverses mises à sa disposition (climatisation, ventilation, installations électriques, installation de chauffage, système de détection de l'incendie, chaudière, etc…) pouvant exister dans les locaux et fournir au BAILLEUR les justifications demandées et les homologations sécurité des différents matériels.

L'EXPLOITANT ne devra en aucun cas rien faire ou laisser faire qui puisse détériorer les locaux. Il prendra toute précaution contre le gel.

L'EXPLOITANT devra aviser immédiatement LE BAILLEUR (au moyen du formulaire de saisine) de toute réparation à la charge du propriétaire dont il sera à même de constater la nécessité sous peine d'être tenu responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

A défaut d'exécution des travaux énumérés ci-dessus à la charge de L'EXPLOITANT et de tous travaux qui paraîtraient nécessaires au PROPRIETAIRE, ce dernier pourra se substituer à L'EXPLOITANT, après injonction, adressée par courrier recommandé avec accusé de réception, demeurée quinze jours sans effet, et les faire réaliser par une entreprise de son choix, aux frais exclusifs de L'EXPLOITANT sans préjudice de tous frais de remise en état consécutif à des dommages causés par l'inobservation des dispositions de la présente clause.

Article 8: Travaux & Aménagements

Tous les travaux et aménagements réalisés par L'EXPLOITANT, dans l'ensemble immobilier, pouvant changer sa destination, sa distribution, ses espaces et volumes, sa solidité, son aspect extérieur (pose de plaque, d'enseigne, de store,…), doivent faire l'objet de la demande, dès le stade de leur projet, d'un accord préalable et écrit du PROPRIETAIRE, sans préjudice des autorisations formelles à obtenir par ailleurs (permis de construire, déclaration de travaux, autorisation de la commission locale de sécurité, etc.) et doivent être réalisés suivant les règles de l'art et conformément aux réglementations relatives à la sécurité, l'urbanisme et l'hygiène.

Tous les aménagements et installations faits par L'EXPLOITANT deviendront, sans indemnité, propriété du PROPRIETAIRE à la fin de l'occupation, à moins que ce dernier ne préfère que les lieux soient rétablis dans leur état primitif.

Afin d'obtenir l'autorisation d'exécuter les travaux, L'EXPLOITANT communiquera au PROPRIETAIRE tous documents relatifs aux travaux ou installations projetés tels que plans, notes techniques ou tout autre document que le PROPRIETAIRE jugera nécessaire.

L'EXPLOITANT fera son affaire personnelle de toutes réclamations faites par les voisins ou les tiers lors de la réalisation de ces travaux et souscrira toutes les assurances nécessaires à la réalisation desdits travaux.

L'EXPLOITANT et les occupants devront supporter sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, tous travaux que le PROPRIETAIRE serait amené à faire exécuter en cours de convention dans les locaux quelles qu'en soient la nature et la durée. Il devra donner accès aux architectes, techniciens, entrepreneurs, ouvriers chargés de surveiller, conduire et exécuter ces travaux. Pour faciliter au mieux leur accueil et l'accès des entreprises à la structure, l'EXPLOITANT sera informé en amont des visites.

Pour les travaux dont il aura la maîtrise, Le PROPRIETAIRE veillera à ce qu'ils soient faits avec

diligence et de façon à limiter dans la mesure du possible la gêne qu'ils pourraient occasionner à L'EXPLOITANT, tout en garantissant le respect des règles de sécurité pour le public.

Article 9: Dispositions relatives aux bruits et aux nuisances sonores

Conformément à l'arrêté municipal du 9 Juillet 1998, sont interdits les bruits gênants par leur intensité, leur durée ou leur caractère répétitif et notamment ceux produits par les émissions sonores de toute nature, les émissions vocales et musicales, l'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore.

Des dérogations aux interdictions d'émissions sonores de toute nature, d'émissions vocales et musicales, de tirs de pièces d'artifice et des dérogations d'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore peuvent être accordées par le Maire lors de circonstances particulières telles que manifestations commerciales, fêtes, réjouissances publiques et privées.

L'EXPLOITANT doit prendre toutes mesures utiles pour que les bruits et notamment la musique émanant des locaux et ceux qui sont liés à leur exploitation ne soient à aucun moment gênants pour les habitants du même immeuble, des immeubles mitoyens et du voisinage.

L'EXPLOITANT doit rappeler aux utilisateurs des locaux par tout moyen adéquat la nécessité de respecter la tranquillité du voisinage en sortie d'établissement, en terrasse ou sur le parvis.

Article 10: Cession et sous-location

L'EXPLOITANT ne pourra sous-louer les locaux en totalité ou en partie, sans le consentement préalable et écrit du BAILLEUR sous peine de nullité des sous-locations consenties au mépris de cette clause, et même de résiliation des présentes, si bon semble au BAILLEUR.

Article 11: Impôts et taxes

L'EXPLOITANT s'acquitte de l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention, hormis celles incombant au PROPRIETAIRE.

Article 12: Visite et surveillance des locaux

Pendant toute la durée de la convention, L'EXPLOITANT devra laisser le BAILLEUR ou ses mandataires visiter les lieux mis à disposition pour s'assurer de leur état, et devra fournir dès leur première demande toutes les justifications qui pourraient lui être demandées de la bonne exécution de la convention.

L'EXPLOITANT laissera également pénétrer dans les lieux les agents ayant à effectuer les travaux jugés utiles par le PROPRIETAIRE, qui s'engage à prévenir l'EXPLOITANT au moins 48h à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 13: Contrôles du BAILLEUR

L'EXPLOITANT s'engage :

- ✓ à informer le BAILLEUR de tous les problèmes pouvant survenir dans l'exercice de la présente convention, notamment de tous dommages survenus aux biens mis à disposition ;
- ✓ à autoriser le contrôle de ses actions et l'examen de ses comptes par les services du BAILLEUR, notamment par l'accès aux locaux et aux documents administratifs et comptables.

Article 14: Obligation d'information et de communication

L'EXPLOITANT s'engage à informer le BAILLEUR, sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts actualisés.

Selon leur nature, ces changements pourront donner lieu à une révision de la présente convention par voie d'avenant, voire à sa résiliation dans les conditions prévues à l'article 24.

L'EXPLOITANT s'engage à faire état du soutien du BAILLEUR dans sa communication.

Article 15: Droit d'utilisation temporaire

La mise à disposition permanente des locaux et matériels n'exclut pas pour le BAILLEUR la possibilité de demander à L'EXPLOITANT l'utilisation temporaire de l'équipement pour lui-même ou pour d'autres personnes morales privées ou publiques.

Les demandes, signifiées à L'EXPLOITANT, devront préciser les conditions d'utilisation et dégager la responsabilité de L'EXPLOITANT.

L'EXPLOITANT ne pourra pas demander de contrepartie financière au BAILLEUR, ni au titre de la mise à disposition des locaux, ni au titre des frais et charges en découlant

En cas d'impossibilité de donner satisfaction, L'EXPLOITANT devra motiver son refus par écrit.

Article 16: Restitution des locaux

L'EXPLOITANT devra, au plus tard le jour de l'expiration de la convention, rendre les biens immobiliers mis à disposition en bon état dans la limite de leur usure normale de réparation et d'entretien locatif, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel L'EXPLOITANT remettra les clés aux représentants du BAILLEUR.

Cet état des lieux devra être effectué 15 jours avant la date d'expiration de la convention.

Si des réparations ou travaux à la charge de L'EXPLOITANT s'avéraient nécessaires, ce dernier devra notifier au BAILLEUR, dans les 48h du jour de l'état des lieux, son intention de les exécuter lui–même.

A défaut, le BAILLEUR pourra réaliser les travaux de remise en état aux frais de L'EXPLOITANT.

CHAPITRE III : CONDITIONS FINANCIERES

Article 17: Redevance

La mise à disposition est consentie et acceptée à titre gratuit.

Pour information, il est précisé que la valeur locative annuelle des locaux mis à disposition est évaluée à 5 280 €.

L'avantage en nature ainsi alloué fera l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de L'EXPLOITANT.

A chaque date anniversaire de la convention, la valeur locative fera l'objet d'une révision annuelle de plein droit en fonction de la variation de l'Indice du Coût de la Construction (I.C.C.) établi trimestriellement par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (I.N.S.E.E.).

L'indice de référence est celui du 3e trimestre 2014 dont la valeur est 1627

CHAPITRE IV : AUTRES CONDITIONS

Article 18: Assurances

L'EXPLOITANT s'engage à souscrire une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurances notoirement connue et solvable, couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes éventuellement placées sous sa responsabilité. La police d'assurance devra comprendre par ailleurs les garanties afférentes, notamment :

- ✓ À l'incendie, l'explosion, les dommages électriques ou causés par la foudre ;
- ✓ Aux dégâts des eaux ;
- ✓ Au vol, vandalisme y compris les détériorations à la suite d'un vol ;
- ✓ Aux dommages d'incendie, d'explosion occasionnés par les émeutes, mouvements populaires, attentats, actes de terrorisme et de sabotage ;
- ✓ Aux bris de glace ;
- ✓ Aux recours des voisins et des tiers ;
- ✓ Aux catastrophes naturelles.

L'EXPLOITANT devra justifier à chaque demande du BAILLEUR de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes. L'EXPLOITANT s'engage à aviser immédiatement le BAILLEUR de tout sinistre.

Le BAILLEUR informe l'EXPLOITANT qu'il a souscrit une assurance dommage aux biens concernant l'ensemble de son patrimoine immobilier.

Article 19: Mesures d'ordre public

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publiques ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le BAILLEUR se réserve le droit de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par son Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

Article 20: Résiliation

D'une façon générale, la présente convention pourra être résiliée unilatéralement à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de trois mois. Les charges restent dues jusqu'à l'extinction de la présente convention.

La présente convention pourra être également résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure, adressée par courrier recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse dans un délai d'un mois. Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- ✓ le défaut d'obtention des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un mois suivant l'installation les locaux ;
- ✓ le défaut de présence effective de l'occupant dans les locaux pour une durée supérieure à un mois, consécutifs ou non, en dehors des périodes de congés ;
- ✓ le défaut de présentation des doubles de la ou des police(s) d'assurances par l'EXPLOITANT conforme(s) aux dispositions de l'article 22 de la présente Convention au jour de l'entrée dans les locaux ;

sera ou seront constitutif(s) d'une faute de L'EXPLOITANT donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de L'EXPLOITANT sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer L'EXPLOITANT des sommes dues au BAILLEUR ou des obligations contractées à son égard.

Enfin, la présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution ou la liquidation de l'EXPLOITANT pour quelle que cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des locaux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le BAILLEUR de ses droits éventuels contre l'EXPLOITANT si la destruction peut être imputée à ce dernier. La résiliation de la présente convention par le BAILLEUR ne donnera lieu à aucune indemnisation.

Article 21: Litige

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 22: Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile au Centre Administratif, 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX.

Fait en double exemplaire, à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association du centre socioculturel Au-delà des Ponts
Le Maire	Le Président
Roland RIES	**Gérard SCHANN**
	Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

Annexe 1 : Liste des installations à entretenir (extrait du registre de sécurité ERP de la Ville de Strasbourg).

ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

à la charge de l'utilisateur, réalisé selon le cas par le personnel compétent de l'établissement ou par une entreprise spécialisée par le biais de contrats de maintenance :

INSTALLATIONS TECHNIQUES	INTERVENANT	TEXTE	OBSERVATIONS
INSTALLATIONS ELECTRIQUES	Une personne physique de l'établissement (présence pendant ouverture public pour 1ère et 2ème catég.)	EL18 et décret 14 nov. 88	Entretien et maintien en bon état de fonctionnement : les défectuosités et défauts d'isolement doivent être réparés dès leur constatation. Eclairage de sécurité : 1 fois par mois, s'assurer du passage à la position de fonctionnement et de la remise automatique en position de veille, 1 fois tous les 6 mois s'assurer de l'autonomie d'au moins 1 h.
MOYENS DE SECOURS EXTINCTEURS, RIA	Technicien compétent	MS 72	Maintien en permanence du bon état de fonctionnement ; Le contrat d'entretien doit inclure des essais fonctionnels
INSTALLATIONS DE DESENFUMAGE	Personnel compétent	DF 7	Procéder périodiquement à l'entretien de la source de sécurité suivant EL18, et à l'entretien courant des éléments mécaniques et électriques
INSTALLATIONS DE DETECTION AUTOMATIQUE INCENDIE	Personnel compétent	DF7	Le contrat d'entretien obligatoire doit inclure des essais fonctionnels Procéder périodiquement à l'entretien des détecteurs de fumées suivant notice constructeur
SYSTEME DE SECURITE INCENDIE	Technicien compétent	MS68	Les SSI A et B doivent faire l'objet d'un contrat d'entretien
EQUIPEMENT D'ALARME	Technicien compétent ou installateur	MS68	Maintenir en bon état de fonctionnement
INSTALLATIONS DE GAZ	Exploitant	GZ29	Annuellement : Contrôle visuel de bon état et ramonage / visite des conduits d'évacuation
ASCENSEURS	Personnel spécialisé	AS 8	Contrat d'entretien et maintenance obligatoire par arrêté du 11 mars 1997 Contrôle tous les 6 mois en application de AS9
TRAITEMENT D'AIR ET VENTILATION	L'utilisateur	CH39	Entretien des filtres : tenue d'un livret d'entretien, visite périodique tous les 3 mois
INSTALLATION DE CHAUFFAGE		CH57	Doivent être entretenues régulièrement et maintenues en bon état de fonctionnement Les conduits de fumée, cheminées doivent être ramonés et nettoyés tous les ans
APPAREILS DE CUISSON	Exploitant	GC 22	Maintenir en bon état de fonctionnement et ramonage conduits d'évacuation tous les 6 mois Circuit extraction air vicié buées graisses à nettoyer 1 fois par an, filtres 1 fois par semaine
EQUIPEMENTS SPORTIFS		Décret 96-495 du 4 juin 1996	Entretenir régulièrement les équipements de façon à répondre en permanence aux exigences de sécurité fixées dans le décret.
PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES	Technicien compétent	CO 48 arrêté du 21 déc. 93	Doivent faire l'objet d'un contrat d'entretien

Annexe 2 : Liste des vérifications techniques réglementaires (extrait du registre de sécurité ERP de la ville de Strasbourg).

VERIFICATIONS TECHNIQUES PERIODIQUES
(= vérification de l'état de conservation et du maintien du bon fonctionnement)

à faire réaliser par un organisme de contrôle ou un technicien compétent suivant le cas, selon une périodicité définie réglementairement :

INSTALLATIONS TECHNIQUES	PERIODICITE A RESPECTER	INTERVENANT	TEXTE De référence	OBSERVATIONS
INSTALLATIONS DE DESENFUMAGE	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	DF 8	= Triennale Désenfumage (avec remise en cause possible de la conception)
INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	CH 58	Les vérifications concernent : les brûleurs et foyers, les dispositifs de protection et régulation, l'étanchéité des appareils et canalisations d'alimentation Butane, propane : contrôle étanchéité tuyauteries et accessoires, bon fonctionnement accessoires
CHAUFFERIE DE PUISSANCE > 1000KW	3 ANS	Organisme agréé (contrôle à la diligence et aux frais de l'exploitant)	Décret 98-833 du 16 septembre 1998	Contrôle périodique consistant en un calcul du rendement et le contrôle de sa conformité, le contrôle du bon fonctionnement des appareils de mesure et contrôle, la vérification du bon état et bon fonctionnement, la vérification de la tenue du livret de chaufferie
INSTALLATIONS DE GAZ	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	GZ 30	
INSTALLATIONS ELECTRIQUES	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	EL 19 et GE6 à GE9	
ECLAIRAGE DE SECURITE	1 MOIS 6 MOIS	Une personne physique de l'établissement (Habilitation électrique)	EC 13 et 14	- 1 fois par mois, s'assurer du passage à la position de fonctionnement et de la remise automatique en position de veille, - 1 fois tous les 6 mois s'assurer de l'autonomie d'au moins 1 h.
APPAREILS DE CUISSON	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	GC 19	
HOTTE DE CUISSON	1 AN	Technicien compétent	GE 6 à 10 + GC 21	Dégraissage
MOYENS DE SECOURS EXTINCTEURS, RIA	1 AN	Technicien compétent	MS 73	
SYSTEME DE SECURITE INCENDIE	3 ANS	Organisme agréé pour les SSI A et B	MS 73	= Triennale SSI (avec remise en cause possible de la conception)
EQUIPEMENT D'ALARME	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	MS 73	
INSTALLATIONS DE DETECTION INCENDIE	1 AN	Technicien compétent	MS 73	
PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES	6 MOIS	Technicien compétent	Code du travail : arrêté du 21/12/93	
PARATONNERRE	1 ANS	Technicien compétent	NF C17-102 (juillet 1995)	Personnel habilité à travailler en hauteur
ASCENSEURS + Câbles et chaînes de suspension	5 AN 6 MOIS	Organisme agréé Entreprise chargée de l'entretien	AS 9	Examen conformité et essais vitesse et dispositifs de sécurité

Annexe 3 : Autres réparations ayant le caractère de réparations locatives.

I. - Parties extérieures dont le locataire a l'usage exclusif.

a) Jardins privatifs :

Entretien courant, notamment des allées, pelouses, massifs, bassins et piscines.
Taille, élagage, échenillage des arbres et arbustes. Remplacement des arbustes.
Réparation et remplacement des installations mobiles d'arrosage.
Peintures et menues réparations des bancs de jardins et des équipements de jeux et grillages.
Entretien du matériel horticole.

b) Auvents, toitures, terrasses et marquises :

Enlèvement de la mousse et des autres végétaux.

c) Descentes d'eaux pluviales, canalisations d'évacuations, caniveaux, chéneaux et gouttières :

Dégorgement des conduits.
Entretien courant nettoyage.

d) Aire de jeux :

Entretien courant.
Remplacement du sable des bacs et du petit matériel de jeux.
Peintures et menues réparations des équipements de jeux.

II. - Ouvertures intérieures et extérieures.

a) Sections ouvrantes telles que portes et fenêtres :

Graissage des gonds, paumelles et charnières.
Menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds, crémones et espagnolettes, remplacement notamment de boulons, clavettes et targettes.

b) Vitrages :

Réfection des mastics.
Remplacement des vitres détériorées.
Nettoyages des façades vitrées.

c) Dispositifs d'occultation de la lumière tels que stores et jalousies :

Graissage.
Remplacement notamment de cordes, poulies ou de quelques lames.

d) Serrures et verrous de sécurité :

Graissage.
Remplacement de petites pièces ainsi que des clés égarées ou détériorées.

e) Grilles :

Nettoyage et graissage.
Remplacement notamment de boulons, clavettes, targettes.

III. - Parties intérieures.

a) Plafonds, murs intérieurs et cloisons :

Maintien en état de propreté.
Menus raccords de peintures et tapisseries.
Remise en place ou remplacement de quelques éléments des matériaux de revêtement tels que faïence, mosaïque, matière plastique.
Rebouchage des trous rendu assimilable à une réparation par le nombre, la dimension et l'emplacement de ceux-ci.

b) Parquets, moquettes et autres revêtements de sol :

Encaustiquage et entretien courant de la vitrification.
Remplacement de quelques lames de parquets et remise en état, pose de raccords de moquettes et autres revêtements de sol, notamment en cas de taches et de trous.

c) Placards et menuiseries telles que plinthes, baguettes et moulures :

Remplacement des tablettes et tasseaux de placard et réparation de leur dispositif de fermeture ; fixation de raccords et remplacement de pointes de menuiseries.

IV. - Installations de plomberie.

a) Canalisations d'eau :

Dégorgement.
Remplacement des joints, colliers, clapets et presse-étoupes des robinets.
Remplacement des joints, flotteurs et joints cloches des chasses d'eau.

b) Canalisations de gaz :

Entretien courant des robinets, siphons et ouvertures d'aération.
Remplacement périodique des tuyaux souples de raccordement.

c) Fosses septiques, puisards et fosses d'aisance :

Vidange, entretien courant et graissage des pompes de relais, jauges, contrôleurs de niveau.
Entretien des groupes moto-pompes de puisards, pompes de relevage.

d) Chauffage, production d'eau chaude et robinetterie :

Contrôles des raccordements et de l'alimentation des chauffe-eau électriques, contrôle de l'intensité absorbée.
Contrôle des groupes de sécurité.
Contrôle et réfection d'étanchéité des raccordements eau froide eau chaude.
Réglage des thermostats et contrôle de la température d'eau.
Réglage de débit et température de l'eau chaude sanitaire.
Vérification et réglage des appareils de commande, d'asservissement, de sécurité d'aquastat et de pompe.
Dépannage.
Remplacement des bilames, pistons, membranes, boîtes à eau, allumage piézo-électrique, résistances, thermostats, clapets et joints des appareils à gaz .
Rinçage et nettoyage des corps de chauffe et tuyauteries.
Nettoyage des gicleurs, électrodes filtres et clapets des brûleurs.
Graissage des vannes, robinets et réfections des presse-étoupes.
Remplacement des ampoules des voyants lumineux et ampoules de chaufferie.
Entretien et réglage des appareils de régulation automatique et de leurs annexes.
Vérification et entretien des régulateurs de tirage.
Réglage des vannes, robinets et tés ne comprenant pas d'équilibrage.
Purge des points de chauffage.

Frais de contrôle de combustion.
Entretien des épurateurs de fumée.
Opérations de mise en repos en fin de saison de chauffage, rinçage des corps de chauffe et tuyauteries, nettoyage de chaufferies, y compris leurs puisards et siphons, ramonage des chaudières, carneaux et cheminées.
Vérification, nettoyage et graissage des organes des pompes à chaleurs.
Contrôles périodiques visant à éviter les fluides de fluide frigogène des pompes à chaleur.
Réparations visant à remédier aux fuites de fluides frigorigènes des pompes à chaleur
Recharge en fluide frigorigène des pompes à chaleur.
Entretien de l'adoucisseur, du détartreur d'eau, du suppresseur et du détendeur.

e) Eviers et appareils sanitaires :

Nettoyage des dépôts de calcaire, remplacement des tuyaux flexibles de douches.

V. - Equipements d'installations d'électricité.

Remplacement des interrupteurs, prises de courant, coupe-circuits et fusibles, des ampoules, tubes lumineux.
Réparation ou remplacement des baguettes ou gaines de protection.
Entretien ou réparation des digicodes et interphones
Remplacement des schémas électriques perdus ou égarés.

VI. - Autres équipements.

a) Entretien courant et menues réparations des appareils tels que réfrigérateurs, machines à laver le linge et la vaisselle, sèche-linge, hottes aspirantes, adoucisseurs, capteurs solaires, pompes à chaleur, appareils de conditionnement d'air, antennes individuelles de radiodiffusion et de télévision, meubles scellés, cheminées, glaces et miroirs.

b) Menues réparations nécessitées par la dépose des bourrelets.

c) Graissage et remplacement des joints des vidoirs.

d) Ramonage des conduits d'évacuation des fumées et des gaz ainsi que des conduits de ventilation.

e) Nettoyage périodique de la face extérieure des capteurs solaires. Vérification, nettoyage et graissage des organes des capteurs solaires.

f) Cloison mobile :

Roulement à billes, galets, poignée de manœuvre, cylindre, système de réglage, contrôle de stabilité et d'aplomb, lessivage des supports et remplacement des éléments détériorés.
Nettoyage et graissage des rails.

g) Boîte aux lettres :

Entretien, réparation et remplacement de serrure.

VII. - Hygiène.

Sacs en plastique et en papier nécessaires à l'élimination des déchets.
Produits relatifs à la désinsectisation et la désinfection, y compris des colonnes sèches de vidoir

46

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Attribution d'une subvention à la délégation départementale du mouvement du Nid.

La Ville s'est engagée dans la lutte contre toutes formes de violences contre les femmes et en particulier dans la lutte contre le système prostitueur. La signature par le Maire de l'appel abolitionniste initié par le Mouvement du Nid est un acte fort.

La loi pour l'abolition du système prostitutionnel prévoit une politique globale et cohérente autour de quatre piliers complémentaires et indissociables: le renforcement de la lutte contre le proxénétisme et la traite des êtres humains, la mise en place d'une véritable politique de soutien aux victimes du proxénétisme et de développement d'alternatives à la prostitution, la responsabilisation du client, le développement d'une politique d'éducation, de prévention auprès des jeunes, et de formation des professionnels-les.

Ces actions sont au niveau local notamment portées par le Mouvement du Nid dont les objectifs ont toujours visés à l'abolition du système prostitueur et à l'accompagnement vers une réinsertion des personnes prostituées.
Ainsi, au regard des engagements de la Ville à combattre les violences contre les femmes, il convient d'allouer une subvention de 20 000 € à l'association.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation d'une subvention de 20 000 € au Mouvement du Nid ;

décide

d’imputer cette dépense sur le budget 2015 au compte DF00B fonction 524 nature 6574 programme 8029 dont le disponible avant le présent conseil est de 20 000 € ;

autorise

le Maire ou son-a représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Attribution de subvention au mouvement du Nid

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année N-1
Mouvement du nid	Fonctionnement	22 000 €	20 000 €	20 000 €

47

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Signature du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) par la Ville de Strasbourg.

Depuis la loi du 31 mai 1990 relative à la mise en place des plans d'action pour le logement des personnes défavorisées dans les départements, les partenaires bas-rhinois – dont principalement l'Etat, le Conseil Général, la Communauté urbaine de Strasbourg, la Ville de Strasbourg, la Caisse d'Allocations Familiales, les bailleurs sociaux et les associations spécialisées dans l'insertion par le logement – s'accordent pour définir et appliquer des actions permettant à des personnes en difficulté d'accéder ou de se maintenir dans un logement décent.

Fin 2009, le Conseil Général a sollicité la Communauté urbaine de Strasbourg pour une co-signature du Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) 2010- 2014. La CUS a signé le plan le 26 avril 2010.

Fin 2013 est acté le principe d'une évaluation du plan en vigueur afin de travailler à la réécriture du nouveau plan qui doit inclure, conformément à la loi ALUR du 24 mars 2014, le volet hébergement jusqu'alors traité dans le cadre du Plan départemental d'Action pour l'Hébergement et l'Insertion (PDAHI). Ainsi, le PDALPD devient le PDALHPD.

Le précédent PDALPD étant parvenu à son terme le 31 décembre 2014, un nouveau programme a été défini pour la période 2015-2020, l'Etat et le Conseil Départemental proposent à nouveau à la CAF, et à l'Eurométropole d'être signataires mais également à la Ville de Strasbourg et à l'AREAL de le devenir.

Le nouveau PDALHPD 2015-2020 comprend 4 axes d'intervention stratégiques :

1. Développer et adapter l'offre de logement et d'hébergement/logement accompagné
2. Maintenir dans son logement
3. Accéder à un logement
4. Accompagner vers le logement

et 27 actions concrètes à mettre en œuvre en matière d'aide à la personne telles que la gestion des contingents de logements sociaux réservés pour des personnes prioritaires, les actions de prévention des expulsions locatives, le financement de la construction ou de la réhabilitation de logements à loyer très modéré, la mobilisation du parc privé pour les publics relevant du PDALHPD, l'intégration complète du volet hébergement et logement accompagné notamment en améliorant l'orientation des personnes via le SIAO et rendant plus lisible l'offre en hébergement. Mais également des actions en matière de lutte contre l'habitat indigne en renforçant le rôle du DDELIND, et des actions d'Accompagnement Vers et dans le Logement (AVL), et de l'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL). Le Fonds de Solidarité Logement (FSL) restant l'outil financier du PDALHPD en matière d'aides à la personne.

Le nouveau PDALHPD constituera donc, de par ses actions, un outil complémentaire du Plan Départemental de l'Habitat et du futur PLUI faisant office de PLH sur le versant du logement des personnes défavorisées.

Ce Plan représente aujourd'hui un volume financier annuel d'environ 54 millions d'euros, dans lequel est inclus le financement de tous les dispositifs d'aides à la personne ainsi que les postes importants de l'hébergement et des aides à la pierre.

Un certain nombre de dispositifs du PDAHLPD sont d'ores et déjà financés par la Ville de Strasbourg notamment le FSL ; elle subventionne notamment des associations accompagnant des publics en difficultés sociales (par exemple l'ARSEA, GALA).

Ainsi 50 % des actions (tendant à l'observation, au suivi des publics spécifiques et à la mobilisation du parc privé) sont menées en externe, par des associations spécialisées et autres partenaires de service.

Plus de 300 travailleurs sociaux du Conseil Départemental, de la Ville de Strasbourg et des associations spécialisées en matière d'accompagnement et de relais jouent un rôle primordial dans le dispositif.

Eu égard à l'ensemble de ces éléments et à la volonté partenariale qui est celle de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg en matière d'actions en faveur du logement et des personnes défavorisées, il est proposé de répondre favorablement à la co-signature envisagée par le Conseil Départemtental et l'Etat.
Il est toutefois entendu que la Ville et de l'Eurométropole demeureront libres de leurs participations (notamment financières) ou non aux différentes actions du PDALHPD, en fonction de leurs champs de compétences, de leurs priorités et des actions qu'elles mènent déjà au titre de leurs interventions publiques.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la co-signature par la Ville de Strasbourg du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2015-2020 mis en place par le Conseil Départemental du Bas-Rhin et l'Etat, (consultable sur le lien ***https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=a7sIUfTOUchSPFktbxNBnA*** *et disponible dans sa version papier auprès du Secrétariat des Assemblées)*

étant entendu que la Ville de Strasbourg demeure toutefois libre de ses participations (notamment financières) ou non aux différentes actions de ce Plan, en fonction de ses champs de compétence, de ses priorités et des actions qu'elle mène déjà au titre de sa propre intervention publique,

autorise

le Maire ou son représentant à signer ledit document.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Strasbourg.eu
eurométropole

48

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Signature du Contrat Enfance Jeunesse 2015/2018.

Strasbourg, ville éducatrice, solidaire et équitable, entend faciliter l'accès pour tous à des services publics de qualité.

L'offre d'accueil et de service à destination des parents, de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse s'est progressivement développée en partenariat avec la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin (CAF) dans le cadre des Contrats Enfance Jeunesse (CEJ) successivement signés depuis 1990.

Strasbourg dispose ainsi à ce jour d'une offre d'accueil particulièrement dense et diversifiée :
3635 places en établissements d'accueil du jeune enfant dont 610 places supplémentaires sur la période 2008/2014 portant le taux de couverture en structure à 34 % contre 16 % à l'échelle de la France métropolitaine, 6220 places périscolaires, 10500 places en restauration et 6739 places en accueils de loisirs sans hébergement durant les vacances.
Un accueil et un accompagnement des parents sont proposés, notamment dans les seize lieux d'accueil parents-enfants, le relais petite enfance et les relais d'assistantes maternelles.

Le dernier Contrat Enfance Jeunesse a permis, sur la seule période 2011/2014, un important développement de l'offre d'accueil et de service :
- 220 places d'accueil collectif supplémentaires notamment dans les cinq nouvelles maisons de la petite enfance.
- Création d'un cinquième relais d'assistantes maternelles et de deux nouveaux lieux d'accueil parents-enfants, au Neuhof et à Koenigshoffen.
- Mise en place d'un accueil des parents et d'une coordination centrale de traitement des demandes d'accueil pour tous les établissements collectifs de la petite enfance.
- Création de 217 places supplémentaires en accueil périscolaire.
- Mise en place du tarif solidaire basé sur le coefficient familial de la CAF pour la restauration scolaire, l'accueil périscolaire maternel et l'accueil de loisirs maternel.
- Mise en place du projet éducatif local.
- Création de 95 places supplémentaires en ALSH dans le secteur associatif.

La signature du Contrat Enfance Jeunesse 2015/2018 permet d'une part à la ville de Strasbourg de continuer à percevoir de la CAF du Bas-Rhin une contribution financière d'environ 6 600 000 € par an en contrepartie des dépenses qu'elle consacre aux activités et services existant et, d'autre part, de bénéficier d'un financement supplémentaire d'environ 1 000 000 € par an pour les développements quantitatifs et qualitatifs de l'offre de service prévue pour la période 2015/2018.

Le Contrat Enfance Jeunesse 2015/2018 de la ville de Strasbourg a pour objectifs :

- De consolider l'importante offre d'accueil pour la petite enfance, l'enfance et la jeunesse.
- De compléter l'offre d'accueil existante par le développement de places d'accueil et de services supplémentaires.
- De renforcer la qualité des services et la coordination auprès des acteurs de terrain.

Développement de l'offre d'accueil et de service

- **46 places d'accueil collectif pour la petite enfance**
    - Financement des dix places de la micro-crèche « La cour enchantée » de l'association Par enchantement pour permettre la consolidation de cette structure et son inscription dans la démarche qualité de la Ville.
    - Financement de six places supplémentaires à la crèche parentale La souris verte suite à son installation dans des locaux plus grands.
    - Financement de trente places d'accueil dans trois micro-crèches à tarification basée sur le taux d'effort (PSU) et implantées dans les secteurs les plus faiblement dotés. Ces créations se feront dans le cadre d'un appel à projets à l'attention du secteur associatif.

- **La création d'un Relais d'Assistantes Maternelles (RAM) supplémentaire**
  Ce nouveau RAM interviendra à l'échelle de la ville, en articulation avec les cinq RAM territorialisés, dans l'objectif de soutenir la qualité d'accueil chez les assistantes maternelles indépendantes et renforcer la confiance des parents dans l'offre d'accueil qu'elles proposent.

- **Développement de l'offre d'accueil en ALSH pour les 4/12 ans et animation pour les jeunes**
    - 16 places d'accueil supplémentaires en accueil de loisirs maternel municipal les mercredis et vacances scolaires au quartier du Port du Rhin.
    - 296 places d'accueil supplémentaires en accueil de loisirs associatif : les mercredis et vacances sur le secteur Poteries (36 places) et Danube (32 places) et les mercredis sur les secteurs Tribunal (42 places), Gare (56 places), Robertsau (24 places), Krutenau (32 places), Conseil des Quinze (24 places), Centre (25 places) et Neudorf Schluthfeld (25 places).
    - Financement de 168 places en ALSH au Point vert de Brumath qui accueille, durant les vacances d'été, des enfants et jeunes de 4 à 17 ans des quartiers strasbourgeois.
    - Création d'un accueil jeune et d'une animation estivale sur le quartier des Poteries.

Renforcement de la qualité de l'accueil et de la coordination des activités et services

- **Soutien à la formation des animateurs et directeurs des accueils de loisirs**
    - Formation BAFA (Brevet d'Aptitudes aux Fonctions d'Animateur) pour 48 agents par an exerçant dans les accueils de loisirs municipaux.
    - Participation au financement de la formation BAFA pour 260 animateurs et 15 directeurs (BAFD) par an exerçant dans les ALSH associatifs.

- **Renforcer la coordination pour l'accompagnement des parents et l'accueil de la petite enfance**

  Les missions assurées par la collectivité à destination des parents et des jeunes enfants sont les suivantes :
    - Accueillir les parents, les informer et les accompagner dans leur recherche de mode d'accueil et, de façon plus générale, les accompagner dans leur fonction éducative.
    - Assurer le bon fonctionnement et la cohérence de l'offre de service dans les quelques 100 établissements d'accueil, quel qu'en soit le mode de gestion : municipal, délégation de service public ou associatif.
    - Conduire les démarches d'amélioration continue de la qualité d'accueil, notamment à travers la charte qualité dans les établissements collectifs de la petite enfance et par l'intervention des RAM auprès des assistantes maternelles.
    - Coordonner les actions et services à travers les démarches partenariales menées avec les acteurs de terrain et les partenaires institutionnels, notamment dans le cadre du Schéma Départemental d'Accompagnement des Parents.

  Pour les familles en difficulté sociale, l'accompagnement de la fonction parentale et l'accueil du jeune enfant revêt un enjeu majeur de réduction des inégalités et d'intégration sociale.
  Des démarches partenariales renforcées seront menées à l'attention de ces familles, prioritairement dans les quartiers de la politique de la ville.

- **Assurer la coordination des activités et services périscolaires avec la communauté éducative**

  Les missions assurées par la collectivité auprès des enfants scolarisés et de leurs parents s'inscrivent dans les orientations du Projet Educatif Local :
    - Développer une offre éducative diversifiée, adaptée et de qualité afin de préparer les enfants au monde de demain et favoriser le vivre ensemble.
    - Promouvoir un parcours individualisé pour assurer la réussite éducative.
    - Bâtir une communauté éducative fondée sur la reconnaissance de chacun des acteurs.

  Les missions s'inscrivent également dans le cadre des objectifs du Contrat de Ville et du Schéma Départemental d'Accompagnement des Parents.

  Les responsables périscolaires de site sont les référents éducatifs de la Ville sur le terrain au sein de chaque groupe scolaire dont ils ont la charge et auprès des partenaires éducatifs du quartier.

Interlocuteurs privilégiés des parents sur le site, ils assurent le bon fonctionnement et la qualité des activités et des services périscolaires et travaillent en collaboration avec les différents partenaires de l'école : direction d'école, associations et acteurs du quartier, parents, lieux d'accueil parents-enfants, établissements petite enfance, médecin scolaire, travailleurs sociaux.

Dans les quartiers de la politique de la ville, le travail de coopération avec les parents et la coordination des acteurs sont fondamentaux pour atteindre les objectifs communs définis dans le Projet Educatif Local, le Contrat de Ville et le Schéma Départemental d'Accompagnement des Parents.

Pour soutenir les missions assurées par la collectivité auprès des enfants et de leurs parents, et développer la coordination entre les acteurs, les charges de personnel pour 23 postes sont inscrites au CEJ : 6 postes du service Famille et petite enfance et de la direction des Solidarités et de la santé, et 17 postes de Responsables Périscolaires de Site du service Educatif et périscolaire exerçant dans les quartiers de la politique de la ville.

Les dépenses nettes de fonctionnement de la Ville de Strasbourg à inscrire au Contrat Enfance Jeunesse 2015/2018 s'élèvent à un total de 2 070 000 € (cf. tableau récapitulatif joint en annexe).

En contrepartie de ces dépenses, la Ville pourra bénéficier de la prestation de service « Contrat Enfance Jeunesse » versée par la CAF et estimée à 1 028 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

le programme du Contrat Enfance Jeunesse 2015/2018 joint au présent rapport ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer avec la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin un Contrat Enfance Jeunesse pour une durée de quatre ans, prenant effet de manière rétrospective au 1er janvier 2015.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

PROGRAMME DU CONTRAT ENFANCE JEUNESSE 2015 - 2018

Année 2015				
Gest.	**Intitulé du projet**	**Descriptif du projet**	**Estimation coût à la charge de la Ville**	**Estimation part CAF CEJ**
Volet Enfance				
DEE FPE et DSS	**6 postes de coordination Accompagnement des parents et accueil petite enfance**	- 1 poste de coordination globale de services d'accueil de la petite enfance et d'accompagnement des parents (50% chef de service, 50% adjoint au chef de service) - 1 poste ETP de coordination Relais petite enfance/RAM - 1 poste 50% ETP de coordination LAPE et actions de soutien à la parentalité - 1 poste 50 % ETP de coordination des établissements d'accueil municipaux - 1 poste ETP de coordination des établissements en gestion associative - 2 postes ETP pour la coordination de l'accompagnement des familles en difficultés	404 000 €	187 000 €
Volet Jeunesse				
DAU Vie associative	**Création de 296 places en accueil de loisirs sans hébergement**	- 36 places aux Poteries ; association Taekwondo Sipjin Strasbourg - 32 places Danube ; association Sports et Loisirs Constantia - 42 places Tribunal ; CSC du Fossé des Treize - 56 places Gare : Ligue de l'Enseignement du Bas-Rhin - 24 places Robertsau ; CSC de la Robertsau - L'Escale - 32 places Krutenau ; CSC de la Krutenau - Cardek - 24 places Conseil des Quinze ; Centre culturel et social Rotterdam - 25 places Centre ; Maison des jeux - 25 places Neudorf Schluthfeld ; CDAFAL du Bas-Rhin	165 000 €	31 000 €
DAU Vie associative	**Formation BAFA et BAFD**	Attribution d'une aide de 80 € par stagiaires strasbourgeois pour le stage de formation générale au Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA) et au Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD). Estimation : 260 stagiaires BAFA/an et 15 stagiaires BAFD/an	22 000 €	13 000 €
DEE SPE	**17 postes de coordinateurs de sites périscolaires**	17 postes de Responsables Périscolaires de Site pour la coordination des actions périscolaires dans les quartiers de la politique de la ville (QPV)	782 000 €	489 000 €
DEE SPE	**Formation BAFA agents DEE**	Formation au BAFA des agents de la collectivité : 48 stagiaires en 2015, 48 en 2016 et 5 en 2017	16 000 €	9 000 €

Gest.	Intitulé du projet	Descriptif du projet	Estimation coût à la charge de la Ville	Estimation part CAF CEJ
DEE SPE	**Développement de 16 places d'accueil en ALM au Port du Rhin**	A l'occasion de l'implantation dans les nouveaux locaux de l'école du Rhin, l'ALM passe à une capacité totale de 32 places	195 000 €	10 000 €
DEE SPE	**Accompagnement du Projet Educatif Local**	Mission d'accompagnement du PEL assurée en 2015 par les Francas et les CEMEA	20 000 €	12 000 €
Année 2016				
Volet Enfance				
DEE FPE	**6 places supplémentaires crèche parentale La Souris Verte**	Financement de 6 places supplémentaires à la crèche parentale "La Souris Verte" suite à son installation dans des locaux plus grands	36 000 €	48 000 €
DEE FPE	**10 places micro-crèche La Cour Enchantée**	Financement des 10 places de la micro-crèche "La Cour Enchantée" de l'association Par Enchantement pour permettre la consolidation de cette structure et son inscription dans la démarche qualité de la Ville	84 000 €	39 000 €
DEE FPE	**Création d'un 6ème Relais d'Assistantes Maternelles**	Ce nouveau RAM interviendra à l'échelle de la ville, en articulation avec les 5 RAM territorialisés, dans l'objectif de soutenir la qualité d'accueil chez les assistantes maternelles indépendantes et renforcer la confiance des parents dans l'offre d'accueil qu'elles proposent	60 000 €	37 000 €
Volet Jeunesse				
DAU Vie associative	**ALSH 3-17 ans Point vert à Brumath**	Contribution au financement du Point vert de Brumath qui accueille des enfants et des jeunes de 4 à 17 ans des quartiers strasbourgeois	9 000 €	27 000 €
DAU Vie associative	**Animation jeunesse Quartier des Poteries**	ALSH et animation de rue estivale en direction des pré-adolescents et adolescents de 11-17 ans. Ouvert les mercredis et les vacances Association Porteuse: CDAFAL 67	22 000 €	10 000 €
Année 2017				
Volet Enfance				

Gest.	Intitulé du projet	Descriptif du projet	Estimation coût à la charge de la Ville	Estimation part CAF CEJ
DEE FPE	**Création de 10 places d'accueil en micro-crèche PSU**	Création dans le cadre d'un appel à projets, d'une micro-crèche à tarification PSU dans un secteur faiblement doté	85 000 €	39 000 €

Année 2018				
Volet Enfance				
DEE FPE	**Création de 20 places d'accueil en micro-crèches PSU**	Création dans le cadre d'un appel à projets, de 2 micro-crèches à tarification PSU dans des secteurs faiblement dotés	170 000 €	77 000 €

TOTAL	**2 070 000 €**	**1 028 000 €**

49

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Maison franco-allemande de la petite enfance : avenant à la convention de coopération financière Strasbourg/Kehl du 27/01/2014 et avenant au contrat de délégation de service public.

Les villes de Strasbourg et de Kehl ont décidé la création d'une maison franco-allemande de la petite enfance implantée au quartier du Port du Rhin.

Cet établissement d'une capacité de 60 places, 30 dédiées aux familles kehloises et 30 aux familles strasbourgeoises, constitue une expérience innovante sans précédent. Les jeunes enfants de 3 mois à 3 ans des deux pays sont accueillis dans des unités de vie mixtes par une même équipe de professionnel-le-s français-es et allemand-e-s dans le cadre d'un projet pédagogique permettant de développer le bilinguisme et les échanges interculturels.

Cet établissement, dont la gestion a été confiée à l'AASBR dans le cadre d'une délégation de service public, a été mis en service en avril 2014.

Dès son ouverture, ce projet a suscité un vif intérêt auprès des familles des deux rives du Rhin.
Au premier semestre 2015, ce sont au total 79 enfants différents qui sont accueillis à plein temps ou temps partiel par une équipe de seize professionnel-le-s.

Le projet initial prévoit une équipe composée à parité de huit professionnel-le-s de qualification française (puériculteur-trice, éducateur-trice de jeunes enfants, auxiliaire de puériculture) et huit professionnel-le-s de qualification allemande (trois Erzieher-innen et cinq Kinderpfleger-innen).

Cette composition de l'équipe est prévue dans la convention de coopération financière pour le fonctionnement de la maison de la petite enfance du 27 janvier 2014 entre Strasbourg et Kehl ainsi qu'au contrat de délégation de service public entre la ville de Strasbourg et l'AASBR.

Or, après une année de fonctionnement, le recrutement et le maintien de huit professionnel-le-s de qualification allemande se révèlent difficiles à mettre en œuvre. Le déséquilibre entre le nombre de professionnel-le-s de qualification française et allemande au sein de

l'équipe fait obstacle à l'objectif de bilinguisme et d'inter culturalité pourtant central dans ce projet.

L'analyse montre que la rémunération mensuelle nette que perçoit un-e professionnel-le de qualification allemande exerçant en Allemagne est supérieure à la rémunération proposée à la maison franco-allemande de la petite enfance, en référence à la convention collective en vigueur en France.

De plus, la tension sur le marché du travail dans le secteur de la petite enfance s'est fortement accentuée ces deux dernières années suite à l'important développement de l'offre d'accueil dans le Bade-Wurtemberg.

Il apparaît que les niveaux de qualification des professionnel-le-s allemand-e-s ainsi que les niveaux de rémunération prévus dans le projet initial et dans les coûts prévisionnels du gestionnaire sont insuffisants pour permettre le recrutement des huit professionnel-le-s allemand-e-s nécessaire pour la bonne mise en œuvre de ce projet franco-allemand.

Face à ce constat, et pour permettre la pérennité du projet, les villes de Strasbourg et de Kehl s'accordent pour apporter à l'association gestionnaire une subvention de fonctionnement annuelle supplémentaire d'environ 108 000 € (valeur 2016) destinée à financer le versement d'une prime pour le personnel titulaire d'un diplôme allemand dans le domaine de la petite enfance et maitrisant parfaitement la langue allemande.

Ce complément de financement nécessite :
- un avenant à la convention Strasbourg/Kehl de coopération financière pour le fonctionnement de la maison franco-allemande de la petite enfance du 27 janvier 2014 ;
- un avenant au contrat de délégation de service public entre la ville de Strasbourg et l'association AASBR.

L'avenant à la convention Strasbourg/Kehl

L'avenant à la convention Strasbourg/Kehl de la coopération financière pour le fonctionnement de la maison de la petite enfance franco-allemande du 27 janvier 2014 joint en annexe a pour objectif de permettre au gestionnaire de l'établissement le recrutement de jusqu'à huit professionnel-le-s diplômé-e-s Erzieher-innen (contre trois Erzieher-innen et cinq Kinderpfleger-innen prévus initialement) et le versement d'une prime pour le personnel répondant aux critères suivants : être titulaire d'un diplôme allemand dans le domaine de la petite enfance et maîtriser parfaitement la langue allemande.

L'avenant prévoit que ces surcoûts sont supportés à part égale entre les villes de Kehl et de Strasbourg et précise, pour les années 2015 à 2020, les nouveaux coûts de fonctionnement de l'établissement et les nouveaux coûts pour les 30 places réservées à la ville de Kehl.

Le coût global annuel et par place d'accueil ainsi actualisé pour le fonctionnement de l'établissement pour la période 2015 à 2020 est le suivant :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Coût total de fonctionnement (hors redevance pour les locaux)	970 253 €	1 075 443 €	1 108 037 €	1 138 723 €	1 171 281 €	192 592 €
Coût par place d'accueil pour les places réservées à la ville de Kehl	16 171 €	17 924 €	18 467 €	18 979 €	19 521 €	3 210 €
Coût pour 30 places d'accueil réservées à la ville de Kehl	485 127 €	537 722 €	554 019 €	569 362 €	585 641 €	96 296 €

Les autres clauses de la convention de coopération financière du 27 janvier 2014 sont inchangées.

L'avenant au contrat de délégation de service public

L'avenant à la convention de délégation de service public entre la ville de Strasbourg et l'AASBR joint en annexe a pour objectif de permettre à l'AASBR le recrutement de jusqu'à huit Erzieher-innen et le versement d'une prime de sujétion spéciale.

Dans cet objectif, l'article 1 de l'avenant prévoit d'augmenter la participation financière annuelle pour les années 2015 à 2020 comme suit :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Participation financière supplémentaire	30 761 €	107 641 €	110 330 €	113 200 €	116 010 €	18 020 €

L'article 2 de l'avenant prévoit la récupération, par la collectivité en année n+1, de la part de cette subvention complémentaire spécifique non utilisée par l'association en année n-1.

L'avenant a pour effet d'entraîner une augmentation du montant global des recettes initiales de la délégation, participations publiques comprises, de 496 K€ soit + 7,7 % ; il a donc été préalablement soumis pour avis à la commission « Sapin » visée à l'article L 1411-5 du CGCT.

Les autres clauses de la délégation de service public du 31 janvier 2014 restent inchangées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

Vu l'avis favorable de la commission prévue aux articles L 1411-5 et L 1411-6 du Code général des collectivités territoriales du 5 novembre 2015,

sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

- *l'avenant n° 1 à la convention de coopération financière pour le fonctionnement de la maison franco-allemande de la petite enfance ;*
- *l'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public pour la gestion de la maison de la petite enfance transfrontalière ;*

autorise

- *le Maire à signer avec la ville de Kehl l'avenant n° 1 à la convention de coopération financière pour le fonctionnement de la maison franco-allemande de la petite enfance ci-joint ;*
- *le Maire ou son représentant à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération ;*
- *le Maire à signer l'avenant n° 1 du contrat de délégation de service public ainsi approuvé avec l'Association d'action sociale du Bas-Rhin et tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.*

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Avenant n° 1 à la Convention de coopération financière pour le fonctionnement de la Maison Transfrontalière de la Petite Enfance du 27/01/2014

entre

La Ville de STRASBOURG, représentée par M. Roland RIES, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal de Strasbourg du 20 novembre 2015,

et

la Ville de KEHL, représentée par son Maire, M. Toni VETRANO, agissant en vertu de son pouvoir de représentation légale, conformément au paragraphe 42-Alinéa 1-Phrase 2 de la réglementation communale du Land de Bade-Wurtemberg.

Préambule

Les Villes de Strasbourg et de Kehl ont décidé la création d'une maison transfrontalière de la petite enfance de 60 places pour l'accueil des enfants de 10 semaines à 3 ans révolus.

Cet établissement attenant au groupe scolaire du Port du Rhin, sis 170 route du Rhin à Strasbourg, permet l'accueil de 30 enfants résidant à Kehl et 30 enfants résidant à Strasbourg. Il contribue à la promotion du bilinguisme au sein de l'agglomération Strasbourg-Kehl ainsi qu'au développement des échanges interculturels entre les enfants, les familles et les professionnels de part et d'autre du Rhin.

Nachtrag Nr. 1 zur Finanzierungs-Kooperationsvereinbarung für den Betrieb der deutsch-französischen Kinderkrippe vom 27.01.2014

zwischen

der Stadt STRASBOURG, vertreten durch M. Roland RIES, Maire, handelnd auf der auf der Grundlage eines Straßburger Gemeinderatsbeschlusses vom 20. November 2015,

und

der Stadt Kehl, vertreten durch ihren Oberbürgermeister, Toni Vetrano, handelnd aufgrund seiner gesetzlichen Vertretungsmacht gemäß § 42 Abs. 1 Satz 2 Gemeindeordnung für Baden-Württemberg

Präambel

Die Städte Strasbourg und Kehl haben die Schaffung einer grenzüberschreitenden Kinderkrippe mit 60 Plätzen für die Aufnahme von Kindern im Alter von 10 Wochen bis zu 3 Jahren beschlossen.

Die an die Rheinhafen-Schule angrenzende Einrichtung (Route du Rhin 170 in Strasbourg) sieht je 30 Plätze für Kinder mit Wohnsitz in Kehl und Kinder mit Wohnsitz in Strasbourg vor. Sie leistet einen Beitrag zur Zweisprachigkeit im Ballungsraum Strasbourg-Kehl, aber auch zur Entwicklung des interkulturellen Austausches zwischen den Kindern, den Familien und dem pädagogischen Personal von beiden Rheinseiten.

Conformément à l'article 2.2 de la convention de coopération du 7 novembre 2012, la Ville de Strasbourg et la Ville de Kehl ont convenu que la gestion de cet établissement est confiée par la Ville de Strasbourg à un exploitant sous la forme d'une délégation de service public en conformité avec les articles L1411-1 du Code général des collectivités territoriales. Le principe de cette délégation ainsi que ses éléments essentiels ont été approuvés par le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg lors de la séance du 9 juillet 2012.

In Artikel 2.2 der Kooperationsvereinbarung haben die Stadt Strasbourg und die Stadt Kehl vereinbart, dass der Betrieb der Einrichtung im Wege der Delegation einer öffentlichen Aufgabe nach den Artikeln L1411-1 ff. des Code général des collectivités territoriales an einen Betreiber vergeben wird. Diese Delegation im Grundsatz und ihre wesentlichen Inhalte wurden vom Rat der Stadt Strasbourg in seiner Sitzung vom 09. Juli 2012 bestätigt.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, le Conseil municipal de Strasbourg du 16 décembre 2013 a désigné sur proposition du maire de Strasbourg et en concertation avec la Ville de Kehl, l'AASBR en qualité de délégataire de service public pour gérer l'établissement pour une période de six ans à compter du 31 janvier 2014 dont deux mois de préfiguration.

Als Ergebnis des Ausschreibungsverfahrens hat der Gemeinderat von Strasbourg auf Vorschlag des Oberbürgermeisters und nach Abstimmung mit der Stadt Kehl in seiner Sitzung am 16. Dezember 2013 den AASBR als Delegatar einer öffentlichen Dienstleistung bestimmt, um die Einrichtung auf die Dauer von sechs Jahren ab dem 31. Januar 2014 zu führen, wovon zwei Monate Vorbereitungszeit sind.

La convention de délégation de gestion du service public prévoit que la Ville de Strasbourg, autorité délégante, verse au délégataire de service public, une subvention de fonctionnement composée d'une part, de la totalité du coût contractuel de fonctionnement des 30 places réservées par la Ville de Kehl et, d'autre part, du coût de fonctionnement des places d'accueil réservées par la Ville de Strasbourg, déduction faite de la participation des familles et de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin.

Die Vereinbarung über die Delegation öffentlicher Dienstleistungen sieht vor, dass die Stadt Strasbourg als delegierende Behörde dem Delegatar einen Betriebskostenzuschuss bezahlt, welcher zum einen aus den vertraglichen Betriebskosten der 30 für die Stadt Kehl reservierten Plätze und zum anderen aus den Betriebskosten der für die Stadt Strasbourg reservierten Plätze besteht, und der um die Beiträge der Familien und der Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin vermindert wird.

L'article 2.2 de la convention de coopération financière du 27 janvier 2014 prévoit les coûts annuels de fonctionnement ainsi que les coûts pour les 30 places d'accueil réservées à la Ville de Kehl pour les années 2014 à 2020.

Artikel 2.2 der Finanzierungsvereinbarung vom 27. Januar 2014 enthält die Vorausberechnung der Betriebskosten und der Kosten der 30 für die Stadt Kehl reservierten Plätze für die Jahre 2014 bis 2020.

L'article 4 de la même convention financière prévoit le recrutement par l'établissement de huit professionnels de qualification allemande.

Artikel 4 derselben Finanzierungsvereinbarung sieht die Einstellung von acht Fachkräften mit deutscher Qualifikation durch die Einrichtung vor.

Après une année de fonctionnement, le recrutement et le maintien des huit professionnels de qualification allemande se révèle difficile à mettre en œuvre. L'analyse conjointe réalisée par les deux villes et le délégataire montre que la rémunération mensuelle nette que perçoit un professionnel de qualification allemande qui exerce dans un établissement de Kehl est supérieure aux prévisions initiales de 250 à 350 € pour 35 heures de travail hebdomadaire à la rémunération française proposée à la maison de la petite enfance transfrontalière, en référence à la convention collective.

Das erste Betriebsjahr hat gezeigt, dass es schwierig ist, diese acht Fachkräfte einzustellen und zu halten. Die Analyse, welche die beiden Städte und der Delegatar gemeinsam durchgeführt haben, zeigt, dass das monatliche Nettoentgelt einer Fachkraft mit deutscher Qualifikation, die in einer Kehler Einrichtung arbeitet, bei 35 Stunden Wochenarbeitszeit um 250 bis 350 Euro höher ist als das französische Entgelt, das gemäß dem Tarifvertrag in der deutsch-französischen Krippe gezahlt wird.

De plus, la tension sur le marché du travail dans la profession de la petite enfance s'est fortement accentuée ces deux dernières années suite à l'important développement de l'offre d'accueil dans le Bade-Wurtemberg : cette tension rend aujourd'hui impossible le recrutement de certaines qualifications en particulier les postes de Kinderpfleger.

Außerdem hat sich die gespannte Arbeitsmarktlage im Bereich der Kleinkinderbetreuung wegen der bedeutenden Entwicklung des Aufnahmeangebots in Baden-Württemberg erheblich verschärft. Diese Anspannung macht heute die Einstellung von Kräften mit bestimmten Qualifikationen, insbesondere von Kinderpflegern, unmöglich.

Il apparaît que les niveaux de qualification des professionnels allemands ainsi que les niveaux de rémunération prévus dans le projet initial et dans les coûts prévisionnels du gestionnaire sont insuffisants pour permettre le recrutement des professionnels allemands nécessaires pour la bonne mise en œuvre et la pérennisation de ce projet franco-allemand.

Es zeigt sich, dass die Qualifikationsniveaus und die Entgelthöhen, die in der ursprünglichen Planung und in der Kostenschätzung des Betreibers vorgesehen waren, unzureichend sind, um die für die dauerhafte Umsetzung dieses deutsch-französischen Vorhabens notwendige Einstellung von deutschen Fachkräften zu ermöglichen.

Le présent avenant s'inscrit dans le cadre général qui a été tracé par la convention de coopération du 7 novembre 2012 dont il constitue un acte non détachable, et complète la convention de coopération financière du 27 janvier 2014.

Der vorliegende Nachtrag füllt den allgemeinen Rahmen aus, den die Kooperationsvereinbarung vom 07. November 2012 vorgibt, und ist von dieser nicht zu trennen. Sie vervollständigt die Finanzierungs-Kooperationsvereinbarung vom 27. Januar 2014.

Il a pour objectif de permettre au gestionnaire de l'établissement le recrutement de jusqu`à huit professionnels diplômés « Erzieher » (contre trois « Erzieher » et cinq « Kinderpfleger » prévus initialement) et le versement d'une prime pour le personnel répondant au critère suivant : être titulaire d'un diplôme allemand dans le

Sein Zweck ist es, dem Betreiber der Einrichtung zu erlauben, bis zu acht Fachkräfte mit dem Abschluss „Erzieher" (anstelle von drei Erziehern und fünf Kinderpflegern, wie ursprünglich vorgesehen) einzustellen, und den Beschäftigten, die das nachstehende Kriterium erfüllen, eine Prämie zu bezahlen: Anerkannte pädago-

domaine de la petite enfance et maîtriser parfaitement la langue allemande.

Ces surcoûts sont supportés à part égale entre la Ville de Kehl et la Ville de Strasbourg.

Il précise, pour les années 2015 à 2020, les nouveaux coûts de fonctionnement de l'établissement et les nouveaux coûts pour les 30 places réservées à la Ville de Kehl.

Cet avenant est conclu conformément à l'accord de Karlsruhe du 23 janvier 1996 sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux.

gische Fachkraft mit deutschen Abschluss und perfekter Beherrschung der deutschen Sprache.
Diese Mehrkosten werden zu gleichen Teilen von der Stadt Kehl und der Stadt Strasbourg getragen.

Er präzisiert für die Jahre 2015 bis 2020 die neuen Betriebskosten und die Kosten der 30 für die Stadt Kehl reservierten Plätze.

Der vorliegende Nachtrag richtet sich nach dem Karlsruher Übereinkommen vom 23. Januar 1996 über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zwischen den Gebietskörperschaften und örtlichen öffentlichen Stellen.

Article 1 : Modification de l'article 2.2.1 de la convention financière

Le tableau détaillant les coûts globaux annuels (coût total de fonctionnement, coût par place d'accueil pour les places réservées à la Ville de Kehl, coût pour 30 places d'accueil réservées à la Ville de Kehl) de 2014 à 2020 est modifié comme suit :

Artikel 1: Änderung von Artikel 2.2.1 der Finanzierungsvereinbarung

Die Tabelle, welche die jährlichen Gesamtbetriebskosten der Einrichtung (Gesamtbetriebskosten, Kosten jedes der für die Stadt Kehl reservierten 30 Plätze) für die Jahre 2014 bis 2020 darstellt, wird wie folgt gefasst :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Cout total de fonctionnement (hors redevance pour les locaux)	970253	1075443	1108037	1138723	1171281	192592	Gesamtbetriebskosten (außer Entgelt für die Räumlichkeiten)
Coût par place d'accueil pour les places réservées à la Ville de Kehl	16171	17924	18467	18979	19521	3210	Kosten je Betreuungsplatz der für die Stadt Kehl reservierten Plätze
Coût 30 places d'accueil réservées à la Ville de Kehl	485127	537722	554019	569362	585641	96296	Kosten der 30 für die Stadt Kehl reservierten Betreuungsplätze

Article 2 : Remboursement du surcoût pour l'année 2015

Sur présentation d'une facture établie par la Ville de Strasbourg, la Ville de Kehl remboursera le surcoût pour l'année 2015 au 4ème trimestre 2016. Ce remboursement s'effectuera sur la base des sommes réellement dépensées par le délégataire et dans la limite de 15 380,50 €.

Artikel 2 : Bezahlung der Mehrkosten für das Jahr 2015

Auf Vorlage einer von der Stadt Straßburg aufgestellten Rechnung begleicht die Stadt Kehl die Mehrkosten für das Jahr 2015 im vierten Quartal 2016. Diese Zahlung erfolgt auf der Grundlage der tatsächlichen Ausgaben des Delegatars und beträgt höchstens 15 380,50 €.

Article 3 : Dispositions générales

Toutes les clauses et conditions de la convention de coopération financière du 27 janvier 2014 non visées par le présent avenant demeurent d'application, et continuent de produire leur plein effet.

Artikel 3: Allgemeine Bestimmungen

Alle Bestimmungen der Finanzierungs-Kooperationsvereinbarung vom 27. Januar 2014, die im vorliegenden Nachtrag nicht angesprochen werden, bleiben wirksam.

Pour la Ville de Strasbourg

le

Le Maire

Roland RIES

Für die Stadt Kehl

den

Oberbürgermeister

Toni VETRANO

Délégation de service public pour la gestion de la Maison de la petite enfance transfrontalière

Avenant n°1

Entre :

La Ville de Strasbourg, sise 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, agissant en exécution d'une délibération du Conseil municipal de Strasbourg en date du 20/11/2015.

Ci-après dénommée, « le délégant » d'une part,

Et :

L'Association d'action sociale du Bas-Rhin dont le siège social est sis 20 rue du Maréchal Lefebvre, BP20183, 67022 STRASBOURG Cedex 1, représentée par Mme Marguerite DESBROSSES, agissant en qualité de Présidente et en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, dans la séance du conseil d'administration du 04/06/2015.

Ci-après dénommée, « le délégataire » d'autre part,

PREAMBULE

Les Villes de Strasbourg et de Kehl ont décidé la création d'une Maison transfrontalière de la petite enfance de 60 places pour l'accueil des enfants de 10 semaines à 3 ans révolus.

Cet établissement attenant au groupe scolaire du Port du Rhin, sis 170 route du Rhin à Strasbourg, permet l'accueil de 30 enfants résidant à Kehl et 30 enfants résidant à Strasbourg. Il contribue à la promotion du bilinguisme au sein de l'agglomération Strasbourg-Kehl ainsi qu'au développement des échanges interculturels entre les enfants, les familles et les professionnels de part et d'autre du Rhin.

Conformément à l'article 2.2 de la convention de coopération du 7 novembre 2012, la Ville de Strasbourg et la Ville de Kehl ont convenu que la gestion de cet établissement est confiée par la Ville de Strasbourg à un exploitant sous la forme d'une délégation de service public en conformité avec les articles L1411-1 du Code général des collectivités territoriales. Le principe de cette délégation ainsi que ses éléments essentiels ont été approuvés par le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg lors de la séance du 9 juillet 2012.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, le Conseil municipal de Strasbourg du 16 décembre 2013 a désigné sur proposition du maire de Strasbourg et en concertation avec la Ville de Kehl, l'AASBR en qualité de délégataire de service public pour gérer l'établissement pour une période de six ans à compter du 31 janvier 2014 dont deux mois de préfiguration.

La convention de délégation de gestion du service public prévoit que la Ville de Strasbourg, autorité délégante, verse au délégataire de service public, une subvention de fonctionnement composée d'une part, de la totalité du coût contractuel de fonctionnement des 30 places réservées par la Ville de Kehl et, d'autre part, du coût de fonctionnement des places d'accueil réservées par la Ville de Strasbourg, déduction faite de la participation des familles et de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin.

L'article 19.3 de la convention de délégation de service public prévoit le recrutement par l'établissement de huit professionnels de qualification allemande dont trois personnes sont des professionnels de l'éducation allemande (*staatlich anerkannter Erzieher*).

Après une année de fonctionnement, le recrutement et le maintien des huit professionnels de qualification allemande se révèle difficile à mettre en œuvre. L'analyse conjointe réalisée par les deux villes et le délégataire montre que la rémunération mensuelle nette que perçoit un professionnel de qualification allemande qui exerce dans un établissement de Kehl est supérieure aux prévisions initiales et à la rémunération française proposée à la Maison de la petite enfance transfrontalière, en référence à la convention collective appliquée par le délégataire.

De plus, la tension sur le marché du travail dans la profession de la petite enfance s'est fortement accentuée ces deux dernières années suite à l'important développement de l'offre d'accueil dans le Bade-Wurtemberg : cette tension rend aujourd'hui très difficile le recrutement de certaines qualifications en particulier les postes de Kinderpfleger.

Il apparaît que les niveaux de qualification des professionnels allemands ainsi que les niveaux de rémunération prévus dans le projet initial et dans les coûts prévisionnels du gestionnaire sont insuffisants pour permettre le recrutement des professionnels allemands nécessaires pour la bonne mise en œuvre et la pérennisation de ce projet franco-allemand.

Le présent avenant a pour objectif de faciliter au gestionnaire de l'établissement le recrutement jusqu'à huit professionnels diplômés « Erzieher » (contre trois « Erzieher » et cinq « Kinderpfleger » prévus initialement) et le versement d'une prime pour le personnel répondant aux critères suivants : être titulaire d'un diplôme allemand dans le domaine de la petite enfance, maîtriser parfaitement la langue allemande et avoir des connaissances en pédagogie allemande.

Il précise, pour les années 2015 à 2020, les montants de la subvention complémentaire accordée pour le versement des primes au personnel allemand et les nouveaux coûts de fonctionnement de l'établissement.

ARTICLE 1

Le paragraphe 2 de l'article 19.3 de la convention de délégation de service public est modifié comme suit :

« 8 équivalent temps plein de cette équipe sont des professionnels dont les diplômes sont reconnus en Allemagne et parmi eux de 3 à 8 personnes sont des professionnels de l'éducation (Ausbildung : staatlich anerkannter Erzieher). »

Le tableau du personnel actualisé au 1er janvier 2016 selon cette disposition est fourni en annexe 1 du présent avenant.

ARTICLE 2

L'embauche de personnel allemand sous la qualification « *Erzieher* » génère un surcoût pour le délégataire dont les montants sont détaillés par année ci-dessous :

Année	Coût supplémentaire lié au diplôme (en €)	Renforcement des salaires (en €)	TOTAL (en €)
2015	19 907	10 854	30 761
2016	73 216	34 425	107 641
2017	74 935	35 395	110 330
2018	76 803	36 397	113 200
2019	78 616	37 394	116 010
2020	11 810	6 210	18 020

Les paragraphes 4 et suivants de l'article 23 de la convention de délégation de service public sont modifiés comme suit :

« Le coût horaire contractuel par enfant strasbourgeois est déterminé selon des seuils de volume horaire et ces coûts sont détaillés dans le tableau ci-dessous de 2016 à 2020.

Volume horaire	*2016*	*2017*	*2018*	*2019*
Supérieur à 67 500 h	*8,05*	*8,29*	*8,52*	*8,76*
Entre 65 000 et 67 500 h	*8,35*	*8,61*	*8,85*	*9,10*
Entre 62 500 h et 65 000 h	*8,69*	*8,95*	*9,20*	*9,46*
Inférieur ou égal à 62 500 h	*9,05*	*9,32*	*9,58*	*9,86*

2020 n'étant pas une année complète de fonctionnement, les coûts horaires contractuels sont les suivants :

- *Supérieur à 6 100 heures : 15,85 € par enfant et par heure,*
- *Entre 5 900 et 6 100 heures : 16,39 € par enfant et par heure,*
- *Inférieur ou égal à 5 900 heures : 16,96 € par enfant et par heure.*

Le coût annuel par place pour les enfants kehlois est déterminé selon le tableau suivant :

	2016	*2017*	*2018*	*2019*	*2020*
Coût par place en euros	*18 102*	*18 649*	*19 164*	*19 711*	*3 223*

Le paragraphe 5 de l'article 23.1 de la convention de délégation de service public est modifié comme suit :
« *Le montant prévisionnel total de la subvention sur la durée de la délégation, servant de base au versement des acomptes, s'élève à la somme de 4 670 866 €.*

- *Pour 2014, le montant prévisionnel de la subvention s'établit à : « 614 405 € »,*
- *Pour 2015, le montant prévisionnel de la subvention s'établit à : « 643 712 € »,*
  Pour le surcoût de l'année 2015, le délégant et le délégataire conviennent que le délégant pourra versera une subvention complémentaire maximale de 30 761 € (soit au total 674 473 €)
- *Pour 2016, le montant prévisionnel de la subvention s'établit à : « 773 750 € »,*
- *Pour 2017, le montant prévisionnel de la subvention s'établit à : « 800 315 € »,*
- *Pour 2018, le montant prévisionnel de la subvention s'établit à : « 824 850 € »,*
- *Pour 2019, le montant prévisionnel de la subvention s'établit à : « 851 134 € »,*
- *Pour 2020, le montant prévisionnel de la subvention s'établit à : « 162 700 € ». »*

Le versement de la subvention complémentaire pour l'exercice 2015 interviendra au moment de la régularisation en novembre 2016. Le niveau de la subvention complémentaire sera ainsi ajusté selon le montant réellement engagé par le délégataire pour le recrutement et le versement de primes pour le personnel allemand.

Article 3

L'article 23.1 de la convention initiale est complété par l'alinéa suivant :

« Dans l'éventualité où les dépenses engagées par le délégataire pour le recrutement et le versement de primes pour le personnel allemand seraient inférieures aux montants définis dans le premier tableau de l'article 2 de l'avenant n°1, le délégataire s'oblige à restituer l'ensemble des montants non dépensés au délégant ».

Cette restitution interviendra au moment de la régularisation telle que définie au paragraphe 2 de l'article 23.1 de la convention de délégation de service public initiale.

Article 4

Le paragraphe 11 de l'article 30.2 de la convention initiale est complété par l'alinéa suivant :

« - l'ensemble des pièces justificatives qui permettront au délégant de déterminer les dépenses réellement engagées pour les salaires des personnels allemands y compris le surcoût lié au diplôme et compléments de salaires versés au personnel allemand et une analyse des écarts entre les montants prévus et les montants réels ».

Ces pièces devront être fournies dans le cadre du comité de suivi de la délégation de service public défini à l'article 31 de la convention de délégation de service public et dans le compte rendu annuel défini à l'article 30 de la convention.

Article 5

Toutes les clauses et conditions de la convention de la délégation de service public du 31 janvier 2014 non visées par le présent avenant demeurent d'application, et continuent de produire leur plein effet.

Fait en double exemplaire original

A Strasbourg, le

Pour le délégataire,

Marguerite DESBROSSES,
Présidente de l'Association
d'action sociale du Bas-Rhin

Pour le délégant,

Roland RIES,
Maire de Strasbourg

50

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Ecole européenne de Strasbourg - avenant à la convention tripartite et participation financière aux dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'établissement public (EPLE) pour 2016.

Le présent rapport vise d'une part la passation d'un avenant à la convention tripartite signée entre la Ville, le Département du Bas-Rhin et la Région Alsace et d'autre part la fixation du niveau de participation financière aux dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'établissement public (EPLE) pour 2016 dans le cadre de l'article 421-11 du Code de l'éducation.

Avenant à la convention tripartite

La convention tripartite précise la répartition des charges incombant aux trois collectivités et préfigure également la participation des collectivités au fonctionnement et à l'organisation de l'EPLE de l'école européenne de Strasbourg (EES).

Au vu des éléments contextuels, certaines dispositions de la convention doivent être complétées ou modifiées.

Contrats de fourniture d'énergie

Les collectivités avaient initialement confié à l'EES la passation des contrats de fourniture d'énergie. Or, l'établissement n'a pu, dans les temps, faire partie des groupements d'achat en cours pour le gaz et l'électricité.

La Ville a proposé à l'EES, en accord avec ses partenaires, de prendre en charge provisoirement jusqu'au 31 décembre 2018, la charge de la passation de ces contrats dans le respect des cadres réglementaires au titre de collectivité de rattachement et propriétaire de l'ensemble immobilier. Au-delà de cette date, et pour les consultations futures, il sera demandé à l'établissement public de se présenter au titre de pouvoir adjudicateur propre.

Le remboursement des charges de ces fluides sera demandé d'une part à l'EES pour le bâtiment et d'autre part à la Région et au Département pour les deux logements de fonctions.

Charges indirectes communes

Afin de pallier d'éventuelles impossibilités de l'Ecole européenne d'intervenir dans la mise en œuvre des missions d'accueil, de restauration et d'entretien général (nettoyage des locaux et entretien des espaces extérieurs), l'avenant prévoit que la Ville doit pourvoir mettre à disposition les moyens ou ressources spécifiques nécessaires pour assurer la continuité du service public.

Les charges relatives aux moyens et ressources spécifiques mobilisés sont couvertes par les trois collectivités en application de la clé de répartition basée sur les effectifs scolarisés. La Ville récupère donc auprès de ses partenaires leur quote-part des dépenses.

Logements de fonction

La Ville a la charge de l'attribution des logements de fonction. L'avenant précise qu'elle en assure la gestion et notamment la passation des contrats de fourniture d'énergie (eau, électricité, gaz et chauffage) et autres contrats de gestion de fonctionnement (ascenseurs…). Les charges inhérentes sont supportées par les trois collectivités via le budget annexe.

En outre, la Ville en accord avec ses partenaires a attribué pour nécessité absolue de service deux logements de fonction à des personnels de direction de l'EES. Or, les concessions de logement accordées par nécessité absolue de service comportent la gratuité de la prestation du logement nu.

En référence aux articles R216-5 et suivants du Code de l'éducation et à l'article R98 du Code du domaine de l'Etat et en accord avec les partenaires, la ville de Strasbourg précise que cette gratuité s'étend à la fourniture de l'eau, du gaz, de l'électricité et du chauffage dans la limite des plafonds suivants au-delà desquels l'occupant sera tenu aux paiement des charges supplémentaires :

Eau : 700 € HT par an
Gaz/chauffage : 1 278 € HT par an
Electricité : 850 € HT par an

Ces montants peuvent être réévalués en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE. L'indice de base retenu est le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente délibération à savoir celui du 2ème trimestre de 2015 (1614).

Dotation d'équipement et de fonctionnement à l'école européenne pour 2016 et ajustement 2015

Dotation 2016

En application du Code de l'éducation, la Ville notifie sa participation aux dépenses de fonctionnement au mois de novembre de l'année précédent l'exercice.

Pour 2016, la dotation est versée sur la base du nombre d'élèves scolarisés à la rentrée 2015.
La dotation comprend une participation aux dépenses suivantes :

- la viabilisation : eau, électricité, gaz et chauffage ;
- les contrôles par organismes agréés ;
- les charges de fonctionnement et de personnel du contrat multiservices passé par l'établissement public, qui englobent l'entretien général des bâtiments scolaires et des espaces extérieurs, le gardiennage et la télésurveillance, la distribution des repas ;
- la redevance pour la collecte des déchets ;
- les charges de téléphonie, la maintenance des copieurs, la maintenance et l'assistance informatique, et la quote-part d'amortissement pour le renouvellement du matériel ;
- les dépenses pédagogiques. Ce coût prend en compte les fournitures scolaires et le soutien aux projets scolaires (transports scolaires et piscines).

Sur la base de ces différents postes, le montant estimatif de la dotation de l'EES s'élève à 590 € par élève scolarisé, en année pleine.

Ce montant sera ajusté pour les dotations ultérieures au vu du compte de résultat de l'établissement public.

Ajustement 2015.

La dotation de fonctionnement votée en juin 2015 pour les cinq derniers mois de l'année 2015 (août à décembre) comprenait une participation estimative pour les charges de fonctionnement et de personnel du contrat multiservice passé par l'établissement public, qui englobent l'entretien général des bâtiments scolaires et des espaces extérieurs, le gardiennage et la télésurveillance, la distribution des repas.
Or, en raison du retard dans la mise en place du contrat multiservice, la ville de Strasbourg a pris en charge les dépenses de nettoyage des locaux en août et en septembre 2015. Par conséquent, la Ville de Strasbourg doit récupérer auprès de l'école européenne un trop perçu sur la dotation 2015 équivalent au montant des factures acquittées au prorata du nombre d'élèves scolarisés sur 2014-2015 (427 élèves), soit pour la Ville 47%.
La Ville procède également à la demande de remboursement auprès de ses partenaires Région et Département sur les mêmes bases.

Partant de, les montants à rembourser à la Ville sont les suivants :

- EES : 20 426.20 €
- Conseil départemental du Bas-Rhin : 14 341.80€
- Région Alsace : 8 692 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'avenant n°1 à la convention tripartite du 24 octobre 2014

autorise le Maire ou son représentant :

- *à signer l'avenant et les avenants successifs éventuels, à la convention tripartite du 24 octobre 2014*
- *à signer tous les actes ou documents de mise en œuvre de la convention tripartite du 24 octobre 2014*
- *à payer les charges d'électricité et de gaz pour le compte de l'école européenne pour un montant estimatif de 100 000 € annuels*

Les crédits figurent sur le compte 60612- RL01E

- *à percevoir de la part de ses partenaires ou de l'école européenne de Strasbourg le remboursement des charges de fonctionnement relatives à l'école européenne engagées par elle dont :*

    - *celles au titre de la gestion des logements de fonction,*
    - *celles au titre des dépenses réelles de nettoyage des locaux.*

Les recettes figurent seront imputées au compte 70878.

octroie

dans le cadre des articles R216-5 et suivants du code de l'éducation et R98 du code du domaine de l'Etat, la gratuité pour la fourniture d'eau, du gaz, de l'électricité et du chauffage (dite prestations accessoires) relative aux logements de fonction occupés par nécessité absolue de service par les personnels de l'établissement public local d'enseignement admis au sens de l'article R216-5 du code de l'éducation (personnels de direction). La gratuité est cependant limitée à 700 € par an pour l'eau, 1 278 € par an pour le gaz, chauffage et 850 € par an pour l'électricité. Au-delà des plafonds, l'occupant est tenu au paiement des charges supplémentaires.

approuve

le versement d'une dotation de fonctionnement à l'EPLE « École européenne de Strasbourg » d'un montant de 590 € par élève basée sur les effectifs 2015/2016.

Les crédits figurent fonction 20 nature 6558 CRB DE01D.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

AVENANT n°1

Convention tripartite
entre
la ville de Strasbourg, le département du Bas-Rhin et la région Alsace
pour l'École européenne de Strasbourg

Sommaire

Article 1 - Objet du présent avenant *3*
Article 2 –Charges à imputer au budget annexe *3*
Article 3 –Charges indirectes communes *3*
Article 4 – La passation des contrats de fourniture de gaz et d'électricité *3*
Article 5 –les charges des logements de fonctions *4*
Article 6 –Entrée en vigueur *4*
Article 7 –Continuité *4*

Entre

La ville de Strasbourg, 1, parc de L'Etoile, 67000 Strasbourg, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Roland RIES, habilité au présent par délibération du conseil municipal du 20 novembre dénommée ci-après ville ou commune de Strasbourg

Et

Le département du Bas-Rhin, place du Quartier Blanc, 67964 Strasbourg Cedex 9, habilité au présent par délibération du …… , représenté par son Président en exercice, Monsieur Frédéric BIERRY,

Et

La région Alsace, 1 place Adrien Zeller, 67070 Strasbourg, habilité au présent par délibération du ……..., représentée par son Président en exercice, Monsieur Philippe RICHERT,

Vu la convention tripartite signée entre la région Alsace, le département du Bas-Rhin et la ville de Strasbourg en date du 24 octobre 2014

Les parties à la convention initiale décident de lui apporter les modifications suivantes :

Article 1 - Objet du présent avenant

Le présent avenant a pour objet de compléter l'article 2.3-2-1 et 2.1-9 du titre II relatives aux charges communes entre les collectivités et les articles 3.1, 3.9 du titre III relatives à la participation des collectivités au fonctionnement de « L'École européenne de Strasbourg »

Article 2 –Charges à imputer au budget annexe

L'article 2.3-2-1 est complété par deux tirets rédigés comme suit :

« - les charges relatives aux logements de fonctions
- tout autre charge ayant trait à l'école européenne, dûment justifiée. »

Article 3 –Charges indirectes communes

Le deuxième alinéa de l'article 2.1-9 charges indirectes communes, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« - La mise à disposition de moyens ou ressources spécifiques pour assurer l'accueil, la restauration et l'entretien général en cas d'impossibilité dûment justifiée pour l'école européenne d'exercer les missions prévues à l'article 3.1. Les charges relatives aux moyens et ressources spécifiques mobilisées sont couvertes par les trois collectivités en application de la clé de répartition générale prévue par l'article 2.2-1. »

Article 4 – La passation des contrats de fourniture de gaz et d'électricité

L'article 3. 1 de la convention Missions déléguées à l'École européenne de Strasbourg du titre III relatives à la participation des collectivités au fonctionnement de « L'École européenne de Strasbourg » est modifiée et complété comme suit :

«Sans préjudice des dispositions de l'article 3.2 et par dérogation au cinquième tiret du premier alinéa du présent article, la collectivité de rattachement assure au plus tard jusqu'au 31 décembre 2018, la passation et le suivi des contrats de fourniture de gaz et d'électricité pour le compte de l'École européenne de Strasbourg définis à l'article 2.1-4-1.

Une convention entre la collectivité de rattachement et l'École européenne de Strasbourg organise le remboursement par l'école européenne des charges induites. »

Article 5 –les charges des logements de fonctions

L'article 3.9, logement de fonction est complété comme suit :

« Les trois collectivités conviennent de déléguer à la collectivité de rattachement la passation et le suivi des contrats pour le fonctionnement (ascenseurs, assurance…) et la fourniture d'énergie (eau, gaz, électricité) des logements de fonction.

Par ailleurs, les collectivités conviennent d'octroyer pour les logements occupés par nécessité absolue de service par les personnels de l'établissement public local d'enseignement admis au sens de l'article R216-5 du code de l'éducation, la gratuité pour la fourniture d'eau, du gaz, de l'électricité et du chauffage dite prestations accessoires.

Le montant de ces prestations accessoires est plafonnée par la collectivité de rattachement dans le cadre de l'article R98 du code du domaine de l'Etat. La collectivité de rattachement peut engager les démarches nécessaires pour obtenir le remboursement par l'occupant des dépassements dûment constatés.

Les charges relatives aux logements de fonction sont couvertes par les trois collectivités en application de la clé de répartition générale prévue par l'article 2.2-1. »

Article 6 –Entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur à la date du PV (procès verbal) de remise de l'ensemble immobilier à l'EPLE de l'école européenne.

Article 7 –Continuité

Toutes les dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Strasbourg, le

(en trois exemplaires)

Pour la ville de Strasbourg Pour le département du Bas-Rhin Pour la région Alsace

51

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Fourniture de matériel scolaire pour les enfants accueillis dans les établissements gérés par la direction de l'enfance et de l'éducation de la ville de Strasbourg.

La Ville de Strasbourg procède chaque année à l'acquisition de matériel pour les besoins des écoles maternelles et élémentaires, des structures d'activités périscolaires et des établissements de la petite enfance gérés par la ville.

Ces acquisitions s'effectuent par le biais de marchés à bons de commande définis à l'article 77 du code des marchés publics et seront répartis en 7 lots sans montant minimum ni montant maximum :

- Lot 1 : Papeterie, matériel de création manuelle et consommables informatiques.
- Lot 2 : Matériel pour création artistique.
- Lot 3 : Jeux, jouets et matériel éducatif pour les enfants de 0 à 3 ans.
- Lot 4 : Jeux, jouets et matériel éducatif pour les enfants de 3 à 12 ans.
- Lot 5 : Matériel roulant : vélos, trottinettes et assimilés.
- Lot 6 : Matériel de sport et accessoires.
- Lot 7 : Matériel audiovisuel, gros matériel de bureau et accessoires.

Le marché est conclu sans montant minimum ni maximum, car les acheteurs (enseignant(e)s, directeurs (trices) d'établissements) peuvent acquérir du matériel dans les différents lots du présent marché mais aussi sur les marchés de fourniture de livres ou de prestations de transports dans la limite de leurs dotations respectives. Les montants des achats sur chaque lot et chaque marché sont donc très variables d'une année à l'autre.

Ces marchés sont conclus pour une durée d'un an à compter du 1er septembre 2016 et reconductibles trois fois un an.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré
approuve

l'acquisition de matériel pour les besoins des écoles maternelles et élémentaires, des structures d'activités périscolaires et des établissements de la petite enfance gérés par la Ville.

Ces marchés, seront conclus sans montant minimum ni maximum pour une durée d'un an à compter du 1er septembre 2016 et reconductibles trois fois un an. Ils se répartissent en 7 lots :
- Lot 1 : Papeterie, matériel de création manuelle et consommables informatiques,
- Lot 2 : Matériel pour création artistique,
- Lot 3 : Jeux, jouets et matériel éducatif pour les 0-3 ans,
- Lot 4 : Jeux, jouets et matériel éducatif pour les 3-12 ans,
- Lot 5 : Matériel roulant : vélos, trottinettes et assimilés,
- Lot 6 : Matériel de sport et accessoires,
- Lot 7 : Matériel audiovisuel, gros matériel de bureau et accessoires,

décide

d'imputer les dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Strasbourg
- Fonction 213 nature 6067 DE 01 B
- Fonction 255 nature 6068 DE 02 C
- Fonction 255 nature 6068 DE 02 D
- Fonction 60 nature 6068 DE 04 A
- Fonction 64 nature 6068 DE 04 B
- Fonction 64 nature 6068 DE 04 D
- Fonction 64 nature 6068 DE 04 E
- Programmes d'équipement récurrents n°15 DE 04, n°34 CRB DE 02 et n°37 CRB DE01,

autorise

le Maire ou son représentant à mettre en concurrence les fournisseurs conformément au code des marchés publics et à signer et faire exécuter les marchés en résultant.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

52

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Aides financières aux écoles privées - Subventions d'investissement et versement complémentaire à l'école Michael au titre du forfait communal.

1. Subventions d'investissement

La Ville de Strasbourg pratique de longue date une politique d'aide aux établissements d'enseignement privé en subventionnant leurs investissements. Les travaux d'agrandissement, de modernisation, de grosses réparations des locaux scolaires sont pris en compte à hauteur de 10 %, les équipements sportifs à hauteur de 15 %.

En 2008, La Ville de Strasbourg a approuvé le versement d'une aide spécifique au renouvellement des matériels informatiques en faveur des écoles privées dont les conditions de financement sont calquées sur les principes d'équipement des écoles publiques et financés à hauteur de 10 % du coût.

Les versements sont effectués en fonction de l'avancement des projets et au vu des factures acquittées.

Afin de planifier ces dépenses, les établissements sont sollicités pour communiquer à la Ville les projets d'investissement envisagés ou programmés pour l'année en cours et les années à venir.

A cet égard, il est proposé d'approuver les opérations suivantes :

Doctrine Chrétienne :
L'établissement envisage d'entreprendre au cours des trois prochaines années divers travaux d'aménagement et de restructuration ainsi que des travaux de mise en sécurité, pour un montant global estimé à 421 117 €.

En ce qui concerne l'année **2015,** l'école a entrepris des travaux de rénovation de toiture et façades, de mise en conformité de la rampe d'accès et des travaux de remplacement de fenêtres pour un coût estimatif fixé à 146 117 €. Eu égard aux dépenses éligibles[1], l'aide de la Ville pour la réalisation des investissements projetés s'élèverait donc à **13 269 €**.

[1] Ne sont pas pris en compte les dépenses d'honoraires d'architecte, de bureaux d'études et de contrôle

Institution La Providence[2] **:**
L'établissement envisage d'entreprendre au cours des trois prochaines années des travaux de mise aux normes, de rénovation des sanitaires et de salles de classes et des travaux de revêtements de sols pour un coût global estimatif fixé à 896 426 €.

En ce qui concerne l'année **2015,** l'établissement a prévu des travaux de mise aux normes, de rénovation des sanitaires et revêtements de sols et de réfection de la toiture pour un coût estimatif fixé à 296 426 €. Eu égard aux dépenses éligibles, l'aide de la Ville pour la réalisation des investissements projetés s'élèverait donc à **20 747 €**.

Institution Notre Dame :
L'établissement envisage d'entreprendre au cours des trois prochaines années, des travaux de mise en conformité accessibilité handicapés et de rénovation, pour un montant global estimé à 229 353 €.

En ce qui concerne l'année **2015,** l'école a prévu des travaux de sécurité et de mise en conformité (accessibilité handicapés) et des travaux d'étanchéité extérieure pour un coût estimatif fixé à 125 525 €. L'aide de la Ville pour la réalisation de l'investissement projeté s'élèverait donc à **12 553 €.**

Institution Notre Dame de Sion :
L'établissement envisage d'entreprendre au cours des trois prochaines années, des travaux de mise en conformité accessibilité handicapés des locaux situés au 8 boulevard de la Dordogne, pour un montant global estimé à 390 007 €.

En ce qui concerne l'année **2015,** l'école a prévu de poursuivre les travaux de mise en conformité pour un coût estimatif fixé à 165 841 €. L'aide de la Ville pour la réalisation de l'investissement projeté s'élèverait donc à **16 584 €.**

Ecole Libre Ste Anne :
L'école envisage d'entreprendre au cours des trois prochaines années divers travaux de mise en conformité, de rénovation – modernisation de salles de classe pour un montant global estimé à 483 646 €.

En ce qui concerne l'année **2015,** l'établissement a prévu des travaux de ravalement des façades du bâtiment principal et de rénovation du bureau de la directrice pour un coût estimatif fixé à 159 077 €. Eu égard aux dépenses éligibles, l'aide de la Ville pour la réalisation des investissements projetés s'élèverait donc à **14 886 €**.

Ecole primaire Saint Etienne :
L'école envisage d'entreprendre au cours des trois prochaines années divers travaux de rénovation et d'aménagement, la création d'un plateau sportif ainsi que le remplacement d'équipements informatiques pour un montant global estimé à 1 717 750 €.

En ce qui concerne l'année **2015,** l'établissement a prévu l'acquisition d'équipements informatiques (2 TBI + 2 PC) pour un coût estimatif fixé à 5 856 €. Eu égard aux dépenses

[2] L'association gestionnaire de l'institution la Providence est la Fondation Providence de Ribeauvillé

éligibles[3], l'aide de la Ville pour la réalisation de l'investissement projeté s'élèverait donc à **115 €.**

Ecole Lucie Berger (Le Gymnase)[4]:
L'établissement a prévu au cours de l'année **2015** des travaux de rénovation des locaux pour un coût estimatif fixé à 155 821 €. L'aide de la Ville pour la réalisation de l'investissement projeté s'élèverait donc à **15 582 €.**

Ecole Michaël :
L'école envisage d'entreprendre au cours des deux prochaines années divers travaux de rénovation des locaux pour un montant global estimé à 175 600 €.

En ce qui concerne l'année **2015,** l'établissement a prévu des travaux de rénovation des sanitaires, divers travaux de réfection et de remplacement des fenêtres pour un coût estimatif fixé à 57 955 €. L'aide de la Ville pour la réalisation des investissements projetés s'élèverait donc à **5 795 €.**

Institution Sainte Clotilde[5] :
L'établissement envisage d'entreprendre au cours des trois prochaines années des travaux de mise en conformité (accessibilité handicapés) et de réfection pour un coût global estimatif fixé à 73 650 €.

En ce qui concerne l'année **2015,** l'établissement a prévu des travaux de remise en état de l'aire de jeux pour un coût estimatif fixé à 10 710 €. L'aide de la Ville pour la réalisation des investissements projetés s'élèverait donc à **1 071 €**.

Ecole Yehouda Halevi :
L'établissement a prévu au cours de l'année **2015** des travaux de rénovation de salles de classe pour un coût estimatif fixé à 10 010 €. L'aide de la Ville pour la réalisation de l'investissement projeté s'élèverait donc à **1 001 €.**

Ecole Tachbar[6] :
L'école a prévu en **2015** des travaux de mise en sécurité et de remplacement des menuiseries extérieures pour un coût estimatif fixé à 40 403 €. L'aide de la Ville pour la réalisation de l'investissement projeté s'élèverait donc à **4 040 €.**

2. Versement complémentaire à l'école Michael au titre du forfait communal 2014/15

[3] Le financement du matériel informatique est accordé selon les principes d'équipement et conditions financières des écoles publiques, à savoir un coût unitaire et forfaitaire de 575€ pour un PC (dans la limite de 14 postes maximum en salle informatique) et de 1 555€ pour un équipement Vidéoprojecteur + PC (en salle de classe)

[4] L'association gestionnaire de l'établissement dénommé « Le Gymnase» est le Conseil Protestant de l'Education de Strasbourg (C.P.E.S.)

[5] L'association gestionnaire de l'institution Sainte Clotilde est la Fondation Providence de Ribeauvillé

[6] L'association gestionnaire de l'école Tachbar est l'Association pour le Développement des Etudes Talmudiques (ADET)

Les délibérations successives de janvier et mai 2015 ont approuvé le versement des aides financières en faveur des écoles privées qui disposent de classes sous contrat d'association et sous contrat simple.

Ainsi, l'école Michael a bénéficié d'un montant de 24 957 € au titre de l'année scolaire 2014/2015 pour les 44 élèves strasbourgeois scolarisés en élémentaire (contre 34 043 € pour 59 élèves strasbourgeois en 2013/2014).

En septembre 2014, l'état des effectifs transmis par l'établissement mentionnait à tort la classe de CE2 hors contrat, ce qui a eu pour conséquence de ne pas comptabiliser l'effectif de la classe dans le montant à verser.

Le Rectorat a confirmé les dispositions prises par l'avenant n°12 au contrat simple signé le 29 octobre 1980 entre l'Etat et l'école Michael de Strasbourg qui place sous contrat d'association les classes suivantes :

	CP	*CE1*	*CE2/ CM1*	*CM2*	*Total*
Nbre de classes	*1*	*1*	*1*	*1*	***4***
Nbre d'élèves strasbourgeois	*12*	*13*	*23*	*9*	***57***

L'effectif strasbourgeois de la classe de CE2 étant de 13 élèves, le montant complémentaire à verser s'élève à 7 374 €.

Ainsi, le présent rapport porte sur l'attribution de subventions d'investissement et sur le versement d'un complément à l'école Michael au titre du forfait communal.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *l'attribution des subventions d'investissement à hauteur de 10% pour la réalisation des projets d'investissement des différents établissements précités et le versement des subventions suivantes, sur l'exercice actuel en fonction de l'avancement des projets, après présentation des factures acquittées et en fonction des inscriptions budgétaires :*

Doctrine Chrétienne	13 269 €
Institution La Providence (Fondation Providence de Ribeauvillé)	20 747 €
Institution Notre Dame	12 553 €
Institution Notre Dame de Sion	16 584 €
Ecole Libre Sainte Anne	14 886 €

Ecole Saint Etienne	115 €
Ecole Lucie Berger (Le Gymnase – C.P.E.S.)	15 582 €
Ecole Michael	5 795 €
Institution Sainte Clotilde (Fondation Providence de Ribeauvillé)	1 071 €
Ecole Yehouda Halevi	1 001 €
Ecole Tachbar (A.D.E.T.)	4 040 €
soit un montant total de	**105 643 €**

- *le versement complémentaire de 7 374 € à l'école Michael pour la prise en compte de 13 élèves strasbourgeois de la classe de CE2 au titre de l'année scolaire 2014/2015.*

décide

l'imputation des dépenses sur les crédits prévus au Budget 2015 de la Ville de Strasbourg, fonction 20, nature 20422, CRB DE01, programme n° 7008 et fonction 213, nature 6574, CRBDE01, programme 8027

autorise

M. le Maire ou son représentant à faire procéder au mandatement desdites subventions.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Direction de l'enfance et de l'éducation
Service Administration générale - Département Finances

25 septembre 2015

Annexe au rapport au Conseil Municipal du 20 novembre 2015

Objet : **Aides financières aux écoles privées**

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation (a)	Imputation	Crédits disponibles (BP+BS/DM) au présent conseil	Montant sollicité	Montant octroyé
Doctrine Chrétienne	4	Fonction : 20 Nature : 20422 Progr. n° 7008 CRB : DE01	140 000 €	14 612 €	13 269 €
Institut La Providence	4			29 643 €	20 747 €
Institut Notre Dame	4			12 553 €	12 553 €
Institut Notre Dame de Sion	4			16 584 €	16 584 €
Ecole Libre Ste Anne	4			15 908 €	14 886 €
Saint Etienne	4			586 €	115 €
Ecole Lucie Berger (Le Gymnase - Conseil Protestant de l'Education)	4			15 582 €	15 582 €
Ecole Michael	4			5 795 €	5 795 €
Institut Sainte Clotilde	4			1 071 €	1 071 €
Ecole Yehouda Halevi	4			1 001 €	1 001 €
Ecole Tachbar (A.D.E.T.)	4			4 040 €	4 040 €
			Total :	**117 375 €**	**105 643 €**

(a) 1 Subvention d'une action
2 Subvention annuelle de fonctionnement général
3 Subvention exceptionnelle ou complémentaire relative au fonctionnement général
4 Subvention d'investissement

53

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Cité de la Musique et de la Danse - Convention transactionnelle SOCOB. Conclusion d'une convention transactionnelle avec la compagnie AXA France IARD suite à une expertise judiciaire à l'initiative de la ville de Strasbourg relative aux travaux de chapes flottantes réalisées dans le cadre des travaux de construction du nouveau Conservatoire National de la Région de Strasbourg.

Par la présente délibération, il est proposé au conseil d'approuver la conclusion d'une convention transactionnelle avec la compagnie AXA FRANCE IARD assureur RC décennale de la société SOCOB faisant suite à une expertise diligentée par la Ville de Strasbourg dans le cadre de désordres affectant les chapes dans le bâtiment de la Cité de la Musique et de la Danse.

La ville de Strasbourg a conclu avec la société SOCOB un marché référencé n°02-309, notifié le 4 octobre 2002, ayant pour objet **« Construction du nouveau Conservatoire National de la Région de Strasbourg – lot n°8 – chapes flottantes »**

Le marché a été conclu pour un montant de 141 155,44 €uros hors taxes. Les travaux ont été réceptionnés le 09 décembre 2005. L'établissement est en activité depuis le mois de janvier 2006.

Description du marché :

Le marché comprenait la réalisation de chapes flottantes sur résiliant aux étages suivants : rez-de-chaussée, 1er étage, 2ème étage, 3ème étage, 4ème étage.

Désordres apparus après la réception des travaux :

A partir de 2008, des désordres affectant les chapes sont apparus dans une salle du rez-de-chaussée et au 3ème étage. La société a accepté de refaire les chapes dans le cadre de la garantie décennale des ouvrages.
Par la suite d'autres dégradations sont progressivement apparues au niveau de différents étages. Des crevasses se sont formées dans le revêtement de sols présentant un risque pour le public et le personnel.

Plusieurs courriers ont été adressés à l'entreprise afin qu'elle entreprenne des travaux dans le cadre de la garantie décennale. La société SOCOB n'a jamais déféré aux sollicitations pourtant répétées de la ville de Strasbourg.

Par requête enregistrée au greffe du Tribunal administratif de Strasbourg le 2 novembre 2011, la Ville de Strasbourg a sollicité du Président du Tribunal la désignation d'un expert.

Par ordonnance du 4 avril 2013, le Président du tribunal administratif a désigné M. Gilles YENGO, ingénieur expert agréé, sis à 68240 FRELAND, en qualité d'expert.

L'expert a déposé son rapport le 4 juillet 2015. La faible résistance mécanique du mortier constitutif des chapes est à l'origine de la rupture de ces dernières et requiert leur changement ainsi que celui des matériaux connexes. Le désordre résulte d'un défaut d'exécution imputable à la société SOCOB qui a réalisé l'ouvrage.

L'indemnité totale retenue par l'expert s'établit à 143 890,91 € HT.

Synthèse et négociations :

Après avoir pris connaissance du rapport d'expertise, la Ville de Strasbourg, la compagnie AXA France IARD, en sa qualité d'assureur RC décennale de la société SOCOB se sont rapprochées afin de rechercher un règlement amiable du différend.

La compagnie AXA France IARD accepte d'indemniser la ville de Strasbourg, en prenant comme référence le montant retenu par l'expert, **143 890,91 € HT.**

Au montant de l'indemnité correspondant à la réparation du préjudice subi s'ajoutent les frais d'expertise, d'un montant de **16 740 € TTC**.

Cette transaction implique évidemment une renonciation du groupement à tout recours contentieux.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le principe de règlement amiable du différend avec la compagnie AXA France IARD au moyen d'une convention transactionnelle portant indemnisation du préjudice subi et des frais d'expertise engagés par la Ville ;*

- *la conclusion d'une convention transactionnelle selon le projet joint à la présente délibération avec la compagnie AXA France IARD, dont les stipulations essentielles portent d'une part, sur l'engagement de la compagnie AXA France IARD à verser à la ville de Strasbourg, une indemnité de 143 890,91 € HT correspondant au préjudice*

subi à laquelle s'ajoute une indemnité de 16 740 € TTC correspondant aux frais d'expertise, à la ville de Strasbourg, à l'engagement des parties à renoncer à tout recours l'une envers l'autre, à toute instance et/ou action portant sur les faits entrant dans le champ de la présente transaction et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent, sous réserve de l'article L.2131-10 du CGCT,

autorise

le Maire ou son représentant :

- *à signer une convention transactionnelle avec la compagnie AXA France IARD pour indemniser la Ville du préjudice subi et des frais d'expertise engagés.*

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

CONVENTION TRANSACTIONNELLE

Convention transactionnelle

Entre :

- la Ville de Strasbourg, sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, agissant en exécution d'une délibération du Conseil municipal (séance à venir du 20 novembre 2015)

d'une part,

Et :

- la compagnie AXA FRANCE IARD Société Anonyme au capital de 214 799.030 € dont le siège social est 313 Terrasses de l'Arche 92 727 NANTERRE Cedex (722 057 460 RCS NANTERRE), en sa qualité d'assureur RC décennale de la société SOCOB,

d'autre part.

Vu le Code civil (art. 2044 et suivants),

Vu le rapport d'expertise de M. Gilles YENGO, expert près la Cour d'appel de Colmar, déposé au Tribunal administratif de Strasbourg le 04/07/2015 (procédure n°1205194).

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

Dans le cadre de la zone d'aménagement concerté de la place de l'Etoile, la Ville de Strasbourg a, par délibération de son conseil municipal en date du 6 juillet 1998, décidé la réalisation d'un nouveau bâtiment destiné à abriter les futures activités du Conservatoire National de Région (dénommé ultérieurement "Cité de la musique et de la danse").

La Ville, maître d'ouvrage, a confié à la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (S.E.R.S.), intervenant en tant que mandataire, la réalisation de l'opération sur les plans technique, juridique, administratif et financier.

La maîtrise d'œuvre a été confiée au groupement constitué de :

- Henri GAUDIN, Architecte, mandataire du groupement, 99, rue du Faubourg du Temple à 75010 PARIS ;
- OTH EST, Bureau d'Etudes Techniques, Economistes, Préventionniste, 10, avenue Mendès-France à 67300 SCHILTIGHEIM ;
- ACOUSTIQUE ET CONSEIL, Acousticien, 17-19, rue des Grandes Terres à 92508 RUEIL-MALMAISON ;
- Cabinet RIOUALEC, Scénographe, 10, rue Pierre Curie à 92330 SCEAUX.

Le marché relatif aux chapes a été confié à la société SOCOB pour un montant de 141 155, 44 € HT dans le cadre d'un lot 8 (annexe n°1).
Le marché a été conclu le 20 juin 2002 (date de l'acte d'engagement) et notifié le 4 octobre 2002.

Les travaux de construction de la Cité de la Musique et de la Danse ont été réceptionnés le 9 décembre 2005, excepté les travaux de CVC réceptionnés le 21 mars 2006.
La Commission de Sécurité a donné un avis favorable à l'ouverture du public en janvier 2006.

L'établissement est en activité depuis le mois de janvier 2006.

Le présent équipement est en phase d'exploitation depuis septembre 2005.

A partir de 2008, il a été constaté des désordres affectant les chapes réalisées par la société SOCOB sur des dalles en béton dans plusieurs locaux de la Cité de la Musique et de la Danse à Strasbourg.

Durant l'été 2008, la société a accepté de reprendre la chape de la salle 21 situé au rez-de-chaussée ainsi que plusieurs mètres carrés de chapes au 3ème étage.
Par la suite d'autres dégradations sont progressivement apparues au niveau de différents étages.
Un premier courrier adressé à la société SOCOB daté du 22 juillet 2011 et réceptionné le 23 juillet 2011 mentionnait : ***« Des effritements des chapes ainsi que la formation de creux sous les revêtements de sols ».***

Le même courrier sollicita l'entreprise pour entreprendre les réparations dans le cadre de la garantie décennale.

La société SOCOB ne déféra jamais aux sollicitations pourtant répétées de la Ville de Strasbourg en témoigne un courrier du 14 mai 2012.

Il apparaît que la Ville a notamment saisi l'entreprise de demandes de reprise des travaux successives le 22 juillet 2011, en décembre 2011, le 16 mars 2012, puis le 14 mai 2012.
Ces demandes itératives formulées par voie de courrier comportant une mise en demeure sont restées infructueuses, à commencer par la plus récente celle adressée le 14 mai 2012.

Pourtant, à l'occasion d'une réunion organisée dans les locaux de la Cité de la Musique et de la Danse en juillet 2011, le représentant de la société SOCOB avait : ***« …reconnu que les dégradations entraient dans le même champ d'application que celles qui avaient affecté une salle de rez-de-chaussée (salle 21)… »*** et qui avaient été, à l'époque des faits (2008), prises en charges par l'assurance décennale.

Depuis lors, l'état des chapes n'a cessé de se dégrader, de même que les désordres affectent de nouveaux locaux (salles de cours, circulations, ….).
Les chapes s'émiettent progressivement et ne présentent plus de résistance suffisante sous les poids des instruments entreposés (pianos) et des personnes.
Il se forme des crevasses dans le revêtement de sols présentant un risque pour le public et le personnel.
La maîtrise d'ouvrage a pris des mesures conservatoires consistant à ponter les affaissements des chapes par des revêtements fixés en périphérie par un système de fixation visible et attirant l'attention des personnes sur les risques potentiels.

La maîtrise d'ouvrage a pu relever une dégradation progressive : les crevasses deviennent de plus en plus importantes et s'élargissent par effet d'induction et au passage des personnes et engins de manutention.

Devant la persistance dans le temps, et la progression en intensité et en fréquence des désordres, la Ville de Strasbourg a sollicité les services d'un Huissier en vue de dresser un constat des désordres relevés, à titre conservatoire, dans la perspective de la saisine du Tribunal de céans.

Par requête enregistrée au greffe du Tribunal administratif de Strasbourg le 2 novembre 2011, la Ville de Strasbourg a sollicité du Président du Tribunal la désignation d'un expert, en vue notamment de donner un avis motivé sur l'origine et les causes des difficultés et dysfonctionnements qui seraient constatés et le cas échéant, évaluer la nature des travaux nécessaires pour remédier à ces difficultés et dysfonctionnements et en évaluer le coût.

Par ordonnance du 4 avril 2013, le Président du tribunal administratif a désigné M. Gilles YENGO, ingénieur expert agréé, sis à 68240 FRELAND, en qualité d'expert.

L'expert a déposé son rapport le 4 juillet 2015.
Les principaux désordres relevant de la garantie décennale de la société SOCOB résultent de la faible résistance mécanique du mortier constitutif et relèvent d'un défaut d'exécution.

Ceci nécessite un remplacement des chapes et des matériaux connexes.
L'indemnité totale retenue par l'expert s'établit à 143 890.91 € ht.

L'expertise est ainsi venue entériner le bien-fondé de la position technique de la Ville de Strasbourg.

La Ville de Strasbourg aurait à présent la possibilité de saisir le tribunal administratif d'un recours au fond, en indemnité, sans être lié par les conclusions de l'expert en ce qui concerne l'étendue de sa réclamation. Un contentieux retarderait encore le règlement du litige, déjà pendant depuis plusieurs années. Même si le juge administratif n'est pas lié par les conclusions de l'expert, celui-ci est généralement suivi.

Aussi, après avoir pris connaissance du rapport d'expertise, la Ville de Strasbourg, la compagnie AXA FRANCE IARD, assureur décennal de la société SOCOB se sont rapprochées afin de rechercher un règlement amiable du différend.
Un tel mode de règlement paraît avantageux pour l'ensemble des parties :
Le procédé de la transaction, prévu aux articles 2044 et suivants du code civil, permet ainsi de faire l'économie d'une longue procédure contentieuse, et des inconvénients qui en résulteraient pour les parties. Son usage en matière de marchés publics est parfaitement admis par la jurisprudence administrative.

C'est pourquoi les parties conviennent de conclure la présente convention transactionnelle.

En vertu de cette transaction, la compagnie AXA FRANCE IARD accepte d'indemniser la Ville de Strasbourg, en prenant comme référence le montant retenu par l'expert, **143 890,91 € ht.**

Au montant de l'indemnité correspondant à la réparation du préjudice subi s'ajoutent les frais d'expertise, d'un montant de **16 740 € ttc**. En effet, en cas de contentieux, les frais d'expertise, qui ont été avancés par la Ville de Strasbourg, seraient mis à la charge des parties perdantes.

Cette transaction implique évidemment une renonciation de la Ville de Strasbourg à tout recours contentieux.

*
**

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

L'objet de la présente convention, qui s'analyse comme une transaction au sens de l'article 2044 du Code civil, est de permettre de terminer une contestation entre les parties.

Il s'agit de déterminer les conditions dans lesquelles la compagnie AXA FRANCE IARD, assureur RC décennale de la société SOCOB indemnisera la Ville de Strasbourg.

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties. Celle-ci interviendra dans les meilleurs délais, après approbation du règlement transactionnel par le conseil municipal de la Ville de Strasbourg.

Article 2 - Montant de l'indemnité et répartition de la charge de l'indemnisation :

AXA FRANCE IARD accepte de verser à la ville de Strasbourg une indemnité se décomposant comme suit :

- au titre des dommages de nature décennale : 143 890,91 € ht ;
- au titre des frais d'expertise avancés par la Ville de Strasbourg: 16 740 € TTC.

Cette indemnité vaut solde de tout compte, la Ville de Strasbourg renonçant au surplus de sa réclamation indemnitaire.

Article 3 – Modalités de règlement :

La compagnie AXA FRANCE IARD s'acquittera de l'indemnité convenue à l'article 2 auprès du Receveur des finances de la Ville de Strasbourg, dans le délai maximum de 15 jours suivant la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 4 - Engagement de non-recours :

Les parties déclarent expressément renoncer à tout recours, se désister de toutes instances, portant sur les faits entrant dans le champ de la présente transaction.

La Ville de Strasbourg renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du Code général des collectivités territoriales.

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil, avec toutes les conséquences de droit qui s'y attachent.

A ce titre, elle règle définitivement entre les parties tout litige tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L. 2131-1 à L. 2131-13, L. 2541-1 et L. 5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

<u>Article 5 - Compétence d'attribution</u> :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Strasbourg, le	A , le
Pour la Ville de Strasbourg,	Pour la compagnie AXA France IARD,
Lu et approuvé - « Bon pour transaction »	Lu et approuvé - « Bon pour transaction »
Le Maire,	
M. Roland RIES	M.

Gilles YENGO
Bureau d'études structures et toitures
Expert près la Cour d'Appel de Colmar
17, rue des Pins
68240 FRELAND
06 07 17 88 84
yengo.gilles@wanadoo.fr

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE STRASBOURG

Ville de STRASBOURG ./. Sté SOCOB, AXA, GAUDIN, S.A.R.L. EGIS BATIMENTS

Dossier n° 1205194 – Ordonnances du 4 avril 2013, du 28 novembre 2013 et du 5 septembre 2014

RAPPORT D'EXPERTISE


Cliché 1


Cliché 2

Fréland, le 4 juillet 2015

SOMMAIRE

1. LES PARTIES ..... page 3

2. CHEFS DE MISSION ..... page 4

3. DEROULEMENT DES OPERATIONS D'EXPERTISE
   - 3.1 HISTORIQUE DES OPERATIONS ..... page 5 à 8
   - 3.2 DOCUMENTS COMMUNIQUES À L'EXPERT ..... page 9 à 11
   - 3.3 DOCUMENTS COMMUNIQUES PAR L'EXPERT ..... page 11

4. DEVELOPPEMENT – CHEFS DE MISSION ..... page 12

5. REPONSES ET COMMENTAIRES RELATIFS AUX DIRES ET OBSERVATIONS DES PARTIES ..... page 30

6. FIN DU DOCUMENT ..... page 31

DOCUMENTS ANNEXES



- Annexe 01 - Acte d'engagement SOCOB
- Annexe 02 - DPGF lot n° 8, chapes
- Annexe 03 - Attestation AXA assureur SOCOB
- Annexe 04 - Marché maîtrise d'œuvre (= pièce 42 de la Ville de STRASBOURG, sept 1ères pages seulement)
- Annexe 05 - Convention de cotraitance
- Annexe 06 - Marché de contrôle technique passé avec SOCOTEC
- Annexe 07 - DPGF lot 17 contractualisé par la Sté CDRE
- Annexe 08 - Rapport labo GINGER du 27/05/2014
- Annexe 09 - Rapport EUROFINS du 29/01/2015

1. LES PARTIES

Ville de STRASBOURG ./. Sté SOCOB, AXA, GAUDIN, S.A.R.L. EGIS BATIMENTS

TA de STRASBOURG – Dossier n° 1205194 – Ordonnance du 04 avril 2013

Titre	Matière
DESORDRES AFFECTANT LES CHAPES DE LA CITE DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE A STRASBOURG	21 MARCHES & CONTRATS 210303 MARCHE DES CL - FIN

Décisions			
04/04/2013	Ordonnance référé d'expertise	Expertise	

Litige	Décision attaquée
(Bas-Rhin) le 02/11/2012	

Qualité	N°	Acteur	Mandataires
REQUERANTS	1	COMMUNE DE STRASBOURG Hôtel de Ville 67076 STRASBOURG	
DEFENDEURS	1	SOCIETE SOCOB 10 rue Emile Picard 67380 LINGOLSHEIM	A1
	2	AXA ENTREPRISES IARD Règlements construction IDF 92901 CERGY POINTOISE Cedex	A3
	3	GAUDIN Henri 99 rue du faubourg du Temple 75010 PARIS	
	4	SARL EGIS BATIMENTS GRAND EST BET OTH EST 10 avenue Pierre Mendès France 67300 SCHILTIGHEIM	A4
EXPERTS	1	Monsieur YENGO Gilles 17 rue des Pins 68240 FRELAND	
AVOCATS	1	Maître REINHARDT MICHEL 6 QUAI KLEBER 67000 STRASBOURG	
	2	Maître FREEMAN-HECKER Emmanuelle Annulé	
	3	Maître SEGUIN Rémy 7 place Sébastien Brant 67085 STRASBOURG Cedex 1	
	4	Maître HOFMANN Philippe 9 Ter rue Pasteur 57000 METZ	

Ordonnance du 28 novembre 2013

Article 1er : Les opérations de l'expertise prescrite par l'ordonnance susvisée du juge, statuant en référé, en date du 4 avril 2013, sont étendues à la société Socotec.

Ordonnances du 5 septembre 2014

Article 1er : Les opérations de l'expertise prescrite par l'ordonnance du juge, statuant en référé, en date du 4 avril 2013, sont étendues à la société CDRE.

----- oOo -----

EXPERT DESIGNE :

Gilles YENGO
17, rue des Pins
68240 FRELAND

2. CHEFS DE MISSION

1. *se rendre sur les lieux, entendre les parties, prendre connaissance de tous documents utiles ; donner tous éléments et établir tous plans, croquis ou schémas, produire des photos, utiles à la compréhension des faits de la cause ;* ..... page 12

2. *rechercher et préciser les liens contractuels unissant les parties, décrire les missions confiées par le maître de l'ouvrage à chacun des constructeurs qu'il attrait à la présente instance, et si possible, annexer à son rapport les marchés, avenants, ordres de service et tous autres documents utiles ;* ..... page 13

3. *dire si les travaux ont été réceptionnés et à quelle date ;* ..... page 14

4. *procéder à la constatation et au relevé précis et détaillé des désordres qui affectent l'ouvrage, et notamment les chapes réalisées sur des dalles en béton dans plusieurs locaux, en précisant leurs dates d'apparition ;* ..... page 14

5. *décrire les désordres et malfaçons constatés ; dire s'ils sont évolutifs ou généralisés et réunir les éléments d'information permettant de dire s'ils sont de nature à rendre l'ouvrage impropre à sa destination ou à compromettre sa solidité ;* ..... page 18

6. *donner tous les éléments utiles d'appréciation sur la ou les causes des désordres constatés, en précisant si ces derniers sont imputables à un vice de conception, à un défaut de surveillance ou à des fautes d'exécution, ou encore à toute autre cause (notamment une mauvaise utilisation des lieux par l'occupant), et, dans le cas de causes multiples, en indiquant la part d'imputabilité de chacune d'entre elles ;* ..... page 25

7. *indiquer la nature et le coût des travaux nécessaires à la réparation (les désordres), en précisant la plus value éventuelle apportée par ces travaux ;* ..... page 27

8. *indiquer les travaux éventuels à réaliser d'urgence, dans l'hypothèse ou les désordres ID relevés seraient de nature à constituer un risque pour la sécurité des usagers ;* ..... page 28

9. *fournir au juge tous autres éléments qu'il jugera utiles de nature à lui permettre d'apprécier les responsabilités encourues et l'étendue des préjudices.* ..... page 29

3. DEROULEMENT DES OPERATIONS D'EXPERTISE

3.1 HISTORIQUE DES OPERATIONS

- 18/04/2013, réception du dossier du TA (pièces listées au chapitre 3.2).
- 22/04/2013, acceptation de mission et convocation au 23/05/2013, ont été convoqués :

0	VILLE DE STRASBOURG	LR+AR	Hôtel de Ville – 67076 STRASBOURG
1	Sté SOCOB	LR+AR	10, rue Emile Picard – 67380 LINGOLSHEIM
1	Me Michel REINHARDT accueil@rzp-avocats.fr		6, quai Kléber – 67000 STRASBOURG
2	AXA ENTREPRISES IARD	LR+AR	Règlts construction IDF–92901 CERGY PONTOISE cedex
2	Me Rémy SEGUIN remy.seguin@hskavocats.com		7, place Sébastien Brant – 67085 STRASBOURG cedex 1
3	M. Henri GAUDIN	LR+AR	99, rue du Fbg du Temple – 75010 PARIS
4	S.A.R.L. EGIS BATIMENTS	LR+AR	10, avenue Pierre Mendès France – 67300 SCHILTIGHEIM
4	Me Philippe HOFMANN hofmannphilippe@wanadoo.fr		9 Ter rue Pasteur – 57000 METZ

- 23/05/2013, réunion d'expertise sur les lieux où se rencontrent :

0 M. Michael GOMPEL, juriste VILLE DE STRASBOURG,
0 Mme Florence MATHONAT, Chef de projet, Directrice Construction, VILLE DE STRASBOURG,
0 Mme Maude FRIEH, responsable finances et logistique CRR, VILLE DE STRASBOURG
0 M. Vincent DUBOIS, Directeur CMD (Cité de la Musique et de la Danse), VILLE DE STRASBOURG,
0 Mme Catherine MARCO, Directrice adjointe CMD, VILLE DE STRASBOURG
0 M. Stéphane DESIRE, technicien maintenance de la VILLE DE STRASBOURG
1 M. Francis FROSSARD, gérant de la Sté SOCOB,
1 Me Elodie ARGENCE, avocat SOCOB,
2 Me Rémy SEGUIN, avocat AXA,
2 M. Benoît ZILLIOX, expert SARETEC pour AXA,
4 Me Philippe HOFMANN, avocat de la S.A.R.L. EGIS BATIMENT,

Etait absent et non représenté :

3 M. Henri GAUDIN, architecte mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre de l'opération

- 24/05/2013, dire de Me REINHARDT et pièces 1 à 3 listées au chapitre 3.2.
- 30/05/2013, courrier du TA communiquant le mémoire de Me HOFMANN du 18/04/2013.
- 11/06/2013, note aux parties n° 1.
- 03/07/2013, courrier de Me SEGUIN et pièces 1 à 4 listées au chapitre 3.2.
- 04/07/2013, dire n° 2 de Me REINHARDT et pièces 4 à 12 listées au chapitre 3.2.
- 15/07/2013, téléchargement du dire n° 1 de la VILLE DE STRASBOURG et pièces 1 à 42 listées au chap. 3.2
- 27/08/2013, courrier au TA relatif à la mise en cause du contrôleur technique SOCOTEC (joint avec la note aux parties n° 2)
- 27/08/2013, note aux parties n° 2.
- 30/08/2013, courrier du TA de STRASBOURG : demande des coordonnées du CT SOCOTEC
- 12/09/2013, courriel du soussigné adressé à la VILLE DE STRASBOURG : demande des coordonnées du CT SOCOTEC
- 16/09/2013, courriel de la VILLE DE STRASBOURG communiquant les coordonnées de SOCOTEC
- 17/09/2013, courriel à la VILLE DE STRASBOURG : demande de documenter le marché SOCOTEC
- 17/09/2013, courriel de la VILLE DE STRASBOURG qui demande le marché SOCOTEC à la SERS
- 19/09/2013, courriel de la VILLE DE STRASBOURG communiquant le marché SOCOTEC
- 20/09/2013, courrier au TA motivant la mise en cause du CT SOCOTEC
- 22/10/2013, dire n° 2 de la VILLE DE STRASBOURG et devis de réfection
- 18/11/2013, dire n° 3 de Me REINHARDT
- 28/11/2013, ordonnance d'extension à SOCOTEC reçu le 05/12/2013
- 06/12/2013, convocation au 15/01/2014, étaient convoqués :

1	VILLE DE STRASBOURG michael.gompel@strasbourg.eu		Vos réf : **dossier n° 201200170**
1	Sté SOCOB fsocob@club.fr		~~10, rue Emile Picard – 67380 LINGOLSHEIM~~
1	Me Michel REINHARDT accueil@rzp-avocats.fr		~~6, quai Kléber – 67000 STRASBOURG~~
2	AXA ENTREPRISES IARD	~~LR+AR~~	Règlts construction IDF–92901 CERGY PONTOISE cedex
2	Me Rémy SEGUIN remy.seguin@hskavocats.com		~~7, place Sébastien Brant – 67085 STRASBOURG cedex 1~~
2	M. Benoît ZILLIOX, bzilliox@saretec.fr (informé)		
3	M. Henri GAUDIN	LR+AR	99, rue du Fbg du Temple – 75010 PARIS
4	SARL EGIS BATIMENTS	~~LR+AR~~	10, avenue Pierre Mendès France – 67300 SCHILTIGHEIM
4	Me Philippe HOFMANN hofmannphilippe@wanadoo.fr		~~9 Ter rue Pasteur – 57000 METZ~~
5	SOCOTEC SA	LR+AR	30, rue du Faubourg de Saverne – 67085 STRASBOURG
5	SOCOTEC SA	LR+AR	Les Quadrants, 3 avenue du Centre – GUYANCOURT – 78182 ST QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX

- 22/12/2013, demande de prorogation de délai au 31/03/2014

- 15/01/2014, réunion d'expertise sur les lieux où se rencontrent :

0 M. Michael GOMPEL, juriste VILLE DE STRASBOURG,
0 Mme Florence MATHONAT, Chef de projet, Directrice Construction, VILLE DE STRASBOURG,
0 M. Vincent DUBOIS, Directeur CMD (Cité de la Musique et de la Danse), VILLE DE STRASBOURG,
0 Mme Catherine MARCO, Directrice adjointe CMD, VILLE DE STRASBOURG
0 M. Stéphane DESIRE, technicien maintenance de la VILLE DE STRASBOURG
1 ~~M. Francis FROSSARD~~, gérant de la Sté SOCOB,
1 Me Elodie ARGENCE, avocat SOCOB,
2 Me Rémy SEGUIN, avocat AXA, assureur SOCOB
2 M. Benoît ZILLIOX, expert SARETEC pour AXA, assureur SOCOB
4 Me Philippe HOFMANN, avocat de la S.A.R.L. EGIS BATIMENT,
4 Melle Bénédicte HOFMANN, élève avocat chez Me Philippe HOFMANN
4 M. THOMAS, expert pour EGIS
5 M. Daniel SCHMITT, Ets SOCOTEC

Etait absent et non représenté :

3 M. Henri GAUDIN, architecte mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre de l'opération

- 16/01/2014, courriel de la VILLE DE STRASBOURG et renvoi des pièces 6, 7, 13 et 16
- 17/01/2014, courriel de la VILLE DE STRASBOURG communiquant la DROC
- 22/01/2014, dire n° 1 de Me HOFMANN
- 23/01/2014, ordonnance de prorogation de délai au 31/03/2014
- 24/01/2014, diffusion des attestations d'assurance par la VILLE DE STRASBOURG
- 04/02/2014, note aux parties n° 3
- 11/02/2014, consultation technique et financière du laboratoire GINGER
- 11/02/2014, devis GINGER EST7.E.0007 pour l'analyse chape
- 14/02/2014, envoi du CD ROM de pièces à la Sté SOCOTEC
- 15/02/2014, note aux parties n° 4
- 15/02/2014, courrier au TA pour l'accord du mandat de la Sté GINGER
- 18/02/2014, dire n° 1 de Me SEGUIN pour AXA, assureur SOCOB,
- 19/02/2014, courrier au TA : demande d'allocation provisionnelle visant la mission de GINGER
- 25/02/2014, dire n° 4 de Me REINHARDT et pièces
- 06/03/2014, réception de l'ordonnance d'allocation provisionnelle du 25/02/2014
- 06/03/2014, note aux parties n° 5 : commande au laboratoire GINGER
- 13/03/2014, dire n° 3 de la VILLE DE STRASBOURG
- 13/03/2014, note aux parties n° 6 informant d'une visite technique le 27/03/2014 : ont été informés :

1	Ville de STRASBOURG michael.gompel@strasbourg.eu		Vos réf : **dossier n° 201200170**
1	Sté SOCOB fsocob@club.fr		~~10, rue Emile Picard – 67380 LINGOLSHEIM~~
1	Me Michel REINHARDT accueil@rzp-avocats.fr		~~6, quai Kléber – 67000 STRASBOURG~~
2	AXA ENTREPRISES IARD	~~LR+AR~~	~~Règlts construction IDF 92901 CERGY PONTOISE cedex~~
2	M. Benoît ZILLIOX, bzilliox@saretec.fr (informé)		
2	Me Rémy SEGUIN remy.seguin@hskavocats.com		~~7, place Sébastien Brant – 67085 STRASBOURG cedex 1~~
3	M. Henri GAUDIN	LR+AR	99, rue du Fbg du Temple – 75010 PARIS
4	SARL EGIS BATIMENTS	~~LR+AR~~	~~10, avenue Pierre Mendès France – 67300 SCHILTIGHEIM~~
4	Me Philippe HOFMANN hofmannphilippe@wanadoo.fr		~~9 Ter rue Pasteur – 57000 METZ~~
5	SOCOTEC M. D. SCHMITT daniel.schmitt@socotec.com	~~LR+AR~~	~~30, rue du Faubourg de Saverne – 67085 STRASBOURG~~
	Ets GINGER GEBTP la.moalic@gingergroupe.com		

- 27/03/2014, dire n° 5 de Me REINHARDT
- 27/03/2014, réunion d'expertise sur les lieux où se rencontrent :

0 M. COUDRY de la CMD, VILLE DE STRASBOURG,
1 M. Francis FROSSARD, gérant de la Sté SOCOB,
M. MOALIC, laboratoire GINGER CEBTP

- 06/04/2014, information du soussigné à GINGER des lieux de sondage
- 09/04/2014, organisation des dates de prélèvement
- 23/04/2014, courriel aux acteurs informant de l'intervention GINGER le 25/04/2014 à 9h00
- 26/05/2014, dire n° 4 de la VILLE DE STRASBOURG
- 27/05/2014, réception du rapport du laboratoire GINGER
- 27/05/2014, note aux parties n° 7 communiquant le rapport GINGER du 27/05/2014
- 30/05/2014, note aux parties n° 8 faisant suite au dire n° 4 de la VILLE DE STRASBOURG
- 30/05/2014, convocation au 19 juin 2014, ont été convoqués :

1	Ville de STRASBOURG michael.gompel@strasbourg.eu	Vos réf : **dossier n° 201200170**
1	Sté SOCOB fsocob@club.fr	~~10, rue Emile Picard – 67380 LINGOLSHEIM~~
1	Me Michel REINHARDT accueil@rzp-avocats.fr	~~6, quai Kléber – 67000 STRASBOURG~~

2 AXA ENTREPRISES IARD ~~LR+AR~~ ~~Règlts construction IDF 92901 CERGY PONTOISE cedex~~
2 M. Benoît ZILLIOX, bzilliox@saretec.fr (informé)
2 Me Rémy SEGUIN remy.seguin@hskavocats.com ~~7, place Sébastien Brant – 67085 STRASBOURG cedex 1~~
3 M. Henri GAUDIN LR+AR 99, rue du Fbg du Temple – 75010 PARIS
4 SARL EGIS BATIMENTS ~~LR+AR~~ ~~10, avenue Pierre Mendès France – 67300 SCHILTIGHEIM~~
4 Me Philippe HOFMANN hofmannphilippe@wanadoo.fr ~~9 Ter rue Pasteur – 57000 METZ~~
5 SOCOTEC M. D. SCHMITT daniel.schmitt@socotec.com ~~LR+AR~~ ~~30, rue du Faubourg de Saverne – 67085 STRASBOURG~~

- 30/05/2014, courriel aux parties relatif aux pièces à communiquer à M. GAUDIN
- 19/06/2014, réunion d'expertise sur les lieux où se rencontrent :

0 M. Michael GOMPEL, juriste Ville de STRASBOURG,
0 Mme Florence MATHONAT, Chef de projet, Directrice Construction, Ville de STRASBOURG,
0 Mme Catherine MARCO, Directrice adjointe CMD, Ville de STRASBOURG
1 M. Francis FROSSARD, gérant de la Sté SOCOB,
1 Me Elodie ARGENCE, avocat SOCOB,
2 Me Rémy SEGUIN, avocat AXA,
2 M. Thierry BISUA, expert SARETEC pour AXA, substituant M. ZILLIOX
4 M. Jean-Pierre THOMAS, expert pour la S.A.R.L. EGIS BATIMENT
4 Me Philippe HOFMANN, avocat de la S.A.R.L. EGIS BATIMENT,
5 M. Daniel SCHMITT, Ets SOCOTEC, contrôleur technique
Etait absent et non représenté :
3 M. Henri GAUDIN, architecte mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre de l'opération

- 23/06/2014, courrier de Me SEGUIN communiquant les coordonnées de la Sté SURFACES ET STRUCTURES
- 29/06/2014, courrier au TA visant la mise en cause de la Sté CDRE
- 29/06/2014, note aux parties n° 9 suite à la réunion du 19/06/2014
- 03/07/2014, courrier de Me SEGUIN et coordonnées du Moe ATHIS
- 21/07/2014, courrier de Me MONHEIT informant de son intervention pour M. GAUDIN
- 23/07/2014, courriel à Me MONHEIT et envoi des notes aux parties
- 05/08/2014, courrier de Me REINHARDT demandant des informations au laboratoire GINGER
- 05/08/2014, courrier du soussigné au laboratoire GINGER suite au courrier de Me REINHARDT
- 22/08/2014, courrier GINGER EST7.E.004 responsif à la demande de renseignement
- 24/08/2014, note aux parties n° 10 : diffusion de la réponse GINGER
- 04/09/2014, courrier de Me REINHARDT informant de la consultation de l'assureur de la Sté SOCOB
- 05/09/2014, ordonnance d'extension à la Sté CDRE et prorogation de délai au 31 mars 2015
- 12/09/2014, courrier responsif du soussigné à Me REINHARDT
- 05/10/2014, courrier du soussigné à Me REINHARDT : demande d'information
- 13/10/2014, courriel de Me SEGUIN et devis EUROFINS (analyse chape)
- 07/11/2014, convocation au 20 novembre 2014, ont été convoqués :

1 Ville de STRASBOURG michael.gompel@strasbourg.eu Vos réf : **dossier n° 201200170**
1 Sté SOCOB fsocob@club.fr ~~10, rue Emile Picard – 67380 LINGOLSHEIM~~
1 Me Michel REINHARDT accueil@rzp-avocats.fr ~~6, quai Kléber – 67000 STRASBOURG~~
2 AXA ENTREPRISES IARD ~~LR+AR~~ ~~Règlts construction IDF 92901 CERGY PONTOISE cedex~~
2 M. Benoît ZILLIOX, bzilliox@saretec.fr (informé)
2 Me Rémy SEGUIN remy.seguin@hskavocats.com ~~7, place Sébastien Brant – 67085 STRASBOURG cedex 1~~
3 M. Henri GAUDIN ~~LR+AR~~ ~~99, rue du Fbg du Temple – 75010 PARIS~~
3 Me Daniel MONHEIT daniel.monheit@wanadoo.fr ~~4, rue du Conseil Souverain – 68000 COLMAR~~
4 SARL EGIS BATIMENTS veronique.harter@egis.fr ~~LR+AR~~ ~~10, avenue Pierre Mendès France – 67300 SCHILTIGHEIM~~
4 Me Philippe HOFMANN hofmannphilippe@wanadoo.fr ~~9 Ter rue Pasteur – 57000 METZ~~
5 SOCOTEC M. D. SCHMITT daniel.schmitt@socotec.com ~~LR+AR~~ ~~30, rue du Faubourg de Saverne – 67085 STRASBOURG~~
6 Comptoir De Revetement De L'est j.nias@cdre.fr LR+AR 12, rue Fréderic Chopin BP 108 – 67118 GEISPOLSHEIM GARE

- 20/11/2014, réunion d'expertise sur les lieux où se rencontrent :

0 M. Michaël GOMPEL, juriste Ville de STRASBOURG,
0 Mme Florence MATHONAT, Chef de projet, Directrice Construction, Ville de STRASBOURG,
0 Ponctuellement le régisseur M. COUDRY (non signataire de la fiche de présence)
1 M. Francis FROSSARD, gérant de la Sté SOCOB,
1 Me Elodie ARGENCE, avocat SOCOB,
2 M. Benoît ZILLIOX, expert SARETEC pour AXA, assureur SOCOB
2 Me Rémy SEGUIN, avocat AXA,
3 Me Daniel MONHEIT pour Monsieur GAUDIN
4 Me Philippe HOFMANN, avocat de la S.A.R.L. EGIS BATIMENT,
6 M. Jérôme NIAS pour la Sté CDRE
M. Florent KOLLA de la Sté EUROFINS, laboratoire pressenti pour le complément d'analyses des chapes

- 23/11/2014, note aux parties n° 11 suite à la réunion du 20/11/2014
- 25/11/2014, courrier de constitution de Me Nordine GHERBI pour la Sté CDRE

- 10/12/2014, dire de Me SEGUIN et courrier SARETEC 03/12/2014
- 10/12/2014, courriel responsif du soussigné adressé à Me SEGUIN
- 19/12/2014, courriel de la VILLE DE STRASBOURG relatif aux prélèvements
- 20/12/2014, demande d'information au laboratoire EUROFINS
- 20/12/2014, courriel de rappel à CDRE et SOCOB : attente des documents pour le 09/01/2015 (selon NAP n° 11)
- 20/12/2014, transmission du courriel de la VILLE DE STRASBOURG relatif aux prélèvements
- 22/12/2014, courriel d'EUROFINS relatif aux prélèvements et réponse du soussigné du 22/12
- 22/12/2014, courriel d'EUROFINS relatif aux prélèvements et réponse du soussigné du 23/12
- 05/01/2015, dire n° 6 de Me REINHARDT
- 21/01/2015, courriel de la Sté EUROFIN expliquant le retard des analyses
- 09/02/2015, courriel de Me SEGUIN et rapport du laboratoire EUROFIN
- 15/02/2015, note aux parties n° 12 : demande de devis d'injection
- 20/02/2015, dire de Me SEGUIN avec annexe SARETEC
- 28/02/2015, note n° 13 responsive au dire Me SEGUIN du 20/02/2015
- 26/03/2015, courrier de Me SEGUIN : demande de délai au 15/04/2015
- 26/03/2015, courrier responsif à Me SEGUIN accordant le délai demandé
- 01/04/2015, courriel de SARETEC et projet de dire
- 02/04/2015, courriel de Me SEGUIN relatif au projet de dire
- 07/04/2015, 2 courriels de Me SEGUIN relatifs au projet de dire
- 08/04/2015, constitution de Me FREEMAN-HECKER pour la Sté CDRE
- 08/04/2015, communication par courrier du soussigné des NAP à Me FREEMAN-HECKER
- 08/04/2015, courriel responsif à Me FREEMAN-HECKER informant de l'intervention de Me GHERBI
- 09/04/2015, dire de Me SEGUIN + annexe SARETEC et rapport du 15/04/09, dire Me SEGUIN + SARETEC + rapport du bureau ETUDES ET QUANTUM
- 10/04/2015, courrier de EURIK intervenant pour la Sté CDRE
- 10/04/2015, dire n° 7 de Me REINHARDT
- 14/04/2015, courriel de Me GHERBI relatif à son mandat et demandant le report de la rédaction du pré-rapport pour demander l'intervention d'AXA es qualité d'assureur de la Sté CDRE
- 14/04/2015, courriel responsif du soussigné à Me GHERBI : report accordé mais demande de faire diligence et d'être informé en temps réel.
- 15/04/2015, courriel de Me GHERBI relatifs à son mandat
- 22/04/2015, dire n° 5 de la VILLE DE STRASBOURG
- 16/05/2015, courriel du soussigné aux parties informant que la rédaction du pré-rapport interviendra fin mai 2015.
- 16/05/2015, courrier du soussigné adressé au TA relatif au délai
- 31/05 au 04/06/2015, rédaction du pré-rapport d'expertise et demande des dires pour le vendredi 3 juillet 2015

3.2 DOCUMENTS COMMUNIQUES À L'EXPERT

Du Tribunal Administratif de STRASBOURG

- Par courrier du 18/04/2013 :
  - 1. Requête en référé-instruction de la Ville STRASBOURG du 30/10/2012 annexé de :
    - A1 – Marché passé entre la Ville de Strasbourg et la Sté SOCOB
    - A2 – Courrier LR+AR de la Ville de Strasbourg du 22/07/2011 adressé à la Sté SOCOB
    - A3 – Courrier LR+AR de la Ville de Strasbourg du 14/05/2012 adressé à la Sté SOCOB
    - A4 – Constat d'huissier dressé le 09/07/2012
    - A5 – Attestation d'assurance de la Sté SOCOB
  - 2. Mémoire en défense de Me REINHARDT pour la Sté SOCOB
  - 3. Courrier du cabinet HSKA du 11/01/2013 pour AXA, assureur de la Sté SOCOB
  - 4. Mémoire en défense de Me HOFMANN du 07/022013 pour la SARL EGIS BATIMENTS
  - 5. Mémoire en duplique de la Ville de STRASBOURG du 06/03/2013
- Par courrier du 30/05/2013 :
  - Mémoire de Me HOFMANN du 18/04/2013
- Courrier responsif du laboratoire GINGER du 22/08/2015 (suite au courrier de Me REINHARDT du 05/08/2014

0. de la Ville de STRASBOURG

- **Dire n° 1** du 15/07/2013
  - 01 : Le programme
  - 02 : Plan des salles
  - 03 : CCTP/DPGF
  - 04 : Extrait du DTU
  - 05 : CR réunion DET du 09.04.2003
  - 06 : CR réunion DET du 30.04.2003
  - 07 : CR réunion DET du 14.05.2003
  - 08 : CR réunion DET du 03.09.2003
  - 09 : CR réunion DET du 19.11.2003
  - 10 : CR réunion OPC du 15.09.2004
  - 11 : CR réunion OPC du 27.10.2004
  - 12 : CR réunion OPC du 17.11.2004
  - 13 : CR réunion OPC du 09.02.2005
  - 14 : CR réunion OPC du 11.05.2005
  - 15 : CR réunion OPC du 02.06.2004
  - 16 : CR réunion OPC du 28.07.2004
  - 17 : CR réunion DET du 07.04.2004
  - 18 : CR réunion DET du 12.05.2004
  - 19 : CR réunion DET du 18.08.2004
  - 20 : CR réunion OPC du 18.08.2004
  - 21 : Identification des bâtiments, salles 19,20,21
  - 22 : CR réunion DET du 20.10.2004
  - 23 : CR réunion DET du 18.02.2005
  - 24 : CR réunion DET du 02.02.2005
  - 25 : CR réunion DET du 15.06.2005
  - 26 : CR réunion DET du 22.06.2005
  - 27 : CR réunion du 20.07.2005
  - 28 : Rapports APD
  - 29 : DCE
  - 30 : Rapport initial du contrôle technique
  - 31 : Rapport de visite du 09.12.2004
  - 32 : Rapport de visite du 07.03.2005
  - 33 : Courrier de SOCOTEC à SOCOB du 25.05.2004
  - 34 : PV de réception avec réserves
  - 35 : PV de levée des réserves
  - 36 à 41 : CCTP-DPGF et courriers transmis à l'entreprise CDRE
  - 42 : Marché de maîtrise d'oeuvre
- **Dire n° 2** du 22/10/2013 et devis des travaux de reprise (avec renvoi des pièces 6, 7, 13 et 16 le 16/01/2014
  - 01 : plan localisation chapes
  - 02 : plan localisation revêtements sols
  - 03 : métré plinthes
  - 04 : DPGF chapes
  - 05 : DPGF Revêtements sols
  - 06 : Consultation chapes compléments
  - 07 : Consultation chapes revêtements sols
  - 08 : Devis ALTER démolitions

- 09 : Devis Polychape chapes
- 10 : Devis DIPOL chapes
- 11 : Devis HERGA Revêtement sols souples
- 12 : Devis HERGA fiche technique colle
- 13 : Devis HERGA fiche technique Revêtement sols
- 14 : Devis HERGA FDES
- 15 : Devis CDRE Revêtements sols souples
- 16 : Devis HERGA plinthes
- 17 : Autorisation programme Ville

- Par courriel du 17/01/2014 : DROC
- Par courriel du 24/01/2014, diffusion des attestations d'assurance ACOUSTIQUE CONS, M. GAUDIN, OTH
- Par **dire n° 3** du 13/03/2014
  - 01 : CCTP et DPGF lot 17
  - 02 : DPGF CDRE
  - 03 : Programme concours d'architecture
  - 04 : Avis technique Marmoleum Artoleum Walton
  - 05 : Fiche technique colle DL Extra 411
  - 06 : Avis du CSTB sur le classement UPEC
  - 07 : Courrier SOCOTEC du 25 mai 2004
- Par **dire n° 4** du 26/05/2014 :
  - 01 : DOE
  - 02 : e-cahier du CSTB n03509 de novembre 2004
  - 03 : CCTP lot 16 (revêtement des sols durs)
  - 04 : DPGF lot 16
- Rapport du laboratoire GINGER n° EST7.E.004 du 27 mai 2014
- **Dire n° 5** du 22/04/2015 :

1. de Maître Michel REINHARDT pour la Sté SOCOB

- Par **dire n° 1** du 24/05/2013 :
  - 1° Limites de prestations de la Sté SOCOB
  - 2° Courrier du 26/05/2004 par lequel la Sté SOCOB rappelle au bureau de contrôle SOCOTEC que le dispositif de recouvrement des joints de dilatation ne fait pas partie du marché (avec copies à ACOUSTIQUE CONSEIL, l'atelier GAUDIN, l'OTH EST (présentement EGIS BATIMENTS GRAND EST), au GPCI, à la SERS).
  - 3° Avis en phase de réalisation des travaux du 26/08/2004 et réponse du 03/11/2004 de la Sté SOCOB
- **Par dire n° 2 du 04/07/2013 :**
  - 4. Extrait du procès-verbal de la réunion de chantier du 9 mars 2005
  - 5. Extrait du DUT concernant le délai d'interdiction de circulation après la pose du revêtement
  - 6. Courrier du 1er août 2006 de la société SOCOB à la société OTH EST
  - 7. Détail des ouvrages exécutés
  - 8. Extrait du compte rendu de la réunion du 15 décembre 2004
  - 9. Avis technique n° 16/02-438
  - 10. Extrait du compte rendu de la réunion de chantier du 3 décembre 2003
  - 11. Extrait du compte rendu de la réunion de chantier du 7 janvier 2004
  - 12. Protocole d'accord du marché 02-309 concernant le lot n°8 – Sté SOCOB du 3 novembre 2006
- **Dire n° 3** du 18/11/2013
- Par **dire n° 4** du 25/02/2014 :
  - 13. Facture 08-10-22-ff du 29 octobre 2008 de la société SOCOB à l'assurance AXA de 12.183,59 euros
  - 14. Lettre d'acceptation sans réserves des travaux de reprise de la chape du 23 octobre 2008
  - 15. Facture 141-2008 de la société LAMBDA à la société SOCOB du 15 octobre 2008 de 5.615,22 euros
  - 16. Chèque d'un montant de 5.615,22 euros de la société SOCOB à la société LAMBDA du 28 octobre 2008
- **Dire n° 5** du 27/03/2014 et pièce 17 : Document technique de la société COUVRANEUF
- Courrier du 05/08/2014 demandant un complément d'information au laboratoire GINGER
- Courrier du 04/09/2014 de Me REINHARDT consultant son assureur
- **Dire n° 6** du 05/01/2015
- **Dire n° 7** du 10/04/2015

2. de Maître Rémy SEGUIN pour AXA ENTREPRISES IARD

- Par courrier du 03/07/2013
  - 01 - Ordre de service à l'entreprise SOCOB
  - 02 - DPGF du lot 08 Chape flottante
  - 03 - CCTP du lot 08 Chape flottante
  - 04 - PV des opérations préalables à la réception du 07/12/2005
- **Dire n° 1** du 18/02/2014

- Courrier du 14-06-23 avec coordonnées de la Sté SURFACES ET STRUCTURES
- Courrier du 03/07/2014 et coordonnées du Moe ATHIS
- Courriel du 13/10/2014 et devis EUROFINS (analyse chape)
- Par courriel du 10/12/2014, **dire** accompagnant la note technique SARETEC 03/12/2014
- Courriel du 21/01/2015 de la Sté EUROFIN expliquant le retard des analyses
- Courriel du 09/02/2015 communiquant le rapport EUROFIN = pièce n° 5
- **Dire** du 20/02/2015 accompagnant la note technique SARETEC 17/02/2015
- Par **dire** du 09/04/2015 :
  - Note technique SARETEC du 02/04/2015
  - Rapport Etude & Quantum du 26/03/2015

3. de Maître Daniel MONHEIT pour M. Henri GAUDIN

- Courrier du 21/07/2014 informant de l'intervention du cabinet MONHEIT-ANDRE pour M. GAUDIN

4. de Maître Philippe HOFMANN pour la S.A.R.L. EGIS BATIMENTS

- Par **dire** n° 1 du 22/01/2014 : convention de cotraitance intervenue entre les différents membres de la maîtrise d'œuvre.

5. de Monsieur Daniel SCHMITT pour la Sté SOCOTEC,

- Sans objet

6. de Maître Nordine GHERBI pour la Sté COMPTOIR DE REVETEMENT DE L'EST (CDRE)

- Courrier de constitution du 25/11/2014

3.3 DOCUMENTS COMMUNIQUES PAR L'EXPERT

- Note aux parties n° 1 du 11/06/2013
- Note aux parties n° 2 du 27/08/2013
- Note aux parties n° 3 du 04/02/2014
- Note aux parties n° 4 du 15/02/2014 et devis EST7.E.0007 du laboratoire GINGER du 11/02/2014
- Note aux parties n° 5 du 06/03/2014
- Note aux parties n° 6 du 13/03/2014
- Note aux parties n° 7 du 27/05/2014
- Note aux parties n° 8 du 30/05/2014
- Note aux parties n° 9 du 29/06/2014
- Note aux parties n° 10 du 24/08/2014
- Note aux parties n° 11 du 23/11/2014
- Note aux parties n° 12 du 15/02/2015
- Note aux parties n° 13 du 28/02/2015 faisant suite au dire de Me SEGUIN du 20/02/2015
- Pré-rapport d'expertise du 31/05/2015

Remarque : Les parties voudront bien vérifier qu'elles possèdent un exemplaire de ces documents. Le cas échéant, je vous prie de m'informer des documents à vous communiquer.

4. DEVELOPPEMENT – CHEFS DE MISSION

Chef de mission 1

se rendre sur les lieux, entendre les parties, prendre connaissance de tous documents utiles ; donner tous éléments et établir tous plans, croquis ou schémas, produire des photos, utiles à la compréhension des faits de la cause ;

1.1 *se rendre sur les lieux ;*

Les parties ont été convoquées par voie postale en LR+AR ou par voie numérique selon l'historique des opérations décrit en pages 5 à 8. Les avocats ont été convoqués par courrier simple et voie numérique après consultation des agendas.

Les cinq réunions d'expertise se sont déroulées sur les lieux à la *Cité de la Musique et de la Danse* de la Ville de STRASBOURG les 23/05/2013, 15/01/2014, 27/03/2014, 19/06/2014 et le 20/11/2014.

1.2 *entendre les parties ;*

Les parties ont été entendues lors des réunions précitées, sauf M. GAUDIN qui était absent et non représenté lors des quatre premières réunions. En revanche Maître Daniel MONHEIT était présent pour représenter Monsieur GAUDIN lors de la réunion du 20/11/2014.

1.3 *prendre connaissance de tous documents utiles*

Les pièces du dossier ont été lues (liste au chapitre 3.2 pages 9 à 11). Ces pièces, les auditions et les constatations sur site permettent la rédaction des présentes.

1.4 *donner tous éléments et établir tous plans, croquis ou schémas, produire des photos, utiles à la compréhension des faits de la cause.*

Ces éléments sont donnés en réponse au chef de mission n° 4 en pages 15 à 18. Toutefois, il est situé ici l'historique de l'apparition des désordres.

Les désordres sont constitués de la rupture des chapes flottantes à certains endroits cartographiés au chef de mission n° 4, et de rares décollements localisés du linoléum.

Les travaux de chape se sont déroulés du 14/06/2004 à février 2005.

Précédemment aux désordres objet de la présente expertise, la chape d'une partie de la circulation au 3ème étage vers une entrée d'ascenseur et la chape de la salle n° 21 (ancienne salle de cœur au RdC) ont été défaillantes et ont été refaites par la Sté SOCOB au titre de la garantie décennale durant l'été 2008.

Le 1er constat visuel des présents désordres date de 2007.

Cela a débuté par un affaissement de chape au rez-de-chaussée sous le pied d'un piano.

Les désordres affectant les chapes (effritements, poinçonnements, …) sont ensuite apparus dans d'autres salles (salle de cours, joints de dilatation, …) en été 2011 (courrier de la Ville de STRASBOURG adressé en LR+AR à la Sté SOCOB le 22/07/2011 = annexe 2 de la requête).


Cliché 3

Chef de mission 2

rechercher et préciser les liens contractuels unissant les parties, décrire les missions confiées par le maître de l'ouvrage à chacun des constructeurs qu'il attrait à la présente instance, et si possible, annexer à son rapport les marchés, avenants, ordres de service et tous autres documents utiles ;

Qualité	N°	Acteur	Mandataires
REQUÉRANTS	1	COMMUNE DE STRASBOURG Hôtel de Ville 67076 STRASBOURG	
DÉFENDEURS	1	SOCIETE SOCOB 10 rue Emile Picard 67380 LINGOLSHEIM	A1
	2	AXA ENTREPRISES IARD Réglements construction IDF 92901 CERGY POINTOISE Cedex	A3
	3	GAUDIN Henri 99 rue du faubourg du Temple 75010 PARIS	
	4	SARL EGIS BATIMENTS GRAND EST BET OTH EST 10 avenue Pierre Mendès France 67300 SCHILTIGHEIM	A4

1° La Ville de STRASBOURG était le maître d'ouvrage.

1° L'entreprise SOCOB était adjudicataire du lot n° 8 "chapes flottantes" y compris l'isolant phonique. L'acte d'engagement est l'annexe 1 de la requête en référé et la DPGF contractualisée est l'annexe 3 de la Ville de STRASBOURG.

2° Selon la requête en référé, la compagnie AXA COURTAGE IARD est l'assureur de la société SOCOB (annexe 5 de la requête).

Il importe donc de préciser à l'attention de Maître GHERBI que, contrairement à son courriel du 14/04/2015 à 13:30, la compagnie AXA COURTAGE IARD n'intervient pas es qualité d'assureur DO.

3° Monsieur Henri GAUDIN était l'architecte mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre de l'opération (mission complète). Le contrat de maîtrise d'œuvre est la pièce n° 42 de la Ville de STRASBOURG.

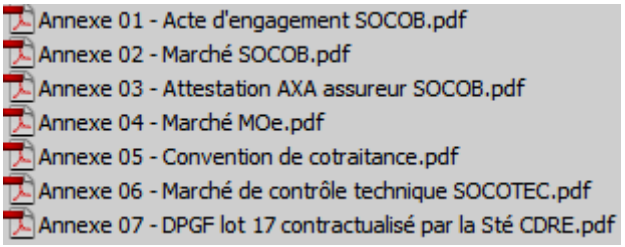
4° La S.A.R.L. EGIS BATIMENTS (anciennement OTH EST) était le BET structure de l'opération (avec ventilation de mission). Me HOFMANN a communiqué la convention de cotraitance intervenue entre les différents membres de la maîtrise d'œuvre par dire n° 1 du 22/01/2014.

Après extensions ---------- :

5° Le bureau de contrôle technique était la Sté SOCOTEC. Leur contrat a été communiqué par la Ville de STRASBOURG le 19/09/2013.

6° L'entreprise C.D.R.E. était adjudicataire du lot n° 17 "Revêtements de sols souples" par la signature de la DPGF le 21/11/2002 (DPGF et CCTP lot 17 signés = annexe 37 du demandeur).

Les documents contractuels évoqués ci-dessus sont joints en annexes 1 à 7 : ⟶



Chef de mission 3

dire si les travaux ont été réceptionnés et à quelle date ;

3.1° Chapes flottantes

Le procès verbal des opérations préalables à la réception date du 07/12/2005.

L'ordre de service n° 18676 fixe la date de réception des travaux au 09/12/2005, après levée des réserves figurant audit procès-verbal (annexe 34 de la Ville de Strasbourg et annexe SOCOB n° 12).

Le PV de levée des réserves date du 20/09/2006 avec C.S. GAUDIN du 23/10/2006 (annexe 35 de la Ville de STRASBOURG).

3.2° Revêtement de sols souples

Bien que demandé dans le pré-rapport pour le 29/06/2015, la Ville de STRASBOURG n'a pas communiqué le PV de réception de ce lot.

----- oOo -----

Chef de mission 4

procéder à la constatation et au relevé précis et détaillé des désordres qui affectent l'ouvrage, et notamment les chapes réalisées sur des dalles en béton dans plusieurs locaux, en précisant leurs dates d'apparition ;

Les dates d'apparition n'ont pas été relevées par le Conservatoire précisément par local.

Le premier constat visuel a eu lieu en 2007. Cela a débuté au rez-de-chaussée où le pied d'un piano a affaissé la chape.

D'autres désordres affectant les chapes (effritements, poinçonnements, …) sont ensuite apparus dans d'autres salles (salle de cours, joints de dilatation, …) en été 2011 (courrier de la Ville de STRASBOURG adressé en LR+AR à la Sté SOCOB le 22/07/2011 = annexe 2 de la requête en référé).

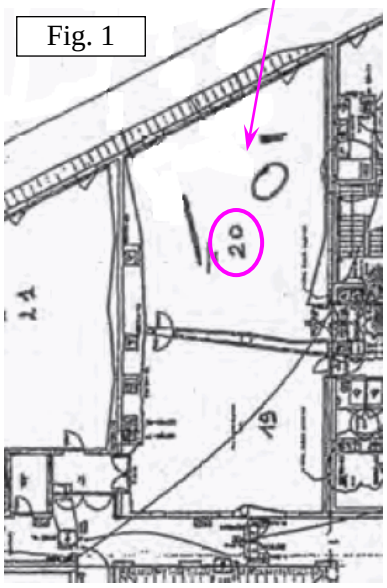
Les désordres sont constitués de la rupture des chapes flottantes à certains endroits en surfaces courantes ou aux joints de fractionnement, et de quelques rares décollements localisés du linoléum.

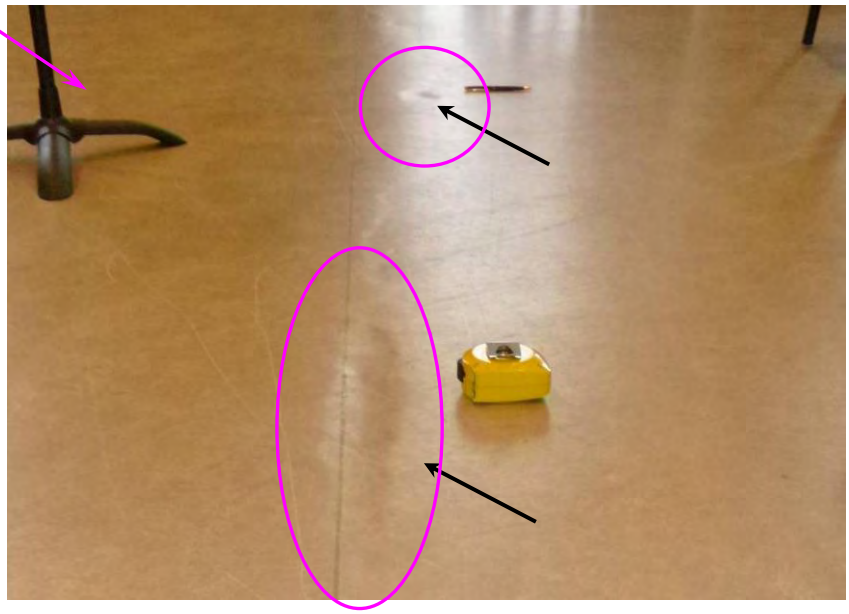
Ces désordres sont cartographiés et illustrés sur les 4 pages 15 à 18.

Cliché 4, effondrements localisés de la chape.

4.1 Au RdC en salle 20

Fig. 1





Cliché 5, effondrements localisés de la chape



Cliché 6, chape effritée et décollement du RvT



Cliché 7, chape effritée et décollement du RvT



4.2 Joint de dilatation situé dans la circulation au 1er étage (fig. 2).

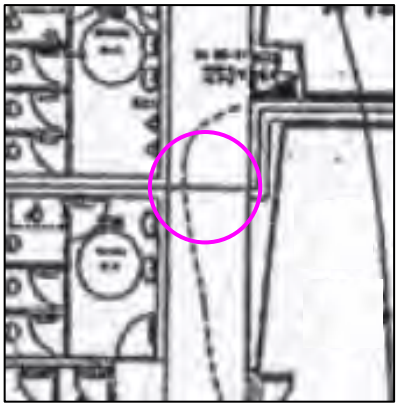
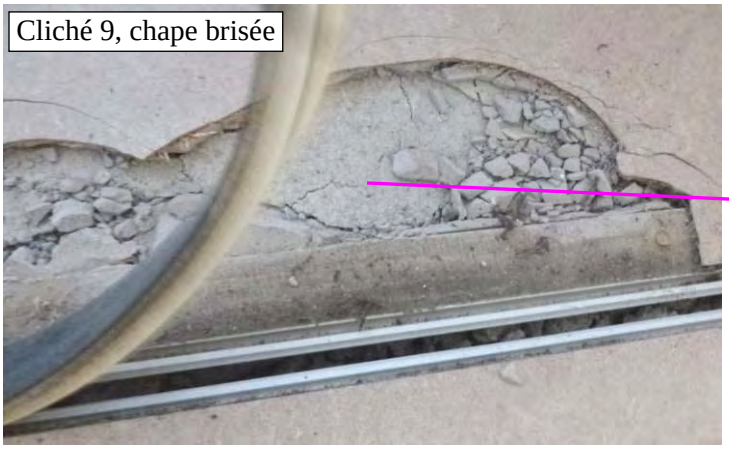


Fig. 2



Cliché 8, effondrement de la chape au JD

Les clichés 9 et 10 illustrent la chape brisée du cliché 8 après découpe du revêtement de sol :



Cliché 9, chape brisée



Cliché 10, enlèvement des brisures de chape, absence d'arrêt de chape.

4.3 Joints de dilatation situés dans la circulation au 2ème étage (fig. 3 et 4) et vers l'escalier (salles 237/238)



Fig. 3

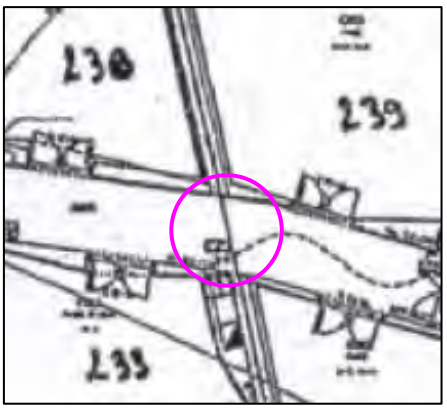


Fig. 4

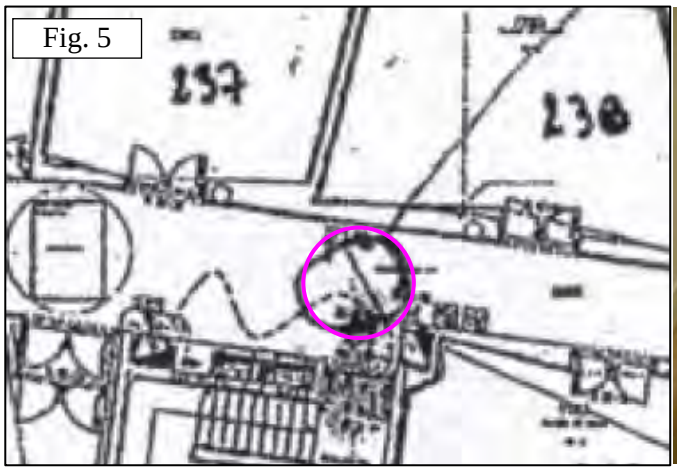


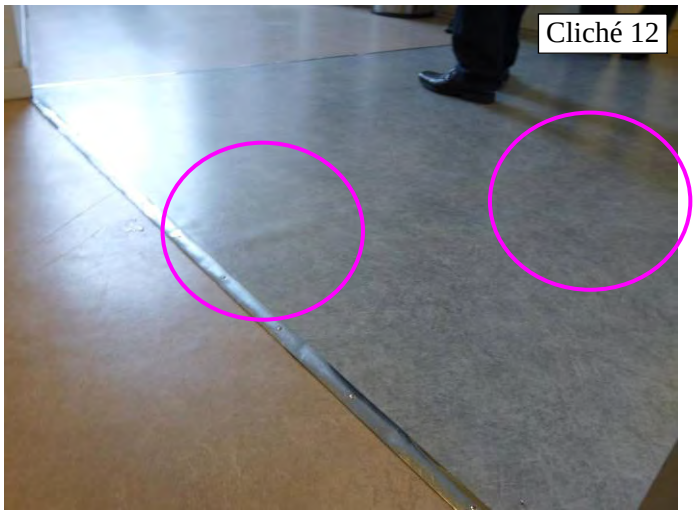
Fig. 5

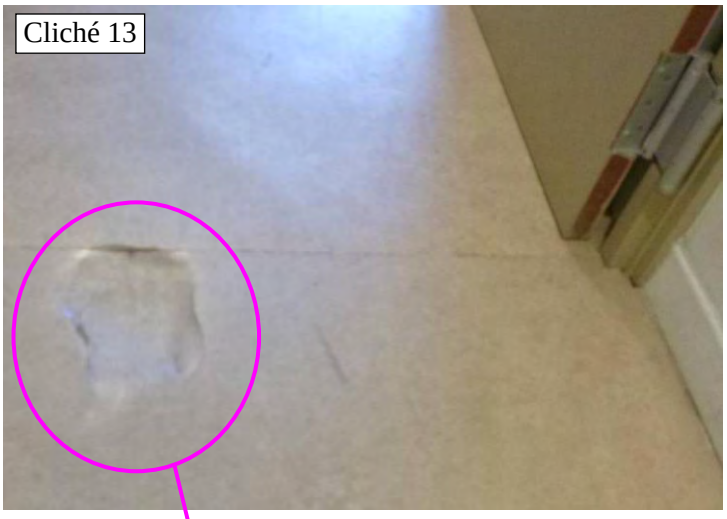


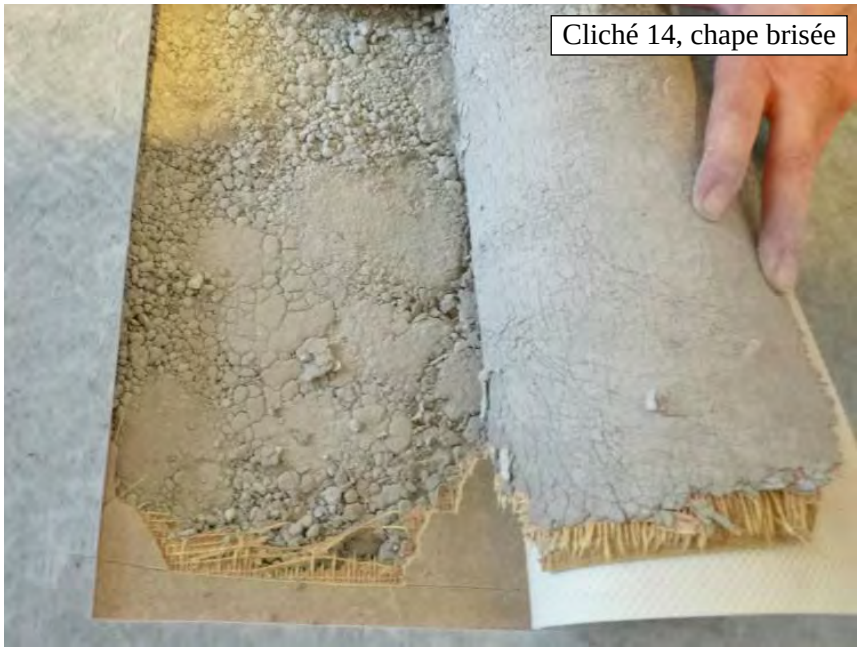
Cliché 11, altération chape et revêtement

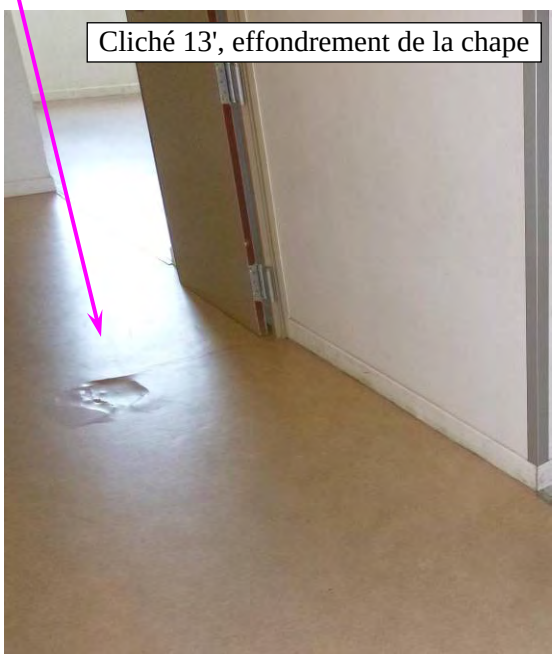
4.4 Au 3ème étage, vers l'ascenseur et devant la salle 310, puis vers la salle 306.

2 endroits d'effondrement, + un effondrement localisé.


Cliché 12


Cliché 13

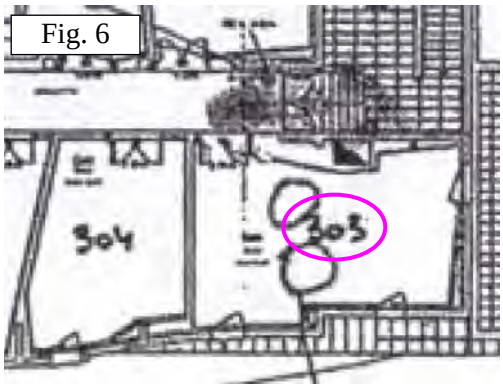

Cliché 14, chape brisée


Cliché 13', effondrement de la chape

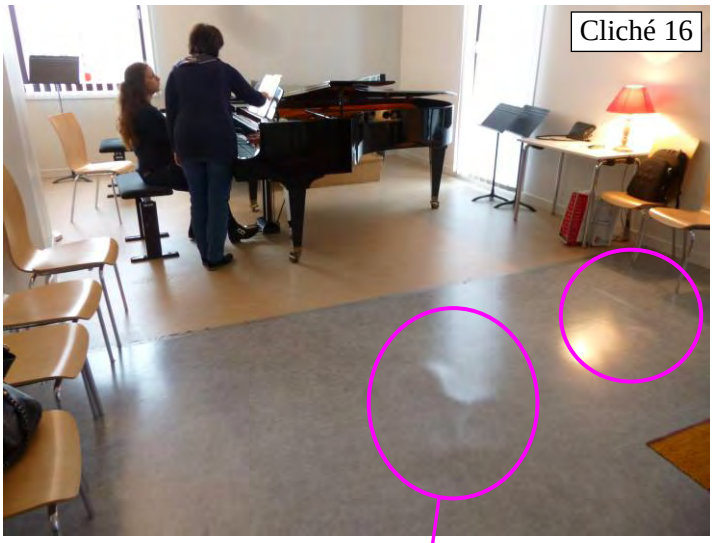

Cliché 15, chape brisée

4.5 Au 3ème étage en salle n° 303.

Fig. 6



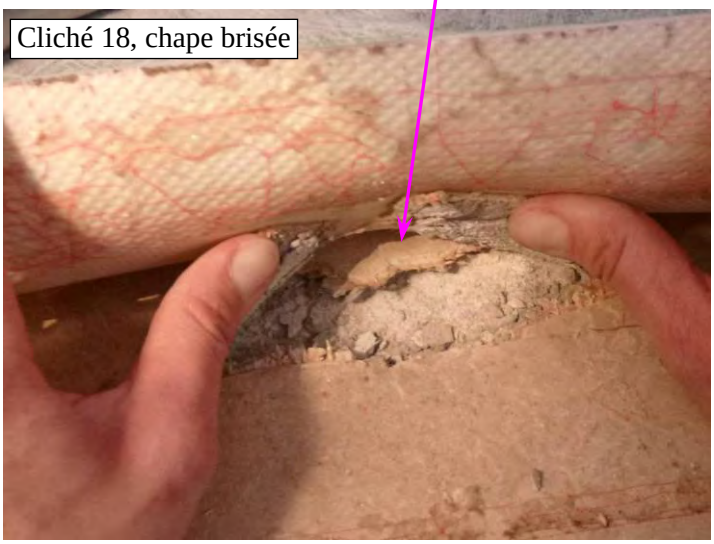
Cliché 16



Cliché 17



Cliché 18, chape brisée



----- oOo -----

Chef de mission 5

décrire les désordres et malfaçons constatés ; dire s'ils sont évolutifs ou généralisés et réunir les éléments d'information permettant de dire s'ils sont de nature à rendre l'ouvrage impropre à sa destination ou à compromettre sa solidité ;

Note liminaire

Certaines observations des notes aux parties étaient inexactes.

Cela résulte de l'interprétation inappropriée de certains renseignements ou de l'absence de renseignement.

Cela a permis de lancer le débat.

Le pré-rapport constituait donc une synthèse des faits et des éléments des opérations d'expertise.

5.1° *décrire les désordres constatés*

Les chapitres 4.1 à 4.5 en pages 15 à 18 constituent la description des désordres.

5.2° *décrire les malfaçons constatées*

Il importe d'autant plus ici de décrire les malfaçons que cela permet d'apprécier ensuite l'avis sur l'aspect évolutif des désordres et l'avis sur la solidité.

La malfaçon réside dans une résistance mécanique faible et insuffisante du mortier des chapes.

J'apporte en outre un avis

- sur le classement UPEC des locaux concernés,
- sur la valeur des charges d'exploitation et l'isolant phonique.

5.2.1° Résistance mécanique faible et insuffisante du mortier des chapes

Le rapport du 27/05/2014 du laboratoire GINGER (joint en annexe 8) contient en page 5 :

	Echantillon n°	Résistance mécanique (MPa)		
		Flexion	Compression 1	Compression 2
RdC, salle 19	*C1*	0.45	0.60	0.52
RdC, salle 20	*C2*	3.59	7.23	6.65
1er, dilatation couloir	*C3*	1.22	0.71	1.49
2ème, dégagement	*C4*	1.57	1.22	2.30
3ème, dégagement	*C5*	1.10	2.14	3.01
3ème, salle 3.03	*C6*	2.00	3.99	4.22
	Min.	***0.45***	***0.60***	***0.52***
	Max.	***3.59***	***7.23***	***6.65***
	Moy.	***1.66***	***2.65***	***3.03***

Les endroits de prélèvement du 25/04/2014 sont repérés sur les plans en pages 11 à 14 du rapport GINGER du 27/05/2014.

En conclusion, ***le mortier de chape possède de faibles caractéristiques mécaniques associées à une porosité élevée***.

Le rapport du 29/01/2015 du laboratoire EUROFIN (joint en annexe 9) contient :

Essai(s) réalisé(s) le : 22 janvier 2015 — Version du : 23 janvier 2015

Nature de l'essai réalisé : **DETERMINATION DE LA RESISTANCE A LA FLEXION**
Texte de référence : NF EN 196-1

Vitesse de chargement : 50 N/s — Capacité machine : 50 kN

Référence échantillon		Longueur (mm)	Largeur (mm)	Hauteur (mm)	Charge de rupture (N)	Résistance à la flexion (N/mm²)
15M000034 1	Couloir 1er étage Sain	170.0	46.9	31.8	1 830	5.8
15M000034 2	Couloir 2e étage Sain	170.3	48.3	47.9	1 530	2.1
15M000034 3	Couloir 3e étage Sain	168.4	48.9	48.1	1 080	1.4
15M000034 4	Salle 20 Sain	170.5	49.7	34.1	2 060	5.3
15M000034 5	Salle 21 Sain	169.4	48.9	31.1	740	2.3
15M000034 6	Couloir 1er étage Dégradé	Eprouvette fendue				
15M000034 7	Couloir 2e étage Dégradé	168.9	45.2	41.7	1 340	2.6
15M000034 8	Couloir 3e étage Dégradé	172.4	46.2	41.1	1 300	2.5
15M000034 9	Salle 20 Dégradé	170.1	49.3	43.9	1 360	2.1
15M000034 10	Salle 303 Dégradé	169.6	48.5	41.8	2 080	3.7
Moyenne		---	---	---	---	3.1

Nature de l'essai réalisé : DETERMINATION DE LA RESISTANCE EN COMPRESSION
Texte de référence : NF EN 196-1

Vitesse de chargement : 2400 N/S — Capacité machine : 50 kN

Référence échantillon		Hauteur h (mm)	Largeur (mm)	Charge de rupture (N)	Résistance en compression (MPa)
15M000034 1A	Couloir 1er étage Sain	32	47	33 675	21.0
15M000034 1B		32	47	31 680	19.8
15M000034 2A	Couloir 2e étage Sain	48	48	6 089	3.8
15M000034 2B		48	48	7 023	4.4
15M000034 3A	Couloir 3e étage Sain	48	49	5 941	3.7
15M000034 3B		48	49	9 903	6.2
15M000034 4A	Salle 20 Sain	34	50	13 928	8.7
15M000034 4B		34	50	12 721	8.0
15M000034 5A	Salle 21 Sain	31	49	17 469	10.9
15M000034 5B		31	49	18 337	11.5
15M000034 6A	Couloir 1er étage Dégradé	41	43	16 889	10.6
15M000034 6B		41	43	20 974	13.1
15M000034 7A	Couloir 2e étage Dégradé	42	45	5 028	3.1
15M000034 7B		42	45	5 371	3.4
15M000034 8A	Couloir 3e étage Dégradé	41	46	10 089	6.3
15M000034 8B		41	46	9 987	6.2
15M000034 9A	Salle 20 Dégradé	44	49	2 356	1.5
15M000034 9B		44	49	2 693	1.7
15M000034 10A	Salle 303 Dégradé	42	48	12 160	7.6
15M000034 10B		42	48	11 064	6.9
Moyenne		---	---	---	7.9

Analyse des résultats sur la base du rapport EUROFIN :

	Flexion	**Compression**
Valeurs expérimentales de l'AT	6,7 MPa	30,1 MPa
Valeurs minimales du DTU 26.2	3,0 MPa	16,0 MPa

Résistance effective en flexion (sollicitation non dominante vis-à-vis de l'anomalie) :

Valeur représentative des endroits dégradés :

L'éprouvette du couloir du 1er étage s'est fendue, et la moyenne des autres éprouvettes est de **2,7 MPa**.

Concernant les endroits que l'on a appelés conventionnellement "*sains*":

Pour une analyse plus fine, si l'on exclut le couloir du 1er étage qui comporte une valeur proche de celle de l'Avis Technique, la moyenne des éprouvettes est de **2,8 MPa**.

L'écart est donc légèrement inférieur au minimum du DTU : valeur atteinte moyenne : **92 % du minimum du DTU**.

Résistance effective en compression (sollicitation dominante) :

Valeur représentative des **endroits dégradés** :

La moyenne en zone dite dégradée est de **6 MPa**, **soit 37,5 % du minimum DTU**.

Valeur représentative des **endroits non dégradés** :

De nouveau, pour une analyse plus fine, si l'on exclut le couloir du premier étage qui comporte deux valeurs satisfaisantes, la moyenne en zone dite non dégradée est de **7,2 MPa**, **soit 45 % du minimum DTU**.

En conclusion de ce chapitre :

Les moyennes de résistance en compression vont de 6 à 7,2 MPa des zones dégradées aux zones non dégradées, soit de 37,5 à 45 % de la valeur minimale du DTU 26.2 dans une sollicitation majeure vis-à-vis de l'utilisation des locaux.

----- oOo -----

5.2.2° Avis sur le classement UPEC

Note liminaire : Pour raison de commodité, il est utilisé ici le kilo (kg) et non le décanewton (daN) ou le kilonewton (kN).

Il importe avant tout de différencier le classement UPEC de la norme NF P 06.001.

Le principe de base du classement UPEC est le suivant :

1 - Le classement « UPEC » des locaux et des revêtements de sol est un classement de durabilité en fonction de l'usage ou « classement d'usage » :

U = Usure à la marche (notion plus large qu'« abrasion ») ;

***P = Poinçonnement**, (ex. : action du mobilier fixe ou mobile, chute d'objets) ;*

E = Comportement à l'Eau et à l'humidité ;

C = Tenue aux agents Chimiques et produits tachants.

Il caractérise à la fois les exigences relatives à un ouvrage de revêtement de sol et les performances des matériaux qui en permettent la réalisation.

Relativement au désordre, seul l'indice P importe.

Cet indice **P**, lié au ***P*oinçonnement**, représente le critère dimensionnant exprimé en kilo pour le revêtement et son support, tandis que la NF P 06.001 communique les charges conventionnelles (en opposition aux charges permanentes qui sont mesurées) uniformément réparties (en kilo/m² sur l'ensemble des surfaces) à prendre en compte dans le dimensionnement des éléments et des ouvrages structuraux (je reviens plus loin sur ce sujet).

Le cahier du CSTB n° 3509 définit le classement UPEC des locaux. La page 3 contient : Classement *P3 : locaux équipés de sièges à roulettes (tels que les bureaux) ou locaux où circulent de façon courante des chariots déplacés à la main à l'exclusion des transpalettes, par exemple, certains couloirs d'hôpitaux) ainsi que les locaux soumis à des efforts d'intensité comparable.*

C'est la présence d'un transpalette en zone technique du conservatoire qui m'a fait penser au début des opérations d'expertise être en situation P4.

En définitive, en cas de besoin de déplacement, les pianos sont bougés avec un appareil prévu à cet effet pour éviter de désaccorder les pianos.

Le dire n° 3 du 13/03/2014 de la Ville de STRASBOURG communique en page 2 le poids des pianos utilisés **à 3 pieds** à savoir : piano ½ queue : 350 kg, piano ¼ de queue 250 kg.

Après recherche, effectivement les pianos à queue dont le poids dépasse 400 kg comportent des roues bien différentes et bien plus grosses que celles vues sur place.

J'ai consulté également le site "*http://francais.steinwaydealer.com/instruments/steinway/grand*" à ce sujet qui confirme le poids de 345 kg pour le piano ½ queue.

La position des pieds d'un piano à queue vise à limiter les déformations et le déréglage qui en résulterait. Il est donc exclu qu'un seul pied porte à lui tout seul plus de la moitié du poids du piano.

Chaque pied porte donc une charge bien inférieure à 200 kg (entre 90 et 120 kg environ).

Pour information, la charge utile courante d'un transpalette est de 2 tonnes, soit 1 tonne sur la roue rotative.

Le classement UPEC comporte le tableau suivant :

Tableau 1 - Actions caractéristiques des charges statiques

	P_2	P_3	P_4	P_{4s}
Charge concentrée maximale par appui (en kg)	100	200	500	1000
Contrainte maximale induite sur le revêtement (kg/cm^2)	20	30	40	50

Conclusion de ce chapitre :

Le classement auquel les classes de cours et les couloirs sont soumis est donc P3.

Par conséquent, la chape proposée en variante par la Sté SOCOB, dont l'avis technique confirme le domaine d'emploi en classement P3, était adaptée.

----- oOo -----

5.2.3° Avis sur la valeur des charges d'exploitation et l'isolant phonique

Il est constant que les charges d'exploitation prévues dans la norme NF P 06.001 visent le dimensionnement d'éléments et d'ouvrages structuraux.

Le programme de la Ville de STRASBOURG définit les surcharges admissibles suivantes :

- salles de cours CI (notamment 303) : 400 kg/m²,
- plateaux C4 (notamment salles 20 et 21) : 500 kg/m².

La Ville ajoute que la norme NF P 06.000 contient *que dans les circulations intérieures des bâtiments, la valeur de charge d'exploitation ne sera pas inférieure à celle des locaux desservis.*

L'intégration de ces valeurs dans les calculs de dimensionnement garantit le bon fonctionnement statique des ouvrages structuraux : plancher, etc.. Ce faisant, la norme NF P 06.001 tient compte du facteur de probabilité de chargement et du facteur de risque.

Ces charges sont conventionnelles et non atteintes en pratique.

Par exemple, sans rentrer dans le détail, pour le calcul des infrastructures, la norme NF P 06.001 prévoit de diminuer les charges à prévoir selon le nombre d'étage.

Comme autre exemple, on notera que pour les balcons en encorbellement (en porte-à-faux) des logements, la norme NF P 06.001 prévoit 350 kg d'exploitation par m², alors que les balcons type loggia (sur poteaux), la valeur d'exploitation est de 150 kg/m². Pourtant, le balcon sur poteaux est susceptible d'être utilisé de la même manière. Cela démontre que les charges de calcul intègrent le facteur risque.

En conclusion de ce chapitre concernant l'isolant

Initialement, l'isolant prévu sous la chape était un Domisol LR d'une portance de 500 kg/m².

Par variante à l'initiative de la Sté SOCOB, cet isolant a été remplacé par un polystyrène expansé UNIDEK EPS-TK de capacité de compressibilité 350 kg/m². Le rapport d'essai du CSTB n° 713-950-0150 a été produit à SOCOTEC selon courrier SOCOB du 26/05/2004 (pièce n° 2 de Me REINHARDT).

La Ville de STRASBOURG dénonce que l'isolant phonique UNIDEK est capable de reprendre 350 kg/m² et non les 400 ou 500 kg/m² du programme.

Les 350 kg/m² étant une valeur d'essai, le matériau est forcément capable de les reprendre, alors que les charges de 400 ou de 500 daN/m² sont des valeurs conventionnelles non atteintes en pratique.

Par conséquent, la résistance effective de 350 kg/m² sur toute la surface des planchers permet de reprendre le poids des pianos de 350 kg réparti sur plusieurs m².

Dès lors, **la qualité de l'isolant n'a pas participé au désordre**.

Subsidiairement, la variante a été acceptée par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, et contractualisée. Par conséquent, je ne sais pas si l'on peut parler d'une non-conformité contractuelle.

----- oOo -----

5.3° ***dire s'ils sont évolutifs***

Compte tenu de la faible résistance mécanique du mortier des chapes (sauf partiellement le couloir du 1er étage), on ne peut garantir que le désordre soit stabilisé.

En effet, il est constant que la pondération utilisée pour les charges gravitaires sollicitant les ouvrages de maçonnerie est de 1,35 g + 1,5 q. En intégrant les proportions des charges permanentes vis-à-vis des charges d'exploitation, le coefficient résultant est proche de 1,4.

La valeur limite de 16 MPa divisée par 1,4 donne une résistance de 11,4 MPa.

Concrètement, toute valeur inférieure à 11,4 MPa ne comporte plus aucune sécurité.

Or la moyenne est de 7,2 MPa !

5.4° ***réunir les éléments d'information permettant de dire s'ils sont de nature à rendre l'ouvrage impropre à sa destination ou à compromettre sa solidité***

Les éléments d'information permettant de dire si les désordres sont de nature à rendre l'ouvrage impropre à sa destination ou à compromettre sa solidité sont réunis dans les pages précédentes.

En synthèse : Les chapes se rompent selon les clichés 4 à 18 et la résistance à la compression est de 37,5 % aux endroits rompus et globalement de 45 % de la valeur minimale du DTU aux autres endroits.

----- oOo -----

Chef de mission 6

donner tous les éléments utiles d'appréciation sur la ou les causes des désordres constatés, en précisant si ces derniers sont imputables à un vice de conception, à un défaut de surveillance ou à des fautes d'exécution, ou encore à toute autre cause (notamment une mauvaise utilisation des lieux par l'occupant), et, dans le cas de causes multiples, en indiquant la part d'imputabilité de chacune d'entre elles ;

Lors des opérations d'expertise, il a été invoqué qu'une fragilité des couvre-joints de franchissement des joints de dilatation et une absence des cornières de rives aux joints de dilatation du gros-œuvre avaient participé aux désordres situés auxdits joints.

Le dire n° 1 de la Cie AXA du 18/02/2014 fait d'ailleurs observer que la Sté SOCOB ne devait pas ces cornières de rive au motif :

- que le chapitre 3.2 du DTU 26.2 (CCS) *Travaux ne faisant pas partie du marché* contient "*La fourniture et la pose de cornières de rive des joints de dilatation (respectant les joints du gros-œuvre) et éventuellement de leur couvre-joint*",
- que la Sté SOCOB avait pris le soin à deux reprises (le 26/05/2004 et 03/11/2004) d'attirer l'attention de toutes les parties prenantes sur le fait que son marché ne comportait pas la mise en œuvre d'un quelconque ouvrage de traitement des joints.

D'autres dires qui sont listés plus loin comportent également le fait que la Sté SOCOB ne doit pas le traitement des joints de dilatation.

Sur ce :

Le DTU 26.2 P1 contient :

8.1 Joints de dilatation du gros œuvre

Ces joints doivent être respectés dans toute l'épaisseur du ravoirage éventuel, de la chape ou de la dalle et du revêtement le cas échéant. Leur largeur doit être approximativement celle du joint du support.

Dans le cas de chapes ou dalles en locaux à sollicitations modérées ou en cuisines collectives, destinés à recevoir un carreau céramique ou analogue, des cornières métalliques sont fixées sur les supports. Un décaissé du support est indispensable pour fixer mécaniquement les cornières. La hauteur de l'aile perpendiculaire à la fixation au sol doit être calculée pour qu'une fois la chape ou la dalle réalisée et le carrelage posé, celui-ci affleure le haut de l'aile.

Je note que les cornières de rive ne sont requises que si *les chapes sont destinées à recevoir un carreau céramique ou analogue,* autrement dit un revêtement de sol dur, et dans le cas de *locaux à sollicitations modérées*.

Dans ce cas, les cornières métalliques visent à protéger les arêtes cassantes des carreaux de céramique.

En l'espèce, les chapes reçoivent un linoleum, soit un revêtement de sol souple.

Par ailleurs nous sommes en classement UPEC P3, soit en locaux *à faibles sollicitations* selon le DTU 52.1 dont extrait ci-dessous :

3.2.1.1

locaux à faibles sollicitations

Les locaux à faibles sollicitations sont assimilés aux locaux P2 ou P3 du classement UPEC. Ce sont ceux à usage pédestre et activités humaines usuelles, tels que locaux d'habitation, bureaux, boutiques, salles de classe...

Les plages de piscines sont considérées comme des locaux à faibles sollicitations.

3.2.1.2

locaux à sollicitations modérées

Les locaux à sollicitations modérées sont assimilés aux locaux classés P4 du classement UPEC. Ce sont ceux à usage pédestre et subissant des sollicitations mécaniques de roulage, tels que locaux dénommés mails ou galeries commerciales, etc.

Pour ces deux raisons, les cornières de rive n'étaient pas obligatoires et les chapes devaient à elles seules reprendre les efforts mécaniques.

Il n'y a donc pas d'erreur de prescription quand le MOE prévoit des couvre joints de dilatation au sol :

3.5.1	Couvre joints de dilatation au sol	COUVRANEUF 40 mm H3 38-42	ml	44.60	98		4 370.80

L'avis SOCOTEC en phase de réalisation du 26/08/2004 contient bien également : "*Traitement des joints de dilatation : Dispositifs de franchissement des joints de dilatation …*".

Le courrier SOCOB du 03/11/2004 adressé à SOCOTEC contient bien "*Par ailleurs nous vous rappelons que le dispositif de recouvrement des joints de dilatations ne fait pas partie de notre marché.*".

D'ailleurs, le dire SOCOB du 24/05/2013 fait bien état du *dispositif de recouvrement des joints de dilatations* non prévu à son lot, et non d'un dispositif par cornières métalliques.

En conclusion sur la rupture des chapes en parties courantes et aux joints de dilatation :

La rupture des chapes résulte uniquement de la faible résistance mécanique du mortier constitutif.

Comme cela est expliqué en page 24, les caractéristiques de l'isolant phonique n'ont pas participé au désordre.

En outre, compte tenu de la faible résistance mécanique du mortier des chapes, rien ne démontre que les couvre-joints utilisés aient été un élément aggravant du désordre. En effet, qu'ils soient posés avant ou après les chapes, ce ne sont pas les couvre-joints qui confèrent la résistance à l'ouvrage.

Contrairement à ce qui est allégué dans le dire SOCOB n° 2 du 04/07/2013, il ne peut être démontré que des surcharges en phase travaux aient participé au désordre. En effet, lesdites surcharges ne peuvent être à l'origine de la mauvaise résistance du mortier de chape.

Il ne peut être en outre démontré que le désordre soit consécutif à une mauvaise utilisation des locaux par l'occupant ou un mauvais comportement du maître d'ouvrage.

Le décollement du revêtement où la chape n'est pas brisée n'est localisé qu'à quelques rares endroits. Les clichés 6 et 7 situés en page 15 illustrent ce cas d'espèce.

Ce décollement sans rupture de chape est toujours situé dans des locaux comportant des chapes de faible résistance mécanique et affectées.

Je suis d'avis que c'est la faible résistance mécanique de la chape qui est à l'origine de l'effritement de l'interface puis du décollement du revêtement.

----- oOo -----

Chef de mission 7

indiquer la nature et le coût des travaux nécessaires à la réparation (les désordres), en précisant la plus value éventuelle apportée par ces travaux ;

7.1° Nature des travaux

La résistance insuffisante des chapes requiert leur changement ainsi que celui des matériaux connexes.

Toutefois, les résultats satisfaisants en zones courantes de la chape du premier étage permettent de la conserver, sauf en amont et en aval du joint de dilatation où la chape est dégradée. A cet endroit, des surfaces suffisamment importantes doivent être prévues pour éviter tout effet de pianotage.

Les travaux tels qu'ils sont prévus n'apportent aucune amélioration ni enrichissement aux ouvrages initiaux.

La Sté SOCOB a déclaré qu'elle a pu conserver l'isolant lorsqu'elle a refait la chape de la salle 21.

Il était de son intérêt de conserver ce matériau lors de la réfection de son ouvrage.

Or il n'est pas dit qu'une autre entreprise accepte cette contrainte d'exécution. En outre, cette contrainte ralentirait le travail de démolition dont le prix augmenterait.

Je ne suis donc pas favorable à ne pas budgétiser la dépose de l'isolant phonique.

7.2° Montant du préjudice matériel

Le coût des travaux ci-dessous est calculé sur la base des devis d'automne 2013 révisés mars 2015.

		Démolition ALTER ou DIPOL	Chapes POLYCHAPE	Chapes DIPOL	Ragréage HERGA	RvT HERGA	RvT CDRE	Somme PU	Décompte H.T.
		14/10/2013	11/10/2013	23/09/2013	07/10/2013	07/10/2013	01/10/2013		
Salle 20	120,00 m²	58,00 €/m²	34,00 €/m²	43,00 €/m²	5,20 €/m²	24,50 €/m²	35,00 €/m²	121,70 €/m²	14604,00 €
Circulation 1er étage	*40,00 m²*	58,00 €/m²	30,00 €/m²	40,00 €/m²	5,20 €/m²	24,50 €/m²	35,00 €/m²	117,70 €/m²	4708,00 €
Joints de dilatation	*Estimation*								*2497,91 €*
Circulation 2ème étage	336,00 m²	58,00 €/m²	30,00 €/m²	40,00 €/m²	5,20 €/m²	24,50 €/m²	35,00 €/m²	117,70 €/m²	39547,20 €
Circulation 3ème étage	379,00 m²	58,00 €/m²	30,00 €/m²	40,00 €/m²	5,20 €/m²	24,50 €/m²	35,00 €/m²	117,70 €/m²	44608,30 €
Salle 303	45,00 m²	58,00 €/m²	30,00 €/m²	40,00 €/m²	5,20 €/m²	24,50 €/m²	35,00 €/m²	117,70 €/m²	5296,50 €
								Plinthes	
Salle 20	43,30 ml							9,60 €/ml	415,68 €
Circulation 1er étage	*36,00 ml*							9,60 €/ml	345,60 €
Circulation 2ème étage	228,90 ml							9,60 €/ml	2197,44 €
Circulation 3ème étage	228,55 ml							9,60 €/ml	2194,08 €
Salle 303	28,50 ml							9,60 €/ml	273,60 €
Dépose-repose des portes dans les circulations et protections des existants.								Estimation	10000,00 €
Total travaux									126688,31 €
Indexation :	L'indexation d'octobre 2013 à mars 2015 démontre aucune augmentation								
Maîtrise œuvre								12 %	15202,60 €
Contrôle technique								Estimation	2000,00 €
					Total préjudice matériel		**H.T.**		143890,91 €
					TVA		**taux**	10 %	14389,09 €
					Total préjudice matériel		**T.T.C.**		158280,00 €

----- oOo -----

Chef de mission 8

indiquer les travaux éventuels à réaliser d'urgence, dans l'hypothèse ou les désordres ID relevés seraient de nature à constituer un risque pour la sécurité des usagers ;

Certes les larges scotchs appliqués aux sondages et aux différents défauts du sol sont inesthétiques mais suffisent pour alerter les usagers et éviter de s'y accrocher.

Je suis d'avis que cela ne nécessite pas de travail urgent, à tout le moins pas durant les opérations d'expertise.

----- oOo -----

Chef de mission 9

fournir au juge tous autres éléments qu'il jugera utiles de nature à lui permettre d'apprécier les responsabilités encourues et l'étendue des préjudices.

La rupture des chapes (le désordre)**, consécutive à la faible résistance mécanique du mortier, résulte d'un défaut d'exécution imputable à la Sté SOCOB qui a réalisé l'ouvrage**.

Dans son dire n° 4 du 25/02/2014, la Sté SOCOB déclare que *la qualité du ciment et du mélange était contrôlée quotidiennement par SOCOTEC ou les représentants du maître d'œuvre*.

De tels propos (non documentés) visant à partager la responsabilité ne sont pas pertinents.

En effet, une analyse en laboratoire est nécessaire pour connaître à postériori les caractéristiques du produit. Le fait d'être présent lors de la livraison, de la préparation, et/ou du mélange, ne permet pas de déterminer la résistance du mortier des chapes. La consistance de la chape ne peut relever que d'une procédure d'autocontrôle.

Le dire SOCOB n° 2 du 04/07/2013 contient d'ailleurs : *Il est précisé qu'il n'existe pas de bon de livraison de la chape utilisée pour reprendre la salle 21, la société SOCOB ayant procédé elle-même au mélange, comme pour toutes les autres chapes effectuées sur le chantier*.

Le dire SOCOB n° 4 du 25/02/2014 confirme : *Il a été demandé à la société SOCOB de préciser la composition de la chape reprise en salle 21 en 2008. Celle-ci a été réalisée et composée de la même façon que l'ensemble des chapes de la Cité de la Musique et de la Danse, soit : Une chape flottante composée de sable fin de granulométrie moyenne de 0,3 et dosée à 350 kg de ciment exécutée par malaxage et pompage sur place et mise en œuvre sur isolant existant, avec une épaisseur moyenne de 6 cm.*

Subsidiairement, je note que le courrier SOCOB du 26/05/2004 adressé à la Sté SOCOTEC contient : *Confection de la chape flottante traditionnelle composée …. Les bons de livraisons de la chape attesteront de sa teneur en ciment*.

Il n'y a pas eu d'erreur de la part de la Sté SOCOB quant à la proposition en variante de la chape fibrée sous avis technique CSTB n° 16/02-438 compte tenu du classement P3.

Il n'y a pas eu d'erreur de conception de la part du maître d'œuvre ni du contrôleur technique SOCOTEC dans l'acceptation de cette variante de chape fibrée.

Il n'est pas démontré une erreur de suivi du maître d'œuvre ou du contrôleur technique.

Il n'y a pas de relation entre les ouvrages de revêtement de sol souple et le traitement des joints réalisés par la Sté CDRE et le désordre.

Il n'y a aucune relation entre la mission du BET EGIS BATIMENTS et le désordre.

Les éléments permettant d'apprécier le préjudice matériel sont situés en page 28 (chef de mission n° 7).

La durée des travaux en site occupé est évaluée à 2 mois.

Je laisse aux conseils des parties le soin de motiver d'autres préjudices que ceux découlant des travaux.

----- oOo -----

5. REPONSES ET COMMENTAIRES RELATIFS AUX DIRES ET OBSERVATIONS DES PARTIES

Il est tenu compte des dires communiqués à ce jour dans la rédaction des présentes et listés en pages 5 à 11.

Toutefois, certains dires appellent des commentaires supplémentaires

5.1° Relativement au *test de consistance de la chape* du 18/12/2004

Le test précité au titre de ce chapitre a été évoqué lors des opérations d'expertise et demandé par le soussigné par la note aux parties n° 11 du 23/11/2014.

La Sté SOCOB a répondu par dire n° 6 du 05/01/2015 : *S'agissant du test de consistance de la chape effectué le 18/12/2004 mentionné sur le ROPC n° 88, il n'a pas été réalisé par la société SOCOB, mais par le bureau de contrôle* (SOCOTEC).

Or la Sté SOCOB a déclaré par dire n° 2 du 04/07/2013 : *Il résulte de l'annexe 8 qu'un test de consistance de la chape a été demandé à la société SOCOB* ***qui l'a effectué le 18 décembre 2004***.

Le dossier dispose maintenant de nombreux résultats de prélèvement et de test. Celui du 18/12/2004 n'est donc pas indispensable.

Toutefois, j'observe que les deux dires se contredisent.

5.2° Dire n° 2 de la Sté SOCOB du 04/07/2013

Le dire contient en page 2 :

Il est d'ailleurs intéressant de relever que sur les 7.000 m² de chapes réalisées par la société SOCOB, les seuls désordres relevés concernent des salles comportant des pianos qui sont régulièrement déplacés, et des couloirs où des chariots circulent.

Aucun autre dégât n'est à constater.

Cela met en évidence la relation qu'il y a entre la sollicitation et le désordre, consécutif à la faible résistance mécanique du mortier.

5.3° Dire AXA du 09/04/2015

Ce dire joint une étude qui prévoit des travaux uniquement sur les zones affectées, au motif qu'*il n'y a pas à craindre d'extension des dommages aux zones actuellement saines*.

Hormis la circulation du 1er étage, le faible taux de résistance ne permet pas de garantir que le désordre est stabilisé.

Sur l'extrait suivant : *La garantie décennale n'a évidemment pas pour vocation de faire de la prévention ou de l'entretien aux frais des constructeurs. Au titre de la garantie décennale, on répare les dommages, tous les dommages mais rien que les dommages.*

La réponse relève du droit.

5.4° Dire SOCOB n° 7 du 10/04/2015

Le dire contient : *Les désordres constatés au niveau de la chape ne sont effectivement pas généralisés, ce qui implique que des reprises ponctuelles de la chape suffisent à réparer le dommage.*

Les désordres, constitués par les ruptures de chapes, ne sont effectivement pas généralisés. En revanche, la cause, à savoir la faible résistance à la compression du mortier de chape, est généralisée (sauf la circulation du 1er étage).

6. FIN DU DOCUMENT

Les opérations d'expertise ont donné lieu à cinq réunions, treize notes et un pré-rapport communiqués aux parties qui n'ont formulé aucune observation.

Ainsi après avoir répondu aux chefs de ma mission, aux dires et observations, je clôture le présent rapport, pour valoir ce que de droit.

Rédigé à Fréland le 4 juillet 2015 sur 31 pages dactylographiées,

L'expert, Gilles YENGO



Pièces jointes :

- Annexe 01 - Acte d'engagement SOCOB
- Annexe 02 - DPGF lot n° 8, chapes
- Annexe 03 - Attestation AXA assureur SOCOB
- Annexe 04 - Marché maîtrise d'œuvre (= pièce 42 de la Ville de STRASBOURG, sept 1ères pages seulement)
- Annexe 05 - Convention de cotraitance
- Annexe 06 - Marché de contrôle technique passé avec SOCOTEC
- Annexe 07 - DPGF lot 17 contractualisé par la Sté CDRE
- Annexe 08 - Rapport labo GINGER du 27/05/2014
- Annexe 09 - Rapport EUROFINS du 29/01/2015

Diffusion

1	Ville de STRASBOURG michael.gompel@strasbourg.eu		Vos réf : **dossier n° 201200170**
1	Sté SOCOB fsocob@club.fr		~~10, rue Emile Picard – 67380 LINGOLSHEIM~~
1	Me Michel REINHARDT accueil@rzp-avocats.fr		~~6, quai Kléber – 67000 STRASBOURG~~
2	AXA ENTREPRISES IARD par voie d'avocat	~~LR+AR~~	~~Règlts construction IDF- 92901 CERGY PONTOISE cedex~~
2	M. Benoît ZILLIOX bzilliox@saretec.fr		
2	Me Rémy SEGUIN remy.seguin@hskavocats.com		~~7, place Sébastien Brant – 67085 STRASBOURG cedex 1~~
3	M. Henri GAUDIN par voie d'avocat	~~LR+AR~~	~~99, rue du Fbg du Temple – 75010 PARIS~~
3	Me Daniel MONHEIT daniel.monheit@wanadoo.fr		~~4, rue du Conseil Souverain – 68000 COLMAR~~
4	SARL EGIS BATIMENTS veronique.harter@egis.fr	~~LR+AR~~	~~10, avenue Pierre Mendès France – 67300 SCHILTIGHEIM~~
4	Me Philippe HOFMANN hofmannphilippe@wanadoo.fr		~~9 Ter rue Pasteur – 57000 METZ~~
5	SOCOTEC M. D. SCHMITT daniel.schmitt@socotec.com	~~LR+AR~~	~~30, rue du Faubourg de Saverne – 67085 STRASBOURG~~
6	COMPTOIR DE REVETEMENT DE L'EST j.nias@cdre.fr	~~LR+AR~~	~~12, rue Fréderic Chopin BP 108 - 67118 GEISPOLSHEIM GARE~~
6	EURISK M. Yann COLOMBERT 67@eurisk.fr		
6	Sté d'Avocats SAGA Me Nordine GHERBI contact@saga-avocat.fr		~~Parc des Forges - 19, rue Jacobi Netter 67200 STRASBOURG~~
Pour info.	Me Emmanuelle FREEMAN-HECKER ed@freeman-hecker.com		~~28, rue du Maréchal Foch – 67000 STRASBOURG~~

54

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Attribution de subventions pour des projets culturels.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2015, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes pour la mise en œuvre de projets culturels :

Compagnie Calamity Jane La compagnie Calamity Jane est une compagnie régionale qui présente régulièrement à Strasbourg. Elle a été soutenue en 2014 pour la création de « Sex Machina » d'après un texte de Kathy Acker, dans le cadre d'une aide sur 2 ans. Après une aide à la création en 2014, elle sollicite l'aide pour la 2ème année, pour soutenir la diffusion du spectacle.	**3 000 €**
Stimultania L'association a développé depuis plusieurs années un travail innovant d'apprentissage de lecture à l'image en direction d'un public diversifié. Dans ce cadre elle a crée un jeu de carte, véritable outil pédagogique au service de la critique d'image qui est aujourd'hui utilisé tant par des travailleurs sociaux, des enseignants que des médiateurs dans des musées nationaux. Cette subvention est destinée à soutenir la nouvelle édition revue et améliorée des « Mots du clic ».	**2 000 €**
Regards sur l'art contemporain L'association organise une exposition de préfiguration en vue de la mise en place d'un espace d'exposition permanent pour les artistes plasticiens travaillant en Alsace. Ce soutien est destiné à participer aux frais de conception graphique du catalogue.	**1 250 €**
EWA (European Women Audiovisual Network) Organisateur d'événements d'envergure paneuropéenne, EWA est un projet innovant articulant recherche, diffusion et formation autour des questions de l'équité hommes / femmes, à la fois dans les contenus culturels, l'accès aux métiers de l'audiovisuel et leur pratique. Novateur également dans son ingénierie financière et la transversalité de ses partenariats, EWA a symboliquement choisi de s'installer à Strasbourg, Capitale européenne, et bénéficie du soutien du programme Europe Créative de l'UE au titre de son action de formation 2015/2016.	**3 000 €**

Association **RCA – LES RENCONTRES CINEMATOGRAPHIQUES D'ALSACE** Les Rencontres Cinématographiques d'Alsace organisent fin 2015 à l'Odyssée deux manifestations en lien direct avec une démarche de consolidation de leurs partenariats et de recherche de nouveaux publics : l'événement Etoiles et Toiles du Cinéma Européen, consacré aux films soutenus par Eurimages et au cours duquel, en présence des réalisateurs, des prix sont décernés par un jury d'ambassadeurs ; le Mois du Film Documentaire, coordonné annuellement au niveau national et véritable panorama mondial du documentaire de création. Les RCA proposent de mobiliser autour cette cinématographie peu diffusée des rencontres entre les associations civiles et universitaires et les réalisateurs.	**14 000 €**
Ateliers vagabonds Il s'agit d'une aide pour permettre à l'association d'animer, dans les espaces du Shadok, des ateliers de découverte et de pratique du cinéma d'animation (14 séances). Les ateliers aborderont les grandes étapes du processus de réalisation d'un film : écriture de scénario, dessin de story-board, fabrication des décors et personnages, bruitage, dialogues, musique, générique animé, making of, etc.	**5 800 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

l'attribution des subventions ci-après :

Compagnie Calamity Jane	*3 000 €*
Stimultania	*2 000 €*
Regards sur l'art contemporain	*1 250 €*
EWA (European Women Audiovisual Network)	*3 000 €*
Association RCA	*14 000 €*

Les propositions ci –dessus représentent une somme de 23 250 € à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 33, nature 6574, activité AU10C du budget 2015 dont le disponible avant le présent Conseil est de 353 528 €

Ateliers vagabonds	*5 800 €*

La somme de 5 800 € est à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 33, nature 6574, activité AU10 L du budget 2015 dont le disponible avant le présent Conseil est de 9 500 €

autorise

LeMaire ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Cie Calamity Jane	projet culturel	4 000	3 000	
Stimultania	projet culturel	2 000	2 000	
Regards sur l'art contemporain	projet culturel	1 500	1 250	
EWA	projet culturel	3 000	3 000	
RCA	projet culturel	14 000	14 000	
Ateliers Vagabonds	projet culturel	5 800	5 800	

Strasbourg.eu
eurométropole

55

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Subventions Sport Vacances.

La Ville et l'Office des sports ont établi depuis plusieurs années un partenariat renforcé sur le thème des animations sportives estivales. Chaque été des clubs organisent des activités sportives soit pour se perfectionner (stages de formation), soit pour le loisir (multi-activités).

La Ville consacre une enveloppe financière de 30 000 € à ces opérations qui, pour l'année 2015, ont fédéré 29 associations sportives.

L'évaluation de ces actions est réalisée conjointement par la Ville et l'Office des sports au regard des critères suivants : total d'enfants accueillis, nombre de journées d'accueil, personnel diplômé encadrant les activités.

Au vu des dossiers qui ont été réceptionnés, il est dès lors proposé d'allouer une aide financière **d'un montant total de 30 000 €** aux associations sportives ci-dessous :

Nom club	Subvention proposée
Activités Sportives Culturelles de Plein Air (ASCPA)	3 312 €
Air Aile Sports Aériens	158 €
Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine (ACAL)	570 €
AS Cheminots de Strasbourg	356 €
ASL Robertsau	401 €
AS Neudorf	360 €
ASPTT Strasbourg	3 105 €
Association Sportive Strasbourg	912 €
Aviron Strasbourg 1881	188 €
Centre d'Instruction et de Pratique du Vol à Voile de Strasbourg	220 €
Cercle de Badminton de Strasbourg	203 €
Cercle de l'Aviron de Strasbourg	152 €
Club Sportif de Hautepierre	1 905 €
Ecole d'Equitation du Waldhof – Académie Equestre	739 €

Ecole de Karaté de Strasbourg	172 €
Ecole de Voile de Strasbourg	1 112 €
Ill Tennis Club	1 638 €
Judo Club de Strasbourg	570 €
La Sportive Neuhof	326 €
Libellules Basket Club de Strasbourg	284 €
Racing Club de Strasbourg Omnisports	408 €
Saint Joseph Strasbourg	385 €
SGS La Fraternelle	193 €
SGS La Strasbourgeoise	511 €
Sports et Loisirs Constantia	519 €
Strasbourg Eaux Vives	1 270 €
Strasbourg Université Club	9 359 €
Taekwondo Sipjin	321 €
Tennis Club Europe	351 €
TOTAL	**30 000 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la contribution de la Ville à l'opération Sport Vacances et le versement de subventions pour un montant total de 30 000 € aux associations sportives suivantes :

Nom club	***Subvention proposée***
Activités Sportives Culturelles de Plein Air (ASCPA)	*3 312 €*
Air Aile Sports Aériens	*158 €*
Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine (ACAL)	*570 €*
AS Cheminots de Strasbourg	*356 €*
ASL Robertsau	*401 €*
AS Neudorf	*360 €*
ASPTT Strasbourg	*3 105 €*
Association Sportive Strasbourg	*912 €*
Aviron Strasbourg 1881	*188 €*
Centre d'Instruction et de Pratique du Vol à Voile de Strasbourg	*220 €*
Cercle de Badminton de Strasbourg	*203 €*
Cercle de l'Aviron de Strasbourg	*152 €*
Club Sportif de Hautepierre	*1 905 €*
Ecole d'Equitation du Waldhof – Académie Equestre	*739 €*
Ecole de Karaté de Strasbourg	*172 €*

Ecole de Voile de Strasbourg	*1 112 €*
Ill Tennis Club	*1 638 €*
Judo Club de Strasbourg	*570 €*
La Sportive Neuhof	*326 €*
Libellules Basket Club de Strasbourg	*284 €*
Racing Club de Strasbourg Omnisports	*408 €*
Saint Joseph Strasbourg	*385 €*
SGS La Fraternelle	*193 €*
SGS La Strasbourgeoise	*511 €*
Sports et Loisirs Constantia	*519 €*
Strasbourg Eaux Vives	*1 270 €*
Strasbourg Université Club	*9 359 €*
Taekwondo Sipjin	*321 €*
Tennis Club Europe	*351 €*
TOTAL	***30 000 €***

décide

l'imputation des dépenses sur le compte 415 / 6574 / 8059 / SJ03 B du Budget Primitif 2015 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 30 000 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Versement de subventions aux associations sportives strasbourgeoises.

Conseil municipal du 20 novembre 2015

Dispositif sport vacances

Dénomination de l'Association	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Activités Sportives Culturelles de Plein Air (ASCPA)	3 312 €	3 312 €	3 386 €
Air Aile Sports Aériens	158 €	158 €	133 €
Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine (ACAL)	570 €	570 €	608 €
AS Cheminots de Strasbourg	356 €	356 €	539 €
ASL Robertsau	401 €	401 €	582 €
AS Neudorf	360 €	360 €	309 €
ASPTT Strasbourg	3 105 €	3 105 €	3279 €
Association Sportive Strasbourg	912 €	912 €	437 €
Aviron Strasbourg 1881	188 €	188 €	-
Centre d'Instruction et de Pratique du Vol à Voile de Strasbourg	220 €	220 €	339 €
Cercle de Badminton de Strasbourg	203 €	203 €	235 €
Cercle de l'Aviron de Strasbourg	152 €	152 €	-
Club Sportif de Hautepierre	1 905 €	1 905 €	2 293 €
Ecole d'Equitation du Waldhof-Académie Equestre	739 €	739 €	935 €
Ecole de Karaté de Strasbourg	172 €	172 €	137 €
Ecole de Voile de Strasbourg	1 112 €	1 112 €	1 178 €
Ill Tennis Club	1 638 €	1 638 €	1 430 €
Judo Club de Strasbourg	570 €	570 €	489 €
La Sportive Neuhof	326 €	326 €	588 €
Libellules Basket Club de Strasbourg	284 €	284 €	291 €
Racing Club de Strasbourg Omnisports	408 €	408 €	415 €
Saint Joseph Strasbourg	385 €	385 €	326 €
SGS La Fraternelle	193 €	193 €	-
SGS La Strasbourgeoise	511 €	511 €	485 €
Sports et Loisirs Constantia	519 €	519 €	237 €
Strasbourg Eaux Vives	1 270 €	1 270 €	1 321 €
Strasbourg Université Club	9 359 €	9 359 €	9 007 €
Taekwondo Sipjin	321 €	321 €	-
Tennis Club Europe	351 €	351 €	430 €

56

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Versement de subventions à diverses associations et manifestations sportives strasbourgeoises.

Dans le cadre de la politique sportive de la Ville, des subventions exceptionnelles et des subventions d'équipement peuvent être octroyées en cours d'exercice aux associations sportives strasbourgeoises.

Au vu des dossiers réceptionnés par la Ville, il est proposé d'allouer une aide financière d'un montant total de **35 270 €** aux associations sportives ci-dessous :

Amicale Sportive Elsau Tennis
Soutien aux activités du club **2 000 €**

Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine
Soutien aux charges locatives **4 400 €**

Ballet Nautique de Strasbourg
Soutien à l'organisation du gala annuel de l'association qui aura lieu du 27 au 29 novembre 2015 au centre nautique de Schiltigheim **2 000 €**

Judo Club de Strasbourg
Soutien aux charges locatives **6 400 €**

Racing Club de Strasbourg Omnisports
- Soutien à la participation de la section quilles à la coupe d'Europe des clubs à Straubing en Allemagne du 29 septembre au 3 octobre 2015 : 1 000 €
- Soutien à l'organisation les 5 et 6 décembre 2015, par la section tir, du challenge international de tir jeunes : 4 000 € **5 000 €**

Strasbourg GRS
Soutien aux charges locatives **5 000 €**

Strasbourg Université Club
Soutien aux charges locatives **10 000 €**

Taekwondo Sipjin Strasbourg
Soutien aux charges locatives **470 €**

Par ailleurs, le Conseil municipal du 22 juin 2015 a attribué à Mme Chloé KAUTZMANN, athlète licenciée auprès de l'association Ballet Nautique de Strasbourg, une aide financière d'un montant de 5 000 € en soutien à sa préparation pour les qualifications aux Jeux olympiques de Rio 2016.

L'athlète nous a informés, courant du mois d'août 2015, de sa décision de quitter l'équipe de France pour se consacrer à son parcours professionnel et ne participera donc pas aux prochains Jeux olympiques.

Ainsi, l'objet de ce soutien n'ayant plus de fondement il vous est proposé d'annuler cette aide financière ainsi que l'engagement correspondant de 5 000 € sur la ligne budgétaire SJ03C/6574/8062/40 et de réaffecter ce montant sur la même ligne.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *l'allocation de subventions pour un montant total de **35 270 €** réparti comme suit :*

  - ***3 000 € sur le compte 415 / 6574 / 8055 / SJ03 B***

Aux associations sportives suivantes :

Amicale Sportive Elsau Tennis ***2 000 €***
Soutien aux activités du club
Racing Club de Strasbourg Omnisports ***1 000 €***
Soutien à la participation de la section quilles à la coupe d'Europe des clubs à Straubing en Allemagne du 29 septembre au 3 octobre 2015

  - ***6 000 € sur le compte 415 / 6574 / 8057 / SJ03 B***

Aux associations sportives suivantes :

Ballet Nautique de Strasbourg ***2 000 €***
Soutien à l'organisation du gala annuel de l'association qui aura lieu du 27 au 29 novembre 2015 au centre nautique de Schiltigheim
Racing Club de Strasbourg Omnisports ***4 000 €***

Soutien à l'organisation les 5 et 6 décembre 2015, par la section tir, du challenge international de tir jeunes

- ***26 270 € sur le compte 415 / 6574 / 8069 / SJ03 B***

Aux associations sportives suivantes :

Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine	***4 400 €***
Soutien aux charges locatives	
Judo Club de Strasbourg	***6 400 €***
Soutien aux charges locatives	
Strasbourg GRS	***5 000 €***
Soutien aux charges locatives	
Strasbourg Université Club	***10 000 €***
Soutien aux charges locatives	
Taekwondo Sipjin Strasbourg	***470 €***
Soutien aux charges locatives	

- *l'annulation de l'aide financière de 5 000 € et de l'engagement correspondant, attribuée par délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2015 à Madame Chloé KAUTZMANN*

décide

- *l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires*

  - *415 / 6574 / 8055 / SJ03 B du BP 2015 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 3 300 €*
  - *415 / 6574 / 8057 / SJ03 B du BP 2015 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 14 950 €*
  - *415 / 6574 / 8069 / SJ03 B du BP 2015 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 35 600 €*

- *la réaffectation du montant annulé sur la ligne budgétaire SJ03C/6574/8062/40*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015

et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Versement de subventions aux associations sportives strasbourgeoises.

Conseil municipal du 20 novembre 2015

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Amicale Sportive Elsau Tennis	soutien aux activités du club	2 000 €	2 000 €	-
Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine	soutien aux charges locatives	4 400 €	4 400 €	4 400 €
Ballet Nautique de Strasbourg	soutien à l'organisation du gala annuel de l'association organisé du 27 au 29 novembre 2015 au centre nautique de Schiltigheim	2 000 €	2 000 €	2 200 €
Judo Club de Strasbourg	soutien aux charges locatives	6 400 €	6 400 €	6 400 €
Racing Club de Strasbourg Omnisport	- soutien à la participation, en octobre 2015, de la section quilles à la coupe d'Europe des clubs - soutien à l'organisation en décembre 2016, par la section tir, du challenge international de tir « jeunes »	3 000 € 4 000 €	1 000 € 4 000 €	3 000 € 4 000 €
Strasbourg GRS	soutien aux charges locatives	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Strasbourg Université Club	soutien aux charges locatives	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Taekwondo Sipjin Strasbourg	soutien aux charges locatives	600 €	470 €	930 €

57

Interpellation au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Interpellation de Monsieur Thierry ROOS : "Une vision concertée pour la Robertsau".

La question du devenir du foyer St Louis est en suspens depuis près de 3 ans. La presse nous a récemment informés de la création d'un petit groupe de travail autour de vous. Je ne peux que me réjouir de votre volonté de dialogue sur ce sujet qui préoccupe de très nombreux Robertsauviens.

Et je crois que la situation évolue assez rapidement. Sur d'autres sujets, ces mêmes Robertsauviens ont également pu apprendre par les médias que vous aviez un projet immobilier à l'entrée de la Robertsau tandis que le Président de l'Eurométrople annonce que le tram arrivera à la Robertsau accompagné, « de politique d'urbanisation et de construction de la ville dans la ville ».

En résumé, la ligne E du tram crée par Fabienne Keller en 2007 pour desservir la Robertsau, va enfin, à ma grande satisfaction, être prolongée et vous avez plein de projets d'urbanisation par ailleurs.

N'est-il pas temps de profiter de l'incroyable intérêt des Robertsauviens pour leur quartier, en leur proposant également un atelier urbain sur l'aménagement de l'entrée du quartier ? Ils sont en effet très nombreux à montrer leur attachement et l'intérêt à leur cadre de vie et au débat.

Il faut saisir l'opportunité de l'arrivée du tram à la Robertsau et de l'aménagement urbain pour fédérer les énergies et réfléchir aux meilleures propositions pour dessiner une cohérence des bâtiments, des voies et des usages. Non seulement à la Robertsau mais aussi dans l'ensemble des quartiers de notre agglomération.

Il y a des désirs de pistes cyclables rue Boecklin, on parle de zone de rencontre, zone 30, zone bleue, de salles de spectacle, de regroupement des services publics… Tous ces sujets doivent être évoqués.

La sagesse devrait inciter, avant de sceller le sort et l'avenir du foyer St Louis, à l'inclure dans une consultation large, participative sur l'aménagement ambitieux de

l'entrée de la Robertsau. L'expérience nous montre qu'il vaut parfois mieux prendre un peu plus de temps pour aboutir à des décisions mûrement réfléchies et partagées.

Je vous remercie.

Réponse de Madame DREYER, adjointe au Maire :

Monsieur le conseiller,
Vous avez souhaité attirer notre attention sur le quartier de la Robertsau et vous évoquez dans votre interpellation, un grand nombre de projets. Je ne vais pas entrer dans le détail de chacun d'eux, mais plutôt vous dire comment ces projets s'articulent dans une vision cohérente du quartier. Parce qu'un quartier ne peut pas être réduit à une mosaïque de projets. Il doit être considéré dans son ensemble et dans ses équilibres avec ses flux, ses centralités, et surtout ses connexions au reste de la ville.

Depuis 2008, notre action pour la Robertsau se construit autour d'une vision globale et équilibrée qui prend en compte tous les aspects du quotidien des Robertsauviens. Cette vision s'articule autour de trois axes forts :

En premier lieu, la question des déplacements – elle est centrale.

Nous allons enfin réparer l'erreur d'avoir construit un tramway qui s'arrête juste à l'entrée d'un quartier actif et peuplé. Le prolongement de la ligne E jusqu'à l'Escale est désormais acté : il permettra l'amélioration de la desserte du quartier avec des conséquences positives sur les conditions de circulation des autres modes de transport. Je tiens à le rappeler, le tramway circulera en site propre au milieu d'un axe vert avec des aménagements paysagers et sera accompagné par des voies de déplacements réservées aux piétons et aux cyclistes, sans aucune circulation automobile.

A l'occasion de la mise en fonction du tramway, le réseau de bus sera redessiné, avec notamment l'objectif d'améliorer les conditions de circulation dans la rue Boecklin.

En second lieu, la manière dont la ville continue à se construire.

Si la Robertsau participe, comme tous les quartiers, à la politique de construction de logements, nous veillons à ce que chaque projet s'intègre au mieux dans l'environnement existant.

Avec le Plan Local d'Urbanisme, nous apportons des garanties juridiques fortes à un développement urbain raisonnable.

L'Eurométropole est sur le point d'arrêter ce PLU avant d'engager les différentes étapes de consultation et d'enquête publique.

- des cœurs d'îlots sont protégés et rendus inconstructibles pour permettre la respiration nécessaire au quartier.

- Le travail mené avec les habitants et les associations nous a conduits à identifier 75 bâtiments exceptionnels et 161 bâtiments architecturalement intéressants qui feront désormais l'objet d'une protection patrimoniale particulière.

Enfin, à la Robertsau, nous donnons toute sa place à la nature et à l'agriculture nourricière locale.

Nous entendons protéger et sauvegarder les espaces naturels de la Robertsau dans le respect de la tradition maraîchère du quartier.

Dans le PLU, nous étendons la surface réservée aux activités agricoles et celles des zones naturelles et forestières. A cela s'ajoute le futur classement de la forêt le la Robertsau.

Ainsi, la vision équilibrée du développement de la Robertsau se retrouve dans le PLU intercommunal qui met en cohérence notre politique de l'habitat et notre politique de déplacement permettant ainsi une approche complète des enjeux du quartier en lien avec le reste de la ville et le reste de l'intercommunalité.

Pour porter cette vision dans les actions concrètes que nous menons, nous avons choisi une méthode qui s'inscrit dans la démarche de renforcement de la démocratie locale, impulsée par le Maire de Strasbourg.

C'est pourquoi sur de nombreux projets, un travail de concertation est mené avec le Conseil de quartier qui est l'interlocuteur privilégié de la ville de Strasbourg. Ce Conseil de quartier peut associer d'autres habitants à sa réflexion et d'ailleurs, c'est le cas à la Robertsau.

Nous croyons en effet que les projets peuvent se nourrir de la discussion et de la prise en compte de l'expertise d'usage du citoyen, tout en sachant que la somme des intérêts particuliers ne fait pas l'intérêt général.

Sous le précédent mandat, le travail mené par l'atelier de projet « transports et déplacements » est une illustration de cette démarche de concertation. A l'issue de la démarche, le Maire a validé des options qui font aujourd'hui référence pour l'évolution des déplacements dans le quartier. Je vous ai amené un exemplaire, parce qu'étant nouvel élu, vous n'avez peut-être pas eu accès à ce document qui est la référence et qui est issu d'un atelier de projets largement ouvert à tous les habitants.

Dans l'équipe actuelle du Conseil de quartier, un groupe, appelé « urbanisme et déplacements » a été constitué. Il poursuit le travail autour des questions de transport et de déplacements et des rencontres sont prévues prochainement pour présenter l'avancement de ces réflexions.

Un autre groupe travaille sur le maillage des pistes cyclables et nous soumettra ses propositions au mois de janvier.

S’agissant du cas spécifique du Foyer Saint Louis, nous avons fait le choix de l’écoute des positions des uns et des autres en suspendant la délibération du Conseil municipal pour donner le temps nécessaire à une discussion sereine. Nous espérons, en effet, aboutir à une solution équilibrée.

Vous voyez, Monsieur le Conseiller, que notre démarche se décline en actes, en cohérence avec nos politiques municipales, dans un esprit d’écoute, de concertation et de responsabilité.

Je vous remercie

Cette réponse est suivie d’un échange.

Strasbourg.eu
eurométropole

58

Interpellation au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Interpellation de Monsieur Jean-Philippe VETTER : "Bains municipaux : un besoin de clarté".

Monsieur le Maire,

La troisième et dernière réunion sur l'avenir des Bains Municipaux vient d'avoir lieu. Ainsi s'achève un premier processus qui a vu de nombreux Strasbourgeois exprimer leur attachement au maintien de cet établissement public. **À cette occasion, une pétition de plus de 6000 signatures vous a été remise.** Une initiative qui fait inévitablement écho à votre engagement pris l'an dernier lors de la campagne aux élections municipales : l'engagement numéro 41.

Par ailleurs, depuis quelques jours, les études commandées depuis 2008 suscitent de nombreuses questions qui appellent une réponse claire de votre part.

Face à cette situation, je souhaiterais vous poser de nombreuses questions :

1) Pourquoi avoir renoncé à votre promesse de campagne ? Seule une très bonne raison peut justifier un tel revirement à peine quelque mois après votre élection.

2) Pourquoi avoir choisi de dévoiler certaines études et d'autres non ? Pourquoi ne donnez-vous toujours pas accès à la fameuse étude de 2010 produite par Finance Consult / Sartorio / Algoe ? Que contient-elle qui ne doit être dévoilé aux Strasbourgeois ?

Monsieur le Maire, je vous remercie pour les réponses que vous pourrez me formuler personnellement.

Réponse de Monsieur Bitz, Adjoint au Maire :

Monsieur le Conseiller,

Tout d'abord vous interrogez le Maire oralement sur l'inscription d'un point à l'ordre du jour de notre Conseil mais évidemment que cette inscription ne peut avoir lieu qu'à partir du moment où il y a une délibération à adopter, c'est-à-dire une décision à prendre, c'est-à-dire un évènement autre que la nécessité chaque mois d'avoir son nom dans le journal pour permettre des promotions de certains membres de notre Conseil.

Donc, les points seront rendus comme cela a été annoncé au moment du retour de l'étude qui a été commandée à la SPL et c'est à ce moment-là qu'on peut débattre intelligemment avec les éléments d'une situation en dehors de toute polémique ou de volonté simplement d'apparaître sur un dossier ou d'exister politiquement sur un quartier de la Ville.

S'agissant de votre interpellation écrite, je souhaite tout d'abord vous remercier pour avoir souligné la démarche de dialogue public souhaitée par le Maire de Strasbourg qui a permis de mettre en lumière l'intérêt jamais démenti des Strasbourgeois pour leurs Bains municipaux.

Le succès des visites organisées dans cet établissement par la Ville, lors des journées du patrimoine, ou encore l'affluence lors des réunions publiques et notamment la troisième en témoignent.

Par ailleurs, de nombreuses rencontres à différents formats se sont déroulées ce qui a montré l'attachement de nos concitoyens à ce lieu.Vous évoquez la pétition lancée par « La Victoire pour tous » qui a recueilli plus de 6 000 signatures. Cette pétition souligne également le fort attachement aux Bains de la Victoire, que nous avons tous l'ambition de défendre, de rénover et de promouvoir. D'ailleurs, cette pétition, je la cite, vise « *à conserver, à rénover et à développer ce patrimoine commun dans le giron municipal et dans le cadre du service public et à maintenir l'unité du site et de l'établissement qui pourra ainsi redevenir un joyau social, artistique et culturel majeur de Strasbourg ».*
Il me semble que nous sommes très nombreux - et peut-être même plus de 6.000 ! - à nous retrouver autour de la grande majorité des propositions de cette pétition qui a été initiée avant que nous donnions, que le Maire donne sur ce dossier des axes politiques définis désormais dans un document cadre adopté par le Conseil et que vous n'avez pas approuvé.

Aussi je tiens à vous rappeler ces objectifs fixés dans ce document et adoptés le 22 juin dernier par notre Conseil : sur la dimension patrimoniale, sur la conservation des fonctions actuelles de baignade, sur l'optimisation des capacités, la nécessité d'apporter des solutions aux 5 000 m^2 qui sont actuellement vides ou très mal utilisés.

Cette charte, enfin, rappelle qu'il est nécessaire de continuer à remplir la mission de piscine de service public aux mêmes tarifs que les autres bassins de l'Eurométropole, de conserver les mêmes volumes horaires, l'accès des scolaires, d'offrir un service public de douches, enfin de proposer dans le cadre du dispositif « sport, santé sur ordonnance » des moyens supplémentaires.

J’ai regardé avec amusement, votre souplesse de contorsionniste, vous qui avez revêtu le costume du défenseur de la régie publique devenue à vos yeux le seul et unique modèle économique utilisable par les collectivités territoriales, quelques heures seulement après avoir pointé le fait que la collectivité dépenserait trop d’argent et investirait sur ces fonds de trop et qu’il faudrait réduire la dépense.

En l’espace d’une seule séance, vous montrez une fois de plus vos contradictions sur ce dossier. Avec des arrière-pensées sans aucun doute politiciennes, vous avez trouvé avec ce thème un théâtre, une tribune, quitte à renier à l’évidence vos convictions. Je note d’ailleurs une certaine gêne chez certains de vos amis politiques qui ne trouvent pas inconcevables de développer des projets mêlant contrôle public, service public et initiative privée.

En tout cas, affirmer que d’autres renient leurs convictions est encore une autre affaire. Vous évoquez ainsi la proposition N°41 du programme électoral présentée par le candidat Roland Ries en 2014, je la lis : « *Rénovation de la piscine de la Victoire dans le cadre du plan piscine ».* Si vous l'aviez oublié, je vous renvoie aussi au Plan Piscine qui est de la compétence de l’Eurométropole et que la délibération cadre du Conseil de communauté du 5 février 2010, qui organise le « Plan piscine », mentionne expressément, les Bains municipaux, effectivement, c’est visé par cette délibération du 5 février 2010 mais en indiquant que : *« au regard de la spécificité du bâtiment et des contraintes liées à son classement pour partie à l’inventaire supplémentaire des monuments historiques, les interventions à prévoir aux Bains municipaux sur la période 2010-2014 doivent faire l’objet d’un examen particulier. Une gestion sous forme déléguée de l’établissement est parallèlement mise à l’étude* ». Comme vous le savez peut-être il n’y a pas eu d’autres délibérations depuis sur ce sujet. Donc au moment même de l’adoption du plan piscine, les Bains municipaux faisaient l’objet d’un traitement particulier.

Par ailleurs, le Maire a également indiqué à ce sujet qu’il avait souhaité que les Bains municipaux puissent continuer à remplir leur mission de piscine de service public, c'est-à-dire et c’est l’essentiel aux mêmes tarifs que tous les autres bains situés dans l’Eurométropole.

Concernant la communication des études, la loi du 17 juillet 1978 qui organise la transmission des documents administratifs exclut l’obligation de transmission des documents préparatoires à une décision tant que celle-ci n’est pas prise. Il me semble important de vous rappeler qu’à ce stade de la réflexion aucun projet de rénovation des Bains municipaux n’a été validé par les Conseils de la Ville et de l’Eurométropole. Ainsi que nous l'avons toujours dit depuis la relance de ce dossier en début d’année, nous attendons le retour de l'étude que les deux collectivités, ont confié à leur outil la SPL des Deux Rives. Le fruit de ces études sera bien entendu présenté publiquement et fera aussi l'objet d'un passage en conseil municipal et c’est à ce moment-là qu’il peut y avoir un débat construit sur des bases actualisées.

Cependant, dans un souci de parfaite transparence, Monsieur le Maire a demandé aux services de transmettre l’intégralité des études réalisées sur cette affaire. D’ailleurs

l’étude de 2010 produite par Finance Consult/Sartorio/Algoe a été communiquée à l’association ABAK il y a bientôt plus de trois semaines. Effectuée il y a cinq ans, cette étude ne contient rien qui ne puisse être dévoilé aux Strasbourgeois. Tout juste comporte-t-elle des éléments datés, tant dans l'analyse que dans les chiffres, qui justifient d'ailleurs à eux seuls la mission que nous avons confiée à la SPL des Deux Rives.
Cette étude sera disponible dès lundi si vous le souhaitez et sera transmise à tous les groupes politiques qui siègent au Conseil comme elle l’a été à l’association des habitants du quartier, il y a maintenant trois semaines.
Monsieur le Conseiller municipal, on reste enfin sans éclairage quant à vos propositions pour les locaux des Bains municipaux aujourd’hui vides ou affectés à des activités sans aucun rapport avec la vocation initiale de l’établissement. Pourtant, l’enjeu de ce projet de rénovation des Bains municipaux est bien là : définir de nouvelles activités qui pourraient y prendre place, tout en étant compatibles avec la vocation aquatique initiale de l’établissement, et respectueux de la qualité patrimoniale d'un lieu unique auquel nous sommes tous attachés.
Je vous remercie, Monsieur le Maire.

Cette réponse est suivie d’un échange.

Strasbourg.eu
eurométropole

59

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Signature de la Déclaration universelle des Droits de l'Humanité par la ville de Strasbourg.

La France accueille, à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015, la 21e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, la COP21.

A l'occasion de ce rendez-vous auquel prendront part les représentants de 195 pays pour parvenir à un nouvel accord international sur le climat, les autorités françaises ont également souhaité formuler des recommandations pour une nouvelle étape en matière de droits humains.

Un groupe de travail, composé de spécialistes de droit international public et du droit de l'environnement, du climat, d'un représentant de l'association des anciens ministres de l'environnement, et de représentants d'ONG, présidé par Madame Corinne LEPAGE, a ainsi rédigé une Déclaration Universelle des Droits de l'Humanité.

Cette déclaration, qui comporte quatre principes, six droits et six devoirs, s'inscrit dans la filiation de la Déclaration universelle des droits de l'homme proclamée à Paris en 1948, et dans la continuité de plusieurs conventions et déclarations postérieures concernant le développement, l'environnement et les générations futures.

Elle s'articule autour d'un grand principe : le droit pour tous les habitants de la Terre de vivre dans un monde dont le futur n'est pas compromis par l'irresponsabilité du présent.

La Déclaration Universelle des Droits de l'Humanité sera présentée à l'ensemble des pays prenant part aux négociations de la COP21 dans un processus qui vise à aboutir à une adoption du texte par l'Assemblée générale des Nations unies courant 2016.

La ville de Strasbourg, siège de renommée internationale de diverses institutions de défense des droits de l'homme, est appelée à souscrire cette déclaration, devenant ainsi la première ville au monde à adhérer à ce nouveau texte de portée universelle.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
après en avoir délibéré

approuve

les dispositions de la Déclaration Universelle des Droits de l'Humanité

autorise

le Maire à la signer.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15

Déclaration Universelle des Droits de l'Humanité

PREAMBULE

Rappelant que *l'humanité et la nature sont en péril et qu'en particulier les effets néfastes des changements climatiques, l'accélération de la perte de la biodiversité, la dégradation des terres et des océans, constituent autant de violations des droits fondamentaux des êtres humains et une menace vitale pour les générations présentes et futures,*

Constatant que *l'extrême gravité de la situation, qui est un sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière, impose la reconnaissance de nouveaux principes et de nouveaux droits et devoirs,*

Rappelant *son attachement aux principes et droits reconnus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, y compris à l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi qu'aux buts et principes de la Charte des Nations Unies,*

Rappelant *la Déclaration sur l'environnement de Stockholm de 1972, la Charte mondiale de la nature de New York de 1982, la Déclaration sur l'environnement et le développement de Rio de 1992, les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies « Déclaration du millénaire » de 2000 et « L'avenir que nous voulons » de 2012,*

Rappelant que *ce même péril est reconnu par les acteurs de la société civile, en particulier les réseaux de personnes, d'organisations, d'institutions, de villes dans la Charte de la Terre de 2000,*

Rappelant que *l'humanité, qui inclut tous les individus et organisations humaines, comprend à la fois les générations passées, présentes et futures, et que la continuité de l'humanité repose sur ce lien intergénérationnel,*

Réaffirmant que *la Terre, foyer de l'humanité, constitue un tout marqué par l'interdépendance et que l'existence et l'avenir de l'humanité sont indissociables de son milieu naturel,*

Convaincus que *les droits fondamentaux des êtres humains et les devoirs de sauvegarder la nature sont intrinsèquement interdépendants, et convaincus de l'importance essentielle de la conservation du bon état de l'environnement et de l'amélioration de sa qualité,*

Considérant la responsabilité particulière des générations présentes, en particulier *des Etats qui ont la responsabilité première en la matière, mais aussi des peuples, des organisations intergouvernementales, des entreprises, notamment des sociétés multinationales, des organisations non gouvernementales, des autorités locales et des individus,*

Considérant *que cette responsabilité particulière constitue des devoirs à l'égard de l'humanité, et que ces devoirs, comme ces droits, doivent être mis en œuvre à travers des moyens justes, démocratiques, écologiques et pacifiques,*

Considérant que *la reconnaissance de la dignité inhérente à l'humanité et à ses membres constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,*

Proclame *les principes, les droits et les devoirs qui suivent et adopte la présente déclaration :*

<u>Les principes</u>

I

Le principe de responsabilité, d'équité et de solidarité, intragénérationnelles et intergénérationnelles, exige de la famille humaine et notamment des Etats d'œuvrer, de manière commune et différenciée, à la sauvegarde et à la préservation de l'humanité et de la terre.

II

Le principe de dignité de l'humanité et de ses membres implique la satisfaction de leurs besoins fondamentaux ainsi que la protection de leurs droits intangibles. Chaque génération garantit le respect de ce principe dans le temps.

III

Le principe de continuité de l'existence de l'humanité garantit la sauvegarde et la préservation de l'humanité et de la terre, à travers des activités humaines prudentes et respectueuses de la nature, notamment du vivant, humain et non humain, mettant tout en œuvre pour prévenir toutes les conséquences transgénérationnelles graves ou irréversibles.

IV

Le principe de non-discrimination à raison de l'appartenance à une génération préserve l'humanité, en particulier les générations futures et exige que les activités ou mesures entreprises par les générations présentes n'aient pas pour effet de provoquer ou de perpétuer une réduction excessive des ressources et des choix pour les générations futures.

Les droits de l'humanité

V

L'humanité, comme l'ensemble des espèces vivantes, a droit de vivre dans un environnement sain et écologiquement soutenable.

VI

L'humanité a droit à un développement responsable, équitable, solidaire et durable.

VII

L'humanité a droit à la protection du patrimoine commun et de son patrimoine naturel et culturel, matériel et immatériel.

VIII

L'humanité a droit à la préservation des biens communs, en particulier l'air, l'eau et le sol, et à l'accès universel et effectif aux ressources vitales. Les générations futures ont droit à leur transmission.

IX

L'humanité a droit à la paix, en particulier au règlement pacifique des différends, et à la sécurité humaine, sur les plans environnemental, alimentaire, sanitaire, économique et politique. **Ce droit vise, notamment, à préserver les générations successives du fléau de la guerre.**

X

L'humanité a droit au libre choix de déterminer son destin. Ce droit s'exerce par la prise en compte du long terme, et notamment des rythmes inhérents à l'humanité et à la nature, dans les choix collectifs.

Les devoirs à l'égard de l'humanité

XI

Les générations présentes ont le devoir **d'assurer le respect des droits** de l'humanité, comme celui de l'ensemble des espèces vivantes. Le respect des droits de l'humanité et de l'homme, qui sont indissociables, s'appliquent à l'égard des générations successives.

XII

Les générations présentes, **garantes des ressources, des équilibres écologiques, du patrimoine** commun et du patrimoine naturel, culturel, matériel et immatériel, ont le devoir de faire en sorte que ce legs soit préservé et qu'il en soit fait usage avec prudence, responsabilité et équité.

XIII

Afin d'assurer la pérennité de la vie sur terre, les générations présentes ont le devoir de tout mettre en œuvre pour **préserver l'atmosphère et les équilibres climatiques** et de faire en sorte de prévenir autant que possible les **déplacements de personnes** liés à des facteurs environnementaux et, à défaut, de secourir les personnes concernées et de les protéger.

XIV

Les générations présentes ont le devoir d'orienter le **progrès scientifique et technique** vers la préservation et la santé de l'espèce humaine et des autres espèces. A cette fin, elles doivent, en particulier, assurer un accès et une utilisation des ressources biologiques et génétiques respectant la dignité humaine, les savoirs traditionnels et le maintien de la biodiversité.

XV

Les Etats et les autres sujets et acteurs publics et privés ont le devoir d'**intégrer le long terme** et de promouvoir un développement humain et durable. Celui-ci ainsi que les principes, droits et devoirs proclamés par la présente déclaration doivent faire l'objet **d'actions d'enseignements, d'éducation et de mise en œuvre**.

XVI

Les Etats ont le devoir d'assurer **l'effectivité des principes**, **droits et devoirs** proclamés par la présente déclaration, y compris en organisant des mécanismes permettant d'en assurer le respect.

60

Motion au Conseil Municipal du vendredi 20 novembre 2015

Motion pour la COP21 à l'initiative des élus écologistes et citoyens « Vers une économie décarbonée en faveur de la transition énergétique ».

Motion pour la COP21 à l'initiative des élus écologistes et citoyens

« En faveur de la transition énergétique et du climat»

La France, à l'initiative du Président de la République, a été officiellement nommée pays hôte de la 21e conférence climat en 2015 des Nations Unies (Paris Climat 2015).
C'est une échéance déterminante pour l'avenir de la planète et de l'humanité.

Le GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur les Evolutions du Climat) nous alerte sur les risques majeurs auxquels s'expose l'humanité, si nous ne transformons pas nos manières de produire et de consommer afin de limiter l'augmentation de la température globale à moins de deux degrés d'ici la fin du siècle. Cet accord doit être ambitieux et contraignant.

Notre ville et nos territoires n'échappent pas aux conséquences des changements climatiques (inondations, perte de biodiversité…) mais ils peuvent aussi apporter des solutions durables pour répondre à ce défi, en complément des engagements des Etats, des Régions et de la société civile.

La Ville de Strasbourg a déjà engagé des actions visant à transformer nos manières de produire et de consommer, considérant que nos politiques publiques, en matière énergétique, de transport, de mobilité, d'urbanisme, en matière d'agriculture et d'alimentation, peuvent contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique tout en soutenant l'emploi local.
Son rôle est aussi de mobiliser la société civile, les habitantes et habitants, ses partenaires privés, publics et financiers pour amplifier les effets de ses politiques et construire avec eux les conditions d'une économie bas carbone, qui contribue à l'objectif de limiter à deux degrés la hausse des températures moyennes.

Conscients du rôle décisif de la finance et des acteurs des marchés de capitaux dans le financement d'une économie faible en carbone.

Considérant les nouvelles obligations résultant de l'article 173 de la loi de transition énergétique en matière de transparence des banques, des assureurs, des investisseurs, sur leur rôle dans le financement de la transition énergétique et du passage à une économie bas carbone ;

Considérant que les collectivités territoriales sont des acteurs clés pour mettre en œuvre ces orientations au niveau local, en lien avec toutes les parties prenantes et peuvent exercer une influence forte auprès de leurs partenaires financiers ;

La Ville de Strasbourg, capitale européenne, membre du réseau des Villes mobilisées pour le climat, s'engage à :

- **Amplifier ses politiques actuelles en faveur du climat, de l'égalité urbaine et de la santé de ses habitantes et habitants** notamment :

-le développement des énergies renouvelables pour l'approvisionnement en énergie et la valorisation des déchets,
-le développement de nouvelles formes de mobilités, la réduction de la place de la voiture, l'extension de son réseau de transport collectif en site propre vers les quartiers prioritaires et de son réseau cyclable contribuant à l'amélioration de la qualité de l'air, questionner tout nouveau projet d'infrastructures routières aux regards des impératifs climatiques.
-la réhabilitation thermique du patrimoine bâtit (logements, équipements…) public et privé,
-la valorisation de la biodiversité y compris dans les modes de construction,
-le soutien à une agriculture urbaine de proximité, aux circuits courts et à l'accès à une alimentation de qualité dans les restaurants scolaires.

- **Renforcer ses politiques actuelles pour atteindre les objectifs fixés dans le plan climat** visant à réduire d'au moins 30 % nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, d'augmenter la part d'énergies renouvelables sur nos territoires pour atteindre les 30 % et d'améliorer l'efficacité énergétique de 30 %.
- **Accentuer sa coopération et le partage d'expériences** avec d'autres collectivités locales.
- **soutenir les initiatives citoyennes** pour le climat, la transition énergétique et une économie décarbonée.
- **Intégrer ses objectifs climatiques et environnementaux** dans l'ensemble de ses politiques et se doter d'indicateurs adéquats pour une évaluation permanente des effets et résultats.
- **Continuer d'orienter les investissements** et les marchés publics vers des choix et des filières sobres en carbone.
- Engager une discussion avec ses partenaires financiers sur leurs investissements et leurs émissions de gaz à effet de serre et les moyens mis en œuvre pour contribuer à la transition énergétique et écologique.

Nous confirmons notre détermination à contribuer à notre niveau aux engagements qui seront indispensables au succès de la COP21 et au respect de la charte des droits de l'Humanité dont Strasbourg est l'une des premières signataires.

Adopté le 20 novembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 23 novembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 23/11/15